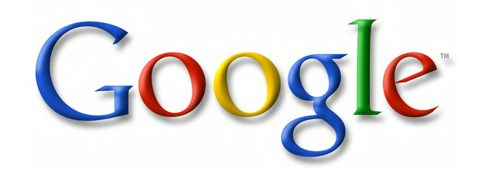


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

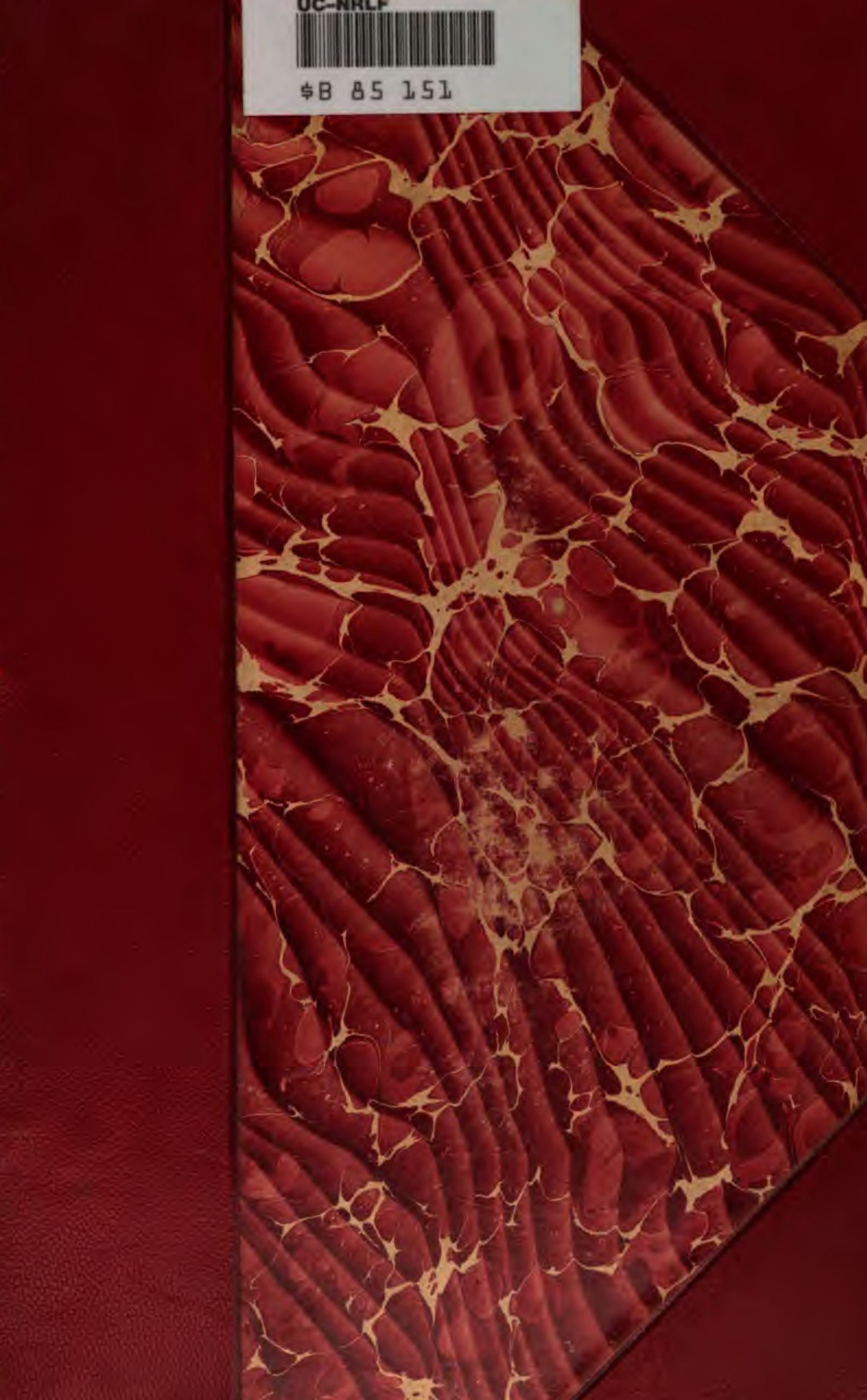
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/


UC-NRLF
$B 85 151


LIBRARY
UNIVERSITY OF
CALIFORNIA



SOUVENIRS

DU

CHEVALIER DE CUSSY



LE CHEVALIER DE CUSSY

PREMIER SECRETAIRE DE LA LÉGATION DE FRANCE EN SAXE 1826

d'apres un portrait de Gerard

appartenant a Mme la Baronne de Cussy

Plon Nourrit & Cie Edit

Cussy, Ferdinand de Cornot, baron de

SOUVENIRS

DU

CHEVALIER DE CUSSY

GARDE DU CORPS, DIPLOMATE ET CONSUL GÉNÉRAL

1795-1866

PUBLIÉS PAR

LE Cte MARC DE GERMINY

TOME PREMIER

Avec un portrait en héliogravure

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1909

Tous droits réservés

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

Published 24 February 1909.
Privilege of copyright in the United States reserved under the Act approved March 3d 1905 by Plon-Nourrit et Cie.

GIFT

DC 255
C9 A3
1909
v. 1

INTRODUCTION

Selon les généalogistes, Jocelin de Cornot, de la baronnie de Cornot (ou Cornod) en Bourgogne, faisait partie de la sixième croisade conduite par saint Louis, en qualité de « mestre des engingneurs » (ingénieur).

Pourvue dans la suite des temps des seigneuries de Bligny, de Cussy, de Coysas et autres lieux, comptant plusieurs chevaliers de Malte et nombre de ses membres tués au service de la France, notamment à Rosebecq, au siège de La Rochelle et à Denain, la famille de Cornot était représentée en 1789 par deux frères : François et Antoine. Venu au monde en 1761, l'aîné, François, dit « le marquis de Bligny », fut un assez triste sire. Bretteur enragé, débauché, joueur criblé de dettes, il quitta la France avec les premiers émigrés et disparut à jamais, tué, croit-on, en duel, et ne laissant ni descendance ni regrets. Son frère puîné, Antoine, chevalier, puis baron de Cussy, mena une vie moins agitée mais aussi plus digne en tous points. Après avoir été obligé d'abandonner le service militaire à la suite d'un grave accident de cheval, il entra, par la protection de M. de Calonne, dans la paisible administration des *Vingtièmes*. De son mariage avec

une Espagnole, Marie-Anne de Renodo, il eut deux filles (1) et un fils, Ferdinand, né en pleine tourmente révolutionnaire. Ce sont les mémoires de ce chevalier Ferdinand de Cussy que nous présentons aujourd'hui aux lecteurs.

Successivement aide de camp du général baron Janssens, pendant la campagne de France, garde du corps de Louis XVIII, diplomate et consul général, le chevalier de Cussy a écrit au cours de longues années les souvenirs de sa vie (2).

Dans les pages de ce journal de sa vie, qu'il appelle fort rationnellement « mes *jalons* », l'auteur — il nous le dit à l'occasion — n'a pas voulu faire de style, s'étant borné à noter ses impressions au jour le jour.

Doué d'un esprit sagace et observateur, le chevalier de Cussy a apprécié en toute sincérité les événements qu'il a vu se dérouler. Résolument monarchiste, et monarchiste libéral, il est souvent — très souvent — bon prophète. Si parfois on le voit émettre sur les hommes et les choses des jugements en contradiction avec ceux qu'il a portés plusieurs années auparavant, qu'on ne lui jette pas la pierre! Le chevalier de Cussy ne nous cite-t-il pas volontiers ce mot qu'il a entendu prononcer par son

(1) Anne-Marie, dame Bauny de Léris, née en 1788, morte en 1850; Marie-Virginie, dame Terrain de la Motte, née en 1799, morte en 1824.

(2) Le chevalier de Cussy est l'auteur de plusieurs ouvrages fort estimés :

a) *Dictionnaire ou Manuel lexique du diplomate et du consul*, Leipzig, 1846.

b) *Règlements consulaires des principaux Etats maritimes de l'Europe et de l'Amérique; fonctions et attributions des consuls*, 1852.

c) *Phases et causes célèbres du droit maritime des nations*, 1856.

d) *Récit historique des événements politiques les plus remarquables qui se sont passés depuis 1814 jusqu'à 1859*, 1859.

e) *Recueil des traités de commerce et de navigation de la France* (en collaboration avec le comte d'Hauterive).

f) *Guide diplomatique* (en collaboration avec le baron de Martens).

maître et ami vénéré, Chateaubriand : « Seuls les sots sont décidés à ne jamais modifier leurs opinions sur les gens et sur les choses » ?

Certes, notre auteur sait louer ceux qu'il aime, et le marquis de Bonnay, Chateaubriand, le comte de La Ferronnays, MM. de Rayneval et de Martignac sont par lui exaltés. Par contre, sa plume ne ménage point les personnages qu'il soupçonne, à tort ou à raison, d'être, non pas ses ennemis personnels, mais ceux du bien public. Sévère pour Damas et Villèle, il malmènera aussi quelque peu les chefs du gouvernement provisoire de février 1848, « les onze sages », comme il les appelle. Mais, quelle saveur trouverait-on à des souvenirs si l'auteur y faisait indéfiniment l'apologie de tous ses contemporains ?

Le chevalier de Cussy ne déteste pas les gauloiseries; il est de son temps et les anecdotes interviennent *currente calamo* au gré de sa mémoire. A côté de propos sans intérêt primordial pour l'histoire, que d'aperçus marqués au coin du bon sens sur plusieurs puissances étrangères! Ce qu'il dit, par exemple, de l'avenir de la Prusse, ne s'est-il pas, hélas! réalisé? Nous en savons quelque chose... Et ne croirait-on pas que ce que le chevalier a noté il y a une soixantaine d'années sur la pruderie anglaise et sur certains usages des fonctionnaires russes, a été écrit tout récemment?...

Bien qu'à la mort de son père l'auteur eût pu s'intituler baron de Cussy et marquis de Bligny, c'est sous la dénomination plus modeste de chevalier de Cussy que nous croyons devoir publier ces souvenirs. Ce titre de « chevalier » sonnait familièrement aux oreilles de Ferdinand de Cussy. Dans sa plus tendre enfance, il avait entendu

sa mère nommer ainsi son père. Et lui-même, dès sa première jeunesse, ne l'appelait-on pas « chevalier »?... Ses signatures n'omettent jamais cette qualification qu'il semble encore affectionner davantage à partir du moment où il appartient à l'ordre de Malte.

En voilà assez pour présenter l'auteur de ces pages, à la lecture desquelles le lecteur pourra constater qu'au cours de sa longue carrière le chevalier de Cussy fut sans défaillance un bon serviteur de son pays et qu'il fut constamment fidèle à la devise de sa maison : « Oncques ne faillit », ainsi qu'à la maxime : « Fais ce que dois, advienne que pourra », par laquelle il clôt le livre de sa vie (1).

LES EDITEURS.

(1) Le chevalier de Cussy est mort à Paris en 1866. De son mariage avec Mlle Amélie Dulong de Rosnay, fille d'un héros des guerres impériales, il n'eut qu'un fils unique, Henri, baron de Cussy, né en 1830 et mort en 1895. Ce dernier suivit la carrière paternelle, devint consul général, et vit s'éteindre avec lui la descendance mâle des Cornot de Cussy. C'est à M. le comte Marc de Germiny, gendre d'Henri de Cussy, que nous devons la communication des manuscrits du chevalier de Cussy.

SOUVENIRS

DU

CHEVALIER DE CUSSY

CHAPITRE PREMIER

Idées qui ont guidé la rédaction de ces notes. — Premiers souvenirs. — Le vieux capitaine Séguin. — En Hollande. — A Mézières. — Le général Janssens. — Nous sauvons la vie au comte de Saint-Priest. — En campagne. — Le capitaine Jajenski. — « Embrassez-la et que ça finisse! ». — Le matin du 20 mars. — Nous quittons l'armée. — Déclin de l'Empire. — Capitulation de Paris. — Entrée des alliés dans la capitale. — Scènes du 1er avril. — Sur la place Vendôme. — Hostilité des femmes envers Napoléon. — M. Poussielgue à l'armée d'Italie. — Episode du congrès de Châtillon. — Projet de partage de la France. — L'écharpe blanche et le rétablissement des Bourbons.

Bains de Schandau, août 1824.

C'est dans la délicieuse et calme vallée de Schandau que je commence cet écrit, ce *mémorial* de ma vie. Après le bain du matin et les courses dans la campagne avec mon ami et compagnon, le chevalier Joachim de Campuzzano, ancien ministre d'Espagne à Dresde, et en attendant les promenades du soir dans la pittoresque Suisse saxonne avec d'autres amis de Dresde, tels que le comte Antoine de Palffy (1), ministre d'Autriche en Saxe, sa femme, l'aimable, gaie, spirituelle et jolie comtesse Léopoldine de Palffy, née comtesse de Kaunitz (2),

(1) Le comte de Palffy, aujourd'hui prince, a eu le malheur de tuer son frère à la chasse. (*Note de* 1843.)

(2) La comtesse de Palffy est la fille du comte de Kaunitz, ancien ambassadeur d'Autriche à Rome, et petit-fils lui-même du prince de Kaunitz, le célèbre diplomate de l'impératrice Marie-Thérèse. Elle est aussi la propre nièce de la comtesse Eléonore de Kaunitz, épouse du fameux prince de Metternich. (*Note de* 1843.)

et la non moins charmante comtesse de Schulenbourg, il me sera agréable de consacrer quelques heures, chaque jour, à cette promenade rétrogressive de ma pensée à travers mes souvenirs.

Je ne donnerai point aux pages qui vont suivre le nom de *mémoires*. Jusqu'à présent, rien n'a été assez mémorable dans ma vie pour justifier ce titre et, si j'ai le talent de manœuvrer ma nacelle en la maintenant au milieu du chenal que je désire lui voir suivre, mes jours, je le pense, s'écouleront sans qu'aucun fait réellement mémorable vienne leur donner de l'éclat.

J'aime le bien-être, une vie intelligente et occupée, de douces affections, un petit cercle d'amis, les distractions aimables de la bonne compagnie; je désire occuper dans la société un rang honorable, sans tenir toutefois à arriver aux premières charges de l'Etat. Est-ce avoir de l'ambition?...

Agé actuellement de vingt-huit ans, me voici chevalier de la Légion d'honneur et premier secrétaire d'ambassade, et assez heureux pour compter parmi les personnes qui m'honorent de leur amitié des protecteurs dont l'appui ne serait pas vain. Donc, si je le voulais, peut-être pourrais-je franchir les degrés du temple de la fortune politique?... Mais je ne le cherche point. Moins d'éclat, plus de bonheur.

Au nombre des personnages qui m'ont toujours témoigné de l'amitié ou tout ou moins de l'intérêt, je nommerai avec plaisir le grand-duc Nicolas (1) et son aide de camp le comte de Modène (2), le baron Portal, pair de France, le vicomte de Chateaubriand dont j'aurai bien des fois à prononcer le nom, le vicomte de Martignac, ministre d'Etat, le comte de Chabrol, pair de France, le général duc de Rovigo, le maréchal duc de Trévise, le duc de Rauzan (Henry, comte de Chastellux), M. de Rayneval, ministre de France à Berlin, le comte Hippolyte de Rumigny (3), le comte de La Ferronnays, ambas-

(1) Devenu empereur de Russie le 12 décembre 1825, par suite de la renonciation au trône de son frère aîné Constantin.

(2) Gentilhomme français, émigré, ayant pris du service en Russie.

(3) Ministre de France en Saxe de 1822 à 1828. Gendre du maréchal duc de Trévise.

sadeur de France à Saint-Pétersbourg, le marquis de Bonnay, pair de France, ministre d'Etat, gouverneur du château de Fontainebleau, sous les ordres duquel j'ai débuté dans la carrière diplomatique à Berlin, le baron Pasquier, le comte d'Hauterive, conseiller d'Etat, le marquis d'Audiffret, directeur général de la comptabilité du royaume, le baron Prévost, secrétaire du Roi, le comte de Noé, pair de France, le colonel vicomte de Rumigny, aide de camp de M. le duc d'Orléans, le baron Mounier, pair de France, le comte Eugène d'Harcourt, le marquis d'Escayrac, l'abbé duc de Rohan, le duc de Gramont, mon ancien capitaine des gardes du corps, le général baron de Reiset, lieutenant commandant dans la même compagnie, le chevalier de Rivière, écuyer cavalcadour du Roi, le général baron Janssens, le lieutenant-général de Gersdorff, etc... Comme je l'écris plus haut, le cas échéant, toutes ces personnes seraient, j'en suis persuadé, autant de protecteurs pour moi.

Je m'en voudrais de clore cette liste sans inscrire avec reconnaissance les noms de ceux qui ne sont plus : le regretté duc de Richelieu et le fameux chevalier de Boufiers, hommes aimables et infiniment spirituels qui ont bien contribué à mon entrée dans la carrière diplomatique et que j'ai rencontrés plusieurs fois chez le duc de Gramont et chez le marquis de Bonnay. Eux présents, chacun faisait silence pour les entendre raconter, comme ils savaient le faire, les événements auxquels ils avaient été mêlés. Le chevalier de Boufiers, presque octogénaire, s'attardait dans les récits de ses bonnes fortunes, et moi, dans la naïveté de mes vingt ans, j'étais gêné de voir les dames l'écouter avec admiration... Mais n'anticipons pas sur les événements.

Donc ces pages ne seront pas des *mémoires*. Elles ne seront pas non plus un *journal*. Je suivrai les temps jusqu'à l'époque actuelle, franchissant, bondissant, revenant sur mes pas, parlant de moi et des autres, des événements publics et particuliers, au fur et à mesure que mes souvenirs refléteront les faits passés. Plus tard, de temps en temps, j'ajouterai quelques

lignes nouvelles. Ce seront des notes à l'usage, au profit et pour l'amusement de mes enfants — si je me marie jamais — et ces notes seront pour moi, dans mes vieux jours, comme autant de *jalons* placés sur la route de ma vie pour aider ma mémoire affaiblie, mes pensées incertaines, à remonter la route jusqu'au point du départ. Les vieillards vivent dans le passé. Je veux, dans le présent, préparer les jouissances d'un âge qui n'en a plus d'autres que celles des souvenirs.

. . . .

Quand on écrit le livre de sa vie, il faut bien commencer par mentionner un détail, pompeux sans doute pour qui n'est pas un grand homme. Je ferai comme les autres et je noterai pour mémoire que je suis né à Saint-Etienne-de-Montluc (Loire-Inférieure), le 27 frimaire an IV, c'est-à-dire, en style chrétien et compréhensible, le 18 décembre 1795.

Mes souvenirs les plus anciens sont, comme tous ceux de la première enfance, sans grand intérêt. C'est, à Nantes, la maison paternelle, rue Franklin, à l'angle de la place de l'Orme; ce sont les premières écoles fréquentées, les noms de quelques vieux serviteurs de la famille, comme Jean Besson, ancien chouan, dont tous les parents avaient péri dans la déroute de Savenay, et ceux de quelques jeunes camarades du premier âge. Ce sont quelques faits, sans beaucoup de valeur, de l'intérieur de la famille. Par exemple, je vois encore mon père, cherchant sous un parquet et dans la boiserie d'une fenêtre quelques pièces d'or qu'il avait jetées avec empressement dans cette cachette improvisée, pour soustraire ce qui était alors toute sa fortune en numéraire aux visites domiciliaires des sicaires de l'époque. Je le vois aussi, plaçant dans son cabinet de travail une gravure représentant, en pied, le général Bonaparte, après son retour d'Egypte en 1799, couronné par une victoire.

J'ai conservé très clairement dans ma mémoire les traits fins et distingués de nos co-locataires et amis, le colonel de La Vigne et sa sœur, Mme de La Cour. Pendant la Terreur,

celle-ci avait failli subir les caresses de l'infâme Carrier et n'avait échappé que par miracle aux « mariages républicains ». Elle avait dû, un peu plus tard, donner à son fils le nom de *Thermidor* et à son chien celui de *Citoyen*.

En 1802, j'assiste avec mon père à la première distribution des croix de la Légion d'honneur, et je dois noter à ce propos la réflexion que j'ai entendu plusieurs fois formuler par le maréchal duc de Trévise : « Ma plus grande jouissance d'amour-propre a été d'être l'un des seize chefs de cohorte (1). L'un de ceux-ci, Bernadotte, ne fut pas satisfait : il eût voulu être nommé grand chancelier (2). »

Mon père n'avait pas voulu quitter la France, comme son frère aîné, le marquis de Bligny (3), qui fut tué pendant l'émigration. Après quelques mois de service aux dragons d'Artois qu'il fut obligé de quitter à la suite d'une chute de cheval, il était entré dans une carrière financière, les *Vingtièmes*, où son père avait lui-même occupé le rang de directeur. Au moment de la Terreur, il dut abandonner pendant quelque temps le nom de *de Cussy* et fut connu alors sous le nom de *Cornot*. Il reprit ensuite ses deux noms de *Cornot de Cussy*. Dans l'intimité de la vie de famille, ma mère, par une ancienne habitude — ce dont je ne me rendais pas compte alors — lui donnait toujours le titre de « chevalier ». Appelé une première fois à Nantes comme vérificateur des domaines, du 21 mars 1794 au 2 octobre 1796, mon père habita plus tard la même ville pendant quatorze ans, en qualité d'inspecteur de la première division, de janvier 1798 à septembre 1811, époque à laquelle il fut envoyé comme directeur en Hollande. Il jouissait à Nantes de l'estime générale et d'une telle considération qu'il fut placé, par ses concitoyens, au nombre des trois candidats

(1) Organisée par arrêté consulaire du 13 messidor an X (3 juin 1802), la Légion d'honneur comprit seize cohortes dont les chefs furent : Augereau, Bernadotte, Berthier, Bessières, Bruix, Decrès, Jourdan, Lannes, Lefebvre, Davout, Masséna, Moncey, Mortier, Murat, Ney et Soult.

(2) Le premier grand chancelier fut Lacépède.

(3) Cornot, marquis de Bligny; ainsi se dénommait sous l'ancien régime l'aîné de la famille des Cornot, seigneurs de Bligny, de *Cussy*, de Coysas, etc. Le puîné prenait le titre de chevalier de Cussy. (*Note de l'Editeur.*)

parmi lesquels le chef de l'Etat devait choisir un sénateur, à l'époque de la formation du « Sénat conservateur (1) ».

Dans le printemps de l'année 1806, avant de me rendre à Rennes où mon père m'envoyait au lycée, il fallut procéder à une cérémonie longtemps différée. A l'époque de ma naissance, j'avais été baptisé en secret; il était important que cette première fonction de chrétien reçût un caractère plus solennel. Je fus, en conséquence, baptisé de nouveau d'une manière *officielle*, le 15 avril de cette année, à la paroisse Saint-Nicolas de Nantes, par le vieil et estimable abbé Lefeuvre, curé de cette paroisse. Un des meilleurs amis de mon père, le marquis de Chasteignier, fut mon parrain.

De mon séjour de cinq ans au lycée de Rennes, rien d'intéressant à signaler, sinon la figure du vieux capitaine Séguin. C'était notre capitaine instructeur, chef du vestiaire, sous les ordres duquel nous nous rendions à la promenade au son du tambour. Bon et estimable homme, sans instruction d'ailleurs, le capitaine Séguin avait dans son langage des images et des expressions qui nous amusaient fort : « L'immobilité est le plus beau mouvement de l'exercice militaire... Une pluie de hallebardes tombant la pointe en bas ne doit pas détruire l'immobilité du soldat sous les armes... Les points sur les *i* sont la plus grande beauté de l'écriture... Tout élève répondant avant d'obéir est un cynique schismatique et devient, par ce fait, insolent comme un escalier de prison à quatre-vingt-dix-neuf marches... » Avant 1789, le capitaine Séguin avait été officier au Royal-Marine, dans la compagnie même où avait servi le sergent-major Bernadotte, depuis maréchal de France, prince de Pontecorvo et roi de Suède. Il fallait l'entendre déblatérer contre son ancien subordonné, son avancement extraordinaire et « injustifié », disait-il!... Plusieurs fois il nous réunit pour nous exposer, selon ses expressions pittoresques qu' « être maréchal de France, c'est le *mobile* le plus noble de tout homme *né sur la terre*... Toutefois, s'empressait-il d'ajou-

(1) Institué au lendemain du 18 brumaire par le titre II de la Constitution de l'an VIII.

ter, une exception à la règle. Cette exception, c'est Bernadotte. L'Empereur eût dû le faire fusiller après Iéna (1)... » A la première promenade qui suivit la rentrée scolaire de 1809, le capitaine Séguin prit à part ses anciens élèves. Il s'était trompé sur le compte du maréchal Bernadotte. Le prince de Pontecorvo n'avait jamais failli. C'était le plus fidèle lieutenant de l'Empereur... Nous sûmes bientôt le motif de cet étrange revirement. En séjour à Paris au cours de l'été précédent, notre brave Séguin y avait appris la présence de Bernadotte (2), et aussitôt il s'était précipité en visite chez son ancien sergent-major. Celui-ci avait parfaitement reçu le vieil officier de Royal-Marine, auquel il avait offert une tabatière garnie de diamants... En 1814 et 1816, j'ai revu à Paris le capitaine Séguin. Il exhibait toujours avec affectation sa magnifique tabatière et parlait avec une respectueuse admiration du « prince royal de Suède »... A cette époque, cependant, l'ancien maréchal de France avait, sinon trahi sa patrie, du moins contribué efficacement à nos revers.

Aux vacances de 1811, je quittai le lycée et accompagnai en Hollande mon père qui, lors de la réunion de ce royaume à l'Empire, fut chargé d'aller organiser l'administration publique dans cette nouvelle province française.

Nous partîmes en chaise de poste, laissant ma mère et mes deux sœurs à Nantes jusqu'au moment où la résidence de mon père serait fixée. Nous éprouvâmes tous les retards imaginables. L'Empereur se rendant en Hollande avec l'impératrice Marie-Louise, force nous fut de nous arrêter, faute de chevaux, à Bruxelles, à Malines, à Bréda et à La Haye. Après quelques jours passés à Amsterdam, mon père reçut l'ordre

(1) Le rôle joué par Bernadotte à Iéna a été diversement apprécié. On connaît la lettre adressée à ce sujet en mars 1823 par le général Gourgaud au lieutenant-général saxon de Gersdorff : « ... A la bataille d'Iéna, il (Bernadotte) refusa, sous les plus futiles prétextes, de soutenir le corps du maréchal Davout attaqué par les trois quarts de l'armée prussienne Il cause ainsi la mort de cinq à six mille Français et compromet le succès de la journée!... » *Mémorial de Sainte-Hélène*. Appendice.

(2) A cette époque, Bernadotte, mis en disgrâce par Napoléon après Wagram, avait en effet passé quelques jours à Paris.

de se rendre à Groningue. Il était nommé directeur du département de l'Ems occidental.

A Groningue, où ma mère nous rejoignit pendant l'été de 1812, les personnes de la société que nous fréquentions le plus étaient :

Le général commandant la division, le comte Puthod (1), qui, lorsqu'il partit pour la campagne de Russie, fut remplacé par le général de division baron Janssens, dont j'aurai fréquemment à parler par la suite.

M. de Gérando, directeur des droits réunis, qui avait épousé une délicieuse Italienne. Il avait pour belle-sœur cette Mme de Gérando, femme excellente, spirituelle, très instruite et jouissant chez les lettrés d'une certaine notoriété. S'il m'en souvient bien, c'est un propos tenu par elle et rapporté par M. de Gérando qui m'apprit le nom de Mme Récamier, sur le compte de qui Mme de Gérando s'était ainsi exprimée : « Au physique, c'est une créature idéale, au moral, une brave petite femme d'assez agréable conversation... » Si pareille appréciation arrivait aujourd'hui aux oreilles de M. de Chateaubriand, que dirait-il?

M. de Jeffroy, directeur des domaines, dont le neveu, le gai et très spirituel Perseval de Frileuse, fils d'un ancien fermier général, fut mon ami intime.

Le général de brigade Augereau, frère puîné du maréchal de ce nom. Fort joli homme, brave comme son épée et couvert de blessures.

Le chef de bataillon Frère, commandant de place, avec lequel j'ai, plus tard, servi en qualité d'aide de camp auprès du général Janssens, à Mézières et pendant la campagne de 1814.

Le colonel de gendarmerie Boussard (2), chez qui j'ai ren-

(1) Le chevalier de Cussy veut parler sans doute du général comte Pacthod, qui devait se couvrir de gloire pendant la campagne de France, en arrêtant, le 25 mars 1814, à la tête de 8,000 gardes nationaux, les armées russe et autrichienne, pendant dix heures, aux environs de La Fère-Champenoise. (*Note de l'Editeur.*)

(2) Tué pendant la campagne de 1813.

contré sa belle-sœur, la femme du général Boussard, qui, sortie d'une classe très secondaire, débitait des *pataquès* à faire frémir. Je n'en citerai qu'un, le seul qui soit racontable. Voulant dire que sa fille était bientôt d'âge à être présentée dans la société, la générale Boussard nous déclara : « Je ne tarderai pas à la *prostituer* dans le monde. »

En 1813, mon père fut appelé à la direction de Bois-le-Duc. Fatale circonstance! Les fatigues de la route, celles d'un nouvel établissement à former, altérèrent la santé de ma mère. Sa maladie se compliqua au moment où nous la regardions comme entrée en convalescence, et elle nous fut enlevée le 5 juin, à l'âge de quarante-six ans. C'est dans le cimetière de l'église cathédrale de Bois-le-Duc qu'elle fut déposée.

Les désastres de l'armée française en Russie précipitaient les événements politiques. Napoléon appela sous les drapeaux, sous le nom de *gardes d'honneur*, tous les jeunes hommes que la conscription n'avait point arrachés à leurs familles. Je n'avais pas encore l'âge requis et dus me contenter d'accompagner jusqu'à 3 ou 4 lieues de Bois-le-Duc mes amis appelés comme gardes d'honneur et qui, plusieurs mois après, se distinguèrent à Hanau (1). En guise de consolation, j'obtins d'être placé dans la garde nationale qui, bientôt, sous les ordres du général Exelmans, prit garnison à Nimègue, jusqu'au moment de l'évacuation volontaire par les troupes françaises, après avoir encloué les canons. Alors je me regardai comme affranchi de mon service de la garde nationale et mon père me prit à son arrivée de Bois-le-Duc où il était resté jusqu'au moment où il avait été ordonné aux autorités administratives d'évacuer leurs archives. Je le suivis à Maëstricht, à Liège, puis à Mézières.

Je me souviens qu'en passant à Liège, je vis, gravée au couteau, sur le parapet d'un pont, cette inscription qui, certes, devait y être depuis longtemps : « Bonaparte est nécessaire à la République comme une cinquième roue à un char. » Com-

(1) 30 octobre 1813.

ment ces mots ont-ils pu échapper aussi longuement à l'attention de la police?...

A Mézières, je me séparai de mon père. Il partit pour Paris, me laissant chez le général baron Janssens, qui commandait la division. Ma vie militaire commençait.

Je crois avoir dit plus haut que mes parents avaient été, à Groningue, fort liés avec le général Janssens. Sujet hollandais, le général avait été ministre de la guerre de son pays sous le roi Louis. Il a, depuis, commandé successivement au Cap de Bonne-Espérance et à Java. Il avait été conduit dans cette île par le capitaine Philibert — brave et digne marin que j'ai beaucoup connu plus tard — à travers la flotte anglaise, que le capitaine parvint à traverser une seconde fois pour rentrer en France. Retenu à Rochefort par une grave blessure reçue dans les combats du retour, le capitaine Philibert ne put se rendre immédiatement à Paris pour annoncer le succès de la mission qui lui avait été confiée. Pendant ce temps-là, les événements avaient marché. Les Anglais s'étaient emparés de Java — ce que le capitaine ignorait encore, — et, quand le marin se présenta devant l'Empereur et lui dit : « Sire, j'ai rempli les ordres de Votre Majesté », Napoléon répondit avec humeur : « Je le sais, monsieur, et je sais aussi que le général Janssens est prisonnier en Angleterre. » Puis il tourna le dos avec humeur, comme si le capitaine Philibert était cause de la reddition de Java... Les desseins de la Providence sont impénétrables. Quelques années plus tard, au moment de quitter pour toujours les rivages de ce qui avait été son empire, Napoléon, accablé par le malheur, passera de longues heures à bord d'un navire de son pays, et, cette frégate française dont il sera l'hôte, la dernière qu'il verra, sera la *Saale*, commandant Philibert!...

On a épilogué sur la reddition de Java aux Anglais. Plusieurs esprits jaloux ont insinué que le général Janssens avait rendu l'île sans combat (1). Or je dois le dire bien haut : le

(1) Dans ses *Souvenirs d'un marin de la République*, le commandant Gicquel des Touches écrit à ce propos : « ... Malheureusement le général Daëndels

général ne capitula que lorsqu'il ne lui restait plus pour combattre qu'une cinquantaine de soldats, dont la majeure partie était des indigènes ou des gens de couleur. Quoi qu'il en soit, l'Empereur ne tint pas rigueur au général Janssens. Il fit négocier son échange en Angleterre et le général fut mis en liberté, sous condition de ne pas servir contre l'Angleterre pendant deux ans. C'est pourquoi, quand les événements de la guerre se dessinaient de telle sorte que le général Janssens, commandant la division de Groningue, pouvait fortuitement se trouver exposé à faire face aux Anglais, Napoléon l'appela à Mézières.

Lorsqu'à Bois-le-Duc j'avais vu mes amis partir pour l'armée, ç'avait été pour moi un gros crève-cœur. Mon père s'applaudissait, au contraire, de mon jeune âge; il désirait me voir suivre sa propre carrière, mais tous mes goûts me poussaient vers le service militaire. Maintenant que ma pauvre mère n'était plus là pour m'arrêter dans mes entraînements belliqueux, quelle plus belle occasion venait à moi que la proposition du brave général Janssens! Allant au-devant de mes désirs, il offrait à mon père de m'attacher à sa personne, d'abord en qualité de secrétaire, ensuite d'aide de camp, si les circonstances le permettaient.

Le général était veuf. Il avait eu quatre enfants. Son fils aîné s'était brûlé la cervelle, de chagrin, disait-on, de n'avoir pu obtenir les faveurs de la reine Hortense. Le second était destiné à entrer dans les pages de l'Empereur. L'aînée des filles avait épousé, je crois, le procureur général de La Haye; la seconde, Caroline, aimable et ravissante personne, vivait auprès de son père dont elle tenait la maison. A notre départ de Mézières, elle gagna Paris où je la revis au retour de la

(gouverneur de Java) fut élevé à la dignité de maréchal et rappelé en Hollande. Il fut remplacé par ce général Janssens dont la faiblesse avait déjà causé la perte de la colonie du Cap (janvier 1806). Les Anglais envoyèrent des Indes une expédition contre Java et, au bout de deux mois et demi de lutte, l'île fut conquise (1811)... »

Est-il croyable que si le général Janssens avait été aussi faible dans ses gouvernements du Cap et de Java, son souverain l'eût appelé peu d'années après aux plus hautes fonctions militaires? (*Note de l'éditeur.*)

campagne. Peu d'années après cette charmante jeune fille est morte au moment où elle allait épouser un des plus hauts dignitaires de la Hollande.

Un mois environ après mon arrivée à Mézières, le général Janssens me fit remplir les fonctions d'aide de camp. Jusque-là il n'en avait qu'un seul; c'était le commandant Frère qu'il avait amené de Groningue. Au début je ne vivais pas très bien avec le commandant, qui s'imaginait à tort que sa femme — fort belle personne, mais marquée de la petite vérole et du reste parfaitement honnête — avait des bontés très particulières pour moi. Il me tint un jour des propos qui ne pouvaient me convenir; un duel fut décidé. Le général, informé, s'opposa à cette rencontre, et, depuis la réconciliation qui eut lieu, la bonne harmonie ne fut pas troublée. En 1814, ainsi qu'on le verra par la suite, je fus en mesure de faire donner au commandant Frère la croix de la Légion d'honneur et je m'empressai de lui rendre ce bon office.

Mon vieux général parlait facilement le français, mais il l'écrivait très incorrectement. Je me permettais de rectifier en écrivant sous sa dictée ses locutions vicieuses. D'abord il ne s'en aperçut pas; cependant, avec le temps, il reconnut que ses lettres gagnaient sous le rapport du style et il me dit un jour avec bonhomie : « Je remarque que depuis que vous vivez auprès de moi et que je parle chaque jour la langue française avec quelqu'un de bonne compagnie, mes lettres s'en ressentent tout à fait à leur avantage. Avec Frère, soldat de fortune, brave homme, mais sans éducation, mon langage ne pouvait pas s'améliorer. Je le vois surtout au style de mes lettres. Je sentais qu'il y manquait quelque chose quand Frère me les présentait à signer, mais sans pouvoir dire quoi. Aujourd'hui, j'en suis satisfait. » C'est, je crois, à cette occasion que mon général me parla pour la première fois de l'ex-impératrice Joséphine pour laquelle il avait un véritable culte. A son retour de captivité (1), il avait beaucoup fréquenté la

(1) Après la reddition de Java.

Malmaison et depuis il était resté en correspondance avec la première épouse de Napoléon. Souvent il me disait : « Après la campagne je vous conduirai à la Malmaison. Vous verrez par vous-même si *la bonne Impératrice* mérite mes éloges. » Je n'ai jamais vu Joséphine, et le général Janssens lui-même ne devait plus la revoir. Les soins nécessités par sa blessure d'Arcis-sur-Aube, l'encombrement de Paris au printemps de 1814 et les premières atteintes du mal qui emporta l'ex-Impératrice (1) vinrent en travers des souhaits de mon excellent général.

Les circonstances de la guerre conduisirent à Mézières un officier polonais couvert de blessures, le capitaine Jajenski, des fameux lanciers rouges (2), ce corps qui, illustré dans vingt batailles, allait bientôt s'immortaliser à Waterloo par ses charges épiques contre la brigade de Ponsonby. Le général Janssens l'attacha provisoirement à son état-major, et le capitaine Jajenski fit avec nous la campagne de 1814 comme aide de camp jusqu'à Plancy. Jeune encore, svelte et élancé, le capitaine Jajenski avait très grand air dans son splendide uniforme qui, en opposition avec la dénomination de lanciers « rouges », comprenait : shapska, culotte et dolman jaunes, avec parements et revers bleus. Le capitaine montait ordinairement un énorme cheval noir, quelque peu fourbu, mais de belle apparence, et si affectionné par son maître que celui-ci lui avait donné un nom barbare, signifiant dans sa langue « Je t'aime ». Certes, à côté de ce martial et brillant officier, resplendissant en sa tenue glorieuse et populaire, le commandant Frère et moi, avec nos uniformes sombres, nous devions faire triste figure.

Le général Janssens n'aime pas les Belges qu'il a toujours regardés comme un peuple inquiet, en dessous et ingrat. Napoléon était de son avis, et faisait si peu de fond sur leur fidé-

(1) Morte d'une affection cancéreuse le 29 mai 1814.

(2) Les « Lanciers rouges » n'étaient autres que les lanciers du 2e régiment de la garde, régiment qui, en 1813, comporta 10 escadrons. On connaît le beau tableau de Raffet, intitulé : *Dernière charge des lanciers rouges à Waterloo*. (*Note de l'éditeur.*)

lité et leur affection pour la France, à la fortune de laquelle ils étaient cependant attachés depuis vingt ans, que le général Janssens, alors qu'il commandait à Mézières, avait reçu l'ordre de faire désarmer « sans affectation et avec adresse » tous les détachements composés de Belges qui passeraient sur le territoire de sa division militaire. Je me souviens à ce propos, qu'un jour, Frère et moi travaillant dans le bureau de la division, notre attention fut attirée par le bruit d'une dispute ayant lieu dans le cabinet du général. Nous entrâmes. Ce bon et excellent général Janssens, en un moment de violente colère, était en train de faire jeter par la fenêtre le sous-préfet. Celui-ci avait osé lui demander « de quel droit il se permettait de retirer leurs armes à des fidèles sujets de l'Empereur ».

Une reconnaissance d'une vingtaine de cavaliers, commandés par un officier polonais du nom de Rogoiski, fit tomber entre nos mains un colonel russe, blessé, et conduit à Mézières dans sa propre voiture. Pendant le dîner on vint avertir le général Janssens qu'un prisonnier de marque était dans la cour de l'hôtel. Le général me chargea d'aller lui parler et de recevoir son épée et ses papiers. C'était le comte de Saint-Priest (1), de la garde de l'empereur Alexandre. Je le fis installer à la citadelle, où il fut traité avec de grands égards. Il obtint même la faculté d'écrire à son frère, qui commandait un corps de l'armée russe et tenait la campagne dans les environs de Reims. Les papiers de M. de Saint-Priest ne renfermaient que des petits vers et une relation-journal de la campagne dont le général me chargea de faire une copie. Peu de temps après le général Janssens reçut, par trois officiers et par *triplicata* par la poste ordinaire, l'ordre de faire fusiller M. de Saint-Priest « français émigré, fait prisonnier et servant contre la France ». L'ennemi était à proximité; il était possible dès lors de laisser supposer que l'ordre n'avait pu parvenir. Mon général feignit donc de ne l'avoir pas reçu, re-

(1) Devenu duc d'Almazan en 1828, pendant qu'il était ambassadeur du Roi à Madrid. Il a épousé une fille du duc de Caraman, alors ambassadeur du Roi à Vienne. (*Note de* 1853.)

mettant aux événements à venir à prononcer sur le sort de M. de Saint-Priest. « Moi étranger, me dit le général, moi servant en France par hasard, y servant fidèlement et avec honneur, tout en regrettant mes princes de la maison d'Orange, je ne me prêterai qu'à la dernière extrémité à faire mourir un gentilhomme français, que ses principes ou ceux de sa famille ont conduit à l'étranger pendant les troubles de la France. » Cette manière de penser, pleine d'humanité, a sauvé la vie à M. de Saint-Priest. Depuis cette époque, j'ai eu l'occasion de faire une connaissance plus intime avec l'ancien colonel russe, mais je n'ai pas cru pouvoir lui faire connaître cette circonstance. Peut-être aurai-je l'occasion de la lui révéler plus tard, si le général Janssens veut bien m'en donner l'autorisation? Jusque-là je me considérerai comme lié par le secret professionnel.

A la fin du mois de février nous quittâmes Mézières. Le général Janssens avait reçu l'ordre de former une division sur le pied de guerre et de rejoindre l'armée dans les environs de Reims. Le général Defrance commandait notre cavalerie.

Le capitaine Jajenski qui, pour moi, jeune homme de dix-huit ans, incarnait les héros des guerres de Napoléon, devint mon guide et mon conseil. J'agissais toujours avec lui. C'est aux environs de Rethel que j'entendis pour la première fois le sifflement des balles. Notre division repoussa les Prussiens et fit sa jonction avec l'armée impériale devant Reims, pendant le siège, le 13 mars. Le lendemain Napoléon força les Russes à quitter la place qu'ils avaient occupée pendant deux jours (1). Toute l'armée y entra au petit matin. L'Empereur, monté sur un cheval blanc — qui fut tué à Arcis-sur-Aube — passa la revue de quelques bataillons de conscrits amenés par

(1) Le 12 mars au matin, un samedi, Reims était tombé au pouvoir de 15,000 à 16,000 Russes commandés par le comte de Saint-Priest. Le général Corbineau n'avait pour défendre la place que 100 invalides et la milice bourgeoise. Le comte de Saint-Priest, dans l'affaire du 14, fut blessé à l'épaule d'un coup de canon et mourut huit jours après. Aussitôt la pièce fut nommée *le Vengeur*, parce que c'était, dit-on, ce même canon qui avait tué le général Moreau devant Dresde. (*Note de l'auteur.*)

mon général. Celui-ci déjeuna avec l'Empereur qui daigna confirmer ma nomination provisoire en qualité de sous-lieutenant faisant fonction d'aide de camp (1).

Le général Janssens reçut l'ordre de conduire sa division par Châlons sur Troyes, place sur laquelle, par Epernay, Sézanne et Plancy, se dirigea aussi Napoléon que nous rejoignîmes dans cette dernière localité.

Sur la route nous eûmes quelques engagements avec les Russes, et, notamment, le 17 mars, à Sillery d'où il nous fallut les déloger. Ils n'étaient pas nombreux; cependant nous constatâmes qu'ils avaient bu et brisé près de trois mille cinq cents bouteilles de Champagne dont, après avoir enlevé les goulots d'un coup de sabre, ils brisaient les verres, cela sans aucune utilité pour eux, mais pour se conformer à l'usage moscovite. Même répétition le lendemain à Châlons-sur-Marne, où, en outre, je fis de singulière façon la connaissance de Mme de Rézy, jeune cousine de M. Bauny de Léris, mon beau-frère. A peine étais-je installé dans mon logement que j'entendis appeler au-dessous de moi. Après quelques minutes de recherches, je pus faire sortir d'une cave

(1) La lettre de service impériale ne m'étant jamais parvenue, par suite, sans doute, de la rapidité des événements postérieurs, je me décidai à écrire en 1815 au général Janssens pour lui demander une attestation des fonctions que j'avais remplies près de lui durant la campagne précédente. Voici la réponse du général :

« La Haye, 18 mars 1815.

« Mon bien cher ami, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date du 7 de ce mois.

« Je vois avec plaisir que vous êtes entré dans les gardes du corps de votre souverain.

« Je me rappelle avec satisfaction les preuves de dévouement, d'intelligence, d'activité, de zèle et de bravoure que vous m'avez constamment données durant le temps que vous étiez attaché à moi en qualité de *sous-lieutenant aide de camp*, tant dans mon commandement de la 2e division militaire que durant la campagne de 1814.

« J'espère que cette lettre pourra vous servir de certificat, là où besoin serait.

« Je vous prie, mon cher ami, d'agréer les assurances de ma considération et de mon affection.

« Le lieutenant-général secrétaire d'Etat, ministre de la guerre de Sa Majesté le roi des Pays-Bas.

« *Signé* : JANSSENS. »

(*Note de l'auteur.*)

une très jeune femme vêtue seulement d'une chemise et semblant aux trois quarts morte de froid et de fatigue. Des explications décousues et parfois incohérentes de cette étrange apparition, je pus cependant démêler que mon interlocutrice se nommait Mme de Rézy, propriétaire de la maison. Sous l'impression de la peur causée par les bombes que notre avant-garde y avait lancées le 16 (1), ses domestiques s'étaient enfuis et, restée seule, elle s'était réfugiée dans une cave où elle s'était évanouie de frayeur. Des voisines que je fis chercher accompagnèrent cette malheureuse jeune femme dans ses appartements. Je n'ai jamais revu Mme de Rézy, mais l'eussé-je rencontrée dans la suite que, certes, je ne lui eusse pas rappelé cet épisode de la campagne de 1814 (2).

Le 19 au matin, dans les environs de Champaubert où, cinq semaines auparavant, Napoléon avait anéanti les troupes du général Alsuziew et coupé en deux l'armée de Blücher (3), le capitaine Jajenski et moi nous nous trouvâmes, à un détour du chemin, en face d'un détachement de Bavarois commandés par un officier polonais. La conversation s'engagea de loin entre les deux Polonais, dans la langue de leur pays : Jajenski reprochant à son compatriote d'avoir trahi l'Empereur; l'autre le traitant de « niais » de suivre les drapeaux d'un chef qui avait trompé les Polonais et manqué à ses promesses. Tous les deux s'injuriaient et se menaçaient du knout qui pendait à leurs poings. J'écoutais sans rien comprendre, quand Jajenski me crie tout à coup : « Attention! Faites comme moi! » Il faisait cabrer son grand cheval; je fis de même. Le commandant des Bavarois venait de donner l'ordre de faire feu sur nous. Trente carabines partirent à la fois. Nous roulâmes tous deux à terre, entraînés par nos chevaux. Je me voyais déjà voué à une mort certaine, quand j'entendis un galop

(1) Notre avant-garde s'en était emparée le 16 mars; nous y séjournâmes le 18. (*Note de l'auteur.*)

(2) Mon beau-frère, M. Bauny de Léris, m'a dit que sa parente n'avait jamais fait devant lui allusion à son aventure de Châlons-sur-Marne. (*Note de l'auteur.*)

(3) 9 février.

furieux. L'escorte de notre général arrivait bride abattue et se jetait sur les Bavarois en désordre dont quelques-uns furent faits prisonniers. Mon cheval, le paturon brisé, se relevait en boitant; pour moi, je n'avais rien, sinon le fourreau de mon sabre bosselé en plusieurs endroits et la lame brisée. Jajenski n'avait pas été aussi heureux; son grand cheval râlait et, lui, atteint d'une balle au cou, piétinait dans les flaques de son propre sang et de celui de son cheval, jurant comme un possédé et réclamant une monture pour poursuivre le détachement ennemi. Il était certainement plus sensible à la perte de son vieux *Je t'aime* qu'à sa blessure. On eut toutes les peines du monde à le calmer. A l'arrivée à Plancy il entra à l'ambulance; c'était sa douzième blessure (1).

Nous parvînmes le soir très tard à Plancy où l'Empereur était arrivé quelques heures avant nous. Il nous fut impossible de trouver un logement pour notre général, et tous les vivres que nous pûmes nous procurer pour lui, l'état-major et l'escorte, consistèrent dans trois douzaines d'œufs. Nous passâmes tous la nuit dans une grange. J'avais grand froid. Avec Jajenski était partie sa bonne fourrure polonaise qui nous couvrait habituellement tous les deux pendant la nuit. Je fus me placer dans le fourgon d'une vivandière, jolie brunette, au jupon écourté, femme d'un valet de chambre du général Janssens. Je dormis trop longtemps sans doute, et le mari qui surprit les deux dormeurs témoigna par ses propos qu'il avait beaucoup de peine à croire que l'hospitalité dont j'avais bénéficié n'avait consisté qu'à m'abriter contre le froid de la nuit. Au moment du départ, cet homme eut la naïveté de conduire sa femme au général et de lui conter la chose. Impatienté, le général sauta dans sa voiture en s'écriant : « Assez, et que ça finisse! » Amusé de la stupidité du valet, je fis semblant d'avoir compris : « Embrassez-la et que ça finisse! » et, comme stricte exécution de cet ordre supposé, je m'avançai vers la jolie vi-

(1) Trois jours après, Jajenski quitta l'ambulance et rejoignit son escadron. Le général Janssens m'a dit depuis qu'il croyait que Jajenski avait péri à Waterloo. (*Note de* 1835.)

vandière que j'embrassai très tendrement, puis je m'assis aux côtés de mon général, à la joie des spectateurs et à l'ahurissement du mari. En 1816, à mon arrivée à Berlin, par un de ces hasards bizarres que l'on rencontre dans la vie, on vint me proposer cet homme pour entrer à mon service. Nous nous reconnûmes. Gravier — c'était son nom — resta assez longtemps mon valet de chambre. Depuis deux ans il vivotait péniblement en Prusse où il avait couru à la poursuite de sa femme, « une gaillarde introuvable, jolie et vicieuse qui, ajoutait-il avec une patriotique indignation, après m'avoir trompé avec vous, un officier français, a suivi un officier prussien. »

Le lendemain, 20 mars, il faisait très froid, avec un beau soleil. Nous nous dirigions sur Arcis. Me trouvant, comme je l'ai dit, près du général, dans sa voiture, j'avais disposé autour de ma tête, pour dormir, un foulard. Nous rencontrâmes le maréchal Macdonald; il s'arrêta pour parler au général Janssens. Eveillé par leurs voix, j'avançai la tête. Dans ce moment le maréchal souleva son chapeau et continua de parler la tête découverte. Moins d'un mois après, lors de sa présentation au duc de Berry, Caroline Janssens fut accueillie par ces mots : « Salut à notre héroïne! » Et le neveu du roi, lui ayant galamment baisé les doigts, de la nommer aux assistants en disant : « Voici une vaillante et jolie femme de Hollande qui a fait la dernière campagne! » Nous sûmes depuis que le maréchal Macdonald, qui avait vu un jour Caroline à Mézières, m'avait pris, le 20 mars, pour elle, habillée en homme, afin d'attirer moins l'attention. J'avais dix-huit ans à peine; en voyant ma figure imberbe, on pouvait peut-être se tromper; mais c'était me faire un tacite compliment bien flatteur que de me prendre pour la ravissante fille de mon général. Et je pense aussi que le duc de Berry, avec son penchant pour les femmes, n'était pas fâché de se mettre dans les bonnes grâces de Caroline Janssens. Mais il y perdait ses frais.

Le même jour, 20 mars, ut lieu la bataille d'Arcis-sur-Aube que les alliés prétendent injus ement avoir gagnée, puisque, un contre dix, nous restâmes maîtres de nos positions. L'Em-

pereur, toujours vainqueur là où il se trouvait, devait, aussitôt après avoir battu l'ennemi, se porter sur un autre point pour battre encore de nouveaux bataillons, et c'est ainsi que, vainqueur à Arcis-sur-Aube, il fut dans la nécessité de se diriger dans la nuit sur un autre point.

Gravement blessé au début de l'action, le général Janssens reçut dans la soirée l'ordre de l'Empereur de se rendre à Paris. Il n'était pas en mesure de continuer à exercer son commandement, mais sa blessure lui permettait de voyager (1). Il était chargé, me dit-il plus tard, d'une mission importante pour le roi Joseph et d'une lettre pour l'ex-Impératrice (2). Avant que le général quittât l'armée, Napoléon l'autorisa à distribuer à son état-major des croix de la Réunion. L'Empereur, qui avait créé cet ordre à l'époque de la réunion de la Hollande à l'Empire, à la place de celui de l'Union, institué par le roi Louis-Napoléon, avait l'intention de faire quelque chose d'agréable au général Janssens. Je reçus l'une de ces croix, mais les événements marchèrent vite, et, en 1815, j'ai cessé de porter la décoration de la Réunion, morte avec l'Empire. Cette croix, à rayons nombreux, se portait suspendue à un ruban bleu de ciel et était fort jolie. Elle avait pour exergue : d'un côté, *Tout pour l'Empire*, de l'autre : *A jamais*. Lors de mon entrée aux gardes du corps, le duc de Gramont, pour me consoler de la perte de cette décoration, dont j'étais fier, car c'était ma première, fut assez aimable pour me comprendre dans un travail de nomination de la Légion d'honneur, assurant que, malgré mon âge, j'avais droit à cette distinction par mes services; mais je me trouvais vraiment bien jeune encore, et je priai mon chef de faire bénéficier de ma proposition le commandant Frère, dont personne ne s'occupait. Je fus assez

(1) Le chevalier de Cussy ne nous dit point quelle était la nature de la blessure du général Janssens. Dans son *1814*, Henri Houssaye écrit que blessé à Arcis-sur-Aube, le général Janssens remit le commandement de sa division au général de division Lefol. La division hollandaise faisait partie du 3e corps. (*Note de l'éditeur.*)

(2) Je ne sais si le général Janssens a pu remplir sa mission près du roi Joseph et remettre la lettre de Napoléon à l'ex-impératrice qui mourut deux mois plus tard. (*Note de l'auteur.*)

heureux pour voir peu après ce vieux brave pourvu d'une récompense que ses services justifiaient (1).

Le général Janssens quitta l'armée avec Frère et moi. L'un de nous deux était toujours dans la voiture du général; l'autre, à cheval, servait d'éclaireur, et portait un ordre, écrit sur un fort petit papier, qu'il devait mâcher et avaler, s'il apercevait dans la campagne un détachement ennemi se dirigeant sur la petite caravane. Quatre chevaux, conduits par deux soldats du train, nous conduisirent ainsi jusqu'à La Ferté-Gaucher où nous prîmes des chevaux de poste. A Sézanne, nous avions occupé les chambres que l'empereur Alexandre avait quittées *le matin même;* à La Ferté-Gaucher, nous fûmes les hôtes du maire, vieillard d'au moins quatre-vingts ans qui nous donna les pièces où avait demeuré Napoléon peu de temps auparavant. Le lendemain matin, en arrivant à Coulommiers, nous fûmes accueillis par les cris de « A bas l'Empereur! » Des soldats nous regardaient passer en ce moment. Je crus qu'ils allaient faire taire et châtier les individus qui poussaient ces cris scandaleux, mais ils ne bougèrent pas. Cette scène est restée dans ma mémoire comme une des plus pénibles que j'ai vues.

En déjeunant, le général lut un journal qui annonçait la présence, à Bordeaux, du duc d'Angoulême. Mon chef devint soucieux, et, en voiture, après un long silence, il me parla de l'avenir de la France. Il prévit la chute imminente de l'Empereur. « Je serai fidèle jusqu'au dernier jour, me dit-il, mais je crois que je vais retrouver ma patrie réelle. » Puis il prononça le nom des Bourbons et me nomma toutes les personnes qui composaient, en 1814, cette famille, dont il avait eu l'honneur de faire la connaissance de plusieurs membres pendant son séjour en Angleterre. A bien dire, c'était la première fois que j'entendais parler de cette auguste et infortunée famille. Au lycée on ne nous l'avait point nommée; on ne nous y appre-

(1) A cette époque on ne distribuait pas les décorations de la Légion d'honneur à tort et à travers. Depuis, M. Guizot les a fait donner à de simples élèves consuls. Cette prodigalité de croix est un fait déplorable. (*Note de* 1853.) Que dirait aujourd'hui le chevalier de Cussy? (*Note de l'éditeur.*)

nait du reste l'histoire que d'une manière fort abrégée. Nous savions qu'il y avait eu un Henri IV, un Louis XIII, un Louis XIV dont le règne avait été grand et glorieux pour la France; mais *nous ignorions qu'ils fussent Bourbons.* Une seule fois, en chaire, l'aumônier nous parla « de la chute mémorable des Bourbons, frappés par Dieu qui préparait, dans sa divine sagesse, la venue du grand Napoléon pour présider aux destinées de la France ». Mais ces paroles n'avaient quasi aucun sens pour nous... J'étais donc fort ignorant de tout ce qui concernait cette famille de rois, lorsque le général Janssens m'en parla avec détail.

A Paris, où nous arrivâmes sans encombre le 26 mars, je crois, nous fûmes descendre à l'*Hôtel des Princes*, rue de Richelieu. Dès le lendemain, on signalait les alliés passant la Marne à Meaux, et le général Janssens, dont la blessure allait de mieux en mieux, nous dit que, dans la situation actuelle, notre vrai devoir de Français, à Frère et à moi, était de concourir à la défense de Paris. Ainsi congédiés, nous nous joignîmes aux troupes de la garnison que le roi Joseph passait justement en revue ce jour-là. Frère reçut le commandement d'un bataillon dans le corps du maréchal Moncey. Quant à moi, placé à Montmartre avec un détachement appuyant les volontaires du graveur Simon, je restai fort inactif. Cet état de passivité ne dura pas longtemps. Paris capitula dans la matinée du 31 mars.

Y a-t-il eu trahison, comme on l'a dit?... La troupe reçut-elle, selon ce que m'ont assuré plusieurs combattants, des cartouches de mauvais aloi où la cendre l'emportait sur la poudre?... Ce sont de grands mystères. Mais, si l'on réfléchit au nombre considérable d'hommes que nous avons tués à l'ennemi devant Paris, si l'on songe que la capitale, sans autres fortifications que quelques palissades improvisées, a résisté pendant tout un jour à plus de 100,000 assaillants, avec quelques milliers de soldats insuffisamment armés, on avouera que la défense de Paris, bien qu'il ait fallu céder, est un des beaux faits d'armes de l'armée française.

Avec un jeune Nantais de mon âge, Amand Lenoble de

Verneuil — qui fut admis en même temps que moi aux gardes du corps (1) — j'assistai en tenue bourgeoise à l'entrée des alliés. Elle se fit par le faubourg Saint-Martin, l'empereur Alexandre en tête de la première colonne. Les alliés n'avaient pas une attitude provocante et, loin de crier victoire, ils avaient un air gêné et semblaient s'excuser de venir ainsi chez nous. Ils n'en avaient pas l'habitude... Les rôles étaient, cette fois, retournés. Les Français qui, presque chaque année, foulaient en vainqueurs le sol de quelque nation, voyaient aujourd'hui les armées alliées pénétrer dans leur propre capitale. A ce propos, je veux consigner ici un détail intéressant qui m'a été conté quelques jours après la capitulation par Paul de Bourgoing (2).

Etant aide de camp du maréchal Mortier en 1814, Bourgoing fut, dans la soirée du 30 mars, envoyé par son chef en parlementaire à l'état-major de l'armée prussienne. On l'y traita avec correction et égards. La seule note discordante avait été donnée par un tout jeune et imberbe lieutenant qui, en français, avait ainsi interpellé Bourgoing : « Que vont dire les Parisiennes en voyant les Prussiens entrer vainqueurs dans leur ville? » Une des qualités qui ont toujours distingué Paul de Bourgoing est l'esprit d'à-propos qu'il possède, par hérédité, sans doute (3). Il le prouva bien en répondant *en excellent allemand :* « Eh! monsieur, les dames de Paris n'auront qu'à faire comme celles de Berlin, de Vienne, de Moscou, et de toutes ces capitales que leurs compatriotes ont pris l'habitude d'aller visiter (4). » Mais revenons à la journée du 31 mars.

(1) Il faisait partie de la compagnie Wagram et mourut lors du licenciement des gardes du corps. (*Note de l'auteur.*)

(2) Né en 1791, sous-lieutenant en 1811, capitaine en 1813, démissionnaire en 1815, il entra cette même année dans la diplomatie où il servit avec non moins de distinction que son père. Pair de France en 1841, il donna sa démission à la Révolution de 1848. Ambassadeur en Espagne en 1849, puis sénateur le 31 décembre 1852, il mourut à Paris le 16 août 1864. Une de ses sœurs avait épousé, en 1821, le maréchal Macdonald qui se mariait pour la troisième fois. (*Note de l'éditeur.*)

(3) Le baron de Bourgoing, père de Paul, était un diplomate célèbre par sa finesse, son à-propos et la distinction de ses manières. Mes notes en parlent fréquemment. (*Note de* 1851.)

(4) Le duc de Trévise m'a, à plusieurs reprises, confirmé la même anecdote. (*Note de* 1832.)

Le défilé s'effectua sans incident notable. A l'extrémité du faubourg Saint-Martin, Amand de Verneuil et moi perçûmes cependant quelques cris de : « Vivent nos amis les alliés! » partant d'un groupe de femmes en cheveux, agitant leurs mouchoirs. Depuis j'ai entendu attribuer cette attitude aux Parisiennes de la classe élevée. Il se peut que le reproche soit fondé, mais, pour ma part, les femmes que j'ai vues ainsi, le 31 mars 1814, appartenaient, sans erreur possible, aux rangs du peuple. En dehors de toute considération patriotique, j'écris en honnête homme qu'à cette époque l'élément féminin était, en France, extrêmement hostile à Napoléon. Pour les succès et la gloire insatiable de ce moderne minotaure, des milliers et des milliers de cadavres français de tous les âges avaient jalonné les routes de l'Europe. La jeunesse et l'adolescence remarquent peu. Et cependant, depuis que je suivais le général Janssens, moi, jeune homme de dix-sept, puis de dix-huit ans, j'avais été frappé de ce fait que, partout en France, la population civile ne se composait que de femmes, d'enfants, de vieillards et d'infirmes. A la fin de l'Empire, par la force des choses, les cœurs des femmes — qu'elles fussent mères, filles, sœurs, épouses ou amantes — souhaitaient la chute du régime. Je tenais à écrire ceci pour expliquer de mon mieux les vivats entendus au faubourg Saint-Martin.

Pendant le défilé, je remarquai encore que tous les soldats ennemis, sans exc ption, portaient au bras gauche un mouchoir blanc. Un peu plus loin, je reviendrai là-dessus.

Si le 31 mars, l'attitude des Parisiens avait été, en général, correcte, je dois dire que, le lendemain, il n'en fut pas de même. J'ai vu, *de mes yeux vu*, le 1er avril, la tourbe de la populace prête à renier et à traîner dans la boue l'homme qu'elle avait jusque-là encensé, s'attelant à une espèce de câble qu'on avait attaché au cou de la statue de l'Empereur édifiée sur la place Vendôme, et cherchant à la faire tomber de son glorieux piédestal. On a prétendu, dans le temps, que des personnes d'une haute situation sociale s'étaient jointes aux hommes du ruisseau, et que M. Sosthène de La Rochefoucauld, monté sur les épaules de la statue, frappait les joues de l'effigie du grand

homme. Ceci n'est qu'un *on-dit,* et je me refuse à croire qu'un homme comme le vicomte Sosthène de La Rochefoucauld se soit laissé aller à une telle platitude, une telle lâcheté. Ce qui a pu donner quelque vraisemblance à ce bruit, c'est que M. Sosthène de La Rochefoucauld était, à cette époque, aide de camp du général Dessolles, l'homme de France qui détestait le plus Napoléon et cherchait par tous les moyens à abattre le maintien du système impérial (1).

On a assuré aussi que, pendant que ceci se passait sur la place Vendôme, des Parisiennes de la haute classe, circulant dans d'élégantes calèches sur la place de la Concorde et les Champs-Elysées, distribuaient à la foule hurlante rubans blancs et cocardes blanches. On en aurait vu, baisant les chevaux et les bottes des cavaliers ennemis, un Prussien, un Russe, un simple Cosaque étant devenu en ce moment pour elles, un héros, une sorte de demi-dieu!... J'ai peine à le croire, malgré l'exaltation des passions politiques, et quoique, je le répète, toutes les femmes aient été, à l'intérieur, les plus grands ennemis de Napoléon. Je me souviens que, dans un couplet d'une pièce appelée *Le Roi et la Ligue,* pièce oubliée aujourd'hui, et que j'ai vu jouer au théâtre Feydeau, l'auteur a exprimé une vérité qui était, à cette époque, au fond de tous les cœurs de femmes. Le gouverneur de la place assiégée par Henri IV demande aux diverses femmes de son intérieur, nièces ou autres, qu'il sait être fort royalistes, pourquoi elles aiment autant le roi Henri IV. Et l'une d'elles, après que plusieurs de ses compatriotes ont fait connaître la cause de leur amour, répond :

Pour moi, j'aime beaucoup la gloire,
Et j'aime surtout mon pays
Mais, tenez, des champs de victoire,
Il nous vient fort peu de maris.
Pour le bonheur de la patrie,
Grâce à la paix, on se marie...
Voilà pourquoi
J'aime le Roi...

(1) Le général Dessolles était alors commandant en chef de la garde nationale parisienne.

Ma pauvre mère, elle aussi, partageait là-dessus l'opinion des autres femmes, et je me souviendrai toujours que, lorsqu'elle parlait de l'Empereur, elle l'appelait « un tyran », parce qu'elle prévoyait le moment où la conscription viendrait m'arracher à sa tendresse.

Mais je retourne à la place Vendôme... Pendant que je contemplais avec dégoût l'ignoble scène de la populace tentant de renverser la statue du géant de la gloire, je fus abordé par quelqu'un que je connaissais pour l'avoir rencontré à la même table, *Hôtel des Princes*. C'était M. Poussielgue, depuis longtemps grand ami de l'Empereur :

« Eh bien! jeune homme, me souffla-t-il à l'oreille; que dites-vous de ce spectacle?... Cette foule qui s'apprête à trépigner sur l'image impériale et l'insulte de toutes façons, ne vous rappelle-t-elle point les grenouilles de la fable, qui sortirent de leurs roseaux fangeux pour sauter sur le roi que Jupin avait lancé dans leurs marais?... Ainsi que le faisaient ces hommes hideux quand Napoléon était tout-puissant, les grenouilles n'osaient regarder ce nouveau roi; mais elles virent que celui-ci n'était qu'un soliveau et montèrent sur son épaule, comme cette populace a fait à l'égard de la statue impériale... Que la fortune eût tourné encore une fois en faveur du grand Napoléon dont ils insultent l'image morte, et ces lâches coquins rentreraient dans leurs égouts... »

En 1795, ce M. Poussielgue servait sous les ordres de Schérer, à l'armée d'Italie, où il était l'une des têtes de l'administration : commissaire en chef des guerres ou inspecteur en chef aux revues. Le gouvernement français, étonné de l'immobilité que gardait le vainqueur de Loano, jugea à propos de le remplacer. « Quand, racontait M. Poussielgue, les officiers et les soldats de Schérer virent arriver son successeur, le général Bonaparte (1), petit, grêle, au visage jaune, aux cheveux plats et longs, qui n'était connu encore que par la journée du 13 vendémiaire à Paris, ils se moquèrent du nouveau général

(1) Le général Bonaparte remplace Scherer à l'armée d'Italie, le 23 février 1796.

en chef... Schérer donna un dîner d'adieux, ayant à sa droite son successeur qui, humble, les yeux baissés, ne disant pas un mot, disparaissait dans sa petite taille, à côté du général Schérer, dont toutes les manières étaient distinguées et indiquaient l'habitude du commandement. Ce soir-là, le petit général Bonaparte paraissait décidément au-dessous de l'emploi qui lui était confié par le Directoire... Le lendemain, ou le surlendemain, le protégé de Barras offre à son tour un dîner au général qu'il est venu remplacer. Il occupe le centre de la table; ce n'est plus le même homme. La tête haute, le regard assuré, la parole brève, il parle à chacun et, au dessert, feignant de désirer obtenir les conseils expérimentés et l'approbation de son prédécesseur sur les plans de campagne qu'il a formés, le général Bonaparte cause de toutes les choses de l'armée d'Italie, et en détail, et avec autant de clarté que si son commandement datait d'un an. En ce moment, ajoutait M. Poussielgue, je remarquai le profil de notre nouveau général et je fus frappé de l'expression romaine de ses traits... Aux yeux de tous ces officiers qui, tout à l'heure encore, le regardaient comme un chef sans talents, sans instruction, comme un simple favori de Barras, le général Bonaparte a tout à coup grandi de dix coudées, et notre vieux et prudent Schérer comprend alors que c'est plus qu'un changement ordinaire qui vient de s'accomplir à l'armée d'Italie, et que celle-ci et son nouveau chef feront parler d'eux... »

Me voilà bien loin de la Restauration. J'y reviens...

A l'arrivée à Paris de M. le comte d'Artois (1), nommé par le Roi lieutenant-général du royaume, et qui, en cette qualité, a si facilement abandonné plusieurs points qu'on n'aurait peut-être pas songé à nous enlever — notamment Corfou où nous avions une forte garnison, et qui commande l'Adriatique, — ainsi que le riche matériel maritime et de guerre que la France possédait à Anvers (2), le général Janssens fut le

(1) 12 avril 1814.
(2) On sait avec quelle amertume Louis XVIII reprocha à son frère la précipitation apportée à la signature du traité.

voir. Le prince lui fit de belles propositions et l'engagea à rester en France. Mais le général s'y refusa : il désirait rentrer au service de son pays et obtenir le gouvernement d'une colonie. Dans mon affection pour lui, j'aurais voulu le suivre. Il me donna, paternellement, mille raisons pour ne pas quitter ma patrie. Le bon général prit bientôt la route de la Hollande et il ne tarda pas à devenir ministre de la guerre.

Les destinées de la France s'accomplissaient. L'Empereur s'était décidé à signer l'acte de son abdication à Fontainebleau. Certainement Napoléon a eu le grand tort, dans son intérêt, de laisser percer autant d'incertitude pendant le congrès de Châtillon et d'hésiter à signer une paix honorable — se montrant plus difficile sur les conditions toutes les fois qu'il remportait une nouvelle victoire, — mais n'est-il pas probable que son sort était décidé à l'avance dans la pensée de plusieurs des plénipotentiaires?... Voici un fait que je tiens de M. de Rumigny — actuellement ministre de France à Dresde (1) — qui était secrétaire de légation, placé sous les ordres de M. de Caulaincourt, ambassadeur de Napoléon au congrès de Châtillon.

Les instructions données par l'Empereur étaient vagues : il ne voulait rien préciser, disant à M. de Caulaincourt qu'il s'en rapportait à lui, au point de lui remettre un blanc-seing, s'il le désirait; mais ce n'était pas ce que voulait le duc de Vicence, et il avait raison.

A la suite d'une séance du congrès, Caulaincourt, sentant la nécessité de connaître plus positivement la pensée de l'Empereur, lui envoya M. de Rumigny, qui avait été, précédemment, l'un des secrétaires de Sa Majesté Impériale. M. de Rumigny attendait l'autorisation réclamée auprès du général russe, pour franchir le cordon militaire protecteur des délibérations du congrès, quand il rencontra M. de Metternich qui faisait une promenade à cheval. M. de Rumigny étant connu du ministre autrichien, la conversation s'engagea et prit bientôt un ton d'intimité et de grande bienveillance de la part de

(1) Le chevalier de Cussy écrit ceci en 1824. (*Note de l'éditeur.*)

M. de Metternich. « Répétez bien à l'Empereur, dit le ministre en terminant, qu'il a tort de me croire son ennemi. Je ne réclame, pour mon compte, aucune mesure hostile contre lui. Je ne veux que la paix et les moyens assurés de ne pas la voir troublée de longtemps; mais, dans les cabinets étrangers, l'Empereur a des ennemis personnels, violents, qui veulent sa chute et le partage de la France. Ce sont MM. de Humboldt, de Stein, de Stadion, et, — et ici Metternich scandait les syllabes, — *surtout le ministre anglais, lord Castlereagh* (1). Quand il en est temps encore, que l'Empereur se décide! L'opinion se prononce contre lui en France. On est fatigué; qu'il ne donne pas à ses ennemis le temps de gagner plus de voix à leur opinion, en s'appuyant sur celle des Français qu'on s'efforce de représenter comme défavorable à l'Empereur... »

De retour près de Napoléon, M. de Rumigny lui répéta les observations verbales qu'il était chargé de lui porter de la part du duc de Vicence, puis il lui conta sa conversation avec Metternich. L'Empereur l'écouta avec attention, sans répondre un mot. Il fit appeler un secrétaire, et, les mains derrière le dos, il dicta des instructions nouvelles pour M. de Caulaincourt. Mais ces instructions, comme toutes les précédentes, étaient vagues et ne donnaient pas exactement au destinataire les pouvoirs dont il avait besoin pour signer une paix honorable. M. de Rumigny, pénétré de la nécessité, dans l'intérêt de l'Empereur, d'entrer dans les idées de son chef, se permit, par deux fois, d'interrompre Napoléon, en lui faisant observer que « ce n'était pas cela que demandait le duc de Vicence ». L'Empereur le regardait sans colère et continuait

(1) « ... Lord Castlereagh, élève de M. Pitt, dont il se croit peut-être l'égal, n'en est tout au plus que le singe : il n'a cessé de poursuivre les plans et les complots de son maître contre la France... J'ai eu ce lord Castlereagh en mon pouvoir. Il était occupé à intriguer à Châtillon, lorsque, dans un de nos succès momentanés, mes troupes dépassèrent le congrès qui se trouva enveloppé. Le premier ministre anglais se trouvait sans caractère public et demeurait en dehors du droit des gens. Il le sentit et se montrait dans la plus affreuse anxiété de se trouver ainsi entre mes mains. Je lui fis dire de se tranquilliser, qu'il était libre. Je le fis pour moi, non pour lui, car, certes, je n'en attendais rien de bon... » *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. VII.

de dicter. Alors, emporté par son dévouement, M. de Rumigny s'écria : « Sire, dussé-je encourir la défaveur de Votre Majesté, je dois, en fidèle et dévoué sujet, lui dire, qu'avec de pareilles instructions, le duc de Vicence ne pourra point faire avancer la négociation d'une manière favorable. Le temps presse. C'est à Votre Majesté elle-même que les puissances étrangères en veulent. Un reste de pudeur les retient encore; mais elles ne cherchent qu'un prétexte pour retirer le sceptre à l'Empereur. »

Le duc de Bassano, présent à cette scène, dit à ce moment à M. de Rumigny :

— « Silence! jeune homme. Sa Majesté Impériale sait ce qu'elle fait. »

— « Oui, sans doute, monsieur le duc; mais je parle ici en sujet dévoué. Que m'importe, à moi, en ce qui concerne mon intérêt particulier, le résultat de tout ceci?... J'ai un père auprès duquel je me retirerai, un oreiller sur lequel je pourrai reposer la tête. Mais l'Empereur, monsieur le duc, l'Empereur, ce n'est pas, je le répète, à sa seule puissance qu'on en veut, c'est à sa personne. »

— « Très bien, jeune homme, reprit le duc de Bassano; c'est un noble cœur qui vous porte à parler ainsi; ce sont de généreux sentiments que vous exprimez. Mais tout ceci importune l'Empereur. Suivez-moi... »

Et le duc prit M. de Rumigny par le bras et sortit avec lui de l'appartement. Pendant tout ce temps-là, l'Empereur, sans témoigner d'impatience, ne dit pas un mot. Les instructions terminées — mais non pas comme les aurait désirées le duc de Vicence, — M. de Rumigny partit pour Châtillon. On sait le reste...

Du même M. de Rumigny, je tiens aussi qu'un projet de partage de la France a existé. La carte sur laquelle M. de Humboldt avait tracé, *de sa main*, le lot de chacun, fut remise à l'empereur Alexandre, qui n'approuva pas les projets du ministre prussien. L'empereur de Russie remit cette carte — pièce fort curieuse — au duc de Richelieu, en lui disant : « Voilà

cher duc, ce que l'on voulait faire de votre belle patrie, si je ne m'y étais pas opposé. »

Quelque morcelée qu'ait été la France par les traités de 1814 qui lui ont enlevé tant et de si belles provinces, et qui n'ont pas fixé sa limite au Rhin, comme il eût été juste de le faire, c'est donc à l'empereur Alexandre que la France doit d'être restée une nation. Mais quelle folie était donc passée par la tête de M. de Humboldt et de ceux qui pensaient comme lui? Un pareil partage aurait eu une courte durée; la guerre eût recommencé bientôt. Guerre terrible!... Car les Français auraient alors combattu *pour leur nationalité*, et, depuis Lille jusqu'aux Pyrénées, depuis le cap Finistère (1) jusqu'à Strasbourg, il ne se fût pas trouvé un homme qui n'aurait, bientôt après, pris les armes pour secouer le joug de l'étranger. Et, il faut bien le reconnaître, si, dans l'opinion d'un grand nombre, quelque chose est nuisible à la famille des Bourbons pour sa consolidation en France, c'est d'y être revenue à la suite des baïonnettes étrangères. Or, cependant, les projets de partage de la France qui ont existé semblent démontrer que les puissances, en voulant renverser l'empereur Napoléon, n'avaient pas la pensée de le faire au profit de l'ancienne famille royale. Cette pensée vague et confuse de rétablir les Bourbons n'a pris corps dans la tête de l'empereur Alexandre que lors de la campagne de France. Ce qui me le fait croire, c'est le fait suivant que m'a conté le marquis de Bonnay, confident du roi Louis XVIII et grand ami de M. de Langeron, personnages qui, chacun de son côté, le lui ont dit.

Il arriva plusieurs fois, au cours de la campagne de France, que des corps allemands et russes en vinrent aux mains, dans des rencontres de nuit, les Allemands prenant les Russes pour des Français et *vice-versa*. Souvent aussi, des paysans français, embusqués derrière des haies ou des maisons en ruines, tuaient des soldats étrangers ou faisaient prisonniers de petits détachements qu'ils conduisaient aux généraux français tenant la

(1) Le chevalier de Cussy veut dire ici « l'extrémité du département du Finistère ».

campagne dans les environs. Cette dernière circonstance préoccupait surtout l'empereur Alexandre qui craignait que la guerre régulière ne dégénérât en guerre de guérillas, et que les étrangers ne fussent traqués en France comme nous l'avions été en Espagne. L'empereur de Russie répétait souvent qu'il serait nécessaire de s'appuyer, du moins, sur une partie de la population, et qu'il faudrait trouver un moyen de connaître l'opinion publique. Le marquis de Langeron, émigré français au service de la Russie, parla alors des princes de la maison de Bourbon, disant que cette famille avait encore bien des amis et qu'il serait bon, en effet, de n'avancer en territoire français qu'en s'y créant un parti. Si l'empereur Alexandre ordonnait aux alliés de porter au bras gauche une écharpe blanche, ce signe de reconnaissance qui serait, à l'avenir, un obstacle à toute méprise entre les troupes alliées, aurait, en outre, l'avantage probable d'éveiller de vieux souvenirs et de connaître si la France conservait encore quelque désir de voir l'auguste famille de Bourbon remonter sur le trône de ses pères. L'empereur de Russie approuva l'adoption du brassard blanc proposé par le marquis de Langeron.

Plus haut j'ai dit que les alliés défilèrent dans Paris avec ce brassard. Le 30 mars, pendant qu'il attendait en parlementaire près de l'état-major prussien, Paul de Bourgoing (1) avait été frappé — il me l'a dit lui-même — d'entendre, si souvent et en si peu de temps, les officiers de Gneisenau parler entre eux du « mouchoir blanc ».

(1) Voir plus haut.

CHAPITRE II

Je retrouve ma famille et mes amis. — Aux gardes du corps. — La compagnie de Gramont. — A propos de décorations. — Désaugiers. — Carle Vernet. — Gérard.

Dresde, janvier 1825.

A Paris, je retrouvai mon père et mes sœurs (1). Celles-ci ne cachaient pas leur joie de la chute d'un régime qui avait envoyé tant d'hommes à la mort. Cela me choquait. Je n'étais pas un « vieux grognard », mais, si brièvement que ce fût, j'avais participé aux gloires impériales.

Quand ma famille partit, j'allai habiter avec Verneuil et Perseval de Frileuse dans une pension de la rue de Seine, tenue par une Ecossaise encore jolie qui se disait descendante des Stuarts. C'est à remarquer, cette maladie qu'ont la plupart des Ecossais établis hors de leur pays, de se prétendre issus de cette famille royale.

En dehors d'Amand de Verneuil et de Frileuse, j'avais la société d'autres amis comme Thierry de Lamarck, Paul de Bourgoing et le brave capitaine Philibert.

Le chevalier Thierry de Lamarck était un ancien chef d'escadron de la garde impériale qui avait épousé, de par la volonté de Napoléon, une fille naturelle du roi de Prusse Frédéric-Guillaume II et de Mme Ritz. Belle et aimable femme, Mme de Lamarck était veuve d'un ou deux maris et séparée d'un ou deux autres, et notamment d'un comte de Stolberg-

(1) L'aînée de mes sœurs, Aménis, née en 1791, avait épousé en 1811 M. Bauny de Léris, employé supérieur des domaines. La seconde, Virginie, née en 1801, épousa en 1822 le baron Terrain de la Mothe et mourut en couches, deux ans après. (*Note de l'auteur.*)

Stolberg. Elle mourut dans l'été de 1814, laissant de son dernier mariage un fils et une fille. Celle-ci a épousé le comte Ingenheim, fils naturel du roi Frédéric-Guillaume II, et, par conséquent, son oncle.

Paul de Bourgoing, tout en conservant le titre d'aide de camp du maréchal duc de Trévise, en avait cessé les fonctions et vivait chez sa mère, tout heureuse d'avoir enfin retrouvé un de ses trois fils (1), et, se félicitant, comme toutes les femmes, de l'ère de paix qui s'ouvrait. Dans nos promenades le long de la Seine, ou sur les boulevards, que de projets Bourgoing et moi nous avons ébauchés! Certes, ni l'un ni l'autre ne pouvions alors nous douter que, dix-huit mois après, entrés tous deux dans la carrière diplomatique, nous servirions en même temps à l'ambassade de Berlin.

Aux charmes particuliers du capitaine Philibert se joignaient maintenant ceux d'une nièce qu'il était fier de présenter partout. Il avait raison. Mlle Elisa de Courten, aux beaux cheveux blonds, au sourire angélique, au port de déesse, était tout ce qu'il y avait de beau sur la terre, et du plus charmant caractère du monde. Elle chantait agréablement, et, quand elle jouait de la harpe, il était difficile de n'en être pas amoureux. Depuis, le duc de Rovigo et le marquis de Bonnay m'ont dit, chacun de son côté, que Mlle Elisa de Courten avait inspiré bien des passions à la Cour impériale et qu'à la rentrée des Bourbons, on lui avait offert une place de dame d'honneur auprès de la duchesse d'Angoulême. Filleule de la reine Hortense auprès de laquelle elle demeurait, Mlle de Courten était, à l'époque où je la connus, promise à M. de Cochelet, frère de la lectrice de la comtesse de Saint-Leu. Ce mariage n'eut pas lieu (2).

Aussitôt que le roi Louis XVIII eut fait son entrée à Paris,

(1) L'un était encore prisonnier en Russie; un autre, blessé, était alors soigné dans quelque hôpital. (*Note de l'auteur.*)

(2) Mlle Elisa de Courten est devenue l'épouse du grand poëte Casimir Delavigne. En décembre 1849, j'ai revu à Paris Elisa de Courten, veuve, toujours bonne et affectueuse pour moi et toujours belle, bien qu'âgée de cinquante-cinq à cinquante-six ans. (*Note de* 1853.)

on s'occupa de rétablir les gardes du corps, les chevau-légers et les mousquetaires. Il eût mieux valu conserver, en lui changeant de nom, la garde impériale, et laisser, parmi les vieilleries de l'ancienne monarchie, toute cette maison militaire dorée qui causa tant de jalousies. On créa six compagnies de gardes du corps qui, comme autrefois, portèrent les noms de leurs capitaines : duc d'Havré, duc de Gramont, duc de Luxembourg, duc de Noailles, prince de Wagram (maréchal Berthier) et duc de Raguse (maréchal Marmont).

Me voyant sans position, mon père entreprit de me faire entrer aux gardes du corps, situation assez enviée, non pas pour ses avantages matériels plutôt nuls, mais pour le prestige attaché à des fonctions facilitant l'accès de la famille royale. Réussir dans cette tentative était aisé à mon père, puisqu'il se trouvait en relations suivies avec le duc de Gramont, — aimable grand seigneur qui, pour un service rendu autrefois, lui gardait une reconnaissance sans bornes — et aussi avec le chevalier de Saint-Projet, capitaine trésorier de la compagnie Gramont. En outre, je bénéficiai de l'appui du bon duc de Richelieu.

Quelque trente ans auparavant, mon père, très jeune encore (1), avait accompli un voyage en Europe, et, durant son séjour à Florence, il avait été accueilli avec bonté par le dernier des Stuarts qui, tout vieux et perdu de boisson qu'il était, se souvenait qu'autrefois, alors qu'il étonnait le monde sous le nom de Charles-Edouard, il avait eu comme fidèle partisan un Marc-Antoine de Cussy, mon grand-père (2). Dans le modeste palais de ce prince déchu, mon père avait fait la connaissance d'un jeune homme de son âge, le comte de Chinon. Ce dernier, aujourd'hui le tout-puissant duc de Richelieu, combla les désirs de mon père et les miens. Après les formalités usuelles, *Ferdinand de Cornot, chevalier de Cussy*, fut donc

(1) C'était, je crois, en 1783. Mon père avait dix-neuf ans. (*Note de l'auteur.*)

(2) Plus tard je parlerai des rapports de mon grand-père avec Charles-Edouard. (*Note de l'auteur.*)

inscrit à la compagnie de Gramont, avec rang de sous-lieutenant. Mais, en raison de mon jeune âge et de ma petite taille, je ne comptai à mon entrée que parmi les soixante surnuméraires, et ce n'est que le 1er janvier 1815 que je fus garde du corps en pied. Grâce à la protection du chevalier de Saint-Projet, excellent homme auquel je m'attachai sincèrement par la suite, je fus placé à l'état-major des gardes du corps. Notre bureau était aux Tuileries, où nous recevions des cuisines du Roi un fort bon déjeuner. Mes collègues de l'état-major avaient bien des années de plus que moi, mais ils ne m'en voulaient nullement, et les chevaliers de Brenanchie et Auguste Delbosc d'Auzon se montrèrent pour moi les meilleurs camarades. De cette situation à l'état-major, il est résulté que je n'ai fait qu'une seule fois mon service au château et que jamais je n'ai été prendre garnison à Saint-Germain-en-Laye.

Lors de mon inscription aux gardes du corps, sentant la nécessité de me rapprocher des Tuileries, je quittai, suivi de mes fidèles Verneuil et Frileuse, le logis garni de la rue de Seine, et, malgré les tendres efforts de la descendante des Stuarts, nous vînmes occuper au coin des boulevards et de la rue Montmartre un coquet appartement où nous nous trouvâmes fort bien. Verneuil apprit bientôt que, par dépit de n'avoir pu séduire des gardes du corps du Roi, la jolie Ecossaise avait cédé son commerce, s'était jetée dans le parti bonapartiste et était devenue la maîtresse du général Jacqueminot.

Disons quelques mots de la compagnie Gramont.

Le lieutenant commandant en fait la compagnie était le lieutenant-général baron de Rebel, digne homme, sans beaucoup de portée d'esprit ni instruction. Parmi les lieutenants — rang de lieutenants-généraux — je nommerai : le baron de Jobal, le marquis de Bonnay, qui était alors à Copenhague comme ministre du Roi et dont j'aurai fréquemment à parler; le baron de Reiset, vieux soldat de l'Empire, qui m'a conté sur les campagnes auxquelles il a pris part des détails intéressants que je rapporterai plus loin; le comte Beaupoil de Sainte-Aulaire, qui était sourd autant qu'on peut l'être. Un jour qu'il toussait fort

en se présentant devant le Roi, et croyant que Louis XVIII s'informait de sa toux, il répondit à la question : « Comment se porte la comtesse? » : « Sire, elle ne m'a pas laissé un instant de repos de toute la nuit. » A la même question que lui adressait un jour le chevalier de Saint-Projet, le comte de Sainte-Aulaire répondit, croyant qu'on lui parlait du cheval qu'il montait alors : « C'est une vieille bête qui est ruinée du devant... » Enfin je n'oublierai pas le brave et aimable chevalier du Repaire. Il jouissait à la compagnie d'une considération extrême et était traité avec les égards dus à un héros Vingt-cinq ans auparavant, le chevalier du Repaire, alors simple garde du corps, se trouvait, dans la nuit du 5 au 6 octobre 1789, placé en faction à la porte de la chambre de la reine Marie-Antoinette, à Versailles. Son compagnon de garde, M. Miromande de Sainte-Marie, ayant été assassiné dès l'invasion de la tourbe insolente et sanguinaire qui voulait arriver jusqu'à la belle et infortunée princesse, le chevalier du Repaire résista seul pendant plusieurs minutes à une centaine d'énergumènes et tomba enfin percé de coups. On le crut mort, et *il m'a dit* avoir entendu ses camarades délibérer si, pour soustraire son corps déchiré à la vue du Roi, il ne serait pas à propos de le jeter par une fenêtre donnant sur une partie peu fréquentée du jardin, où on irait le chercher le soir *pour l'enterrer.* Heureusement pour lui, l'opinion prévalut d'étendre un manteau sur lui, et il échappa de cette sorte à une chute qui l'aurait achevé. Fidèle jusqu'au bout, le brave chevalier du Repaire a suivi au retour de l'île d'Elbe le roi Louis XVIII à Gand.

Je citerai parmi les sous-lieutenants de la compagnie — rang de colonel — : Victor de Caraman (1), fils aîné du marquis de Caraman, actuellement ambassadeur à Vienne (2), le comte de Pellan, le marquis de Chérisey, le comte de Gramont d'Aster,

(1) Mort du choléra en Algérie comme général d'artillerie. (*Note de l'auteur.*)

(2) Victor Riquet, marquis puis duc de Caraman, ambassadeur de France à Berlin de 1814 à 1816, puis ambassadeur à Vienne de 1816 à 1828.

neveu du duc de Gramont, le marquis du Roure de Beauvoir, le marquis de Lamaisonfort, qui sortait de l'armée russe, etc...

Dans les sous-officiers — ayant rang de capitaines — je me rappelle surtout M. de Giraud, du Midi, prononçant tous les *e* accentués, et ayant eu un duel des plus sérieux parce qu'un garde l'avait appelé : « M. dé Giraud »; puis les deux frères de Souilly qui, en juin 1814, se présentèrent à l'état-major avec des nœuds de ruban blanc à leur épée. Ils faisaient une croix, en guise de signature, sur la feuille de solde, et tricotaient des couvertures de lit en laine, pour passer le temps au logis, « car, disaient-ils avec une lamentable fatuité, nous ne voulons laisser aux femmes aucune supériorité ».

A cette énumération de la compagnie de Gramont, j'ajouterai les noms des gardes du corps avec lesquels j'étais le plus particulièrement liés. C'étaient Auguste Delbosc d'Auzon et Amand de Verneuil déjà nommés, Théophile de Saint-Marc, de Massia, de Chamisso, Charles de Muller et Darnouville de Gournay. Ces deux derniers vivaient ouvertement avec des femmes mariées; l'un avec Mme de R***, l'autre avec Mme de l'E***. Le duc de Gramont, très sévère sur la question des mœurs, demanda à leur sujet un rapport au baron de Rebel, homme bienveillant qui, pour sauvegarder Muller et Gournay, insista sur « les malheurs de deux *angéliques* jeunes femmes abandonnées par d'indignes maris et les qualités aimables de leurs *dignes* amants »... Il terminait son rapport en parodiant une phrase lapidaire : « Il leur sera beaucoup pardonné parce qu'ils ont beaucoup aimé. »

Le roi Louis XVIII fit venir le baron de Rebel : — « Je vois, monsieur, que vous connaissez l'Evangile. » — « Non, Sire, répondit étourdiment le lieutenant-général, mais j'ai beaucoup connu Mme Sophie Arnould (1)... » Cette grande actrice, morte depuis plus de dix ans, avait laissé le souvenir d'une femme infiniment spirituelle et de mœurs très légères. Elle

(1) Née en 1744 et morte en 1803, Sophie Arnould eut de nombreux et illustres amants. Un des fils nés de sa longue liaison avec le duc de Lauraguais périt à la bataille de Wagram.

avait eu beaucoup d'amants, et l'on citait d'elle cette boutade à son lit de mort : « Comme à sainte Madeleine, il me sera beaucoup pardonné parce que j'ai beaucoup péché. »

— « Eh! comment voulez-vous donc que je punisse vos gardes pour leur inconduite, continua Sa Majesté, puisque leur chef se vante devant son souverain de ses propres écarts? »

Pauvre baron de Rebel! S'il avait couru les femmes, c'était il y avait bien longtemps! Aujourd'hui il menait une vie d'une austérité certaine. Il se retira confus. Mes amis ne furent pas inquiétés, mais le baron de Rebel ne leur adressa jamais la parole.

Les capitaines des gardes du corps travaillaient directement avec le Roi, pour les grâces et les faveurs qui devaient être accordées à leur compagnie. Ils établissaient les propositions à faire dans les ordres de Saint-Louis et de la Légion d'honneur et, parfois, plaçaient momentanément sur le contrôle de la compagnie le nom d'un ami étranger au corps des gardes et auquel ils voulaient faire obtenir une décoration. Puis, quand le Roi avait écrit « Bon. Louis » au bas de l'état, les capitaines rayaient le nom en fraude, en le faisant suivre de la mention « démissionnaire ». Il s'est commis ainsi plusieurs abus. Deux fois je me suis servi moi-même de ce système abusif, mais ma conscience ne me reproche rien; ce n'était pas dans mon propre intérêt, mais pour faire rendre justice à un vieux brave. Et certes les croix de Saint-Louis et de la Légion d'honneur accordées par ce procédé au commandant Frère, mon ancien collègue auprès du général Janssens, ont été remises à un homme qui les méritait par ses longs services.

Plusieurs fois aussi des décorations de l'un ou l'autre de ces ordres ont été accordées, plutôt par nous autres du bureau de l'état-major, que par le capitaine lui-même qui, sans regarder souvent, acceptait le projet pour le soumettre à l'approbation du Roi. Théophile de Saint-Marc, garde du corps dans la même compagnie que moi, m'a dû tout à fait sa croix de Saint-Louis. Je n'aurais eu garde de jamais le lui dire, mais il est mort depuis longtemps, et cet aveu tardif ne peut plus lui être dé-

sagréable. C'était un témoignage secret de mon amitié. J'aimais beaucoup Saint-Marc, et je n'ai jamais eu que deux reproches à lui adresser : l'un, d'avoir toujours écrit le mot *médecin* par deux *s*; l'autre, d'être trop porté au duel et de m'avoir deux ou trois fois entraîné dans de sottes querelles. Charmant dans la société, et séduisant avec les femmes, Saint-Marc ne trouvait jamais avec les hommes de meilleurs arguments que la pointe de son épée.

Les gardes du corps de la 1re compagnie, dite « compagnie écossaise », traitaient avec un peu de hauteur les gardes des autres compagnies. Un soir, au Vaudeville, pendant un entr'acte, Théophile de Saint-Marc se leva et cria très haut : « S'il y a ici des gardes du corps de la compagnie écossaise, qu'ils sortent à l'instant, je leur en intime l'ordre... » Peu de temps après, il se posta, en uniforme, une heure durant, sur le boulevard et voulut forcer à le saluer tous les gardes du comte d'Artois. Un tel caractère n'était pas fait pour apaiser les rivalités existant entre les différents corps. A la suite de cette dernière incartade, on obligea Saint-Marc à quitter les gardes. Le général comte de La Garde, commandant à Nîmes, repêcha Saint-Marc qu'il prit comme aide de camp. Et aussitôt, mon ami de triompher en s'écriant : « Quoi qu'on ait fait, je ne quitte pas le service de la garde. » Pendant la *Terreur blanche* Saint-Marc fut blessé dans une émeute à Nîmes. Peu après, il se ruina en « beaux festins, cadeaux et jeux » au service d'une belle comtesse polonaise, et fut mis par ses créanciers à la prison, pour dettes, de Sainte-Pélagie, où il est mort, édifiant, m'a-t-on dit, tous ceux qui l'approchaient, par sa piété et sa résignation. Mais revenons aux décorations.

Il y a donc eu des abus dans la distribution des croix; la chose n'est pas niable. Je n'ai cependant rien remarqué de criant au point de vue du nombre de ces faveurs et, en somme, les croix de Saint-Louis et de la Légion d'honneur brillaient sur des poitrines honorables (1). Plus haut, je crois avoir dit

(1) Ce n'est pas comme aujourd'hui. Déjà M. Guizot avait, il y a une dizaine d'années, bien déconsidéré l'ordre de la Légion d'honneur par ses

que, dès mon entrée à la compagnie, le duc de Gramont m'avait proposé pour la Légion d'honneur, mais que je l'avais prié de reporter cette faveur sur un garde du corps plus âgé que moi, ou mieux, si c'était possible, sur le brave commandant Frère, qui, sans appui, végétait dans un régiment de province. A la fin de cette année 1814, le duc de Gramont me fit appeler : « Mon cher chevalier, me dit-il, je ne vous porterai pas cette fois sur mes projets de proposition pour Saint-Louis et la Légion d'honneur; vous vous trouveriez encore trop jeune. Mais l'an prochain, à pareille époque, vous serez décoré de la Légion d'honneur, ou j'y perdrai mon nom. » Hélas! un an après je ne faisais plus partie des gardes du corps, et j'ai attendu jusqu'au 10 août 1823 pour avoir la croix de chevalier de cet ordre. Je ne regrette pas cette longue attente; c'est un grand honneur pour moi d'avoir eu M. de Chateaubriand pour parrain de réception et, de plus, personne n'aura pu dire que ma croix est due à la faveur.

La famille de Verneuil connaissait de vieille date le chansonnier Désaugiers, ce qui, grâce aux « entrées » ainsi obtenues, nous procurait fréquemment le plaisir du théâtre. Plus tard, quand Désaugiers eut été nommé directeur du Vaudeville (1), ce théâtre eut naturellement nos préférences. Désaugiers était d'une jovialité remarquable et possédait un caractère égal et vraiment charmant. Deux fois, durant mon séjour à la compagnie de Gramont, Désaugiers m'amena avec Verneuil et d'autres gardes du corps aux dîners de ce fameux *Caveau* (2) dont il était le président. Désaugiers a toujours été monarchiste. Ses amis le savaient; malgré tout, dans ce milieu libéral où il nous introduisait, notre qualité de garde du corps du Roi devait nous faire regarder comme des intrus. La froi-

prodigalités de croix. Avec nos « intègres républicains » de 48 les choses ont marché. Parmi tous ces démagogues au pouvoir, ces fantoches politiques, amis plus ou moins sincères du « pauvre peuple », combien y en eut-il à mépriser les « hochets de la vanité »?... (*Note de* 1853.)

(1) 1815. Plus tard il fut privé de cette position, puis renommé à la même direction en 1823.

(2) Reconstitué en 1808.

deur du début se dissipa bientôt. L'affection qui portait tous les cœurs vers Désaugiers était sincère et tellement unanime, que pas un seul de ses amis n'eût voulu lui causer la moindre peine. Dans la société de Désaugiers et de ses compagnons habituels, que de bons mots, que de réparties vives et spirituelles, que de saillies charmantes, que de chansons pétillantes d'esprit j'ai entendus!... Désaugiers s'exécutait toujours avec bonne grâce, et, certes, personne au monde ne savait mieux chanter que lui la chanson légère. A côté de refrains égrillards, là mes oreilles de garde du corps ont dû entendre aussi bien des couplets contre les Bourbons.

Les gens dont s'entourait de préférence Désaugiers, un peu à cause de ses fonctions, beaucoup à cause de son inépuisable bonté qui le fait accueillir tout le monde à bras ouverts, ne me plaisaient guère. C'étaient Béranger, le poète, homme infatué de lui-même, qui flattait servilement Désaugiers et que celui-ci entreprenait de rendre célèbre (1); les acteurs Brazier et Pottier, puis un autre histrion assez connu, M***, dont la femme, alors défigurée par la petite vérole, mais autrefois fort belle, se vantait, *devant lui*, de bien des choses qu'il aurait peut-être aimé ignorer : d'avoir représenté la déesse Raison dans des fêtes républicaines, où l'on avait pu, disait-elle, se convaincre de la beauté de ses formes; d'avoir essayé « sans succès » de séduire le chaste Robespierre; puis, d'avoir précédé dans le lit de Barras — cette fois avec succès — Joséphine de Beauharnais.

J'ai toujours préféré la bonne société à celle des histrions, aussi, malgré mon réel chagrin de désobliger Désaugiers, j'espaçai mes relations avec lui. Son caractère idéal surmonta cette épreuve, et, s'il en souffrit, il ne me tint pas rigueur, car, comme

(1) Mon défunt et vénéré ami, le vicomte de Chateaubriand, aimait à proclamer que « seuls les sots sont décidés à ne jamais modifier leurs opinions ». Est-ce pour cette raison que depuis ma jeunesse, j'ai souvent changé d'opinion sur certains personnages? En tout cas, aujourd'hui, après un quart de siècle écoulé, je ne modifie aucunement mon jugement sur M. de Béranger. Ce pauvre Désaugiers a réussi pour son protégé devenu célèbre. Mais par quels moyens y est arrivé M. de Béranger?... Baver comme il l'a fait, sur les Bourbons déchus... Quelle misère! (*Note de* 1851.)

par le passé, il continua à m'envoyer régulièrement des billets de théâtre.

Un matin de l'été de 1814, étant entré avec Verneuil au café du quai d'Orsay, à l'angle de la rue du Bac, j'aperçus Delbosc d'Auzon déjeunant avec une personne qui m'était inconnue. Je m'approchai pour serrer la main de d'Auzon et, sur la question qu'il me fit concernant l'emploi de ma journée, je répondis :

— « Je vais partir pour Saint-Germain-en-Laye.

— Ce n'est pas possible, dit tout à coup le voisin inconnu de d'Auzon.

— Comment cela, monsieur?...

— Non, jeune homme, reprit-il, ce n'est pas possible. Moi, je puis aller à Saint-Germain-en-Laye (*en laid*), mais, vous, ceci ne vous est pas permis. »

Je ne pus que sourire et m'incliner... Delbosc d'Auzon fit alors les présentations. Mon interlocuteur inconnu, au visage fortement marqué par la petite vérole, n'était autre que le déjà célèbre Antoine-Charles-Horace Vernet, le fameux peintre de batailles et de chasses, qui est plus connu sous le nom de Carle Vernet.

C'est, on le voit, un détestable calembour qui a marqué ma connaissance avec ce grand artiste. Carle Vernet avait en effet la manie de se laisser aller à tous les jeux de mots qui se présentaient à son esprit, quelles que fussent les circonstances. Au plus fort de la Terreur, un ami lui présentant ses condoléances sur sa sœur aînée, Mme Chalgrin, qui venait de périr sur l'échafaud, avait reçu de Carle Vernet cette réponse inattendue : « Hélas! je l'avais bien dit. Du jour de son mariage, le chagrin était entré avec elle (*l*) dans notre famille. »

Carle Vernet, fils de l'illustre peintre de marine Joseph Vernet, et père d'Horace, dont le talent est déjà célèbre, est un homme aimable et doué des plus sérieuses qualités. Sa modestie est extrême. Comme je voulais répondre à son mauvais mais aimable calembour par une phrase

gracieuse et vraie sur le grand talent des trois générations successives de sa famille, Carle Vernet me dit : « Je suis comme le chaton qui, dans une bague, réunit deux diamants. »

Il y a quelques années, Carle Vernet déjeunait avec son fils Horace au café Lamblin (Palais-Royal). La salle était encombrée d'échafaudages dressés par des peintres décorateurs. Le plafond était peint en ciel bleu, et déjà terminé. Carle Vernet, qui était fort vif dans ses mouvements, s'échauffe au cours d'une discussion avec son fils, et lâche une côtelette de mouton qu'il tenait par l'os. Le projectile graisseux va toucher le plafond où il fait une horrible tache; la figure de Lamblin s'attriste à la vue du dégât. Mais déjà Carle Vernet s'est élancé sur un des échafaudages et a couvert la tache dont il est coupable par une gracieuse hirondelle, qu'il termine séance tenante, et que l'on a toujours respectée depuis, dans toutes les transformations qu'a subies la salle en question.

Carle Vernet n'est pas le premier grand peintre que j'ai connu. Auparavant, j'avais été conduit par M. Pelé — aujourd'hui sous-chef aux affaires étrangères — chez Gérard, son meilleur ami. Je continuai à voir ce célèbre peintre d'histoire et de portraits, mais *en cachette*. Grand Dieu! Qu'eussent pensé M. le duc de Gramont, le baron de Rebel, et surtout cet excellent mais timoré comte de Pellan. s'ils avaient appris que le chevalier de Cussy, garde du corps de Sa Majesté, fréquentait chez un homme qui avait été juré du tribunal révolutionnaire et l'élève favori du fougueux régicide David!...

Une fois, à l'une de ces bonnes et intimes soirées chez le grand peintre, autour de la table et près du feu, Gérard, tout en causant, jouait avec un compas et traçait machinalement des cercles. Il nous disait combien la facilité de produire des caricatures perdait de jeunes talents. Cette opinion était controversée et, comme il insistait, prétendant que de tout trait de crayon on peut tirer une caricature, l'un de nous lui dit de

le prouver, en en faisant une avec l'un des cercles tracés par son compas :

— « Volontiers. Quel sujet?... Choisissez.

— Faites le portrait du roi Louis XVIII.

— Vous me ménagez. C'est ce qu'il y a de plus facile. »

Et Gérard qui, depuis, a fait d'admirables portraits de Louis XVIII, produisit presque instantanément un portrait-caricature, fort ressemblant en vérité, quant à la tournure. C'est le roi, vu par derrière, et tout à la fois la représentation d'un éléphant.

Dernièrement, j'ai fait bien rire mon chef, le comte de Rumigny, en lui montrant ce petit croquis que je conserve précieusement. Le grand peintre, qui, dans les premiers temps de la Restauration, était en délicatesse avec les Bourbons, avait trouvé piquant de faire hommage de cette caricature au garde du corps présent lors de sa production. Depuis, Gérard est rentré en grâce près du Roi; on lui a confié l'exécution des plus importants travaux et il a peint bien des personnages marquants de la Cour.

Au mois de juin 1823, quand je le vis à Paris, Gérard voulut bien me proposer de faire mon portrait : « Je veux que vous acceptiez cela en ami, me dit cet excellent homme. Il ne peut entre nous être question d'une somme que vous ne seriez pas en mesure de me payer; je demande très cher de mes portraits et un attaché d'ambassade n'est pas riche. » Le grand artiste commença en effet mon portrait en uniforme de premier secrétaire de légation; malheureusement l'ophtalmie dont il était depuis longtemps atteint le força d'interrompre ce travail qu'il confia aux soins de l'une de ses meilleures élèves, Mlle Henriette Desbordes, nièce du bon chevalier de Saint-Projet. Je me consolai de ce contre-temps et de l'incontestable diminution artistique de mon portrait (1), par le plaisir que j'eus à regarder mon peintre, cette jolie et douce Henriette Des-

(1) C'est ce portrait qui figure en tête du présent ouvrage. (*Note de l'éditeur.*)

bordes dont les attraits ont fait battre bien des cœurs (1).

Du temps où je servais aux gardes du corps, Gérard m'emmena en compagnie de quelques amis dans la forêt de Montmorency. Nous dînâmes chez le sieur Le Duc, aubergiste-restaurateur, à l'enseigne du *Cheval blanc*, sur la grande place où se tiennent les ânes qui transportent promeneurs et promeneuses à travers les mille sentiers de la forêt. Cette enseigne d'auberge était un des souvenirs favoris de Gérard. Quelque dix ans auparavant, Gérard, faisant une excursion à Montmorency avec ses amis Gros et Isabey, s'était arrêté pour déjeuner à l'auberge du sieur Le Duc. A la fin du repas, Le Duc s'approche le bonnet à la main, et dit à ses hôtes : « Excusez, messieurs, mais vous pouvez me rendre un grand service. Mon enseigne du *Cheval blanc* tombe en pièces, tant elle est vieille. Est-ce que vous ne voudriez pas, comme paiement de votre repas, m'en faire une, car j'ai bien reconnu à vos discours que vous êtes de *jeunes barbouilleurs?* » Les trois amis rient beaucoup de la requête et de l'épithète; ils tirent au sort, et c'est Gérard à qui échoit l'honneur de combler les vœux du sieur Le Duc. Gros et Isabey partent pour la forêt; Gérard reste à l'auberge et produit en quelques heures un magnifique cheval blanc. L'aubergiste commença par faire la moue, trouvant que le cheval n'était pas assez grand, que le *barbouilleur* avait ménagé ses couleurs, et que cela ne le payait point de son écot... Quelques jours après, quand le sieur Le Duc sut de quel pinceau sortait sa nouvelle enseigne, il eut vite fait de changer d'avis. Il ne put se décider à suspendre son cheval blanc exposé à toutes les injures de la température. Et l'enseigne ne paraît plus que sous un ciel pur, et les jours de fête. Pour les autres jours, le sieur Le Duc a fait exécuter une copie par un vrai *barbouilleur* de la contrée.

(1) Perseval de Frileuse et Ferdinand de Wegmann ont demandé en mariage Mlle Desbordes, qui a eu la sagesse de les refuser. Elle eût bien souffert des infidélités probables de ces hommes à bonnes fortunes. Cette jolie jeune fille est morte sans s'être mariée. C'est elle qui a servi de modèle à Gérard pour son tableau d'*Ourika*, et aussi pour la Sainte-Thérèse de l'infirmerie fondée par Mme de Chateaubriand. (*Note de l'auteur*, 1843.)

Ce souvenir des peintres Gérard, Gros et Isabey, excursionnant de compagnie, me rappelle un gai couplet que l'on fit, en 1814 ou 1815, à l'occasion d'un portrait du roi Louis XVIII exécuté par Gros :

Air : *le Premier pas.*

Le Gros *l'a peint*
Ce portrait plein de vie
Qui, des Français, offre le souverain;
De la peinture étonnante magie,
En le voyant, tout connaisseur s'écrie :
Le Gros *l'a peint!*
Le Gros *l'a peint!*

CHAPITRE III

Raideur de la duchesse d'Angoulême. — A l'hôtel de Gramont. — Les Duras. — Mme Récamier. — Le colonel de la Bédoyère. — Le chevalier de Boufiers. — Le soir du 19 mars. — Départ précipité du Roi. — A Saint-Denis. — Le retour de Napoléon. — Le duc d'Otrante. — Les Cent-Jours. — Demi-solde et *Voltigeurs de Louis XIV*. — Le retour de Gand. — Caricatures. — Napoléon à bord de la *Saale*.

Dresde, janvier 1825.

Aucune fête aux Tuileries. Le Roi respectait la douleur éternelle de la morose duchesse d'Angoulême. De notre bureau de l'état-major j'ai aperçu plusieurs fois cette princesse se promenant dans le jardin des Tuileries. Dieu! quelle figure sévère! quel air hautain! quelle raideur dans la démarche! quel manque de grâce, enfin!... Certes, la dame qui l'accompagnait, personne a l'air fort distingué, déjà âgée — Mme de Sérent, je crois — eût préféré être ailleurs. Elle tenait les yeux fixés sur la duchesse qui lui donnait ses ordres par gestes impérieux et saccadés, parlant peu, redoutant sans doute de faire entendre sa voix désagréable et rauque. C'est de cette princesse que Napoléon a dit qu'elle était « le seul homme de la famille (1) ». Paroles cruelles et peut-être injustes pour les Bourbons! En tous cas, Mme la duchesse d'Angoulême n'ayant aucune des grâces de la femme, il semble équitable qu'elle ait l'énergie d'un homme.

Tant qu'il demeura aux Tuileries, le duc de Gramont ne reçut point; mais étant allé dans la suite occuper son bel hôtel de la rue de Grenelle-Saint-Germain, il se rattrapa. Je ren-

(1) C'est en apprenant l'énergie que déploya à Bordeaux la duchesse d'Angoulême, lors de son retour de l'île d'Elbe, que Napoléon prononça ces paroles. (*Note de l'auteur.*)

contrai là le duc de Richelieu, le comte de La Ferronnays, le duc et la duchesse de Duras, ainsi que la belle Mme Récamier. Déjà j'avais bénéficié de la protection efficace du duc de Richelieu et du comte de La Ferronnays, aussi je fus frappé de ce fait que, le même soir, chez le duc de Gramont, ils me renouvelèrent, chacun d'eux séparément, leurs propositions d'appui, presque dans les mêmes termes, comme s'ils s'étaient concertés. Ils me dirent que l'on songeait déjà à réduire les gardes du corps, et que si j'avais quelque jour besoin d'eux, je n'aurais alors qu'à me rappeler à leur souvenir. La suite me fit voir que ces hommes excellents ne m'avaient pas leurré de fausses promesses (1).

Les Duras étaient très fidèles aux réunions de l'hôtel Gramont. Le duc (2), premier gentilhomme de la chambre du Roi, et résidant aux Tuileries, se serait fait scrupule d'y donner des fêtes, mais allant volontiers chez les autres et aimant la société, il obtint bientôt, comme les Gramont, l'autorisation d'occuper un hôtel en dehors des Tuileries, rue de Grenelle, tout près de la demeure de Mme de Staël. Alors il y reçut beaucoup et son salon est aujourd'hui le salon le plus à la mode de Paris. Mme de Duras, qui devait être alors âgée de trente-quatre à trente-cinq ans (3) et qui n'en paraissait pas trente, était jolie, simple et aimable. Fille du comte de Kersaint, un des meilleurs officiers de la marine de Louis XVI, qui porta sa tête sur l'échafaud à la fin de 1794 (4), Mme de Duras n'en veut pas à tout le monde de ce malheur de famille, comme la duchesse d'Angoulême.

Je vis et considérai à distance respectueuse la très belle Mme Récamier, alors la personne la plus célèbre de Paris. Elle était entourée d'un cercle de fidèles, parmi lesquels le duc

(1) Ce souvenir déjà vieux me console de la volte-face ou de l'oubli d'autres amis. (*Note de* 1851.)

(2) Amédée de Durfort, duc de Duras.

(3) Le chevalier de Cussy rajeunit un peu Mme de Duras. Elle était née le 22 mars 1777. (*Note de l'éditeur.*)

(4) Il était fils lui-même de ce vaillant comte de Kersaint qui périt glorieusement avec son vaisseau *le Thésée*, le 20 novembre 1759, à la bataille des Cardinaux.

Mathieu de Montmorency, qui la mangeait des yeux, sans toutefois se départir de son air guindé habituel. Rien de ce qu'on m'avait dit de la beauté de Mme Récamier ne me parut exagéré. On dit qu'elle est et a toujours été vertueuse, et que ses amitiés avec les hommes n'ont rien de passionnel; on dit même qu'elle est *vierge*, quoique mariée, ce que le marquis de Bonnay attribuait à un vice de conformation. Au sujet de l'intimité de la reine Hortense et de Mme Récamier, Mlle Elisa de Courten (1) m'a raconté des faits d'une sentimentalité un peu ridicule. En 1813, se trouvant en même temps à Rome, ces deux jeunes femmes se promenaient ensemble la nuit dans les ruines, arpentaient la voie Appienne et poussaient parfois leurs pas jusqu'au tombeau de Cecilia Metella ou au lieu du supplice de saint Paul. Il arriva qu'une fois les promeneuses nocturnes furent poursuivies et jointes par des rôdeurs qui leur réclamèrent bourses et bijoux. A demi mortes de frayeur, les jeunes femmes se laissèrent dépouiller, quand le chef de la bande, séduit par la beauté de ses victimes, arrêta tout à coup ses hommes, fit restituer les objets dérobés, en exigeant toutefois le salaire d'un baiser pour lui et chacun de ses acolytes.

Je me souviens qu'en 1821, pendant le séjour de M. de Chateaubriand à l'ambassade de Berlin (2), mon collègue Flavigny et moi nous causions un jour de cette aventure. Le récit nous divertissait tellement que nous n'entendîmes pas s'ouvrir la porte qui faisait communiquer la pièce où nous nous tenions avec le cabinet de notre chef et, subitement, nous fûmes cloués sur place par l'apostrophe de M. de Chateaubriand : « Eh! messieurs les jeunes gens, s'écriait-il, indigné, ce ne sont en effet que des voleurs qui peuvent se vanter d'avoir embrassé Mme Récamier. »

Quand, en 1814, je rencontrai chez le duc de Gramont Mmes de Duras et Récamier, je ne pouvais, certes, me douter que je voyais, réunies dans le même salon, les deux femmes qui devaient avoir le plus d'influence sur M. de Chateaubriand,

(1) Voir chap. II.
(2) Janvier à avril 1821.

cet homme, alors un inconnu pour moi, et auquel je me suis tant attaché par la suite.

Dans son enthousiasme pour Mme Récamier, le duc de Guiche (1) voulait faire partager son culte à tout le monde. Lors de cette fameuse soirée, il m'avait pris le bras et mené vers son idole, mais je m'esquivai. Mme Récamier était la reine de Paris, moi je n'étais qu'un pauvre garde du corps; quel agrément cette banalité d'une présentation cérémonieuse eût-elle pu procurer à chacun de nous?... Je préférai admirer à loisir toutes les blanches épaules, toutes les jeunes gorges qui, profitant de la mode, sortaient des corsages échancrés très bas et s'offraient triomphalement aux regards, ce qui était un fort agréable spectacle pour les hommes de mon âge. Je me souviens qu'en 1820, à mon passage à Paris, M. Dupont, notre médecin de la compagnie Gramont, me dit que le culte du duc de Guiche pour Mme Récamier avait pris fin et que le duc s'occupait alors de beautés moins irréductibles.

Dans les premiers jours de mon arrivée à Paris, j'avais fait par Perseval de Frileuse la connaissance d'un jeune diplomate avec lequel je me liai tout à fait par la suite. Henri de Chastellux appartenait à une famille de la vieille noblesse qui avait émigré à la suite des princes. En 1816, j'ai retrouvé Chastellux comme collègue à Berlin qu'il quitta pour épouser Mlle de Duras. Après s'être appelé pendant quelques mois le marquis de Duras-Chastellux, il prit le nom et le titre de duc de Rauzan (2). Depuis, il a été ministre plénipotentiaire à Lisbonne, puis directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, d'où il est parti par démission, voulant se solidariser avec M. de Chateaubriand, lorsque dernièrement celui-ci a été si brutalement chassé de son ministère par M. de Villèle (3).

Henri de Chastellux me menait fréquemment chez ses parents où j'ai parfois rencontré un jeune et brillant officier de

(1) Fils aîné du duc de Gramont.
(2) Le duc de Rauzan a été le parrain de mon fils. (*Note de* 1835.)
(3) 5 juin 1824.

Napoléon. Un an auparavant, la carrière déjà héroïque du beau colonel de La Bédoyère avait fait tellement impression sur Mlle de Chastellux, que cette fille de royalistes et d'émigrés était devenue l'épouse du colonel de l'Empire. Sans emploi à la chute de Napoléon, à cause de blessures récentes, M. de La Bédoyère n'avait pas été replacé par le gouvernement de Louis XVIII. Il contait à tout le monde son dépit et criait à l'injustice, ce qui était vrai. Pourquoi le Roi n'accédait-il pas aux démarches faites en faveur de ce colonel de vingt-huit ans? Parce qu'il avait versé son sang dans les armées de Napoléon, était-ce une raison pour le priver d'un commandement dans l'armée royale?... Chez Mme de Chédeville, fille du chevalier de Saint-Projet, trésorier de la compagnie Gramont, j'entendis un jour le colonel de La Bédoyère, fort en colère, prononcer tout haut ces mots devant quinze ou vingt personnes appartenant toutes au monde royaliste : « Les lectures d'Horace ne profitent guère à ce gros roi. Avec de pareils procédés, les Bourbons n'en ont pas pour un an... » Enfin, pour le malheur de M. de La Bédoyère, les instances des Chastellux aboutirent. Quelques mois plus tard, le 7e régiment de ligne se joignait à Napoléon aux environs de Grenoble et son jeune et brillant colonel était bientôt fusillé à Grenelle (1). Que de fois j'ai entendu le marquis de Bonnay et le comte de La Ferronnays, ces monarchistes fidèles, parlant des fautes des Bourbons, déplorer entre autres choses les excès de la réaction royaliste dans le Midi et la rigueur impitoyable du gouvernement de Louis XVIII dans les procès du maréchal Ney et du colonel de La Bédoyère!

Mon vieil ami, le chevalier de Saint-Projet, habitait rue Saint-Honoré. L'une des premières visites qu'il me fit faire, après mon incorporation aux gardes du corps, fut celle d'un de ses très proches voisins, le vieux et célèbre chevalier de Boufflers (2). En entendant énoncer ma qualité de garde du

(1) 19 août 1815.

(2) Le chevalier de Boufflers habitait au n° 77 de la rue Saint-Honoré. (*Note de l'auteur.*)

corps de la compagnie Gramont, M. de Boufflers me demanda brusquement des nouvelles d'un des lieutenants de cette compagnie, le marquis de Bonnay, en ce moment ministre du Roi à Copenhague. Le chevalier de Boufflers m'entonna les louanges du marquis de Bonnay avec qui, disait-il, il avait fait autrefois « de bonnes parties ». Ne connaissant point alors le marquis de Bonnay, j'écoutais ces litanies, plutôt par déférence pour l'homme célèbre qui me parlait. Quand il eut terminé son dithyrambe, le chevalier de Boufflers ajouta que ma figure lui plaisait et que, dès le lendemain, il allait me recommander chaudement au marquis de Bonnay. Ce n'étaient pas des paroles en l'air; le chevalier de Boufflers écrivit en effet à mon sujet, et ce vieillard a bien été pour quelque chose dans mon entrée dans la carrière diplomatique. J'entendis ce vieux coureur de femmes, à propos de *signares* (1), raconter devant un auditoire où se trouvaient plusieurs très jeunes femmes, certaines de ses bonnes fortunes, puis réciter de sa voix cassée quelques-unes de ses compositions, dont *le Rêve* et *les Ages de l'homme et de la femme*, poésies infiniment spirituelles mais fort légères, et même licencieuses, la dernière surtout. J'en étais gêné pour Mmes de Brancion, de Brenanchie, de Chédeville et autres dont les visages de vierge continuaient à sourire. Aux remarques timides que je fis au grave M. de Saint-Projet, cet excellent homme me répondit : « Mon cher chevalier, ma fille — Mme de Chédeville — et ces autres jeunes personnes sont mariées. Et puis, M. de Boufflers raconte ses polissonneries avec tant de finesse qu'une petite nonne ne pourrait s'offusquer. » Je revis deux ou trois fois encore le vieux chevalier dans cette année 1814, et chaque fois, émoustillé par la présence de jeunes et jolies femmes, il se plaisait à raconter l'histoire de ses galantes aventures. A quelque temps de là il mourut, sans que cet événement fît beaucoup de bruit (2). Plus loin, à propos de Mme de Crayen

(1) Métisse du Sénégal. Le chevalier de Boufflers y avait été gouverneur pendant trois ans, de 1785 à 1788.
(2) Janvier 1815.

ou du marquis de Bonnay, je parlerai encore du chevalier de Boufflers.

Entre mes occupations à l'état-major, le monde, le théâtre et mes amis, ma vie s'écoulait donc douce et sans souci, quand, tout à coup, le 5 mars, on annonça le débarquement de l'Empereur. D'abord, dans l'entourage du Roi, on fit contre fortune bon cœur, on plaisanta de « cette ridicule équipée ». Mais bientôt il fallut se rendre à l'évidence; la marche de l'Empereur était une marche triomphale qui le conduisit en deux semaines aux portes de Paris. Les défections dans l'armée étaient de plus en plus nombreuses; on jugea la résistance vaine et tout s'apprêta dans la maison militaire pour le départ de la famille royale. Le 18, les fourgons de la suite chargèrent nos bagages et la Cour partit le 19 au soir.

Ce soir-là, M. de Saint-Projet, Delbosc d'Auzon, moi et deux ou trois autres personnes, nous étions réunis chez le duc de Gramont, réglant la comptabilité et d'autres points de service, quand le duc d'Havré entre en coup de vent et parle bas à notre capitaine. Celui-ci, effaré de la nouvelle du départ du Roi que vient de lui communiquer le duc d'Havré, s'élance hors de l'appartement, sans épée, sans chapeau, sans nous dire un mot, laissant entre nos mains tous les papiers — qui, grâce à Dieu, étaient tous fort en règle, vus et signés par lui — et tout l'argent qu'il devait emporter à l'usage de sa compagnie. Il fallut rassembler tout ce qui était dispersé et transporter l'argent et les papiers chez M. de Saint-Projet au milieu de la nuit. Puis Delbosc d'Auzon et moi, ayant inutilement cherché un cabriolet, nous nous mîmes bravement en route à pied, sans passer par chez nous, dans l'espérance d'atteindre notre compagnie ou quelque fourgon de suite à Saint-Denis. Nous y arrivâmes épuisés à 5 heures du matin, mais nous ne trouvâmes plus personne.

Nous entrâmes chez un voiturier; aucun véhicule de disponible. En ce moment descendait de cheval à la porte de son écurie le voiturier lui-même. Delbosc d'Auzon me poussa le coude en disant : « Voilà un moyen pour un de nous. Tirons au

sort à qui continuera la route. L'autre retournera à Paris, près du chevalier de Saint-Projet, où il sera plus utile au Roi qu'en errant sur les chemins. » Il jeta en l'air une pièce de monnaie; le sort le désigna; c'était heureux, car j'étais sans argent, et même sans uniforme. Le voiturier maugréa pour vendre son bidet, qu'il laissa finalement contre 40 louis. Le tout : rosse, selle et bride, en valait bien 15. Delbosc d'Auzon enfourcha sa monture et s'éloigna en me criant : « A bientôt! » à quoi je répondis : « Bon voyage et vive le Roi! » — « Eh non! vive l'Empereur! » me hurla aussitôt au nez le voiturier, en ricanant et en faisant sauter d'une main dans l'autre les 40 napoléons de mon camarade. « Allons, blanc-bec! ajouta cet homme, viens trinquer avec moi à la santé de l'Empereur et à la mort des Bourbons et de ses gardes... » Dans le fond de mon cœur j'avais toujours conservé un faible pour le grand Empereur, dont j'avais subi le prestige pendant ma courte campagne de France. Mais, de voir, au moment du malheur, bafouer ainsi par cet homme grossier et vénal le Roi que je servais et le corps auquel j'appartenais, cela me révolta. Je me figurai être reporté un quart de siècle en arrière, à Varennes, et avoir devant moi Drouet. Oubliant ma fatigue, et sans réfléchir que ce colosse dans la force de l'âge devait fatalement me terrasser, je n'écoutai que mon indignation et bondis sur le voiturier, le souffletant en criant : « Canaille! demande pardon et crie : vivent le Roi et ses gardes du corps! » L'homme glissa dans une flaque d'eau et s'abattit lourdement. Au bruit de la lutte, les domestiques sortirent de la maison du voiturier. Je crus qu'ils allaient me faire un mauvais parti, mais ils me tranquillisèrent fort en me disant : « Laissez notre maître maintenant; la correction est bonne. » Le gourdin au poing, je repris alors la route de Paris où, vers 10 heures, j'arrivai exténué, rue Saint-Honoré, à la porte du chevalier de Saint-Projet, que je trouvai fort inquiet sur mon compte.

Delbosc d'Auzon rejoignit la maison militaire dans cette journée. Le départ avait été si précipité que rien n'avait été

préparé pour les étapes. On se trompa de chemin, on laissa tellement de traînards, qu'à l'arrivée en Belgique, les 4,500 hommes de la maison militaire n'étaient plus que 800! Delbosc d'Auzon, qui avait été en 1812 à Moscou avec les armées impériales, m'a assuré que, pour le désordre, le voyage, ou plutôt la « fuite » du Roi, pouvait être comparé à la retraite de Russie.

Le soir même de mon retour à Paris, le chevalier de Saint-Projet, son gendre Chédeville et moi nous sortîmes pour aller aux nouvelles. On attendait Napoléon d'un moment à l'autre. Il nous fallut suivre M. de Saint-Projet qui, malgré nos timides observations, venait d'entrer sans hésiter aux Tuileries. La grande cour semblait abandonnée. Nous pénétrâmes à l'intérieur du château où l'on voyait circuler, revêtus de la livrée impériale, les mêmes valets qui, la veille encore, portaient la livrée royale. Rien ne paraissait changé, sauf une question de boutons. En passant devant notre bureau de l'état-major, nous aperçûmes le vieil employé Ancher en train de préparer les lampes, comme à l'habitude. Il nous salua respectueusement et, sans la moindre gêne, tout en disant : « Je crois que les officiers de Sa Majesté vont bientôt arriver! » Sa Majesté, c'était l'Empereur.

L'obscurité était venue quand nous débouchâmes des Tuileries par la porte du pavillon de Flore. La foule, dans la rue, était compacte et échangeait avec calme ses impressions sur les événements qui se déroulaient. Vers 9 heures, Napoléon arriva, et je le devinai dans sa berline qui, encadrée par une haie mobile de cavaliers, pénétra dans les Tuileries par cette même porte du pavillon de Flore. Quelques cris isolés de : « Vive l'Empereur! » mais pas d'acclamations spontanées. Cette arrivée nocturne était lugubre et annonçait à la foule des tueries prochaines. J'ai toujours pensé que cette entrée clandestine dans la capitale était indigne de Napoléon. Une fois encore, j'ai vu l'Empereur. C'était le 1er juin suivant, quand, dans un costume théâtral et passablement ridicule, il se rendait au Champ-de-Mars pour la fameuse cérémonie du « Champ de Mai ».

Pendant une semaine je travaillai rue Saint-Honoré avec Chédeville et M. de Saint-Projet pour terminer la classification des papiers et mettre en ordre les comptes de notre compagnie. Le chevalier de Saint-Projet hésitait sur la façon de faire parvenir au duc de Gramont les fonds disponibles. C'est alors que je lui racontai ce qui m'était arrivé quelques jours auparavant. En sortant de mon appartement de la rue Montmartre, j'avais été accosté par Ceminato, homme d'origine piémontaise, mais de cœur tout français qui, après avoir fait dans nos rangs les deux dernières campagnes, puis avoir été valet de chambre de mon père, était entré, un peu grâce à moi, dans la police.

— Au moins, avais-je dit à Ceminato, j'aurai, je l'espère, quelqu'un pour m'avertir quand le moment sera venu de me cacher?

— Mais, monsieur le chevalier, vous n'aurez nullement besoin de vous cacher. M. le duc d'Otrante ne voudra certainement inquiéter personne, les gardes du corps moins que personne (1).

Je ne connaissais Fouché que de réputation. C'était pour moi un homme bon à toutes les besognes, sous tous les gouvernements, un parjure, un monstre.

— Fouché, Fouché, voilà mon moyen! — nous dit M. de Saint-Projet. Et plusieurs jours après, mon chef m'apprit que, par l'entremise de Fouché, les fonds et les papiers de notre compagnie étaient fidèlement parvenus au duc de Gramont. J'étais ainsi informé de cette chose stupéfiante, que le ministre de la police impériale était en correspondance avec l'entourage de Louis XVIII!...

Ce Fouché était l'incarnation de la duplicité. Ayant beaucoup à se faire pardonner, il se ménageait des attaches dans tous les camps. A son sujet, M. de Vitrolles me disait dernièrement (1824) qu'il avait lui-même une reconnaissance particulière pour Fouché. Dès le retour de Napoléon, M. de Vitrolles

(1) Au retour de Napoléon de l'île d'Elbe, Fouché avait succédé à Dandré au ministère de la police.

avait été enfermé à l'Abbaye et le ministre de la police avait reçu l'ordre formel de l'Empereur de faire fusiller cet ardent royaliste. Mais le duc d'Otrante, ce vieux renard rompu à toutes les ruses, traîna les choses en longueur et, à la nouvelle de Waterloo, il faisait élargir le prisonnier. Je tiens de M. le vicomte de Chateaubriand, qu'étant à Gand au mois de mai 1815, il vit entrer chez lui Mme de Vitrolles qu'il ne connaissait pas, munie d'un sauf-conduit et d'une lettre de recommandation du duc d'Otrante. Le comte d'Artois reçut fort bien l'envoyée de Fouché.

Quand je pense à tout cela, à ce Fouché mort maintenant (1), je ne puis m'expliquer comment une fille jeune, intelligente, belle, riche et de grande maison, comme Mlle de Castellane, a pu consentir à devenir l'épouse de ce défroqué, ancien conventionnel et régicide. Les nombreux millions du monstre auront, il faut le croire, influencé la détermination de Mlle de Castellane (2). Le Roi, dit-on, signa au contrat. Quant à la duchesse d'Angoulême, elle ne voulut pas comprendre « la raison d'Etat » et, plus fière, elle refusa toujours d'accueillir l'homme qui avait voté la mort de son père.

Durant les Cent-Jours, nous ne fûmes nullement inquiétés. Le duc d'Otrante avait averti le chevalier de Saint-Projet que nous pouvions vivre tranquillement et circuler à notre convenance, nous recommandant d'éviter certains locaux fréquentés par les officiers en demi-solde, tels que ce café Montausier, rendez-vous des vieux serviteurs de l'Empire, et aussi d'un tas d'énergumènes sans opinions certaines (3).

J'ai marqué d'une croix noire cette période de cent jours, pendant laquelle j'ai vécu de longues heures d'ennui; sans occupation, sans distraction, les salons où je fréquentais auparavant étant fermés. Eussent-ils été ouverts, que je me serais dispensé d'y entrer, dans la crainte d'entendre souhaiter

(1) 25 décembre 1820.
(2) Août 1815.
(3) Le 25 juin 1815, à l'annonce du désastre de Waterloo, le café Montausier fut saccagé par la populace.

peut-être la défaite de Napoléon, c'est-à-dire la victoire de nos ennemis. Le retour des Bourbons et le triomphe de l'armée française, j'eus voulu concilier cela; mais comment?...Je cessais même de voir Désaugiers qui avait eu la déplorable faiblesse de composer une mauvaise chanson intitulée *Fricassée*, dans laquelle nos armées étaient tournées en ridicule. Ce n'est que cinq ans plus tard que nous nous revîmes, et Désaugiers, le premier, me parla alors de la *Fricassée* en des termes qui me prouvèrent qu'il regrettait sincèrement cette œuvre indigne de lui.

Bien qu'ayant servi Napoléon, je suis monarchiste, et j'ai vu avec joie les deux retours de nos rois. Malgré tout, j'ai toujours déploré les violences des *ultras* et les tracasseries auxquelles ont été en butte certains officiers de l'Empire, dont beaucoup, par suite des réductions opérées dans l'armée royale, furent mis dans la position de demi-solde. Ceci établi, est-ce à dire que tous les torts aient été du côté des royalistes et que la bravoure soit l'apanage exclusif des libéraux?... Sous la première Restauration, j'ai été témoin du fait suivant, qui s'est fréquemment reproduit et a beaucoup amusé le peuple. Des officiers de l'ancienne armée se promenaient au Palais-Royal, habillés en *voltigeurs de Louis XIV*, parcouraient les galeries en sens inverse, se rencontraient et s'accostaient comme de vieilles connaissances qui se retrouvaient pour la première fois après quinze ou vingt ans :

— « Eh! bonjour marquis..., bonjour vicomte... Te voilà... Et, depuis quand à Paris?... Q'y viens-tu faire?... »

Et puis, tout haut, au milieu de la foule, la conversation la plus comique sur les services rendus pendant l'émigration, et sur les prétentions de chaque émigré à avoir ramené la famille royale, et sur les faveurs, avancements ou décorations qu'il était sur le point d'obtenir...

Quand je fus témoin de cette scène, quasi journalière au Palais-Royal, c'était le général Jacqueminot qui remplissait le rôle d'un des *voltigeurs de Louis XIV*. Sans doute, le général Jacqueminot a un passé des plus honorables; mais son rôle

dans cette scène de pitres n'était-il pas du plus mauvais goût pour quelqu'un de son grade?... Au surplus, j'ai entendu depuis M. le maréchal duc de Trévise dire que ce général était un homme assez mal élevé.

Pendant les Cent-Jours, plusieurs scènes de ce genre se produisirent sur les boulevards. Des énergumènes, se disant officiers en demi-solde, abordaient des promeneurs à cheveux blancs, leur caressaient le menton ou leur tiraient la barbe, en disant : « Eh bien! marquis! Pourquoi n'êtes-vous pas encore à Coblentz?... Le Roi vous attend... » La populace applaudissait. De quelle bravoure cependant faisaient preuve alors ces demi-solde?... Et que n'étaient-ils en ce moment dans les rangs de l'armée!...

On a dit aussi que, durant cette période, les royalistes de toutes catégories restèrent cachés pour éviter les fureurs du peuple. Quelle fausseté!... Certes, à cette époque, on n'a guère entendu de cris de « Vive le Roi! » pas plus qu'on n'a vu de gardes du corps du Roi se promener en uniforme. A ceci, il y avait une bonne raison : nos uniformes étaient renfermés dans les fourgons de nos compagnies. Mais jamais, mes amis et moi, nous n'avons au contraire plus circulé dans Paris qu'alors, et nous ne nous sommes pas privés de passer à l'occasion devant ce fameux café Montausier, dont l'entrée, on le sait, nous avait été interdite par le sieur Fouché. Il eût fait beau voir que quelque demi-solde vînt tirer la barbe de Brancion, des frères Souilly ou du chevalier de Cussy!

Au retour du Roi, je rejoignis ma compagnie à Saint-Denis et je pris place parmi les gardes du corps qui accompagnaient le comte de Pellan, lieutenant adjudant-major de la compagnie de Gramont. L'entrée du roi à Paris, le 8 juillet, eut lieu vers 3 heures par un superbe temps. La population qui se pressait sur le parcours était nombreuse, et le cortège royal était lui-même fort considérable. La garde nationale de Lille marchait en tête, précédant la maison du Roi qui encadrait cinq maréchaux de France : Gouvion Saint-Cyr, Macdonald, Marmont, Oudinot et Victor, et autant de géné-

raux (1). Arrivé aux Tuileries, le Roi parut sur le balcon du pavillon de l'Horloge et se découvrit pour parler à la foule. L'acteur Huet, qui avait émigré à Gand et qui était entré à Paris, portant une bannière sur laquelle était écrite cette phrase : « Vive notre Père de Gand », pénétra sur le balcon avec le Roi, mit un genou en terre et reçut des mains royales le chapeau de Sa Majesté. Plate conduite, bien digne d'un histrion! Le surlendemain du retour du Roi, j'achetai sur les boulevards une caricature représentant Huet brandissant une bannière sur laquelle les mots : « Père de Gand » étaient représentés par deux gants.

En quittant les Tuileries, j'accompagnai M. de Pellan jusqu'à sa demeure, dans le Marais. Les rares passants que je rencontrai dans ce quartier étaient des gardes nationaux retournant chez eux. Aux regards que quelques-uns me lançaient, à moi garde du corps du Roi, il était aisé de reconnaître que pas mal de « citoyens » voyaient sans plaisir cette seconde restauration.

Puisque je viens de parler de la caricature sur le « Père de Gand », je vais en consigner ici deux ou trois autres de cette époque qui sont particulièrement restées dans mes souvenirs. Je procéderai par ordre chronologique.

Un peu avant le retour de l'île d'Elbe, il parut une caricature représentant la famille royale dans une voiture sur le point de verser dans un précipice et traînée par un âne noir. Son titre était en langue anglaise *The black as*, allusion au duc de Blacas dont l'impéritie, la hauteur et l'influence extrême sur le Roi ont amené la chute de 1815; ce qui ne lui a pas fait perdre, au retour de Gand, la faveur de son souverain (2).

Au moment du débarquement de Napoléon au golfe Jouan, quand le Roi s'apprêtait à quitter Paris, il retrouva fidèles ses anciens compagnons d'exil et de vicissitudes, mais la plu-

(1) Clarke, Dessolles, Maison et Villatte.

(2) Le chevalier de Cussy commet ici, croyons-nous, une légère erreur. Le rôle politique du duc de Blacas fut bien diminué au retour de Gand. (*Note de l'éditeur.*)

part de ceux-ci étaient vieux et sans forces. Une caricature représenta plusieurs de ces vétérans de la fidélité — qui avaient repris leurs anciens uniformes et qu'on appelait dans le peuple « les Voltigeurs de Louis XIV » — assis, en grande tenue, dans des chaises à porteurs *sans porteurs*. Le duc de Berry les haranguait et cherchait à exciter leur courage : « Oui, monseigneur, disaient-ils, nous sommes prêts à répandre notre sang pour le soutien du trône. Nous n'attendons que des hommes pour nous porter en avant! »

Pendant les Cent-Jours, il parut une caricature qui fit fureur. Dans l'intérieur d'un café, Napoléon lisait le *Journal de Paris*. Louis XVIII, qui avait placé sa couronne sur un tabouret, s'avançait poliment vers Napoléon, en lui disant : « *Paris*, après vous, s'il vous plaît! » Et, pendant ce temps, le petit roi de Rome prenait la couronne royale, en s'écriant : « Tiens, voilà la casquette de papa! »

Ces caricatures politiques me font souvenir de deux autres qui parurent à l'époque de l'introduction du sucre fabriqué avec la betterave. Dans l'une, le jeune roi de Rome présentait une betterave à un mouton favori en lui disant : « Mange, petit. Papa dit que c'est du sucre. » Dans l'autre, on voyait le roi d'Angleterre Georges III, furieux qu'on lui eût servi une betterave à son déjeuner, lançant cette racine par-dessus le canal de la Manche et s'écriant : « Va te faire sucre! »

Je me souvins d'avoir vu, dans mon enfance, d'autres caricatures politiques. Je vais les citer, puisque j'ai déjà fait l'honneur à ces puérilités de les consigner ici.

A la fondation de l'Empire, le président du Sénat fut le premier personnage qui, en parlant à Napoléon, le qualifia de « Sire ». Aussitôt parut une caricature représentant Cambacérès en décrotteur *cirant* les bottes du Premier Consul.

J'ai vu aussi un dessin montrant, d'un côté, Cambacérès avec l'exergue « Haine aux femmes! » et, de l'autre, Napoléon, avec cette mention « Haine aux hommes! » Au-dessous, on lisait en exergue général : « A eux deux, la fin du monde! »

Lorsqu'on plaça sur l'arc de triomphe du Carrousel le gra-

cieux quadrige de Venise — que les alliés, en 1815, ont repris, en même temps que le Lion de Saint-Marc qui était placé sur une colonne, en face de l'hôtel des Invalides, — il se vendit à profusion une caricature représentant Napoléon à une fenêtre des Tuileries, contemplant l'arc de triomphe surmonté du quadrige traînant un char vide, pendant qu'un individu, s'adressant au public, montrait au doigt Napoléon et disait : « Le char l'attend (le charlatan). »

Il n'a pas manqué du reste de caricatures et de sots calembours sur l'Empire. En voici un qui sera probablement conservé fort longtemps dans la mémoire des hommes. On faisait dire à un individu qui racontait les détails du couronnement : « Napoléon était couvert de boue (debout), sous un dais sanglant (sans glands); Joséphine était là et... (Pie VII) à ses côtés. »

Mais il est temps, vraiment, de laisser toutes ces sottises, et de revenir à des choses plus sérieuses.

Lorsque la fortune eut abandonné Napoléon à Waterloo, et quand il vit que les Chambres se prononçaient contre lui, il se décida à abdiquer pour la seconde fois. Il arriva à Rochefort le 4 juillet, puis, par ordre du gouvernement provisoire, il embarqua à bord de la *Saale*, commandée par le capitaine de vaisseau Philibert.

On n'est pas d'accord sur la façon dont Napoléon adopta la résolution de se rendre à bord du vaisseau anglais *Bellérophon*. J'ai entendu des bonapartistes reprocher au capitaine Philibert d'avoir livré l'Empereur aux Anglais; or, voici ce que m'a raconté ce marin, d'une bravoure et d'une loyauté incontestables, qui, malgré la semonce imméritée que lui avait autrefois adressée Napoléon (1), aimait sincèrement l'Empereur. Une croisière anglaise, composée du *Bellérophon*, vaisseau de soixante-quatorze canons, capitaine Maitland, et de huit à dix frégates, bloquait nos côtes, de Bordeaux jusqu'aux Sables-d'Olonne. En outre de la *Saale*, nous n'avions dans ces eaux,

(1) Voir chap. I.

comme bâtiment de guerre, que la seule frégate la *Méduse* (1), capitaine Ponée. Ce dernier, ardent bonapartiste, proposa au commandant Philibert d'essayer de forcer la croisière anglaise, puis de faire voile pour l'Amérique. Après avoir discuté les difficultés de l'entreprise projetée, Philibert accepta, sous condition de l'assentiment formel de l'Empereur. Or, Napoléon repoussa cette proposition qu'il traita de « sacrifice héroïque, mais inutile ». Il était abattu, découragé et se sentait perdu. Ce même jour, l'Empereur, voyant l'équipage rangé sur le pont, commença une harangue où il disait que les Bourbons étaient repoussés par le peuple français, que lui seul était l'élu de la nation, etc... Le capitaine Philibert, qui avait traité l'Empereur avec tous les égards possibles, mais qui néanmoins le regardait comme un prisonnier d'Etat à son bord, interrompit respectueusement la harangue de Napoléon. L'équipage murmura; un matelot même s'avança, menaçant, vers Philibert, en disant : « Laissez parler l'Empereur. » Philibert n'hésita pas, et, conservant son sang-froid, il fit sauter la cervelle de l'insubordonné. Tout rentra dans l'ordre. Peu de temps après, Napoléon fit demander au capitaine Maitland par le général Gourgaud, de passer à son bord « venant, dans son infortune, chercher librement un asile sous les lois de l'Empire britannique ». L'Empereur monta sur le *Bellérophon*, le 15 juillet.

On sait l'hospitalité que l'Angleterre a donnée à cette grande infortune! On sait comment cette noble confiance fut récompensée! quel sort fut celui de Napoléon sur le rocher maudit de Sainte-Hélène, et comment ses gardiens, ou plutôt ses bourreaux, et notamment sir Hudson Lowe, surent changer en une longue agonie les années que Napoléon devait encore passer sur ce rocher, où il mourut le 5 mai 1821. J'espère qu'il aura toujours ignoré l'oubli dans lequel il était tombé dans le cœur de sa femme — l'impératrice Marie-Louise, que le congrès de Vienne avait fait duchesse de Parme — et les infidélités de

(1) On connaît la fin lamentable qui attendait sept années plus tard cette frégate, *la Méduse*, commandant de Chaumareix.

celle que, dans une chanson populaire où l'on passait en revue par quelle barrière de Paris tel ou tel quitterait la capitale à l'approche des alliés, en 1814, l'auteur faisait sortir par la barrière des Vertus!

Quand il fut décidé que l'empereur Napoléon résiderait à Sainte-Hélène, la France désigna un commissaire royal pour aller habiter cette île, concurremment avec les commissaires nommés par l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie, en exécution de la convention signée à Paris, le 2 août 1815 (1). Louis XVIII désigna le maréchal de camp marquis de Montchenu. On chercha quelques officiers pour l'accompagner. M. le duc de Richelieu me fit appeler et me conseilla de faire partie de la suite du marquis de Montchenu. Je déclinai cette offre, malgré que le duc de Richelieu me fît toucher du doigt les nombreux et grands avantages assurés à la mission, et je ne revins pas sur ma décision lorsque mon bienveillant protecteur m'eut laissé entrevoir que, dans le moment même, j'étais à la veille de perdre mon agréable situation aux gardes du corps.

(1) Le commissaire autrichien fut le baron Sturmer; la Russie désigna le comte Balmain et l'Angleterre, le gouverneur de Sainte-Hélène, sir Hudson Lowe. La Prusse ne nomma personne, croyons-nous. (*Note de l'éditeur.*)

CHAPITRE IV

Je quitte les gardes du corps. — Présentation au marquis de Bonnay. — Je suis attaché à la légation de Berlin. — Conseils politiques du marquis de Bonnay au duc de Richelieu. — Digression sur le mariage du duc de Berry. — Opinion du marquis de Bonnay sur le duc d'Orléans. — Mme de Genlis et les d'Orléans. — Départ de Paris et arrivée à Berlin. — Le comte Pierre de Vaudreuil. — La marquise de Bonnay. — Chez la princesse Sangusko.

Dresde, mars 1825.

Une ordonnance royale du 25 septembre 1815 vint apporter de nombreuses réformes dans la maison militaire, et spécialement dans les gardes du corps. Le nombre des compagnies était ramené de six à quatre et l'on diminuait en même temps l'effectif de chaque compagnie. Ces réductions de personnel tombaient d'abord sur les gardes n'atteignant pas la taille exigée désormais pour faire partie du corps. En exécution de cette ordonnance, j'étais, comme beaucoup de mes camarades, mis à la disposition du ministre de la guerre, à partir du 1er novembre 1815 (1). Peu après (23 décembre), j'étais nommé lieu-

(1) *Maison militaire du Roi. Gardes du corps: Compagnie de Gramont.*

« Nous, maréchal des camps et armées du Roi, adjudant-major lieutenant de ses gardes du corps, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, officier de la Légion d'honneur :

« Certifions que M. le chevalier Cornot de Cussy (Jean-Baptiste-Alexis-Catherine-*Ferdinand*-Stanislas-Théodore) est entré au corps le 15 juin 1814, en qualité de garde du corps *surnuméraire;* qu'il a été promu garde du corps *titulaire* le 1er janvier 1815; que, conformément aux ordonnances des 13 mai 1814 et 25 septembre 1815, il a le grade de lieutenant de cavalerie depuis sa promotion de garde en pied; qu'il a été mis à la disposition de S. E. le ministre de la guerre le 1er novembre 1815, n'ayant pas la taille requise par l'ordonnance du 25 septembre dernier.

« Certifions, en outre, que M. le chevalier de Cussy a été estimé à l'état-major, depuis son entrée au corps jusqu'à l'époque qu'il en est sorti, et qu'il s'y est toujours comporté avec honneur, zèle et distinction; que, par son exactitude à remplir ses devoirs, et sa bonne conduite, il a su mériter l'estime

tenant de la légion de l'Isère, colonel de Perrégaux (1), puis (17 février 1816) lieutenant dans la légion des Pyrénées-Orientales où m'appelaient les désirs obligeants de son nouveau chef, le comte de Gramont d'Aster, sous-lieutenant sortant des gardes du corps et neveu du duc de Gramont.

Sauf que j'aidai pendant quelque temps le chevalier de Vautré dans l'organisation de la légion de l'Isère, corps de nouvelle formation, je ne fis point de service militaire après ma sortie des gardes. Avec mon assentiment, le duc de Richelieu venait de m'inscrire à son ministère des affaires étrangères comme candidat à un poste d'attaché de légation et, sur ces entrefaites, le marquis de Bonnay, cessant ses fonctions de ministre de France à Copenhague, pour passer à la légation de Berlin, venait d'arriver à Paris. Je lui fus présenté par le marquis du Roure de Beauvoir et le chevalier de Rivière, écuyer cavalcadour et inspecteur des écuries du comte d'Artois. M. le marquis de Bonnay se souvint alors de la recommandation du vieux chevalier de Boufflers et voulut bien m'adresser ces paroles : « Si vous en êtes digne, monsieur le chevalier, peut-être pourrez-vous m'accompagner à Berlin comme attaché à la légation de Sa Majesté. »

Le « Si vous en êtes digne » n'était pas un propos en l'air. Maigre comme un ascète, long comme un jour sans pain, avec un visage aux traits fins et distingués mais d'une pâleur de cire, le marquis de Bonnay était un homme réservé, froid, presque glacial, et d'allures peu engageantes et même cassantes vis-à-vis des personnes qu'il ne connaissait point ou qu'il soupçonnait d'être d'opinions politiques contraires à la sienne. Toutes les paroles qu'il prononçait touchant le service du Roi

et les regrets de ses chefs et l'amitié de ses camarades, et qu'il a toujours montré un dévouement absolu pour l'illustre cause de notre Roi légitime.

« En foi de quoi nous nous faisons un vrai plaisir de lui délivrer le présent certificat pour servir et valoir ce que de raison.

« Saint-Germain-en-Laye, le 1er mai 1816.

« *Signé :* Comte DE PELLAN. »

(1) Le colonel de Perrégaux sortait des gardes du corps, compagnie du duc de Raguse, où il avait le grade de sous-aide-major. (*Note de l'auteur.*)

étaient mûrement pesées. Il me le fit bien voir. Le lendemain même du jour où MM. de Beauvoir et de Rivière m'avaient présenté, je me trouvais à table chez le duc de Richelieu en compagnie du duc de Feltre, ministre de la guerre, et du marquis de Bonnay. Après que notre amphytrion m'eut nommé à ses invités, le duc de Feltre me dit quelques mots aimables, mais le marquis de Bonnay affecta de m'ignorer et, malgré les généreux efforts du duc de Richelieu, il ne m'adressa point la parole de tout le repas. Ce n'est qu'au moment de prendre congé que le marquis m'interpella brusquement en ces termes :

— « Qu'êtes-vous par rapport à feu le chevalier Marc-Antoine de Cussy-Bligny ?

— Son petit-fils, monsieur le marquis.

— Vous êtes bien le petit-fils de ce Cussy qui servit la cause du malheureux prince Charles-Edouard? (1)

— Oui, monsieur le marquis.

— En ce cas, deux mots encore, monsieur le chevalier. Vous avez combattu les ennemis de la France, vous avez servi dans les gardes de Sa Majesté, vous avez même rossé un homme qui parlait mal de votre souverain... Pour les sentiments de votre famille et les vôtres, voilà de bonnes références... mais cela ne suffit pas. Venez demain à mon bureau, je verrai quelles sont vos aptitudes au service diplomatique. »

Ici, je tiens à ouvrir une parenthèse. Dans les premiers temps de la seconde Restauration, les révolutionnaires et les bonapartistes avaient répandu le bruit que, lors du séjour de Louis XVIII à Gand, pendant les Cent-Jours, les royalistes, en se réunissant dans une salle de l'hôtel *Hava*, dénommée la « Rotonde (2) », répétaient ce que — selon les bonapartistes — ils avaient déjà dit pendant l'émigration des Français combattant dans les armées impériales : « Ce ne sont que des brigands. » Or, en rappelant ma campagne dans les rangs de

(1) Plus loin j'aurai l'occasion de dire quelques mots des faits auxquels le marquis de Bonnay faisait ici allusion. (*Note de l'auteur.*)

(2) C'est dans ce salon de la « Rotonde » que Louis XVIII recevait les ambassadeurs étrangers accrédités près de lui pendant les Cent-Jours.

Napoléon, le marquis de Bonnay, ce fidèle ami des Bourbons, proclamait que c'était là une « bonne référence». Je tiens donc les bruits répandus par les libéraux de 1815 pour des calomnies.

A l'heure dite, je pénétrai dans le salon d'attente du marquis de Bonnay.

— « Vous êtes exact, me dit mon futur chef, qui parut aussitôt. C'est une qualité. Voici des notes sur le congrès de Vienne. Rédigez-moi, dès ce soir, un rapport basé sur ces renseignements. »

Mon travail plut sans doute au marquis de Bonnay. Il me félicita sur mon style et mes connaissances générales, me dit qu'il m'emmènerait avec lui, et que, d'ici notre départ pour Berlin, il me faudrait venir travailler chaque matin au ministère. — « Mais, m'ajouta mon interlocuteur, pas un mot à qui que ce soit des promesses que je viens de vous faire. La discrétion est une vertu pour un diplomate. »

Je fus aussi discret que le fut Paul de Bourgoing dans le même temps et dans les mêmes circonstances. En effet, ce ne fut que lorsque Bourgoing et moi nous nous retrouvâmes peu après comme collègues à la légation de Berlin, que nous apprîmes mutuellement la façon dont nous avions fait nos premiers pas dans la carrière diplomatique. En même temps, nous avions travaillé sous les ordres du marquis de Bonnay dans des cabinets du même ministère, et vingt fois peut-être nous avions causé dans les couloirs, sans jamais nous être dit les raisons véritables de notre présence en ces lieux.

Plus haut, j'ai parlé de la maigreur et de la pâleur du marquis de Bonnay. Elles étaient telles, qu'à la compagnie de Gramont, quand on parlait du marquis, qui y comptait comme lieutenant, on ne le désignait généralement que par l'appellation « lieutenant Carême ». Sur sa pâleur, on a fait bien des mots (1),

(1) « ...Savez-vous un bon mot de Mme de Puisieux sur le marquis de Bonnay?... Elle le voyait boire un verre d'orgeat : « Dieu! dit-elle, il boit son sang. » Lettre de Mme de Duras à Chateaubriand, 6 novembre 1822. *La duchesse de Duras*, par BARDOUX.

ainsi que sur son air froid et triste. Voici à ce sujet une anecdote qui me vient à l'esprit.

A l'époque où Mme de Staël, mariée secrètement avec M. de Rocca, dont elle n'a jamais pris le nom, — préférant porter celui sous lequel elle a acquis une si légitime célébrité — se rendit à Vienne dans un état de grossesse assez avancée qu'elle faisait passer pour une hydropisie, dont personne n'était dupe (1), il revint au marquis de Bonnay que Mme de Staël avait dit : « En voyant le marquis de Bonnay, j'ai cru voir le spectre de l'ancien régime. » M. de Bonnay ne tira d'autre vengeance de cette petite saillie que par le quatrain suivant qui circula dans les salons de Vienne et fit voir à la célèbre femme que le mal dont elle se disait souffrante était connu :

Par ses écrits, par son génie,
Elle appartient à l'immortalité,
Et, jusqu'à son hydropisie,
Rien n'est perdu pour la postérité.

M. de Bonnay tournait agréablement les vers, et, au fur et à mesure, dans le courant des pages suivantes, je parlerai de ses compositions poétiques, de même que je dirai sa haute situation et que je consignerai à l'occasion les nombreuses anecdotes qu'il m'a contées et les propos intéressants qu'il m'a tenus. Mais, pour l'instant, je reviens à ce dont il est question, c'est-à-dire à l'impression première que causait mon nouveau chef.

Quand le marquis de Bonnay m'eut conté plus tard lui-même ce souvenir de l'émigration, je trouvai *in petto* fort juste la réflexion de l'auteur de *Corinne*. Tel il avait semblé à Mme de Staël en 1808, tel au premier abord, le marquis de Bonnay, en 1815, m'était apparu comme l'incarnation de l'ancien régime.

Je fus donc agréé par le marquis de Bonnay. Il vit le duc de Feltre et le duc de Richelieu, et il fut convenu que, tout en conservant ma demi-solde de lieutenant de cavalerie, soit 1,250 francs par an, je recevrai des affaires étrangères, sur les

(1) En 1808.

frais de service, une somme annuelle de 1,500 francs. J'émargeai donc à deux ministères à la fois, mais ces annuités formant un total de 2,700 francs ne ruinaient pas mon pays (1). Il était du reste entendu que cette situation provisoire ferait place à une situation régulière à la première occasion. Ceci se produisit sans trop tarder. Le 7 mars 1817, quand, par suite de nouvelles ordonnances sur les demi-soldes, je me vis dans le cas de renoncer à mon indemnité du ministère de la guerre, le duc de Richelieu m'attacha officiellement à la légation de France à Berlin, ce qu'il voulut bien m'annoncer par une lettre particulière. Mes appointements furent alors fixés à 3,000 francs, somme annuelle que je touchai jusqu'au 1er janvier 1820, date à laquelle je fus nommé second secrétaire de la légation.

Depuis qu'il était convenu que je suivrai le marquis de Bonnay à Berlin, j'allais le matin me mettre à sa disposition. Parmi les documents que j'ai eu à transcrire ou à rédiger, plusieurs lettres ou mémoires m'ont particulièrement frappé.

Le premier mémoire était une sorte de testament politique adressé au duc de Richelieu, à qui, en vieil ami, il donnait quelques conseils sur la marche des choses en France, sur les événements que la France pourrait avoir à redouter sous le règne du successeur du Roi (c'est-à-dire sous le règne du Roi actuel, Charles X (2), persuadé qu'il était que les favoris et les confidents de ce prince l'entraîneraient, un jour, dans une mauvaise voie. Ce travail finissait par ces mots : « Si vous pensez que j'ai raison, cher duc, avisez au remède quand il en est temps encore, en écartant, à l'avance, de sa personne, de dangereux conseillers. Ce que je dis est dans l'intérêt du pays, car je connais le prince, et le Roi pense comme moi sur le compte de son frère. Je désire être mauvais prophète; mais, cher duc, il faut toute votre énergie, toutes vos bonnes in-

(1) Quand je pense à ce « cumul » de *deux mille sept cents francs* par an, et que je le compare aux appointements spéciaux et divers que se font allouer tous ces fantoches révolutionnaires, tous ces « intègres républicains », j'admire l'impudence des Flocon et des Ledru-Rollin reprochant à la Restauration la dilapidation des finances du pays. (*Note de* 1853.)

(2) Rappelons que ces lignes sont écrites en mars 1825. (*Note de l'éditeur.*)

tentions, toute votre persévérance, pour sauver le pays d'une nouvelle secousse. Vous êtes jeune (1); je ne le suis plus. Cet écrit est, en quelque sorte, l'adieu d'un ami qui ne pourra pas vous seconder quand les événements se présenteront. D'ici là, en effet, le Roi, l'âne ou moi serons morts... » Cet écrit politique du marquis de Bonnay s'est imprimé dans ma mémoire avec une telle force que, sans en avoir gardé copie, je crois le reproduire textuellement. Fasse le ciel que M. de Bonnay soit, comme il l'a dit, « mauvais prophète »! Je l'ai vu l'année dernière à Fontainebleau où il est actuellement gouverneur (2), et ses craintes restaient les mêmes. Deux ans auparavant, le duc de Richelieu, tombé sous les coups de MM. de Villèle et de Peyronnet (3), avait succombé à la peine! (4)

M. de Bonnay redoute, plus que tout, de voir arriver au pouvoir le prince de Polignac, et ceci me fait souvenir qu'à Berlin, en février ou mars 1821, M. de Chateaubriand m'a exprimé les mêmes sentiments : « M. de Polignac sera un jour, vous le verrez, le canal de toutes les faveurs et de tout pouvoir en France. Ce sera un très grand malheur. C'est un esprit étroit et il ne connaît pas les Français (5). »

Une autre lettre est une relation d'un voyage fait à Dresde, par ordre du Roi. Le marquis de Bonnay, en rentrant de Copenhague, s'était rendu à Dresde, sous la raison ostensible de porter des compliments au vieux roi saxon, mais dans le but principal de voir par lui-même si la famille de Frédéric-Auguste ne présentait pas une femme sortable pour le duc de Berry. Le vieux marquis examina chacune des princesses

(1) Le marquis de Bonnay avait alors soixante-cinq ans et le duc de Richelieu quarante-neuf.

(2) Quand le chevalier de Cussy écrivait ces lignes, il ignorait la mort du marquis de Bonnay, décédé le 25 mars 1825.

(3) Le ministère du duc de Richelieu fut renversé le 14 décembre 1821.

(4) 16 mai 1822.

(5) Le marquis de Bonnay et M. de Chateaubriand ont hélas! été tous deux trop bons prophètes. M. le prince de Polignac est arrivé au pouvoir et, peu après, survenait la Révolution de 1830, si niaisement appelée « la glorieuse Révolution ». (*Note de* 1853.)

saxonnes en connaisseur, et en parla de même. Marie-Augusta, la fille unique du roi, était, disait-il, « une bonne et vertueuse princesse, mais trop âgée, trop terre à terre, et pas assez passionnée pour le tempérament du duc de Berry ». En parlant des autres princesses, M. de Bonnay détaillait avec complaisance leur tournure et la bonne grâce de leur taille quand elles couraient dans les jardins de Pillnitz, et il n'oubliait pas plus le développement de leurs hanches et leur embonpoint plus ou moins prononcé que les formes du buste.

Quoi qu'il en soit, c'est une princesse de Naples que le duc de Berry a épousée. N'aurait-on pas agi plus sagement en faisant épouser à ce prince la grande-duchesse Anne, sœur de l'empereur de Russie?... Il est certain que ce mariage a été négocié, et très près de se conclure. Le comte de Modène m'a, à cet égard, raconté des particularités probantes. Emigré français, occupant une charge de cour en Russie, il désirait cependant rentrer en France et il avait été décidé qu'il suivrait la grande-duchesse Anne à Paris, comme cavalier d'honneur. L'Impératrice-mère écrivit même un matin quelques lignes au comte de Modène pour lui annoncer que *le mariage de sa fille avec le neveu du roi de France était arrêté.* Elle le complimentait sur son prochain retour dans sa patrie et le priait, lui, vieux gentilhomme français, d'aider de ses conseils *la nouvelle duchesse de Berry...* Quelques jours après, une lettre de l'empereur Alexandre, qui était alors à Vienne, fit connaître que tout était rompu. Et pourquoi?... M. de Noailles, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, insistait, ainsi que M. de Talleyrand, pour que la grande-duchesse renonçât à la religion grecque *avant de quitter la Russie.* L'Empereur exposa que, chef de la religion de son pays, il ne pouvait autoriser sa sœur à changer de confession sans soulever l'opinion des Russes. Il insinua qu'une fois hors de son empire, et mariée, la grande-duchesse cesserait d'être sa sujette et qu'alors elle pourrait se faire catholique romaine. Toutes ces raisons ne purent faire céder les ministres français. Le mariage fut brusquement rompu, et la France perdit la Belgique qui, fort pro-

bablement, serait devenue française définitivement. Ce pays ne formait point alors une partie du royaume des Pays-Bas; il n'était placé encore que sous l'administration provisoire du prince qui, plus tard, fut reconnu comme roi par le traité de Vienne (1). Nul doute qu'en donnant sa sœur au duc de Berry, l'empereur Alexandre n'eût obtenu que la Belgique restât à la France.

Ceci est une grande faute de M. de Talleyrand. Une autre erreur non moins déplorable, c'est de n'avoir pas voulu que la Saxe devînt partie du royaume de Prusse. La famille de Saxe eût été indemnisée par un nouveau et plus grand territoire sur les bords du Rhin. Les plénipotentiaires français plaidèrent en faveur de Frédéric-Auguste, et la Prusse, en recevant, au lieu de la Saxe qu'elle désirait pour arrondir son territoire, le grand-duché du Rhin, séparé du reste de la monarchie, a éprouvé une grosse déception. Ceci est une considération sentimentale dont nous pouvons nous désintéresser, mais la conséquence qui présente pour nous de la gravité, c'est que la Prusse est ainsi devenue limitrophe de la France. Il eût certes mieux valu pour notre tranquillité de n'être bornés que par des Etats de troisième et de quatrième ordre.

Mais je reviens aux travaux que m'avait communiqués le marquis de Bonnay avant mon départ pour Berlin. Le dernier que j'ai présent à l'esprit, avait trait au duc d'Orléans. Il était rédigé je ne sais pour qui; probablement pour le roi Louis XVIII ou pour le duc de Richelieu : « Sa Majesté, disait le marquis de Bonnay, ne doit pas se laisser influencer par les bons procédés de son cousin à son égard. Les démarches que fit ce prince il y a quelques années près de la cour d'Angleterre, quand il résidait à Twickenham (2), sont sans doute louables *à la surface;* mais

(1) Guillaume de Nassau, prince d'Orange.

(2) Lors de son séjour à Twickenham, le duc d'Orléans fut en effet, au début de l'Empire, près du prince de Galles, l'intermédiaire des démarches effectuées par Louis XVIII pour être accueilli en Angleterre.

elles doivent d'autant plus avoir été dictées au duc par son intérêt personnel. N'oublions pas, qu'avant le retour de Sa Majesté de Gand, M. le duc d'Orléans s'est laissé offrir la couronne de France, et souvenons-nous toujours qu'il est le fils de Philippe-Egalité. »

Ce fut ainsi que j'appris la haine de mon nouveau chef pour la maison d'Orléans. L'un des conseillers les plus écoutés du Roi, M. de Bonnay fut certainement pour beaucoup dans la détermination de Louis XVIII de refuser, lui régnant, la qualification d' « Altesse Royale » au duc d'Orléans (1) et dans l'éloignement momentané de ce prince en Angleterre (2).

Puisque j'ai parlé d'une offre de la couronne de France au duc d'Orléans, je suis amené à noter ici que mon chef actuel, le comte de Rumigny (3), dont le frère a été aide de camp du prince, m'a dit, qu'en effet, en 1815, avant que la seconde Restauration ait eu lieu, il avait fait partie d'une députation de l'armée de la Loire venant offrir la couronne au duc d'Orléans; mais celui-ci avait, sans hésiter, décliné cet honneur, et fait engager l'armée à se soumettre au Roi. Le maréchal Macdonald, ce noble et vaillant capitaine, sut alors faire entendre des paroles de fidélité et de devoir à ces vieux soldats qui se laissèrent docilement licencier à la voix respectée du chef populaire que le Roi avait eu l'adresse d'envoyer vers eux.

M. de Bonnay était, je crois l'avoir dit, un homme excellent, d'une haute valeur et d'une grande expérience, mais il était entêté et intransigeant à l'extrême. Lorsqu'en 1815, je parcourus ce réquisitoire, je ne connaissais que de nom le duc d'Orléans et je dus sans doute épouser les idées de mon chef.

(1) A son avènement au trône, Charles X rendit au duc d'Orléans cette qualité d' « Altesse Royale ».

(2) La famille d'Orléans, se croyant en butte au ressentiment de Louis XVIII, s'éloigna de Paris au mois d'octobre 1815, alla résider à Twickenham et n'en revint qu'en mars de l'année suivante.

(3) Ministre plénipotentiaire de France en Saxe, en 1825. Il était gendre du maréchal duc de Trévise. (*Note de l'auteur.*)

Quelques années plus tard, en 1820, je fus présenté au Palais-Royal et mon opinion changea. Modifier ses idées est souvent un devoir, car, selon ce propos que j'ai entendu bien des fois émettre par M. de Chateaubriand comme un axiome : « Seuls, les sots sont décidés à ne jamais modifier leurs opinions sur les gens et sur les choses. »

Je trouvai en effet au Palais-Royal un prince fort affable. Il est du reste aimé de tous ceux qui l'approchent et sa famille est, dit-on, un modèle d'union. La duchesse, sa femme, Marie-Amélie, seconde fille du roi Ferdinand IV des Deux-Siciles (1), est la plus tendre mère, l'épouse la plus dévouée, et le modèle de toutes les vertus. Comme sa pieuse belle-mère, que les hommes de la Révolution ont eux-mêmes respectée, à une époque où on ne respectait personne, tant ses vertus et ses bienfaits en imposaient, la duchesse actuelle d'Orléans passe sa vie au milieu de ses enfants. La mère du duc d'Orléans est morte, il y a quatre ans, en 1821, à Ivry. C'est à elle, sans doute, beaucoup plus qu'à *son gouverneur* (2), Mme de Genlis, que le duc d'Orléans doit les principes de vertu et d'honneur qui l'ont guidé dans ses longues infortunes. Ce prince a vu consacrer son bonheur, le 25 novembre 1809, à Palerme, où il épousa cette vertueuse princesse Marie-Amélie, que son père avait, dix ans auparavant, refusé de marier au duc de Berry qui passait alors pour « un parti peu avantageux ». Depuis, la duchesse d'Orléans est devenue la tante du prince qui avait brigué sa main (3). Il est heureux pour cette princesse qu'elle n'ait pas épousé le duc de Berry dont les nombreuses infidélités l'eussent fait profondément souffrir. Le caractère léger de Mme la duchesse de Berry lui a permis d'accepter sans colère, et même *sans s'étonner*, les frasques de son époux. Peu de temps après le crime de

(1) Plus exactement : Ferninand IV de Sicile; mais Ferdinand Ier du royaume des Deux-Siciles. (*Note de l'auteur.*)

(2) Le futur Philippe-Egalité avait en effet donné à Mme de Genlis les titres *officiels* de « gouvernante » de sa fille et de « gouverneur » de ses fils.

(3) La princesse Caroline de Naples, nièce de la princesse Marie-Amélie, épousa à Paris, le 17 juin 1816, le duc de Berry.

Louvel, lorsqu'à la demande de la jeune veuve, on énumérait devant elle certains rejetons présumés du duc, enfants nés de personnes avec lesquelles il n'avait pu passer qu'une seule nuit, la duchesse avait répondu ingénument : « Je sais qu'il en était capable. »

Voici sur Mme de Genlis et Philippe-Egalité des anecdotes que je tiens du marquis de Bonnay.

Le père du marquis actuel possédait aux environs d'Autun un château voisin de Champcéry, maison de campagne de M. Ducrest de Saint-Aubin. Fort mal partagé sous le rapport de la fortune, celui-ci songeait à mettre à profit la beauté de sa fille, Stéphanie-Félicité, pour laquelle il ne prévoyait pas la possibilité d'un grand mariage. Et, pensant sans doute qu'à cette époque de mauvaises mœurs il fallait que sa fille fût instruite des choses de ce monde, soit pour éviter les écueils qui feraient chavirer trop tôt sa nacelle, soit par une mentalité licencieuse, pour que sa fille sût mieux agir sur l'esprit libertin des grands seigneurs, M. Ducrest de Saint-Aubin lui faisait lire les romans les plus immoraux. Descendant un jour le perron de Champcéry, le marquis de Bonnay (le père) vit entre les mains de Mlle de Saint-Aubin *le Portier des Chartreux,* très certainement l'un des romans les plus obscènes qui aient sali la littérature française. Ayant remarqué l'étonnement peint sur la figure de son voisin, M. Ducrest de Saint-Aubin crut devoir lui observer « qu'il fallait bien instruire les jeunes filles ». C'est ainsi préparée et « instruite » que la jeune Stéphanie-Félicité parut dans le monde, où elle porta une jolie figure et un fort remarquable talent sur la harpe. A quinze ans à peine elle trouva un mari, le comte Brûlart de Genlis, qui devait périr sur l'échafaud révolutionnaire. Nièce de la marquise de Montesson, Mme de Genlis fut bientôt introduite au Palais-Royal, fut nommée dame d'honneur de la duchesse de Chartres et devint, selon l'opinion générale, la maîtresse du duc lorsque celui-ci lui confia l'éducation de ses enfants. Elle portait à cette époque le titre et le nom de marquise de Sillery. En parlant du duc de Chartres, devenu duc d'Orléans

en 1785, le nom de la marquise de Sillery s'est trouvé comme il suit, sous la plume du marquis de Bonnay, dans les *Annonciades :*

> Incapable à la fois de remords et de honte,
> Il revient à Mousseaux, fatigué de combats;
> L'infâme Sillery l'y reçoit dans ses bras.
> Alors, dans ce repaire, où la débauche affreuse
> Achève d'avilir son âme crapuleuse,
> Son génie infernal, excité par La Clos,
> Conçoit, nourrit, dispose, inspire des complots,
> Et, déjà, dans son cœur où germent tous les crimes,
> Sa patrie et son roi sont marqués pour victimes.

Le duc de Chartres avait, dit-on, terni sa gloire au combat d'Ouessant (1). Hélas! L'histoire a bien d'autres reproches à lui adresser... La Clos est l'auteur du fameux roman *les Liaisons dangereuses*, qui fit tant de scandale à son apparition, en 1782. L'on a prétendu que Mousseaux était la « petite maison » et le théâtre des débauches du duc de Chartres. J'ai entendu M. de Bonnay affirmer que l'on jouait à Mousseaux les comédies cyniques de Bussy-Rabutin, et que les acteurs et actrices — amis et *amies* du prince, — formant sa société intime, paraissaient sur la scène sans vêtements.

Le marquis de Bonnay, qui englobe dans la même réprobation les d'Orléans et Mme de Genlis, estime, qu'à l'exception de *Mademoiselle de Clermont*, tous ses ouvrages ne sont que de mauvaises productions (2). Mon chef est peut-être un peu trop sévère pour Mme de Genlis. Si celle-ci a été réellement la maîtresse du duc de Chartres, si elle mérite effectivement l'épithète d' « infâme » du marquis de Bonnay, il faut reconnaître cependant qu'elle a su donner une forte éducation à ses

(1) 27 juillet 1778. Le rôle du duc de Chartres à ce combat naval a été en son temps passionnément discuté. Voir aux *Archives de l'ancienne marine* le registre B[4] 136. (*Note de l'éditeur.*)

(2) D'autres personnes ont été aussi sévères pour les œuvres de Mme de Genlis. Jules Janin a écrit que « c'était une pauvre tête qui se consolait de toutes les faiblesses et de tous les écarts en écrivant de méchants livres ». (*Note de l'éditeur.*)

élèves, du moins, à l'aîné de ses élèves (1). Le duc d'Orléans actuel, que j'ai eu l'honneur d'approcher, est en effet un digne descendant d'Henri IV, dont il rappelle la bonté, les vertus, le courage.

L'anecdote suivante sur Philippe-Egalité, que m'a rapportée M. de Bonnay, est probablement peu connue.

Philippe-Egalité, ondoyé à sa naissance, ne fut baptisé qu'à l'âge de dix à douze ans, à Fontainebleau. La reine Marie Leczinska, sa marraine, lui donna le nom de « Joseph », bien que personne ne portât ce nom dans la famille royale, « parce que, disait la bonne et pieuse princesse, quand on porte ce nom-là, on n'est jamais pendu ». Ce mot qui fit sourire les courtisans fut apporté immédiatement au duc d'Orléans qui, le soir même, dit à son fils en l'embrassant : « Enfin, mon ami, te voilà assuré de n'être point pendu. On se contentera de te couper la tête. » Fatale prophétie, qui s'est réalisée le 6 novembre 1793!... A cette époque, mon père venait de se réfugier à Paris, ayant quitté Nantes pour se soustraire aux recherches du Comité de Salut public, auquel il avait été dénoncé comme « ennemi de la nation ». Il se trouvait chez un restaurateur, à l'entresol d'une maison formant l'angle de la rue Saint-Honoré et de la place Vendôme, quand passa le tombereau conduisant Philippe-Egalité à l'échafaud. Le plus grand calme, la plus grande fermeté, le plus grand dédain même, régnaient, m'a dit mon père, sur la figure du prince.

Mais je reviens aux débuts de ma carrière diplomatique. Un matin du mois de juin 1816, le marquis de Bonnay m'avertit que nous partirions sous quatre jours. Mon cœur se serra un peu, je l'avoue, à l'idée de quitter si brusquement la France, sans avoir le temps d'embrasser mon père et mes sœurs. J'allai voir Mme de Bourgoing qui me confia des paquets pour son fils Paul (2), puis je pris congé de mes protecteurs, de mes amis

(1) Les plus jeunes frères du duc d'Orléans, les ducs de Montpensier et de Beaujolais, sont morts pendant l'émigration. (*Note de l'auteur.*)

(2) Paul de Bourgoing venait d'être nommé tout récemment second secrétaire de la légation du Roi à Berlin. (*Note de l'auteur.*)

et de mes anciens officiers des gardes du corps. M. le duc de Richelieu me félicita de débuter dans le métier, sous un chef comme le marquis de Bonnay; le comte de Pellan habitant toujours son triste hôtel du Marais, cadrant si bien avec son air morose et sa voix geignarde, me plaignit d'aller « en ce vilain pays de Prusse »; comme le marquis de Montmort et M. Tilly de Blaru, le général baron de Reiset me félicita tout au contraire sur ma désignation.

Mmes de Brancion et de Chédeville, ces jeunes et si charmantes femmes, semblèrent sincèrement désolées de mon départ prochain (1). Présent à l'entretien, le père de Mme de Chédeville, le vieux chevalier de Saint-Projet, excellent homme, mais un peu voltairien et de mœurs assez faciles, dit à ces dames : « Embrassez notre jeune ami; et embrassez-le de telle sorte qu'il conserve la saveur de vos baisers jusque dans les bras des jolies Berlinoises. » Je me laissai faire, et jamais depuis je n'ai oublié en effet la saveur de ces baisers « fraternels » donnés par de si jolies bouches dans le salon du chevalier de Saint-Projet.

Quand je fus prendre congé du duc de Gramont, je le trouvai, regardant son fils, le duc de Guiche, qui descendait l'escalier : « Comme il est beau, comme il est beau! » me dit-il. En effet, je dois dire que le duc de Guiche était, sans contredit, l'un des plus beaux hommes de France.

Le marquis de Bonnay, étant seul dans sa berline, me proposa d'y prendre place. Une voiture de suite portait ses gens. A Leipsig, je le laissai bifurquer sur Dresde et je suivis la route directe de Berlin. A peu de distance de Leipsig, je rattrapai et fis connaissance d'un colonel au service d'Espagne, M. Pozzo di Borgo, neveu du comte Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie à Paris (2). Le colonel Pozzo di Borgo qui

(1) Cette jeune dame de Brancion était, croyons-nous, la mère du colonel de Brancion tué glorieusement au Mamelon vert, pendant la guerre de Crimée. (*Note de l'éditeur.*)

(2) Le comte Pozzo di Borgo occupa le poste d'ambassadeur de Russie à Paris, depuis la seconde Restauration jusqu'au 30 décembre 1832. (*Note de l'éditeur.*)

venait d'être pourvu du poste de chargé d'affaires d'Espagne à Berlin, me proposa de voyager dans la même voiture et nous arrivâmes ensemble dans la capitale prussienne.

La légation de France était provisoirement installée dans un petit hôtel meublé sous les Tilleuls (*unter den linden*), large et belle avenue qui commence à la porte de Brandebourg et finit à la place de l'Université; mais bientôt, le bel hôtel de la duchesse de Dino — née princesse de Courlande, et nièce par alliance du prince de Talleyrand — magnifique demeure, également sous les Tilleuls, devint notre habitation définitive. L'hôtel de Dino est encore occupé aujourd'hui par l'ambassadeur de France, M. de Saint-Priest, successeur de M. de Rayneval, lequel avait remplacé, en 1821, le vicomte de Chateaubriand, qui succédait lui-même au marquis de Bonnay (1).

En attendant l'arrivée du marquis de Bonnay, j'allai présenter mes devoirs au comte Pierre de Vaudreuil, chargé provisoirement des affaires de la légation de France depuis le départ du marquis de Caraman, qui passait à la tête de l'ambassade de Vienne.

Le comte Pierre de Vaudreuil appartient à l'antique famille des Rigaud de Vaudreuil (2) qui a fourni à la France tant de généraux et de marins illustres. Il ne tarda pas à quitter Berlin. C'est un petit homme de quarante-cinq ans environ, assez pauvre d'esprit, de bonne compagnie, sans réelle instruction, et avare au suprême degré. Sa mise était toujours curieuse. Ainsi, sur un de ses habits, vert foncé, il portait des boutons en nacre, larges comme un écu, sur lesquels

(1) Cet hôtel qui a jadis appartenu à la princesse Amélie de Prusse, a été acheté par l'empereur Nicolas, pour y placer sa légation et avoir, également, des appartements tout prêts à son usage particulier lorsqu'il vient à Berlin. (*Note de* 1854.)

(2) Au tome XXII de d'Hozier, on peut lire ce quatrain, vieux proverbe en usage dans le Languedoc, province d'où la famille des Rigaud de Vaudreuil est originaire :

Les Harmands, les Lévis et les Rigauds
Ont chassé les Visigots
Les Lévis, les Rigauds et les Voisins
Ont chassé les Sarrazins.

étaient gravés, en noir, des sujets tirés des fables de La Fontaine. Le tact n'est pas son fort. A l'invitation que lui fit, un soir, la princesse Sangusko, de danser avec sa fille, la princesse Dorothée — que l'on appelait en famille « Doschow » — Vaudreuil répondit : « Merci, princesse; j'ai déjà suffisamment transpiré ce soir »... Croyant faire adroitement sa cour au duc de Richelieu, ministre des affaires étrangères en France mais qui, avant 1814, avait été gouverneur d'Odessa au nom de l'empereur de Russie, le comte de Vaudreuil écrivait *officiellement :* « Vos Russes, monsieur le duc, sont... », ce qui déplut fort, comme on peut le penser, au noble duc, plus noble encore par ses sentiments élevés, son cœur et son esprit droit, sa grande âme, et toutes ses qualités enfin, que par sa naissance.

Une fois établi à Berlin, le marquis de Bonnay, qui nous parlait fréquemment de la prochaine arrivée d'une « nièce » pour tenir sa maison, et qui faisait arranger et distribuer son hôtel en conséquence, partit bientôt pour Hambourg où, étant veuf depuis un peu plus d'un an, il épousa Mlle O'Niell qu'il avait connue à Copenhague. M. de Bonnay avait alors tout au moins soixante-cinq ans, tandis que sa jeune femme — d'une famille noble et d'origine irlandaise, et sœur de Mme Oxholm, épouse d'un lieutenant-général danois — n'en avait que vingt-trois. La nouvelle Mme de Bonnay possédait de beaux yeux noirs et un gracieux sourire, mais n'avait aucun air de jeunesse. A vingt-trois ans, elle en paraissait trente. Actuellement (1), sa figure est encore ce qu'elle était quand elle s'est mariée.

Femme supérieure, d'instruction, d'esprit et de tact, la marquise de Bonnay a été, dès le premier jour, ce qu'il fallait qu'elle fût en épousant un vieillard. Elle a donc adopté, de suite, *l'âge qu'elle aurait dû avoir* pour se trouver en rapport avec son mari, qu'elle rend encore heureux dans ses derniers jours, autant qu'il est donné à un homme de l'être. Point de

(1) 1825.

danses, point de toilettes de très jeunes femmes; un ton parfait, des manières parfaites; excellente toujours. Elle entoure son mari de tous les soins que son bon cœur peut lui inspirer. Elle a une agréable conversation, sait recevoir en grande dame et tenir avec distinction son rang d'ambassadrice. En un mot, Mme de Bonnay est, pour la société, une femme accomplie. Pour son mari, elle n'est, je crois, malgré les jolis vers qu'avait composés en son honneur le vieux marquis (1), qu'une *fille* attentive et dévouée.

Plus loin, je parlerai de la mutuelle antipathie qu'éprouvaient l'un pour l'autre le marquis de Bonnay et le vicomte de Chateaubriand. Mais la dernière réflexion que je viens de faire sur Mme de Bonnay, me fournit l'occasion de dire, de suite, qu'à ma croyance sincère, la principale raison de cette antipathie venait du propos suivant dont M. de Bonnay, assez amateur de *cancans*, s'était fait l'écho complaisant : « Chacun sait, avait-il répété, que M. Récamier n'est qu'*un père* pour sa femme et que la vertu de cette très jolie vierge vient surtout d'un vice de conformation (2). » Paul de Bourgoing et Flavigny ont, comme moi-même, pu entendre affirmer par le duc de Rauzan que M. de Chateaubriand avait été tellement outré de ce racontar du marquis de Bonnay, qu'il avait sérieusement songé à le provoquer en duel. De grandes influences avaient réussi à éviter un scandale, mais M. de Chateaubriand s'était vengé du vieux marquis par un mot cruel, et assez de circonstance : « Ce serait, en effet, peu chevaleresque de provoquer le marquis de Bonnay; il a atteint un âge auquel on ne peut plus être qu'*un père* pour sa femme. »

La marquise de Bonnay n'est pas absolument jolie. Elle est, ce qui vaut peut-être mieux, une femme infiniment gra-

(1) Voici le petit quatrain composé par le marquis de Bonnay, à l'occasion de son mariage avec Mlle O'Niell :

L'âge qui blanchit mes cheveux
Ne peut rien sur ce cœur qui t'aime.
Reste à le prouver... Je le veux.
Mais aime-moi quand même.

(*Note de l'auteur.*)

(2) Voir chap. III.

cieuse. Son charme est tel, qu'étant en Danemark, le prince George de Hesse (1) avait voulu l'épouser. Mlle O'Niell s'y était refusée. Elle avait pensé qu'elle serait plus heureuse en restant vieille fille, auprès de sa sœur, à la cour de Danemark où elle était aimée et appréciée, qu'en devenant princesse de Hesse, sans le sou.

Avant de parler de mon long séjour à Berlin, où j'ai passé, sans aucun doute, les meilleures années de ma vie, où j'ai travaillé beaucoup, et où, sans souci de l'avenir, j'ai pris part à tous les plaisirs de mon âge et à toutes les distractions du monde, je dois consigner ici une plaisanterie de société, exécutée par le marquis de Bonnay, dont je fus le complice et dont les résultats auraient pu, à mes débuts à Berlin, m'être fort nuisibles dans la société. Cette plaisanterie n'eut, pour elle, qu'un petit nombre de rieurs. Les lourds esprits allemands, faisant de la pruderie, n'y virent qu'une chose de mauvais goût, sans tenir aucun compte des antécédents qui devaient la faire excuser.

J'ai dit que le marquis de Bonnay avait environ soixante-cinq ans. Sa figure longue et pâle, ses cheveux poudrés à frimas lui donnaient encore un air plus âgé. Vieil et sincère ami de la princese Sangusko, noble et grande dame polonaise, du sang des Jagellons, qui habitait Berlin à cette époque, pour l'éducation de sa fille Dorothée et de ses fils Roman et Ladislas (2), M. de Bonnay lui fit part, avant tout le monde, et en confidence, de son prochain mariage avec une jeune femme de vingt-trois ans. De là, entre eux, nombre de plaisanteries, et la princesse Sangusko de ne point vouloir y croire. Quand le « fiancé » partit pour se rendre à Hambourg, la princesse lui fit promettre de lui présenter la jeune mar-

(1) Le prince George de Hesse est actuellement au service de la Prusse. (*Note de* 1825.)

(2) Roman Sangusko a pris part au mouvement politique qui se manifesta en Pologne, lorsqu'éclata la révolution française de 1830 et que ce grand niais de marquis de Lafayette eût fait croire aux Polonais que la France marcherait à leur aide. Roman a été envoyé dans un régiment russe au Caucase pendant longtemps. Je ne sais ce qu'a fait Ladislas à la même époque. (*Note de* 1853.)

quise avant toute autre personne. Le marquis promit, mais il résolut de s'amuser quelque peu aux dépens de la princesse qui, je le répète, était une ancienne amie et ne lui avait pas ménagé les plaisanteries sur son prochain mariage. « Montrez-moi l'air galantin et jeune que vous prendrez auprès de votre jeune femme... La différence de vos âges n'aura-t-elle pas d'inconvénients?... Aurez-vous des enfants?... » Et nombre d'autres brocards dans cet ordre d'idées.

A son retour, M. de Bonnay me pria de me laisser habiller en femme élégante, et me conduisit, le soir, chez la princesse Sangusko, dont je n'étais pas encore connu. Agé de vingt ans à peine, je n'avais aucun soupçon de barbe, et la princesse, croyant accueillir la véritable marquise de Bonnay, vint à moi et m'embrassa cordialement. La conversation fut affectueuse et gaie; en la laissant toujours dans son erreur, nous prîmes congé de la princesse qui, dès le lendemain, parla, dans un cercle d'amis, beaucoup et avec force éloges de la nouvelle marquise de Bonnay. Quelques jours après, on sut nécessairement la vérité. La chose fut diversement appréciée, et je dois dire qu'elle fut blâmée par le plus grand nombre : « Fi ! Exposer la princesse à être embrassée par un homme!... Par un homme qu'elle ne connaît pas!... Et qui est cet homme? Peut-être est-ce son maître d'hôtel que le marquis a introduit chez la princesse?... Et si la jeune prinsesse Dorothée eût été là, le marquis ne l'eût-il pas aussi fait embrasser par cet inconnu?... »

Enfin, la rumeur s'apaisa. En femme d'esprit, la princesse n'en garda rancune, ni au marquis de Bonnay, ni à moi-même qu'elle invita, avec beaucoup de bonne grâce et de cordialité, à fréquenter sa maison. Et la charmante famille Sangusko devint une de celles que je voyais avec le plus de plaisir, où j'ai toujours été accueilli par tous avec le plus d'aménité et où je passais, chaque semaine, deux ou trois soirées régulièrement.

L'on comprend bien que cette petite aventure trouva sa place dans de nombreuses correspondances, et M. Michaud,

l'éminent académicien, le savant historien des Croisades, a eu la niaiserie d'en parler dans sa *Biographie universelle*, en esquissant la vie politique du marquis de Bonnay. Je ne suis point nommé dans cet article qui reproduit, d'ailleurs, les faits d'une manière peu exacte (1).

D'autres personnes aussi ont prétendu que le marquis de Bonnay s'était défendu d'avoir trahi la vérité, en me présentant à la princesse Sangusko par ce mauvais calembour : *Kuss Sie* (en allemand « Embrasse-la »), et qu'il n'avait point, dès lors, présenté la marquise de Bonnay, mais moi Cussy. Ceci est tout à fait faux. Tout ceci, en somme, n'était qu'une plaisanterie de vieil ami, qui peut-être rappelait un peu trop son tour de page, voilà tout. Entre gens qui se valent, ou, du moins, qui sont du même monde, qui se connaissent et s'apprécient depuis longtemps, cette petite et innocente vengeance des brocards amicaux décochés par la princesse Sangusko au vieux marquis était fort excusable, et ne méritait, ni le bruit qu'elle a produit dans la société de Berlin durant plusieurs semaines, ni l'honneur d'être consignée — inexactement, du reste — dans un ouvrage biographique. Pour en finir avec cette plaisanterie, on a été jusqu'à prétendre que le vieux prince Sangusko avait été au moment de se battre avec moi. C'est archifaux.

(1) En 1828, à Paris, je me suis trouvé à déjeuner chez M. de Martignac avec M. Michaud. Comme nous lui faisions observer que certaines inexactitudes s'étaient glissées dans sa *Biographie universelle* et que je lui citais, entre autres, l'anecdote en question sur « la marquise de Bonnay », M. Michaud nous répondit textuellement : « Cela a peu d'importance... » Il est admis que M. Michaud est un écrivain consciencieux. Que dire alors des autres biographies?... (*Note de* 1835.)

CHAPITRE V

Les archives de la légation de France à Berlin. — La chronique scandaleuse de Frédéric-Guillaume II, d'après le comte d'Esterno. — Extraits de la correspondance des successeurs du comte d'Esterno. — M. Caillard. — Portrait du futur Frédéric-Guillaume III, par le prince Henry de Prusse. — L'abbé Sieyès. — Le général de Beurnonville. — M. Bignon. — Le comte de La Forest. — M. de Moustier, son gendre.

Dresde, mars 1825.

Le long séjour que j'ai fait à Berlin, de février 1816 jusqu'à la fin du mois de mai 1823, je puis le partager en trois époques. La première va jusqu'au départ du marquis de Bonnay en 1820. Elle a été la plus rude pour moi; j'y ai eu beaucoup à travailler, ayant souvent été seul pour remplir les fonctions d'attaché. La seconde a été la plus gaie, pendant que le comte de Caux était chargé d'affaires, car je vivais tout à fait en camarade avec mon collègue, chef de mission par intérim. La troisième, celle que j'ai passée sous les ordres de M. de Rayneval, a été de beaucoup la plus instructive.

Le temps de M. de Chateaubriand n'a été qu'un passage qui a coupé, pendant quelques mois (1), l'intérim du comte de Caux. Je me rappelle avec bonheur ces quelques mois qui ont fait de M. de Chateaubriand un ami pour le simple attaché d'ambassade que j'étais, et chose rare, un ami qui, aux jours de la prospérité et du pouvoir, ne m'a point oublié, car c'est à M. de Chateaubriand que je dois ma nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur (2), comme celle de premier secrétaire de la légation de Dresde, situation que j'occupe en ce moment.

(1) Janvier à avril 1821.
(2) 1823.

Lorsque je me fus mis quelque peu au fait de mes fonctions, je m'occupai de mettre de l'ordre dans les archives de la légation que j'avais trouvées en fort mauvais état. Je lus la correspondance des prédécesseurs de mon chef à Berlin et pris des notes, bien éloigné de croire, alors, que je penserai, un jour, à les faire entrer dans les souvenirs écrits de ma vie. Je placerai ici celles de ces notes qui me semblent présenter quelque intérêt.

Correspondance du comte d'Esterno.

Juillet 1783. — Catherine II fait notifier au roi de Prusse la conclusion d'un traité de commerce et d'alliance définitive, signé entre elle et l'empereur. Frédéric II dissimule son mécontentement et fait faire une réponse obligeante.

Août. — Frédéric II assure au marquis Della Torre, ci-devant ministre d'Espagne en Russie, de passage à Berlin, que, dans un an, le système de l'Europe sera changé et que les liaisons entre l'Autriche et la maison de Bourbon auront cessé d'exister.

Lors de la dernière guerre de la Turquie contre la Russie (1), les ulémahs, ou gens de la loi, ont déclaré que cette guerre était une guerre de religion, ce qui, dit-on, rend le Grand Seigneur maître d'appliquer les revenus de toutes les mosquées au soutien de l'Empire et devient une grande ressource politique. On assure que c'est la seconde fois, seulement, depuis la prise de Constantinople, que le clergé turc a porté une pareille décision.

Le secrétaire de la légation prussienne à Paris, M. de Sandoz-Rollin, est en correspondance directe avec Frédéric II. Ses lettres, qu'il ne communique pas à M. de Goltz (2), sont des espèces de romans, et, pour leur donner plus d'authenticité et de crédit auprès de son maître, il suppose des intelligences dans les conseils du Roi, et même dans le cabinet particulier de M. de Vergennes.

On forme un trésor dans lequel on dépose annuellement, depuis 1763, 8 millions. La guerre de Sept ans a coûté à la Prusse 450 millions, non compris les subsides annuels de l'Angleterre montant à 12 millions et les revenus de la Saxe envahie. Le roi a été dans la nécessité d'altérer les monnaies et d'engager les terres d'une grande partie de la noblesse.

27 *décembre.* — Un ballon aérostatique a été lancé à Berlin

(1) 1768-1774.
(2) Ministre de Prusse à Paris.

par le sieur Achard, de l'Académie. Il s'est élevé à 2,000 pieds.

4 mars 1784. — Le roi de Prusse est toujours indisposé et d'une faiblesse extrême. Un de ses hussards de chambre, le voyant assez mal et sans aucun des secours de la médecine, a pris sur lui, dernièrement, de lui proposer un remède de son ordonnance et de sa propre composition. Ce remède d'*airain* fit un bon effet, sans doute, puisque, le lendemain, le monarque a donné une gratification de 1.200 livres à cet esculape improvisé. Mais, en procurant de fréquentes évacuations, et trop abondantes, cette médecine de hussard a tellement affaibli Frédéric II, que, depuis ce moment, il n'a pu quitter le lit ou la chaise longue.

Le prince Henry, ne pouvant disposer que de 60,000 francs pour son voyage à Vienne, tant ses finances sont basses, n'a point osé parler de Paris au roi Frédéric II, quand il lui a demandé la permission de traverser la France, se réservant toujours, m'a-t-il dit confidentiellement, si le roi de France le faisait inviter de venir à Paris, d'écrire de Lyon à son frère qu'il ne peut se dispenser de céder aux offres de Louis XVI.

Février 1785. — M. de Gaffon, ministre de Prusse à Constantinople, a été mis à la forteresse de Spandau en arrivant à Berlin, afin de prouver à l'Europe, et surtout à Catherine II, qu'il a agi à Constantinople sans aucun ordre du roi son maître.

Avril. — Le prince Henry me fait engager à venir à Rheinsberg et à lui faire ma cour tous les lundis à Berlin, où je pourrai rencontrer l'héritier présomptif du trône (1). Cette exception toute particulière aux étiquettes de la Cour de Berlin n'avait, jusqu'alors, été accordée qu'à sir Elliott (2), ministre d'Angleterre, qui a épousé la fille d'une amie intime du prince Henry,

Mai 1786. — La mémoire de Frédéric II est si baissée qu'il ne peut plus se rappeler aucun nom, même ceux de ses généraux, et, qu'après s'être fait nommer plusieurs fois le duc de Courlande, qui habite Berlin depuis dix mois, il ne l'appelle jamais que le duc de Cumberland.

25 *juillet.* — Frédéric II a demandé à son médecin si sa mort serait douloureuse.

17 *août.* — Mort de Frédéric II. Son testament est de l'année 1769.

J'ai copié la lettre suivante de Frédéric le Grand sur l'original même de la main du Roi. Cette lettre, qui n'a point

(1) Frédéric-Guillaume, neveu de Frédéric II. Il régna de 1786 à 1797, sous le nom de Frédéric-Guillaume II.

(2) Ce sir Elliott était, croyons-nous, le frère de l'illustre défenseur de Gibraltar (1779-1782). (*Note de l'éditeur.*)

été imprimée, est adressée à Mme de Camas, grande gouvernante de la Cour de la Reine. Elle est sans date et relative à la mort de Mme la margrave de Bayreuth, sœur de Frédéric le Grand. J'ai conservé les fautes qui se trouvaient sous la plume du Roi.

« Je vous suis bien obligé, ma bonne maman, de la part que vous prenez à la perte que nous venons de faire; c'est une perte pour tous les honnêtes gens, car ma sœur était une personne véritablement vertueuse. J'ai su il y a longtemps que les hômes sont mortels, j'ai été témoin que sa santé menassait ruine, mais celà n'empeche pas ma bonne maman que je ne sente vivement la privation d'une sœur que la mort m'a araché côme des bras. La nature, une tendre amitié, une estime véritable, tous ces sentiments réclament leurs droits, et je sens, ma bonne maman, que je suis plus sensible que raisonnable, mes larmes, mes regraits sont inutiles, cependant je ne saurais les suprimer. Notre famille me semble une forêt dont un ouragant a renverssé les plus beaux arbres et où l'on voit de Distance en distance quelque sapin ébranché qui parait ne tenir encore à ses rassines que pour contempler La chute de ses compagnons et les dégâts et les ravages qu'a fait la tempête : je souhaite, ma bonne maman, que le souffle de la mort se détourne de vous, que nous vous conservions longtems, et que je puisse encore souvent vous réitérer les assurances de mon anciene et fidèle amitié.

« FÉDÉRIC. »

Cet illustre monarque, que l'histoire a qualifié de l'épithète de « Grand », est nommé en Prusse Frédéric « l'Unique » *(Frederic der Einziege)*. Il a prononcé sur la margrave de Hesse-Darmstadt le mot suivant : « C'est un homme de mérite », mot qui a peut-être inspiré Napoléon, disant de Mme la duchesse d'Angoulême qu'elle était le seul homme de sa famille.

Frédéric le Grand signait toujours « Federic ». Le gouver-

neur des princes de Prusse, M. Ancillon, aujourd'hui (1) ministre par intérim des affaires étrangères du roi Frédéric-Guillaume, m'a fait don d'un autographe du grand monarque où cette signature se trouve, en effet, orthographiée ainsi. M. Ancillon m'a dit avoir enlevé ce document parmi les papiers déposés au ministère des affaires étrangères de Prusse, et, bien que ce document soit à vrai dire sans valeur, j'ai été étonné d'entendre un homme d'Etat aussi sérieux, avouer ainsi qu'il disposait des papiers publics comme de sa propriété personnelle.

Mais je reviens à la correspondance du comte d'Esterno.

Août 1786. — Le prince Henry a présenté au nouveau roi une minute toute dressée d'une lettre pour le roi de France, dans laquelle Frédéric-Guillaume II, sans parler d'aucune affaire, devait demander au Roi son amitié et la permission de s'adresser directement à S. M. T. C. dans les différentes circonstances qui pourraient survenir. Sans heurter de front son oncle, le roi de Prusse a accepté la minute, mais fait écrire une autre lettre. D'où l'on peut conclure que le prince Henry ne possède pas, *au moins seul*, la confiance de son neveu.

A l'occasion du deuil pour feu Frédéric II, tout le corps diplomatique a fait draper ses voitures, à l'exception du seul comte de Romantzow qui a déclaré ne vouloir rien faire.

Des Français occupant la plus grande partie des places dans la finance et dans les Ecoles militaires, il en résulte une très grande haine contre la nation française. M. de Mirabeau a encore accru cette haine, en adressant au nouveau roi de Prusse — à titre de *philosophe* — un plan de gouvernement (2).

9 *septembre*. — Obsèques solennelles de Frédéric II dans l'église de la garnison, à Potzdam. A l'exception du comte de Romantzow, tout le corps diplomatique y a paru. Sans attendre la communication officielle de la mort de Frédéric II, Catherine II a pris le deuil et a envoyé un courrier à M. de Romantzow pour le charger de faire son compliment de condoléance au nouveau roi, de sorte que l'on ne peut expliquer la conduite de l'envoyé russe.

Novembre. — On me dit que le ministre d'Espagne a fait la

(1) 1825.

(2) Chargé par Vergennes d'une mission secrète à Berlin, Mirabeau avait remis son « plan de gouvernement » à Frédéric-Guillaume II, le jour même de l'avènement au trône de ce prince.

partie de la reine douairière. Jamais les ministres étrangers n'ont été admis à l'honneur de faire la partie de la reine douairière; je vais me plaindre de cette préférence.

La Reine douairière écrivit, en effet, au ministre des affaires étrangères de Prusse pour l'engager, en quelque sorte, à adresser des excuses au comte d'Esterno, et elle ajouta mille choses polies pour ce ministre.

2 *janvier* 1787. — Nomination du duc régnant de Brunswick à la charge de feld-maréchal prussien.

20 *janvier*. — Il y a enfin une maîtresse déclarée. C'est Mlle de Voss, fille d'honneur de la reine douairière. Elle est âgée de vingt ans, et sans beauté. Le roi de Prusse, pour commencer, lui a donné 2 millions en billets au porteur sur la caisse de Brandebourg. Il y a trois ans qu'elle résiste à la passion du prince. Elle voulait être épousée de *la main gauche*, et je peux vous assurer que cela a tenu à peu de chose.

Mars. — Le prince Henry, piqué de n'être pas consulté pour les changements que le roi de Prusse voulait faire dans l'armée, a fait la démarche assez basse de prier M. de Bischofswerder (1) de demander pour lui, prince Henry, une inspection dans l'armée. Il y a eu refus écrit du Roi. Le prince, qui avait résolu de ne plus paraître à la Cour, s'est cependant rendu chez le Roi, son neveu. Il en a été bien reçu et a obtenu : d'une part, le maintien de ses aides de camp dans les cadres de l'armée; d'autre part, de pouvoir faire des voyages à l'étranger,

Juin. — Un lieutenant, commandant le poste du pont de Gosverlache-Sluys à Krimpanerward, a empêché la princesse, épouse du stathouder, de continuer son voyage vers La Haye (2). Le roi de Prusse exige des réparations et menace d'envoyer des troupes en Hollande (3).

Juillet. — Si le pillage projeté à La Haye avait eu lieu, on assure qu'au nombre des maisons désignées, se trouvait celle de l'ambassadeur de France.

Octobre. — A un bal qu'a donné la reine douairière, à l'occasion du jour de naissance de S. M. prussienne, bal où toutes les femmes

(1) Confident de Frédéric-Guillaume II.

(2) L'épouse du stathouder, Wilhelmine de Prusse, sœur de Frédéric-Guillaume II, était accompagnée de Mlle de Starenberg et des comtes de Bintinck et de Raudwyck.

(3) De là, la formation en France du camp de Givet pour encourager les patriotes hollandais.

— attendu la rentrée à La Haye du stathouder — se sont montrées parées de rubans rouges, un nommé Maudrillon, se disant député des patriotes d'Amsterdam, est parvenu à pénétrer dans les appartements du palais, en s'annonçant comme étant chargé d négocier pour eux avec le ministère prussien. Le roi, l'ayant aperçu, a ordonné de le faire retirer, ce qui a fort réjoui l'assemblée. Aucun des ministres de Prusse n'a voulu recevoir cet homme.

Octobre. — Pour sauver l'honneur des troupes prussiennes qui ont perdu tant de temps devant Amsterdam, les Prussiens disent que, parmi la bourgeoisie de cette ville, il y avait 12,000 soldats français déguisés.

29 *décembre.* — Le comte de Romantzow, ministre de Russie, fait l'enfant. Il boude le Roi et la Cour. Il est retiré chez lui depuis plus d'un mois, sous prétexte de maladie. Afin de ne pas tomber malade, faute d'exercice, il monte à cheval dans les jardins de son hôtel.

Février 1788. — Il a paru le 4 ou le 5 de ce mois, une caricature représentant le roi de Prusse, conduit par le nez, par sa maîtresse, et laissant tomber de ses mains les suppliques de ses sujets, chassés à coups de canne par son valet de chambre Ritz (1). Au dessus du groupe, on voit l'aigle de Prusse, enveloppé dans un nuage obscur, et, par terre, une tête de mouton. Cette gravure s'est vendue jusqu'à 2 et 3 louis.

18 *octobre.* — Le roi Frédéric-Guillaume II joue, chaque jour, pendant deux heures, de la basse. La comtesse d'Ingenheim (Mlle de Voss) est grosse; ses femmes de chambre aussi. Telles sont les occupations du roi de Prusse.

Janvier 1789. — Le feu Roi avait ordonné qu'il fût construit, chaque année, à Potzdam et à Berlin, quarante à quarante-cinq maisons. Cet ordre a été supprimé. Le gouvernement a prohibé l'ouvrage *De la monarchie prussienne,* du comte de Mirabeau.

4 *avril.* — Mort de la comtesse d'Ingenheim, des suites de sa première couche. Elle est regrettée de tous, *même de la Reine,* qui craint surtout l'influence que va reprendre la maîtresse d'habitude, Mme Ritz, femme pour rire du valet de chambre du Roi.

30 *juin.* — Tout ce qui a accès auprès du roi de Prusse est vendu

(1) Ritz a épousé une jeune fille, maîtresse du roi, à laquelle, d'ailleurs, il ne lui a pas été permis de toucher. C'est celle qui, plus tard, a été faite comtesse de Lichtenau, que j'ai connue, fort âgée mais toujours bien, à Berlin, en 1816. Elle a eu deux enfants de son royal amant : le comte de Lamarck, mort jeune, et une fille, la comtesse de Lamarck dont j'ai déjà parlé (voir chap. II), qui, veuve et divorcée plusieurs fois, épousa le capitaine Thierry (de Lamarck). (*Note de mai* 1853.)

à l'Angleterre. Les Anglais ont même auprès de Frédéric-Guillaume un médecin de leur nation, qu'ils ont fait agréer comme médecin de la Cour. Cet homme, par ses relations et ses fonctions, est un espion très intéressant pour l'Angleterre.

Janvier 1790. — Deux intrigants subalternes, les sieurs de Bischofswerder et de Welner, et une femme de quarante-cinq ans (1), Mme Ritz, forment ce qu'on appelle « l'intérieur du roi de Prusse ». Mme Ritz tient fortement au Roi, parce qu'elle a une fille reconnue et légitimée (2). On dit qu'elle procure des maîtresses *de passade* au Roi, insatiable de plaisirs amoureux.

Mars. — Il est arrivé, à Berlin, un homme se disant fils de Cagliostro et venant pour implorer le roi de Prusse contre le pape en faveur du comte Cagliostro, son père, retenu en prison à Rome.

17 *avril.* — Malgré la vivacité de ses regrets, qui ont duré trois jours, on jugea que la perte de la comtesse d'Ingenheim n'était pas pour le Roi une perte irréparable. La princesse Frédérique, fille du Roi et de la princesse Elisabeth de Brunswick (3), ayant été des toutes premières à porter ce jugement — parce qu'il faut lui rendre la justice que, pour son âge, elle est une grande connaisseuse — désirant donner à son père une maîtresse de sa main, mit en avant une enfant, une de ses filles d'honneur, Mlle de Viérecke. Mais, quoique le Roi se donnât brunes et blondes, les blondes avaient en ce moment l'avantage, et Mlle de Viérecke, qui est brune, ne fut pas admise. Alors, il parut à la Cour une comtesse Dânhoff, fille d'honneur de la Reine. Cette jeune personne, du blond le plus décidé, et jolie à la lumière, est un peu « citron en plein jour. Elle est devenue l'objet de la passion du roi de Prusse. Au lieu de chercher à soutenir la vertu de la comtesse Dânhoff par ses bons conseils, la Reine l'a accablée d'injures et de mots peu familiers aux reines. Mlle Dânhoff qui ne méritait point les expressions dont la Reine la gratifiait, annonça qu'elle quittait la Cour et informa le Roi de la scène dont elle avait été l'objet. Elle retourna chez ses parents. Son absence accrut l'amour du Roi; Mlle Dânhoff reparut à Berlin, et, enfin, le 10 de ce mois, le Roi a épousé cette demoiselle à la face de l'Eglise. Le voilà à la tête de trois femmes : la Reine (4); la princesse qui vit à Stettin et de laquelle il s'est séparé par divorce et par autorité du consistoire, pour une certaine habitude d'adul-

(1) J'ai lieu de croire que M. d'Esterno vieillit ici Mme Ritz de cinq ou six ans tout au moins. (*Note de l'auteur.*)

(2) Voir plus haut.

(3) Première femme de Frédéric Guillaume II, divorcée en 1769.

(4) Louise de Hesse-Darmstadt.

tère qu'elle ne se donnait aucun soin de dissimuler (1); enfin, Mlle Dânhoff. Celle-ci, avant son faux départ de Berlin, voulut que le Roi rompit avec Mme Ritz à qui Frédéric-Guillaume remit 70,000 écus (2). Mme Ritz devait partir, mais elle resta et se fit faire la cour par un officier nommé Quallori. Le mari voulut faire le jaloux et dénonça l'intrigue au Roi. Celui-ci entra en fureur. Mme Ritz raccommoda tout. L'officier reçut de l'avancement, elle lui donna de superbes chevaux pour ses équipages, et on ne parla plus de l'amant; mais, furieuse de la singulière délicatesse de son « mari », elle voulut faire casser son mariage.

Lorsqu'en 1788, le Roi voulut prendre pour maîtresse Mlle de Voss, il en fit pressentir la Reine par le duc de Weimar. La Reine, à cette proposition inattendue, se roula par terre de chagrin et donna enfin, par écrit, son consentement à son divorce. On fit sentir à Mlle de Voss que, peut-être, son royal amant serait le premier à lui reprocher, un jour, ce divorce, et, ainsi, il ne fut pas fait usage de l'écrit de la Reine, ce qui n'empêcha pas Mlle de Voss d'entrer dans la couche royale.

Mais au commencement du *mariage* avec Mlle Dânhoff, mariage célébré en secret, à l'insu de la Reine, en présence des sieurs de Welner, ministre d'Etat, de Bischofswerder, confident du Roi, du comte de Lindenau, grand écuyer, de M. de Rigeski, chevalier de Malte, chez la comtesse de Solms, tante de Mlle Dânhoff, mais qui ne fut pas présente au mariage, le Roi dit tout haut : « qu'il répudiait la Reine, se dispensant d'articuler ses raisons, *pour ménager la dignité du trône*. Sur cette déclaration, le ministre du culte procéda à la bénédiction du *mariage*. Mlle Dânhoff reçut pour « cadeau de noces » 200,000 écus en argent comptant et 30,000 écus de pierreries. De plus, 6,000 écus furent remis à sa mère (3).

Au bout de quelque temps, pour que son exemple ne devint pas scandaleux pour le prince royal (4), le Roi lui dit : « Vous voyez, mon fils, que je vais souvent chez la comtesse Dânhoff, et peut-être vous pensez qu'elle est ma maîtresse. Apprenez donc que je n'ai pour elle que des sentiments légitimes et qu'elle est ma femme. » On peut juger de la surprise du jeune prince. La reine de Prusse ne tarda pas à être informée de tout, mais elle eut l'air de tout ignorer, et même, lorsque la comtesse Dânhoff lui envoya sa démission comme dame d'honneur, elle lui répondit quelque chose

(1) Elisabeth de Brunswick. (Voir plus haut.)
(2) Soit 245,000 francs.
(3) Total du « cadeau de noces » de Mlle Danhoff :
Ecus : 200,000 + 30,000 + 6,000 = 236,000, soit 885,000 francs.
(4) Frédéric-Guillaume III, qui était alors âgé de vingt ans.

de gracieux et lui fit passer des girandoles en diamants, selon l'usage établi, quand une dame d'honneur quitte le service de la Reine pour se marier ou rentrer dans sa famille. Peu après, le Roi a fait une visite à la Reine, à l'occasion de la mort du margrave, son beau-père. La Reine l'a regardé, a pleuré et n'a pas dit une seule parole.

La comtesse Dânhoff habite Potzdam, mais non pas avec le Roi. Ce prince ne la voit que le soir. A la vérité, la visite est longue : il y porte la taille et la force d'un cent-suisse.

On voit que le ministre de Louis XVI s'est complu dans la chronique scandaleuse de Frédéric-Guillaume II. Et encore, ai-je expurgé avec soin de cette correspondance, les passages les plus scabreux. Selon le comte d'Esterno et d'autres personnages placés pour bien voir, la Cour de cet indigne successeur du Grand Frédéric aurait été à l'unisson des désordres royaux. Pour en finir sur ce sujet, je vais relater certains détails que je tiens de MM. Ancillon (1) et de Maltzahn (2); ces détails sont, au reste, de notoriété publique.

C'était en l'année 1768. Frédéric II avait alors cinquante-six ans. L'héritier présomptif de la couronne, le prince Frédéric-Guillaume de Prusse, marié en 1765 à la princesse Elisabeth de Brunswick de Wolfenbüttel, n'avait qu'une fille (la princesse Frédérique qui devint duchesse d'York), et vivait séparé de sa femme d'avec laquelle il divorça plus tard. Le prince Henri, frère du Roi, n'avait point d'enfants, bien qu'il fût marié depuis 1751. Enfin, le prince Ferdinand, second frère de Frédéric II, marié depuis 1755 avec la princesse Elisabeth-Louise de Brandebourg, n'avait qu'une fille, née en 1761. Frédéric II commença à avoir des inquiétudes sur la durée de la famille royale de Prusse. N'aimant point son neveu et héritier, Frédéric-Guillaume, le Roi ne voulut point l'engager à se rapprocher de sa femme, et il songea à l'accroissement de la dynastie, en employant l'intermédiaire de sa belle-sœur, la princesse Ferdinand, qu'il savait d'un tempérament ardent. Frédéric II ne fut pas arrêté par la

(1) Voir plus haut.
(2) Maréchal de la cour de Prusse en 1816.

considération que son frère Ferdinand, selon ce qu'il était persuadé, ne devait plus avoir d'enfants; il était de ceux qui pensent que la fin justifie les moyens. Aussi fit-il engager très cyniquement sa belle-sœur à prendre un amant. La princesse Ferdinand, étonnée du message, repoussa d'abord avec indignation cette proposition de « continuer la dynastie ». Le vieux chambellan, chargé de la délicate négociation, insista, et reçut, dit-on, de la princesse exaspérée, cette réponse : « Monsieur, craignez, si vous insistez, que je n'en veuille pas un autre que vous pour remplir les instructions du Roi. » Quoi qu'il en soit, la princesse Ferdinand finit par écouter un plus jeune messager, le major de Schmettau (1), et, le 24 mai 1770, la princesse Louise (qui a épousé le prince Antoine Radziwill) vint au monde.

Sur ces entrefaites, le prince héritier avait divorcé d'avec la princesse Elisabeth de Wolfenbüttel (2) et s'était remarié en 1769 avec la princesse Frédérique-Louise de Hesse-Darmstadt, dont il eut, le 3 août 1770, un fils devenu le roi actuellement régnant (1826). Frédéric II, craignant que si ce jeune prince venait à mourir, son père, adonné aux maîtresses, n'eût pas d'autres enfants mâles de sa femme, favorisa la continuation des amours de M. de Schmettau. La princesse Ferdinand donna encore le jour à deux princes : en 1771, au prince Frédéric-Christian, et, en 1772, au prince Louis, ce prince brillant et aimable qui fut tué en 1806, à Saalfeld. Le roi de Prusse paraissait trouver que c'était assez, et la princesse s'arrêta; mais ce ne fut qu'un arrêt momentané : en 1779, elle donnait le jour au prince Auguste, aujourd'hui (1826) chef de l'artillerie, qui ne s'est jamais marié, mais a eu de plusieurs maîtresses un très grand nombre d'enfants naturels.

Cependant, le prince héritier de Prusse avait eu, en 1773, un second fils, le prince Henri (3). Aussi, Frédéric II, rassuré

(1) Je ne sais si le major de Schmettau était le frère du lieutenant-général de ce nom qui fut tué à Auerstaedt. (*Note de l'auteur*).

(2) Cette princesse vit encore, retirée à Stettin. (*Note de l'auteur*, 1826.)

(3) Le prince Henri de Prusse est fixé depuis longtemps en Italie à cause de sa santé. (*Note de l'auteur*, 1826.)

désormais sur l'avenir de la dynastie et songeant aux apanages qu'il faudrait pour tous ces enfants de la princesse Ferdinand, reçut-il fort mal M. de Schmettau, quand celui-ci vint, avec des transports de joie, lui annoncer la quatrième grossesse de la princesse, et il se laissa aller à dire : « Assez d'enfants comme cela, monsieur. Je vous l'avais déjà dit à la naissance du prince Louis. Si ma belle-sœur devient grosse une cinquième fois, je la ferai mettre dans une forteresse et vous dans une autre... » La princesse Ferdinand n'avait rien de caché pour les personnes de son entourage, et, dans sa mauvaise humeur contre le Roi pour un propos qui disait trop haut quel était le père de ses enfants, elle s'écria devant plusieurs individus, dont son médecin, le docteur Heine et la comtesse de Néal, sa première dame d'honneur : « Après tout, je n'ai fait que vous obéir (1). »

En voici assez, je pense, sur la princesse Ferdinand (2). Passons à la princesse Frédérique de Prusse. Celle-ci, devenue duchesse d'York en 1791, a eu des aventures galantes, comme jeune fille. En 1789 ou 1790, un fort beau jeune homme, M. de Schack, lequel était aide de camp du prince royal lorsque je suis arrivé à Berlin, mais qui, à cette date, était page de Frédéric-Guillaume II, fut surpris à Charlottenbourg par ce dernier, au moment où il sortait du lit de sa fille. Le Roi eut le temps d'administrer un coup de poing au jeune de Schack qui sautait par la fenêtre dans le jardin.

Mlle de Viérecke, n'ayant pu être maîtresse de Frédéric-Guillaume II, n'avait pas tardé à devenir celle du duc de Brunswick. Le titre d'un chapitre du manuscrit que, sous

(1) Je tiens ces faits du vieux docteur Heine, ainsi que de Mlle de Zeuner, nièce de la comtesse de Néal. Ces personnes m'ont donc confirmé une anecdote que m'avait déjà contée MM. Ancillon et de Maltzahn. (*Note de l'auteur.*)

(2) La princesse Ferdinand mourut le 10 février 1820, ses funérailles furent splendides. Sa fille, la princesse Antoine Radziwill, laissa éclater des sanglots déchirants au moment où la bière disparut sous la voûte du caveau funéraire, dans l'église du Dôme, attenant au château du roi. (*Note de l'auteur*, 1826.)

Napoléon, le colonel de Massenbach (1) a vendu si cher au gouvernement prussien, était intitulé : *De l'influence du sein de Mlle de Viérecke sur les résolutions du duc de Brunswick.*

La princesse Elisabeth de Brunswick, première femme de Frédéric-Guillaume II, a eu des amants jusque dans un âge fort avancé. Lorsque j'étais à Berlin, notre légation a eu à s'occuper d'obtenir le congé définitif d'un musicien militaire français, déserteur, un simple fifre, que la vieille princesse (2) nommait son « maître de chapelle ».

La vieille Mme Ritz, devenue comtesse de Lichtenau, a fait de même, et son royal amant a eu beaucoup d'heureux rivaux. Le fils du comte de Lusace, le beau chevalier de Saxe, n'a pas, dit-on, langui longtemps.

La comtesse Dânhoff a eu deux enfants de Frédéric-Guillaume II : une fille qui a épousé le duc d'Anhalt-Cœthen et le comte de Brandebourg, actuellement (3) général-major et que le roi traite fort bien. Pendant mon séjour à Berlin, il a épousé une fort jolie demoiselle d'honneur, Mlle de Massenbach, qui avait beaucoup d'admirateurs; aussi, en nous annonçant son mariage, le comte de Brandebourg nous disait-il amicalement : « Je ne serai pas assez exigeant pour demander des compliments de votre part; je vous demande seulement de ne pas me garder rancune trop lontemps. »

Je vais encore consigner quelques extraits de la correspondance du comte d'Esterno.

Mai 1790. — Le roi de Hongrie a écrit au roi de Prusse pour lui demander son suffrage pour obtenir la couronne impériale, ajoutant que si Sa Majesté prussienne a dessein d'y porter un autre prince dont l'élévation soit plus utile à l'Empire, il la prie de lui communiquer son projet, *parce u'il lui donnera lui-même son suffrage.*

16 *mai.* — Le comte de Schullenbourg, ayant reçu du roi de Prusse

(1) Ce colonel de Massenbach est bien connu pour la part qu'il prit à la défection du général Yorck (30 décembre 1812). (*Note de l'auteur.*)

(2) Elle avait, alors, tout au moins soixante-dix ans. (*Note de l'auteur.*)

(3) 1825.

une lettre d'un style assez ferme et qu'il ne méritait pas, s'est cassé la tête d'un coup de pistolet. On a retrouvé un billet de sa main, portant : « Je ne conseille à aucun de mes amis d'entrer au service d'un roi qui exige de ses ministres au delà de leurs forces et de leur probité. »

En septembre 1790, le comte d'Esterno mourut des suites d'une morsure que lui avait faite, à la main droite, un petit écureuil familier. Il fut remplacé par le marquis de Moustier, mestre de camp, qui a été le dernier ministre de Louis XVI à Berlin. Il arrivait dans un temps difficile.

A partir de ce moment, je me bornerai à un résumé succinct de certains extraits des archives de la légation de France.

Décembre 1790. — Le prince de Gonzague (1), qui se trouve à Berlin pour demander au roi de Prusse son appui contre l'Empereur « afin de pouvoir disputer l'Italie à la maison d'Autriche », battit sa f mme, au mois d'avril. De là, plainte à Frédéric-Guillaume II qui ne voulut point se mêler de ce différend conjugal; puis, plainte au ministre de France qui, bien que la princesse fût de Marseille (2), refusa d'intervenir. Plainte enfin au tribunal, qui vient de décider que « S. A. le Prince ne pourra dorénavant battre sa femme à peine de cent écus d'amende ».

Février 1791. — Disgrâce de M. de Bischofswerder, à qui le roi a défendu de paraître devant lui. Le favori disgracié a obtenu de son souverain que Sa Majesté elle-même visiterait ses papiers.

10 *mars*. — Rentré en grâce de M. de Bischofswerder.

On apprend à Berlin la nouvelle de l'arrestation à Paris du juif Ephraïm, que le roi de Prusse entretenait secrètement dans la capitale de la France, pour lui envoyer des bulletins des nouvelles courantes. Ce même juif avait été précédemment envoyé dans le Brabant, lors de la révolution des Pays-Bas. A Paris, il chercha à exercer quelque influence sur les journalistes; il répandit beaucoup d'argent et tint, en plusieurs circonstances, des propos atroces sur la personne de la reine Marie-Antoinette.

Juin. — On apprend à Berlin le départ de la famille royale de France pour Varennes, dans la nuit du 20 au 21. Cette nouvelle produit une profonde sensation.

Août. — Annonce du mariage prochain de la princesse Frédé-

(1) Aloïs III de Gonzague-Castiglioni, dernier des Gonzague (ou Gonzaga).

(2) Elle était née marquise de Rangoni.

rique, fille du premier lit du roi de Prusse, avec le second fils du roi d'Angleterre, le duc d'York, qui se trouve incognito à Berlin depuis trois mois (1).

A la suite du décret d'avril de l'Assemblée nationale, qui abolit les livrées, le roi Louis XVI fait savoir à ses ministres à l'étranger qu'ils pourront cependant continuer à faire porter sa livrée à leurs gens.

27 *août.* — « Sur les désirs et représentation de Monsieur frère du roi de France, et de M. le comte d'Artois », une convention est signée à Pillnitz, entre le roi de Prusse et Léopold II « pour employer, conjointement, les moyens les plus efficaces pour mettre le roi de France en état d'affermir, dans la plus grande liberté, les bases d'un gouvernement monarchique, également convenables aux droits des souverains et au bien-être de la nation ».

19 *septembre.* — Lettre du roi de France pour faire connaître qu'il a accepté la Constitution présentée par l'Assemblée constituante.

Février 1792. — Le roi de Prusse est persuadé que M. de Ségur, arrivé récemment ici, n'a été envoyé à Berlin que pour y fomenter une révolution semblable à celle qui éclate en France en ce moment (2).

De fausses instructions, dont les ennemis personnels de M. de Ségur ont envoyé des copies à Frédéric-Guillaume II, comme étant celles dont cet envoyé français est porteur, ont indisposé et prévenu le roi de Prusse contre le comte de Ségur. Il a été interdit aux membres de la famille royale de voir et de parler à ce gentilhomme, une fois les audiences de rigueur accordées. Chez le prince Ferdinand, il y a eu un grand dîner où ont été invités tous les ministres étrangers : le comte de Ségur a été le seul excepté. Le prince Ferdinand lui a fait faire en secret des excuses exprimant « qu'il n'avait pu l'inviter, mais qu'il ne partageait nullement « les sentiments du Roi ». Ce que Frédéric-Guillaume II ne pardonne pas au comte de Ségur, ce sont certains bons mots que l'on prétend avoir été dit sur sa personne par l'envoyé français, pendant son séjour en Russie.

(1) Le duc d'York était à Berlin depuis le mois de mai, dans le projet, croyait-on, de servir dans l'armée prussienne, en cas de la guerre qu'on supposait imminente entre la Prusse et la Russie.

(2) Louis-Philippe de Ségur d'Aguesseau, fils aîné du maréchal. Ancien ministre de France en Russie, où il avait conclu en 1787 un traité de commerce avantageux pour la France, et avait accompagné Catherine II dans son célèbre voyage de Crimée, le comte de Ségur avait été en effet envoyé en mission à Berlin, en décembre 1791, dans le but de retarder la guerre franco-prussienne. Malgré beaucoup d'obstacles, il réussit dans sa mission : la guerre n'éclata qu'en juin 1792. (*Note de l'auteur.*)

Au printemps de cette année 1792, l'Assemblée législative nomma un successeur au marquis de Moustier. Pendant son court séjour à Berlin, M. de Custine, cet élu des jacobins, ne déploya point le caractère de ministre plénipotentiaire dont il avait la commission. Un jour, au moment où il se disposait à se rendre à Rheinsberg, chez le prince Henry de Prusse, un chambellan de Frédéric-Guillaume, M. de Schullenburg, vint avertir le chargé d'affaires de France que l'on avait résolu de le tenir confiné à Berlin.

Durant les trois années que dura la guerre entre la France et la Prusse (1), il n'y eut point, naturellement, de ministre français à Berlin et le premier successeur de M. de Custine, le sieur Caillard, n'arriva à son poste que le 28 vendémiaire de l'an IV, soit le 20 octobre 1795. La correspondance de ce ministre de la République, correspondance dont je donnerai, *résumés*, quelques extraits, montre que les ambassadeurs des monarchies ne sont pas les seuls à se complaire dans les récits scandaleux.

Juillet 1796. — Le motif du voyage que vient d'entreprendre à Pyrmont le roi de Prusse, sous le nom de comte de Hohenstein, est d'acheter au prince de Waldeck sa principauté, pour la donner à la jeune comtesse de Lamarck, fille naturelle qu'il a eue de Mme Ritz, créée comtesse de Lichtenau. Le Roi aime beaucoup la comtesse de Lamarck, belle jeune fille, en âge de se marier, et à laquelle il voudrait procurer un brillant établissement (2). Les compagnons de voyage du Roi sont : M. de Bischofswerder, M. Ritz, la comtesse de Lichtenau et la danseuse Schulzki, grosse, en ce moment, des œuvres de S. M. prussienne. C'est « en ce brillant cortège » que le roi de Prusse n'a pas rougi de se montrer devant le prince royal de Danemark et d'autres personnages distingués, alors en résidence à Pyrmont.

A son retour d'Italie, cette dame Ritz, que Frédéric-Guillaume a fait comtesse de Lichtenau, afin qu'elle pût être présentée à la

(1) Juin 1792 à avril 1795.

(2) J'ai dit plus haut, qu'après plusieurs veuvages et divorces, cette jeune et belle comtesse avait épousé un capitaine de cavalerie française, que j'ai beaucoup connu, M. Thierry (de Lamarck) auquel, à cette occasion, Frédéric-Guillaume II envoya l'ordre de l'Aigle rouge de la deuxième classe. (*Note de l'auteur.*)

Cour de Naples, trouva son mari, vivant avec une concubine nommée Baranius, femme pour laquelle Ritz, trésorier de la cassette particulière du Roi, faisait de grandes dépenses. Le sieur Ritz voulut épouser « la Baranius », bien qu'il ne pût douter que le Roi l'eût possédée plusieurs fois. Il chercha, en conséquence, à faire rompre son mariage. Le roi de Prusse intervint. La Baranius, avec laquelle, quinze jours plutôt, il se livrait à des orgies nocturnes, fut exilée à 30 lieues de Berlin.

Août. — On pensait en Prusse que, pour replacer la Pologne au rang des puissances, il aurait fallu en donner la couronne au prince Louis-Ferdinand, fils du prince Ferdinand et neveu du roi Frédéric-Guillaume, jeune homme qui semblait être né et fait tout exprès pour la nation polonaise. Ce prince Louis-Ferdinand est bouillant d'ardeur et de courage, plein d'espoir et de franchise, affable et généreux, grand, bien fait, d'une belle figure, réunissant enfin cet ensemble de qualités extérieures qui influent beaucoup plus qu'on ne pense sur les déterminations des hommes, lorsqu'ils sont rassemblés pour discuter les plus grands intérêts.

Le prince Louis de Prusse, dont parle ici M. Caillard, a été tué le 9 octobre 1806 à Saalfeld, où il fut percé de neuf blessures. Il commandait, comme lieutenant-général, un corps de 8,000 hommes et attaqua l'armée française, malgré la défense du duc de Brunswick, généralissime. Il a laissé une fille naturelle (1), qui est élevée chez la princesse Louise, sœur du prince Louis et femme du prince Antoine Radziwill. C'est une charmante jeune fille que la princesse Louise Radziwill aime beaucoup.

Décembre. — Le désespoir de Ritz continuant toujours, sa maîtresse Baranius gagne du terrain chaque jour. Elle est venue à Berlin et à Potzdam. La comtesse de Lichtenau ne consent à la rupture de son mariage, qu'à la condition qu'elle sera présentée à la Reine et ira à la Cour. La Reine s'y est d'abord refusée; le Roi a insisté et a promis de payer les dettes de sa femme si celle-ci consent. Alors la Reine « prise par son faible », a acquiescé. La présentation de la comtesse de Lichtenau est le pendant de celle de Mme du Barry.

Décembre. — Le marquis de Moustier, jadis ministre de France

(1) En outre de cette Blanche de Wildenbourg qui est mariée depuis longtemps, le prince Louis de Prusse a laissé un fils portant le même nom qui est actuellement consul général de Prusse en Syrie. (*Note de* 1844.)

à Berlin, y revient comme émigré. Il est sans ressources. Le roi de Prusse lui a donné une petite propriété à la campagne et lui a envoyé, peu de temps après, 2,000 écus que le marquis a longtemps hésité à accepter, par excès de délicatesse.

Janvier 1797. — On annonce dans l'état du roi de Prusse les approches de l'hydropisie. Peut-être consentirait-il à suivre un certain régime, mais il n'en sera point de même pour l'abandon qu'on voudrait qu'il fît d'une nouvelle petite intrigue qu'il arrange. La jeune personne qui en est l'objet est la fille d'un jardinier « très jeune, très fraîche et très jolie ».

Mars. — M. de Boufflers, émigré, ne porte, ni la croix de Saint-Louis, ni la croix de Malte.

6 *mai.* — Ce « 17 floréal an V », M. Caillard, écrivant au ministre des affaires étrangères à Paris, écrit *Buonaparte*, pour parler du jeune général de l'armée d'Italie. De même, le 4 prairial (23 mai).

A cette époque, M. Caillard demande et *obtient* du gouvernement prussien, que les émigrés français soient obligés de renoncer au port de la décoration de Saint-Louis, qu'ils auraient reçue du Prétendant.

Dans une soirée, chez la reine de Prusse, devant faire, avec la princesse de Gonzague et Mlle d'Eichstadt, une partie qu'il avait acceptée sans connaître le nom du quatrième joueur, M. Caillard, quand il sut que celui-ci était M. de La Trollière, émigré français, prit Mlle d'Eichstadt à part, pour lui faire observer que le ministre de la République française ne pouvait jouer avec un émigré français. La partie fut rompue.

Juin. — Le prince Henry de Prusse a tenu au ministre de France les propos suivants :

« Le prince royal n'a pas les formes extérieures pour lui. Il est un peu sauvage, ne s'énonce point avec grâce et facilité, et manque d'instruction dans presque tout ce qui est étranger à la science militaire. Il a, dans le caractère, une certaine sévérité que l'on serait quelquefois tenté de prendre pour de la rudesse et de la brusquerie; mais, dans un homme destiné à gouverner les autres, les formes extérieures ne sont rien quand l'intérieur est réellement bon (1). Or, chez le prince royal, l'intérieur est excellent. Le brillant

(1) Le prince Henry de Prusse n'avait-il pas tort?... Les formes exté-

de l'esprit est remplacé chez lui par beaucoup de bon sens. Son apparence de sévérité tient à un grand esprit de justice, d'ordre et d'économie. Il a le bonheur de connaître qu'il pèche du côté de l'instruction, et ne se fait aucune illusion sur ce point. Cependant, il ne faut pas croire qu'il se livre inconsidérément à l'opinion de ceux qui l'entourent. Il veut être éclairé et persuadé auparavant, et il ne se décide que sur de bonnes raisons, et après avoir épuisé toutes les objections qui se présentent à son esprit. C'est ainsi que j'ai fixé son opinion qui flottait entre la France et la Russie, et paraissait, dans les commencements, incliner plutôt vers la dernière. Il a fallu l'attaquer dans toutes les règles, balancer les avantages et les inconvénients, prévoir les cas, et indiquer, dans tous, les ressources et les raisons; et ce n'est, qu'après des raisonnements clairs et démonstratifs, qu'enfin il m'a dit : « A présent, mon cher oncle, je vois que vous avez entièrement raison. Je vous remercie de m'avoir éclairé, et me voilà convaincu avec vous que rien ne peut être plus avantageux à la Prusse que l'alliance avec la France. » Son aide de camp, M. de Kœkritz, qu'il met dans tous ses secrets, est un honnête homme et un homme vertueux. La princesse royale (1) est un ange, un modèle de douceur et de raison. Le prince royal déteste les *Illuminés* (2).

Tout ce que le prince Henry de Prusse dit ici de son neveu, devenu Frédéric-Guillaume III, actuellement régnant (1825), ne pourrait-il s'appliquer à Mgr le duc d'Angoulême, à l'exception peut-être des manières qui, quoique dénuées de grâce réelle chez le fils de Charles X, sont cependant plus polies?... En effet, ce que MM. de Martignac et Portal m'ont dit, il y a peu de temps, de ce prince, en ce qui concerne l'instruction, le bon sens qui y supplée quelquefois, le besoin d'être persuadé avant de céder à l'opinion de ceux qui l'entourent, me fait

rieures ne sont-elles donc rien chez un homme qui gouverne et commande?... (*Note de l'auteur*, 1825.)

(1) La princesse Louise de Mecklembourg-Strelitz, mariée au prince royal de Prusse, le 24 décembre 1793.

(2) Les principaux adeptes de la société des *Illuminés*, fondée en 1776 par le Bavarois Adam Weishaupt, formèrent en 1785 une nouvelle coalition en Allemagne sous le nom d'*Union germanique*. Les membres de cette union germanique, communément désignés sous le nom d' « Illuminés », jetèrent les premiers fondements de la propagande européenne qui servit avec tant de zèle les intérêts de notre révolution et cherchèrent pour la cause de la révolution des moyens d'action sur tous les gouvernements européens.

trouver — la réserve précédente faite — le portrait comme pouvant être d'une façon *frappante*, celui du duc d'Angoulême. Nous verrons un jour ce prince à la rude besogne de Roi. Comment s'en tirera-t-il? (1)...

16 *novembre*. — Mort de Frédéric-Guillaume II à Potzdam, à 9 heures du matin. Le roi de Prusse est mort, sans avoir vu aucun membre de sa famille, et n'étant entouré et servi que par le sieur Ritz, la comtesse de Lichtenau, Saint-Ignon Dammartin, émigré brabançon, instituteur du fils de la ci-devant comtesse, Mme de Nadaillac, émigrée française, M. de Saint-Patern, émigré français, et l'abbé de Broglio. Ce dernier, par la cour assidue qu'il a faite, dit-on, à « la Schulzki », espérait obtenir des bénéfices de la libéralité de Frédéric-Guillaume II.

Novembre. — Après le décès de Frédéric-Guillaume, Ritz, la comtesse de Lichtenau, Saint-Ignon et la danseuse Schulzki ont été arrêtés. Celle-ci, ayant servi le feu Roi avec un zèle extrême et tendresse « de sœur », pendant sa maladie, inspire de la pitié au peuple, dont toute la colère retombe sur la comtesse de Lichtenau.

Je n'ai pas cru pouvoir continuer à prendre des notes sur les temps plus rapprochés de nous. Peut-être aurais-je eu des faits plus intéressants à consigner que ces petites intrigues d'intérieur. J'ai extrait ce qui m'a paru le plus intéressant dans la correspondance officielle, depuis les dernières années du règne de Frédéric II jusqu'à la mort de son successeur.

Ici, je dois ouvrir une parenthèse. Si jamais ces notes ont des lecteurs, ils ne manqueront pas de me taxer d'indiscrétion. A ce propos, je ferai la déclaration suivante. J'ai copié ces extraits *sans hésitation*, parce que j'ai pensé avec raison que toute la correspondance se rattachant à la haute politique du moment n'a pas été abandonnée à Berlin, où l'on n'a sans doute laissé dans les archives de la légation, que ce qui pouvait y rester sans inconvénient. Mais j'ai dû apporter plus de scrupule en ce qui concerne le règne du roi actuel et les affaires politiques du dix-neuvième siècle. Les archives

(1) En vérité, à l'époque à laquelle j'écrivais ceci, personne n'aurait pu croire que, cinq ans plus tard, le duc d'Angoulême quitterait la France pour ne plus y revenir. (*Note de* 1844.)

sont un dépôt public où, sans autorisation préalable, je ne me serais jamais permis de puiser sur tout ce qui touche aux négociations, aux instructions, à la correspondance officielle chiffrée, etc...

Je vais citer encore quelques détails ou anecdotes que m'ont fournies les archives de la légation de France à Berlin, mais qui ne se rattachent point à la politique du gouvernement.

Plusieurs fois j'ai entendu faire l'éloge de l'ex-abbé Sieyès, et dire, entre autres choses, qu'il avait rempli avec habileté sa mission diplomatique à Berlin, où il séjourna en 1798 et 1799. Je ne partage point cet avis; le *citoyen* Sieyès, représentant de la République française en Prusse, ne m'a semblé préoccupé que d'exagérer son républicanisme et de faire oublier — ou se faire pardonner — par ses compatriotes au pouvoir son ancien costume de prêtre. Il a surtout laissé à Berlin une réputation de ridicule. L'ex-abbé n'a pas laissé *une seule* dépêche. Il se bornait à envoyer des bulletins de nouvelles. Je n'ai trouvé *de sa main*, que la minute, bien surchargée, bien raturée, bien péniblement alignée — car il cherchait une pointe, un bon mot pour finir — d'un billet de quelques lignes, par lequel il remerciait le maréchal de Kalkreuth d'une corbeille de raisin que celui-ci lui avait adressée. Ce raisin devait sortir d'une serre et être insuffisamment mûr, car voici ce qu'écrivait Sieyès : « Libre, au soleil, il eût atteint la perfection de la maturité en France, car la liberté est nécessaire aux plantes comme aux hommes »!... Voilà la pointe *républicainement* aimable, mais boursouflée, sur laquelle s'était évertué l'ancien abbé (1)!

Le comte de Néal (2) m'a rapporté, qu'à la suite d'une visite officielle que lui avait faite le citoyen Sieyès, ministre de France, celui-ci s'était beaucoup formalisé d'un cri de : « Vive le Roi », que le perroquet du comte fit entendre, à

(1) J'ai donné ce billet à M. Feuillet de Conches, des affaires étrangères. (*Note de* 1826.)

(2) Je ne sais quelle était la situation officielle du comte de Néal, du temps de Sieyès. A mon arrivée à Berlin, en 1816, le comte de Néal avait les fonctions de grand échanson à la cour de Prusse. (*Note de* 1826.)

l'entrée de l'ex-abbé, qui crut qu'on avait eu l'intention de faire rire à ses dépens.

J'ai vu une dépêche de l'année 1798, de M. de Talleyrand, alors ministre des relations extérieures, par laquelle il donnait l'ordre à M. Sieyès, de tâcher de faire arrêter le Prétendant qui, à cette époque, tenait sa Cour dans une petite ville de Basse-Saxe, nommée Blankenburg (1), qu'il quitta, le 13 février de cette année 1798, pour se rendre à Mittau. Et M. de Talleyrand est devenu ministre, grand chambellan, de ce même prince qu'il avait donné l'ordre de faire arrêter!... Voilà ce que font les révolutions! Mais n'existe-t-il pas un fait plus étonnant!... Le *citoyen* Fouché, qui a voté la mort du roi Louis XVI, devenu, lui, le fier républicain, duc d'Otrante, et, après la chute du grand homme qui l'avait fait duc et qu'il a *aidé* à faire tomber, ministre à portefeuille du Roi, frère de Louis XVI !... J'ai trente ans à peine, et, depuis plusieurs années, j'ai vu ces incroyables choses. Quand je serai à la fin de ma carrière, je penserai, moi aussi sans doute, comme ces vieillards qui disent qu' « en ce monde, il ne faut s'étonner de rien (2). »

Le général de Beurnonville, qui succéda à Berlin à l'ex-abbé Sieyès, y remplit, à la satisfaction du gouvernement français, les missions les plus importantes (3). Il avait, parmi ses secrétaires de légation, un certain M. Bignon. Celui-ci, qui était d'un caractère difficile, vivait fort mal avec son chef, qui le pria, un jour, de ne plus paraître à sa table. — « Citoyen ministre, répondit le sieur Bignon, ce que vous

(1) C'est à Blankenburg que le Roi, étant à sa fenêtre, reçut une balle qui lui effleura les cheveux : « Quelques lignes plus bas, dit-il, avec beaucoup de sang-froid, et le roi de France s'appelait Charles X. »

(2) Combien cette pensée est vraie! Que de volte-face inattendues, que de choses étonnantes n'ai-je pas vues depuis que j'écrivais ces lignes!... Et je viens de lire les *Mémoires d'outre-tombe !* N'est-ce pas à douter de tout?... (*Note de* 1851.)

(3) Comme ministre de France à Berlin, le général de Beurnonville a attaché son nom au rapprochement entre le Tsar et le Premier Consul, rapprochement opéré sous les auspices du baron d'Haugwitz, et à la convention du 24 mai 1802, qui régla avec la Prusse les conditions de la renonciation de la maison de Nassau-Orange au stathoudérat de Hollande.

appelez « votre table » est la table de la République. J'ai le droit de m'y asseoir et vous n'avez pas celui de me l'interdire. » — Cette difficulté fut portée à Paris. M. Bignon reçut l'ordre de ne plus dîner chez le ministre de France, puisque celui-ci s'y opposait, et il lui fut alloué, à lui Bignon, en sus de ses appointements, une indemnité de table, sur laquelle ce bon républicain devenu quelques années plus tard zélé bonapartiste, comme tant d'autres de son espèce, se vantait d'économiser les trois quarts.

Lorsque Beurnonville quitta Berlin, M. Bignon y resta comme chargé d'affaires, durant les années 1802 et 1803. En lisant la correspondance de M. Bignon, il serait difficile de se persuader qu'elle est celle d'un homme, devenu un écrivain distingué (1). Que de pensées communes, que d'images boursouflées!... C'est ainsi, par exemple, qu'en annonçant l'arrivée à Berlin d'un prince de la famille impériale de Russie, voyageant sous la direction d'un gouverneur, le ministre de France parle de « Mentor », puis du « Jeune Télémaque », qui court le monde, « mais le portefeuille garni de lettres de change beaucoup meilleures que celles qu'auraient pu signer les banquiers d'Ithaque. »

Sans cesse, M. Bignon insiste pour obtenir des gratifications, sous les prétextes les plus inattendus. Une fois, à l'occasion d'un quadrille à la Cour, où il avait paru dans je ne sais quel costume, le ministre de France réclama de son gouvernement le remboursement du prix de son costume : « car, disait-il, c'est en ma qualité de chargé d'affaires que j'ai été désigné par la Cour, pour faire partie de ce quadrille, et ce n'est pas à M. Bignon à en supporter la dépense. »

M. Bignon eut pour successeur un diplomate de la vieille école, homme d'expérience et de haute valeur, le comte de

(1) Entre autres ouvrages de M. Bignon, on peut citer : *Coup d'œil sur les démêlés des cours de Bavière et de Bade* (1818); *Des proscriptions* (1820); *Congrès de Troppau* (1820); *Les Cabinets et les Peuples* (1822). Mais le plus beau titre de gloire de M. Bignon, comme écrivain, est d'avoir été désigné par le testament de Napoléon pour écrire l'histoire de la diplomatie française depuis le 18 Brumaire. (*Note de l'éditeur.*)

La Forest, qui fut ministre de France jusqu'au moment où éclata la guerre de 1806. La correspondance de M. de La Forest est du plus grand intérêt. Instructive, utile pour l'histoire, elle révèle un homme de bien et de conscience (1). A l'époque où le malheureux duc d'Enghien fut arrêté, puis fusillé dans les fossés de Vincennes, ce ne fut pas une fois, mais jusqu'à trois fois, que le comte de La Forest insista dans ses dépêches pour blâmer ce fait, comme un crime inutile qui ternissait la gloire du Premier Consul. Sa dépêche du 6 avril 1804 disait, entre autres choses, ceci : « ... Des personnages de Berlin prétendent que le Premier Consul, en sacrifiant le duc d'Enghien, a voulu prouver aux révolutionnaires qu'il faisait toujours cause commune avec eux, ce qui induit à conclure qu'il se défie de la masse de la nation... » Cette dépêche fit grande impression sur M. le vicomte de Chateaubriand, pendant son séjour à l'ambassade de Berlin, en 1820 : « Vous savez, messieurs, dit-il un jour à Flavigny et à moi, que je n'aime pas beaucoup *le citoyen La Forest.* Eh bien! Je dois vous dire que ses lettres au ministre, lors de *l'assassinat de M. le duc d'Enghien,* sont dignes d'admiration. Elles dénotent d'autant plus de courage, qu'à ce moment elles ne pouvaient que lui nuire. *Le citoyen La Forest* a accompli là une belle action (2). »

Partout et dans toutes les circonstances, la correspondance du comte de La Forest a de la dignité et annonce de l'élévation d'âme. Ceci dit, comment ne pas s'étonner de puérilités comme celle que m'a racontée M. de Rayneval? Le comte de La Forest, se promenant dans son cabinet de travail, dictait un billet, libellé à la troisième personne, à M. de Saint-Mars, son secrétaire : « ... Le comte de La Forest a l'honneur... » Tout à coup, le ministre de France s'aperçoit que Saint-Mars a écrit : *Le comte La Forest.* « Comment,

(1) Cf. *Correspondance du comte de La Forest,* par Geoffroy DE GRANDMAISON.

(2) Dans ses *Mémoires d'outre-tombe* (édition Biré, t. III), Chateaubriand insiste avec éloge sur cet acte courageux de celui qu'il appelle avec affectation : « Le citoyen La Forest. » (*Note de l'éditeur.*)

monsieur, s'écrie le ministre avec colère, suis-je donc *une forêt?*... Ai-je l'air d'*une forêt?*... *De* La Forest, monsieur, *De* La Forest. Voilà ce qu'il faut écrire... » Quels bons et joyeux éclats de rire poussait cet excellent M. de Rayneval, en me racontant cette petite susceptibilité de M. de La Forest!

Le comte de La Forest a donné sa fille en mariage (1) au marquis de Moustier, fils de l'ancien ministre du roi Louis XVI à Berlin. On m'a assuré que, sa belle-mère lui proposant avec une grande obligeance, de regarder sa maison comme la sienne propre, et, sans scrupule, d'y amener ses amis, reçut pour réponse :

— Ah! madame, mes amis sont d'une catégorie de gens à ne pas aller ainsi chez tout le monde.

— Eh quoi, monsieur, avec de pareils sentiments, comment se fait-il que vous ayez recherché la main de ma fille?

— Madame, en épousant Mlle de La Forest, je lui ai donné le baptême d'un autre nom (2).

Est-il réponse plus impertinente, si, en effet, elle a été faite?... Et, pour ceux qui connaissent l'infatuation que M. de Moustier a de sa noblesse, elle est croyable. La seule fois que j'ai vu ce personnage, il osait raconter devant une vingtaine d'auditeurs que le plus grand honneur du comte de La Forest était d'avoir donné sa fille à un descendant de cette famille si ancienne et si illustre qu'on dit d'elle : « Moustier sera maulgré le Sarrazin » (3). Un tel fait de vanité ne laisse-t-il pas tout supposer?...

En plus de ce ridicule, M. de Moustier a à son actif bien des actes peu admirables. N'a-t-il pas, étant commissaire impérial

(1) 24 février 1808.

(2) Cette réponse pourrait laisser supposer que le comte de La Forest était sans naissance. Il n'en est rien. Sans pouvoir assurer que, comme il le prétend volontiers, il appartient à la même famille que le cardinal de La Forest, le fameux chancelier du roi Jean le Bon, il est certain que le comte de La Forest descend d'une famille noble du Limousin. Il est né à Aire-en-Artois, où son père, chevalier de Saint-Louis et capitaine-major au régiment de la Reine-Infanterie, tenait garnison lors de la naissance de son fils, en 1756. La comtesse de La Forest qui, depuis quelque temps, vit séparée de son mari, est née Le Cuiller de Beaumanoir. (*Note de l'auteur.*)

(3) Telle est en effet la devise des Moustier. (*Note de l'auteur.*)

à Berlin et à Dresde, en 1807 et 1808, obligé son propre père, le vénérable marquis de Moustier, émigré paisible, à quitter ces deux villes, précipitamment et sans ressources?... Sans doute, par son zèle sans bornes, M. de Moustier a-t-il voulu faire oublier à Napoléon l'aide de camp de Frotté (1)?... Pendant qu'il était chargé par intérim du ministère des affaires étrangères (2), ce même M. de Moustier n'a-t-il pas profité de cet instant de pouvoir, pour destituer brutalement ses deux secrétaires de Berne, avec lesquels il n'avait pas su vivre, parce qu'il lui est impossible de vivre avec qui que ce soit?... MM. de Failly et Adolphe de Bourqueney n'ont eu d'autres torts que celui de ne pas vouloir se brouiller avec toute la société de Berne, comme leur chef l'avait fait. C'est encore durant cet intérim au ministère, que cet étonnant M. de Moustier s'est fait remettre par un sous-chef de division, M. Guérard, — qui a accompli là une mauvaise action, — des notes sur le compte de chacun des employés du département des affaires étrangères. Ces notes, le sous-chef, pour plaire au maître du moment, les a établies avec force détails : moralité, fortune, sentiments religieux, opinions politiques, etc. Le vindicatif M. de Moustier veut probablement porter un jour le fer et la torche parmi tous ces employés à modiques appointements. Je tiens ces derniers détails du vicomte de Chateaubriand qui, dans son passage au ministère des affaires étrangères, a trouvé les notes en question dans les papiers de son prédécesseur, et en a pris connaissance.

Le marquis de Moustier a un caractère tellement rancunier, qu'il a pris en haine le comte de Rumigny, parce que celui-ci qui, alors, était sous ses ordres à Stuttgard, entra par inadvertance dans la chambre de son chef et le surprit, se mettant du rouge!

M. de Moustier — et c'est justice — est payé de retour : il est universellement détesté. Ce qui ne gêne pas son avancement. On dit que le Roi va bientôt le désigner pour l'ambas-

(1) En 1798 ou 1799, je crois. (*Note de l'auteur.*)
(2) En 1824.

sade de Madrid (1). Il est vrai que ce grand homme appartient à la Congrégation et qu'il porte un cilice! Ah! Vous avez de la chance, monsieur de Moustier. Le bon renom de votre beau-père vous *aide*, et le Roi de France a vite oublié votre zèle bonapartiste, pour ne se souvenir que de vos sympathies royalistes d'autrefois.

(1) Le marquis de Moustier a été rappelé de l'ambassade de Madrid à la fin de l'année 1827, pour avoir, m'a dit M. de Rumigny, *mal compris ses instructions*. Depuis, il s'est lancé dans la politique. (*Note de* 1829.)

CHAPITRE VI

Frédéric-Guillaume III. — Le prince royal. — Le prince Charles. — Histoire de soldats français. — Le prince Guillaume, frère du roi. — Le duc Charles de Mecklembourg-Strélitz. — Le comte Edouard de Dillon. — Revue du corps diplomatique. — Quelques noms de la société berlinoise. — Comédies de salon. — A propos de jolies femmes.

Dresde, avril 1825.

Ce ne fut, selon l'usage, que lorsque l'hiver fut venu, que ma présentation au roi de Prusse, ainsi qu'aux princes et princesses de la famille royale, eût lieu. Toujours la famille royale s'est montrée bienveillante pour moi. Jamais, que ce fût dans un salon ou dans un théâtre, le roi Frédéric-Guillaume III n'est passé devant moi sans me faire l'honneur de m'adresser la parole. Son frère, le prince Guillaume; ses fils, le prince royal Frédéric-Guillaume et les princes Guillaume et Charles; son beau-frère, le duc Charles de Mecklembourg-Strélitz, se sont particulièrement montrés aimables pour moi.

Avant de parler de mon long séjour de sept années à Berlin qui, jusqu'à présent du moins, a été la période la plus heureuse de ma vie, je veux consacrer quelques lignes à chacun des membres de la famille royale dont, je le répète, les bontés pour moi ont été constantes. A tout seigneur, tout honneur. Je commencerai donc par le respectable roi de Prusse.

Né le 3 août 1770, marié le 24 décembre 1793 avec la princesse Louise-Auguste-Wilhelmine-Amélie de Mecklembourg-Strélitz, roi le 16 novembre 1797, à la mort de son scandaleux père, le roi de Prusse actuel est devenu veuf le 19 juillet 1810, et a épousé morganatiquement, le 9 novembre 1824, Mlle Auguste d'Harrach, qualifiée à cette occasion du titre et du nom de princesse de Liegnitz.

Depuis la mort de la reine Louise — à la suite d'un refroidissement pris dans une partie de chasse, où cette princesse, mouillée par un violent orage, ne put changer de vêtements — le roi Frédéric-Guillaume III est resté morose, et les malheurs que son royaume a éprouvés, de 1806 à 1814, ont dû, de leur côté, contribuer à entretenir sa mélancolie habituelle. Le corps de la reine Louise est déposé dans un petit temple élevé à sa mémoire, au milieu des jardins de Charlottembourg. Le caveau ne s'ouvre que pour le roi et ses enfants qui s'y rendent religieusement tous les 19 juillet. Dans la partie où le public est admis, se trouve une statue de la reine Louise, couchée sur son lit de mort, fort reconnaissable dans une femme endormie et admirablement belle. Cette œuvre d'art est due au sculpteur Rauch, qui a été l'un des serviteurs de la défunte Reine. Terminé seulement au début de l'année 1815, ce travail tomba entre les mains des corsaires barbaresques qui, pendant les Cent-Jours, s'emparèrent du bâtiment qui le portait et où était également embarqué le comte de Saint-Priest qui fut, on s'en souvient, notre prisonnier à Mézières, en 1814, et qui est actuellement (1825) ministre du Roi de France à Berlin (1).

Le souvenir de la reine Louise est resté vivace dans tous les cœurs prussiens. Elle était belle, elle était bonne, elle était la mère de magnifiques jeunes princes et la femme dévouée d'un roi vertueux et aimé de ses sujets. Si l'on joint à cela qu'elle était ardente patriote, voilà bien des raisons pour que la reine Louise fût adorée des Prussiens. Des bruits, méchamment répandus par les Français qui avaient trouvé ridicule — ce qui était peut-être une juste appréciation — qu'elle suivît en amazone le Roi son époux à l'armée, et le rôle qu'elle a joué, en faisant jurer l'empereur Alexandre et son mari,

(1) Le comte de Saint-Priest était ambassadeur du roi Charles X en Espagne — où il a reçu la grandesse et le titre de duc d'Almazan — lorsqu'éclata la révolution de 1830. Il a envoyé sa démission. Il était à bord du *Carlo-Alberto* qui a conduit Mme la duchesse du Berry en France, en 1832. Voir à ce sujet mon ouvrage sur *les Causes célèbres du droit maritime des nations*. (*Note de juin* 1853.)

sur le tombeau du grand Frédéric, de rester à jamais unis contre l'ennemi commun, Napoléon, ont eu pour but de faire croire que l'Empereur de Russie était son amant. Et sur quoi a-t-on appuyé ces bruits calomnieux?... Sur un billet de la main du Tsar, adressé à la reine Louise, pendant son séjour à Berlin, avant la guerre de 1806, billet dans lequel ce monarque disait avec quelque recherche de galanterie et de courtoisie « qu'il s'était empressé de faire tout droit à sa recommandation — en faveur d'un individu placé à sa Cour à lui — et qu'il était heureux de pouvoir avoir eu l'occasion de faire quelque chose d'agréable pour la plus belle reine du monde. » Et ce billet, auquel la reine Louise devait tenir fort peu, puisqu'il a été laissé dans le tiroir d'une table à ouvrage, et qu'il avait servi à envelopper de la soie et des perles pour des broderies, a cependant été l'origine d'une calomnie sur la vie si pure de cette belle princesse!

On dit que Frédéric-Guillaume III, pendant son séjour à Paris en 1814, a eu pour maîtresse une actrice des Variétés, Mlle Cuizot, piquante brune au regard libertin et aux mœurs faciles. Il est certain que le roi de Prusse a fait cadeau, à cette époque, à cette demoiselle Cuizot, d'un schall de cachemire de toute beauté. Ce schall a servi de texte à la plaisanterie suivante. Un dessin représentait l'actrice en vivandière portant, jeté sur son col, un de ces fichus de soie sur lesquels on imprimait des batailles. Un couplet que chantait la vivandière sur les *personnages* qui lui couvraient les épaules ou qui pendaient sur son sein, finissait par ces mots qui rappelaient le don fait par Frédéric-Guillaume III :

Oui, vieux grognard, n'est-ce pas drôle,
Quand je te verse ma liqueur,
Je port' les Français sur mon cœur,
Et le roi de Pruss' sur mon épaule.

La princesse de Liegnitz dont j'ai déjà prononcé le nom est la fille du comte Ferdinand-Joseph de Harrach et la nièce de Charles Borromée de Harrach, ce grand bienfaiteur de

l'humanité (1). C'est une jeune femme d'une grande timidité, d'une extrême douceur de caractère, fort agréable de figure. Jamais le roi de Prusse n'aura à lui faire un reproche, ni aucun prince de la famille royale à regretter ce mariage. Elle est sans prétentions et ne se targuera jamais d'être l'épouse du roi. Son mariage avec le Roi donna lieu à ce mauvais jeu de mots, que les enfants qui naîtraient de cette union seraient « de *sandaraque* ». (2)

Cette princesse n'est cependant pas la femme qu'il fallait à Frédéric-Guillaume III. A celui-ci, morose et ne parlant presque jamais, il eût fallu une femme gaie, spirituelle, et qui sût l'amuser, comme, par exemple, Mlle de Dillon, vive et jolie Française que j'ai pu admirer en 1816 à Berlin. Sans une intrigue de Cour, organisée par le prince de Sayn-Wittgenstein, ministre de la maison du Roi et son confident, pour écarter du trône une influence féminine sérieuse, la délicieuse Mlle de Dillon serait entrée dans la couche de Frédéric-Guillaume III, et l'on eût vu une Française mener le roi de Prusse. Ceci est de notoriété publique, tout comme l'histoire de Mlle Brandt de Brandtenstein, avenante Mecklembourgeoise, qui déjà avait failli devenir l'épouse morganatique du maussade monarque.

En 1816, le comte Edouard de Dillon, accompagné de sa femme et de sa fille, était passé par Berlin, se rendant à Dresde, où il venait d'être nommé ministre du roi Louis XVIII. Ce comte de Dillon était un bel homme, mais fort ridé. Avant la Révolution, il était colonel du régiment de Provence et gentilhomme de la chambre du comte d'Artois, et jouissait d'une telle réputation de beauté, qu'on ne le connaissait que sous le nom de « beau Dillon ». Pendant une réception que donna le marquis de Bonnay en l'honneur des Dillon, le che-

(1) Charles-Borromée de Harrach, reçu docteur, exerça premièrement la médecine et consacra toute sa fortune au soulagement des malheureux Par les soins dévoués qu'il donna pendant la campagne de 1809 aux malades et aux blessés de toute nationalité, il appela sur lui la bienveillance de Napoléon lui-même. (*Note de l'auteur.*)

(2) Ce mariage morganatique est resté stérile.

valier Rose (1) raconta, qu'une dizaine d'années auparavant, il avait entendu, à Londres, une de ses cousines demander au comte Edouard de Dillon, s'il était parent du gentilhomme que l'on nommait « le beau Dillon ». A cette cruelle question, le comte Edouard avait héroïquement répondu : « Oui, madame; mais je l'ai laissé en France. »

Voici encore sur « le beau Dillon » une anecdote que j'ai entendu conter ici même (Dresde) il y a peu de temps par le vieux comte de Salmour.

Un certain jour, avant la Révolution, le comte Edouard de Dillon assistait dans je ne sais quelle église, à un sermon d'un prédicateur à la mode. Appuyé, debout, contre l'un des pilastres, il remarque un homme qui, un carnet à la main, le regarde avec insistance. Intrigué, il s'en approche et lui demande d'un ton menaçant le motif qui le fait agir ainsi : « Monsieur le comte, répond l'homme, calmez-vous, je vous prie, et ne me trahissez pas. La duchesse de ... (et il lui nomme une des plus jolies personnes de la cour, d'une réputation intacte) m'a chargé de faire à la dérobée votre portrait... Je vous en prie, ne bougez pas... » Le beau comte, ne voulant pas rendre malheureuse la jolie duchesse qui brûle en secret pour lui, ni perdre un seul de ses avantages, se pose, se tient droit, s'occupe, en un mot, d'offrir à l'artiste le plus gracieux modèle...; et il ne s'aperçoit pas que, pendant ce temps-là, d'adroits filous, de connivence avec le dessinateur, lui enlèvent sa montre, coupent les boucles de diamant de ses jarretières, enlèvent même le riche nœud de la garde de son épée...

Le corps diplomatique ne voyait le Roi et la famille royale que pendant les quatre semaines du carnaval, et alors deux ou trois fois par semaine. Le Roi n'acceptait, d'ailleurs, d'assister à une fête offerte par un ambassadeur, que lorsqu'il se trouvait à Berlin un prince de la famille royale du pays représenté par ce ministre étranger. C'est ainsi, par exemple, que Frédéric-Guillaume III a plusieurs fois fait l'honneur

(1) Ministre d'Angleterre à Berlin.

au ministre d'Angleterre de paraître aux bals où se trouvait le duc de Cumberland. Par exception, j'ai vu cependant le Roi de Prusse paraître à la fête donnée par le baron de Perponcher, ministre des Pays-Bas, en l'honneur de la grande-duchesse Alexandra, épouse du grand-duc Nicolas de Russie (1).

Les plaisirs du carnaval étaient ouverts par un bal donné chez le Roi, le seul auquel le corps diplomatique était convié, à moins d'occasions extraordinaires, telles que des mariages de princes du sang. A ce bal unique, les secrétaires de légation et les étrangers que leur position sociale autorisait à aller à la Cour, étaient présentés au Roi et à la famille royale. Je me rappelle avoir eu cet honneur en 1817, en même temps que mon excellent ami, le prince Edouard Lubomirski (2), attaché à l'ambassade russe.

Je n'ai vu que quatre bals masqués chez le Roi. Les hommes qui ne faisaient pas partie des quadrilles costumés, portaient un domino par-dessus leur uniforme et tenaient sur la figure un masque qu'ils pouvaient retirer dans la grande salle appelée « salle blanche » ou encore « salle des chevaliers ». Les femmes restées en dehors des quadrilles, portaient une petite mantille de dentelle noire, d'une coupe spéciale, et une sorte de grande paire de lunettes garnies de tulle noir, formant un petit masque qu'on avait du reste le loisir de garder ou de retirer à volonté. Pour quelques-unes de ces dames, ces deux cercles noirs avaient quelque chose de très coquet et un je ne sais quoi qui plaisait beaucoup. La fraîche et délicieuse comtesse Elise de Bernstorff, notamment, ne perdait rien de sa beauté avec cette parure de bal masqué.

Le prince royal Frédéric-Guillaume (3), né le 15 octobre 1795, a épousé le 29 novembre 1823 la princesse Elisabeth de Bavière, sœur jumelle de la princesse Jean de Saxe. Il a eu pour gouverneur chargé de l'éducation classique, M. Ancillon, ministre calviniste; pour instructeur dans la stratégie, le

(1) Devenu empereur de Russie en décembre 1825.
(2) Tué en duel à Varsovie. (*Note de* 1843.)
(3) Devenu roi en 1840.

général de Clausewitz, et, pour gouverneur militaire, l'honnête comte de Lottum. Plus loin, j'aurai certainement l'occasion de parler en détail de ces trois personnages qui se sont tous les trois montrés fort capables de mener à bien leur mission.

Ce futur roi est fort instruit. Il connaît l'histoire à fond et est grand amateur des arts. Je ne crois pas qu'il ait autant de goût que son père pour les choses militaires. Il est vrai que tout ce qui touche à l'armée est devenu une marotte pour Frédéric-Guillaume III; les revues, les parades, les manœuvres, voilà ce qu'il aime. Le prince royal, dont la vue est fort mauvaise, doit nécessairement apprécier moins que son père tous ces jeux militaires.

D'un caractère fort gai, le prince royal aime dire des *pointes* et faire des jeux de mots, sans toutefois en abuser. On m'a raconté, qu'en 1816, un jour où, en famille, les princes et les princesses s'amusaient à résoudre quelques charades, énigmes ou questions facétieuses, le prince royal demanda : « Quel est le membre du corps ou la partie du corps humain qui a la plus grande force?... » L'un des auditeurs répond : « Le bras »; un autre : « les épaules »; celui-ci : « les reins. » Vous n'y êtes pas, repartit gaiement l'héritier du trône, c'est le nez. » « ??? » « Oui, car pendant dix ans, Napoléon a mené tous les rois par le nez, sans que cette partie lui restât dans la main. » Le Roi de Prusse qui était présent, ne trouva pas, dit-on, la plaisanterie de son goût.

Frédéric-Guillaume III, malgré son humeur morose, s'occupe beaucoup de l'Opéra, et *surtout* du corps de ballet. Il assiste fréquemment, en compagnie de son beau-frère, le duc Charles de Mecklembourg, aux répétitions des nouveaux ballets et traite généreusement toutes les danseuses. M. Ancillon m'a raconté à ce propos que, voyant un jour la princesse, sa femme, regardant avec attention dans la rue, le prince royal s'approcha d'elle et lui demanda ce qui pouvait attirer si longtemps ses regards :

— Voici un corbeau posé sur une barre de fer : il s'y tient

sur une seule jambe depuis cinq minutes au moins, et je m'étonnais de ce long équilibre.

— Chut! ma chère amie; ne dites pas cela aussi haut; car pour ce tour de force, *on* pourrait bien lui accorder une pension viagère.

Je connais peu le prince Guillaume, second fils du Roi. Né en 1797, il est fort instruit et s'occupe beaucoup de l'armée. Longtemps il a désiré épouser sa cousine, la princesse Elise Radziwill; mais le roi s'est opposé à cette union, à cause de la différence de religion (1).

Le prince Charles, troisième fils de Frédéric-Guillaume III, est né en 1801, et n'avait par conséquent que quinze ans, lorsque j'arrivai à Berlin. Il a eu comme gouverneur le général Menu de Minutoli. C'est en 1821 ou 1822 qu'il a été affranchi de cette tutelle, et, alors, son goût pour les plaisirs s'est révélé. Combien de fois est-il resté au bal après le départ de la cour?... Il venait prendre amicalement par le bras le prince Lubomirski, Flavigny ou moi, et gaiement nous courions ensemble le bal et les aventures.

Une fois, ce jeune prince me mit dans un réel embarras. C'était en 1821, pendant la grande fête de vingt-quatre heures donnée par M. d'Alopéus, ministre de Russie, au grand-duc Nicolas. Quelques jours auparavant, chez le jeune comte de Tauenzien (2), chacun des convives avait payé son écot par des anecdotes vraies ou fausses. Pour ma part, j'avais raconté une *blague* de soldats français que j'avais apprise à l'armée, pendant la campagne de 1814 : une conversation que l'on supposait avoir existé entre le roi de Prusse et Napoléon; une plaisanterie de bivouac. Le comte de Tauenzien en ayant parlé au prince Charles, celui-ci me voyant, interrompit brusquement l'aparté qu'il tenait avec une jolie blonde, et me dit :

(1) Le prince Guillaume n'a pu réaliser son rêve amoureux. Il s'est déterminé à épouser en 1829 la princesse Louise de Saxe-Weymar, sœur cadette de la p l ncesse Marie-Louise, femme du prince Charles de Prusse, depuis 1827. (*Note de l'auteur.*)

(2) Fils du lieutenant-général de Tauenzien.

— Mon cher chevalier, j'ai ouï parler d'une très comique conversation que les soldats français disent avoir eu lieu entre mon père et Napoléon. Je vous en prie, dites-la-moi.

— Monseigneur, en vérité, vous m'embarrassez beaucoup. Songez que des soldats, parlant d'un roi contre lequel ils font la guerre, se permettent des paroles un peu lestes... Comment oserais-je les répéter devant Votre Altesse Royale?...

— Mon cher Cussy, je vous promets le secret; et, d'ailleurs, ne pensez pas au fils du Roi, mais seulement au lieutenant Charles.

J'eus beau reculer, me défendre; le prince y mit une si grande insistance et tant de gaîté, que force me fut de céder. Il avait dix-neuf ans; je n'en avais pas vingt-cinq; je ne fus pas plus sage que lui et je commençai la narration faite par un vieux grenadier français, avec ton et gestes appropriés.

« J'étais en faction devant la tente de l'empereur Napoléon. Je vois venir à moi un *pékin :* beau linge, drap fin, bottes bien cirées, le chapeau brossé, mais avec une queue!... Non d'un nom!... Une queue qui lui dépassait le derrière de près de 6 pouces!... Il me dit qu'il veut parler à l'empereur Napoléon.

— A l'empereur Napoléon, cré nom d'un nom!... dis-je en mettant la main à mon chapeau.

— Je suis le roi de Prusse.

— Le Roi de Prusse, cré nom d'un nom!... Dis-je encore en mettant la main à mon chapeau...

« Car, voyez-vous, mes enfants, le grenadier français est né brave et troubadour; il est poli avec le beau sexe, il honore les rois ses ennemis, quand ce sont de braves gens, et même quand ils sont dans la *purée*... Voyant qu'il voulait entrer, je demande si l'on veut qu'il entre. On me dit qu'il entre. Je lui dis qu'il entre. Il entre... Quand il est entré, il se met à dire à l'empereur Napoléon :

« Grand homme! C'est donc toi qui viens en Prusse pour embêter mes peuples et pour porter tes prétentions jusque sur mon Berlin?...

« L'empereur Napoléon, peu charmé de ce langage, car le lapin était habitué à ce qu'on lui en f.t de plus aimables, — mais il faut excuser le roi de Prusse, mes enfants; il parlait dans une langue étrangère pour lui et ne pouvait s'exprimer en français aussi bien qu'un grenadier de la garde de l'Empereur — l'empereur Napoléon, comme je vous le disais, lui envoya ce petit discours bien senti :

« Roi de Prusse, pour ce qui est de ton Berlin, je n'en sais rien z'encore; mais pour ce qu'est de ta colonne de *Rossbache*, je compte la faire mettre c't'hiver sur ma cheminée, sous un bocal, d'peur des mouches.

« L'Roi de Prusse, voyant que ça se brouille, bat z'un six et file... Voilà, mes enfants, c'que j'ai vu et entendu, et vous pouvez le raconter à vos familles pour leur instruction. »

Le prince Charles rit beaucoup de cette narration militaire et me promit de nouveau qu'il n'en dirait rien à qui que ce fût. Je crois à la discrétion du prince; cependant la chose se sut en haut lieu. Le roi de Prusse se plaignit au chef de notre légation « des propos déplacés tenus par ses jeunes secrétaires » et il eut le mauvais goût de faire dire *officieusement* au comte de Caux (1) « qu'Iéna n'était qu'un accident et qu'un jour les Prussiens prendraient leur revanche ». Le comte de Caux m'expédia sur-le-champ chez le comte de Tauenzien que nous rendions responsable de l'indiscrétion commise et de ses conséquences. Je fis ce qu'il était convenu; je provoquai en duel le gentilhomme prussien et des témoins furent constitués (2). Mais l'affaire s'arrangea. Le prince Charles, coupant court aux questions d'étiquette, s'interposa : il alla en personne trouver le comte de Caux et lui certifia « que tout était de sa faute, à lui, que je n'avais dit que ce qu'il m'avait prié de dire, et que Rossbach comme Iéna, c'était de la vieille histoire ».

(1) Faisant l'intérim de ministre de France après le départ de M. de Chateaubriand.

(2) Mes témoins étaient le vicomte de Flavigny et le prince Edouard Lubomirski; ceux du comte Tauenzien : le comte de Blankensee, chambellan du roi de Prusse, et le colonel comte de Nostiz, aide de camp du roi de Prusse. (*Note de l'auteur.*)

Si je m'étais aligné cette fois avec le comte de Tauenzien, c'eût été mon troisième duel pour des faits analogues (1). Les Berlinois sont aimables, mais ils montrent beaucoup de susceptibilité pour tout ce qui se rapporte à l'époque de Napoléon.

L'aînée des princesses, la princesse Charlotte, née le 13 juillet 1798 et devenue, par son mariage avec le grand-duc Nicolas de Russie, le 13 juillet 1817, la grande-duchesse Alexandra-Féodorovna, est une délicate et ravissante personne, d'une beauté parfaite. De la défunte et admirable reine Louise, sa mère, et d'elle, on a pu dire avec raison : *Mater pulchra, filia pulchrior.* Le beau prince Nicolas, son mari, est, sans contredit, le plus bel homme de l'empire de Russie. Il est bienveillant et affectueux et s'est toujours montré aimable et bon pour moi, surtout pendant son séjour à Berlin, en 1821. Parmi les dames d'honneur de la suite de la grande-duchesse Alexandra se trouvait alors une délicieuse jeune fille, la comtesse Schouvaloff, qui a tourné plus d'une tête à Berlin.

La princesse Alexandrine, deuxième fille du roi de Prusse, est née en 1803 et a été mariée le 25 mai 1822 au prince Paul de Mecklembourg-Schwérin, qui est loin de passer pour un homme d'esprit et de moyens, au contraire. A la distribution de la « Jarretière », cérémonie dont je parlerai plus loin, je fus l'un des *élus.* Moins belle que sa sœur aînée, cette princesse est fort jolie, avec un teint éblouissant, une peau blanche et transparente et d'une admirable finesse. A l'époque de mon arrivée à Berlin, elle était trop jeune pour que les étrangers lui fussent présentés; de sorte que je ne la connaissais pas lorsque je l'aperçus, âgée de quinze ans à peine, mais déjà grande et formée, à un bal chez le vieux feld-maréchal comte

(1) C'eût été mon cinquième duel à Berlin. Avant 1821, j'en avais déjà eu deux pour suite de discussions patriotiques avec le comte de Brühl et le comte de Groote, et deux autres pour des motifs d'ordre particulier avec M. d'Engelhart, capitaine de cuirassiers, et M. de Kakochkine, attaché à l'ambassade de Russie. Ce dernier m'avait blessé d'un coup d'épée à l'œil droit. (*Note de l'auteur.*)

de Kalkreuth, gouverneur de Berlin. C'était, je crois, dans les premiers mois de l'année 1818. Etant si jeune, elle n'avait accompagné le Roi, son père, que par exception, et ne dansait pas. Ignorant qui elle était et qu'elle ne devait pas encore danser, je m'étonnais qu'une aussi belle personne fut restée sans cavalier. Dix fois, jeus l'idée de m'avancer pour solliciter l'honneur de danser l'*Ecossaise* avec cette ravissante jeune fille, et dix fois j'eus raison en ne le faisant pas. Alors, je n'étais pas rompu à l'étiquette de la Cour, qui n'autorise une princesse à partir au bras d'un danseur qu'à la condition que celui-ci ait reçu, par l'intermédiaire d'un chambellan de service, l'avis de la faveur que lui fait la princesse en le désignant pour son cavalier. Ce soir là, on aurait donc pris pour l'action d'un homme sans usage, ce qui n'eût été, cependant, que le fait d'un sentiment d'admiration, et, tout à la fois, d'indignation d'avoir vu une aussi belle jeune fille oubliée. Bien que la princesse de Mecklembourg soit, je le répète, moins belle que la grande-duchesse Nicolas, son physique est si avantageux, que la police a été obligée de s'emparer de plusieurs individus des classes secondaires de la société, rendus fous d'amour, au point d'aller passer des journées entières devant les fenêtres des appartements de cette princesse.

Les autres enfants de Frédéric-Guillaume III, le prince Albert et la jeune princesse Louise, n'étaient encore que des bambins lorsque j'ai quitté Berlin, et je ne vois, par conséquent, rien à en dire.

Le frère cadet du roi de Prusse, le prince Guillaume (1), est général de cavalerie, commandant les dragons de la garde. Ce prince, d'un physique avantageux, aux manières nobles et affables, est généralement aimé. Il a fait, en qualité de lieutenant-général, les campagnes de 1813 et 1814, et est considéré comme un chef d'un mérite supérieur. Après les événements politiques et militaires des années 1806 et 1807, si désastreuses pour la Prusse, Frédéric-Guillaume III envoya

(1) Né le 3 juillet 1783.

son frère Guillaume à Paris, pour tâcher d'obtenir de Napoléon des conditions plus favorables. Le roi de Prusse qui ne croit point à la vertu des femmes françaises (1), avait beaucoup compté sur les succès que pourraient obtenir, parmi les dames de la Cour impériale en mesure d'exercer quelque influence, l'agréable physique et les manières aimables et distinguées du prince Guillaume. L'espoir de Frédéric-Guillaume III fut déçu; son frère fut délaissé par les dames de la Cour impériale et assez mal reçu par Napoléon. Le prince Guillaume en a, dit-on, gardé de la rancune pour les femmes françaises, mais il n'a pas étendu son mauvais vouloir à nos compatriotes mâles, car, pendant la dernière guerre, il s'est montré fort humain à l'égard des malades et des blessés français. Ce prince est très patriote; il souffre beaucoup, et même plus encore que le Roi son frère, des revers de la Prusse sous Napoléon. Quand il en a l'occasion, il dénature tant soit peu l'histoire militaire de cette époque, et attribue à l'armée prussienne bien des succès qu'elle n'a pas eus. Lors d'un brillant bal qu'il donna à Berlin, et auquel était convié le corps diplomatique, je me souviens avoir vu chez lui un grand tableau où il est représenté, en général de cavalerie, chargeant à la tête de ses dragons l'armée française. Un complaisant *cicerone* se tenait toujours en faction près du tableau, pour renseigner les étrangers et apprendre aux ignorants, que ce tableau « historique » rappelait à la nation prussienne un des « nombreux » succès des armées de Frédéric-Guillaume III contre les troupes françaises! Innocente manie dont, souvent, nous avons bien ri à la légation.

Sa femme, la charmante princesse Amélie de Hesse-Hombourg, a la plus jolie et la plus petite bouche qu'il soit possible de voir, et a l'air de la trouver encore trop grande, parce

(1) La plupart des Allemands que j'ai rencontrés partagent cette manière de voir, mais je crois cette appréciation peu sincère et simplement un genre en quelque sorte « national ». Pour ma part, après toutes les scènes que j'ai vues et dans lesquelles j'ai parfois moi-même joué un rôle, soit à Berlin, à Dresde ou à Danzig, je suis convaincu que la vertu des Allemandes est plus fragile que celle de mes jolies compatriotes. (*Note de* 1847.)

qu'elle la pince un peu. On a raconté d'elle ce trait amusant. Un peintre devant lequel elle posait pour son portrait, voyant la peine que prenait la princesse pour rendre plus petite sa bouche si mignonne, lui dit : « Si Votre Altesse Royale me l'ordonne, je ne ferai qu'indiquer sa bouche par un point. »

Le duc Charles de Mecklembourg-Strélitz est beau-frère du Roi de Prusse et l'un des personnages les plus en faveur près de lui. Il commande la garde royale et est fort aimé des officiers de ce corps. Sans être un général de premier ordre, il passe pour entendre parfaitement le métier des armes. Il a fait les dernières campagnes, pendant lesquelles il a eu, disent les Prussiens — dont j'ai dit précédemment les erreurs volontaires en histoire militaire — plusieurs succès dans des affaires de cavalerie.

Le duc qui a succédé au prince de Hardenberg comme président du Conseil d'Etat, est très écouté par le Roi qui adopte souvent ses conseils. Ce prince a joui longtemps de la confiance entière et non partagée de Frédéric-Guillaume III; et, bien que le général de Witzleben, aide de camp général de Sa Majesté Prussienne, possède aujourd'hui l'oreille de son souverain, le duc Charles de Mecklembourg-Strélitz peut encore jouer un rôle important dans l'Etat.

J'ai dit plus haut, je crois, que ce prince aimait les danseuses de l'Opéra de Berlin et qu'il en était aimé. Il est aussi fort aimé à la cour qu'il anime par sa gaieté et son esprit. Souvent il donne au Roi des fêtes brillantes et offre à la société des représentations dramatiques en langue française, dans lesquelles il se charge toujours d'un rôle (1). C'est toujours à moi qu'il s'adressait pour de nouvelles pièces — comédies ou vaudevilles — que ce bon Désaugiers se faisait un

(1) Je dois à la vérité de dire que le duc Charles de Mecklembourg-Strélitz m'a toujours semblé vouloir remplir des rôles de comédie, surtout pour profiter du laisser-aller des coulisses et des répétitions, qui etablissaient nécessairement une certaine intimité entre « acteurs » et « actrices ». Ses rôles n'étaient jamais sus, et, notamment, à l'une des représentations données en 1821 par la duchesse de Cumberland pendant le séjour de M. de Chateaubriand, le duc Charles de Mecklembourg-Strélitz fut assez pitoyable dans son rôle du *Ci-devant jeune homme*. (*Note de l'auteur.*)

plaisir de nous expédier, avec force indications sur les détails des rôles; et, presque toujours aussi, je jouais la comédie avec le prince, soit chez le duc de Cumberland, soit chez Mme de Perponcher, soit chez lui-même.

Plus loin, quand l'occasion s'en présentera, je parlerai sans doute des autres princes de la famille royale de Prusse : le duc de Cumberland, le duc régnant de Mecklembourg-Strélitz et le prince de Hesse-Hombourg; et, pour l'instant, je continuerai mes notes, en passant en revue les membres du corps diplomatique avec lesquels je me suis trouvé en rapport durant mon séjour à Berlin.

France. — Le marquis de Bonnay, ministre; attachés : le comte Henry de Chastellux, le chevalier de Bourgoing, le vicomte de Flavigny. Puis successivement : M. le vicomte de Chateaubriand, ministre, et son secrétaire intime, M. Piorge; le comte de Caux, ministre par intérim; M. de Rayneval, ministre; attachés : MM. Adolphe Billecocq, de Montigny et du Manoir qui, un à un, avaient remplacé MM. de Chastellux, de Bourgoing et de Caux.

Grande-Bretagne. — L'ambassadeur, le chevalier Rose, était le chef d'une magnifique famille de douze enfants, s'habillant d'une façon toute particulière et constituant une curiosité de Berlin. Les plus jeunes des filles portaient des robes si décolletées et si courtes, qu'en voyant paraître, un jour, la dernière, dont le vêtement lui couvrait très peu le corps, Henry de Chastellux me dit : « S'il en vient encore une autre, on ne lui mettra plus qu'une feuille de vigne. »

La fille aînée avait épousé le premier secrétaire de la légation, sir Douglas; la seconde, Anna, d'une très grande beauté, mourut à Berlin. George, l'aîné des fils, savait, en notre compagnie, se départir du flegme britannique de rigueur chez son père. Il se destine à la carrière militaire et fera, à coup sûr, un des plus beaux officiers de Sa Majesté Britannique (1).

(1) En 1834, j'ai retrouvé à Dublin George Rose, alors marié à une charmante femme. Il servait dans le régiment de cavalerie commandé par le fils aîné de Walter Scott. (*Note de* 1843.)

Pays-Bas. — Le ministre, le général baron de Perponcher, a épousé Mlle de Reede, dont la mère, veuve, fut placée auprès de la princesse royale de Prusse, lors du mariage de celle-ci, en 1823. Le secrétaire de la légation était un gai et charmant garçon, le baron de Heckeren (1).

Danemark. — Les ministres furent successivement : le chevalier de Coopmans, le comte de Bernstorff et le comte de Rewentlow. En 1817, le chevalier de Coopmans changea de résidence et fut remplacé par le comte de Bernstorff, gentilhomme de manières parfaites et de relations agréables, à la tête d'une famille charmante d'union, de beauté et de bonté. En 1818, il passa au service de la Prusse et fut aussitôt nommé ministre des affaires étrangères. Son successeur, le comte de Rewentlow, a épousé une Schlippenbach, dame d'honneur de la duchesse de Cumberland.

Quand j'arrivai à Berlin en 1816, le secrétaire de la légation danoise était un certain comte de Moltke qui fut bientôt nommé grand bailli en Islande, et remplacé par le jeune comte de Rewentlow, neveu du comte de Bernstorff, ainsi que du successeur de celui-ci.

Suède. — Le baron de Taube, qui remplissait les fonctions de ministre, est bien l'homme le plus grave que j'ai rencontré dans ma vie. Les allures glacées de la baronne cadrent avec celles du ministre, et le chien favori de la baronne semble, lui-même, être en bois.

L'attaché, M. de Nordenfeld, détonne à la légation suédoise; car c'est un jeune homme gai et exubérant, avec, toutefois, des manières bien distinguées. M. de Nordenfeld a un réel talent pour croquer un portrait en caricature, et tous ses portraits sont d'une ressemblance réelle fort comique. Un soir, en petit comité, chez le marquis de Bonnay où se trouvait le ménage de Taube, mon chef pria M. de Nordenfeld d'exé-

(1) Le baron de Heckeren se convertit secrètement à la religion catholique en 1820 ou 1821. Plus tard, il a été ministre plénipotentiaire à Saint-Pétersbourg. C'est son fils adoptif qui, le 12 février 1837, eut le malheur de tuer en duel le grand poète russe Alexandre Pouschkine, son beau-frère. (*Note de* 1840.)

cuter les portraits caricatures des personnes présentes. Le portrait du baron de Taube nous parut à tous le plus réussi, et attira à l'auteur des félicitations méritées. Rien de plus comique que d'entendre le chœur des deux voix graves du raide baron et de la sévère baronne, disant à Olof de Nordenfeld, sur un ton uniforme, lugubre et traînant : « Olooof!... Olooof!... Olooof!... »

C'est à la même époque, — en 1818, si je me souviens bien, — que ce bon Nordenfeld, joli homme, et fort volage, se vit, un beau matin, retourner son propre portrait par la dernière conquête qu'il venait d'abandonner, une séduisante jeune femme du monde diplomatique, que je me dispenserai de nommer. Sous le portrait du beau Suédois les fines pattes de mouche de l'abandonnée avaient aligné ce quatrain :

Fuyez, pauvres femmes d'amoureuse structure,
Fuyez bien cet Olof qui vous paraît si doux.
Ce regard tendre et bon qui s'arrête sur vous
Ne cherche qu'à faire portrait-caricature.

Hanovre. — Le baron d'Ompteda, ministre, avait pour femme une Schlippenbach, de cette famille comtale de Schlippenbach qui comptait dix-sept enfants, tous plus beaux les uns que les autres. Mme d'Ompteda était inconsolable de la perte du fils qu'elle avait eu de son premier mariage : le jeune comte de Solms, tué devant Paris en 1814, et enterré au cimetière de Montmartre. Le secrétaire de la légation hanovrienne était le baron de Linsingen, homme de fort bonne compagnie.

Russie. — Ambassadeur, le comte d'Alopéus. Sa femme, Hanovrienne, est de la plus grande beauté, et son nom reviendra souvent sous ma plume. Comme secrétaires ou attachés, j'ai vu passer MM. de Kakoschkine, de Germann, et le prince Edouard Lubomirski, l'un de mes meilleurs amis.

Espagne. — J'ai vu là défiler bien des ministres et chargés d'affaires qui ont été successivement : le colonel Pozzo di Borgo, avec qui, si l'on s'en souvient, j'étais arrivé à Berlin en 1816; le chevalier de Landabura, mort à Berlin; le colonel

de Landabura, son frère; puis le chevalier de Vallejo, insupportable bavard. Comme attachés, je nommerai le chevalier de Zammorano, MM. de Leoni et de Quadrado et le marquis de Irruégas.

Sardaigne. — Le ministre, le comte de Castelalfer, était un ancien chambellan de la princesse Pauline Bonaparte. Il en avait été tellement épris, qu'il portait, dit-on, sur son cœur, un ancien soulier de cette belle princesse. Le secrétaire était son neveu, le comte de Pralorme. Après, j'ai vu là comme ministre, le comte de Sales, puis le marquis de Brême, et, comme secrétaire, le jeune comte de Massimino.

Deux-Siciles. — Le ministre, prince de Partana, était le fils de cette duchesse de Floridia, devenue la femme avouée de son roi. La princesse de Partana, née Gravina, femme magnifique et d'un tempérament ardent, a eu, on n'en peut douter, un engagement avec le prince Georges de Hesse. Le mari se montra fort jaloux, avant d'en avoir réellement sujet; cette jalousie tomba quand elle avait raison d'être. Un jour, la princesse de Partana, qui me savait fort avant dans les confidences du prince Georges, me dit naïvement : « La jalousie a cessé. Mon mari ne me tourmente jamais que quand il n'a aucun motif pour se montrer jaloux. »

Le prince de Partana eut pour successeur le marquis Gagliati. La belle princesse quitta Berlin fort regrettée de tous, vieux et jeunes. Peu après son départ, je causais d'elle et de ses grâces avec M. de Jagow, grand écuyer du Roi, homme d'un âge respectable. Quelle ne fut donc pas ma surprise d'entendre M. de Jagow s'écrier en un Français qu'il prononçait affreusement : « Ah! *V*oui. La *p*elle princesse!... Que *ch*e regrette!... Que *ch*e regrette!... » Quoi!... Le vieux Jagow aurait eu les faveurs de l'ex-ambassadrice!... Je savais la splendide princesse jouir d'un tempéramment passionné, mais je ne pouvais lui supposer un aussi mauvais goût... Ou bien je supposais de mon côté que le vieux Jagow, pour se vanter, mentait effrontément. La suite des propos de l'écuyer de Frédéric-Guillaume III me mit au courant. Ce qu'il regret-

tait dans le départ des Partana, ce n'était pas tant la princesse elle-même que les beaux dîners qu'elle donnait. Il fallait entendre le vieux gourmand Jagow s'extasier sur le souvenir de l' « officier-glacier » des Partana!... Je dirai, à ce propos, qu'avant l'arrivée du marquis de Bonnay à Berlin, les glaces — du moins les bonnes glaces — étaient des articles de confiserie inconnus en Prusse. Le marquis, qui voulait sa légation montée sur un pied fastueux et digne du Roi qu'il représentait, avait amené de France tout un personnel de cuisine et d'office, dont un « officier glacier » qui, bientôt devenu célèbre à Berlin, avait, selon l'expression impudente qu'il eut l'aplomb d'employer devant le marquis de Bonnay, « bien voulu céder aux instances et aux supplications de Mme la princesse de Partana » et fait venir pour elle, à prix d'or, de Paris, un artiste de ses collègues.

Autriche. — Le comte Zichy, ambassadeur, a une femme charmante et d'un commerce agréable. Elle est honnête et vertueuse, et le prédécesseur du marquis de Bonnay, le comte Pierre de Vaudreuil, a perdu ses soins et ses sourires auprès d'elle, comme tous les autres audacieux.

Comme secrétaires de l'ambassade d'Autriche, j'ai vu successivement le baron de Werner, le baron de Hügel, puis le comte Edouard de Walderdorff, homme gai et fort distingué qui fréquenta beaucoup la légation de France.

Bavière. — A la tête de cette légation était le lieutenant général comte de Rechberg, homme de bonne compagnie tout à fait, mais fort distrait. A Paris où, en 1814, il commandait les troupes bavaroises, le portier de son hôtel avait, quand le général sortait, adopté l'usage de placer à la porte un écriteau sur lequel — afin d'éviter de fréquentes réponses de même nature — il avait écrit : « Le général est sorti. » Un jour, en rentrant, le comte de Rechberg jette des yeux distraits sur cet écriteau, et, tirant une carte de visite de sa poche, la donne au portier stupéfait, en disant : « Je reviendrai plus tard. »

Saxe. — Le ministre, baron de Globig, fut bientôt remplacé

par l'aimable lieutenant-général de Minckwitz, possédant une femme jolie et spirituelle (1). Le général de Minckwitz, aide de camp de son souverain, est, sous la direction de l'insupportable premier ministre saxon, le comte d'Einsiedel, actuellement (1825) chargé du ministère des affaires étrangères.

Hesse-Cassel. — Quand j'ai quitté Berlin, le chargé d'affaires de cette légation était M. de Wilkens, avec lequel nous étions fort liés.

Hesse-Darmstadt. — Pour mémoire, je dirai seulement que l'insignifiant baron de Senden représentait à Berlin cette insignifiante principauté.

Portugal.—Le ministre, M. de Lobo, devenu comte d'Oriola, avait pour gouverneur de ses fils un jeune Genevois, nommé Ferdinand de Wegmann, qui, malgré l'infériorité de sa situation, a été, durant tout le temps de son séjour à Berlin, le favori des dames de l'aristocratie. On lui a prêté beaucoup d'aventures galantes. En quittant les enfants du ministre de Portugal, il se chargea de l'éducation du jeune comte de Waldenburg, fils naturel du prince Louis de Prusse, tué à Saalfeld en 1806. Aujourd'hui Ferdinand de Wegmann est fixé à Paris, où il est correcteur pour les langues savantes à l'Imprimerie royale.

Mecklembourg. — Ici commande le baron de Lützow, homme de grande taille, de peu de moyens, mais tenant beaucoup à l'étiquette diplomatique, et réclamant sans cesse le maintien de tous ses privilèges. Du temps où il a été ministre à Paris, il était déjà connu par cette manie de rappeler, en toutes circonstances, ses droits comme membre du corps diplomatique, et le prince de Talleyrand disait de lui : « C'est un géant qui s'agite dans un bocal. »

Wurtemberg. — A la tête de cette légation, j'ai vu le général de Phüll, puis M. de Wagner.

Le général de Lestocq et M. de Greuhm étaient ministres

(1) Quelques mois après que j'écrivais ces lignes, cette délicieuse Mme de Minckwitz est morte à Dresde (juin 1825) d'une cruelle maladie intestinale. (*Note de l'auteur.*)

d'un tas de petites principautés allemandes, telles que Dessau, Cœthen, Bernbourg, Nassau, et autres. Il y avait aussi à Berlin des ministres résidents de Bade et des villes hanséatiques.

Je n'ai fait, avec intention, qu'énumérer plus haut les noms des membres de la légation française. Dans le cours postérieur de mes notes, des détails les concernant viendront forcément sous ma plume.

Maintenant, je continuerai en rappelant les noms des personnes — ou, du moins, du plus grand nombre d'entre elles — qui, avec le corps diplomatique, ont formé, pendant mon séjour de sept années à Belin, le fond de la société dans laquelle je vivais. Ce ne sera encore qu'une énumération, sans préjudice de détails que je donnerai, selon l'occasion et la complaisance de ma mémoire, peut-être de suite, peut-être beaucoup plus tard.

Je signalerai donc le prince de Wittgenstein, grand chambellan; le comte de Goltz, maréchal de la Cour, et sa femme, d'allures assez extravagantes, mère de Mmes de Luckner, de Hardenberg et Mortimer de Maltzahn; le comte de Moltke, grand veneur, dont les filles sont fort bien; le comte de Néal, grand échanson, figure de singe habillé, qui joua à l'abbé de Raynal, grand conteur, le tour de prendre note de toutes les anecdotes qu'il narrait, en ajoutant *bis*, *ter*, etc.; M. de Maltzahn, maréchal de la Cour, marié en secondes noces avec une excellente et très belle femme; le comte de Bernstorff, chambellan, dont la femme reçut le prénom d'America parce qu'elle était née en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance, alors que son père commandait l'un des régiments que l'Electeur de Hesse loua à cette époque aux Anglais. Je nommerai encore, le comte de Blankensee, chambellan, qui, ayant voulu produire au théâtre une pièce se terminant par ces mots : *Jannner's voll tag!* (ô jour de lamentations!), se vit sifflé dès le second acte et jusqu'à la fin; le baron d'Arnim, surnommé Pitt, long, maigre et taillé sur le patron de Don Quichotte; le comte Ingenheim, frère naturel du roi de Prusse; le comte

de Hagen, chambellan; le baron de Knobelsdorff, fils aîné du vieux général qui a été ministre de Prusse à Paris; le général de Witzleben, aide de camp et confident de Frédéric-Guillaume III, auquel il montre la correspondance des légations; le colonel comte de Nostitz, aide de camp du roi, après la mort du prince de Blücher; le major de Massow, qui a été aide de camp du duc de Wellington en Espagne et est resté longtemps à Paris d'où il entretenait une correspondance directe avec Frédéric-Guillaume III; MM. de Schack, de Rœder, de Below, tous trois aides de camp du prince royal; les maréchaux de Blücher et de Kalkreuth; les généraux de Gneisenau, de Pirch, de Borstell, de Müffling, de Boyer, de Rauch, d'Alwensleben, de Tauenzien; les colonels ou majors de Gontard, de Royer, de Krafft, qui a voulu épouser la princesse de Rohan.

Faut-il que j'oublie le comte de Brandebourg, frère naturel du roi de Prusse; le comte de Lynar; les deux frères de Bojanowski, tous deux majors, l'un aide de camp de Frédéric-Guillaume III, l'autre, des chasseurs de Neuchatel, commandés par l'énorme et bonasse comte de Meuron; le major de Martens, époux de la jolie et spirituelle Française, Mlle Herminie Collard; le colonel de Lucadow qui, lui aussi, est marié à une de mes compatriotes, Mlle Roberjot, fille du fameux conventionnel et régicide, l'un des plénipotentiaires Français assassinés par des hussards autrichiens en revenant du Congrès de Rastadt, le 28 avril 1799? Cet attentat inouï dans les fastes des nations modernes, forfait inexplicable, crime tout aussi inutile qu'atroce, dont quelques hommes ont voulu, si niaisement, que le Directoire se fût rendu coupable, ne saurait, bien qu'il ait été accompli par des hussards autrichiens, être attribué à la cour d'Autriche. La haute vertu du souverain qui occupe encore ce trône actuellement (1), le noble et chevaleresque caractère du prince qui commandait l'armée autrichienne, l'archiduc Frédéric-Charles, ne permettent pas de s'arrêter sérieusement à cette pensée. Peut-être, M. de Thugut,

(1) François II empereur d'Allemagne, qui, à partir du 6 août 1806, porta le nom de François Ier, empereur d'Autriche.

ministre autrichien, eût-il été servi au delà de ce qu'il désirait lui-même?... Si ce personnage a réellement connu la trame qui se préparait — on le saura sans doute un jour — aucune épithète trop forte ne saurait flétrir son nom, en le plaçant au pilori de l'opinion publique et de l'impartiale histoire. Mais il est temps de rentrer à Berlin.

Parmi les personnes qui faisaient partie de la société et que je rencontrais fréquememnt, je dois encore citer le prince de Puttbus; son frère, le comte de Puttbus, amoureux transi de la belle Mme d'Alopéus; les beaux et nombreux Schlippenbach; le comte de Puckler, devenu prince de Puckler-Muskau à l'époque de son mariage avec la comtesse de Papenheim, fille du prince chancelier de Hardenberg, laquelle divorça pour l'épouser; la famille de Heister dont toutes les femmes étaient si belles; le richissime banquier Schickler; le baron Charles de Martens qui, à l'imitation de son oncle, le ministre de Hanovre à Francfort, s'est fait un nom comme écrivain et a publié, entre autres ouvrages, un *Manuel diplomatique*, à l'ordonnance duquel j'ai pris ma part; M. Ancillon, ancien précepteur du prince royal, homme de lettres, historien, philosophe, attaché au ministre des affaires étrangères; le jeune comte de Blücher, amant de Mme Stick, la ravissante actrice, et qui se vit, une après-midi, dans le cas de se défendre à coups de poignard contre le mari qui avait surpris les deux amants au lit; le major de Tronchin, chez lequel j'ai si fréquemment joué des comédies françaises auxquelles la cour ne manquait jamais d'assister; le prince Antoine de Radziwill, dont la maison était le rendez-vous de tous les arts; le comte de Hatzfeld, ancien coadjuteur de l'archevêque-électeur de Mayence, et qui, pour succéder à cette dignité — ce que les événements politiques ont empêché — avait cédé son titre et ses droits d'aîné à son frère, le prince de Hatzfeld, le même qui, étant gouverneur de Berlin en 1806, n'obtint sa grâce de Napoléon que sur les supplications de sa femme, née Schulenburg, qui se jeta, éplorée et tremblante, aux pieds du vainqueur (28 octobre); M. Spontini, le fameux compositeur; le

duc et la duchesse de Cumberland; le chambellan prince Henry XLIV de Reuss, etc.

Mais je m'aperçois que, jusqu'ici, j'ai passé sous silence — presque complètement du moins — les Berlinoises; je vais donc essayer de réparer quelque peu cet oubli. Il y avait d'agréables réunions chez la comtesse Pauline de Néal, Mlles de Wildenbrach et de Sartoris — cette dernière était descendante de Lefort, l'ami de Pierre le Grand — dames d'honneur de la princesse Antoine de Radziwill, fille du prince Ferdinand de Prusse; de même que chez Mlles de Bischofswerder, de Hagen et de Zeuner, dames d'honneur de la feue Reine. L'on se rencontrait encore beaucoup chez Mmes de Crayen et Solmar, la princesse Sangusko, la vieille comtesse de Golowkin, mère de la comtesse de Papenheim et de Mme de Tronchin, née de Hagen.

Dès le premier hiver de mon séjour à Berlin, on organisa des représentations théâtrales en français dans les salons, et j'ai pris part à toutes les pièces qui ont été jouées successivement.

Ce fut d'abord chez la comtesse de Goltz, à l'occasion de sa fête. On représenta *le Mari de circonstance.* Pozzo di Borgo, chargé d'affaires d'Espagne, la très belle Mme de Maltzahn, nouvelle mariée et fille de la comtesse de Goltz, et moi-même, nous remplissions les principaux rôles. Puis ce fut chez une autre fille de la comtesse de Goltz, la comtesse de Hardenberg, qui avait, elle-même, deux filles charmantes. Puis, enfin, chez l'aide de camp du lieutenant-général de Tauenzien, le major de Tronchin, qui organisa dans un immense grenier de sa maison un théâtre charmant, parfaitement décoré, qui ne laissait soupçonner aucunement la nature du local. Comme je crois l'avoir dit plus haut, jamais le Roi et sa Cour n'ont manqué à aucune des représentations données par le major de Tronchin. On y jouait toutes les trois semaines environ, répétant, chaque fois, l'une des deux pièces de la représentation précédente. Pour mon compte, j'ai figuré, notamment, dans *la Revanche, les Héritiers ou le Naufrage, les Rendez-*

vous bourgeois, l'Incognito ou le Dîner d'auberge, la Jeunesse d'Henry V, etc.

Chez la baronne de Perponcher, ancienne dame d'honneur de la grande-duchesse Nicolas de Russie, et femme du ministre des Pays-Bas, j'ai joué cinq ou six fois la comédie, de concert avec le duc Charles de Mecklembourg-Strélitz. La fête théâtrale que donnèrent les Perponcher, en 1821, à l'occasion du séjour du grand-duc et de la grande-duchesse Nicolas, fut particulièrement brillante.

J'ai encore joué dans des comédies de salon chez la jolie comtesse America de Bernstorff, et chez sa non moins jolie belle-sœur, la comtesse Elise, femme du comte de Bernstorff, ministre des affaires étrangères; mais, ici, c'était en plus petit comité, et la Cour n'y vint pas.

Il y eut aussi deux comédies données, pendant l'hiver de 1821, chez la duchesse de Cumberland (1). J'y jouai dans *le Dîner de Madelon* ainsi que dans *le Ci-devant jeune homme*, vaudevilles dans lesquels le duc Charles de Mecklembourg-Strélitz remplit des rôles importants, d'une façon vraiment bien insuffisante. J'ai expliqué pourquoi ce prince tenait à être acteur. Ces deux représentations furent données, en quelque sorte, pour M. de Chateaubriand, que Mme la duchesse de Cumberland distinguait beaucoup et honorait de ses bontés. Elles furent précédées de tableaux vivants, dont les sujets étaient tous tirés de l'histoire de France. Quelles jolies et fraîches jeunes femmes y ont représenté la belle Ferronnière, Gabrielle d'Estrées, Diane de Poitiers, Agnès Sorel et Mlle de la Vallière!... Si François Ier, Henri IV ou Louis XIV étaient apparus en 1821 chez la duchesse de Cumberland, je crois bien qu'ils eussent préféré à leurs favorites des anciens temps les splendides Mmes d'Alopéus et de Partana, ou les charmantes femmes de MM. de Maltzahn, de Martens et de Minck-

(1) Née princesse Frédérique de Mecklembourg-Strélitz. Veuve du prince Louis de Prusse, puis du prince de Solms-Braunfels, elle avait épousé en 1815 le duc de Cumberland, quatrième fils du roi George III, et devenu en 1837 roi de Hanovre.

witz, qui portaient les blasons de ces royales amoureuses.

Ici j'ouvre une parenthèse pour fournir une explication que j'eus dû donner depuis longtemps. Souvent il m'arrive, en parlant des femmes que j'ai eu l'honneur de rencontrer, de leur appliquer l'épithète de « belle », de « jolie », de « gracieuse ». Mon explication sera franche et simple. La plupart des femmes que je regarde, je les trouve jolies, parce que je n'aime reposer mes regards que sur d'accortes figures. Les autres femmes, les laides, je les ignore, ou, si, par les exigences de ma carrière, je suis dans l'obligation de les fréquenter, je les regarde, mais je les *vois* si peu, que leurs traits s'effacent vite de ma mémoire et, qu'à moins d'une monstruosité réelle, il me serait, par conséquent, bien difficile de retracer leurs portraits dans ces notes.

CHAPITRE VII

Mort du marquis de Bonnay. — Ses discours à la Constituante. — Son caractère chevaleresque. — Son bonheur au jeu. — A Fontainebleau. — Anecdotes sur le docteur Tronchin, Louis XVIII, le duc de Wellington et Rivarol. — Ponctualité du marquis de Bonnay. — Son talent de poète. — Le modèle des ambassadeurs. — Vis-à-vis des décorations. — Considération universelle. — Epitaphe par Désaugiers. — Ce que m'écrit le baron Pasquier de la mort du marquis de Bonnay. — Lettre du marquis de Bonnay sur la mort du duc de Richelieu. — La parole du duc de Richelieu. — Influence d'un singe sur les écrits de M. Fiévée. — Lawrence et le portrait du duc de Richelieu. — Ce que m'a dit le comte de La Ferronnays du marquis de Bonnay et du duc de Richelieu. — Vie aventureuse de M. de La Ferronnays. — Ses souvenirs sur Gustave IV.

Carlsbad, août 1825.

Avant de consigner en détail les souvenirs de mon séjour à Berlin, je veux dire ici le chagrin dont j'ai été atteint dans les premiers jours du printemps : la mort de mon vieux et bienveillant protecteur, de mon excellent ami, de mon premier guide dans la carrière diplomatique, le digne, honorable et vertueux marquis de Bonnay, décédé en son hôtel de la rue d'Anjou-Saint-Honoré, à Paris, le 25 mars de cette année, à l'âge de soixante-quinze ans, encore plein de force, et possédant ce même esprit fin et lucide qui l'avait toujours distingué.

Appartenant à l'une des plus anciennes familles du Nivernais, le marquis de Bonnay, né en 1750, après avoir été page de Louis XV, avait servi dans les dragons, puis était passé, en 1774, dans la compagnie de Villeroi, des gardes du corps du Roi (1). Sous-lieutenant de cette compagnie en 1789, il se trouva, à la Restauration, lieutenant à la même compagnie,

(1) C'est le marquis de Bonnay qui, le 25 août 1785, arrêta, par ordre du Roi, le cardinal prince de Rohan à Versailles, lors de la fameuse affaire du Collier. (*Note de l'auteur.*)

devenue compagnie de Gramont; mais, nommé ministre de Louis XVIII à Copenhague, le marquis de Bonnay n'a point fait alors de service aux gardes, et je ne l'ai connu qu'au retour de sa mission en Danemark et peu de mois avant de le suivre à Berlin.

Nommé député de la noblesse du Nivernais aux Etats-généraux, le marquis de Bonnay entra à l'Assemblée constituante, dont il fut trois fois le président. Le 14 juillet 1789, il prononça le premier serment qui fut répété par tous les fédérés civils et militaires. Au mois d'octobre de cette même année, il prit la parole pour défendre la conduite qu'avaient tenue les gardes du corps dans les journées des 5 et 6, à Versailles, répondant avec un réel talent et une rare énergie au discours du député Chabroud : « ... Je garderais le silence, dit-il, sur un rapport qui m'a paru, je l'avoue, un modèle de plaidoyer pour les grands criminels, si l'apologie des assassins n'eût pas été mêlée d'outrages contre les victimes. Pardon, ô mes nobles amis, pardon, ombres généreuses des martyrs de cette journée, si j'ai cru nécessaire de vous venger à cette tribune! Mais ne craignez pas, du moins, que j'élève pour vous de timides accents. On vous accuse d'avoir suscité de grands malheurs par un repas militaire, donné selon les usages du corps; on vous accuse d'avoir donné des témoignages d'amour au Roi, à la Reine, à la famille royale!... Malheureux que nous sommes d'avoir assez vécu pour voir le temps où c'est un crime en France d'aimer le Roi, d'être reconnaissant, d'être fidèle, d'être intrépide!... Oui, nous avons osé bénir, dans un repas plein de cordialité, le Roi que vous avez béni seize ans, que vous devriez bénir toujours, et aujourd'hui plus que jamais... On accuse mes héroïques compagnons d'avoir été les agresseurs dans la fatale matinée du 6 octobre! Juste ciel! Ils auraient été assez insensés pour provoquer un combat contre la plus épouvantable multitude qui se soit jamais soulevée, chez aucun peuple, contre des hommes déjà teints du sang de leurs compatriotes!... Eh! n'ont-ils pas manifesté l'excès même de leur obéissance, en laissant enchaîner leur courage, en ne le

réservant que pour arracher la fille de Marie-Thérèse à la mort la plus certaine et la plus affreuse, pour prévenir un crime dont nous porterions un deuil éternel!... »

Ces nobles et généreuses paroles, bien dignes du chevaleresque marquis de Bonnay, ne sont pas les seules qu'il ait prononcées dans des circonstances analogues. Le 23 juin 1791, accusé par le comité des recherches d'avoir été instruit du départ du Roi, le marquis s'écria : « Si le Roi m'avait demandé mon avis, je ne lui aurais pas conseillé ce départ, mais s'il m'avait choisi pour le suivre, je serais mort à ses côtés et je me glorifierais de cette mort. »

Le marquis de Bonnay fut le président de l'Assemblée constituante qui montra le plus d'indépendance, d'énergie, de talent et d'impartialité. Nommé pour la troisième fois président, il avait décliné d'abord cet honneur, qu'il n'accepta, m'a-t-il dit lui-même, que sur les instances de la Reine.

Quand il vit qu'il était désormais sans utilité pour le Roi qu'il restât en France, mais en novembre 1792 seulement, alors que l'on avait déjà perquisitionné chez lui et que sa tête était mise à prix, sur la demande d'un député du Nivernais, le marquis émigra et partit pour Bruxelles avec le comte Pozzo di Borgo, passé plus tard au service de la Russie et devenu ambassadeur de cette puissance à Paris.

C'est à cette époque que le marquis de Bonnay cessa de jouer. Avant la Révolution, il avait beaucoup joué à la Cour où il avait très fréquemment l'honneur de faire la partie de la Reine et de Mme de Polignac. La chance au jeu le favorisait presque constamment; aussi, quand il vit que, ruiné par les événements politiques, ses gains à la bouillotte ou au réversy pourraient lui faire un mauvais renom, le marquis préféra vivre dans la gêne et ne tint plus les cartes que pour la partie de boston des douairières. En 1820, j'ai entendu le duc de Richelieu répéter ce qu'avait déjà dit devant moi le duc de Gramont en 1815, que « ç'avaient été là des craintes chimériques; l'honorabilité et la loyauté légendaires du marquis eussent seules suffi à repousser toute insinuation. » Malgré sa

gêne, pendant l'émigration, le marquis de Bonnay fut ministre de la maison du Roi à Mittau et à Varsovie, puis représentant de Louis XVIII à Vienne. C'est là où le trouva la Restauration de 1814.

D'un premier mariage, le marquis a eu une fille et un fils. La fille a épousé un bon gentilhomme du nom de Dorat; le fils, qui n'a pas émigré, est un homme d'une intelligence tellement au-dessous de la moyenne que son père a, depuis longtemps, pris des arrangements pour que ce soit son petit-fils, Louis de Bonnay, qui lui succède à la Chambre des pairs (1). De son second et tardif mariage avec Mlle O'Niell, le marquis de Bonnay n'a point eu postérité. J'ai dû dire plus haut les *potins* auxquels donna lieu cette union, ainsi que la réflexion de M. de Chateaubriand, en réponse aux propos attribués au marquis de Bonnay sur Mme Récamier (2).

En 1820, quand le marquis de Bonnay quitta la mission de France à Berlin, où il fut remplacé par le vicomte de Chateaubriand, il fut fait ministre d'Etat et gouverneur du château de Fontainebleau, où il passait l'été. Pour la dernière fois, l'an dernier, j'ai été durant plusieurs semaines son hôte dans cette résidence princière. Le souvenir des séjours que j'ai faits au château de Fontainebleau m'est maintenant doublement cher. Après les promenades du jour, c'étaient, le soir, d'agréables réunions intimes autour de la marquise de Bonnay, chez qui on voyait presque toujours le sous-préfet, M. de Meulan, et ses deux délicieuses filles, mon cousin, le chevalier de Saint-Amand, chef d'escadrons des lanciers, M. de Caumont, officier du même corps, et sa femme, fort jolie Russe, née, je crois, Lapoukine. Très souvent se trouvaient là d'anciens et fidèles amis, tels que le bon chevalier de Saint-Projet, le comte de Modène et le duc de Rauzan. Ah! Quelles douces et intimes causeries, au coin du feu! Le vieux marquis n'était

(1) Cela s'est passé ainsi. En 1830, Louis de Bonnay, fidèle au culte des Bourbons, n'a pas voulu prêter serment. Il est marié et a, je crois, postérité. Le fils des Dorat est mort. (*Note de* 1833.)

(2) Voir chap. III et IV.

plus le rigide et ponctuel chef de légation, mais seulement un ami affectionné et dévoué. Là, il oubliait volontiers sa haute situation, pour nous parler à cœur ouvert du temps de sa jeunesse et nous conter, comme il savait le faire, cent anecdotes puisées dans sa mémoire.

A la fin du siècle dernier, époque spirituelle et de mœurs faciles, le marquis de Bonnay avait marqué sa place. Il avait fort sacrifié à l'amour (1) et avait été aimé par des femmes qui s'appelaient Sophie Arnould, Mme d'Epinay et Mme de Crayen (2), de même que ses amis et ses rivaux en amour avaient nom Boufiers, Ligne ou Richelieu. A propos d'un duel à l'espadon que j'avais eu en 1817 à Berlin avec le capitaine d'Engelhart pour la jolie actrice Caroline Seidler, le marquis de Bonnay nous dit un soir, qu'étant aux gardes du corps, il s'était battu avec le baron Grimm pour les beaux yeux de Mme d'Epinay, alors que celle-ci avait près de cinquante ans. Comme Saint-Amand se récriait, disant qu'une femme, à cet âge, n'est plus séduisante, le marquis rappela le cas de Ninon de Lenclos, inspirant encore des passions amoureuses à soixante-dix ans, et nous affirma tenir du chevalier de Boufiers, que celui-ci avait obtenu les faveurs de Jeanne Gaussin en 1765. A cette date, la célèbre actrice comptait tout au moins cinquante-quatre ans et prononçait toujours aussi ingénument le mot fameux qu'on a attribué à tant de pécheresses : « Que voulez-vous?... Cela leur fait tant de plaisir et me coûte si peu!.. (3) »

(1) Le 1er novembre 1792, les commissaires de la Convention, de retour des perquisitions faites chez le marquis de Bonnay, en rapportent une forte liasse de papiers contenus dans un portefeuille sur lequel est inscrite la mention : « Pour être brûlés après mon décès, sans qu'il en reste de vestige. Je le demande par le respect dû aux morts. » Le *tyrannicide* Merlin de Thionville, lui-même, supplia la Convention de respecter ce vœu. Ce fut en vain, Les papiers passèrent à l'examen du comité de sûreté générale et le farouche conventionnel Manuel déclara à l'Assemblée que les papiers mystérieux n'étaient autre qu' « un portefeuille de l'amour ». (*Note de l'auteur.*)

(2) Plus loin, je parlerai longuement de Mme de Crayen. (*Note de l'auteur.*)

(3) M. Joseph Michaud, le savant historien, a, je crois, écrit quelque part que ce mot est « un de ces mille mots soi-disant historiques et n'appartenant qu'à la légende ». Malgré tout, je m'en tiens au récit du marquis

C'est encore à Fontainebleau que le marquis de Bonnay nous conta le fait suivant qu'il tenait de son grand ami, le docteur Tronchin. Comme le savant médecin avait l'habitude de passer par Nevers pour se rendre à Genève, sa ville natale, une dame nivernaise était venue le voir en consultation à l'époque de ses divers voyages. Cette dame se disait grosse depuis *plusieurs* années. Il fallut palper et visiter la cliente. Le docteur constata une rondeur assez prononcée de l'abdomen, mais ne reconnut aucun autre caractère ni symptôme de grossesse. Cette scène se renouvela à cinq ou six voyages du docteur Tronchin, la consultante se disant toujours enceinte et réclamant chaque fois une nouvelle inspection. Enfin, au sixième voyage, le savant praticien finit par se persuader que cette femme, dont la gorge était un modèle pour le statuaire et qui se livrait gaîment et sans aucune pudeur à tous les attouchements, n'avait qu'un but de libertinage. Aussi, prenant son air le plus grave, le docteur Tronchin dit à la Nivernaise : « Madame, vous vous croyez grosse. Votre enfant doit avoir maintenant dix à douze ans. Je ne vois d'autre remède à votre état, que d'avaler un précepteur » ...Le plus étonnant de l'affaire est que la Nivernaise ne saisit pas cette mauvaise plaisanterie. Quelques mois plus tard, elle écrivit, en effet, au docteur Tronchin, qu'*étant toujours grosse*, elle irait de nouveau le consulter à son prochain passage par Nevers. Et le docteur Tronchin confia au marquis de Bonnay que, de crainte d'avoir encore la visite de cette dame, il évita, à l'avenir, en se rendant en Suisse, de passer par Nevers.

Mais les récits de ce genre n'étaient qu'accidentels chez le marquis de Bonnay dont la conversation retournait de préférence à des sujets plus graves. C'est à mon premier séjour à Fontainebleau, en 1821, que, parlant de la mort de Napoléon, mon ancien chef nous dit ces paroles qui sont restées gravées dans ma mémoire : « Quel génie de la guerre

de Bonnay, car je crois mon ancien et vénéré chef plus véridique que le biographe Michaud. (*Note de l'auteur*, 1835.)

que cet homme! Mais quelles erreurs en politique!... L'Espagne! La Pologne! La Russie!... Cependant, il est juste de l'admirer dans sa conduite vis-à-vis de la Saxe, du premier jour ». Sur la Saxe et le rôle de ce pays dans l'histoire impériale, le marquis de Bonnay a tenu devant moi bien d'autres propos que je consignerai plus loin, quand j'aurai à parler de la conduite du roi Frédéric-Auguste vis-à-vis de Napoléon.

Voici deux anecdotes concernant le roi Louis XVIII, qui m'ont été données pour vraies par le marquis de Bonnay.

En 1814, le maréchal prince Blücher, bon soldat, médiocre capitaine (1), homme de courage, dont on a fait un héros parce que son nom, son âge et sa physionomie formaient une trinité toute-puissante pour les cerveaux des jeunes soldats, mais homme sans génie, sans instruction, bon pour ses entours, mais d'une écorce rude, demi-barbare, demi-civilisé, ennemi irréconciliable de Napoléon, et ayant les Français en haine, avait résolu de faire sauter le pont d'Iéna, construit en face du Champ-de-Mars. Le Roi, informé de ce projet cosaque, s'empresse de lui faire dire « que ne pouvant opposer la force à la force en ce moment, il le priait de le faire prévenir de l'heure à laquelle il voulait faire sauter le pont, et que lui, Roi, se ferait rouler dessus dans son fauteuil ». On donna pour satisfaction à Blücher — qui dut renoncer à son projet — de débaptiser le pont d'Iéna et de le nommer désormais « Pont de l'Ecole militaire »; et, dans la crainte qu'une lubie analogue ne prît aux Autrichiens, à l'occasion du pont d'Austerlitz, on appela celui-ci « Pont du Jardin des Plantes »; mais, comme l'on sait, les deux premiers noms subsistent toujours.

En 1815, le duc de Wellington voulut se faire ouvrir d'autorité les portes de nos musées, afin d'enlever statues et tableaux à son choix, menaçant de les faire enfoncer par le canon, si l'on refusait. Ce projet de violence n'était pas dans le caractère du duc de Wellington, homme aux bonnes ma-

(1) Nous entendons laisser au chevalier de Cussy la responsabilité de cette appréciation sur le célèbre général prussien. (*Note de l'éditeur.*)

nières, bien que des mauvais plaisants l'aient surnommé « le général Vilain ton »; aussi, le Roi fut-il fort surpris, et, de même qu'il l'avait fait l'année précédente pour Blücher, il manda au général anglais que, lorsqu'il ferait venir ses canons pour enfoncer les portes des musées, lui, Roi de France, irait se placer derrière les portes.

Un autre trait de la même époque fait encore beaucoup d'honneur à Louis XVIII. Je le tiens de M. de Rayneval, que sa position aux affaires étrangères a mis à même de le connaître.

Les souverains alliés s'étaient empressés de nommer le duc de Wellington maréchal dans leur armée. Le vainqueur de Waterloo fit savoir au roi Louis XVIII qu'il désirerait beaucoup obtenir le même titre en France. Le Roi refusa catégoriquement, en disant : « C'est fou ». Toutefois, voulant adoucir son refus, il donna au général anglais — contrairement aux statuts, puisque le duc de Wellington est protestant — l'ordre du Saint-Esprit, dont il lui envoya l'insigne en une plaque de diamants, ne coûtant pas moins de 800,000 francs. Pour payer cette splendide plaque, Louis XVIII, il faut se hâter de le dire, prit 500,000 francs sur sa liste civile. En sus de ce présent, le Roi donna, à cette occasion, au duc de Wellington, un service de porcelaine de Sèvres qui dépasse toute idée de somptuosité et de magnificence.

En général, les Français ne croient pas qu'ils ont eu, dans le duc de Wellington, un ardent défenseur. Ceci, ils ne le sauront que plus tard, peut-être dans soixante ans, par les mémoires qui seront publiés. En toutes circonstances, le duc anglais, tant en 1814 qu'en 1815, s'est opposé au partage de la France et à ce qu'elle fût plus petite qu'en 1789. En cela, où il s'accordait absolument avec l'empereur Alexandre, le duc de Wellington était, du reste, mû peut-être par un sentiment politique, uniquement; car il doit penser qu'il faut que la France reste une grande puissance sur le continent, pour balancer la puissance en progrès de la Russie,

celle de l'Autriche, et même celle de la Prusse. Quoi qu'on dise, nous devons savoir gré au duc de Wellington de s'être fait l'avocat de la France contre MM. de Humboldt, de Stadion et autres ennemis implacables de notre pays. Quant à l'empereur Alexandre, son rôle, en appuyant l'avis du duc de Wellington, a été tout de générosité. Le coup de pistolet tiré sur lui à Paris, en 1818, n'a point changé ses sentiments, et il s'est encore montré favorable à la France au congrès d'Aix-la-Chapelle où furent réglés les détails de l'indemnité pécuniaire à payer par nous, ainsi que ceux du départ des troupes alliées de notre territoire.

Mais je retourne au marquis de Bonnay, et, puisque je suis sur le chapitre des anecdotes, en voici une des plus jolies que je l'ai entendu conter.

Rivarol, l'élégant écrivain, avait la faiblesse de se dire gentilhomme. Il avait émigré à Hambourg. Un jour, devant le duc de Castries, il parlait beaucoup de ce que les émigrés nobles devraient faire, donnait des conseils et disait, à tout moment, *nous*. Voyant le duc de Castries sourire, Rivarol s'arrêta dans l'exposition de ses doctrines politiques et militaires, et dit au duc de Castries :

— Monsieur le maréchal, que trouvez-vous donc de singulier à ce que je dis?...

— S'il faut vous le dire, monsieur, c'est le pluriel...

Ce qui frappait le plus dans les détails journaliers de la vie de mon vénéré chef, c'était la ponctualité scrupuleuse et dégénérant quelque peu en manie, qu'il apportait constamment et partout, dans les grandes comme dans les petites choses. Je l'ai vu, par exemple, fort mécontent, parce que Paul de Bourgoing, auquel il avait donné l'ordre de se mettre en route pour Paris à midi, était en retard d'un quart d'heure. Devant nous, le marquis dit à Bourgoing de son ton le plus raide : « Monsieur, il est midi un quart. Je vous avais dit de partir à midi; or, midi, dans ma langue, c'est douze heures (1). »

(1) C'est, si je ne me trompe, le soir de cette algarade donnée à notre collègue et ami, que le marquis de Bonnay, se plaisantant lui-même, impro-

Lorsque notre chef avait, en 1816, accepté la légation de Berlin, il avait déclaré au ministre que, dès qu'il aurait soixante-dix ans, il se retirerait du service. Il tint parole. Au mois de juillet 1820, il écrivit à Paris, qu'allant atteindre l'âge de soixante-dix ans, il demandait à être relevé de ses fonctions. Le 2 août, jour anniversaire de sa naissance, le marquis de Bonnay me remettait le service de chargé d'affaires et quittait Berlin pour n'y plus revenir. On ne pouvait pousser plus loin l'esprit de ponctualité.

Le marquis aimait la littérature et faisait, à l'occasion, de jolis vers. Mme de Staël en a su quelque chose (1). Il connaissait parfaitement le latin et parlait couramment l'anglais, l'allemand et l'italien. En novembre 1789, lorsque le comité des recherches ordonna des perquisitions pour découvrir M. de Barentin (2), garde des sceaux, M. Charles de Lameth sollicita et obtint la *glorieuse* mission d'aller enlever « l'ennemi de la nation » du couvent des Annonciades, où on le supposait caché chez sa sœur, abbesse de ce couvent. Peu après, le marquis de Bonnay publia sur ce sujet un petit poème, spirituel et charmant de délicieuse moquerie, dans lequel il tourna adroitement en ridicule Péthion et Charles de Lameth.

Quelques mois après la publication du curieux poème des *Annonciades* (3), devenu fort rare aujourd'hui, le marquis adressa à la comtesse de Vintimille une *épître sur la*

visa et récita, en notre présence, cette chanson en bouts rimés, dans le genre de celle de M. de la Palice, sur l'exactitude :

Un et trois font quatre.
Sans en rien rabattre,
Ce nombre heureux
Fait deux fois deux.
A la Chine, un bonze,
En lettres de bronze,
Sur son horloge écrit
Qu'une heure après onze
De nuit sonne minuit.

Et cela continuait ainsi pendant longtemps.

(1) Voir chap. IV.

(2) A la Restauration, M. de Barentin, qui est mort il y a quelques années (1819) a été nommé chancelier; mais c'est son gendre, Dambray, qui en remplit dès ce moment les fonctions. (*Note de l'auteur.*)

(3) Le vrai nom est *Prise des Annonciades*.

Révolution (1), d'un tout autre ton que la composition précédente, et où la gaîté se trouve remplacée par la raison. Dans un style dénué d'amertume, l'auteur y passe en revue — sans nier les abus qui existaient autrefois — ce que la Révolution a mis à la place de ce qui était jadis. Cette épître se termine par ces mots :

Enfin, dans ce même Paris,
Asile des jeus et des ris,
— Aujourd'hui si morne et si sombre —
Pour l'esprit comme pour le cœur,
Nous trouvions des plaisirs sans nombre.
Au sein d'un repos enchanteur,
Si nous n'avions pas le bonheur,
Au moins nous embrassions son ombre.
Hélas! rendez-nous notre erreur!

Le marquis de Bonnay a écrit un grand nombre de poésies qui n'ont jamais été imprimées. J'ai pu les copier, à peu près toutes, et les ai réunies en un corps de volume destiné à la bibliothèque de Louis de Bonnay, le petit-fils (2). Certes, parmi ces poésies, il y en a qui mériteraient d'être publiées. Je n'y reviendrai plus; mais je terminerai sur ce chapitre, en disant que le marquis de Bonnay ne fut pas qu' « un faiseur de mauvais vers » ainsi que l'a appelé M. de Chateaubriand. A défaut d'un vrai talent de poète, mon guide dans la carrière diplomatique était doué, en tous cas, de qualités autrement enviables. Ne serait-ce que son intelligence, son tact, sa discrétion, son jugement sûr, sa pondération, sa distinction, sa politesse, sa dignité dans le malheur, son héroïsme en face du danger et sa fidélité sans défaillance à de grands principes, que le marquis de Bonnay devrait être cité comme un modèle pour les ambassadeurs aussi bien que pour les conseillers des rois. Fasse au ciel que S. M. Louis XVIII, pour le bien de son trône, retrouve un confident aussi éclairé et aussi désintéressé que le vieux marquis de Bonnay (3)!

(1) Août 1790.
(2) J'ai remis ce volume à Louis de Bonnay en 1833. (*Note de* 1835.)
(3) Le baron Pasquier m'a dit qu'il était persuadé que la perte du marquis

Chevalier de Malte, chevalier de Saint-Louis et chevalier de la Légion d'honneur, le marquis de Bonnay avait refusé, en Danemark, l'ordre du Danebrog, et, dès son arrivée en Prusse, il avait fait entendre qu'on recevrait le même refus si Frédéric-Guillaume III lui offrait l'ordre de l'Aigle rouge. C'était, en effet, pour lui, un principe absolu de ne point accepter de décorations étrangères. Il n'a point voulu, non plus, se laisser inscrire pour le cordon rouge de Saint-Louis; mais, ici, la raison était qu'il croyait que le Roi songerait un jour à lui donner l'ordre du Saint-Esprit. Or, il y a cinquante ou soixante ans (1), quiconque, appartenant à la haute noblesse recevait le « cordon rouge », semblait être mis par la Cour à l'index pour ne pas devenir « chevalier de l'Ordre ». Ce vieux préjugé a, sans doute, exercé son influence sur la conduite du marquis en ces occasions. Il faut avouer, du reste, que, gentilhomme d'antique souche, pair de France, ministre d'Etat, ancien ambassadeur, vieil et fidèle ami de cœur et confident de son Roi, il pouvait, avec raison, penser que ce monarque lui donnerait un jour le « Cordon bleu ».

A Berlin, le marquis jouissait de la plus haute considération. Lors de notre départ de Paris pour notre poste, en 1816, il m'avait dit ces paroles qui sont entrées dans ma mémoire : « Je ne sais pas si je serai aimé à Berlin; mais je vous garantis que j'y serai considéré. » Le vieux marquis a dit vrai. Assez raide et froid, il n'était aimé que de ceux dont il voulait se faire aimer, et le nombre, je dois le dire, en était restreint; mais il fut honoré et respecté de tous, et aucun ministre, des autres pays ou du nôtre, M. de Chateaubriand lui-même, n'a jamais joui d'une considération et d'une estime pareilles à celles dont a bénéficié, à Berlin comme à Copenhague, le marquis de Bonnay, ce modèle des ambassadeurs.

J'ai lu le discours prononcé à la chambre des Pairs, le

de Bonnay avait hâté la mort du roi Louis XVIII, survenue six mois après celle de son vieil ami. (*Note de* 1826.)

(1) Le chevalier de Cussy veut, par conséquent, parler ici de la fin du règne de Louis XV. (*Note de l'éditeur.*)

11 du mois d'avril, par le marquis de Mun (1). Eloquentes paroles, bel éloge; mais combien justement dus à la mémoire révérée du noble marquis de Bonnay!

Peu de temps après la mort de cet homme d'Etat distingué, j'ai reçu de sa veuve une demande qui m'a un peu surpris: celle de composer pour son époux défunt une épitaphe en vers. C'était moi, si intime avec le marquis, qui, disait-elle, devait lui rendre ce suprême tribut de souvenir et d'hommage. Je venais d'apprendre que Paul de Bourgoing avait déjà proposé à la marquise de Bonnay les services de sa muse; or, si j'estime et aime Bourgoing, j'apprécie assez peu le talent de poète larmoyant dont il se targue à toute occasion. Je me décidai donc à satisfaire les désirs inattendus de la veuve, et ma plume en étant bien incapable, je m'adressai à quelqu'un d'un indubitable talent, à ce bon Désaugiers. Trois semaines plus tard, je pouvais adresser à Mme de Bonnay l'épitaphe suivante :

Rigide observateur d'une morale austère,
Indulgent pour autrui, pour lui toujours sévère,
Il vécut comme un sage et mourut en chrétien.
Tant qu'une âme habita cette froide poussière,
Le faible eut un appui, le malheur un soutien,
Arrête, ô voyageur! Respecte cette pierre...
Ton pied foule un homme de bien.

L'envoi de Désaugiers était accompagné de cette simple note : « Le fameux *Sta viator, heroem calcas!* ne pouvait être imité dans une plus digne occasion, et, comme je n'aurais pu mieux dire, je l'ai adopté ». Eh! mon Dieu! Puisque Mme de Bonnay a eu cette petite faiblesse de vouloir inscrire sur une pierre tombale les éloges de feu son époux, cette épitaphe semble, à tout prendre, bien composée!

Les bons conseils et la haute protection que m'a accordés le marquis de Bonnay, la bienveillance qu'il m'a toujours

(1) Bibliothèque nationale. Chambre des pairs de France. Session de 1825. Séance du lundi 11 avril. Discours prononcé par M. le marquis de Mun à l'occasion de la mort de M. le marquis de Bonnay.

témoignée, me commandent de lui vouer un culte inaltérable; mais il n'y a pas qu'à moi que sa mort cause des regrets. Ils seront partagés par les royalistes sincères, et aussi par tous mes compatriotes, car les choses publiques de France ont perdu en lui un de leurs serviteurs les plus intègres et les plus éclairés, et il faut déplorer que les leçons du malheur n'aient pas profité à d'autres émigrés de marque, comme à lui-même. Voici ce que m'écrivait de Paris, le 28 avril 1825, le baron Pasquier, à l'occasion de la mort du vénéré marquis : « ...Je conçois tous les regrets que cette perte vous inspire, et que je partage très sincèrement. Ce n'est pas seulement un malheur pour leurs amis; c'en est un pour la chose publique, que la disparition de la scène du monde, de ce petit nombre d'hommes que l'épreuve du temps et des circonstances n'a jamais trouvés au-dessous de leur devoir et de leur situation. Or, M. de Bonnay était bien certainement de ce nombre-là... »

Je possède un assez grand nombre de lettres, et toutes fort intéressantes, du regretté marquis de Bonnay. Plusieurs d'entre elles pourront, selon les circonstances, trouver place dans mes souvenirs; mais, dès maintenant, je veux consigner ce qu'il m'avait écrit le 7 juin 1822, peu après la mort de M. le duc de Richelieu, décédé le 17 du mois précédent, emportant les regrets unanimes de ses contemporains et l'estime de tous les diplomates, de tous les cabinets, de tous les souverains :

« S'il est venu à Berlin quelque relation fidèle des obsèques de mon ami et de la foule qui s'y est portée, et de la consternation qui y a régné, et du deuil de toutes les classes de la population de Paris, et des regrets témoignés à l'envi par les nationaux et par les étrangers, vous aurez pu reconnaître que l'amitié ne m'avait pas aveuglé sur le compte de cet excellent homme, de ce vertueux citoyen. Jamais il n'a existé un plus beau caractère que le sien, une plus belle âme. Ceux qui n'étaient pas nés pour le comprendre et l'apprécier, et qui s'étaient faits ses détracteurs parce qu'il ne suivait pas la ligne qu'ils auraient voulu lui prescrire, ont conservé leur

opinion sans doute, mais ils n'osent pas l'énoncer. M. de Talleyrand; qui ne voyait en lui qu'un rival incommode, a dit au sujet de sa mort *qu'il laissait plus de vuide qu'il ne tenait de place*. Ce mot, dans sa bouche, peut être regardé comme un hommage. La reine de Suède fait pitié par la vérité de sa douleur. Elle passe la moitié de sa vie à l'Assomption où son corps est déposé, en attendant que son tombeau à la Sorbonne soit prêt. Pendant ce temps-là, M. de Rochechouart (1) fait le scandale de tout Paris, en accusant publiquement Mme de Montcalm d'avoir soustrait un testament de son frère, qui l'instituait, lui Rochechouart, dit-il, son légataire universel. C'est une infamie gratuite. Au surplus, la fortune entière du plus désintéressé des hommes consiste en 16,000 francs d'inscription de rente, produit de toutes les boîtes qu'il avait reçues pendant son premier ministère (2). Quinze jours avant sa mort, on lui avait volé dans son bureau, sans effraction, 14,000 francs, qu'il destinait à payer les frais d'un voyage qu'il projetait. Cette perte lui avait été fort sensible, puisqu'elle l'obligeait à se défier des gens de son intérieur. Ah! je ne suis pas surpris des regrets qu'il laisse dans les pays et dans les cabinets étrangers... Lorsqu'en 1815, il vint prendre possession du ministère des affaires étrangères, il entra, suivi d'un domestique qui portait un simple porte-manteau. Le concierge qui ne concevait pas cette simplicité de mœurs, arrêta le porteur, ne voulant pas croire que ce fût là tout l'équipage du ministre, et que le ministre était cet homme qui entrait à pied... Voilà pour sa simplicité et son désintéressement. Pour sa loyauté et l'estime qu'on avait de lui dans les autres pays, vous savez ce que disait de lui M. le duc de Wellington : *La parole du duc de Richelieu vaut un traité...* »

L'éloge que me faisait de son ami le marquis de Bonnay,

(1) Neveu de la duchesse de Richelieu.

(2) On sait que la pension viagère que lui vota, en 1819, à titre de récompense nationale, la Chambre des pairs, fut entièrement consacrée par le duc de Richelieu à l'entretien d'un hospice à Bordeaux. (*Note de l'éditeur.*)

était mérité. La loyauté du duc de Richelieu était si connue que, pour ma part, j'ai entendu appliquer et répéter officiellement le mot du duc de Wellington par le comte de Bernstorff, chef du ministère prussien. Voici dans quelle occasion.

Une difficulté s'était élevée entre la légation de France et le ministère prussien, au sujet des dotations auxquelles les Français avaient dû renoncer par suite des traités de 1814 et de 1815. Le comte de Bernstorff opposait tel protocole signé à Aix-la-Chapelle, et s'appuyait sur le *texte*. Le marquis de Bonnay, lui, en appelait à l'*esprit* qui avait dicté la résolution prise et signée à Aix-la-Chapelle. Il en écrivit au duc de Richelieu, lequel répondit que le traité avait entendu la chose comme le marquis de Bonnay l'entendait lui-même. Mon chef montra cette lettre au ministre prussien, et, sur cette simple assertion de l'homme loyal et intègre par excellence, le comte de Bernstorff fit droit à la réclamation de la légation française, et, mettant de côté le protocole, il répondit que, pour lui, *la parole du duc de Richelieu valait mieux que le texte du protocole.*

Le duc de Richelieu et le marquis de Bonnay étaient liés si intimement que, lorsque le marquis séjournait à Paris, il prenait part, cinq ou six fois par semaine, au déjeuner du duc, ce moment étant le plus favorable pour le voir à l'aise, car, après ce repas du matin, le duc de Richelieu aimait à rester une demi-heure sans recevoir d'étrangers, pour fumer tranquillement sa longue pipe orientale. Le marquis de Bonnay fut, un matin, témoin du fait suivant.

Le regretté ministre avait accordé une audience à M. Fiévée, littérateur et écrivain politique distingué, auteur de la *Correspondance politique*, et qui a été l'un des rédacteurs du *Journal des Débats.* Au moment où il entre, un petit singe, attaché à une longue chaîne dans le cabinet du duc, saute sur son épaule, puis à terre, puis de nouveau sur l'épaule de M. Fiévée, et répète ce manège à dix à douze reprises, mais de telle façon que, chaque fois, sa chaîne faisait un tour nouveau au col du visiteur qu'il faillit positivement étrangler.

On se hâte de délivrer le publiciste, mais non pas sans rire, quelque peu, du manège du petit favori. M. Fiévée, vexé au point d'être rouge de colère, car il croyait que ce qui venait de se passer était une mystification préparée, sort de l'appartement d'un air menaçant, sans entamer le sujet de l'audience qu'il avait sollicitée, et devient, quelques jours après, l'un des adversaires les plus fougueux du ministère.

Ce M. Fiévée s'était déjà jeté, en 1814, dans l'opposition, parce que le duc de Blacas, ce ministre hautain et malhabile, l'avait éconduit, lorsqu'il sollicitait une place de préfet. « Mon libraire, avait-il dit au duc de Blacas, m'offre 20,000 francs par an, si je veux écrire contre le gouvernement. Les plans que je vous ai soumis vous prouvent que je puis être un bon administrateur; mais il me faut une réponse immédiate, car il faut que je vive ». Le duc de Blacas, qui était peut-être tenté de faire la réponse qu'on attribue à un ministre de Louis XIV (1) : « Monsieur, je n'en vois pas la nécessité », n'accorda pas la préfecture sollicitée, et M. Fiévée se fit écrivain d'opposition. Ces détails, qui montrent à quoi tiennent souvent les convictions des hommes politiques, m'ont été donnés, il y a plusieurs années déjà, par le comte de la Ferronnays qui les avait entendu raconter par son beau-frère, le duc de Blacas.

Ce fut en 1820, lors d'un séjour à Paris, que je fis plus ample connaissance avec le duc de Richelieu, qui s'était déjà montré si bienveillant pour moi lorsque je servais à la compagnie Gramont. Il fut très bon et je déjeunai plusieurs fois en tête à tête avec lui. Il connaissait tous les personnages importants de l'Europe et aimait beaucoup à causer de la Cour de Prusse et de la société berlinoise. Il rappela aussi devant moi de très vieux souvenirs, datant de l'époque où il voyait à Florence, en compagnie de mon père, le malheureux comte d'Albany (2), et me donna des conseils, disant qu'un diplomate, étant le représentant d'une nation, doit toujours

(1) Louvois.
(2) En 1783.

faire preuve d'un caractère droit et de mœurs exemplaires. Ce dernier conseil me frappa beaucoup, parce que j'avais entendu dire souvent que le duc de Richelieu, marié très jeune avec une femme bossue (1), s'était consolé en dehors de son ménage (2). A l'époque dont je parle, le duc de Richelieu était président du Conseil des ministres, sans portefeuille, et demeurait sur la place Vendôme. Sa sœur, Mme de Montcalm, à laquelle j'eus l'honneur d'être présenté en 1824, chez le baron Portal, m'a dit qu'elle avait entendu souvent son frère lui parler de ces conversations du matin avec « l'aimable et spirituel chevalier de Cussy ». Au reste, plusieurs mois auparavant, j'avais reçu, par l'intermédiaire de Mme de Montcalm, un exemplaire d'une fort belle gravure, reproduisant le portrait du duc de Richelieu, peint en 1818, à Aix-la-Chapelle, par le fameux Lawrence (3). La lettre que m'avait adressée alors, à moi inconnu d'elle, Mme de Montcalm, m'avait prouvé que le duc de Richelieu avait conservé de nos relations une mémoire assez vivace pour inscrire mon nom sur la liste des personnes qu'il lui savait dévouées et devoir être sensibles à un souvenir de sa part.

A ce portrait du duc de Richelieu se rattache une anecdote que j'ai entendu rappeler il y a quelques années (4) par le comte de Bernstorff, ce Danois entré au service de la Prusse. Le duc n'était pas riche. Sa fortune personnelle avait entièrement passé à éteindre les dettes laissées par le duc de Fronsac, son père, et il avait toujours consacré à diverses œuvres philanthropiques les émoluments énormes gagnés au service de la Russie. Aussi, quand Lawrence se présenta pour faire

(1) Alexandrine de Rochechouart épouse, en 1782, le duc de Richelieu, qui n'est alors qu'un jeune homme de seize ans, appelé comte de Chinon.

(2) Le marquis de Bonnay m'a dit positivement que le duc de Richelieu, sans aimer beaucoup les femmes, avait eu cependant des maîtresses. Mme de Crayen, dont je parlerai plus tard, a eu certainement le duc de Richelieu comme amant. (*Note de l'auteur.*)

(3) Le peintre Lawrence fit, lors du Congrès d'Aix-la-Chapelle, les portraits de la plupart des plénipotentiaires.

(4) C'était en 1820, pendant le dîner d'adieux offert par le prince de Hardenberg au marquis de Bonnay. (*Note de l'auteur.*)

son portrait, le duc de Richelieu, sachant que ce grand peintre avait pris 1,000 guinées au prince de Hardenberg pour le même travail, fut-il obligé de répondre qu'il était trop pauvre pour l'employer. Aussitôt, Lawrence fit savoir qu'il se considérerait comme très honoré de reproduire pour rien les traits « de l'homme le plus estimé du monde entier ».

A Carlsbad, où je prends en ce moment les eaux, je demeure à l'hôtel du *Golden Schild*, tenu par le comte Boltza, gentilhomme hongrois de haute noblesse, mais ruiné et ayant commis la sottise d'épouser sa cuisinière. Là, je loge porte à porte avec l'excellent M. de La Ferronnays (1) que je ne quitte guère. Le comte de La Ferronnays m'a toujours témoigné une grande bienveillance et je lui dois beaucoup de reconnaissance. J'ai su positivement, qu'en 1819, lorsqu'à la suite des démêlés du duc de Berry avec Mme de Montsoreau, belle-mère de M. de La Ferronnays, ce dernier fut rappelé de la mission de Danemark pour passer à Saint-Pétersbourg en qualité d'ambassadeur, il fit d'actives démarches pour me faire attacher à sa nouvelle ambassade; mais, à son insu, toutes les places d'attachés ou de secrétaires à Saint-Pétersbourg avaient été pourvues déjà. Le comte de la Ferronnays m'a dit qu'il avait voulu ainsi ne pas me laisser à Berlin après le départ du marquis de Bonnay, qu'il savait prochain.

M. de La Ferronnays a été fort lié avec le marquis de Bonnay et le duc de Richelieu, personnages dont il savait apprécier l'expérience, la loyauté, le cœur sincère et le sens droit, et qu'il considérait comme des hommes d'Etat hors ligne. Tout à l'heure, en me parlant de ces amis que nous pleurons tous deux, ne me disait-il pas : « Perdre de tels hommes, des conseillers aussi sûrs et aussi dévoués au Roi, c'est, comme dans la tempête, pour un frêle esquif, le pilote à l'eau et le gouvernail brisé. Que Dieu protège le roi Louis XVIII! Mais, après lui, comment gouvernera-t-on? (2) ».

(1) Le comte Auguste Ferron de La Ferronnays, né en 1777, mort en 1842.

(2) Aujourd'hui, après tant d'années écoulées, je ne puis relire sans mélancolie ces paroles de M. de La Ferronnays. (*Note de* 1843.)

Si j'eusse été flatteur, j'eus pu répondre au comte de La Ferronnays : « Rien n'est perdu, monsieur, avec des hommes tels que vous ». Je n'ai fait que penser ces paroles. Les prononcer, ce n'eût pas été du goût du modeste M. de La Ferronnays.

Il n'est pas besoin d'être médecin pour être frappé de l'état délabré de la santé du comte de La Ferronnays. C'est que, pendant vingt ans et plus d'émigration, ce dernier a connu les misères et les privations. On pourrait composer plusieurs romans avec le récit des aventures et des dangers qu'il a courus. M. le duc de Rovigo m'a dit que le dossier le plus en vue, et peut-être le plus volumineux, de la police impériale, était celui du comte de la Ferronnays, si connu par son caractère généreux et chevaleresque, si réputé aussi par son attachement au duc de Berry en exil et son tempérament ardent et aventureux, qu'il fut toujours, à tort ou à raison, impliqué par les policiers français dans tous les complots royalistes de l'époque; et ce n'est que par d'heureux hasards qu'il n'est point tombé dans tous les pièges que ce coquin de Fouché lui tendait.

Le mariage du comte de La Ferronnays a été ce qu'il devait être : celui d'un héros de roman. Simple cavalier à l'armée de Condé, dans le régiment du duc de Berry, il fit en effet campagne aux côtés de Mlle Albertine de Montsoreau, qui suivait son père depuis la fondation du corps, sur les états duquel elle figurait bel et bien, ainsi que sa sœur (1). Ce fait étrange m'a été dit par M. de La Ferronnays lui-même.

N'aimant point à parler de ces tristes temps, ou par modestie, M. de La Ferronnays rappelle peu ses souvenirs d'émigration : « Voyez Boltza, me disait-il l'autre jour en me montrant notre propriétaire; croyez-vous qu'il conte à ses amis les vicissitudes de son métier d'aubergiste?... Non; il évoque avec eux l'époque où il était l'un des plus fastueux seigneurs de la

(1) Le comte de La Ferronnays s'est marié en 1802, à Klagenfurth, à Mlle Albertine de Montsoreau, dont la sœur a épousé quelques années plus tard — en Angleterre, je crois — le comte de Blacas. (*Note de l'auteur.*)

Hongrie... » Et, par discrétion, sans doute, le comte de La Ferronnays, lui qui a vécu dans l'intimité du duc de Berry, est, pour ainsi dire, muet sur ce prince, et l'on sent que les conversations se rapportant à la victime de Louvel lui seraient pénibles. Il est aisé, du reste, de deviner que la grande affection témoignée par M. de La Ferronnays au prince a été maintes fois mise à l'épreuve par les colères et le manque de tact de ce dernier.

Voici un fait qui m'a été cité par M. de Nordenfeld (1), et qui, s'il est authentique, a pu, dans le temps, inspirer au comte de La Ferronnays quelque rancune contre le duc de Berry. Lorsque après la paix de Tilsitt, le duc de Berry fut à Gothembourg l'hôte du Roi de Suède, il fut, en compagnie de son fidèle aide de camp, reçu dans un ordre bizarre et bien à l'unisson de l'étrange Gustave IV, celui de l' « Amaranthe », qui comptait parmi ses chevaliers les femmes les plus séduisantes. Ceci n'était pas pour déplaire au duc de Berry; cela fut moins du goût de M. de La Ferronnays qui, tout amoureux qu'il fût de son épouse légitime, ne put résister indéfiniment aux avances des coquettes et jolies chevalières. Le volage duc plaisanta son aide de camp de cette première infidélité conjugale, et ces sarcasmes furent, dit-on, fort sensibles au comte de La Ferronnays.

Par contre, M. de La Ferronnays parle souvent de l'ex-roi de Suède, Gustave IV, ce monarque halluciné qui, depuis qu'il a été chassé du trône, erre un peu partout à l'aventure, sous divers noms d'emprunt : comte de Gottorp ou colonel Gustavson. Voici quelques anecdotes que je tiens de lui sur ce malheureux fou.

Un jour, à Hartwell, où il était venu s'échouer après son expulsion de Suède, le monarque détrôné entra *à propos de bottes* dans une terrible fureur contre M. de La Ferronnays qui, fidèle courtisan du malheur, avait demandé la faveur d'être attaché à la personne de Gustave IV. Celui-ci venait

(1) Quand j'étais à Berlin, M. de Nordenfeld avec qui j'étais fort lié, était attaché à la légation suédoise. (*Note de l'auteur.*)

d'essayer une paire de bottes, dont l'une était fort serrée. Aussitôt, sous prétexte que M. de La Ferronnays lui avait donné l'adresse du bottier, il manifesta une violente colère, s'en prenant au gentilhomme français. Sous le fait de cette botte qui n'allait pas, il y avait évidemment quelque complot ourdi contre sa vie!...

La veille de son départ d'Hartwell, Gustave IV fit encore une affreuse scène à M. de la Ferronnays, auquel il tint des propos solennels et incohérents, voulant, lui remettre une superbe épée que, tour à tour, il lui rendait, lui disant : « Prenez ceci en souvenir de votre attachement et de ma reconnaissance; c'est tout ce qui me reste de ma splendeur ». Puis, l'étrange ex-Roi reprenait son épée et criait : « Misérable!... Oseriez-vous me dépouiller à ce point?... Ma belle épée n'est-elle pas l'insigne de mon autorité?... »

Deux années plus tard, le comte de La Ferronnays se retrouva face à face avec le pauvre Roi errant et toujours halluciné. C'était au soir de la bataille de Leipsig. Devant la misérable auberge où il dînait, M. de La Ferronnays vit s'arrêter une voiture. C'était l'ex-roi Gustave IV, venant, seul avec son postillon, de traverser le champ de bataille. Les yeux hagards et riant d'un rire d'insensé, il interpellait le comte de La Ferronnays et se moquait de tous les souverains coalisés, obligés de battre en retraite : « Ah! ricanait-il, autrefois ce pauvre Brunswick avait aussi déclaré qu'il battrait Napoléon!... » Et, abandonnant son ton de moquerie pour en prendre un solennel, le prince insensé avait ajouté : « Que n'ai-je été là avec ma bonne épée!... Je leur aurais montré comment on bat Napoléon!... »

CHAPITRE VIII

Déclaration nécessaire. — Esprit français et esprit allemand. — Mes relations à Berlin. — S. A. I. le grand-duc Nicolas de Russie. — Le comte de Modène. — Impuissance et favoritisme de Louis XVIII. — Mme Stick. — La vieille comtesse Golowkin. — Paul de Bourgoing. — Le comte de Chastellux. — Le comte de Caux. — Le vicomte de Flavigny.— Le chevalier de Landabura. — Sa façon de s'exprimer en français. — Suffisance du chevalier de Vallejo.

Dresde, novembre 1825.

Avant de passer en revue les personnes que j'ai fréquentées en Prusse, il me vient un scrupule au sujet duquel je dois faire une déclaration. Je ne sais si mes notes seront quelque jour livrées au public. Si elles le sont jamais, peut-être s'étonnera-t-on de ce que, reçu comme je l'ai été dans une société, j'ai eu le cynisme ou la petitesse d'égratigner tant soit peu certaines personnes de cette société?... Ma défense sera facile. Ayant eu à peindre ces personnages, j'ai tenu à en donner des portraits aussi fidèles que possible et à les reproduire tels qu'ils me sont apparus, avec leurs travers et leurs ridicules. J'affirme qu'il serait injuste de me taxer de malveillance, quand j'ai écrit mes notes sans aucune animosité personnelle et que j'ai voulu simplement être sincère. Au surplus, cette déclaration ne serait pas complète, si je n'ajoutais quelques mots sur la différence de l'esprit allemand et de l'esprit français.

En 1816, quittant Paris pour Berlin, en même temps que mon respectable chef, le marquis de Bonnay, ce dernier, voulant faire profiter ma jeunesse de sa grande expérience, m'avait tenu, tout au long des routes, des discours instructifs, pouvant se résumer à peu près ainsi : « A Berlin, nous allons trouver de braves gens, mais, d'autant plus infatués de leur

valeur militaire qu'ils ont été plus longtemps annihilés par les armées impériales. Nous les entendrons — j'en suis certain — vanter devant nous leurs récents succès. Ils croiront ainsi nous faire plaisir, à nous, représentants des Bourbons... Je vous le répète, ce sont de braves gens, et, cependant, beaucoup d'entre eux, dont les plus instruits et les plus intelligents, vous blesseront souvent, sans aucune mauvaise intention, par des propos qui, chez nous, paraîtraient inconsidérés, alors que, chez eux, ils seront motivés par la pensée de vous être agréable... En un mot, jeune homme, vous trouverez chez les Allemands nombre de personnes instruites et bien élevées, mais vous ne mettrez peut-être pas, à Berlin, la main sur *un seul* homme de tact. Dans leurs anecdotes, les plus distingués d'entre les Berlinois, désirant être aimables, dépasseront souvent la mesure, s'ils veulent faire de l'esprit... Soyez donc averti. Ne vous laissez pas emporter par votre fougue et votre jeunesse. Là où vous aurez cru voir quelque allusion blessante pour votre pays ou pour un de vos amis, il n'y aura eu qu'un trait d'esprit des *lourds* Allemands... J'ignore si les Allemands conquerront un jour notre sol, c'est le secret de Dieu, mais ce que je sais, c'est qu'il y a une chose impalpable qu'ils seraient bien en peine de nous prendre : notre esprit... Tout ceci n'est pas pour vous dire de supporter toutes insultes. Si nous devons être dignes et réservés, nous devons aussi tenir haut le drapeau de la France. Pas de querelles suscitées par nous, mais pas d'insultes envers notre pays ou nos personnes!... Je suis votre chef; en toutes choses, ayez confiance en moi comme j'ai confiance en vous... »

Je n'avais eu garde d'oublier ces justes et fières recommandations du marquis de Bonnay (1). Leur souvenir fut pour moi un guide sûr durant mon séjour à Berlin. Que de fois j'ai eu l'occasion d'en apprécier le bien-fondé, en entendant des princes et des généraux prussiens énoncer devant moi, *en croyant me faire plaisir*, des « corbleu », « sacrebleu »,

(1) Paul de Bourgoing m'a dit que le marquis de Bonnay lui avait tenu, à cette même époque, un discours analogue. (*Note de l'auteur.*)

« sacredieu » et autres grossières locutions soldatesques, ou, faire, en plein salon, à des femmes du meilleur monde, des plaisanteries qui, en France, ne sont de mise que dans le bas peuple!... Et, que de fois mes sentiments de Français ont failli être choqués par les lourdes vantardises d'officiers prussiens se croyant invincibles depuis Waterloo!... Alors, en ces pénibles moments, je me répétais tout bas les paroles du vieux marquis de Bonnay : « Oui, me disais-je, riez à votre aise, bons Allemands! J'ignore si un jour vous conquerrez notre sol; c'est le secret de Dieu; mais ce que je sais, c'est qu'il y a une chose impalpable que vous seriez bien en peine de nous prendre : notre esprit.... »

Je demande bien pardon aux Berlinois de cette digression sur la vantardise et le manque de tact de plusieurs d'entre eux, et, après une déclaration aussi ardue, je me hâte de dire que les relations enviées et charmantes que j'ai eues à Berlin ont contribué à m'en rendre le séjour infiniment agréable.

Très fréquemment, il m'est arrivé de rencontrer dans le monde les princes, et notamment, le duc et la duchesse de Cumberland, le duc Charles de Mecklembourg-Strélitz, le grand-duc régnant du même nom, le duc de Hesse-Hombourg, personnages dont j'ai peut-être déjà parlé ou dont les noms reviendront sous ma plume.

Le grand-duc Nicolas de Russie m'a toujours traité avec une bonté particulière, pendant les divers séjours qu'il a faits à Berlin. Si, par une circonstance fortuite, il devenait un jour Empereur de Russie, il aurait, j'en suis convaincu, les mêmes bontés, si j'avais l'honneur de lui faire ma cour (1).

A la suite de S. A. I. le grand-duc Nicolas, se trouvaient en 1821 deux personnes avec lesquelles je me liai particulièrement : le colonel Perowski, son aide de camp, et le comte

(1) Je ne pouvais me douter que, si peu de temps après avoir tracé ces lignes, cette circonstance fortuite se produirait. Depuis deux mois, ce prince est devenu empereur de Russie, à la mort du tsar Alexandre, son frère, le grand-duc Constantin ayant renoncé à la couronne. (*Note de février* 1826.)

de Modène. Né Français, fils d'un ancien ministre plénipotentiaire de France en Suède (1), devenu gouverneur du palais du Luxembourg — qui, avant la Révolution, appartenait à Monsieur, devenu le roi Louis XVIII — le comte de Modène remplissait les fonctions de maréchal de la Cour du grand-duc Nicolas, qui l'aimait beaucoup. Fort souffrant, parfois, le comte de Modène avait obtenu l'autorisation de ne pas paraître, chaque jour, à la table du Roi de Prusse. Il avait une table de six couverts dans ses appartements, et, deux ou trois fois par semaine, j'y dînai avec lui et le colonel Perowski. Souvent, après le dîner du roi Frédéric-Guillaume III, le grand-duc Nicolas montait chez le comte de Modène et restait une heure ou deux à converser et rire avec nous qui étions, tous, de grands rieurs.

En 1821, il m'arriva de faire un voyage en Saxe avec le comte de Modène. Celui-ci est grand comme le Roi de Prusse; ses gens portaient une livrée ressemblant fort à celle de Frédéric-Guillaume III; après son passage, son maître d'hôtel laissait dans les auberges des bouteilles vides, munies d'étiquettes indiquant qu'elles sortaient de la cave royale. Toutes ces choses aidant, le comte de Modène fut pris dans bien des endroits pour le Roi de Prusse, et, plusieurs fois, les notables des localités vinrent s'informer près de moi, qu'on supposait être le grand chambellan, si « Sa Majesté » ne daignerait pas donner une audience. Mais, à l'arrivée à Dresde, changement de tableau. Ici, mon compagnon n'était plus qu'un gentilhomme quelconque, tandis que, par suite de je ne sais quel malentendu, on voulait absolument que je fus l'illustre écrivain russe Jukoski, alors chargé de donner des leçons de langue moscovite à la grande-duchesse Nicolas, et, au début, je ne pouvais comprendre pourquoi l'on me parlait autant de la littérature russe, de Karamsin et de Pouschkine. Pour dissiper cette erreur, il ne fallut rien moins que les assurances

(1) 1768-1771. Le prédécesseur du comte de Modène à Stockholm avait été le baron de Breteuil; son successeur fut le comte de Vergennes. (*Note de l'auteur.*)

formelles des légations russe et française de la capitale saxonne. Le chargé d'affaires de France était alors un simple secrétaire de la légation, le comte de Beaurepaire, fort aimable homme, dont j'ai été plus tard le successeur en cette même ville de Dresde.

A Coblentz, pendant l'émigration, le comte de Modène, alors jeune page de Monsieur, était logé chez Mme de Balbi (1), maîtresse avouée de ce dernier. Il m'a raconté que, surprise un jour par son amant en galant têtê-à-tête avec un émigré, elle reçut de Monsieur les reproches les plus amers, mais qu'elle se défendit d'avoir eu des bontés intimes pour l'heureux rival que supposait le prince. Emportée par la vivacité de la discussion, Mme de Balbi finit par dire à Monsieur : « Mais, au reste, que pourrait vous faire que je disposasse d'une chose *dont vous ne pouvez faire usage?...* » Ceci se passait devant le jeune comte de Modène, que l'on tenait encore comme trop enfant pour se beaucoup gêner en sa présence. C'est peu après cette scène que Mme de Balbi quitta Coblentz et passa en Hollande où elle vécut assez publiquement avec un gentilhomme français.

Selon le comte de Modène, Louis XVIII a toujours été impuissant, tout en aimant beaucoup les femmes; et l'on n'a pas compris, dans le temps, pourquoi le prince de Monaco se montra jaloux et chagrin, au point de se faire sauter la cervelle, des soins que Monsieur rendait à la princesse de Monaco. Mme de Balbi peut passer, à bon droit, pour une autorité au sujet de l'impuissance, réelle ou non, de Louis XVIII. Or, le comte de Modène a entendu Mme de Balbi dire en riant, à Coblentz, un jour où la conversation était tombée sur le compte d'une jeune femme qui, avec un air aussi virginal que celui des madones de Raphaël, avait eu plusieurs aventures galantes : « Quant à moi, je crois à la virginité, plus que les hommes n'y croient en général. J'en connais deux bien positives : c'est celle de Monsieur et celle de son épée ».

(1) Fille du marquis de Caumont la Force, Mme de Balbi naquit en 1753 et mourut en 1823.

Autant que je m'en souviens, voici ce que m'a dit le comte de Modène, relativement au côté sentimental du caractère de Louis XVIII : « Dès sa jeunesse, le Roi fut porté à la tendresse, à l'affection, à l'amitié, au *favoritisme* (1). Si son favori était homme, il était pour lui comme un tendre frère. Si une femme devenait l'objet de son favoritisme, il l'aimait avec toute la tendresse qu'Abailard conserva pour Héloïse, après qu'il eût été si cruellement puni. Le très fidèle duc d'Avaray, l'insignifiant Blacas, le séduisant duc Decazes (2), ont été aimés avec la plus tendre et la plus sincère affection. Mme du Cayla a partagé avec le duc Decazes ce besoin de favoritisme qui existait dans le cœur du vieux monarque. On a prétendu que Louis XVIII avait, avec Mme du Cayla — à laquelle il a donné le titre de duchesse — des familiarités tendres et sensuelles que l'on ne prend qu'avec une maîtresse. Pour moi, je n'en crois rien (3). »

Au reste, aujourd'hui que le roi Louis XVIII n'est plus, qu'importent ces petits côtés de favoritisme et d'impuissance, réelle ou non? Ce Roi qui a traversé de si grands événements et vu tant de catastrophes, a toujours été à la hauteur des

(1) Voici ce qu'écrit, à ce propos, dans la brochure intitulée : *Lettres écrites sur les Cent-Jours*, l'Anglais Hobhouse, fort partial, du reste, dans ses jugements contre les Bourbons : « ... Depuis vingt-cinq ans, Louis XVIII a toujours eu un favori reconnu, et ce favori, il l'a toujours préféré à ses amis, et même à ses parents... N'ayant pas assez d'énergie pour secouer ce joug, dans l'absence de ce valet tyran, il se fâche, mais il reprend bientôt ses chaînes habituelles. Tel est l'ascendant que cet homme a sur ce prince, que, plutôt que de renoncer à son favori, il se brouillerait même avec sa famille, ses amis, et avec tous les Rois de l'Europe... » Il nous semble que l'écrivain anglais n'a pas vu juste et qu'il s'est contenté d'être méchant. (*Note de l'éditeur.*)

(2) Une autre fois, me parlant du duc Decazes, le comte de Modène m'a dit que Talleyrand, on ne sait pourquoi, détestait ce favori de Louis XVIII, et qu'il disait souvent de lui : « L'ancien secrétaire de Mme Lætitia..., ce joli garçon,... ce garçon perruquier... » (*Note de* 1826.)

(3) En 1824, à Paris, le comte de Modène m'a fait lire un journal anglais vieux de plusieurs années, racontant, à sa façon, un long entretien du roi Louis XVIII avec Mme de Cayla. Le Roi remettait, en billets de banque, une somme de 20,000 francs à Mme du Cayla, froissait chaque billet, en faisait une petite boule qu'il lançait, avec adresse, entre les seins de la favorite, et s'empressait d'aller reprendre le léger projectile où il l'avait logé, afin de recommencer indéfiniment le bombardement amoureux. (*Note de* 1826.)

circonstances, et, plus son règne s'éloignera, plus il grandira.

Le nom du comte de Modène me rappelle un fait qui se passa au grand théâtre de Berlin, en 1821, je crois, et qui était bien de nature à étonner un Français. C'était à une représentation de *la Pucelle d'Orléans*, de Schiller. Le rôle de Jeanne d'Arc était tenu par la belle et grande actrice, Mme Stick. Quelques jours auparavant, étant en « conversation criminelle » avec le jeune comte Blücher, cette ravissante personne avait été surprise par son mari. Menacé par ce dernier, l'amant avait été obligé de se défendre avec un poignard et avait assez gravement blessé M. Stick (1). Lorsque Jeanne d'Arc fit son entrée sur la scène, toute l'assistance la hua, en criant : « Demandez-nous pardon! » L'actrice, confuse, fut contrainte de se jeter à genoux et d'implorer merci et miséricorde. Le public, ayant enfin crié qu'il pardonnait, la pauvre Mme Stick, réconciliée avec l'assistance, dut jouer comme s'il ne s'était rien passé. Elle était fort intimidée — on l'eût été à moins — ; cependant elle tint son rôle sans faillir et jamais elle ne parut plus belle.

Le comte de Modène et moi, qui assistions à cette représentation, nous avions été indignés de cette attitude des spectateurs forçant une femme à se traîner à genoux en leur demandant pardon. Le lendemain, le grand-duc Nicolas, déjà informé de la chose, monta comme à l'habitude chez le comte de Modène et le dialogue suivant s'engagea alors entre nous :

— Que pensez-vous de cela, mon cher chevalier?

— Je pense, Altesse, que Mme Stick a eu tort de prendre un amant; je pense encore qu'il est fort regrettable que cet amant ait frappé le mari à coups de poignard... Mais la pauvre femme est-elle coupable des violences du jeune Blücher? Et puis, est-il beaucoup d'actrices, même en Prusse, qui n'aient point d'amant?... Dans le cas de Mme Stick, en France,

(1) M. Stick ne recouvra la santé qu'au bout de longs mois. (*Note de l'auteur.*)

nous n'aurions pas réduit une actrice à cette honte de se traîner à genoux devant le public; non certes, nous...

— Oui. J'entends bien. A Paris, d'une coupable vous auriez fait une héroïne à laquelle vous auriez fait une ovation. Vous l'auriez couverte de fleurs...

Ici un silence.

— Vous vous taisez, Cussy. J'ai donc raison. Voyez-vous, il y a dissemblance totale entre les caractères prussien et français. Vous, vous êtes un peuple galant et spirituel. Les Allemands sont gens positifs et de réflexion. Mme Stick eût-elle pris trois ou quatre amants discrets, que la pruderie allemande eût accepté la chose, mais, ce qu'il ne fallait pas pour les gens pesants d'ici, c'était un scandale. Notre belle et intéressante tragédienne peut encore s'estimer heureuse d'en être quitte à si bon compte. Avant la Révolution, le bourreau l'eût fouettée sur la scène.

Pendant l'hiver, il y avait, tous les quinze jours, chez le marquis de Bonnay, un grand dîner de trente couverts. Chaque dimanche, le marquis recevait à sa table une douzaine de personnes amies, toutes instruites et de conversation intéressante. C'étaient, par exemple, le docteur Heine (1) le professeur Lichtenstein, MM. Ancillon et de Chamisso; et, comme dames, Mlle de Bischofswerder, sœur de l'ancien favori du feu Roi, les comtesses de Néal et de Reede. Le dimanche soir, jour fixe de réception, où toute la société choisie était invitée une fois pour toutes, et où je n'ai jamais vu moins de soixante à quatre-vingts personnes, après le thé, on jouait, on faisait des loteries, on entendait un peu de musique, on prenait force rafraîchissements et glaces, puis on se retirait vers 11 heures. Une seule table de joueurs restait à souper : celle de la vénérable comtesse Golowkin,

(1) Ce Heine, qui est devenu un littérateur allemand si célèbre et que j'ai revu il y a quelques années à Paris où il collaborait à la *Revue des Deux Mondes*, n'était alors qu'un jeune homme de vingt-deux à vingt-trois ans, de manières fort distinguées, dont on vantait la grande instruction et qui avait une certaine notoriété d'original prêchant les doctrines du libéralisme français. (*Note de* 1843.)

bonne vieille dame de quatre-vingts ans passés (1) dont on soignait les goûts et les plaisirs. Elle fit faire, un jour, son portrait lithographié, dans lequel elle était représentée à sa table de tapisserie, ayant en face d'elle la grenouille qui lui servait de baromètre. Je me souviens encore parfaitement du joli quatrain suivant qu'improvisa devant ce portrait le marquis de Bonnay, la première fois qu'il le vit :

Son esprit n'a point de vieillesse,
Le temps respecte sa santé,
Tout l'amuse, tout l'intéresse :
Des amis, un boston, sa grenouille et du thé.

La vieille comtesse Golowkin était fort originale. C'était elle qui faisait sérieusement la guerre à M. de Chateaubriand parce qu'il avait fait mourir Atala. Dans les premiers jours qui suivirent la visite d'arrivée de M. de Chateaubriand chez elle, sa demoiselle de compagnie racontait, par son ordre, à tout entrant, les détails de cette visite. A l'époque du procès de la Reine d'Angleterre (2) et de ses amours avec Bergami, s'étant aperçu que sa demoiselle de compagnie sautait de longs détails scabreux, elle se fit lire les journaux par son vieux cocher, qui s'acquittait de sa mission comme le vieil invalide de *Ma tante Aurore*. Elle suivit le même procédé lors des couches de Mme la duchesse de Berry.

Avant de parler de nouveau des membres de la société berlinoise, je veux donner ici quelques détails sur mes collègues de la légation de France.

Le chevalier Paul de Bourgoing est le fils de feu le baron de Bourgoing, ce modèle des diplomates qui, après avoir été successivement ministre de Louis XVI à Copenhague et à Madrid, où il était encore le 12 août 1792, fut ministre de Napoléon à Dresde, fonctions qu'il remplit avec une telle autorité et une telle adresse jusqu'à sa mort à Carlsbad, en 1811, que l'Empereur le déclarait « irremplaçable ». Paul

(1) Morte en 1822, âgée de quatre-vingt-cinq ans. (*Note de l'auteur.*)

(2) Caroline de Brunswick, épouse de George IV, devenu roi d'Angleterre le 31 janvier 1820. Ce procès scandaleux eut lieu en cette même année 1820.

de Bourgoing a fait, très jeune officier, plusieurs des campagnes de l'Empire, et, notamment, celle de Russie. Il était encore aide de camp du maréchal Mortier, duc de Trévise, quand, en 1816, il fut attaché à la légation de France à Berlin, en qualité de second secrétaire. Il a écrit sur la campagne de Russie un petit roman assez gracieux, intitulé : *Le prisonnier en Russie.* Il fait les vers avec facilité, mais sa muse le pousse parfois vers des élégies un peu ampoulées, telle son *Elégie sur la mort d'un ami.*

Bourgoing a failli rester sous les neiges de la Russie. Quelques jours après le passage de la Bérésina, épuisé de fatigue, transi de froid et mourant de faim, il s'était couché sur la route glacée, attendant et souhaitant, m'a-t-il dit, la mort. Par un bonheur providentiel, son frère, Armand de Bourgoing, officier d'une haute distinction, alors aide de camp du maréchal Ney, accompagné d'un de ses parents, le capitaine Auguste de Talleray, du 23e dragons, passent en traîneau près de lui et le reconnaissent. Ils le prennent avec eux et le conduisent aux ambulances. Transporté jusqu'à Weymar, atteint de la fièvre épidémique qui enlevait un si grand nombre de soldats, il ne tarde pas à tomber dans un état tel que, pendant quelques heures, il passe pour mort, et ce n'est que sur l'énergique opposition de sa garde-malade qu'il n'est point livré au lugubre tombereau qui enlève les cadavres. Instruit par hasard du séjour d'un Bourgoing dans les hôpitaux de sa capitale, le grand-duc de Saxe-Weymar, qui a gardé un excellent souvenir de l'*irremplaçable* Bourgoing, envoie son médecin particulier auprès du moribond qui, bientôt, recouvre la santé et peut regagner la France.

En 1814, Bourgoing était aide de camp du maréchal duc de Trévise, dont le corps d'armée était échelonné entre Fontainebleau et Paris, pendant que les troupes du duc de Raguse, plus rapprochées de Paris que celles du duc de Trévise, formaient l'avant-garde du corps commandé personnellement par l'Empereur. Le maréchal Mortier avait donné à Paul de Bourgoing une mission qui l'avait tenu éloigné

pendant deux jours. A son retour, à la demande que lui adresse le maréchal sur la rencontre qu'il a dû faire du corps Marmont, Bourgoing, étonné, répond qu'il n'a pas vu un soldat français depuis Paris. En effet, dans la nuit précédente, le duc de Raguse avait, sans ordres, abandonné sa position et conduit ses troupes du côté de Versailles, laissant ainsi à découvert, et sans lui en donner avis, le maréchal Mortier. Sur-le-champ, Paul de Bourgoing est dépêché à Fontainebleau et c'est par lui que l'Empereur est instruit de la défection de Marmont.

Paul de Bourgoing est un peu excentrique; il a de la facilité, de l'esprit et possède un aplomb et une confiance en son étoile qui le feront certainement réussir, quelles que soient les circontances (1). Assez sarcastique, il se laisse aller parfois à des bons mots qui blessent ceux qui en sont l'objet. Un jour, nous avons eu l'épée à la main; le comte de Chastellux, plus calme que nous, a su empêcher un duel que rien de sérieux ne motivait. Sauf ce nuage passager, nous avons fort bien vécu ensemble et sommes restés amis. Après dix-huit mois de séjour à Berlin, Bourgoing fut envoyé à Munich et je le remplaçai comme second secrétaire de la légation.

Par une circonstance fortuite, j'eus, durant mon séjour à Berlin, le plaisir de faire bénéficier Paul de Bourgoing d'une faveur dont il m'a dit qu'il me garderait toujours de la reconnaissance (2). En avril 1814, quelque temps après l'entrée des alliés dans la capitale, j'avais rencontré à l'*hôtel des Princes*, près de mon bon général Janssens, un officier suédois de ses amis, qui venait d'arriver à Paris, accompagnant

(1) Je ne croyais pas si bien dire. Pair de France sous Louis-Philippe, Bourgoing était ministre de France à Munich, à l'époque du 24 février 1848. Il a cherché immédiatement à être réemployé, et, bientôt, il a obtenu le poste d'ambassadeur à Madrid. Actuellement, il est sénateur. (*Note de* mai 1853.)

(2) Voilà trente-six ans bientôt que Bourgoing me faisait cette belle protestation! Dernièrement je me suis adressé à lui pour faire débuter mon fils dans la carrière diplomatique. Ce vieil ami, ce sénateur impérial, *persona grata* de Napoléon III, m'a fait répondre par *un secrétaire* que, pour le moment, il n'y fallait pas songer... (*Note de mai* 1853.)

l'ex-maréchal Bernadotte, alors prince royal de Suède. Devant moi, l'officier suédois avait raconté que son maître devait remettre la croix de l' « Epée » aux deux fils aînés de feu le baron de Bourgoing. Pour je ne sais quelle raison, cette promesse n'avait pas été tenue. Or, en 1817, le général français Camps (1), aide de camp du prince royal de Suède, vint, pendant quarante-huit heures à Berlin, chargé d'une mission secrète pour le gouvernement prussien. Ce général, me rencontrant chez M. Ancillon, fut enchanté de pouvoir causer avec un compatriote. Le soir même il partait, me laissant un mot par lequel il me faisait savoir, qu'aussitôt rentré en Suède, il prierait le prince royal de me porter sur un état de distribution de croix de l' « Epée ». Elevé à l'école du marquis de Bonnay qui refusait toute décoration étrangère, je suis peu sensible à ces hochets (2), et, en outre, n'ayant jamais rendu aucun service à la Suède, j'estimais que le fait de recevoir la croix de l' « Epée » me couvrirait de ridicule. Je me souvins alors de la promesse faite devant moi à l'*hôtel des Princes*, trois ans auparavant; j'en informais le général Camps, et, quelques mois plus tard, mon collègue Paul de Bourgoing recevait, ainsi que son frère Armand (3), la croix de l' « Epée ». En m'en avisant, le général Camps m'ajoutait que, si le troisième des frères Bourgoing, Honoré (4), n'avait pas bénéficié de la même faveur, c'est qu'il était trop jeune et qu'il n'avait point, d'ailleurs, le grade de capitaine, dont il est nécessaire, selon les statuts de l'ordre, d'être titulaire, pour recevoir la croix de l' « Epée ». Etant aide de camp du général Janssens, puis à l'état-major des gardes du corps, j'avais déjà eu l'occasion de rendre des services du même genre à plusieurs de mes amis (5), mais je n'avais vu aucun

(1) Ce Camps était, m'a-t-on dit depuis, le frère de lait de Bernadotte. (*Note de* 1835.)

(2) La longue liste des décorations du chevalier de Cussy prouve que lui, pour sa part, n'a pas refusé toute décoration étrangère. (*Note de l'éditeur.*)

(3) Mort il y a longtemps, laissant un fils. (*Note de mai* 1853.)

(4) Aujourd'hui colonel de dragons. (*Note de mai* 1853.)

(5) Voir chap. I et II.

d'eux témoigner d'une joie semblable à celle de mon collègue. Ce fut une véritable joie d'enfant et, vis-à-vis de moi, de chaudes manifestations de reconnaissance; tout cela peu en rapport, à ce que j'ai toujours pensé, avec une distinction obtenue, non par son mérite personnel, mais grâce aux excellents souvenirs de son père, et grâce aussi à... moi-même.

Mon aîné de quelques années (1), Paul de Bourgoing avait débuté dans la carrière diplomatique à la même époque que moi, et, également, sous les auspices de feu le marquis de Bonnay. Celui-ci, tout en affectionnant Bourgoing, ne prisait pas très haut son mérite. Si nous ne l'avions déjà su, nous l'aurions appris par les réflexions qu'il nous fit quand notre collègue quitta Berlin pour Munich : « Le défunt baron de Bourgoing était un diplomate fort distingué. Je ne puis dire : *tel père, tel fils*, car notre ami Paul a, pour un homme d'Etat, trois grands défauts : son excentricité, son caractère inégal et son inexactitude. Mais, comme il est intelligent, travailleur et adroit, il tirera toujours son épingle du jeu. »

J'ai eu, à plusieurs reprises, l'honneur de présenter mes devoirs à la mère de mon ami. C'est une femme d'une éducation parfaite et de grande capacité; elle est actuellement surintendante de la maison d'éducation de Saint-Denis.

A mon arrivée à Berlin, en 1816, le poste de premier secrétaire de la légation de France était occupé par le comte Henri de Chastellux dont j'ai déjà parlé. Au retour des Bourbons, Chastellux m'avait présenté dans sa famille, à Paris, et j'avais

(1) Voici, d'après les archives des ministères de la guerre et des affaires étrangères, le résumé des états de service de Paul-Charles-Amable, chevalier puis baron de Bourgoing.

Né à Hambourg, le 19 décembre 1791, élève de Saint-Cyr le 29 avril 1809, sous-lieutenant au bataillon d'instruction de la garde impériale le 29 mars 1811, sous-lieutenant au 5e régiment de tirailleurs de la garde le 24 juin 1811, lieutenant adjudant-major au 9e régiment de tirailleurs de la garde le 1er mai 1813, capitaine le 23 décembre 1813, aide de camp du duc de Trévise le 30 mars 1814, démissionnaire en 1815. Deuxième secrétaire d'ambassade à Berlin en 1816, puis à Munich et à Copenhague en 1818, premier secrétaire à Berlin en 1823, puis à Saint-Pétersbourg en 1827, ministre plénipotentiaire à Dresde en 1832, puis à Munich en 1834. Pair de France en 1841. Démissionnaire à la révolution de 1848, ambassadeur à Madrid en 1849, sénateur le 31 décembre 1852. Mort à Paris le 16 août 1864.

ainsi fait la connaissance du brave et malheureux colonel de La Bédoyère, son beau-frère. Henri de Chastellux est un garçon réservé, d'allures et de manières aristocratiques, possédant du tact et du jugement. Ses chefs l'appréciaient fort et il était très aimé de tous ses collègues, ainsi que de la société berlinoise. Il se lie difficilement, mais, une fois donnée, son amitié est de celles sur lesquelles on peut compter.

En 1818, Henri de Chastellux quitta Berlin. Peu après, il épousait Mlle de Duras et prenait bientôt le nom et le titre de duc de Rauzan. Quand je le vis à Paris, à la fin de l'année 1823, il était directeur des travaux politiques au ministère des affaires étrangères et me demanda si la place de chef du bureau du chiffre ne me plairait pas. Le vicomte de Chateaubriand, son ministre, et lui-même, projetaient une réorganisation des bureaux, et, notamment, la mise à la retraite de M. Campi, bon vieillard, vraiment un peu trop retombé dans l'enfance pour continuer à remplir utilement l'emploi de chef de bureau du chiffre qu'il tenait depuis quarante ans. C'est alors que le duc de Rauzan me dit, moitié sérieusement, moitié plaisantant : « Mariez-vous donc, Cussy! Vous aurez le bureau du chiffre et vous deviendrez duc ». Je ne suis pas encore marié, je ne suis point duc et ne le serai jamais; mais j'eus certainement été nommé au poste où voulait me porter le duc de Rauzan, si quelques mois plus tard, mon ami n'avait pas quitté le ministère où il ne voulut pas rester un instant, après l'indigne procédé dont était victime son chef, M. de Chateaubriand. En temps opportun, je compte rapporter en détail ce brutal renvoi du 5 juin 1824.

Le comte Henry Roger de Caux fit l'intérim de chargé d'affaires de notre légation de Berlin, pendant le temps assez long qui sépara le départ du marquis de Bonnay de l'arrivée de M. de Chateaubriand. C'est un homme d'une quarantaine d'années, de petite taille et de jolie figure. Il est fort distingué et possède un caractère gai, facile et obligeant. Notre vie commune à Berlin a été toujours celle de deux frères. Il est resté à Berlin jusqu'au mois de mars 1823, époque à laquelle il fut

envoyé en Espagne auprès du duc d'Angoulême. Depuis, il a épousé Mlle de Varange (1).

Descendant d'une très ancienne famille du Languedoc, Henry de Caux a pour père un vieillard âgé de 85 ans, encore fort actif, auquel j'ai fait une visite à Carcassonne, en 1823. Ce vieux comte de Caux était embarqué comme garde-marine, à la fin de la guerre de Sept ans, sur un vaisseau qui fut pris par les Anglais. A la paix il rentra dans sa famille qu'il ne quitta plus désormais. A la Restauration, en récompense de sa fidélité aux Bourbons, il obtint d'être nommé capitaine de vaisseau honoraire. Et, chose bizarre! dans la conversation, ce vieux gentilhomme préférait de beaucoup être qualifié de ce titre de capitaine qu'il n'avait obtenu que par faveur, que de celui de comte qui lui était transmis par une longue suite d'aïeux. L'ancien évêque d'Aire, qui a été l'un des chefs de ce qu'on a appelé « la petite église », était l'oncle de mon ami Henry de Caux. Celui-ci a un frère un peu plus jeune que lui, qui porte le titre de chevalier et est actuellement bibliothécaire de la Chambre des députés. Fort instruit, d'ailleurs, il est laid, contrefait et très bossu, ce qui ne l'empêche pas de raconter à tout venant des histoires inouïes de bonnes fortunes, car ce petit bossu est très avantageux et croit que toutes les jolies femmes sont amoureuses de lui.

Comme le marquis de Bonnay, Henry de Caux déteste la famille d'Orléans. Je l'ai entendu dire plusieurs fois que, sous ses dehors modestes, le duc d'Orléans désire être Roi et qu'il saisira la première occasion de nuire aux Bourbons (2).

(1) Henry de Caux n'a pas été très heureux avec Mlle de Varange, d'après ce que m'ont dit les personnes qui ont vu cet intérieur. Je n'ai jamais rencontré Mme de Caux qui, peu d'années après la mort de mon ami, a épousé le duc de Valmy, petit-fils du maréchal Kellermann. En revanche, j'ai vu fréquemment sa sœur, Mlle Albine de Varange, aimable et belle personne, chantant bien, ayant une peau blanche magnifique, mais malheureusement des cheveux très roux. Elle a épousé l'amiral de Mackau. (*Note de* 1853.)

(2) Henry de Caux est resté fidèle à ses convictions politiques. En juillet 1830, étant ministre de France à Hanovre, il a donné sa démission, ne voulant pas servir les d'Orléans. Ayant quatre enfants et peu de fortune, cela lui fait beaucoup d'honneur. (*Note de* 1835.)

Le jeune vicomte de Flavigny qui, après ma promotion au grade de premier secrétaire de la légation, me remplaça dans les fonctions de second secrétaire, est un aimable et joli homme, charmant causeur, gai, et cependant de beaucoup de sang-froid. Il annonce de grandes aptitudes pour les choses de la diplomatie et, avec son seul mérite très réel, il pourrait fournir une carrière brillante, mais, aidé par ses alliances, sa fortune et son nom, il est sans doute destiné à ne pas moisir sur les échelons inférieurs de la diplomatie (1). Sa mère, sœur du richissime banquier Bettmann, de Francfort, a divorcé d'avec un premier mari, pendant l'émigration, pour épouser le vicomte de Flavigny, père de mon collègue. Une des parentés utiles à Flavigny est celle des Pasquier, la baronne Pasquier étant la nièce d'une arrière-grand'mère de Flavigny, vivant encore et que j'eus l'honneur de voir à Paris en 1820, la vieille Mme Lenoir, veuve du personnage de ce nom qui, avant la Révolution, était l'intendant de la police à Paris.

A cette même époque de 1820, j'ai fait aussi la connaissance de la mère de Flavigny et de sa sœur, Marie de Flavigny, jeune et charmante fille d'une quinzaine d'années alors, aux beaux cheveux blonds, à la taille élancée, au gracieux sourire, à la figure de vierge. La baronne Pasquier et la marquise de Bonnay ont rêvé pendant longtemps de me marier avec Mlle de Flavigny; mais il y a peu de chances pour que ce projet réussisse : je n'ai nulle envie d'abdiquer encore ma liberté de garçon, et, quant à Mlle Marie, elle a sans doute l'ambition, avec la grande fortune qu'elle doit avoir un jour, d'épouser quelqu'un de plus riche que moi (2).

Une chose mortifie beaucoup Flavigny : sa parenté avec

(1) Le vicomte de Flavigny a épousé Mlle de Montesquiou-Fézensac. Sous Louis-Philippe il a été créé pair de France. Depuis la révolution de février 1848, il est membre de l'Assemblée législative. (*Note de* 1853.)

(2) La jolie Marie a épousé le vicomte d'Agoult, neveu de l'écuyer cavalcadour de la duchesse d'Angoulême. Elle a quitté son mari pour suivre en Suisse le pianiste Liszt, et s'est faite auteur sous le nom de Daniel Stern. (*Note de* 1853.)

les Bettmann, famille que tout le monde croit juive, et qui l'est peut-être. On ne peut prononcer le mot de « Juif » devant Flavigny, dont la susceptibilité croit aussitôt deviner une allusion. Lui, homme du monde distingué et si bien élevé, je l'ai vu et entendu dire une impertinence à la comtesse de Goltz, parce que celle-ci, causant de je ne sais qui dans un groupe où se trouvait mon collègue, avait laissé échapper ces mots : « Il est avare comme un juif... » Et, peu de jours après son arrivée à Berlin, j'ai été dans le cas de lui servir de témoin contre le jeune Alley de Ciprey, parce que ce dernier racontait, en riant, une aventure, connue du reste de tous, sur les Rothschild (1).

Flavigny quitta la légation de Berlin en 1821, étant rappelé à Paris par des affaires d'intérêt. En 1823, il fut adjoint au comte de Caux dans sa mission auprès du duc d'Angoulême.

Je crois l'avoir dit; nous étions fort liés entre collègues à la légation de France, et les amis des uns étaient les amis des autres. Ils appartenaient, la plupart, au corps diplomatique. C'étaient le Hessois Wilkens; le baron de Heckeren, des Pays-Bas; les Russes : prince de Lubomirski, colonel de Germann et baron de Kakoschkine; le comte de Walderdorff, Autrichien; le Suédois Nordenfeld; le Wurtembergeois Wagner et le chevalier de Landabura, d'Espagne.

Sans doute, au cours de mes notes, les noms de ces personnes se trouveront plusieurs fois sous ma plume, mais je veux de suite donner quelques détails sur le chevalier de Landabura qui, pendant la gestion intérimaire du comte de Chastellux,

(1) Voici cette aventure : Devenu, comme ses frères, membre de la noblesse, le banquier Anselme de Rothschild, de Francfort, se laissa aller un jour — en 1818, je crois — à une grossièreté de langage envers un gentilhomme. Celui-ci lui dit : « Monsieur, si vous n'étiez qu'un juif ordinaire, je me contenterais de vous dire que vous n'êtes qu'un sot et qu'un impertinent, mais une patente souveraine vous a tiré de votre crasse; vous avez été créé noble, et je vous demande de me donner satisfation, les armes à la main, de votre grossièreté à mon égard. » Le pauvre banquier Anselme devient tout tremblant, balbutie des excuses, et s'écrie : « Si c'est là tout l'avantage que doit me procurer le parchemin que j'ai reçu, j'aime mieux le renvoyer. » (*Note de l'auteur.*)

en 1818, mourut d'une façon foudroyante, par la faute d'un pharmacien qui, pour une potion contre la fièvre, avait composé un mélange contenant une trop forte quantité d'opium. Soit dit en passant, cette circonstance fournit au soupçonneux cabinet espagnol, dont l'imbécile et malintentionné M. de Pezzaro était alors le chef (1), l'occasion de laisser supposer que la légation de France, une des légations « de famille (2) », avait profité d'une catastrophe subite pour s'empresser de lire la correspondance espagnole.

Tous les amis du chevalier de Landabura garderont de lui un souvenir ému, car c'était un bien digne homme, nonobstant son peu d'instruction et sa vulgarité. L'ignorance et les manières communes du chevalier étaient en opposition criante avec le savoir et la distinction de son frère puîné, le colonel de Landabura qui, après être resté quelques mois en simple voyageur à Berlin postérieurement au décès du chevalier, a péri lui-même de mort violente, victime d'un assassinat à Madrid, au cours d'une émeute.

Le chevalier de Landabura avait été élevé en France, qu'il n'avait quittée qu'à l'âge de vingt-deux ans, ayant alors absolument oublié l'espagnol. Quand il arriva à Berlin, âgé d'une quarantaine d'années, il avait totalement oublié le français. Il estropiait ces deux langues de la manière la plus atroce et c'était bien le cas de dire qu'il parlait le français comme les vaches l'espagnol. S'étant chargé assez imprudemment de traduire en français un document fort important pour les enfants d'un ministre d'Espagne mort à Saint-Pétersbourg, il avait écrit que ces enfants étaient « fils naturels et légitimés », au lieu de « fils naturels et légitimes ». De là, longueurs, procès, difficultés de toute nature. A cause de ce malencontreux accent aigu, dont le chevalier de Landabura ignorait la valeur, il fallut que l'empereur Alexandre et Ferdi-

(1) Ce Pezzaro, qui avait été autrefois à la tête de la légation de Berlin, était alors ministre des affaires étrangères d'Espagne. (*Note de l'auteur.*)

(2) L'autre mission de famille était la légation saxonne, une fille du prince Max de Saxe étant alors l'épouse de Ferdinand VII. (*Note de l'auteur.*)

dand VII intervinssent pour déclarer formellement que le ministre d'Espagne en question était marié avant la naissance de ses enfants. Un jour, le bon chevalier de Landabura donne, comme il suit, connaissance au corps diplomatique de l'heureuse délivrance de la reine d'Espagne : « J'ai l'honneur de vous annoncer que l'Auguste Majesté de la Reine, ma maîtresse adorée, a daigné accoucher d'un enfant qui a reçu les noms de... » Une autre fois, il annonce en ces termes l'arrivée à Berlin de l'infant don François de Paule : « L'infant don François de Paule est arrivé, hier, en bonne santé. On peut voir Son Altesse Royale à l'hôtel de..., de midi à 2 heures. » On n'annoncerait pas autrement la venue d'un boa ou d'un rhinocéros.

Au reste ce don François de Paule fut pris, une fois au moins dans sa vie, pour un animal. Voici comment : Un jour que le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, se trouvait à Charlottenbourg, entouré de ses enfants, dont le jeune prince Albert, qui n'avait alors que huit à neuf ans, un chambellan ouvre la porte et crie : « Monseigneur l'Infant! » Le roi de Prusse ordonna de faire entrer, mais le petit prince Albert se sauva, effrayé à l'idée de voir un éléphant pénétrer dans l'appartement.

La manière naïve qu'avait adoptée le chevalier de Landabura pour annoncer les couches de sa souveraine, me rappelle une scène assez comique qui eut lieu lorsque la duchesse de Cumberland mit au monde le prince George. Le duc, son époux, envoya immédiatement chez le roi de Prusse, l'un de ses aides de camp, le capitaine John, qui avait la prétention de s'exprimer en notre langue ainsi qu'un Parisien, mais, en réalité, parlait fort mal le français, car il prononçait à la manière anglaise les *a* comme des *e* et les *u* comme *iou*.

— « Sire, dit-il, médème la diouchesse est accouchée d'ioune fil.

— Comment?... D'un fils?...

— Yes, Sire, d'ioune fil.

— En un mot, est-ce un mâle?

— Yès, Sire, ioune fil mèle. »

Le roi Frédéric-Guillaume dut renoncer à être mieux in-

formé par le capitaine John et prit le parti d'expédier un de ses aides de camp au palais du duc de Cumberland.

L'arrivée du chevalier de Vallejo refroidit nos rapports avec la légation espagnole. Ce successeur du bon Landabura n'était qu'un sot personnage, bavard et ennuyeux, qui nous donna aussitôt la mesure de sa suffisance. Au moment où je lui remis les archives d'Espagne, sur lesquelles le scellé était resté depuis la mort de son prédécesseur, le chevalier de Vallejo se crut obligé de tenir au secrétaire de la légation de Saxe et à moi, représentants des deux missions de famille, un long et endormant discours se terminant par « l'assurance qu'en pareille circonstance la légation d'Espagne se ferait un vrai plaisir de rendre le même service aux légations de France et de Saxe ». Je trouvai cette assurance d'amitié et de bon vouloir si plaisante que, m'armant de tout le sérieux possible, je me levai et entamai, à mon tour, une harangue sur la bonne harmonie qui existait, à notre époque, entre tous les cabinets, et que, Dieu aidant, et tous les cabinets aussi, en employant des hommes du mérite de M. le chevalier de Vallejo, on verrait durer toujours. Et j'achevai, en remerciant le ministre d'Espagne de ses bonnes dispositions envers les missions de France et de Saxe, tout en le priant de croire que les personnes qui les composaient feraient tous leurs efforts pour ne point en profiter, quelque persuadés, d'ailleurs, qu'ils fussent, de leur sincérité.... Pendant cet échange de bons procédés verbeux, les secrétaires de la légation espagnole étaient groupés derrière le chevalier de Vallejo et pouffaient du sérieux, de l'air d'importance et du discours de leur chef, autant que de la gravité que j'observai moi-même. En sortant de la légation d'Espagne, je fus rendre compte de cette remise d'archives au marquis de Bonnay. Je n'ai jamais vu autant rire le grave marquis qu'en m'entendant lui conter la scène et lui débiter la réponse emphatique et sarcastique que j'avais faite au discours du chevalier de Vallejo, discours préparé sans doute depuis plusieurs jours, et qui dura, très certainement, près de deux heures.

CHAPITRE IX

Suite de mes relations à Berlin. — Quelques silhouettes de l'élément militaire. — Le général de Tauenzien. — Le maréchal de Kalckreuth. — Le maréchal prince de Blücher. — Le général de Gneisenau. — Le général de Borstell. — Le général comte de Kalckreuth. — Le général comte de Schwerin. — Le général de Brauchitsch. — Le général de Clausewitz. — Le général prince de Hesse-Hombourg. — Le général prince de Puttbus. — Le général baron de Müffling. — Le général de Boyen. — Le général baron Thielmann. — Le général de Zieten. — Le général Yorck. — Le général comte de Lottum. — Le général de Natzmer. — Le major de Massow. — Le comte de Reuss. — Le comte d'Arnim. — Le capitaine de Krutisch. — Le comte de Meuron. — Le colonel de Krafft. — M. de Greuhm. — Le prince Alexandre de Solms-Lich.

Dresde, janvier 1826.

Afin d'établir un peu plus d'ordre dans ces souvenirs qui surgissent inopinément, en quelque sorte, et tels que ma mémoire les reflète tout à coup, sans aucun plan formé à l'avance, sans notes dressées pour me servir de fil conducteur dans ce dédale du passé et de régulateur au milieu de la galerie de tous les individus que j'ai connus et dont fort peu, encore, ont disparu de la terre, je suivrai d'abord l'élément militaire, pour retracer ce que chaque personnage peut me rappeler qui mérite une mention particulière au profit de mes vieux jours, ou de l'histoire de la société, de ses goûts, de ses plaisirs, de sa physionomie générale, en un mot, pendant la période allant de 1816 à 1823 (1).

En dehors du major de Tronchin, du capitaine d'Engelhart, des deux frères Bojanovski, et du jeune comte de Lottum, fils du ministre d'Etat, un de nos meilleurs amis était le com-

(1) Ces lignes peuvent laisser supposer que le chevalier de Cussy a parfois songé à la publication de ses souvenirs. (*Note de l'éditeur.*)

mandant de cuirassiers comte de Tauenzien. Il est le fils de ce vieux lieutenant-général de Tauenzien qui, pendant la courte et désastreuse campagne d'Iéna, succéda au prince Louis de Prusse (1) dans le commandement de l'avant-garde de Hohenlohe. Lors de mon séjour à Berlin, le général de Tauenzien exerçait encore un commandement en chef.

Sortant un soir de chez le feld-maréchal comte de Kalckreuth, le général de Tauenzien me trouva dans le vestibule, attendant ma voiture. Il me proposa, avec quelque insistance, de me ramener. J'accepte, et prenant sa voiture — un *vis-à-vis* — pour un coupé, je me place au fond. Je ne reconnus mon erreur qu'en voyant le vieux général s'asseoir en face de moi. Il ne voulut point consentir à changer de place, et, à chaque instant, je le voyais pencher la tête à la portière et pâlir comme quelqu'un d'incommodé. Le lendemain, je priai son fils de renouveler mes excuses au général, que ma distraction avait mis dans le cas de se placer sur la banquette de devant, ce qui avait semblé l'incommoder, au point de l'obliger à chercher l'air, malgré le grand froid.

« Détrompez-vous, me répondit son fils. C'est un fait inexplicable, une de ces mille contradictions que l'on voit dans notre pauvre nature humaine. Mon père n'était nullement incommodé, mais, chose bizarre, inouïe, incroyable — et vraie cependant, — aussi je ne vous la dis qu'en confidence : mon père, impassible sous le feu de l'ennemi, homme d'une réelle intrépidité sur le champ de bataille, éprouve en voiture un tel sentiment d'effroi, qu'à chaque oscillation, il croit que l'on va verser, et il ne regarde si fréquemment par la portière que pour s'assurer que sa voiture conserve toujours son équilibre. »

Le général de Tauenzien est mort en 1824, quelques mois après mon départ de Berlin.

Dans l'été de 1818, j'assistai à des funérailles solennelles et toutes militaires : celles du vieux et respectable maréchal comte de Kalckreuth, gouverneur de la capitale du royaume.

(1) Tué à Saalfeld, 9 octobre 1806.

Malgré ses quatre-vingts ans bien sonnés (1), il aimait beaucoup recevoir et donnait des fêtes somptueuses. Par son amabilité et son affabilité pour les Français, le vieux Kalckreuth contrastait fort avec son compagnon d'armes Blücher, rude comme un porc-épic et détestant notre nation. C'est ce maréchal de Kalckreuth qui s'était illustré par sa belle défense de Dantzig contre le maréchal Lefebvre. A cette époque, il écrivit, un jour, à un neveu de son nom, qui avait refusé de le suivre à Dantzig (2) : « Vous avez bien fait de ne pas venir vous enfermer ici avec moi. Il y fait chaud, et j'ai remarqué que le feu est contraire à votre tempérament. » Le vieux maréchal était encore galant et aimait plaisanter au milieu des jeunes femmes, parmi lesquelles il semblait distinguer particulièrement la princesse de Partana et la comtesse de Bernstorff. Le roi de Prusse, étant venu voir le maréchal de Kalckreuth au cours de la maladie qui l'a enlevé, lui exprima l'espérance que sa forte constitution le tirerait d'affaire : « Plût au ciel, Sire, repartit le vieux Kalckreuth, que le pays eût eu une constitution aussi bonne que la mienne. Quoi qu'il en soit, mon rôle est joué et je vais rentrer dans la coulisse. »

Au cours de l'automne de l'année suivante (1819), eurent lieu les obsèques d'un autre chef prussien, le maréchal prince de Blücher. Le roi de Prusse avait été voir aussi à son lit de mort ce héros prussien que les soldats nomment encore le maréchal *Vorwaerts* (En avant!). Ce Blücher était un ours indécrottable. Il détestait tellement la France qu'il a longtemps affecté d'ignorer un seul mot de notre langue. Ce n'est que dans la dernière année de sa vie que, sur les instances de la famille royale, il consentit à rendre visite à la légation de France, et encore cette visite débuta-t-elle par de rudes paroles.

— « Monsieur le marquis, dit-il, — ou plutôt fit-il dire au ministre de France par un de ses aides de camp, car, comme l'on sait, il affectait de ne pas parler le français, — je viens

(1) Il était né en 1737.

(2) J'ai connu ce neveu; j'en parlerai plus loin. (*Note de l'auteur.*)

vous voir *sur l'ordre* de mon souverain, car vous connaissez ma haine contre les vôtres.

— Monsieur le maréchal, pourquoi me dire cela en français ? Notre langue, vous le savez, ne se prête pas à un langage aussi rude. Nous autres, nous nous serions contentés de penser cela; nous ne l'aurions pas dit.

— Oui, aimable, aimable... Les Français sont aimables; mais c'est pour cela que je ne veux pas être aimable... »

Un rustre eût-il pu tenir des propos plus sauvages?... Le marquis de Bonnay, cependant, déploya une telle adresse que le vieux Blücher fréquenta désormais la légation de France.

Quelques jours auparavant, j'avais fait la connaissance de ce grossier personnage d'une façon qui mérite d'être contée. Nous voyions assez fréquemment l'aimable comte de Nostitz, cet aide de camp de Blücher, qui fut assez heureux pour sauver sur le champ de bataille de Ligny la vie à son général renversé de cheval par les cuirassiers de Milhaud. Loyal chevalier, aimé et estimé de tous, Nostitz était resté après la paix aux côtés du vieux Vorwaerts, pour lequel il devint une espèce de Providence, par ses conseils et par l'ordre qu'il chercha à rétablir dans sa maison. Parmi les ornements de cette maison, il s'en trouvait beaucoup provenant de rapines et du pillage, art dans lequel Blücher était passé maître et qu'il avait largement pratiqué en France.

En me promenant dans la maison de son chef, le comte de Nostitz me faisait admirer particulièrement un superbe portrait de la princesse Pauline, sœur de Napoléon. Le peintre a, dans ce portrait, placé, derrière la princesse, une grande glace dans laquelle viennent se reproduire les belles épaules du modèle. Comme je demandai à Nostitz où le vieux maréchal s'était procuré cette admirable peinture, j'entendis une voix tonitruante me crier en allemand : « Monsieur le Français, je vais vous répondre... Ce portrait vient de votre pays. Je n'ai eu que la peine de le prendre... Je l'ai *volé* à la Malmaison. » Me retournant, j'aperçus, debout dans l'embrasure d'une porte, le prince de Blücher. En voyant ainsi devant moi, et pour la

première fois, ce général prussien qui nous avait tant de fois prouvé sa haine et qui osait se vanter à ma face de ses pillages, je sentis bouillonner tout mon sang de Français. J'oubliai toute la distance qui séparait un maréchal d'un secrétaire de légation; j'oubliai que j'étais dans la maison de ce maréchal, et ce fut tout d'un jet que je criai en allemand au prince de Blücher : « Eh! monsieur le maréchal! Comment ce portrait pourrait-il être ici, si, en effet, vous ne l'aviez *volé?...* »

Au récit de cette scène, le marquis de Bonnay ne prononça que ce seul mot : « Quel cuistre!... » Le comte de Nostitz m'a dit qu'à la suite de cet incident le maréchal de Blücher n'avait manifesté aucune colère, mais qu'il avait interdit de montrer dorénavant aux visiteurs le portrait de la princesse Pauline Bonaparte.

Je ne sais si le vieux maréchal connaissait l'exécration à laquelle était justement voué son nom en France. Quant à son fils, ce comte Blücher dont j'ai parlé déjà, il ne l'ignorait point. Combien de fois l'ai-je entendu tenir des propos de ce genre : « Si j'allais dans votre pays, même en simple voyageur, je serais obligé de cacher mon nom; car, le connaissant, les passants me poursuivraient dans les rues, aucun hôtelier ne voudrait me recevoir, et pas une des filles des boulevards ou du Palais-Royal ne consentirait à partager avec moi sa couche!... »

La venue du vieux Vorwaerts à la légation de France fut une véritable conquête; non pas tant à cause du prince Blücher lui-même, qui, bien qu'honoré et respecté de tous les cœurs prussiens, n'exerçait plus depuis longtemps d'influence réelle dans les conseils de la couronne, que par sa conséquence immédiate : la réconciliation avec notre légation de son ami et confident, le général comte de Gneisenau. Celui-ci, à l'encontre du vieux *Vorwaerts*, était un homme fort écouté, d'un grand mérite, de beaucoup de portée, et dont le bon vouloir ou la mauvaise volonté pour la France était chose de haute importance. Jusqu'à la visite de Blücher à notre légation, le général de Gneisenau s'était tenu à l'écart de la mission fran-

çaise; à partir de ce moment, il se lia beaucoup avec le marquis de Bonnay.

Voici sur le général comte de Gneisenau des détails qui figurent, en grande partie, dans un travail de ma composition sur l'armée prussienne, qui, en juin 1824, a été envoyé par le comte de Rumigny au ministère des affaires étrangères (1).

Après le traité de Tilsitt, le comte de Gneisenau joua le rôle de mécontent et se retira en Angleterre, où il était au fond, assure-t-on, l'agent secret du gouvernement prussien. Il revint dans sa patrie en 1810, Après Leipzig, il fut fait lieutenant général et commanda le contingent prussien devant Paris. Il se montra l'ennemi acharné de tout ce qui portait le nom français et, à ce moment, sa haine fut telle que, s'il avait pu rayer le nom de *France* parmi la liste des Etats, par un partage quelconque, il y eût contribué de tous ses efforts. De retour en Prusse, il eut le commandement des provinces du Rhin.

C'est alors que son exagération contre les Français devint un titre à l'affection de cette partie de la jeunesse allemande qui, par son patriotisme, crut devoir adopter un costume national, modelé sur celui des anciens Teutons, et former « l'alliance de la Vertu », connue sous le nom de *Tugendbund*. Les principes qui vinrent se fondre dans cette association dégénérèrent en idées de démagogie et de subversion. La protection que le général de Gneisenau avait accordée aux associations de cette nature, avant qu'elles se montrassent sous un jour aussi inquiétant pour le repos de l'Allemagne, fit croire qu'il partageait absolument les principes de cette jeunesse turbulente, et des bruits peu favorables coururent bientôt sur ses opinions politiques. Sous un prétexte de santé, et pour couper court à ces bruits qui nuisaient à sa réputation et le rendaient d'autant plus à craindre que le poste qu'il oc-

(1) Le titre de ce travail sur l'armée prussienne est le suivant: *De l'état militaire en Prusse*, ou *Recherches sur l'armée prussienne, son entretien, sa force physique et d'énergie, son instruction, ses dépenses*, etc. (*Note de l'auteur.*)

cupait le mettait à même d'exercer une grande influence, il sollicita d'être placé en non-activité. Le roi de Prusse céda à sa demande, mais en lui conservant ses appointements de lieutenant-général d'infanterie. Après un séjour de quelques mois aux eaux, il revint à Berlin et, comme Blücher, il affecta de ne pas vouloir parler le français et d'ignorer la légation de Louis XVIII; ce qui se remarqua d'autant plus que le général de Gneisenau a toujours eu des manières distinguées et est doué d'un caractère sociable, tout différent de celui de ce porc-épic, de ce vieil ours mal léché de maréchal *Vorwaerts*. Cependant la stabilité que prenait chaque jour de plus en plus le gouvernement de Sa Majesté Très Chrétienne, le remena peu à peu, et, afin de détruire tout à fait les fâcheuses impressions qu'avaient pu laisser les bruits dont nous avons parlé, le général de Gneisenau se rapprocha de la légation de France, et le langage qu'il tint alors, en toutes circonstances, montra non seulement que l'on avait été injuste à son égard, en l'accusant d'un libéralisme exagéré, mais encore qu'il était entièrement bien pensant vis-à-vis de la France *royale*. Aussitôt après la mort du maréchal de Kalckreuth (1818), le général de Gneisenau fut nommé gouverneur de Berlin.

Le général comte de Gneisenau fait partie du Conseil d'Etat. Sa voix est écoutée et son nom exerce une grande autorité. Il est estimé, autant comme homme de bien que comme général. Bien qu'âgé (1), il est d'une forte santé, et, si une guerre s'annonçait prochainement, on tient pour certain qu'il en aurait la conduite, ou, tout au moins, qu'il partagerait cet honneur avec le général de Borstell.

Je ne puis dire que peu de choses précises de ce général de Borstell que je n'ai aperçu qu'une seule fois, car il végète dans une demi-disgrâce, loin de Berlin. Mais je dois en parler, puisqu'il passe pour un des chefs les plus capables de l'armée prussienne. Sa disgrâce date de l'année 1815. Il se refusa à cette époque à exécuter l'ordre brutal de Blücher de faire brûler

(1) Né en 1760.

les drapeaux et de faire fusiller les chefs de bataillons saxons qui, à Namur, avaient manifesté en faveur de Napoléon. Traduit devant une commission militaire et condamné à la captivité dans la forteresse de Magdebourg, il fut gracié peu après et nommé au commandement de la brigade de Magdebourg, et, en même temps, à celui de la province de Kœnigsberg. Jeune encore, énergique, instruit, et débarrassé par la mort de l'animosité du vieux Blücher, le général de Borstell peut être appelé au plus grand avenir.

J'ai déjà dit ce qu'avait écrit le maréchal de Kalckreuth, en 1807, à un de ses neveux qui refusait de venir s'enfermer avec lui à Dantzig. Ce neveu n'est autre que le comte de Kalckreuth, que l'on a fait général major à la mort de l'illustre maréchal, simplement en considération de la mémoire de l'oncle, et peut-être aussi des services de son propre père, mort récemment (1). Le général de Kalckreuth a continué ses prouesses de 1807! Nommé brigadier dans les provinces rhénanes, il a refusé de s'y rendre, désirant rester à Berlin, où, criblé de dettes, il s'est fait, par son esprit cancanier, une réputation de bouffon en titre des grandes tables. Cela suffit à ce général de comédie; mais, ce qui l'arrange moins, c'est d'être à la demi-solde.

Le général comte de Schwerin, petit, vieux, cassé, était colonel à l'époque de la guerre de 1806. Il montra peu de fermeté devant le feu de l'ennemi et l'on assure qu'à je ne sais quelle affaire il se cacha dans un fossé. Le titre de comte qu'il porte fut sollicité par son père, qui se brouilla pour ce motif avec son parent, le brave maréchal de Schwerin, le héros de Molwitz (2), tué pendant la guerre de Sept ans devant Prague, au combat de Brositz (6 mai 1757). Le fils aîné du général de Schwerin est dans la magistrature : c'est le *seul* gentilhomme prussien en état de prendre part à la guerre de l'indépen-

(1) Le général de Kalckreuth, le père, eut une certaine réputation. A Iéna, il commandait le régiment de Hohenlohe.

(2) Le 10 avril 1741, le maréchal de Schwerin, déployant à propos ses bataillons d'infanterie « batteries ambulantes dont la vitesse à la charge triplait le feu », change une défaite de Frédéric II en victoire.

dance de 1813 et 1814, qui n'ait pas fait ces campagnes.

Actuellement encore (janvier 1826), le commandant de la ville de Berlin et le chef de la gendarmerie du royaume de Prusse, est le lieutenant-général de Brauchitsch, militaire fort rude dans ses expressions et d'une grossièreté légendaire avec les soldats, et même avec les officiers. Pendant la dernière guerre, il reçut une balle qui, en lui traversant les deux joues, lui enleva une partie de la langue, ce qui fit dire avec quelque raison qu'il était puni par où il avait péché si souvent. Depuis cette blessure, le général de Brauchitsch parle comme s'il avait la bouche remplie de bouillie et sa prononciation est devenue fort indistincte.

Le général de Clausewitz a été l'intime ami du célèbre général Scharnhorst, directeur de l'Ecole des Cadets et créateur de la *landwehr*. C'est lui qui fut chargé de l'instruction militaire du prince royal de Prusse et du prince Frédéric des Pays-Bas. A l'époque où Napoléon déclara la guerre à la Russie, Clausewitz, blâmant l'alliance de la Prusse avec la France, quitta l'uniforme prussien et passa au service de la Russie, portant, dès lors, les armes contre sa patrie. Employé en qualité de quartier-maître général dans le corps d'armée de Wittgenstein, ce fut lui qui se chargea de traiter secrètement avec le général prussien Yorck, dont il décida la défection (1). Il fit la campagne de 1813, comme officier russe attaché au quartier général de Blücher. Sur l'invitation du général de Gneisenau, qui partageait alors ses sentiments de haine contre la France, et dont il devint l'ami, Clausewitz a écrit une histoire de la campagne de 1813, publiée à Leipzig en 1814 (2), qui passe pour être l'œuvre du général de Gneisenau lui-même.

Quand fut formée la légion prusso-russe, Clausewitz en devint le chef-d'état-major et fut nommé général-major. En 1815, il rentra avec ce grade au service de sa patrie. Il était chef d'état-major de Thielmann, lorsque celui-ci se battit à Wawres contre Grouchy. Après la campagne, et, bien

(1) 30 décembre 1812.

(2) *Uebersicht des Feldzugs vom iahre* 1813.

qu'au fond de son âme, le roi de Prusse blâmât la conduite politique de Clausewitz, cet officier général a été appelé à la direction supérieure de l'Ecole militaire à Berlin, emploi qu'il occupe encore aujourd'hui.

Pendant quelque temps encore, il porta si loin sa mauvaise humeur contre la France, qu'à l'exemple de son ami Gneisenau, il ne voulut point parler notre langue. Sa femme, personne d'un esprit assez distingué, mais fort commune de manières, était plus exagérée encore que lui dans cette antipathie. Cependant, quand il vit le général de Gneisenau abandonner petit à petit sa raideur vis-à-vis de nous et se rapprocher du marquis de Bonnay, Clausewitz fit de même. Il est resté l'ami et le confident du général de Gneisenau qui employa tous ses efforts, en 1820 et 1821, pour le faire nommer ministre de Prusse à Londres. Le roi n'aime pas Clausewitz, et la tentative resta vaine. Mais, depuis cette époque, ces deux officiers généraux sont restés dans une grande intimité avec le comte de Bernstorff, ministre des affaires étrangères.

Le prince Guillaume-Frédéric de Hesse-Hombourg (1), frère de la belle princesse Guillaume de Prusse, n'a pas de réputation militaire comme général. Il est gouverneur du Luxembourg, où la Prusse, de concert avec les Pays-Bas, entretient une garnison. Il était continuellement à Berlin et fréquentait beaucoup la légation de France. Pour se consoler sans doute de n'avoir jamais gagné de batailles, le prince de Hesse affectait, en parlant notre langue, les expressions des vieux troupiers : « Tudieu, monsieur le marquis... Sacrebleu, mon cher Cussy, etc... »

Un autre général-prince, sans plus de valeur militaire que le précédent, est le prince Guillaume-Malte de Puttbus, seigneur de Rugen. Né en 1785, et marié avec une fort jolie femme, le prince de Puttbus a suivi le sort de ses propriétés qui sont considérables et, avec le passage de la Poméranie, ci-devant suédoise, sous le sceptre de Frédéric-Guillaume III

(1) De 1829 à 1839, ce prince fut souverain de la principauté de Hesse-Hombourg, sous le nom de Frédéric VI.

le prince de Puttbus est devenu Prussien, tout en conservant le grade de général-major. Ce grade lui avait été donné par le roi Gustave IV qui l'aimait beaucoup et lui avait déjà conféré son titre de « prince ». La famille de Puttbus est comtale. Le frère du prince, le comte de Puttbus, est un fort bel homme qui depuis sept ou huit ans soupire sans succès aux pieds de Mme d'Alopéus. Parlant peu, ne demandant rien, n'espérant plus rien, il se rend tous les soirs dans le salon de la splendide et insensible ambassadrice, heureux de la voir et formant le tome II du chevalier de Toggenbourg, de la ballade de Schiller (1).

Le lieutenant-général baron de Muffling a commencé à se faire connaître dès la campagne de 1806, pendant laquelle il était chef d'état-major du duc de Weimar. Ce fut lui qui signa la convention de Rattkau, près de Lübeck. Officier général depuis 1813, il fut à cette époque détaché comme commissaire prussien au quartier général du duc de Wellington. L'année suivante, il a été gouverneur de Paris pendant l'occupation, et sa dureté et son arrogance l'ont alors fait maudire par les Français. A Berlin, près du marquis de Bonnay, du comte de Caux, puis de M. de Chateaubriand, il a tenté quelques efforts pour effacer les tristes souvenirs qu'il a laissés à Paris. On lui attribue une relation de la campagne de 1815, publiée sous la signature de *Carl von Weymar* (2). Le lieutenant-général de Muffling est à la tête de l'état-major général de l'armée et emploie tous ses soins à former de jeunes officiers. Son activité est très grande; malheureusement pour lui, il est devenu fort gros et une campagne à faire serait certainement chose pénible pour lui. Ce gros homme jouit d'une grande considération dans le monde militaire prussien et ses avis sont fort écoutés comme membre du Conseil d'Etat. Il se vante, dit-on, d'avoir agi, à toutes occasions, en vrai Allemand. Sa conduite à Paris en 1814 le prouve suffisamment et il ne peut craindre d'être jamais pris pour un Français, ses manières étant lourdes

(1) *Le Chevalier de Toggenbourg.*
(2) *Histoire de la campagne de* 1815. (Stuttgard, 1815.)

comme sa personne. Par allusion à la signification donnée parfois au mot *mufle*, le général de Muffling n'était connu à la légation de France que sous le nom de « Bien nommé ».

Le général de Boyen, entré au service comme simple soldat, a été promu général-major en 1814, à l'âge de quarante-trois ans. Peu après il recevait le portefeuille du ministère de la guerre et suivait son Roi à Vienne et à Paris. En 1818, il était lieutenant-général. L'année suivante, se trouvant en opposition avec le Roi sur les réformes que devait subir la *landwehr*, il forma dans le Conseil, avec Beyme, ministre de la justice, et le baron de Humboldt, ministre de l'intérieur, une ligue pour renverser le premier ministre et chancelier, le prince de Hardenberg. Celui-ci l'emporta, et, le 31 décembre 1819, les trois ministres ligueurs *recevaient* leur démission. Depuis cette époque, le général de Boyen vit dans la retraite. Malgré ses blessures, il jouit d'une excellente santé. Le prince royal l'aime beaucoup, et si ce prince arrivait au trône d'ici huit à dix ans (1), il ne serait pas impossible qu'il rappelât aux affaires le général de Boyen, qui passe pour un bon administrateur (2). Dans le temps, il affichait une forte haine contre les Français; actuellement ses préventions ont diminué, et il a même, dit-on, adopté les opinions libérales de certains de nos compatriotes, et désire une Constitution pour son pays.

Le général baron Thielmann sort du service de la Saxe et combattit brillamment à nos côtés jusqu'à la fin de la campagne de Russie, époque à laquelle son souverain lui conféra le titre de baron. Sa conduite à Torgau, qu'il refusa de livrer aux Français, malgré l'ordre qu'il avait reçu de Frédéric-Auguste, n'a pas laissé parmi nous de bons souvenirs. Il passa alors au service de la Russie, puis à celui de la Prusse où il est considéré comme l'un des plus habiles généraux. Le général Thielmann a un parler grossier et des façons vulgaires. Il boude notre légation, qui ne s'en porte pas plus mal.

(1) Ceci est écrit en 1826.
(2) Le roi Frédéric-Guillaume IV a en effet appelé au ministère de la guerre le général de Boyen. (*Note de* 1844.)

A la tête du VIe corps prussien, à Breslau, se trouve le lieutenant-général de Zieten qui, malgré son grand âge, passe pour l'un des chefs les plus capables de son pays. Sa maison est tenue sur un grand pied, sous la direction de Mlle de Zieten, sa fille, grande, au port noble, aux manières affables, qui était citée, dans les salons de Paris, pour sa merveilleuse beauté et sa distinction en toutes choses. Je l'avais vue en 1815, chez le duc de Gramont, où la belle Prussienne avait fait sensation. Ce souvenir que je me permis de rappeler à Mlle de Zieten ne lui sembla pas désagréable. Dans ses salons de Breslau, et dans ceux de Berlin, — où elle venait fréquemment, — elle aimait beaucoup causer avec les membres de notre légation et s'exprimait, du reste, en français le plus pur. Le duc de Cumberland ne manquait jamais de nous dire, à propos de Mlle de Zieten, que quelques splendides personnes comme elle contribueraient beaucoup à une alliance franco-prussienne.

Fils de l'illustre général de cavalerie de ce nom, le lieutenant-général de Zieten est filleul de Frédéric II, qui le nomma officier sur les fonts baptismaux. Après avoir fait toutes les campagnes de l'armée prussienne et avoir commandé un corps à Waterloo, le lieutenant-général de Zieten resta en France jusqu'en 1818, comme chef des troupes d'occupation. Pour lui témoigner sa satisfaction de la discipline qu'il avait su maintenir parmi ses troupes, Louis XVIII lui envoya alors une fort belle boîte ornée de diamants et le grand cordon de l'ordre du Mérite militaire. En même temps, le général de Zieten recevait de son roi l'Aigle noir et le commandement du VIe corps.

Je n'ai rencontré qu'une seule fois le général célèbre dans les fastes de la trahison et dont le nom est justement honni par les Français : le général Yorck. C'était, je crois, en 1821, chez le duc de Cumberland, lors d'une fête donnée en l'honneur de M. de Chateaubriand. Ce traître prussien n'exerçait plus de commandement depuis la mort de son fils unique, lieutenant de hussards, tué, le 1er juillet 1815, près de Versailles. Il s'était retiré dans ses terres de Silésie et ne devint

feld-maréchal qu'honorairement, en passant à la retraite le 5 mai 1821.

Le général Yorck, qui commandait le corps prussien placé sous les ordres du maréchal Macdonald, dans les environs de Riga, pendant la désastreuse campagne de Russie, donna l'exemple de la défection aux troupes des souverains alliés de Napoléon. Cet exemple fut suivi par les Saxons sur le champ de bataille de Leipsig, puis par les Bavarois qui, à Hanau, alors qu'ils cherchaient à couper la retraite de l'armée française, furent ignominieusement culbutés par le corps des gardes d'honneur. Ce fut aussi cet exemple de Yorck qui encouragea Thielmann à Torgau et qui, successivement, enleva à l'armée française toutes les légions allemandes qui avaient oublié l'art de la guerre, depuis que l'âge et les infirmités avaient condamné Frédéric II au repos, et que notre drapeau avait souvent guidées sur le chemin de la gloire, à partir du moment où le grand capitaine des temps modernes les avait appelées autour de lui. La défection du général Yorck, négociée secrètement entre le colonel de Massenbach, de son état-major, et le général de Clausewitz, Prussien attaché à l'état major du général russe prince de Wittgenstein, a, sans contredit, été le premier élément de la chute de Napoléon et du retour à la puissance du roi de Prusse et des autres souverains allemands. Le second élément a été la défection des Saxons qui, survenant inattendue, au milieu d'une action, a occasionné la perte de la bataille de Leipsig, et, cette bataille perdue, la route de la France s'est trouvée ouverte, et cela, au moment où notre pays était épuisé, où tous les hommes jeunes avaient été envoyés à l'armée. Mais je me laisse entraîner... Pourquoi parler ici de cette abominable défection sur laquelle j'aurai à donner bien d'autres détails quand, plus loin, je consignerai ce que m'en a dit le général saxon de Gersdorff?... Revenons au général Yorck.

Très certainement, le roi de Prusse ne pouvait pas aimer Napoléon, l'allié puissant et despote qui pesait de tout son gigantesque poids sur les destinées de la Prusse. On ne saurait

douter non plus que Frédéric-Guillaume III, dont les états avaient été diminués de moitié par l'épée du vainqueur, au traité de Tilsitt, ne désirât, soit la chute de cet allié, soit son abaissement; mais l'âme honnête, droite et vertueuse du roi de Prusse ne lui avait jamais indiqué la trahison comme un moyen à employer contre le puissant guerrier qui l'obligeait à se faire son allié. Aussi, Frédéric-Guillaume III n'a-t-il jamais pardonné, au fond du cœur, au général Yorck, l'exemple de défection donné au monde par les troupes prussiennes. Il ne lui accorda aucune faveur et, ainsi que je le dis plus haut, le traître prussien ne fut-il nommé feld-maréchal, qu'au jour de sa retraite, et seulement à titre honoraire.

En même temps qu'il devenait feld-maréchal honoraire, le traître Yorck devenait morose et mécontent de tout. Le colonel de Krafft m'a conté la violente colère qu'éprouva le général Yorck, lorsque le roi de Prusse, créant une quatrième classe à l'ordre de l'Aigle rouge, qui n'en avait que trois, conféra cette quatrième classe à divers « castellans » ou concierges de résidences royales. Quand il apprit la chose, le général Yorck se trouvait au lit, malade.

— Eh! quoi, s'écria-t-il, des valets porteront désormais la même décoration que d'autres hommes ont payée de leur sang!... Honte à l'ordre de l'Aigle rouge!...

Et, prenant sa propre décoration, le général Yorck la jeta dans son pot de chambre...

Le colonel de Krafft termina son récit par cette réflexion qui montre le peu d'estime qu'ont, en somme, les Prussiens pour l'acte du général Yorck : « Un honnête castellan vaut mieux qu'un traître. »

Le lieutenant général comte de Lottum est ministre d'Etat et l'ancien gouverneur du prince royal. Il ne jouit pas d'une grande réputation militaire, mais ses nombreuses qualités lui procurent une considération spéciale. Quel homme du monde aimable et distingué et quels rapports agréables j'ai eus avec lui quand, après la rentrée en France du comte de Chastellux, il m'a fallu, en dehors de mes fonctions de secré-

taire de légation, traiter, de concert avec lui, toutes les affaires relatives au retour dans leur patrie des prisonniers de guerre français venant des provinces de Prusse et de Russie (1)! Sans l'aménité du loyal comte de Lottum, aurais-je obtenu toutes les facilités que je pouvais désirer pour adoucir le sort de mes malheureux compatriotes, serais-je arrivé à en rapatrier un aussi grand nombre? (2)... Le comte de Lottum (3)... Toujours je prononcerai ce nom avec reconnaissance (4).

J'ai encore conservé un excellent souvenir du général de Natzmer, âgé d'une quarantaine d'années seulement et général depuis dix ans (5). Ami d'enfance des princes, auprès desquels il fut placé de bonne heure, il a suivi le prince Guillaume, fils du roi de Prusse, dans le voyage que ce prince fit à Saint-Pétersbourg, il y a quelques années. L'empereur Alexandre aime beaucoup le général de Natzmer qu'il présenta à sa Cour comme « son frère d'armes ». Pendant la dernière campagne des Autrichiens en Italie, contre les Napolitains (1823), le général de Natzmer a été envoyé au quartier général autrichien, en qualité de commissaire extraordinaire prussien. En cas de guerre, la faveur dont jouit le général de Natzmer, son âge, et le poste qu'il occupe, comme commandant de la 11e division militaire, lui feraient probablement jouer un rôle distingué (6).

Très répandu dans le monde, et valsant volontiers, le gé-

(1) Le prédécesseur du comte de Chastellux dans cette mission avait été le lieutenant-général vicomte de Bruges. (*Note de l'auteur.*)

(2) Près de 4,000 sont rentrés en France par mes soins. (*Note de l'auteur.*)

(3) Mort en 1841, le comte de Lottum a laissé deux fils, dont l'aîné, ministre de Prusse à Naples, puis à La Haye, a épousé la très jolie fille du prince de Puttbus, qui l'a rendu tellement malheureux qu'il a divorcé. (*Note de* 1851.)

(4) C'est sur cette mission spéciale, indépendante de mes fonctions à la légation, que s'est appuyée en 1823, à mon départ de Berlin, le comte de Bernstorff, pour demander à son souverain, en ma faveur, la croix de l'Aigle rouge, l'usage s'opposant à ce que cet ordre soit donné à un second secrétaire de légation. (*Note de l'auteur.*)

(5) Ceci est écrit en 1826.

(6) En 1838, j'ai retrouvé à Danzig le général de Natzmer qui commandait le corps d'armée dont le quartier général est à Kœnigsberg. Ce pauvre général était bien vieilli de toutes façons. Il a une femme belle et distinguée (Note de 1840.)

néral de Natzmer aimait rire et fréquenter les endroits gais. Un soir, au bal masqué de l'Opéra, causant avec le général, revêtu comme moi d'un domino, je vis deux femmes, dont l'une d'une taille majestueuse, toutes deux costumées en paysannes russes, entourées par des hommes grossiers qui les traitaient un peu trop en camarades. Effrayées, ces dames courent vers nous et balbutient à nos oreilles des noms bien connus : c'étaient la splendide Mme d'Alopéus et une nièce de son mari, Mlle Katische de Butzow. Nous tirons aussitôt nos masques; le général prend le bras de la belle ambassadrice sous le sien, je prends celui de la nièce, et le général dit alors avec force : « Messieurs, nous prenons ces masques sous notre protection, et c'est désormais le chevalier de Cussy et le général de Natzmer que toute insulte atteindra. » La première fois que je vis M. d'Alopéus (1) après cet incident, il eut la naïveté et la cynique fatuité de me dire : « Pendant que Natzmer et vous gardiez mes trésors, moi je promenais mes amours d'un autre côté. »

Je clos ces aperçus sur les généraux prussiens que j'ai connus, en disant, qu'à ma croyance, ceux qui, en cas de guerre prochaine, joueraient les rôles les plus importants, seraient sans doute Gneisenau, de Natzmer, Thielmann, de Rauch, commandant en chef du génie, de Borstell, Muffling, de Boyen, les deux Ryssel, et peut-être Clausewitz et le vieux Zieten lui-même.

Je continuerai ces notes, en passant en revue ceux des officiers prussiens avec lesquels nous avions des rapports suivis et agréables.

Un des plus aimables officiers de Frédéric-Guillaume III est le major de Massow, qui porte la décoration de la Légion d'honneur et est aide de camp du Roi depuis son retour de Paris, en 1817. Fort jeune, il fut, à la demande du gouvernement de Napoléon, poursuivi comme partisan d'un soulèvement contre la France. Etant parvenu à s'échapper, il

(1) Ambassadeur de Russie à Berlin.

passa en Angleterre et fit la campagne d'Espagne, en qualité d'aide de camp du duc de Wellington, aux côtés duquel il reçut de graves blessures.

Après la paix, il séjourna à Paris, d'où il entretint avec le roi de Prusse une correspondance directe, portant spécialement, je crois, sur la marche des partis qui, à cette époque, partageaient les salons de notre capitale. Le major de Massow a rempli, durant deux années, cette mission secrète dans laquelle lui a succédé un officier d'origine française, le major de Royer, gouverneur militaire des fils du prince Antoine de Radziwill. En dernier lieu, le major de Massow est allé porter au duc d'Angoulême les insignes de l'ordre de l'Aigle noir. Il a un frère, aimable garçon comme lui, qui est actuellement maréchal de la Cour de la princesse royale de Prusse et est marié à une Schullenbourg, l'une des plus gracieuses et jolies femmes de la société.

Nous fréquentions beaucoup un brillant officier de cavalerie, répondant au nom de comte Henri LX de Reuss, et que nous appelions, par plaisanterie, Reuss-schock, le mot allemand *schock* signifiant une mesure en usage pour certaines marchandises et voulant dire une soixantaine. On sait que tous les princes de la famille de Reuss reçoivent le prénom d'Henri et un numéro d'ordre (1); ce qui faisait dire, un jour, à Frédéric II, que les membres de cette famille étaient numérotés comme des fiacres. A cette boutade énoncée en présence d'un Reuss, ce dernier répondit, dit-on : « Oui, Sire, comme les fiacres et les souverains... » On sait aussi que les princes de Reuss sont les premiers princes souverains allemands qui ont reconnu la République française. Le capitaine Reuss-schock, qui aimait rire, n'avait pas manqué de nous dire que le traité signé en cette circonstance était ainsi conçu :

Art. I. — La principauté souveraine de Reuss reconnaît la République française, une et indivisible.

(1) En vertu du recez de 1668, tous les princes de cette maison portent le prénom d'Henri, avec un chiffre indiquant leur rang d'âge et qui n'est pas réservé aux seuls princes régnants.

Art. II. — La République française est charmée de faire la connaissance de la principauté souveraine de Reuss.

J'ai vu plusieurs fois, en compagnie du comte Henri LX, le chef de cette famille, homme aimable et fort capable, mais affligé d'une ridicule voix d'enfant, ce qui avait fourni à ce bon Reuss-schock l'occasion de produire une autre plaisanterie : « Hélas! oui, disait-il. Les efforts du chef de notre maison ont été vains pour obtenir à la diète de Francfort une voix *virile* (1)!... »

Le comte d'Arnim, officier de hussards de la garde royale, est l'un des plus riches gentilshommes de la Prusse. Officier de valeur, il est aussi homme du monde brillant et distingué. C'est un valseur intrépide et léger, mais s'affaissant trop sur les jarrets en franchissant l'espace; aussi le comte Hugo de Hatzfeld, dont l'esprit s'applique à donner des sobriquets, s'est-il empressé de baptiser d'Arnim « le seigneur de Cuba ». Ce sobriquet fut la cause d'un terrible duel au sabre courbe entre le comte d'Arnim et un gentilhomme courlandais. D'Arnim faillit périr dans ce duel où, en quelques minutes, il ne reçut pas moins de huit ou dix blessures à la tête.

Il a un frère plus jeune que lui, jeune homme de grands moyens et de grandes espérances qui se destine à l'administration. Avec son nom, sa fortune considérable, et les talents que l'on doit espérer qu'il développera, sa famille peut s'attendre à lui voir parcourir une brillante carrière; soit qu'il entre dans la diplomatie, soit qu'il veuille servir dans l'intérieur (2).

Le comte d'Arnim est l'inséparable d'un énorme capitaine de lanciers de la garde, M. de Krutisch, gai et bon compagnon que tout le monde connaissait sous le nom de Goliath. Certainement, le capitaine de Krutisch est ce qu'on appelle un

(1) Reuss-schock voulait ainsi dire la voix *entière* à laquelle le prince souverain de Reuss a droit dans ce Congrès permanent des Etats germaniques. (*Note de l'auteur.*)

(2) D'Arnim, le hussard, occupe actuellement une place de maréchal de la cour et a épousé une demoiselle de Heister. Son frère est ministre de l'intérieur. (*Note de* 1844.)

très bel homme, mais son parler est rude, ses manières sont communes, et ses fréquentes excentricités de mauvais goût; aussi, je ne puis comprendre qu'il soit le bourreau des cœurs berlinois. Il est, notoirement, l'amant de la ravissante Mme S., la femme du banquier, et le marquis de Bonnay affirmait qu'il lui connaissait cinq ou six maîtresses parmi les femmes les plus qualifiées de la capitale.

Ce nom du capitaine de Krutisch me rappelle un propos de M. de Chateaubriand, propos futile que je ne me décide à noter que parce qu'il montre, étant donné son auteur, à quel point est dépravée cette société de Berlin, qui parle cependant avec si peu de retenue des femmes françaises (1). Dans l'après-midi du 27 mars 1821 — je me souviens de la date exacte, parce que c'est ce jour-là, qu'en rentrant à la légation, nous apprîmes la mort de M. de Fontanes — comme Flavigny et moi passions dans l'avenue des Tilleuls aux côtés de M. de Chateaubriand, nous croisâmes une jolie jeune fille de la société, Mlle..., âgée de 27 à 28 ans. S'arrêtant, notre chef nous dit, à notre grand étonnement — car nous n'étions pas habitués à entendre M. de Chateaubriand émettre des propos aussi légers : — « Mademoiselle... a une belle voix, mais qui sent déjà la vieille fille. Cette voix reprendrait son éclat, si mademoiselle... prenait un amant. Dites-le donc au capitaine de Krutisch... » Krutisch ne fut pas l'amant de cette jeune fille; ce fut Flavigny, qui me laissa deviner que, par une sorte de gageure et « pour rendre service à mademoiselle...» il voulut être cet amant; « mais, m'a confié depuis mon collègue, le remède n'a servi à rien ». En effet, lorsque je quittai Berlin, Mlle... avait tout à fait perdu sa voix.

Le comte de Meuron, qui commande le bataillon de tirailleurs de la principauté de Neuchatel, redevenue prussienne au congrès de Vienne, est un homme aimable, mais obèse.

(1) Malgré la vantardise des officiers allemands, je suis persuadé que bien peu d'entre eux ont eu des maîtresses dans la société française. Au contraire, je connais pas mal de dames du meilleur monde berlinois qui n'ont plus rien de caché pour de jeunes diplomates français. (*Note de l'auteur.*)

Le côté qu'il occupe dans une voiture est tellement incliné qu'on croit toujours que le ressort est brisé. Quand il doit entrer dans une autre voiture que la sienne, ou en ressortir, il hésite souvent pour savoir comment il faudra se présenter à la portière. La comtesse de Meuron est une spirituelle et fort belle femme, souffrant beaucoup des quolibets qu'elle croit toujours deviner sur l'obésité de son mari.

Je retrouvai à Berlin un officier prussien que j'avais connu à Paris en 1815 : le colonel de Krafft, commandant les cuirassiers de la garde. Le roi de Prusse l'aime beaucoup, à cause de sa belle prestance et de la parfaite tenue de son régiment, que l'on peut citer comme modèle. Mince et serré à la taille, présentant une poitrine bombée à la façon des officiers russes, on prétend que le colonel de Krafft porte un corset de femme, ce qui donne un air de raideur et de poupée à sa personne, dont la mise est, d'ailleurs, de la plus grande recherche. Soldat courageux, excellent officier de cavalerie, chef attentif et soigneux, le colonel de Krafft n'est pas, cependant, considéré comme un homme d'avenir et comme pouvant devenir un général distingué.

Lors de l'invasion des alliés, en 1815, M. de Krafft, à cette époque, jeune major, joli homme, poli, distingué et parlant admirablement le français, fut logé, à Paris, chez le prince de Rohan (1). Plusieurs fois, il eut l'honneur d'accompagner la princesse de Rohan dans les visites qu'elle faisait, au couvent où elle était élevée, à sa fille alors âgée de quatorze à quinze ans. L'officier prussien fut épris de Mlle Gasparine de Rohan, et la demanda en mariage. M. de Krafft, connu dans le monde sous ce seul nom, se nomme également Prinz. Ses cartes de visite portaient alors : *Prinz von Krafft*, ce qui faisait croire qu'il était prince de Krafft. Bien que ce nom fût ignoré du prince de Rohan parmi les familles princières allemandes, il se pouvait cependant, à la rigueur, que son

(1) Charles-Louis-Gaspard, prince de Rohan-Rochefort et Montauban, né en 1765 et mort en 1843. De son mariage avec sa cousine Marie-Louise-Joséphine de Rohan-Guéménée, il eut cinq enfants.

jeune hôte fût d'une famille qualifiée de ce titre de prince, que tant ont reçu de nos jours, non pas seulement en France où ce titre devenait le baptême de la gloire ou d'un mérite de premier ordre, mais en Allemagne, où l'on comptait un grand nombre de nouveaux princes : prince Blücher, prince de Wrède, prince de Puttbus, prince de Metternich, prince de Hardenberg, prince de Puckler-Muskau, et *tutti quanti*. On ne repoussa donc pas les vœux du jeune officier qui eut l'occasion d'échanger quelques billets avec Mlle Gasparine de Rohan. En quittant Paris, M. de Krafft emportait même un portrait d'enfant de sa fiancée.

En 1816, le major de Krafft faisait tous ses préparatifs pour se marier, quand les Rohan, mieux informés, sans doute, sur la position réelle de la famille de Krafft, firent connaître à l'officier prussien que le prince de Rohan-Guéménée, duc de Bouillon et de Montbazon, chef de la famille de Rohan (1), s'opposait au mariage projeté. On désirait, en conséquence, que les innocents billets et le portrait de Mlle Gasparine de Rohan fussent restitués. La légation de France fut priée de prêter ses bons offices à cet effet. Comme l'on me savait lié avec M. de Krafft, ce fut moi qu'on chargea de cette pénible commission. Ce pauvre Krafft, désappointé, triste et malheureux, se refusa d'abord à rien restituer. Ce ne fut que par l'entremise de Mlle de Zeuner (2), ancienne dame de la Cour, exerçant beaucoup d'empire sur Krafft, que je pus arriver à mes fins, et billets et portrait rentrèrent en possession de la famille de Rohan, par les soins du marquis de Bonnay.

Mlle Gasparine de Rohan a épousé, il y a quelques années (1822), le prince Henri XIX de Reuss-Greitz, de la branche aînée d'une famille de princes souverains. Malgré toute l'amitié que je porte au colonel de Krafft, il faut avouer que ce mariage est plus convenable pour une Rohan que celui qui avait

(1) Alain Gabriel-Charles, feld-maréchal autrichien, né en 1760, mort en 1836.

(2) Mlle de Zeuner est la sœur de la comtesse de La Roche-Aymon, dont le mari est pair de France. (*Note de* 1827.)

été sur le point d'être contracté avec lui, petit gentilhomme, sans fortune (1).

Je puis mettre dans la catégorie des officiers prussiens de ma connaissance M. de Greuhm, ministre de plusieurs cours allemandes à Berlin et confident du prince de Wittgenstein. Ce bon et paisible ministre tient, en effet, à rappeler, à toute occasion, qu'il a été autrefois major dans un régiment que le prince de Wittgenstein avait levé à ses frais, en 1792. Je ne sais pourquoi M. de Greuhm tient tant à rappeler ce souvenir, car la difformité corporelle dont il était déjà affligé à cette époque le mettait dans l'impossibilité de faire campagne. Voici en quoi consistent tous les souvenirs militaires de M. de Greuhm. Il était obligé de se placer, à table, sur une chaise fort élevée. Un jour, les officiers en firent scier les pieds, de telle façon que Greuhm disparaissait presque sous la table. Greuhm ne fit point faire une nouvelle chaise, mais, dans la nuit, il fit couper les pieds de la table, si bas, que, placés sur leurs chaises, les officiers avaient les genoux plus élevés que la table.

Encore un autre personnage qui n'est plus officier que de nom, c'est le prince Alexandre de Solms-Lich. Son excessif embonpoint l'a obligé, comme tant d'autres officiers prussiens, à renoncer au service militaire. Il continue à toucher ses appointements, et c'est, habituellement, à Paris, qu'il les mange. Sa parenté avec la duchesse de Cumberland et l'amitié du roi de Prusse lui procurent, à cet égard, toute facilité. Ses appointements lui constituent une sorte de pension alimentaire, aujourd'hui qu'il est médiatisé et sans apanage. C'est ce prince que, dans le temps, on avait surnommé, par plaisanterie, « le tyran de Lich ».

Souvent j'ai dîné à Berlin, à la même table que le prince de Solms, et je dois dire que, depuis feu Gargantua, il n'y a point eu, je crois, d'estomac plus vaste que le sien. Le maître de l'*hôtel des Tuileries* (rue de Rivoli), où descend habituel-

(1) M. de Krafft vient de passer à la retraite comme général-major. Il a épousé une Russe qui, dit-on, ne l'a pas rendu heureux. (*Note de* 1842.)

lement le prince dans ses fréquents séjours à Paris, raconte à qui veut l'entendre que, régulièrement, son distingué client passe une partie de la nuit et de la journée à soigner l'indigestion que lui a donnée le dîner de la veille.

CHAPITRE X

Deuxième suite de mes relations à Berlin. — Les Radziwill. — Le *casse-tête chinois*. — Le duc et la duchesse de Cumberland. — Les cérémonies de mariage à la Cour. — Le *fakel tanz*. — M. de Narischkine et le caviar. — Le chevalier Rose. — M. d'Alopéus. — Le comte de Bernstorff. — M. de Jordan. — Le prince de Sayn-Wittgenstein. — La comtesse de Hagen. — Le comte de Néal. — La comtesse de Pappenheim. — Le prince de Pückler-Muskau. — Le prince chancelier de Hardenberg. — La comtesse de Hardenberg. — Les Humboldt. — Le baron de Mecklembourg et M. de Reufner. — Leur passion de joueur. — Le banquier Benecke. — Le compositeur Spontini. — Sa jalousie et sa vanité. — Mme Spontini. — Sa fidélité et son esprit d'à-propos.

Dresde, janvier 1826.

Je me réjouis en vérité, et je le confesse ici, de trouver ma mémoire si docile. C'est pour mes vieux jours que j'écris; pour ces vieux jours sans plaisirs autres que les souvenirs. Plus j'amasserai pour ces pauvres vieux jours, plus je les verrai s'écouler tranquillement, en y songeant avec quelque charme souvent — car j'ai aimé et j'ai été aimé, car j'ai compté des amis fidèles, qui le seront, je l'espère, jusqu'au dernier jour (1) — et, en berçant ma pensée au milieu de tous ces souvenirs, je puis croire que ma vie s'éteindra doucement dans les bras de cette mort, qui ne sera pas le hideux spectre osseux des temps modernes, mais le bel ange des anciens qui, en plaçant sa main droite sur le mortel dont la dernière heure est venue, éteint, en l'étouffant contre le sol, le flambeau qu'il porte dans la main gauche... Mais je vais écarter ces pensées funèbres et reprendre ma narration en parlant

(1) Que de déceptions, au contraire, j'ai eues à enregistrer dans ce genre! (*Note de* 1853.)

des personnes de la société berlinoise, au fur et à mesure des noms qui se présenteront à mes souvenirs.

Le prince Antoine Radziwill est certainement l'un des plus grands seigneurs de Prusse, et c'en est aussi l'un des plus aimables. De sa femme, née princesse Louise-Charlotte-Dorothée, fille du prince Ferdinand de Prusse, le plus jeune des frères de Frédéric II, le prince Antoine a eu cinq enfants (1). Sa maison est le rendez-vous de la bonne compagnie, et sa famille est un vrai modèle de bonnes manières, de bon goût et d'affabilité.

Au palais Radziwill on entend de délicieuse musique, car le prince Antoine est un très grand amateur, et il a composé un opéra de Faust que l'on estime beaucoup. Son talent musical s'exerce surtout sur le violoncelle, instrument dont il joue en virtuose et avec une telle perfection que, comme Orphée, il a su attirer les bêtes (2).

Je ne sais si le prince Antoine Radzivill a jamais connu le sort que lui avait destiné la politique, et auquel il a échappé, pour son plus grand bien. Par divers documents officiels que j'ai trouvés, épars et sans suite, parmi les papiers des archives de la légation de France à Berlin, il m'a été démontré que Napoléon a eu l'intention, à une date imprécise, mais probablement en 1806, de retirer le trône de Prusse au roi Frédéric-Guillaume III ainsi qu'à sa famille. Et ce n'était point, comme on pourrait le croire, au profit d'un des frères de Napoléon. Non, les documents démontrent que le grand capitaine a

(1) Le prince Guillaume, né en 1797, marié en 1825 à sa cousine, la princesse de Clary; les princes Ferdinand et Boguslaw; les princesses Elise et Wanda.

(2) Un chevreuil apprivoisé, qui a eu le privilège, aussi longtemps qu'il a vécu, de parcourir à son gré le palais Radziwill, s'arrêtait aussitôt qu'il entendait les premiers sons du violoncelle; au bout d'un court moment il se dirigeait vers la pièce dans laquelle jouait le prince, grattait à la porte pour se faire ouvrir et se couchait aux pieds de son maître. Mais voici un fait plus curieux. Une araignée, qui avait élu domicile dans une des moulures dorées d'un salon, se laissait glisser le long de son fil pour venir écouter le prince Radziwill. Ce manège, une fois remarqué, fut encouragé, et, avec le temps, cet insecte se hasarda à descendre jusqu'à 15 ou 20 pouces au-dessus de l'instrument, pour regagner son gîte aussitôt que le prince avait fini de jouer. (*Note de l'auteur.*)

pensé à placer sur le trône de Prusse le prince Antoine Radziwill. J'ignore si ce projet a reçu un commencement d'exécution, mais je certifie qu'il a existé, bien qu'il doive rester inconnu pour l'histoire.

En 1819 ou 1820, le prince Michel Radziwill, frère puîné du prince Antoine, a fait un assez long séjour à Berlin, en compagnie de sa femme, née comtesse Stecka, qui est certainement une des plus jolies personnes de notre époque. Née en 1796, elle n'avait par conséquent que vingt-trois ou vingt-quatre ans quand je la vis à Berlin. La princesse Guillaume de Prusse exceptée (1), jamais je n'ai vu une plus jolie bouche, jamais je n'ai vu de plus jolies dents, dont l'on peut dire qu'elles méritent vraiment le nom de « perles ». A cette époque, un jeu était fort à la mode à Berlin, celui du *Casse-tête chinois*. Que de fois, au palais Radziwill, j'ai manipulé les sept petites pièces d'ivoire de ce jeu en compagnie du prince royal et de la délicieuse princesse Michel! Mais j'avoue que, malgré le très grand honneur qui m'était fait, à moi secrétaire de légation, je n'étais guère au jeu, et, au lieu de m'appliquer à mouvoir selon les règles les losanges et les triangles d'ivoire, je considérai avec plaisir et admiration la séduisante princesse. Souvent alors, le prince royal, qui est d'une humeur charmante, vive et gaie, m'interpellait en riant : « Eh bien! monsieur le chevalier, me disait-il, croyez-vous donc que la princesse ait dans la bouche les pièces du jeu?... »

De la princesse de Mecklembourg-Strélitz, le duc de Cumberland a eu un fils, né à Berlin le 27 mai 1819 (2). Je crois avoir dit plus haut les difficultés éprouvées par le roi de Prusse, pour savoir de la bouche de l'aide de camp du duc, si l'enfant nouveau-né était du sexe mâle ou du sexe féminin.

En premières noces, la duchesse de Cumberland, sœur de la feue reine Louise de Prusse, avait épousé le frère de Frédé-

(1) Voir chap. VI.

(2) Sous un globe de verre, dans un des salons de la duchesse de Cumberland, chacun peut voir ce que j'y ai vu : une fort jolie mais fort inconvenante statuette, qui représente le jeune prince George, absolument nu et prouvant au public que son sexe ne peut être mis en doute. (*Note de* 1827.)

ric-Guillaume III, ce valeureux prince Louis, tué à Saalfeld, quelques jours avant Iéna. Dans le cabinet du duc de Cumberland, j'ai vu, encadrée, une découpure d'un journal français du mois de janvier 1794, annonçant en ces termes le double mariage des deux princes prussiens avec les deux princesses de Mecklembourg-Strélitz : *Les deux fils du tyran de Prusse viennent d'épouser deux filles du petit tyran de Mecklembourg.* De ce premier mariage de la duchesse de Cumberland, il y a eu deux enfants. D'abord, le prince Frédéric, né en 1794, prince d'une bonté parfaite et d'une aménité de mœurs bien rare, qui a épousé, en 1817, la princesse Louise d'Anhalt-Bernbourg. Puis la princesse Frédérique, née en 1796, et mariée en 1818 au duc régnant d'Anhalt-Dessau. La princesse Frédérique a des formes mignonnes et délicates et une physionomie d'une douceur remarquable; elle est aimée de toutes les personnes qui ont l'honneur de l'approcher. J'ai assisté à ces deux mariages, de même qu'à celui de la princesse Alexandrine, fille du Roi, qui a épousé, en 1822, le grand-duc héréditaire Paul de Mecklembourg-Schwérin.

Les cérémonies ou fêtes de Cour qui ont lieu en pareilles circonstances méritent d'être rapportées.

Le soir du jour où le mariage a été béni, il y a grande réunion chez le Roi. Le corps diplomatique s'y trouve en entier. Dans la journée, toutes les personnes présentées ont eu l'honneur d'aller saluer les nouveaux époux, qui se tiennent debout sous un dais. Dans cette réunion du soir chez le Roi a lieu le *Fakel Tanz* ou « Danse aux torches ». Le prince dont on célèbre le mariage fait, en donnant successivement la main à chacune des princesses présentes, le tour de la grande salle, suivi chaque fois de sa nouvelle épouse qui, de son côté, accomplit cette promenade successivement avec chaque prince de la famille royale. Dans cette promenade, sorte de « Polonaise » qui a lieu au son de cent instruments de cuivre et qui se renouvelle jusqu'à ce que le dernier des princes ait dansé avec la princesse héroïne de la fête, les deux nouveaux mariés sont précédés par tous les ministres dirigeants et les ministres

d'Etat, portant une torche allumée dans la main droite et marchant sur deux lignes. Lorsque cette promenade — bruyante mais triste de monotonie — est terminée, la Cour se retire. La nouvelle mariée est alors conduite à la chambre nuptiale, et la dame d'honneur de service ne tarde pas à revenir, tenant à la main et la distribuant aux hommes qui s'approchent la jarretière de la mariée, coupée, à l'avance, en nombreux morceaux. Le lendemain, il y a « lever » chez la princesse. Les hommes qui ont pu obtenir un morceau de jarretière le portent à leur boutonnière, et la jeune princesse leur fait l'honneur de leur adresser quelques mots. J'ai été l'un de ces heureux, tant au mariage de la princesse Frédéric de Prusse qu'à celui de la princesse Alexandrine, fille du Roi (1).

Veuve du prince Louis de Prusse, la duchesse de Cumberland actuelle avait épousé, en secondes noces, le prince Frédéric-Guillaume de Solms-Braunfels, dont elle a été séparée; mais la fatalité voulut que le jugement de séparation fut prononcé par le tribunal, lorsque le prince de Solms-Braunfels était déjà mort depuis un ou deux jours (2). Cette circonstance d'une séparation, fort inutilement prononcée, a suffi pour que la vieille reine douairière d'Angleterre n'ait jamais voulu recevoir sa belle-fille, ce qui a décidé le duc de Cumberland à venir s'établir à Berlin. Je possède une caricature anglaise, devenue fort rare, le gouvernement de Londres ayant donné l'ordre d'en détruire tous les exemplaires. On y représente un bal donné à la Cour d'Angleterre; on y voit la foule dansant

(1) J'ai conservé ces deux reliques de Cour, qui sont toujours en ma possession. Ces *riens* sont cependant des souvenirs que l'on garde avec plaisir et avec soin. C'est ainsi que je conserve un gant de la duchesse de Berry, que cette princesse, qui avait bien voulu me nommer son commissionnaire à Dresde, m'avait envoyé comme modèle pour les paires de gants dits « de peau de Suède » que l'on fabrique dans la capitale saxonne. C'est aussi, pour la même raison que je garde précieusement une plume qui a tracé des phrases éloquentes, car je l'ai prise dans les mains de M. de Chateaubriand. (*Note de* 1829.)

(2) De son union avec le prince de Solms-Braunfels, la princesse Frédérique de Mecklembourg-Strélitz avait eu quatre enfants : les princes Guillaume, Alexandre et Charles, nés respectivement en 1801, 1807 et 1812, et la princesse Auguste, née en 1804.

dans un salon éloigné; la vieille reine, assise à la porte, murmure quelques mots et a l'air de s'être constituée la gardienne de cette porte; enfin, dans l'antichambre, le duc et la duchesse de Cumberland valsent ensemble.

L'accueil de la duchesse de Cumberland était, en général, charmant, mais il était remarquablement bienveillant et gracieux envers les personnes qu'elle voulait particulièrement honorer de ses bontés, et j'avais l'honneur d'appartenir à cette catégorie de faveur. Pendant le séjour de M. de Chateaubriand, qu'elle a beaucoup distingué, et, depuis son départ, le comte de Caux et moi, nous avons reçu de fréquents témoignages de la bienveillance dont la duchesse de Cumberland daignait nous honorer. Pendant les années 1821 et 1822, il ne s'est pas écoulé trois semaines, au cours de l'hiver, sans que j'eusse l'honneur d'être invité à dîner par la duchesse, et, fréquemment, aux bals de la Cour, cette princesse a bien voulu me désigner pour danser une « polonaise » avec elle. En Prusse, tous les bals de cérémonie commencent par cette danse, qui n'est, à bien dire, qu'une promenade au son des instruments. Ce long serpent diapré, tous ces manteaux de Cour qui traînent sur le parquet, sont d'un effet merveilleux pour les spectateurs.

Je ne sais si j'ai dit déjà que Flavigny et moi, secondés par les fils du baron de Brockhausen, nous étions parvenus à faire adopter la contredanse française. Les princes de la famille royale y prirent un grand goût, et la contredanse française reçut ses lettres de créance. Pour éviter toute espèce de confusion, on ne formait, dans le principe, chaque quadrille que de huit paires, et chaque quadrille avait son «conducteur», circonstance qui m'a valu bien des fois l'honneur de danser avec les princesses et de sentir dans ma main une main princière, fine et jolie.

Le duc de Cumberland a toujours été, de son côté, fort bon pour moi. Il aimait à me raconter mille folies, et, comme il était peu châtié dans le choix de ses termes, sa voix assez aiguë faisait arriver de singuliers mots aux oreilles des femmes, que ses mauvais yeux l'empêchaient, d'ailleurs, de distinguer

dans ses environs. Certes, si les dames ont compris ce que disait le duc de Cumberland, elles ont dû être, plus d'une fois, dans le cas de rougir, de baisser les yeux ou de les cacher derrière leur éventail, en se pinçant les lèvres pour ne pas rire. La bienséance m'empêche de transcrire ici les saillies spirituelles, mais quelque peu légères, du duc de Cumberland. D'autre part sa manie de plaisanter et de *potiner* a souvent causé des aventures désagréables, sinon à lui, du moins à ses interlocuteurs. Il m'appelle, un soir, auprès de lui, sur un sopha, et me montre un officier russe, M. de Narischkine, qui était venu, par courrier, porter je ne sais plus quelle nouvelle à la Cour :

— « Tâchez, mon cher Cussy, de m'expliquer ce qu'a bien voulu dire cet officier au Roi, pendant le dîner; et, si vous ne venez pas à bout, rions ensemble. Imaginez-vous que le Roi, pour lui dire quelque chose, lui demande, au moment où il se servait du caviar, si dans les environs du Caucase — où il a dit être né — on trouve des esturgeons... Aussitôt, voilà cet homme qui se soulève de son siège, et répond avec beaucoup de gravité : « Sire, j'ai eu l'honneur de l'être moi-même pen-« dant deux ans... » De par tous les diables, mon cher chevalier, qu'a-t-il voulu dire?... Le Roi n'a pas osé approfondir... »

Là-dessus, rires sonores du duc qui font tourner tous les yeux de notre côté. M. de Narischkine, à qui on rapporte le propos, fort amplifié, s'en prend assez sottement à moi et m'envoie deux de ses amis. Le lendemain, je mettais deux pouces de fer dans la poitrine de l'officier russe qui fut quinze jours gravement malade. Par la suite, nous devînmes amis, bien qu'au début de notre connaissance, comme on le voit, nous eussions failli nous entre-tuer.

Peu de temps après ce duel, il y eut chez le roi de Prusse un bal costumé où l'on vit défiler tous les couples d'amants fidèles de la fable, de l'antiquité ou de l'histoire moderne. C'étaient, parmi bien d'autres couples, Héro et Léandre, Pyrame et Thisbé, Hector et Andromaque, Louis XII et Anne de Bretagne. La splendide Mme d'Alopéus portait, de

la manière la plus admirable et la plus noble, l'hermine de cette belle princesse qui, certainement, n'a jamais été aussi belle que Mme d'Alopéus. Le duc de Cumberland, qui poursuivait inutilement de ses assiduités la belle ambassadrice, s'était déjà approché plusieurs fois d' « Anne de Bretagne » pour lui débiter des fadeurs. Mme d'Alopéus ne pouvait supporter le duc de Cumberland; en qualité de sujette russe, elle lui en voulait de la blessure reçue par M. de Narischkine, et aussi, de ce que lui, cause du duel, ne se fût point interposé pour l'éviter; en outre, elle me taquinait souvent sur l'amitié du duc à mon égard. Comme le duc de Cumberland l'importunait de nouveau, Mme d'Alopéus quitta un instant le bras de « Louis XII », et s'approchant, nous dit, de façon à n'être entendue que du duc et de moi : « Je n'ai que faire de l'amour d'un grand homme, ni même de son amitié, bien que l'on m'ait appris que *l'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux*... Est-il toujours vrai, ce vers?... Vous devez en savoir quelque chose, monsieur le chevalier... » Je crois que, ce soir-là, le duc de Cumberland eût bien voulu étrangler la belle Mme d'Alopéus...

Le chevalier Rose, ministre de la Grande-Bretagne à Berlin, est un homme froid, instruit, et poussant ses scrupules de protestant, au point de ne jamais entrer dans une église catholique. Dans les réunions, il se montrait souvent conteur intrépide, mais se perdait malheureusement dans des parenthèses indéfinies. Très infatué de la supériorité de son pays, il laissait entendre volontiers que la Grande-Bretagne se montrait, en toutes choses, l'auxiliaire du progrès; or, je fis, un jour, une découverte qui m'en donna long à penser sur ce sujet.

Me trouvant, une après-midi, dans le cabinet de sir Douglas, gendre et en même temps premier secrétaire du ministre anglais, il me laissa voir les chiffres en usage pour la correspondance secrète. Incommodes dans la pratique, ils remontaient au temps de la reine Anne!... Je l'ai vu, *de mes yeux vu;* sans cela, en vérité, je ne le croirais pas.

Le chevalier Rose avait la coutume de solenniser l'anniver-

saire de la bataille de Waterloo, par un grand bal terminé par un souper. Le résultat de cette bataille ayant été le second retour de la maison de Bourbon, il était difficile que le marquis de Bonnay, ministre du roi Louis XVIII, s'abstînt de paraître à la légation anglaise. Mais, mon chef, qui, par son rang, aurait dû être placé à la table principale, ne voulait pas, lui Français, prendre part au toast qui était porté, tant au duc de Wellington qu'au succès des armes alliées, et il se retirait toujours avant le souper. Cependant, pour ne pas rendre la désertion de la légation française trop complète, il priait l'un d'entre nous, qui nous trouvions confondus dans la foule, de rester au souper. Il se comprend, d'ailleurs, que, pendant ce fameux toast que chacun écoutait *debout* et auquel chaque convive prenait part, également *debout*, le secrétaire de la légation française, seul, restait assis et le verre vide, ayant eu le soin de le laisser renversé sur la table, avec une sorte d'affectation. Quoi qu'il en soit, on comprendra aussi que ce rôle passif, accompli par devoir, était assez déplaisant.

L'ambassadeur de Russie, M. d'Alopéus, est un diplomate habile, et un homme distingué, quand il a la plume à la main. Mais dans la société, il est sans aucune distinction du côté des manières. Commun de figure et de tournure, âgé de plus de cinquante ans, ce vieux barbon croit pouvoir encore inspirer des passions et il tient couramment des propos d'une fatuité inouïe. Mari de la plus belle femme du monde (1), il aimait être de tous les soupers, et on le rencontrait souvent en des lieux où ne vont généralement que les jeunes gens.

M. d'Alopéus avait un frère aîné, ministre de Russie en retraite, dont la fille a épousé le général de Benkendorf, aimable homme que j'ai rencontré plusieurs fois, soit chez son oncle, soit chez Mme de Knobelsdorf. C'est à ce frère aîné de M. d'Alopéus qu'était arrivée l'aventure suivante. Un jour, étant chargé de traiter une affaire importante avec le ministre anglais, lord Castlereagh, il ne put s'en faire entendre,

(1) En 1834 ou 1835, j'ai revu Mme d'Alopéus. Veuve depuis 1831, et toujours belle, elle avait épousé le prince Lapoukine. (*Note de* 1839.)

car il ignorait l'anglais. Il voulut employer le français, mais lord Castlereagh, à cette époque, n'en savait pas un mot. On s'arrêta au latin, et les deux diplomates ne purent davantage s'entendre, chacun des deux faisant, par sa prononciation ou ses barbarismes, une langue tout à fait étrangère pour son interlocuteur.

C'est en 1818, pendant l'intérim du comte de Chastellux, qu'eut lieu la nomination du comte de Bernstorff, en qualité de ministre des affaires étrangères de Prusse, qualité dans laquelle il a paru au Congrès d'Aix-la-Chapelle. Jusqu'à cette époque ce Danois remplissait les fonctions de ministre plénipotentiaire de son pays à Berlin. Le prince de Hardenberg devenait vieux; il sentait la nécessité de confier les affaires étrangères à un homme de capacité. La Prusse, selon lui, ne présentait pas sans doute cet homme-là, en ce moment, et la négociation qui amena le diplomate danois au ministère des affaires étrangères de Prusse fut conduite avec tant de mystère par le prince de Hardenberg et le prince de Sayn-Wittgenstein, que le public et les confidents habituels du prince chancelier n'apprirent la chose que quand elle fut consommée. Un Français s'explique difficilement un pareil changement de nationalité. Connaissant comme je le connais cet homme excellent et intègre, je suis certain que l'intérêt ne l'a point fait agir dans cette grave détermination. Son successeur à la légation de Danemark, le comte de Reventlow, m'a dit que le comte de Bernstorff avait été profondément blessé de l'accueil froid qu'on lui avait témoigné en Danemark, à son retour du Congrès de Vienne, où il avait été forcé de signer la cession de la Norvège à la Suède.

La maison du comte de Bernstorff était une des plus agréables de Berlin. On y jouait fréquemment la comédie française, et j'y ai rempli bien des rôles. La comtesse est une grande et belle femme, faisant, de la manière la plus affable, les honneurs de sa maison. Ses deux filles annoncent de devenir belles comme leur mère, surtout l'aînée, Thora.

Le comte de Bernstorff me montrait une sincère amitié et

avait pour moi mille bontés. Lorsque j'ai été chargé des affaires de la légation, il avait la bonté de me communiquer, parmi les dépêches qu'il recevait des ministres prussiens à l'étranger, tout ce que ses devoirs lui permettaient de laisser lire à un diplomate d'un autre pays, dans le but de rendre ma tâche plus facile et ma correspondance plus intéressante.

Quelqu'un qui ne fut pas content du tour joué en 1818 par le prince chancelier de Hardenberg, ce fut M. de Jordan. Ce dernier avait l'oreille du prince-chancelier, il était directeur des travaux politiques et, de fait, conduisait les affaires étrangères. Non seulement, il fut fort humilié de ne pas avoir été choisi par le prince de Hardenberg, mais il fut blessé du secret gardé à son égard. Il montra de la mauvaise humeur, voulut quitter le ministère et fut envoyé à Dresde, comme ministre de Prusse, poste qu'il exerce encore en ce moment (1826). M. de Jordan est un homme instruit, ayant l'esprit des affaires d'Etat; il a une conversation gaie et anecdotique, mais, au milieu des grandeurs, il n'a jamais pu se défaire de ses manières vulgaires. Il veut toujours jouer à l'homme du monde, mais il reste commun dans ses plaisanteries, car c'est avant tout un homme d'affaires, n'ayant rien de ce qu'il faut pour être apprécié en société. M. de Jordan est fort mal disposé pour la France, le cabinet des Tuileries ne l'ayant jamais compris dans la liste des décorations françaises données aux étrangers en plusieurs occasions, depuis 1814. Il m'a fait suffisamment voir son mauvais vouloir et son astuce lors de l'extradition du professeur Cousin, de Dresde, le 13 octobre 1824. J'aurai à en reparler en temps voulu.

Le prince Guillaume de Sayn-Wittgenstein-Hohenstein est ministre de la maison du Roi, grand chambellan, ami et confident de son souverain, sur les résolutions duquel il exerce une grande influence, tout en se donnant l'apparence de ne se mêler de rien. C'est lui qui a détourné le roi de Prusse d'épouser Mlle de Dillon et a mené à bonne fin son mariage morganatique avec Mlle d'Harrach, et, comme je l'ai dit plus haut, c'est encore lui qui, de concert avec le prince de Har-

denberg, a conduit l'affaire de l'entrée au service de Prusse du comte de Bernstorff. Ses manières sont celles d'un grand seigneur : distinguées, affables, parfaites. Il a adopté de se faire plus âgé, par son costume et sa démarche, qu'il ne l'est réellement. La tête poudrée à frimas, inclinée, sa démarche lente et à petits pas, lui donnent l'air d'avoir soixante-huit à soixante-dix ans. Je l'ai toujours connu ainsi. Or, quand je suis arrivé à Berlin, il n'avait encore que quarante-six ans, et n'en a actuellement (1826) que cinquante-six. La société se rendait très volontiers aux jours *fixes* du prince de Sayn-Wittgenstein, car chacun y était fort à son aise par la politesse et la bienveillance du maître de la maison. On pense généralement que son influence ne survivra pas à Frédéric-Guillaume III (1).

Chez l'aimable comtesse de Hagen, nous avions un théâtre établi, en quelque sorte, d'une façon permanente. Là habitait son fils, le comte de Hagen, grand garçon niais, ayant été élevé d'après les préceptes de Jean-Jacques Rousseau. On lui a fait apprendre la profession de *relieur*, et, à l'heure du thé, il arrivait au milieu de la société la plus élégante et la plus choisie, sentant la colle dont ses mains et ses vêtements conservaient de nombreuses traces. Ayant six doigts à une main, ce qui ne le rend pas plus adroit, le jeune comte de Hagen a dû troquer sa situation d'officier contre celle de chambellan. Chez la comtesse de Hagen, demeurait également son gendre, mon ami le major de Tronchin. Mme de Tronchin est prude, prétentieuse et laide, et vivait en assez mauvais termes avec son mari, qui se consolait ailleurs.

Dans les premiers temps de mon arrivée à Berlin, une aventure arrivée au comte de Néal, grand échanson du Roi, divertit fort la société. Il se présente pour faire visite à la comtesse de Hagen; on lui répond que la comtesse est dans une vive

(1) En effet le prince de Wittgenstein n'a pas conservé sur Frédéric-Guillaume IV l'influence qu'il a eue sur le feu roi, et il est complètement laissé de côté. En 1842, lorsque je le vis à Berlin, il s'expliqua à ce sujet avec moi en termes amers : « Je suis le vieux citron dont le jus a été exprimé! ... » (*Note de* 1844.)

affliction et ne reçoit personne, parce qu'elle a reçu la nouvelle qu' « Oscar » est mort. Sous l'empire d'une préoccupation inexplicable, le comte de Néal se rend aussitôt au théâtre où il sait trouver le Roi, et lui annonce que la comtesse de Hagen a reçu des lettres de Suède lui annonçant la mort du prince Oscar, fils du prince royal Charles-Jean (Bernadotte). Le roi envoie demander des détails chez la comtesse de Hagen. Celle-ci ne sait ce qu'on veut lui dire en lui parlant des lettres de Suède. Tout finit par s'éclaircir : Oscar était son chat favori qui venait de mourir chez un vétérinaire!...

Ce comte de Néal avait naturellement l'air d'un singe habillé : petit, voûté, la tête fort grosse, de larges sourcils noirs, le nez tombant, la lèvre inférieure allongée, et qui s'allongeait encore lorsqu'il était contrarié. Excellent homme d'ailleurs et de bonne compagnie, riche, mais avare et ne faisant pas de maison; fort gourmand et recherchant les bons dîners *chez les autres*, qui l'invitaient volontiers, à cause de sa conversation curieuse à entendre sur la Cour de Frédéric II. A l'occasion de ses jambes fluettes et semblables à des bâtons, on disait de lui ce qu'on disait du bailli de Ferette, ministre de Bade à Paris : « Qu'il était l'homme le plus courageux de son pays, puisqu'il osait se promener avec des jambes pareilles, chargées de supporter une aussi grosse tête. » On racontait encore, en guise de plaisanterie, que le chien de la baronne de Taube s'étant jeté dans les jambes du comte de Néal, la baronne s'était empressé de vérifier si son petit favori ne s'était pas brisé quelque dent. Sa femme était dame d'honneur de la princesse Ferdinand de Prusse, laquelle avait eu pour « cavalier d'honneur » ce vieux et immoral chevalier de Sidow qui, à la suite d'un procès scandaleux, fut dégradé de la noblesse, perdit la cocarde nationale et mourut en prison à Spandau.

La comtesse de Pappenheim, fille du prince-chancelier de Hardenberg, vivait à Berlin, et son mari, le comte de Pappenheim, à Munich où il occupe, tant à la Cour qu'à l'armée, une situation élevée. Les petits comités du soir, chez la comtesse de Pappenheim, étaient délicieux et le temps y marchait

rapidement. Le comte de Pückler, depuis prince de Pückler-Muskau, voulut, par bizarrerie peut-être, peut-être aussi par un certain calcul d'avenir, faire divorcer la comtesse de Pappenheim et l'épouser. Ce qui eut lieu. Le mariage fut arrêté à la même époque que celui de la fille de la comtesse, Mlle Adélaïde de Pappenheim, belle femme, mais sans un atome d'esprit et, vraiment, d'une naïveté qui passait la permission. Un soir, dans le salon de sa mère, elle s'écrie, comme sortant d'une profonde réflexion : « C'est vraiment curieux; mon fiancé, le prince de Carolath, a quatorze ans de plus que moi, et Pückler, le fiancé de maman, a justement quatorze ans de moins qu'elle! » Quel soufflet, grand Dieu! appliqua aussitôt la main de la comtesse sur la joue de la pauvre fille!... Bien que, dans son exclamation naïve, la pauvre Adélaïde, qui peut-être ne connaissait pas bien les règles de l'arithmétique, eût fait tort à sa mère de cinq ans — car la comtesse de Pappenheim était née en 1776 — le soufflet, en vérité, était de trop. Qu'on juge du silence qui s'établit, et, pendant quelque temps, de l'embarras du cercle qui, autant que je m'en souviens, ne se composait, en ce moment, que de Paul de Bourgoing et de moi!...

Le prince de Pückler-Muskau est un joli homme, instruit, de fort bonne compagnie et de relations infiniment agréables. Il parle parfaitement plusieurs langues, et vise à l'originalité en toutes choses. Etant en Angleterre, il avait adopté la tenue sempiternelle des anciens Teutons, tenue fort élégante du reste quand elle est soignée; à Berlin, il affectait de se conformer aux modes anglaises. En 1806, à Dresde, étant aux gardes du corps, il avait, à la suite d'un pari avec un officier saxon, sauté avec son cheval, dans l'Elbe, du haut du grand pont. C'est aussi, par originalité, qu'après un déjeuner donné par M. d'Alopéus, je l'ai vu, en 1817, faire à Berlin une ascension en ballon. C'est la première ascension qui ait eu lieu en Prusse dans ce siècle.

Devenu gendre du prince-chancelier de Hardenberg, le prince Hermann de Pückler-Muskau devint aussi son favori,

et tout marchait comme il l'entendait dans la maison de son beau-père. Pückler mit de l'ordre dans sa fortune, et se fit créer prince, au commencement de l'année 1822, quelques mois avant la mort de son beau-père. Son mariage avec la comtesse de Pappenheim avait été formé en 1817; il vient d'être rompu (janvier 1826). Je ne m'étonne que d'une chose : c'est qu'avec l'originalité et l'inconstance de Pückler, ce mariage ait pu durer aussi longtemps (1).

Le prince-chancelier de Hardenberg était un grand vieillard aux cheveux de neige, d'une blancheur tellement frappante, que nous le désignions habituellement par le nom d' « Homme blanc » et que M. de Chateaubriand l'appelait « le cygne blanc ». Depuis qu'il avait installé aux affaires étrangères le comte de Bernstorff, on le voyait peu dans la société, et sa mort, survenue à Gênes le 26 novembre 1822, produisit peu de sensation. Il n'était plus dans l'Etat qu'une force d'inertie, retardant la marche d'un grand nombre d'affaires qui venaient s'endormir dans son cabinet. Ses seuls conseillers étaient alors MM. de Schœll et Koreff, auxquels s'était joint Pückler depuis son mariage avec la comtesse de Pappenheim. Le remplaçant du prince de Hardenberg, comme chancelier, fut M. de Voss, qui ne conserva pas longtemps sa position. Aussitôt après ce de Voss, la présidence du Conseil d'Etat fut donnée au duc Charles de Mecklembourg-Strélitz, et le titre de chancelier est resté aboli.

Je ne puis m'expliquer comment un personnage aussi distingué que le prince de Hardenberg ait été donner toute sa confiance à des hommes comme Schœll et Koreff. Ce M. de Schœll, d'origine alsacienne, était un auteur et un publiciste attaché au cabinet du prince. Pendant longtemps, il avait fait partie de la légation de Prusse à Paris, y remplissant un modeste emploi. C'est un vulgaire intrigant, tranchant de l'homme d'importance, et que l'on voyait fort peu dans la société de Berlin. Le docteur Koreff — car Koreff est docteur

(1) Ce Puckler dont je parle n'est autre que le célèbre écrivain, auteur des *Lettres d'un trépassé* et des *Pèlerinages d'un jeune homme*. (*Note de* 1851.)

en médecine — est un homme instruit, mais il est toujours sale et mal tenu, et ses manières sont celles d'un charlatan. Son visage appartient au type juif; constamment il grimace comme une gueule de fontaine ou comme le marteau d'une porte cochère, ce qui accentue encore ses dehors communs. Comment donc, je le répète, le docteur Koreff a-t-il pu devenir le favori du prince-chancelier?... Et comment se fait-il que M. de Chateaubriand ait été séduit par un homme aussi vulgaire (1)?... Peut-être, à ce que je pense, n'affichait-il une telle considération que pour pouvoir, à l'occasion, tirer du docteur Koreff quelques renseignements politiques?...

La maison du comte de Hardenberg, un chambellan, parent du prince-chancelier, était une de celles où je fréquentais le plus volontiers. Ce salon était le rendez-vous de l'esprit, car l'on y voyait tous les Français notables, en résidence ou de passage à Berlin. C'était en même temps le rendez-vous de la beauté. Fort belle elle-même, la comtesse de Hardenberg avait trois filles déjà jolies, et trois sœurs, toutes fort bien, que l'on y trouvait parfois réunies. L'aînée de ces sœurs était Mme de Luckner, dont le mari, fils du maréchal français de ce nom (2), a disparu sans qu'on ait jamais appris ce qu'il était devenu. La seconde, dont j'ai oublié le nom, ne vivait pas à Berlin. La troisième est la très belle comtesse Mortimer de Maltzahn. Pour peu que l'on rencontrât chez les Hardenberg Mmes de Partana, d'Alopéus, de Minckwitz ou autres beautés accomplies, le régal des yeux était complet.

M. Dehn, riche banquier, d'origine juive, consul général de Suède, est un homme distingué et instruit, confident et ami de l'ex-Bernadotte, roi sous le nom de Charles-Jean,

(1) En 1842, j'ai retrouvé le docteur Koreff à Paris, où il s'est fixé, et où il exerce, je crois, la médecine. Je plains ses clients. Cette vieille connaissance de Berlin est toujours aussi commune et aussi sale. J'en demande pardon au docteur Koreff; mais, en lisant *les Mystères de Paris*, d'Eugène Sue, je ne pouvais m'empêcher de penser à sa figure de charlatan juif, toutes les fois qu'il était question du docteur Bradamanti ou Polidori. (*Note de* 1845.)

(2) Le baron Nicolas de Luckner, né dans le Hanovre en 1722, décapité à Paris le 4 janvier 1794.

depuis l'année 1818. Lié avec la jeune diplomatie, il nous donnait fréquemment d'excellents dîners. Il était fourré un peu dans toutes les intrigues politiques et il m'a dit avoir vu le manuscrit de la main du baron de Humboldt qui proposait, en 1814, le partage de la France.

Fort hostile, comme on sait, à tout ce qui est Français, le baron Guillaume de Humboldt nous fréquentait peu, et, certes, je ne le regrette pas. Avec sa figure maladive, blême et glaciale, il a, dit-on, des idées assez cyniques. Il prétend volontiers avoir voulu essayer de tout dans la vie, et je l'ai entendu dire qu'on ne lui avait pas parlé d'un goût particulier à un homme quelconque, sans vouloir en faire aussitôt 'essai. A l'exception des langues slaves, il connaît toutes les langues vivantes de l'Europe, le basque compris. Son instruction est tellement prodigieuse dans cette partie, que l'on cite souvent le fait suivant, que j'ai entendu confirmer par son frère, l'illustre et savant voyageur, Alexandre de Humboldt. Ce dernier, gêné pour la classification des nombreux idiomes des peuples primitifs de l'Amérique, fut, sur la simple inspection des notes rapportées de ces régions, largement aidé par le baron Guillaume qui, pour son compte, n'avait jamais été en Amérique.

Le baron de Mecklembourg, officier prussien retraité, a, quoique garçon, obtenu de la société berlinoise, de lui faire accepter cinq ou six bals auxquels le bon goût a toujours présidé. Il était devenu fort riche par le jeu, qui l'avait d'abord ruiné, et avait renoncé à cette distraction depuis que la fortune était revenue. Les longues journées, les interminables nuits passées au jeu, les émotions violentes qu'il avait eues à supporter, les inquiétudes, le chagrin de la ruine, la joie du retour de la fortune, tous ces motifs décidèrent une longue maladie qui faillit l'enlever, et pendant plusieurs mois après avoir recouvré la santé du corps, celle de l'esprit n'avait qu'imparfaitement reparu. Le baron se croyait changé en une carte à jouer et voyait toujours la carte supérieure à celle qu'il croyait représenter. Dans sa pensée, c'était généralement

un duel entre l'*as* et le *roi*, ou entre *spadille* et *manille*, et, à la *vue* de la carte supérieure, il se baissait, se faisait petit, et se cachait sous le tapis de la table à thé. Après avoir, comme je l'ai dit, duré plusieurs mois, cette folie a disparu et n'a laissé aucune trace. Si bien, que le baron de Mecklembourg est devenu une forte tête financière. Vers 1821, il quitta Berlin, alla s'établir à Paris où il prit part dans une large mesure aux fournitures d'Ouvrard pendant la guerre d'Espagne de 1822, ce qui lui fit sextupler sa fortune. Il y a deux ans (1824), je l'ai revu à Paris, fort riche et fort bien portant, chez M. de La Reynière, écuyer de Mme la duchesse de Berry, lequel avait épousé, pendant l'émigration, une parente du baron de Mecklembourg.

Un autre joueur connu était M. de Reufner, conseiller de légation attaché au ministère des affaires étrangères. C'était un homme de mauvaise santé, vieux, cassé, de grande capacité en affaires. Au jeu, sa colère était curieuse. Un jour, distribuant les cartes, et s'en étant donné de mauvaises, dans sa fureur, il mit, nouveau Scœvola, ses doigts dans la flamme de la bougie, et les y laissa pendant tout le temps qu'il mit à prononcer ces mots : « Brûlez, mauvais sots qui me servez si mal!... » Rien ne le rebutait pour l'organisation d'une partie de cartes. Une fois, il eut l'audace d'adresser aux jeunes gens de la société berlinoise un billet conçu à peu près en ces termes : « Ce soir, à 9 heures, il y aura, chez M. de Reufner, jeu auquel prendront part la délicieuse Mme Seidler (1) et sa non moins jolie sœur, Mlle Anna Wraniska (2). » Le comte de Caux, Flavigny et moi, nous nous rendîmes à cette bizarre invitation, mais nous ne touchâmes point une carte, pas plus que Mmes Seiler et Wraniska, ce dont M. de Reufner eut l'assez mauvais goût de se formaliser.

(1) Mme Seidler, née Caroline Wraniska. Première chanteuse de l'Opéra de Berlin et femme du premier violon de ce théâtre. (*Note de l'auteur.*)

(2) Cantatrice de la chambre de S. M. l'empereur d'Autriche. Venue à Berlin avec un chambellan du roi de Prusse, le comte de Luchesini, elle parut à l'Opéra de Berlin dans plusieurs opéras : *Jean de Paris, Don Juan, le Petit Chaperon rouge*, etc. (*Note de l'auteur.*)

Le banquier Benecke a fait une énorme fortune et tient une grande et fastueuse maison. Il a réussi à se faire anoblir sous le nom de Grœnitzberg, ce qui ne lui a pas enlevé le commun de ses manières, bien qu'il prenne, ou plutôt qu'il cherche à prendre, fort vainement, des airs de bonne compagnie qui le rendent encore plus ridicule.

Il a créé à Charlottenbourg une maison de campagne assez jolie, mais où domine le goût mesquin. Ce sont de *petites* fabriques suisses, des chalets et autres *petits* bâtiments visant à l'effet, une *petite* ménagerie, de *petits* étangs, de *petits* monticules. Au sujet de cette propriété, on serait tenté de renouveler la plaisanterie qu'a faite, dit-on, le prince Louis de Prusse, lorsque son père, le prince Ferdinand, fit établir les jardins de Bellevue, dans le parc de Berlin : « Les personnes qui viennent se promener ici, disait un avis placé par le prince Louis de Prusse, sont priées de ne pas laisser courir les enfants, dans la crainte que, dans leurs jeux, ils ne renversent les rochers, et de ne pas laisser leurs chiens s'approcher des étangs, pour qu'ils ne les dessèchent pas en buvant. »

Dans cette bonbonnière à prétentions, le banquier Benecke a, d'ailleurs, donné de jolies fêtes. Sa femme est une bonne femme tout à fait, mais vulgaire et sans éducation. Elle avait pour mère une madame Dutitre, de la colonie française, ne parlant bien, ni le français ni l'allemand, et dont on citait les naïvetés. Ainsi, elle croyait que son gendre, dont elle avait la plus haute opinion, faisait venir les huîtres de Hambourg par le télégraphe!

Dans beaucoup de salons berlinois — mais, non pas dans tous, comme on le verra plus loin — on rencontre Spontini (1). Ce grand compositeur a fait des ouvrages qui resteront comme des chefs-d'œuvre : la *Vestale*, notamment, ainsi que *Fernand Cortez;* mais, après ces pièces, son talent a été fatigué.

C'est un homme pétri de vanité, jaloux de toutes les réputations vivantes, et qui, pour me servir d'un mot qui le peint

(1) Né en 1778, mort en 1852.

parfaitement « maigrit de l'embonpoint des autres ». Gonflé d'orgueil, bouffi de la pensée de son propre mérite, il porte dans la société un air de prétention insupportable, et, d'ailleurs, une figure de caricature, par suite de sa coiffure grotesque, de ses cols de chemise qui lui montent jusqu'au milieu des joues, et des décorations qu'il étale. La gloire de Rossini, la renommée de Weber lui font mal, et c'est, en quelque sorte, à son corps défendant, que les merveilleux opéras du *Barbier de Séville*, de *Sémiramis* et de *Freischütz* ont été donnés à Berlin. A en juger par le *Crociato*, Meyerbeer doit aussi devenir, un jour, un troisième cauchemar pour Spontini (1).

L'incommensurable orgueil de Spontini lui avait fait quitter, en 1820, la France qui l'avait si bien accueilli et qu'il trouvait ingrate à son égard. Il a été alors nommé directeur général de la musique du roi de Prusse et a rendu des services réels à l'Opéra de Berlin; mais il ne prend le bâton de chef d'orchestre que lorsqu'on représente un de ses ouvrages ou l'un des chefs, d'œuvre de Gluck. Je ne puis me rappeler s'il a fait cet honneur à Mozart, mais, très certainement, il ne l'a jamais fait à Rossini.

Voici, entre cent, un exemple de l'orgueil de Spontini. Un jour, à propos de la statue qui fut érigée, de son vivant, à Blücher, Spontini dit au prince Charles de Prusse : « Comment peut-on élever une statue à quelqu'un de vivant?... Passe encore pour un grand artiste, mais un sabreur!... » — « Et, s'empressait d'ajouter le prince Charles de Prusse à ses auditeurs, de la façon dont Spontini a prononcé les mots « un grand artiste », il était aisé de comprendre qu'il voulait se désigner lui-même (2). »

Spontini ne parle jamais du roi de Prusse que comme « d'un

(1) Depuis, Meyerbeer a donné des ouvrages tels que *Robert le Diable* et *les Huguenots*, bien supérieurs au *Crociato*. Bourgoing et le colonel de Below, qui ont eu l'occasion de rencontrer Spontini lors du prodigieux succès des *Huguenots* à Paris, en 1836, m'ont dit depuis que Spontini avait failli mourir alors de jalousie. (*Note de* 1840.)

(2) Le prince Charles de Prusse m'a raconté ce trait à moi-même, chez la duchesse de Cumberland, en 1821, je crois. (*Note de l'auteur.*)

ami intime ». Le général de Witzleben, aide de camp et confident de Frédéric-Guillaume III, le protège beaucoup. Ce ne saurait être, certes, à cause de son amabilité; c'est bien plutôt parce que Spontini, vain, orgueilleux, et se croyant, par ses œuvres, l'égal des plus grands de la terre, s'est brouillé avec le duc Charles de Mecklembourg, beau-frère du Roi, et que ce duc de Mecklembourg a pour ennemi le général de Witzleben.

Les appartements de Spontini sont, avec beaucoup de mauvais goût — mais telle est sa volonté, — surchargés de gravures encadrées. Dans son salon, on voit un portrait de lui, en pied et de grandeur naturelle, dans lequel il s'est fait donner un air inspiré fort risible, et qui vise à la Pythonisse prête à révéler l'avenir. Dans son cabinet, on trouve — toujours encadrés — son brevet de la Légion d'honneur, ainsi que le plan d'un monument qu'il fait élever en Italie pour lui servir de tombeau. Sur le frontispice du monument, on lit : *Al illustrissimo maestro Spontini*. En vérité, ô illustrissime *maestro!* il est plaisant de se rappeler vos « modestes » critiques devant la statue de Blücher (1)!!!

L'impératrice Joséphine, qui protégeait Spontini et qu'elle avait comblé de ses faveurs (2), lui avait fait épouser Mlle Céleste Erard, dont le père est si remommé pour ses pianos et ses harpes. Sans être précisément jolie, Mme Spontini, avec ses beaux yeux, ses magnifiques cheveux noirs, sa peau blanche et fine et sa noble démarche, forme un ensemble agréable (3).

(1) A Danzig, le prince Frédéric de Prusse (fils du premier mariage de la duchesse de Cumberland et cousin germain du roi Frédéric-Guillaume IV) m'a raconté un trait inouï de la vanité de Spontini. Le compositeur eut l'aplomb de demander au roi de Prusse l'autorisation de prendre le titre et le nom de « prince de la musique, » parce qu'une académie musicale de l'Italie avait, dans un diplôme de membre d'honneur qui lui était délivré, mis la mention : *principe della musica*. (*Note de* 1847.)

(2) C'est grâce à la bonne impératrice Joséphine que la *Vestale* de Spontini fut, en 1810, préférée aux *Bardes* de Lesueur pour le fameux prix *décennal*. Cette même année Spontini est nommé directeur de l'Opéra italien, fonction qu'il cumule avec celle de directeur de la musique de la chambre de l'Impératrice. En 1811, il joint à ces fonctions celles de maître de la chapelle impériale. (*Note de l'auteur.*)

(3) Hélas! plusieurs des agréments physiques de Mme Spontini avaient

J'ai vu bien des personnes de ma connaissance s'occuper assidûment de Mme Spontini et rôder autour d'elle. En première ligne des poursuivants était le docteur Koreff, négligé dans sa tenue et vulgaire, selon ce que j'ai déjà dit, et, malgré tout, se croyant irrésistible. Une fois, Koreff, sans doute pour détourner à son profit les soupçons du mari, adressa au compositeur un billet anonyme l'avertissant que « les jeunes étrangers et spécialement les secrétaires de la légation française menaçaient la vertu de Mme Spontini ». Il se passa alors une inoubliable scène de vanité : Spontini venant trouver Flavigny et moi, et nous tenant avec chaleur ce langage : « Moi, Spontini, être trompé par sa femme! Une telle supposition n'est-elle pas absurde?... Comment a-t-on pu penser que la femme de Spontini pouvait oublier un homme tel que lui?... » Spontini pensait vraiment cela. Il croyait, sans doute, que les nombreux lauriers qui ombrageaient sa tête — et avec lesquels il se serait volontiers fait représenter par le pinceau du peintre — le mettaient à l'abri de toute autre couronne... Au reste, du côté conjugal, comme d'un autre, le *maestro* a été heureux, et la femme du plus vaniteux des hommes est restée la plus fidèle des épouses. Et ce titre de « la plus fidèle des épouses », il faut le décerner avec enthousiasme à Mme Spontini. Avec les exemples qu'elle voyait autour d'elle, pressée comme elle l'était par les galants, mariée à un homme célèbre, mais ridicule, et qui la délaissait — non pas que Spontini eût des maîtresses, mais il eût trouvé au-dessous de lui de s'occuper de sa femme, — Mme Spontini a eu d'autant plus de mérite de ne pas faire du *maestro* un de ces maris sur lesquels la verve du grand Molière s'est exercée.

Mme Spontini est, au reste, une femme d'esprit et d'à-propos. Elle l'a bien prouvé à la baronne de Martens, et voici à quelle occasion. Malgré la réputation du compositeur et la faveur royale, le ménage Spontini n'était pas reçu dans tous les salons de Berlin. L'un de ceux dont il était exclu était celui

disparu, quand je la revis à Berlin dans l'année 1835. Elle était devenue énorme. *Sic transeat...* (*Note de l'auteur*, 1843.)

de la baronne de Martens, femme d'un attaché au ministère des affaires étrangères de Prusse. Mme de Martens est née Hermine Collard. C'est une Française, petite et piquante brune, jolie, élégante, distinguée et spirituelle, qui a su, en tout bien tout honneur, captiver les attentions du roi Frédéric-Guillaume III. Elle est fille d'un homme richissime des environs de Villers-Cotterets, qui a fait sa fortune, et en achetant la terre et le château de Villers-Hellon, et dans une grande entreprise de charrois. Or, Mme de Martens, ayant invité *monsieur* Spontini à une soirée musicale, montra de l'étonnement quand elle vit entrer dans son salon Mme Spontini avec son mari. Elle eut la faiblesse et se donna le petit ridicule de dire à plusieurs dames, que Mme Spontini « fille d'un commerçant français » n'avait point été invitée, et leur fit, en quelque sorte, des excuses de sa présence chez elle. Mme Spontini, entendant ce propos, ne fit point d'esclandre, mais, quelques jours après, elle disait dans les salons, de sa voix tranquille et traînante : « Je ne conçois pas le scrupule de Mme de Martens, qui me trouve de trop bas lieu pour m'inviter chez elle. Si mon père loue des pianos, le sien loue des charriots. »

CHAPITRE XI

Encore mes relations à Berlin. — Le salon de Mme Solmar. — Boucher, l'« Alexandre du violon ». — Une *lieder tafel* en l'honneur de M. de Chateaubriand. — Le banquier Delmar. — Une anecdote sur Frédéric II. — M. de Kircheisen. — Le prince Dolgorouki. — Son duel avec M. Durant de Mareuil. — Anecdotes sur Mme de Narischkine. — Un calembour du prince royal. — M. Ancillon. — Ses confidences. — M. de Chamisso. — Le portrait de Mme Récamier. — Le docteur Heine. — Mme Lefort. — Le baron de Brockhausen. — Sa vanité nobiliaire. — Les deux frères de Vismes. — La comtesse Jeanne Grudzienska. — Mme de Crayen. — Ses aventures. — Son esprit.

Dresde, janvier 1826.

Mme Solmar est une vieille et aimable femme, d'origine juive, se nommant Salomon, du vivant de son mari. Elle a plusieurs enfants, dont un seul, une fille non mariée, Henriette, vit avec elle. Celle-ci, sans grande beauté, est d'un caractère charmant, vif, animé, parlant et écrivant cinq langues, musicienne de la première force et possédant une voix d'une magnifique étendue.

Dans cette maison que la légation de France a beaucoup fréquentée et qu'appréciait particulièrement M. de Chateaubriand, l'on entendait d'excellente musique, et ces concerts d'amateurs distingués ont souvent réuni des artistes de grand talent, tels que le pianiste Hummel, les violonistes Mœser et Alexandre Boucher, Mme Alexandre Boucher, qui jouait également bien de la harpe et du piano. J'y ai aussi entendu un enfant du nom de Félix Mendelsohn, qui annonce les plus grandes dispositions pour la composition et joue agréablement du piano, sur lequel il se livre, dans sa jeune imagination, à de brillantes improvisations, après lesquelles il retourne,

avec la joie de son âge, reprendre les jeux auxquels on l'a arraché pour le produire au piano (1).

Alexandre Boucher est un grand talent, mais une espèce de fou, qui se livre sur son instrument à toutes sortes d'extravagances. Je l'ai vu, dans un concert, au moment où il tenait un point d'orgue, jetant les yeux sur la salle et y reconnaissant Spontini, se mettre à jouer, pendant une demi-heure, de savantes et brillantes improvisations sur un air de la *Vestale*. Cet artiste a la prétention de ressembler à Napoléon; aussi a-t-il adopté la petite redingote grise, devenue historique, et affecte-t-il de marcher les mains jointes derrière le dos ou de tenir les bras croisés sur la poitrine. Premier violon du roi Charles IV d'Espagne, qui lui avait conféré la noblesse, il accompagnait toujours ce monarque qui, amateur passionné de la musique, passait quatre heures de suite à jouer du violon, dont, au dire de Boucher, il jouait fort mal.

Pour annoncer les concerts qu'il devait donner à Berlin, Boucher lança des affiches commençant par ces mots : « Don Alexandre Boucher, *l'Alexandre du violon*, premier violon de la chambre de S. M. le roi Charles IV d'Espagne, et le seul être vivant dont la figure rappelle d'une manière frappante l'illustre prisonnier de Sainte-Hélène (2)... » Et, dans une notice biographique du même style, qu'il a écrite et fait publier, il a eu l'insanité de mettre ces mots : « ... Et sa femme?... Que dirons-nous de cette femme, si justement nommée Céleste, car elle est, en effet, une céleste créature... »

Quand Boucher était invité à dîner chez quelque grand personnage, il faisait, toujours bon mari, « la part de Céleste », en secret. Ainsi, ayant été passer deux jours à Glinicke, chez le prince chancelier de Hardenberg, au moment de quitter la table pour monter en voiture, il demanda au prince la permission de prendre « pour Céleste » une volaille qui n'avait point

(1) On sait ce qu'est devenu cet enfant. Depuis longtemps sacré grand compositeur, il est placé actuellement à la tête de la musique du roi de Prusse. (*Note de* 1844.)

(2) Ceci se passait en 1820. (*Note de l'auteur.*)

été entamée, « volaille que, certainement, ajoutait *l'Alexandre du violon,* Votre Altesse ne verrait plus reparaître sur sa table, si même je ne réclamais pas la faveur de l'apporter à Céleste, comme un témoignage de mon souvenir loin d'elle... » On ne s'y opposa point (1).

Chez Mme Solmar se voyait fréquemment le directeur de l'Académie de musique, pour le chant, grand ami de Gœthe, sur lequel il m'a dit mille choses qui, malheureusement, ont fui de ma mémoire. Ce personnage donna en l'honneur de M. de Chateaubriand une *lieder tafel* (table de chants), c'est-à-dire un souper auquel deux cents membres — tous hommes — de l'Académie assistaient en pique-nique, et chantaient en chœur, entre chaque mets, des airs composés par l'un d'eux, ce qui était d'un effet ravissant. Selon l'usage des *lieder tafel,* ces airs ne peuvent être livrés au public; chaque membre de la « table de chant » en fait le serment. Mais, M. de Chateaubriand, ayant manifesté le désir de posséder l'une des mélodies qui furent chantées à cette *lieder tafel,* il fut décidé qu'il lui en serait remis une copie, paroles et musique. L'air qui se chantait en « canon », était magnifique et de la plus belle harmonie. Les paroles sont latines et forment deux vers dont les mots ne se présentent plus à mon souvenir dans l'ordre nécessaire selon la prosodie, et qui disaient en somme :

Ecce Cesar triumphat qui subegit Nicomedem
Non triumphat Nicomedes qui subegit Cesarem.

Etant donné que le verbe *subigere* a deux significations bien différentes, de pareilles plaisanteries jetées à la face du triomphateur — usage qui existait à Rome pour rendre le triomphateur moins vain — devaient singulièrement mal sonner aux oreilles de plusieurs chefs d'autrefois; elles ne furent pas, je crois, trouvées agréables par M. de Chateaubriand.

C'est dans le salon de Mme Solmar que le spirituel marquis de Bonnay a conté ses anecdotes les plus piquantes. A ce

(1) Mœser, témoin de cette scène, me l'a racontée. (*Note de l'auteur.*)

propos, la première fois que Mme Solmar vit chez elle M. de Chateaubriand, une certaine parole, dite étourdîment, déplut fort au nouveau ministre de France.

— « Allons, *monsieur le marquis*, s'était écriée Mme Solmar, en se retournant vers mon chef, nous vous écoutons. N'avez-vous, cette fois, rien à nous conter?...

— Mais, madame, ressemblé-je donc tellement à M. le marquis de Bonnay?... »

Mme Solmar et M. de Chateaubriand ne tardèrent pas cependant à devenir les meilleurs amis du monde. L'aimable vieille femme tenta même de réconcilier le marquis et M. de Chateaubriand, mais ses efforts n'aboutirent point; il y avait trop de motifs de dissentiment entre mes deux chefs (1).

Le banquier Delmar, qui fréquentait chez Mme Solmar, est un type curieux de vanité cynique et déplacée. Son plus grand titre de gloire consistait, à l'entendre, dans ce fait que son frère, banquier à Paris, était l'amant officiel de Mlle Bourgoing, cette personne si charmante et si parfaite sur la scène du Théâtre-Français, mais de propos si libres et d'une conduite si libertine. Chaque fois qu'il faisait la connaissance d'un Français, le Berlinois Delmar ne manquait jamais, pour compléter la présentation, d'ajouter lui-même ces mots : « ... frère du banquier Delmar, de Paris, qui est, comme vous le savez sans doute, l'amant de la belle Mlle Bourgoing... » Se faisant présenter à la marquise de Bonnay, M. Delmar n'eut garde d'omettre son ajouté habituel :

— « Vous connaissez peut-être, madame la marquise, mon frère, le banquier parisien, dont la maîtresse est la ravissante Mlle Bourgoing?...

— Mon Dieu! monsieur, je ne fréquente pas les mauvais sujets. Quant à la *coquine* dont vous me parlez, je ne la connais que de réputation. Cette fille, m'a-t-on dit, le premier venu pourrait *l'avoir* pour quelques louis... »

Je n'ai point entendu, je l'avoue, cette repartie spirituelle

(1) Plus loin j'aurai l'occasion de dire quelques mots de ces motifs de dissentiment. (*Note de l'auteur.*)

et cinglante prêtée à Mme de Bonnay; mais, comme l'on dit : *Se non è vero...*

Un personnage que l'on voyait très fréquemment dans le salon de Mme Solmar, si fréquemment qu'il semblait faire partie de la maison, était un vieux conseiller en retraite, ancien secrétaire des commandements de Frédéric II, qu'il avait suivi à l'armée, à l'époque de la succession de Bavière. Parmi les nombreuses anecdotes qu'il contait sur Frédéric le Grand, en voici une qui, je le crois, n'est nullement connue.

Lors de la guerre de succession de Bavière (1), M. de Thugut fut chargé par le cabinet impérial de suivre directement les négociations avec le roi de Prusse. Un matin, ce ministre, portant un rouleau de papiers maintenus par un ruban, a un entretien particulier avec le roi de Prusse, assisté de son secrétaire, le conteur de cette anecdote. On lit les papiers, on discute les projets, et M. de Thugut est obligé de se retirer, sans avoir obtenu une seule concession. Il était déjà à deux ou trois salons de là, quand Frédéric II s'aperçoit que le petit ruban maintenant les papiers autrichiens est resté sur la table. Il appelle M. de Thugut à voix forte, et le ministre impérial, persuadé que le roi de Prusse se ravise et veut discuter de nouveau les propositions, revient avec empressement et prenant un air joyeux. « Monsieur, lui dit le Roi, vous avez oublié ce petit ruban. Je ne saurais m'en emparer, car il faut que chacun ait ce qui lui appartient. Vous connaissez ma devise : *Suum cuique* (2)... » Honteux comme un renard qu'une poule aurait pris, M. de Thugut reprit son ruban et se retira. « *Suum cuique!...* Mon maître n'avait-il pas là une belle devise, disait l'ancien secrétaire de Frédéric II?..» « Mais, ajoutait-il ingénument, je crois qu'il est arrivé en plusieurs occasions à mon maître de voir *son* bien là où il n'était pas, et c'est pour cela sans doute que les Français, toujours moqueurs, allongèrent la royale devise d'un mot : *Suum cuique rapuit.* (Il enlève à chacun le sien). »

(1) 1778.
(2) « A chacun le sien. »

Le ministre de la justice, M. de Kircheisen, est un excellent homme, quoique un peu commun pour les habitudes et les manières. Il venait fréquemment à la légation de France et dans les occasions où les démarches que nous avions à faire pouvaient toucher aux lois de l'Etat ou aux règlements de la haute administration, il nous donnait souvent des conseils, trop souvent même, selon les lois de la discrétion. Ces « consultations », devenues habituelles chez M. de Kircheisen, avaient leur origine dans le fait suivant. Un jour, le marquis de Bonnay, rentrant de fort bonne humeur, se mit à lire à haute voix devant moi un papier graisseux qu'on venait de lui remettre : c'était la lettre d'une femme de chambre de la duchesse de Cumberland, qui commençait ainsi : « Grand seigneur! Au mois de juillet dernier, M. Possot, votre maître d'hôtel, me fréquentait et m'engrossait. Je demande une indemnité et je désire que, jusqu'à ce que je l'ai touchée, M. Possot ne me fréquente plus »... On pense quel rire nous prit à la lecture du délicieux *jusqu'à ce que*... Néanmoins, l'affaire pouvait se compliquer, dans un pays où la paternité est recherchée d'une façon aussi sévère (1). Mais, le soir, M. de Kircheisen, consulté, nous confirmait que tous les individus appartenant à la suite d'un ministre étranger étaient à l'abri de toutes recherches, relativement aux enfants auxquels ils pouvaient avoir contribué.

Ce bon M. de Kircheisen, qui s'occupait beaucoup des progrès des manufactures en Prusse, avait la manie, dans la conversation, de terminer ses phrases en parlant la main sur le bras de son interlocuteur, caressant l'habit, palpant le drap, et au milieu de l'entretien, il se parlait à lui-même : « Beau drap, belle étoffe », disait-il; puis il continuait le discours com-

(1) La première femme venue peut, en se déclarant grosse, ou en jurant que le père de son enfant est tel ou tel, obtenir de celui qu'elle charge ainsi d'une faute, dont il est, très souvent, parfaitement innocent, une indemnité pour elle et une somme annuelle pour l'enfant, jusqu'à un certain âge. A quels scandales, à quelles douleurs de famille, peut donner lieu l'abus d'une semblable maxime de justice, l'Etat voulant avant tout que la nourriture des petits malheureux qui n'ont pas demandé à naître soit assurée!... Cet usage existe également en Irlande. (*Note de l'auteur.*)

mencé, et s'arrêtait encore pour demander de quelle fabrique sortait ce beau drap.

La fille aînée de M. de Kircheisen a épousé le baron de Knobelsdorf (1), chambellan. Quelquefois on faisait là de bonne musique, mais, grand Dieu! ce n'était pas quand la maîtresse de maison chantait... En entendant, un soir, la baronne de Knobelsdorf s'égosiller et nous déchirer de sa voix aigre et de ses notes fausses les oreilles, le prince Dolgorouki me dit : « Ne trouvez-vous pas que ces notes fausses rappellent ce qu'un amant disait en pareille circonstance à sa maîtresse : « Madame, mon épée est au Roi, mon cœur est à vous, mais mes « oreilles sont à moi? »

Ce prince Dolgorouki (2), que l'on trouvait souvent chez les Knobelsdorf, est l'ancien ministre de l'empereur Alexandre à Naples. C'est un grand causeur, homme d'esprit et de bonne compagnie. Etant ambassadeur de Russie à Naples, il eut un duel retentissant avec l'ambassadeur de France. Voici à quelle occasion, d'après la relation manuscrite qui appartient au général de Benkendorf (3), et que ce dernier m'a fait lire.

Après la paix de Tilsitt, Napoléon, en envoyant M. Durant de Mareuil comme ambassadeur à Naples, lui avait recommandé de prendre le pas sur l'ambassadeur de Russie, s'il le pouvait faire sans trop d'affectation, et s'il constatait que son collègue n'y attachait pas une trop grande importance. Mais, en même temps, il lui avait donné pour instruction, dans le cas où le diplomate étranger semblerait prétendre au pas, non pas de le lui céder, mais de l'engager, en toutes circonstances, à passer le premier, feignant avec lui, en agissant ainsi, de ne faire qu'une chose toute naturelle de la part de l'ambassadeur de France, qui, se trouvant à Naples le représentant d'une

(1) Le baron de Knobelsdorf est le petit-fils du célèbre architecte du palais de Sans-Souci et le neveu du feld-maréchal de ce nom, mort en 1798. (*Note de l'auteur.*)

(2) Prince Serge Dolgorouki, né en 1768 et mort en 1829. (*Note de l'auteur.*)

(3) Il était le gendre de M. d'Alopéus, frère aîné du ministre de Russie à Berlin, quand j'y étais. (*Note de l'auteur.*)

Cour de famille (1), mettrait une sorte d'empressement à faire les honneurs aux ministres étrangers. Avec une semblable manière d'agir, en accordant de soi-même, par politesse personnelle et comme une preuve de bon goût et de bon vouloir une chose qui, disputée, pourrait devenir une occasion de refroidissement entre les deux souverains, Napoléon montra l'envie d'entretenir de bons rapports avec l'empereur Alexandre, sans céder devant une prétention à obtenir un honneur particulier comme un droit acquis et justifié.

Malheureusement, les choses ne se passèrent pas ainsi... A la première audience publique du roi de Naples, les deux ambassadeurs de France et de Russie se présentent en même temps sur le seuil de la porte dont les deux battants venaient de s'ouvrir. Le prince Dolgorouki, se croyant pressé intentionnellement par M. Durant de Mareuil, repousse avec quelque violence l'ambassadeur français et porte la main à la garde de son épée — mouvement qui a été reproché au prince Dolgorouki comme un manque de respect pour le souverain présent, mais qu'il a expliqué plus tard, en disant que son épée s'était embarrassée entre ses jambes. — Le roi Joachim empêcha que les choses n'allassent plus loin en sa présence, en s'écriant avec beaucoup d'à-propos : « Je vous dois des remercîments, messieurs, de l'empressement que vous avez mis l'un et l'autre à vous présenter devant moi. »

De retour chez lui, le prince Dolgorouki reçut, de la part de M. Durant de Mareuil, une demande en satisfaction de son procédé devant le roi. L'ambassadeur russe accepta, tout en remettant le moment de la rencontre à un mois, voulant, préalablement, informer l'Empereur dont il avait, avant toutes choses, à soigner les affaires et à prendre les ordres. Ce temps écoulé, et la réponse du Tzar n'étant pas arrivée, le prince Dolgorouki. qui trouvait sa position fausse, envoya sa démission d'ambassadeur, afin de pouvoir aller sur le terrain, sans scrupules (2). Il fut convenu que chacun des deux adversaires se

(1) A cette époque, Joachim Murat était roi de Naples.
(2) L'empereur Alexandre n'accepta pas la démission du prince Dolgo-

rendrait sans éclat et sans bruit, suivi d'un seul témoin, sur le lieu déterminé, qui, je crois, était Pœstum.

Au moment du combat, M. de Benkendorf, qui était attaché à la mission russe et servait de témoin au prince Dolgorouki, s'adressa au général Exelmans, témoin de l'ambassadeur français, en lui disant que, comme il voyait dans ce différend quelque chose de national, et que, d'ailleurs, il se considérait insulté, comme Russe, dans l'offense que son ambassadeur, heurté par M. de Mareuil, avait reçue, il lui demandait la faveur de croiser l'épée avec lui. Les quatre épées furent tirées en même temps. Le combat ne dura que quelques minutes, et par un hasard bien singulier, les quatre combattants furent blessés. Le général de Benkendorf resta même assez longtemps quasi fou par suite des nombreuses blessures qu'il avait reçues à la tête. Il y a quelques années qu'il a repris tout à fait sa raison et que ses crises ont complètement cessé. Conséquence heureuse et bizarre de l'accident qui lui arriva sur le Strand, entre Memel et Riga : il versa avec sa voiture dans la mer. Remède à recommander aux médecins d'aliénés!

Je voudrais pouvoir me rappeler la dixième partie des anecdotes que m'a racontées le prince Dolgorouki sur la Cour de Russie. Ma mémoire en ce moment ne m'en fournit que deux ou trois.

L'empereur Alexandre était l'amant de la femme de son grand veneur, le comte Dimitri Narischkine. Celui-ci avait fait placer, sur la porte cochère de son hôtel, son écu surmonté d'un bois de cerf, attribut rappelant la charge qu'il occupait à la Cour. A ce sujet, son frère, le grand maréchal du palais, connu pour ses bons mots, et ayant son parler franc avec l'Empereur, ne manqua pas de dire à ce dernier que le grand veneur avait adopté des armes parlantes.

Le grand veneur portait de la poudre sur la tête, et était fort soigné dans cette partie de sa toilette. Un jour, se trouvant sur un balcon du palais impérial avec le Tzar et son frère,

rouki, qui, malgré son duel, resta en possesion de son emploi. (*Note de l'auteur.*)

et par un vent assez violent, il fut interpellé par l'Empereur qui l'engageait amicalement à rentrer, s'il ne voulait pas que ses cheveux ne devinssent en désordre : « Soyez sans inquiétude, Sire, se prit à dire le grand maréchal du palais; mon frère est coiffé de main de maître. »

A la suite d'une fête fort brillante que lui avait donnée le grand maréchal du palais, ce dissipateur effréné, l'empereur Alexandre le blâmait de ses prodigalités : « Sire, répondit Narischkine, tout sera réglé demain, au moyen de 25 à 30 roubles de papier timbré pour les lettres de change que mon intendant présentera à ma signature, et je n'en entendrai plus parler... » Certes, l'Empereur ne pouvait pas croire qu'une fois les lettres de change signées, la pensée de M. de Narischkine était que tous les frais de la fête seraient payés par le prix du papier timbré sur lequel elles étaient écrites. Par ailleurs, ces lettres de change, jetées sur la place, perdaient, dès les premiers jours, 25 pour 100 à la négociation. L'Empereur le sut et dit au grand maréchal du palais qu'on était venu lui porter plainte sur cet état de choses : « Et Votre Majesté n'a pas envoyé un pareil homme en Sibérie?... Un homme qui lui a manqué de respect?... Un homme qui a osé lui dire que mon papier ne perd sur la place que 25 pour 100, alors que les papiers de l'Etat perdent près de 40 pour 100?... »

Puisque j'ai parlé de Mme de Narischkine, maîtresse de l'empereur Alexandre, voici sur elle d'autres détails que je tiens de son neveu, le fils du grand maréchal du palais, le comte Narischkine, qui, marié avec une princesse Labanoff, est fixé actuellement (1826) à Dresde, et y tient une agréable maison où je passe souvent de bons moments.

Mme de Narischkine, fort belle, mais fière et impérieuse, et d'un caractère despotique, était tendrement aimée de l'empereur Alexandre, qu'elle trompa, dit-on, souvent, et qu'elle rendit parfois malheureux par ses caprices. De cette liaison était née une fille, enfant autant affectionnée par le père qu'elle était indifférente à la mère. Cette jeune fille mourut avant l'empereur Alexandre. L'an dernier (1825), avant de

partir pour Taganrog, d'où il ne devait plus revenir, le Tzar se rendit sur la tombe de sa fille. Il pleura beaucoup et parut avoir l'esprit rempli de pressentiments sinistres. Le pope qui l'accompagnait chercha en vain à le consoler. En se retirant, l'Empereur se sentit arrêté par son manteau, qui s'était embarrassé dans la grille du monument funéraire : « Vous le voyez, mon Père, dit l'Empereur, ma fille me retient et m'appelle en quelque sorte à elle. » Le pope redit tout ceci à M. de Narischkine, de qui je le tiens moi-même.

Un jour, — en 1811, je crois, — la belle Mme de Narischkine, surprise par la brusque arrivée de son impérial amant, au moment où un beau garçon, attaché au ministère des affaires étrangères et ancien officier, M. de Pachert, était à ses genoux, se tira de sa situation délicate par une rouerie analogue à celle qu'avait employée autrefois Mme de Genlis vis-à-vis du duc d'Orléans (1). Feignant de ne point apercevoir l'Empereur, Mme de Narischkine s'écria, en s'adressant à Pachert qu'elle honorait depuis longtemps de ses faveurs : « Eh bien! monsieur, quoique je n'aime pas me mêler de semblables choses, je prierai l'Empereur de vous donner de l'avancement, afin que vous puissiez épouser Mlle Ivanitska, ma dame de compagnie. » Ce pauvre Pachert fut pris au trébuchet. L'Empereur, qui le voyait avec déplaisir trop souvent admis dans l'intimité de Mme Narischkine, qu'il n'osait, d'ailleurs, contrarier sur aucun point, fut charmé d'éloigner son rival. Il nomma Pachert consul à Elseneur, et lui fit épouser Mlle Ivanitska à qui il avait assigné une pension de 5,000 roubles. Le pauvre Pachert maudit son sort, mais il dut le subir. « Et c'est ainsi, me dit le comte Narischkine, que l'amant de ma tante, le plus beau des Russes, épousa la femme la plus laide de l'Empire. »

(1) Surprise par son amant attitré au moment où M. de Valence lui faisait à genoux une tendre déclaration, la marquise de Sillery dit au duc d'Orléans que le comte de Valence lui demandait la main de sa fille. « Eh bien! accordez-la-lui », répondit le duc d'Orléans qui, sans aucune malice, ajouta : « Une génuflexion n'était pas nécessaire pour cela. » (*Note de l'auteur.*)

M. de Kleewitz était, autant que je me souviens, le ministre des finances de Prusse. C'est un petit homme, administrateur consciencieux, mais passant néanmoins pour assez borné. Aussi, le prince royal avait-il fait, sur le nom de ce ministre, une charade dont voici la traduction : « Mon tout est digne de se nourrir de mon premier, car il manque complètement de mon second ». *Klee* signifie le trèfle que l'on donne aux animaux; et *witz* peut se traduire par « esprit », bien que, littéralement, ce mot veuille dire ce que nous nommons « pointe » à la fin d'un couplet de vaudeville.

Une des notabilités berlinoises qu'il m'a été donné de rencontrer le plus fréquemment, est M. Ancillon. Ce personnag- tient un rang élevé dans la littérature, comme historien et comme philosophe. Son ouvrage le plus important, écrit en français et traduit en allemand, est son *Tableau des révolutions du système politique de l'Europe depuis la fin du quinzième siècle.* Plusieurs de ses sermons, comme ministre de l'Eglise calviniste, lui avaient déjà acquis une grande renommée. En 1806, le roi de Prusse le nomma conseiller d'Etat et gouverneur du prince royal et du prince Frédéric, neveu de Sa Majesté. Une fois achevée l'éducation de ses augustes élèves, M. Ancillon fut attaché au département des affaires étrangères, au moment où ce ministère fut confié au comte de Bernstorff.

Marié, une première fois, avec une femme qui avait vingt ans de plus que lui, et, en secondes noces, avec Mlle Molière, jeune personne comptant trente années de moins que lui, on a dit de M. Ancillon que, dans ses deux unions, il a été bon *fils* et bon *père* (1).

En 1820 ou 1821, il a écrit une petite brochure politique intitulée : *Uber die staatsverfassung* (Sur la constitution d'Etat). Cet ouvrage commence par les mots : « Das seyn

(1) Veuf de Mlle Molière, M. Ancillon a épousé en troisièmes noces en 1836, je crois, une jeune femme de la noblesse belge. Il a été fort malheureux et n'a pas vécu longtemps après ce mariage extravagant. On dit que cette troisième femme lui répétait sans cesse qu'il n'était qu'un monstre de laideur qui la dégoûtait. (*Note de* 1844.)

und das daseyn... », dont on ne saisit pas clairement le sens. Je lui demandai, un jour, comment il rendrait ces mots, s'il voulait donner une traduction française de sa brochure : « Ah! me répondit M. Ancillon, vous me faites là une question fort embarrassante. Je suis, voyez-vous, dans une assez singulière position comme écrivain. Si je publie un ouvrage en langue française, le public, dans son indulgence pour moi, dit : *Ceci n'est pas trop mal pour un Allemand...* Si, au contraire, j'écris en allemand, on dit : *Ceci n'est pas trop mal pour un Français...* Car, membre de la colonie des réfugiés calvinistes français, je suis encore regardé comme étant Français par un grand nombre de personnes. Il résulte de cette position mixte que, selon que j'écris pour un public allemand, ou pour des lecteurs français, mes idées se coordonnent différemment et les notes se présentent toutes différentes sous ma plume. Si un ouvrage est facile et lucide au début, un Français dira : *Voilà un auteur qui me plaît, qui se fait comprendre; son ouvrage doit renfermer des pensées, des raisonnements, des enseignements utiles; je le lirai...* Au contraire, un Allemand dira : *Mais cet auteur n'exprime rien de nouveau; tout le monde peut penser ce qu'il dit là...* Que l'ouvrage soit obscur, diffus, dès le principe; qu'il faille, pour comprendre la pensée de l'auteur, lire et relire dix fois la première page, l'Allemand s'écriera : *Ah! Ah! je n'y entends rien; mais cela doit renfermer du bon qu'il faut chercher; je lirai l'ouvrage...* Aussi, mon cher Cussy, si le commencement de ma brochure eût été tel que vous, Français, vous en eussiez saisi le sens en jetant les yeux sur le premier feuillet, aucun Allemand n'aurait voulu le lire. Au lieu de cela, la première phrase donne à penser; chacun la cite sans la comprendre, et croit y voir un sens caché; c'est pourquoi tous les Allemands ont voulu lire cette brochure... » Tout ceci fut dit sur le ton de la plaisanterie; mais M. Ancillon, j'en suis convaincu, pensait tout ce qu'il me disait. Fait-il réellement usage, avec intention, du petit charlatanisme dont il me parlait : écrire clairement ou obscurément le début d'une

brochure, selon qu'il s'adresse à des Français ou à des Allemands?... Je ne saurais l'affirmer, mais je puis le croire, car son opinion sur l'effet que produira la première page d'un écrit quelconque sur des lecteurs français et allemands, repose sur une vérité incontestable. L'esprit français est vif, et réclame, avant tout, de la clarté dans le style d'un auteur; d'esprit allemand est lourd et rêveur, souvent songe-creux et veut qu'on l'oblige à penser, à chercher, à méditer. D'après ces explications, et selon l'aveu que me fit M. Ancillon lui-même sur le « das seyn und das daseyn », je ne cherchai plus à comprendre l'exposé de la brochure : *Uber die staatsverfassung.*

M. Ancillon, dont les travaux sont des plus sérieux, a une conversation enjouée, qui n'a rien de la gravité de son caractère comme ministre de la religion réformée, ni de sa position d'homme d'Etat. Il se laisse aisément aller aux pointes, aux bons mots, aux saillies, aux calembours, et, dans ce genre, tout ce qu'il dit est de nature à entretenir la gaîté de l'auditoire et à provoquer la plus légitime hilarité; mais, souvent, il rencontre des gens dont l'esprit est trop lent pour saisir ce qu'il a dit, et, malgré lui, il en éprouve quelque dépit, et, dans le fond de son cœur, regrette alors, lui descendant de Français, d'être Allemand et de vivre au milieu d'Allemands. Je me rappelle combien il me sut de gré, un jour, d'une réponse que je lui fis. Il venait de raconter quelque chose de gai et de fort spirituel, à table, où je me trouvais près de lui, et il remarqua que deux de ses compatriotes, mes voisins de droite, semblaient se communiquer, à voix basse, leurs réflexions mutuelles sur le trait qui avait terminé l'anecdote qu'il venait de conter :

— Que disent ces messieurs?

— Ils se cotisent pour vous comprendre.

Cette réponse courte et sarcastique, sur la lenteur intellectuelle de mes voisins, consola M. Ancillon de ne les avoir pas vus rire comme les autres convives.

M. Ancillon était, habituellement, des petits dîners du

dimanche, chez le marquis de Bonnay, et il savait contribuer à l'animation de ces réunions par le tour original de son esprit, lors même que la conversation roulait sur des sujets graves, tels que la haute politique, la civilisation, la morale ou la philosophie. Malgré une différence d'âge de près de trente ans entre M. Ancillon et moi, cet illustre écrivain semblait me rechercher, — du moins il me le disait — et me témoignait toujours beaucoup d'amitié.

Un jour, je lui disais combien l'éducation classique des hommes de mon âge avait été manquée, par suite des événements politiques qui les avaient arrachés trop tôt à l'étude : « En ce qui vous concerne, mon cher Cussy, me répondit-il, ne vous alarmez pas de ce que peut avoir eu d'incomplet votre éducation classique. Après avoir défendu votre patrie, étant presque un enfant, vous voilà lancé dans l'arène diplomatique. Plus jeune que le plus grand nombre des hommes, vous avez été appelé à lire dans le grand livre du monde, et je vous connais assez maintenant pour reconnaître que vous y avez bien lu! Votre esprit est bien Français, c'est-à-dire prompt; votre jugement est sain; votre tête est bonne et toutes les bonnes choses y entrent de plain-pied comme dans un rez-de-chaussée. Avec cela et l'amour du travail que vous avez, vous pourrez toujours vous tirer avec honneur et distinction de toutes les situations où votre carrière politique vous placera, et bientôt vous oublierez que vous avez quitté les bancs de l'école avant de traduire Pindare et de lire Tacite avec facilité. »

Lorsque le comte de Bernstorff (1) est dans le cas de s'absenter, le portefeuille des affaires étrangères est confié, par intérim, à M. Ancillon. Le bruit a couru qu'il serait envoyé comme ministre de Prusse à Paris. Bien qu'il soit fort apprécié chez nous, ce n'est point le fait de M. Ancillon et je ne crois pas qu'il désire que son souverain utilise jamais ses talents à l'étranger. Aimé du Roi et du prince royal, habitué aux

(1) Voir chap. X.

affaires, initié à la politique extérieure et devenu l'aide et le collaborateur indispensable du comte de Bernstorff, il ne serait point étonnant que M. Ancillon succédât à ce ministre, quand les infirmités qui accablent cet excellent homme l'obligeront à renoncer aux affaires. En effet, M. Ancillon, bien qu'il soit peut-être plus âgé que le comte de Bernstorff (1), ne sait pas ce que c'est qu'une infirmité (2).

J'étais fort lié avec Adalbert de Chamisso (3), né Français et venu en bas âge, en Prusse, avec sa famille, à l'époque de l'émigration. Poète et littérateur allemand distingué, il est l'auteur de *Pierre Schlemihl*, petit roman fort original, rempli de philosophie et de bons sentiments, qui parut en 1813 et suffit à faire de Chamisso un homme célèbre.

Chamisso a fort connu Mme de Staël et en parle volontiers. Il est de grande taille et porte les cheveux très longs et flottant sur les épaules. Cette coiffure, jointe à l'air de préoccupation que l'on lit toujours dans ses yeux, lui donne un aspect un peu sauvage; cependant, il est la personnification vivante de la bonté, de la douceur, des sentiments nobles et généreux et de toutes les vertus du citoyen intègre et du bon père de famille.

En même temps que bon poète, Adalbert de Chamisso est très fort botaniste. Il m'a raconté un détail assez remarquable de ses voyages. Le vaisseau, le *Rurik*, sur lequel il navigua durant la longue et savante expédition organisée par le chancelier comte Roumantzof (4), aborda, un jour, dans je ne sais quels parages, une île dont il n'existait aucune trace sur les cartes que possédait le capitaine Kotzebue (5). On

(1) M. Ancillon était né en 1766; le comte de Bernstorff en 1769.

(2) C'est, en effet, ce qui est arrivé. M. Ancillon a eu, en 1831, la direction du ministère des affaires étrangères, bien que le comte de Bernstorff conservât le titre de ministre; et, à la mort de ce dernier, M. Ancillon fut nommé ministre. Je l'ai vu en 1835, à Berlin, pourvu du ministère. (*Note de* 1844.)

(3) Né, en 1781, à Beaucourt, en Champagne.

(4) Ce voyage de découvertes autour du monde dura trois années (30 juillet 1815 au 23 juillet 1818).

(5) Second fils du célèbre poète dramatique allemand, le capitaine de la marine russe Othon Kotzebue, marin déjà réputé par ses voyages avec

prend terre et l'on acquiert bientôt la certitude, qu'aucun navire des pays civilisés n'a encore jamais jeté l'ancre dans cette partie du monde. On trouve une peuplade de mœurs douces, adorant une idole. Et quelle est cette divinité protectrice et muette?... Une gravure encadrée, représentant la ravissante figure de Mme Récamier, d'après Isabey, je crois. Ne pouvant se faire comprendre des indigènes, Chamisso n'a pu apprendre comment cette gravure était arrivée en cette île perdue. Cette circonstance est un exemple de l'empire que la beauté réelle peut exercer sur l'esprit et le cœur des hommes. Mme Récamier ne se doute pas, sans doute, qu'elle a des *adorateurs* aussi lointains. Si elle le savait, aujourd'hui que l'âge lui est venu, peut-être ce simple détail la consolerait-il?... Je n'ai point raconté ce fait à M. de Chateaubriand, dont je connaissais la susceptibilité pour tout ce qui touche à Mme Récamier, qui, pour lui, est aussi une idole, et dont il est tellement l'ami que, lorsqu'il est à Paris, il ne laisse pas s'écouler un seul jour sans aller la voir.

Ainsi que M. Ancillon, que le professeur Lichtenstein, directeur du musée d'histoire naturelle, et que le docteur Heine, Adalbert de Chamisso était un des fidèles habitués des dîners du dimanche du marquis de Bonnay. Fréquemment, MM. Ancillon et de Chamisso arrivaient pour ces dîners de la légation, en même temps et en avance; alors le vieux marquis s'écriait gaîment : « Soyez les bienvenus en France; n'êtes-vous pas ici dans votre pays, et par votre origine, et par votre esprit? »

Je veux dire quelques mots du docteur Heine, dont je viens de prononcer le nom. Il n'avait, je crois, aucune parenté avec le littérateur du même nom. C'était un excellent et aimable vieil homme, médecin très savant et aussi très original. On le rencontrait toujours tête nue dans les rues et, parfois ses clients, le voyant passer affairé et pressé en ville, l'appelaient *de la fenêtre* pour lui demander une consultation qu'il donnait

Krusenstern, commandait le *Rurik* durant l'expédition organisée par le comte Roumantzof.

tranquillement de l'endroit où il s'arrêtait, après avoir crié au client à la fenêtre de lui montrer la langue. Quelques verres de vin, à dîner, suffisaient pour l'étourdir, mais, en tout ce qui touchait à sa docte profession, il conservait une lucidité parfaite. Poursuivi, un soir, jusqu'au théâtre, par une jeune mère qui, en rentrant chez elle, avait trouvé son enfant dans un état d'agitation qu'elle ne s'expliquait pas, le docteur Heine, après avoir examiné l'enfant que sa mère avait apporté, dit : « Tranquillisez-vous, madame, ce n'est rien. Laissez dormir l'enfant; demain il n'y paraîtra plus : l'enfant est *ivre*, voilà tout... Tenez, tâtez mon pouls et vous verrez s'il bat autrement que celui de cet enfant; or, madame, je suis moi-même un peu ivre... » La pauvre mère crut le docteur fou, mais la bonne de l'enfant, interdite en entendant dire que l'enfant était ivre, avoua que, pour l'empêcher de crier, elle lui avait donné plusieurs verres de punch (1).

En 1818 ou 1819, mourut à Berlin une vieille dame qui, malgré son grand âge, aimait beaucoup recevoir. Mme Lefort était la veuve du fils de l'illustre amiral de ce nom qui fut l'ami et le ministre de Pierre le Grand. Bien qu'ayant quitté la Russie, elle touchait du Tzar une pension, réversible sur ses descendants. Cette vénérable femme n'a laissé qu'une fille, Mme de Sartoris, vieille elle-même, louche et infiniment laide, qui a aussi une fille, tout aussi laide qu'elle, sans être louche. Mlle de Sartoris, dame d'honneur de la princesse Antoine de Radziwill, est, du reste, fort gaie et fort spirituelle. Elle a une conversation des plus agréables, ne manque pas de prétendants, et c'est bien d'elle qu'on peut dire : « La beauté

(1) Un de mes meilleurs amis de Danzig, le général major de Barner, très bel homme, excellent et gai compagnon, hâbleur en diable, est le gendre du docteur Heine. Etant major, il fit la connaissance de sa femme d'une façon tant soit peu cavalière et bizarre. Se trouvant au théâtre de Berlin, échauffé sans doute par le champagne du dîner, il accepta le défi qui lui était fait d'aller mordre une jolie épaule nue qui se trouvait devant lui. L'épaule potelée appartenait à la ravissante Mlle Heine, à laquelle le major de Barner offrit immédiatement, comme réparation, le mariage : ce qui fut accepté. L'aimable et délicieuse Mme de Barner n'a pas eu lieu de se repentir de sa décision; elle est fort heureuse dans son ménage. (*Note de* 1844.)

passe, l'esprit reste » (1). Mlle de Sartoris a un frère, officier prussien, aussi bien de figure qu'elle l'est peu elle-même.

Le baron de Brockhausen, ancien ministre plénipotentiaire, est un des hommes les plus aimables et les plus répandus de la société berlinoise. Il a deux fils et deux filles. L'aîné de ses fils, qui vise à l'originalité et n'est que niais, est à demi-fou et le deviendra probablement tout à fait un jour (2). Le second est plus équilibré, mais, s'il entre dans la carrière diplomatique à laquelle le destine son père, je lui désire de ne pas avoir de négociations difficiles à conduire (3). L'aînée des filles du baron de Brockhausen est la personnification de la beauté : si elle n'était pas aussi jeune, on pourrait croire qu'elle a posé devant Gérard, quand ce grand peintre a fait son séduisant tableau de *Psyché et l'Amour* (1796).

Humoriste et aussi quelque peu taquin, le baron de Brockhausen est célèbre par sa grande vanité nobiliaire. Il rit de la prétention exagérée et folle que dénote un tableau — que l'on dit exister — représentant un homme, vêtu en intendant de bonne maison, monté, pour échapper aux eaux du déluge, sur un arbre d'où il vient de laisser tomber une cassette prête à être submergée, et criant : « Sauvez, sauvez avant tout les papiers de la famille de Mortemart. » Il se moque aussi de la prétention de la maison de Lévi, qui affirme que la Vierge Marie nommait l'un de ses ancêtres : « Mon cousin ». Et cependant, le baron de Brockhausen raconte très sérieusement ce qui suit. Parmi les pages remplissant l'antichambre du roi Hérode, un seul se leva et se découvrit quand Jésus-Christ traversa cette pièce; aussi, le Fils de Dieu, touché de cette marque de déférence, lui dit : « Merci, merci, M. de Brockhausen, couvrez-vous, je vous prie, et rasseyez-vous. »

(1) J'ai retrouvé à Danzig Mlle de Sartoris fort bien mariée avec un ancien officier, M. de Hintzmann, dont elle a eu deux filles fort jolies. (*Note de* 1844.)

(2) Malgré les soins dévoués qui lui ont été longtemps donnés par le docteur Sinogowitz, ce fils aîné est, en effet, mort fou, il y a quelques années. (*Note de* 1851.)

(3) Ce Brockhausen était ministre de Prusse à Naples, en 1845. (*Note de* 1851.)

Des habitués des dîners du marquis de Bonnay furent, durant leur séjour à Berlin, les deux frères de Vismes, Français en mission extraordinaire en Prusse, de la part du ministre des finances du roi Louis XVIII, pour régler les intérêts des donataires, conformément aux dispositions arrêtées par les traités de 1814, en ce qui concerne les dotations qui ont été accordées en Prusse par l'empereur Napoléon. L'aîné, Alphonse, très bel homme et surtout excellent homme et homme spirituel et intelligent, a été intendant général d'Erfurt avant la chute de Napoléon et préfet pendant les Cent-Jours (1). Charles, le second, homme jovial, aimable, facile à vivre et bon vivant, a été, fort jeune, payeur particulier de l'Empereur, c'est-à-dire qu'il était chargé de la répartition de tous les cadeaux et décorations suivant Napoléon. Toujours dévoué à l'Empereur déchu, pour lequel il entretient au fond du cœur un culte réel, Charles de Vismes ne porte pas la décoration de la Légion d'honneur qu'il a reçue depuis fort longtemps des propres mains de Napoléon, ne pouvant se décider à réclamer un nouveau brevet, ni à faire disparaître de la décoration l'effigie de son fondateur. Le vieux marquis de Bonnay, si fidèle aux Bourbons, disait que ce trait faisait beaucoup d'honneur à Charles de Vismes (2).

M. de La Reynière, écuyer cavalcadour de Mme la duchesse de Berry et grand ami des de Vismes, avec lesquels il a servi au commencement de l'émigration, m'a raconté bien des anecdotes à leur sujet. En voici une sur Alphonse. S'étant égaré de sa route, dans l'exécution d'une mission qu'il avait reçue du comte de Provence, au temps de la Révolution, le chevalier Alphonse de Vismes tomba entre les mains du général Moreau. Celui-ci, enthousiasmé de la belle prestance du chevalier et touché par son attitude courageuse, entreprit de le sauver; aussi, après avoir causé avec lui, feignit-il, dans

(1) Alphonse de Vismes est mort à Berlin, en 1828 ou 1829. (*Note de* 1835.)

(2) Il a repris sa décoration après la révolution de Juillet 1830. Il s'est marié et habite une terre en Champagne, où je l'ai vu en compagnie de deux charmantes jeunes filles qu'il a eues de son mariage. (*Note de* 1851.)

son entourage, de le recevoir comme transfuge et le dirigea-t-il quelques jours plus tard sur Paris, en lui remettant une lettre pour Mme Tallien. Après être resté caché au petit château de Bagatelle pendant le temps que Mme Tallien fit les démarches nécessaires pour sauver son beau captif, Alphonse de Vismes vit, un matin, s'abaisser une grande glace garnissant le fond de l'alcôve de sa chambre et il se trouva en présence de sa protectrice, si belle qu'il en devint amoureux. Au bout de quinze ou vingt jours d'un bonheur mutuel et ignoré de tous, Alphonse de Vismes put entrer à Paris et ne tarda pas à recevoir un emploi administratif.

C'est seulement dans l'hiver de l'année 1820 que je fis la connaissance du baron de Lamotte-Fouqué, d'une famille d'origine française établie en Prusse depuis la révocation de l'Edit de Nantes. Il vint à la légation le jour où l'on apprit à Berlin l'assassinat du duc de Berry. Au lieu de s'inscrire comme chacun, il insista pour voir le ministre, probablement parce qu'il tenait à prononcer cette phrase, préparée d'avance « Je viens mêler mes larmes à celles de tous les Français. Moi aussi, j'ai du sang français dans les veines, car je suis descendant de l'illustre et vaillant capitaine *Du Guesskline.* » J'ignore si, en effet, cet ancien officier prussien (1), petit-fils de général prussien (2), est descendant de Duguesclin, mais il m'a parlé, plusieurs fois, d'un poème qu'il élaborait sur la vie du brave connétable. Le baron de Lamotte-Fouqué est un littérateur allemand des plus distingués. Il a publié plusieurs ouvrages, et, notamment, le frais et charmant roman d'*Ondine,* qui a été traduit en français. Sa femme, également bon écrivain allemand, n'est pas restée, dit-on, étrangère à *Ondine.* En premières noces, la baronne de La Motte-Fouqué avait été mariée à un M. de Rochow, dont elle a eu une fille,

(1) Il a été retraité en 1813 comme major de cuirassiers. (*Note de l'auteur.*)

(2) Pendant la guerre de Sept ans, le général de Lamotte-Fouqué commandait une division prussienne. Il fut fait prisonnier à Landshut (1760). Il était ami intime de Frédéric II. — Cf. *la Correspondance de Frédéric II et du général Lamotte-Fouqué,* ainsi que la *Biographie du général de Lamotte-Fouqué.* (Berlin, 1824. In-8°.)

assez belle mais boiteuse. Le ménage de La Motte-Fouqué, malgré ses prétentions à la littérature française, parle fort mal notre langue (1).

Passant en revue la société berlinoise, je dois nécessairement parler de Mlle Jeanne Grudzienska, que j'ai rencontrée bien fréquemment chez Mme d'Alopéus. La comtesse Jeanne Grudzienska était une douce, bonne et jolie jeune fille polonaise, devenue princesse de Lowicz en épousant, le 24 mai 1820, le grand-duc Constantin, ce frère aîné du Tzar actuel qui, selon ce que je rapporterai en temps voulu, a dû renoncer au trône de Russie. La princesse de Lowicz se plaint beaucoup de sa santé, qui a décliné depuis son mariage. Trop confiante peut-être envers quelques femmes placées auprès d'elle, elle aurait, dans l'intimité, laissé connaître la conviction où elle est, que, le jour même de son mariage, elle a été empoisonnée par ordre de l'Impératrice-mère, sans que le poison ait eu d'autres effets que de ruiner sa santé. Réellement, la princesse de Lowicz a-t-elle exprimé cette pensée?... Je l'ignore; mais ici, à Dresde, on me l'a affirmé. Si cela est, la pauvre princesse a eu des confidentes bien indiscrètes.

Une des femmes les plus célèbres de Berlin, pour beaucoup de raisons, était Mme de Crayen. Elle occupait dans la société une place à part : ainsi on ne la voyait point dans les salons, mais on venait volontiers chez elle. Mme de Crayen qui devait avoir, à cette époque, cinquante-cinq ans environ, a été fort jolie et fort galante. Elle connaît, ou a connu, une quantité prodigieuse de personnages ayant joué un rôle à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, et, au nombre de ses amants, on peut nommer d'une façon certaine : Frédéric-Guillaume II de Prusse, le vieux grand-duc régnant de Saxe-Weymar (2), le duc Frédéric II de Gotha (3), le prince de

(1) J'ai revu M. de Lamotte-Fouqué à Berlin, en 1842, fort vieux. Veuf, il avait épousé une femme fort vulgaire « qui, me disait-il fort crûment, m'a donné le bonheur de me faire un fils ». (*Note de* 1844.)

(2) Charles-Auguste, fils d'Ernest-Auguste et de la princesse Amélie de Brunswick. Né en 1758, Charles-Auguste mourut en 1828.

(3) Né en 1774, Frédéric de Gotha régna de 1822 au 11 février 1825, date à laquelle s'éteignit la ligne spéciale de Gotha.

Ligne, le chevalier de Boufiers, le comte Rostopchine, un prince de Waldeck, le baron de Krudener (1), le marquis de Bonnay et le duc de Richelieu (2). Aussi, Mme de Crayen, fort amusante et fort spirituelle, peut-elle dire qu'elle tient son esprit de ses amants comme de son origine française.

Le grand-père maternel de Mme de Crayen s'appelait Leveau. C'était un huguenot français réfugié à Berlin. Il avait vingt-six ans, quand, passant un jour dans une rue voisine du palais royal, il est rencontré par le roi Frédéric-Guillaume Ier qui, frappé de la superbe taille du passant, arrête M. Leveau et lui demande ce qu'il fait à Berlin. Sur la réponse du Français, qu'il n'a pas de profession, le roi lui dit : « Puisque vous ne faites rien ici et que je ne veux pas de vagabonds dans mes Etats, vous entrerez dans ma garde et vous épouserez immédiatement une femme magnifique que je vous réserve... » M. Leveau n'était pas venu à Berlin pour entrer dans la garde de Frédéric-Guillaume Ier et il ne voulait point épouser la belle femme désignée par le Roi, car il était déjà marié et père de famille. Le saisissement de la royale brutalité le rendit tellement malade que, le surlendemain, quand un sergent des gardes vint le chercher pour l'incorporer, il ne trouva qu'un cadavre. Mme Leveau, qui nourrissait alors une fille, laquelle fut la mère de Mme de Crayen, ne tarda pas, par suite d'une révolution que la brusque mort de son mari causa à son lait, à le suivre au tombeau. La vie du roi-sergent est, comme l'on sait, pleine de ces traits de brutalité.

C'est pour Mme de Crayen que le chevalier de Boufiers a fait la chanson intitulée *le Rêve*, fiction dans laquelle l'auteur et sa maîtresse passent, successivement, par de nombreuses transformations. *Elle*, devient rivière glacée; *lui*, se lance à patins sur elle; elle se transforme en Eve et lui en feuille de figuier, etc...

(1) Le mari de la célèbre mystique.

(2) En parlant plus haut du regretté duc de Richelieu, je crois avoir dit qu'il passait pour avoir été rigoureusement chaste. C'est une opinion erronée. Pour ce qui est de ses relations avec Mme de Crayen, c'est en 1791, à Vienne, qu'il a été son amant. (*Note de* 1831.)

Vieille pécheresse, Mme de Crayen ne se pique pas de pruderie. Ainsi, elle me disait un jour : « J'ai été fort lancée dans ma jeunesse, j'ai reçu bien des compliments sur ma beauté, et je trouvais, je l'avoue, cela tout naturel, car j'étais belle en effet; mais le compliment qui m'a peut-être fait le plus de plaisir — car il m'est arrivé à une époque où je n'en recevais plus — c'est celui d'un grenadier français, lequel, en me voyant passer sous les Tilleuls, en 1807, s'arrête, et se parlant à lui-même, dit à mi-voix, mais cependant assez haut pour que je puisse l'entendre : « Sacristi! La belle ruine de femme!... »

Mme de Crayen n'a jamais été arrêtée par aucune considération quand il s'est agi de dire un bon mot ou de lancer un sarcasme spirituel. Tous les Berlinois connaissent la réponse sanglante qu'elle fit au prince Auguste, il y a une trentaine d'années. Dans un bal masqué, elle était depuis longtemps poursuivie par un homme en domino, qu'elle reconnut facilement pour être le prince Auguste de Prusse, fils de la princesse Ferdinand, belle-sœur du grand-duc Frédéric. Le prince, qui ne se savait pas reconnu, harcelait donc Mme de Crayen et, furieux d'être évincé, lui racontait sur elle-même mille anecdotes piquantes et parfois méchantes. Impatientée à la fin, quand le prince Auguste de Prusse lui demande si elle sait qui il est, Mme de Crayen se venge d'un seul mot, en lui répondant sans hésiter : « Sans doute, je te connais. Crois-tu donc que tout le monde ne sait pas que tu es le fils de M. de Schmettau? » Cette sanglante et impertinente réponse faisait allusion à un fait bien connu dont j'ai parlé plus haut (1).

Mme de Crayen possède des lettres de la plupart de ses illustres amants, et, comme, malgré tout son esprit, son long passé d'aventures lui a enlevé certaines notions de tact, elle montre sans rougir à ses visiteurs ce qu'elle appelle son « musée d'amour », dans lequel j'ai vu nombre de billets doux, dont ceux écrits par le grand-duc Charles-Auguste de Saxe-

(1) Voir ce que j'ai dit de la princesse Ferdinand de Prusse au chap. v. (*Note de l'auteur.*)

Weymar, le prince de Ligne et le chevalier de Boufle̱rs sont, la plupart fort originaux, mais, surtout, érotiques à un tel point que la bienséance m'empêche de les transcrire (1). L'examen de ces billets amoureux m'a permis de constater aussi que le prince de Ligne, si connu par son esprit, n'était pas très recherché pour son papier à l'usage des billets du matin. C'était, en général, le premier morceau de papier venu, soit arraché au commencement d'un livre, soit déchiré, sans aucun soin, d'une plus grande feuille qui se trouvait sous sa main au moment même où il avait besoin d'écrire. J'en ai vu beaucoup et j'en possède un que m'a donné Mme de Crayen et qui est ainsi conçu : « Voici, cher beau vis-à-vis, ce que j'ai trouvé : payez-moi, comme vous savez, le port de lettres que je vous ai épargné. Bonjour! Vous que j'aime ».

Cette femme d'esprit ne tente point de forcer les portes qu'on lui fermerait sans doute; mais, chez elle, que de personnes de la plus haute société j'ai vues défiler!... Les dames, surtout, y courent, avidement, comme vers un plaisir à demi défendu. Là, j'ai rencontré parfois des princesses de Prusse, puis Mmes de Knobelsdorf, de Minckwitz, de Partana, d'Alopéus, de Martens, et bien d'autres. Ces noms, portés par d'aussi belles personnes, eussent suffi pour attirer une foule d'élégants chez Mme de Crayen. Publiquement, aucune de ces dames, princesses ou comtesses, ne se vantera ni n'avouera être allée chez Mme de Crayen; ce serait contraire aux préceptes de la pruderie allemande. Mais, en secret, en petit comité, on se répétera les bons mots, les *conseils* entendus chez Ninon de Lenclos. C'est ainsi qu'on nomme avec raison Mme de Crayen qui, en effet, a bien des points communs avec la célèbre courtisane du règne de Louis XIV. Ainsi que Ninon de Lenclos, Mme de Crayen est aimable et distinguée; son

(1) Un surtout du grand-duc Charles-Auguste de Saxe-Weymar, rappelant d'une manière fort plaisante, mais *plus que leste*, l'origine du nom de la ville d'Eisenach; puis un du prince de Ligne, daté de Tœplitz, dans lequel le prince a parodié de façon fort érotique le vers de Boileau :

Rien n'est beau que le vrai, le vrai seul est aimable.

(*Note de l'auteur.*)

salon, très fréquenté, est une école de bon ton et... de bonne compagnie, et ses amants — et ils furent nombreux — sont restés ses amis. Bien entendu, notre chef, le vieux marquis de Bonnay, n'allait pas chez Mme de Crayen qu'il avait aimée autrefois. C'eût été trop contraire à sa dignité d'homme privé et à ce qu'il devait à sa situation de ministre de France; mais, plusieurs fois il m'a dit : « Eh bien! Et la bonne Ninon de Lenclos?... Comment va-t-elle?... Qu'y a-t-on fait aujourd'hui?... »

Un dernier mot sur Mme de Crayen. Elle avait eu d'un très légitime mari, un fils, officier prussien, qui, en 1814, fut tué devant Paris et fut enterré à Meulan. Chaque fois que l'un de nous se rendait à Paris, il allait, sur la prière de Mme de Crayen, voir si la tombe de ce jeune homme était convenablement entretenue et garnie de fleurs. Lors de mon voyage de 1820, je fus même chargé d'y faire élever un petit monument. Aussi cette vieille dame me montrait-elle beaucoup de reconnaissance et je conserve avec un réel plaisir, comme souvenir de cette spirituelle et aimable femme qui fut toujours si bonne pour moi, une lettre dont voici quelques extraits : « ... Eh oui! Je regrette de ne point avoir votre portrait. Si j'avais cette image, je la préférerais à celle d'un saint, car Calvin me défend de croire à leur influence, et si je vous adressais une prière, ce serait avec la plus grande confiance, car vous avez déjà prévenu un vœu cher à mon cœur, en vous rendant à Meulan, sur la tombe de celui que je pleurerai encore lorsque je serai descendue dans la mienne... J'aime à croire que vous reviendrez bientôt... Je vois rarement vos successeurs; ils sont froids et guindés et sont comme des étrangers qui ont été pendant quelque temps à Paris. Qu'ils ne m'entendent pas! Ceci reste entre nous... Il me paraît difficile de faire l'abandon de lettres de personnes vivantes sans leur consentement. Mais voici un billet de Rostopchine (1), une lettre du dernier duc de Gotha (2) et un billet

(1) Le comte Rostopchine était encore vivant quand Mme de Crayen m'écrivait cette lettre. (*Note de l'auteur.*)

(2) Frédéric II de Gotha.

du prince de Ligne (1)... J'ai fait vos compliments à Mmes de Minckwitz, de Martens et d'Alopéus et à tous les messieurs, ministres ou non, que vous m'avez nommés. Tous sont sensibles à votre souvenir... Rien n'a changé dans la société, sinon qu'on y regrette l'aimable Cussy... On joue la comédie française dans plusieurs maisons; jugez si l'aimable chevalier y manque! Le 22, Mme de Knobelsdorf et ses enfants jouent chez le Roi. Mme de Martens a refusé; elle s'est contentée de jouer une fois à la Cour et une fois chez Mme de Rayneval. Les élégants sont désespérés de ce qu'elle a quitté Berlin. Ils l'ont accompagnée jusqu'à Wittemberg où ils lui ont donné une fête. Il paraît qu'une femme plaît davantage lorsqu'elle est sur son départ que sur son retour... » (2).

J'ai transcrit ici cette lettre, parce que, mieux que beaucoup d'explications, elle témoigne de l'esprit de Mme de Crayen, de son manque partiel de sens moral et de la grande place qu'elle tenait, en somme, dans la société de Berlin.

(1) Celui qui est transcrit plus haut.
(2) 15 mars 1825.

CHAPITRE XII

Principaux personnages de passage que j'ai connus à Berlin. — A propos de la princesse Elisa Bonaparte. — Le comte de Mosbourg. — Le duc de Rovigo. — Son rôle dans l'assassinat du duc d'Enghien. — La police impériale et les femmes. — Digression sur la naissance du duc de Bordeaux. — Le duc de Berry et M. Aspelly. — Le duc de Berry et les femmes. — Le comte de Sales. — Timidité excessive de sa femme. — Le comte de Ross. — La comtesse de Schmettau. — Le général de l'Estocq.

Dresde, janvier 1826.

Après avoir passé en revue les personnages de marque de Berlin, il me reste à dire quelques mots de ceux qui ont traversé la capitale prussienne durant mon séjour.

M. de Lagrenée, l'un des secrétaires de l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg, a passé plusieurs fois par Berlin. On dit qu'il appartient à la Congrégation. Je ne suis pas à même de donner une opinion là-dessus et de dire si, oui ou non, mon collègue est un jésuite en robe courte; mais, ce que je sais, c'est que je l'ai toujours trouvé fort occupé des jolies femmes. M. de Lagrenée est, du reste, un agréable gentilhomme, dont le tort principal est, à mon avis, de détester et de dénigrer à tout propos le premier secrétaire de son ambassade, le chevalier de Fontenay, aimable homme tout à fait, gai et facile à vivre. Un jour, Lagrenée crut faire rire quelques personnes aux dépens de Fontenay, en leur apprenant que le nom patronymique de ce dernier est Cheval. Le propos fut rapporté à Fontenay qui, loin de s'en offenser, se borna à répondre simplement : « En vérité, je ne sais pas en quoi ce nom peut choquer M. de Lagrenée, ou même lui paraître plaisant, à lui qui se nomme Torchon de Lagrenée. »

A leur passage à Berlin, j'avais déjà eu l'occasion de faire

la connaissance de deux des prédécesseurs du chevalier de Fontenay : le comte de Gabriac (1), homme fort pieux, qui s'arrêtait un quart d'heure devant chaque autel pour prier, pendant la visite que je lui fis faire de l'église catholique, et le marquis de La Moussaye (2). Celui-ci était premier secrétaire à l'ambassade de Saint-Pétersbourg à l'époque des Cent-Jours. Indigné de ce que son chef, le comte de Noailles (3), croyant la cause royale perdue, avait fermé sa maison en disant qu'il n'avait pas d'argent, le marquis de La Moussaye mit 100,000 francs à la disposition du comte de Noailles, pour que la tenue de l'ambassade restât la même; consentant, d'ailleurs, à perdre cette somme et à ne jamais la réclamer à son chef, si la famille royale abandonnait la partie.

Comme autres agréables connaissances de passage, je citerai plusieurs noms, selon l'ordre de mes souvenirs :

Le comte de Bourbon-Busset et le vicomte de Dreux-Brézé, voyageant avec leur précepteur, un abbé quelque peu énergumène du parti ultra-royaliste. Je me demande pourquoi l'aimable et gentil Brézé (4) s'est, m'a-t-on dit, plaint de l'accueil « assez glacial » des secrétaires de notre légation, car il venait fréquemment causer avec nous et, particulièrement en ce qui me concerne, il semblait heureux de l'amitié que je lui témoignais.

Le comte Melchior de Polignac (5), ancien aide de camp du duc d'Angoulême. Nous le vîmes plusieurs fois à la légation, alors qu'il se rendait en Russie pour y régler des intérêts de fortune. C'est à son occasion que M. de Chateaubriand

(1) Devenu pair de France.

(2) *Idem.*

(3) Antoine-Claude-Dominique, duc de Poix, né en 1777. Il a épousé une parente de Talleyrand et est resté à l'ambassade de Saint-Pétersbourg jusqu'en 1819. Depuis deux ans, il est député de la Meurthe. (*Note de l'auteur.*)

(4) Le gentil Brézé, après avoir été un brillant officier de hussards, est aujourd'hui évêque de Moulins. Il est le second fils de l'ancien grand maître des cérémonies et le frère du marquis Scipion, pair de France qui, membre de l'opposition légitimiste sous le gouvernement de Juillet, a montré du talent en bien des circonstances. (*Note de* 1853.)

(5) Troisième frère du prince de Polignac.

me dit : « Retenez ce que je vous dis. La famille de Polignac sera, quelque jour, le canal de toutes les grâces et faveurs royales (1). »

Le comte del Norte, frère de la marquise de Bonnay. Toutes les dames en raffolaient et couraient après lui. Dans le salon de la marquise, alors, on entendait continuellement cette phrase : « Où est donc l'aimable comte?... Que fait votre joli frère? (2)... »

Le colonel anglais Lee, homme distingué, dont la femme, quoique jeune encore, portait une perruque, qu'un jour, chez le prince de Partana, elle laissa tomber en dansant une contredanse. Elle continua la figure sans se déconcerter, la perruque et ses guirlandes de fleurs restant au centre des danseurs, personne n'osant les relever; puis, traversant pour retourner à sa place, Mme Lee se baisse, saisit sa perruque comme une casquette et la replace tranquillement sur sa tête rasée, devant une glace, et n'étant aucunement décontenancée par toute cette aventure.

Le duc de Vallombrosa, Piémontais à la belle figure brune, et le comte de Luchesini, fils de l'ancien ministre de Prusse à Paris, lui-même chambellan de Frédéric-Guillaume III, mais résidant à Vienne. Ce sont deux hommes magnifiques et de bonnes manières, peu instruits et ne songeant qu'aux plaisirs du monde et aux bonnes fortunes. Plus haut, j'ai déjà prononcé le nom du comte de Luchesini, à l'occasion de la cantatrice Anna Wraniska. Il a été grand écuyer de la princesse Elisa Bonaparte, duchesse de Lucques et Piombino, grande-duchesse de Toscane, charge qui, à ce qu'on assure, jouissait des mêmes prérogatives que celle d'aide de camp de l'impératrice Catherine II de Russie.

Au sujet des galanteries de la princesse Elisa, mon bon et vieil ami, le général Janssens, m'a raconté le trait suivant dont il a été témoin. Il était à Florence et assistait à une

(1) M. de Chateaubriand a été bon prophète. (*Note de* 1831.)

(2) Le comte del Norte a reçu ce titre et ce nom du roi d'Espagne, au service duquel il se trouve. (*Note de* 1826.)

petite soirée intime chez la grande-duchesse. On servit des fruits et la princesse Elisa employa ses belles mains à peler une poire qu'elle coupa en deux. Par un mouvement de distraction affectée, elle en porta un morceau à sa bouche, ses lèvres le touchèrent, et elle le posa de nouveau sur l'assiette, qu'elle présenta aussitôt à un beau jeune homme, officier d'ordonnance de l'Empereur, arrivé depuis quelques heures, porteur d'un message de Napoléon. Le jeune lieutenant, qui causait avec la princesse Elisa et qui avait suivi des yeux la manœuvre, s'empare avec empressement du morceau touché par la jolie bouche. Peu après, la grande-duchesse sortit du salon, et vingt minutes ne s'étaient pas écoulées qu'un officier de service vint dire au messager de l'Empereur que la princesse Elisa désirait l'entretenir en particulier au sujet des dépêches qu'il lui avait apportées. La discussion fut sans doute très vive : une heure après, la princesse revint, l'air satisfait, mais le bel officier d'ordonnance ne rentra pas au salon. Le général Janssens ajoutait, qu'au surplus, il est certain, que, de même que leur sœur aînée, les princesses Borghèse et Murat ne se sont jamais gênées pour satisfaire leurs nombreuses amours. Il m'a assuré un fait qui m'a été, du reste, confirmé par d'autres personnes qui ont vu et suivi la princesse Pauline; c'est que cette dernière, si belle et si bien faite, s'est donnée à Canova, le grand sculpteur. Et pourquoi ne serait-ce pas, si, en effet, la princesse Pauline a posé, absolument nue, devant Canova?... Quelqu'un de la Cour de la princesse Borghèse, s'étonnant, en présence de celle-ci, de ce qu'elle avait pu poser nue devant un artiste, en reçut, dit-on, cette réponse stupéfiante : « Oh! mais la chambre était chauffée..... »

C'est, je crois, en 1820, que nous vîmes arriver à la légation M. Agar, comte de Mosbourg, qui a été ministre des finances de Murat, dans le grand-duché de Berg et dans le royaume de Naples. M. Agar avait reçu de Murat la terre de Mosbourg, que le gouvernement prussien, se fondant sur les traités de 1814 et 1815, voulait lui reprendre. La légation de

France soutint énergiquement les droits de notre compatriote, qui gagna son procès. La terre de Mosbourg lui fut restituée et il s'empressa de la vendre. Une circonstance fort honorable pour M. Agar est que les notables du grand-duché de Berg, apprenant les difficultés faites au comte de Mosbourg, dont ils se rappelaient avec reconnaissance la bonne et utile administration, alors qu'il était ministre des finances de leur petit pays, adressèrent en hâte au roi de Prusse une pétition pour le supplier de se montrer favorable au comte.

Le général Savary, duc de Rovigo, ancien ministre de la police impériale, ancien aide de camp de l'empereur Napoléon, vint, en 1821, à Berlin, pour un motif semblable. Il avait vendu la dotation que Napoléon lui avait octroyée en Prusse, usant de la faculté que lui laissait à cet égard la loi sur les majorats, et avait, immédiatement, et sans attendre le paiement de l'aequéreur, reconstitué en France, sur sa fortune privée, un majorat de la valeur de la terre vendue. Ne pouvant rentrer dans ses fonds, et ayant appris que l'acquéreur avait, néanmoins, déjà réalisé la vente de quelques parcelles du majorat prussien, le duc de Rovigo obtint un jugement d'expropriation et devint, aux enchères qui furent criées, propriétaire de nouveau de la terre en question qui, selon lui avait perdu le caractère dotal, ou de dotation, lequel, conformément aux traités, devait faire rentrer cette terre en la possession du gouvernement prussien. Portée devant les tribunaux et appuyée auprès du ministre prussien par notre légation, cette affaire fut des plus longues à se dénouer. Le fisc perdit en première et seconde instance; il restait encore une voie ouverte à la chicane : le roi de Prusse ne voulut pas qu'on y entrât et fit lever le séquestre. Comme le comte de Mosbourg, le duc de Rovigo s'est empressé de vendre : le gouvernement prussien a été l'acquéreur amiable et a donné le prix d'expertise.

Le duc de Rovigo, que j'ai beaucoup vu dans l'intimité, m'a raconté mille faits des plus curieux. Je me bornerai à consigner ici ceux d'entre ces souvenirs de conversation qui m'ont

paru les plus intéressants et qui sont restés assez nettement dessinés dans ma mémoire pour que je puisse les reproduire fidèlement.

Il m'a dit, *sur son honneur*, que le duc de Vicence est complètement innocent de toute espèce de participation à l'arrestation du duc d'Enghien, malgré tout ce qu'on a pu dire, alors et depuis, à ce sujet :

— « Croyez-moi, mon cher Cussy, j'ai été assez avant dans les secrets des affaires de l'empire, j'ai connu assez Caulaincourt pour apprécier son caractère. Eh bien! je vous certifie, sur mon honneur, que Caulaincourt a tout ignoré, que jamais on ne l'a mis dans la confidence en ce qui concernait le duc d'Enghien, parce qu'on connaissait suffisamment sa droiture et ses principes d'équité pour ne lui rien proposer qui pût les blesser; et c'eût été les heurter vivement que de lui proposer une mission qui, de près ou de loin, se serait rattaché à l'arrestation du duc d'Enghien. Désormais, je n'ai aucun intérêt à parler ainsi en faveur de Caulaincourt, mais j'aime à rendre hommage à la vérité et au caractère de cet excellent homme, qui a été profondément malheureux d'avoir été aussi défavorablement jugé en cette affaire par ses contemporains...

— Et, vous-même, monsieur le duc, qui avez été, je crois, tout à fait étranger à l'arrestation du malheureux prince?...

— Mais, pas à ce qui a suivi, voulez-vous dire?... Ah! cette fin, cette mort du duc d'Enghien, cette dernière scène du drame dans laquelle l'opinion publique me fait jouer un rôle odieux, elle pèse d'un poids lourd, non pas sur ma conscience — car elle n'est pas pour moi l'objet d'un remords, car je n'ai rien à me reprocher — mais dans mes souvenirs et sur mon cœur... Oui, dire qu'on m'a fait jouer là-dedans le rôle d'un homme dépourvu de toute sensibilité, méchant, méprisable... Et cependant, je vous l'affirme, mon cher Cussy, je n'ai pris d'autre part à cette déplorable catastrophe que d'avoir commandé — c'est-à-dire d'avoir donné l'ordre de commander — le piquet de gendarmerie qui devait procéder à l'exécution de la sentence de mort; ordre que je ne pouvais, sur la communi-

cation d'une telle sentence, me dispenser de donner, étant chef du corps de la gendarmerie... Oh! je vous le jure, mon cher chevalier, sur la mémoire de mon père et tout ce que j'ai de plus cher, je n'ai pas figuré autrement en cette affaire... Muni de tous les documents les plus positifs, j'ai du reste pu fournir la preuve de ce que j'avance à Mgr le duc de Bourbon, et j'ai été assez heureux pour faire naître la conviction dans son esprit, à lui, le père du duc d'Enghien... A la suite de tous les détails que mon ancienne situation de ministre de la police m'a permis de lui faire connaître, pièces en mains, le duc de Bourbon, dans son émotion, m'a tendu les bras et m'a embrassé, en me faisant des excuses d'avoir nourri aussi longtemps des préventions contre moi... En outre, cette même conviction a tellement pénétré Mgr le comte d'Artois, et, par lui, le Roi lui-même, que les portes du château m'ont été ouvertes, et que, lors d'une combinaison ministérielle survenue peu après, il a même été question de moi pour la police.

— Mais, pourquoi donc, monsieur le duc, avez-vous jeté en quelque sorte le défi à l'opinion publique et à l'histoire, en disant à Saint-Pétersbourg « que vous étiez étonné des préventions pesant sur le duc de Vicence, tandis qu'en toute cette affaire on vous laissait tranquille, vous qui y aviez joué le principal rôle?... »

— Je ne nie pas, mon cher chevalier, avoir dit ces mots, ou quelque chose d'approchant, dans un salon de Saint-Pétersbourg; mais vous allez voir pourquoi... J'avais été envoyé en Russie par Napoléon, pour y sonder le terrain, au sujet de Caulaincourt, que l'Empereur voulait nommer son ambassadeur auprès du tsar Alexandre. J'avais l'ordre de préparer à Saint-Pétersbourg, « un bon lit » à Caulaincourt. Or, je trouvai, dans les salons, l'opinion très prononcée contre lui. Dévoué comme je l'étais à l'Empereur, et voulant, à tout prix, que l'ambassadeur de son choix fût accueilli par la société russe comme il convenait qu'il le fût; convaincu, d'ailleurs, comme je l'étais, de la parfaite innocence de Caulaincourt, j'avais à

cœur de faire tomber tous les préjugés, toutes les opinions fausses qui circulaient sur la malheureuse affaire de Vincennes, et, pour être utile à Caulaincourt, je n'ai pas craint de me placer moi-même, en ce moment, sur la sellette. Mais, je vous le répète, je vous le jure à nouveau; en ce qui me concerne, ma part, ma *seule*, a été de donner l'ordre de livrer le piquet pour l'exécution. Pour Caulaincourt, sa part a été nulle, et c'est l'opinion publique qui, à tort, lui en a attribué une... ».

Tout ceci se passait en 1821, et, vingt fois, dans mes entretiens avec le duc de Rovigo, la fin tragique du duc d'Enghien est revenue sur le tapis. Le duc de Rovigo a publié, en 1824, une relation de cette affaire, relation dans laquelle tout est conforme à ce qu'il m'avait dit trois ans auparavant. Le comte Hullin, qui a présidé la commission de Vincennes, a contredit la relation du duc de Rovigo dans une brochure qui, m'a-t-on dit, a été écrite par M. Dupin (1). L'on prétend encore que le prince de Talleyrand, furieux de la relation du duc de Rovigo, aurait aussi travaillé à cette brochure.

Il faut bien reconnaître que, malgré la sincérité du récit du duc de Rovigo, l'ensemble de sa relation est assez maladroit, et M. de Chateaubriand m'a dit, à ce propos, que cette relation avait, du reste, été publiée à la suite d'un piège tendu au duc de Rovigo, et dans lequel il serait tombé. La favorite de Louis XVIII, Mme du Cayla, agissant en cette circonstance à l'instigation du prince de Talleyrand, caché dans la coulisse, comme toujours, aurait persuadé au naïf duc de Rovigo de publier une justification de sa conduite et un précis des faits, car « aussi longtemps que l'opinion publique ne serait pas éclairée, le Roi ne pourrait montrer au duc assez de confiance, pour lui accorder un commandement ou l'investir de fonctions publiques importantes. » Le prince de Talleyrand espérait que le duc de Rovigo, avec son caractère de militaire, franc et rude, irait trop loin et se compromettrait assez pour

(1) Le baron André Dupin, né en 1783, et qui fut président de la Chambre des députés, sous le gouvernement de Juillet.

se faire éloigner à jamais des affaires publiques, en s'attaquant à des hommes plus habiles que lui et mieux en cour. C'est ce qui est arrivé : à l'apparition de sa brochure *Sur la catastrophe du duc d'Enghien*, suivie immédiatement des *Explications offertes aux hommes impartiaux au sujet de la commission instituée pour juger le duc d'Enghien*, par le général comte Hullin, le château fut, de nouveau, interdit au duc de Rovigo.

S'il est vrai que, comme on le croit et comme me l'a dit, en 1824, le duc de Rovigo, un piège lui ait été tendu par le prince de Talleyrand, qui aurait voulu le perdre, pour venger de vieilles rancunes, il est certain que le vieux et rusé diplomate ne pouvait faire preuve de plus d'adresse qu'en choisissant, comme intermédiaire, Mme du Cayla. Je sais, en effet, que le duc de Rovigo connaît depuis fort longtemps cette dame, à laquelle, selon ce qu'il m'a dit, il a rendu des services. A l'époque où le duc de Rovigo était ministre de la police impériale plusieurs femmes de bonne compagnie, bien apparentées et distinguées, mais sans fortune, recevaient en cachette, de la police, des pensions assez considérables, à la charge, uniquement, par elles, de tenir ouverts des salons où fréquentaient les hommes et les femmes de la société, et où la police du duc avait des yeux et des oreilles. Quant aux maîtresses de maison, elles n'avaient d'autres rapports directs avec le ministre, que de venir chercher, elles-mêmes, dans son cabinet, le montant de leur pension, à l'époque des échéances. Il est avéré que quelques-unes des plus jolies ne sont pas toujours sorties du cabinet du duc de Rovigo, sans y avoir payé quelque doux octroi. Le duc ne m'a point confié que Mme du Cayla ait été de cette catégorie, mais, je l'avoue, au milieu des réticences dont je n'ai point provoqué l'explication par d'indiscrètes demandes, j'ai cru pouvoir déduire que Mme du Cayla a compté à la double liste du duc de Rovigo, et comme ministre de la police, et comme Don Juan... Quoi qu'il en soit, à Paris, en 1824, j'ai trouvé le duc de Rovigo fort mécontent du mauvais résultat de sa brochure. Il fulminait contre la Cour, et

était fort irrité contre le prince de Talleyrand, qu'il soupçonnait, avec beaucoup d'apparences de raison, être l'instigateur de toute cette histoire si déplorable pour lui.

Ici, je vais citer un fait tout à l'honneur du duc de Rovigo. Malgré sa mauvaise humeur contre la Cour, il n'a jamais ajouté foi au bruit répandu par les ennemis de la famille royale, que le duc de Bordeaux n'était pas le fils de la duchesse de Berry, laquelle aurait simulé une grossesse. « Lors même, me disait-il en 1824, que l'on pourrait admettre comme possible, que le duc de Berry ait eu, en mourant, la pensée d'une fausse grossesse de sa femme, laissant à la Cour le soin et l'adresse de l'exploiter au profit de la continuation de la lignée royale, les détails que je tiens du maréchal Suchet, duc d'Albuféra, l'un des témoins désignés par le Roi pour assister aux couches de la duchesse de Berry, me suffiraient pour repousser, toujours, toute supposition de grossesse et de naissance d'un prince qui ne serait pas réellement le fils de la duchesse, quelle que fût la prise que pût fournir aux ennemis de la dynastie des Bourbons la fâcheuse circonstance qui a accompagné la délivrance de la princesse, dont l'enfant est venu au monde, si rapidement et avant que les témoins eussent pu être appelés. Comme chacun, j'admire la merveilleuse présence d'esprit de la princesse à ce moment, ainsi que l'énergie avec laquelle elle a surmonté le sentiment naturel de pudeur de la femme, au profit de la mère, qui, laissant chacun des assistants s'assurer par ses propres yeux, que le cordon ombilical retenait encore l'enfant nouveau-né aux entrailles qui l'avaient porté, a su aller au-devant de toute calomnie et de toute perfide insinuation. »

A propos de la naissance du duc de Bordeaux, on a prétendu qu'une brochure qui a circulé en Angleterre, dans le but de jeter quelques doutes sur la légitimité de la naissance de l' « Enfant du miracle », aurait été publiée à l'instigation du duc d'Orléans. Pour ma part, je ne croirai jamais que ce prince si honnête ait dicté ou autorisé une pareille brochure. Mgr le duc d'Orléans, sa vertueuse épouse, et Mademoiselle

d'Orléans (1) ont signé l'acte de naissance du duc de Bordeaux. Cet acte, dressé le 29 septembre 1820, à 3 h. 1/2 du matin, par M. Dambray, chancelier de France, et contenant cette déclaration formelle de tous les témoins appelés, que l'enfant n'était point détaché de sa mère, quand ils ont été introduits dans la chambre à coucher de la duchesse de Berry, a été inséré, dans toute son étendue, dans le *Moniteur universel* du samedi 30 septembre 1820.

Le duc de Berry possédait tout ce qu'il fallait pour plaire et pour se faire aimer de l'armée. Il avait, en effet, la franchise militaire, le courage personnel, des mots heureux qui enlèvent et électrisent la foule, la connaissance du service; malheureusement, il se laissait aller trop facilement à l'emportement, et, alors, ses paroles devenaient dures, et ses actes cruels. Etant aux gardes du corps, j'avais eu l'honneur d'être présenté au prince, qui avait bien voulu m'adresser quelques mots aimables, me félicitant « d'être rentré au service du Roi légitime, après avoir, si jeune, défendu mon pays ». Ces paroles, si elles furent répétées en haut lieu, ne durent pas être du goût de Mme la duchesse d'Angoulême, qui n'avait de considération que pour les émigrés. Cette réflexion me fait me rappeler que, le lendemain de mon incorporation à la compagnie Gramont, en 1814, un de ces étonnants frères de Souilly dont j'ai parlé plus haut (2), voulant sans doute se faire bien voir de la duchesse d'Angoulême, m'avait interpellé à brûle-pourpoint et assez sottement, en ces termes : « Pourquoi, monsieur, n'avez-vous pas émigré? »

La seconde fois que j'eus l'honneur d'être reçu par le duc de Berry, ce fut en 1817 ou 1818, lors d'un court séjour fait à Paris où le marquis de Bonnay m'avait expédié en courrier, pour je ne sais plus quelle raison. Cette fois, j'étais admis en présence du prince, en même temps qu'un officier de ma connaissance, M. Aspelly.

Celui-ci avait eu, quelque temps auparavant, avec le duc

(1) La princesse Adélaïde.
(2) Voir chap. II.

de Berry, une aventure qui avait été singulièrement grossie par les *potins.* En garnison à Huningue, Aspelly s'était vu injurié et maltraité par le duc. Tirant alors son épée, cet officier l'avait brisée sur son genou et jetée aux pieds du prince, en disant : « Monseigneur, je dois m'en séparer, puisqu'elle ne peut plus servir à me venger. » Mais, aussi prompt à reconnaître ses torts qu'à s'en rendre coupable, le prince, frappé de cette noble manière de ressentir l'outrage et de s'en venger, pria Aspelly d'oublier sa vivacité, lui dit les mots les plus aimables et *lui demanda la permission* de l'embrasser. Le vieil officier de l'empire, touché de ce procédé, se précipita alors dans les bras du duc de Berry qui, lui remettant sa propre épée et relevant lui-même les tronçons de celle de M. Aspelly, dit d'une voix émue : « Je garde celle-ci pour moi. Si sa vue me rappelle mes torts, elle me fera souvenir aussi, je l'espère, que j'ai un ami dans celui qui l'a si dignement portée. » De pareils faits sont nombreux dans la vie du duc de Berry et font le plus grand honneur à son cœur.

En dehors de ses deux enfants légitimes, le duc de Berry a laissé, m'a-t-on assuré, un grand nombre d'enfants naturels, et il paraît qu'au moment de sa mort, huit femmes, non compris la duchesse, étaient enceintes de ses œuvres. De ce gai, bon et amoureux prince, on pouvait dire, comme de son illustre aïeul, Henri IV :

Ce diable à quatre
A le triple talent
De boire et de battre
Et d'être un vert galant.

Vert galant, le duc de Berry l'était, en effet, et ne s'en cachait pas. En 1823 ou 1824, j'ai plusieurs fois rencontré chez Mme de Bonnay la marquise de ..., fort belle encore, qui se glorifiait presque d'avoir été *honorée* des faveurs du duc : « Figurez-vous, disait-elle ingénument, que tout ce qu'avait fait le Roi en 1814 pour mon mari, ç'avait été de lui donner un poste de sous-préfet, à lui, un marquis!... Aussi m'envoya-t-il à Paris, dans le but d'obtenir un emploi plus avantageux. Je me pré-

sentai chez le duc de Berry qui, *comme nous nous y attendions*, fut très galant, me fit asseoir à côté de lui sur un sopha, devint très tendre, et ... une demi-heure après me congédiait en me disant : « Merci, madame. Veuillez porter vous-même ce billet à M. de Talleyrand (1). » Je fus admis près du prince de Bénévent qui, dès mon arrivée, se montra aimable, et essaya, lui aussi, d'être très tendre. Mais ses soixante ans me dégoûtaient; je lui rappelai mon billet. Il l'ouvrit; il ne contenait que ces mots : « Je recommande à M. le prince de Talleyrand les deux plus beaux yeux du monde... » Le ministre me regarda et dit : « C'est vrai. Ah! pourquoi ai-je soixante ans?... » Quand je rejoignis mon mari, je lui apportai sa nomination de consul général à ... »

« Les deux plus beaux yeux du monde. » C'était la formule ordinaire du *Sézame ouvre-toi* donné par le galant duc de Berry à ses protégées, au sortir des doux tête-à-tête. M. Barairon, qui a été longtemps à la tête d'un des services du ministère de l'intérieur, m'a montré un billet du duc, à lui apporté par Mme T..., « fort jolie femme, aux formes les plus voluptueuses, malgré son air de douce et pudique madone », ainsi que disait M. Barairon. Ce billet est conçu en ces termes : « Les deux beaux yeux qui s'arrêteront sur M. Barairon, quand il lira ce billet, pourraient, seuls, obtenir la grâce que Mme T... va solliciter de lui; mais ma recommandation particulière étant sollicitée, je la donne bien volontiers, en priant M. Barairon d'accorder à M. T... une place d'inspecteur de l'enregistrement. »

Je croyais avoir terminé avec les principaux personnages de Berlin, ou qui ont passé dans cette capitale durant mon séjour de sept années, et je m'aperçois que j'ai commis quelques omissions.

Il me semble, par exemple, n'avoir rien dit du comte de Sales, qui arriva à Berlin, en 1820, je crois, pour succéder comme ministre de Sardaigne au comte de Castelalfer, ce sentimental amoureux de la belle princesse Borghèse (2).

(1) Le prince de Talleyrand était alors ministre des affaires étrangères.
(2) Voir chap. VI.

Le comte de Sales est un homme excellent, vertueux, instruit, affable et distingué, de mœurs pures, pieux sans bigoterie, et descendant de l'illustre famille à laquelle appartenait saint François de Sales. Il se trouvait à Waterloo, en qualité d'aide de camp du duc de Wellington, et partit du champ de bataille en courrier, pour aller porter à son souverain, à Turin, la nouvelle de la victoire remportée par les alliés. Jusqu'à Pont-de-Beauvoisin, il fit la route à franc-étrier; mais là, rompu de fatigue, et son cheval fourbu, il commande une chaise de poste. Pendant qu'on l'apprêtait, il s'endormit si bien qu'on ne put l'éveiller qu'au bout de douze heures, et, quand il arriva à Turin, la nouvelle qu'il apportait était déjà connue; aussi, lorsqu'il se laissait aller aux confidences, disait-il qu'il avait cela de commun avec les vieux soldats de Napoléon, d'éprouver un grand chagrin au nom de Waterloo.

Mme de Sales, grande femme pourvue d'une certaine beauté, était d'une extraordinaire timidité. Dix fois, au cours de sa présentation au roi et à la famille royale de Prusse, elle fut sur le point de tomber en faiblesse, tant elle était malade à force d'embarras. Quand elle se décidait à recevoir, elle ne pouvait assez prendre sur elle pour faire aucun frais, et restait quasi muette, si bien que ce surnom de « la muette » lui fut vite acquis. D'après ce que m'a dit le comte de Caux, ami particulier de M. de Sales, celui-ci avait épousé sa femme, jeune fille sans fortune de sa propre famille, afin de lui assurer une existence honorable. Le comte de Sales rendait sa femme heureuse, bien que Mme de Sales, de son côté, ne pût en rien ajouter au bonheur de son mari, tant sa timidité la paralysait et la rendait nulle.

Je citerai encore deux ou trois noms qui me reviennent à 'esprit.

Le comte Jean de Ross, d'une famille hollandaise, célibataire fort riche et très original, affectant de porter le vieux costume teutonique, et cherchant à se singulariser par tous les moyens. Sa maison, dont il avait eu la prétention de faire un musée, n'était qu'un vaste magasin de bric-à-brac où se

voyaient réunis les objets les plus dissemblables. Il faisait beaucoup d'avances à notre légation et, quand il nous adressait une invitation ou y répondait, il ne manquait jamais de nous écrire en vers, qui ne formaient que des poésies barbares et incompréhensibles. Je dois dire que le comte de Ross parlait mieux la langue française que ses « poésies » ne semblaient l'indiquer. Excité, sans doute, par l'exemple donné par le prince de Puckler-Muskau, son émule en originalité, le comte de Ross voulut aussi avoir à enregistrer dans son journal quelque acte rare. Il fit donc une ascension en ballon, et, au moment où il s'éleva dans les airs, il répandit sur les femmes des fleurs et des vers, ceux-ci étant contenus dans des rouleaux retenus par de jolis rubans multicolores.

La comtesse de Schmettau (1) était une vieille fille de trois pieds de haut à peine, ayant un buste à peu près ordinaire, mais des jambes si courtes qu'elle ne pouvait monter les escaliers. Deux domestiques la soulevaient et lui faisaient franchir l'espace, à peu près comme, dans la fable de M. de La Fontaine, les canards agissaient avec la tortue. Naturellement, on lui accordait beaucoup de ridicules aventures, celle-ci, par exemple. En Italie, elle avait été prise par des brigands qui, atteints d'un fou rire en la voyant, se bornèrent à lui enlever tous ses vêtements, de même qu'à sa femme de chambre et à son postillon; puis ils les laissèrent continuer leur route. Ces trois voyageurs, en costume de paradis terrestre, l'un à cheval, les deux autres blotties dans la voiture, arrivèrent ainsi au relais voisin où on voulut les emprisonner pour indécence.

Le général de l'Estocq, ancien général-major prussien, était ministre de plusieurs petites Cours allemandes et encaissait des émoluments bizarres. Ses princes le payaient : les uns, en lui faisant des envois de bouteilles d'eau minérale, qu'il vendait aux pharmaciens de Berlin à raison de 15 centimes au-dessus du prix fixé par l'illustre expéditeur; d'autres, en

(1) Elle était, je crois, la nièce du lieutenant-général tué à Auerstaedt. (*Note de l'auteur.*)

lui faisant parvenir, en hiver, des charrettes remplies de gibier, que le vieux général cédait, par contrat, tant aux restaurateurs et aux « chefs » des principaux hôtels, qu'aux fournisseurs de la Cour. Très estimé, le général de L'Estocq était souvent admis aux tables de la famille royale, ce qui faisait dire plaisamment, qu'il ne serait jamais riche, parce qu'il mangeait ses appointements.

CHAPITRE XIII

Méhée de la Touche. — Le général Carnot. — Rentrée en France de nos compatriotes prisonniers en Russie. — En courrier à Paris. — Chez le baron Pasquier. — Un beau couple. — Les idées de M. d'Hauterive sur les nonces. — Je fais l'intérim de chargé d'affaires à Berlin. — Mouvements révolutionnaires en Europe. — Le comte de Bernstorff et le *Mémoire confidentiel sur les affaires de Naples*. — Notes sur le développement des idées libérales en Prusse. — Le vicomte de Chateaubriand est nommé à la légation de Berlin. — Appréhension que j'ai de mon nouveau chef. — Lettre du marquis de Bonnay à ce sujet. — Motifs de l'antipathie mutuelle du marquis de Bonnay et du vicomte de Chateaubriand. — Le vicomte de Chateaubriand et le duc de Richelieu. — Le vicomte de Chateaubriand s'endette pour représenter dignement la France. — Piége qu'il me tend. — Son amitié pour moi. — Lettre affectueuse qu'il m'écrit après sa démission de ministre de France à Berlin.

Dresde, janvier 1826.

Après un assez long séjour en France, le marquis de Bonnay rentra à Berlin à la fin de l'année 1818, ou au commencement de 1819. Chastellux partit bientôt après pour Paris, où il resta, ayant épousé Mlle de Duras; et Paul de Bourgoing ayant été appelé, comme premier secrétaire, à Munich, il se trouva que je restai seul chargé de la secrétairerie de la légation. Sans doute, est-ce pour cela que l'hiver me sembla moins animé que le précédent, pendant lequel, à l'occasion des noces du prince Frédéric de Prusse, neveu du Roi, avec la princesse d'Anhalt-Bernbourg, avaient eu lieu des fêtes somptueuses. La réunion la plus brillante de cette année 1819 fut le quadrille dansé à la Cour le mardi gras. Ce quadrille était composé des personnages remarquables des Cours de François Ier et de Charles-Quint que représentaient, en de riches costumes de l'époque, les princes et princesses de Prusse. Au reste, si je cite cette fête, c'est surtout pour noter que le prince Auguste

de Prusse, qui figurait le connétable de Bourbon, s'était affublé, à cette occasion, du grand cordon de la Légion d'honneur qui avait appartenu au prince Ferdinand, son père!

Peu après, je fus nommé officiellement second secrétaire de la légation, et le vicomte Maurice de Flavigny arriva, me remplaçant en qualité d'attaché.

C'est, je crois, dans cette même année 1819, qu'eut lieu la rentrée en France de Méhée de La Touche. Banni de France par l'ordonnance du 24 janvier 1816, cet énergumène était fixé à Kœnigsberg, sous la surveillance de la police prussienne, recevant une pension alimentaire, qu'il croyait accordée par le gouvernement de Frédéric-Guillaume III, mais qui, en réalité, était payée par la France, sur les fonds secrets, car je me souviens avoir été plusieurs fois chargé de rembourser les avances faites par le gouvernement prussien. C'est entre mes mains que Méhée de La Touche prêta serment de fidélité au Roi de France, et qu'il promit formellement de ne plus se mêler d'affaires politiques. Il signa le procès-verbal que je dressai de son serment et de ses promesses, et, après avoir reçu du marquis de Bonnay l'argent nécessaire pour faire sa route, il partit pour Paris et je n'ai plus entendu parler de lui.

Homme à violentes passions, d'une taille colossale, à la figure farouche, aux vêtements peu soignés, Méhée de La Touche restera dans mon souvenir comme ces brigands de grand chemin, qu'on voit surtout dans les romans d'aventures. Certes, ce colosse hirsute devait avoir un terrible aspect, quand, à la tribune du club dont il faisait partie (1), il demandait « si jamais quelque chose de semblable à un Roi se montrait en France, que la nation lui fit l'honneur de le choisir pour aller lui plonger le poignard dans le cœur ». Quand on rapproche de ces paroles grandiloquentes et sanguinaires la clémence employée par le roi vis-à-vis de ce tigre, on doit trouver que Louis XVIII fit, envers Méhée de La Touche, preuve de bonté.

(1) Les Jacobins.

Je tiens de personnages bien informés, tels que le duc de Rovigo, le marquis de Bonnay et M. de Chateaubriand, les détails suivant sur Méhée de La Touche. S'étant échappé, en 1803, de l'île d'Oléron, il passa en Angleterre où il devint agent secret du ministère britannique. Celui-ci l'envoya à Munich, et, de là, à Paris, où il rendit compte au ministre de la police française de la mission secrète qu'il avait acceptée. Autorisé par notre gouvernement, l'infâme Méhée entretint plus régulièrement que jamais une correspondance avec le ministre anglais Drake, qui, le croyant fidèle à ses engagements envers le cabinet britannique, lui répondait exactement.

A Magdebourg vivait à cette époque un autre exilé français, mais que l'on ne saurait mettre, en aucune façon, sur la même ligne que le sieur Méhée, bien qu'il ait été frappé d'exil par la même loi qui a expédié hors de France ce méprisable individu. Je veux parler du général Carnot, devenu comte pendant les Cent-Jours, alors qu'il était ministre de l'intérieur. Malgré qu'il ait voté la mort du roi Louis XVI, le général Carnot est un homme intègre et à sentiments nobles, qui sera placé par l'histoire parmi les grands citoyens de son époque; car, comme membre du Directoire, comme sénateur, comme homme d'Etat, aussi bien que comme général, il a rendu de grands services à son pays. Ce général Carnot est mort en exil à Magdebourg, dans le mois d'août 1823. Il écrivait à certaines époques à notre légation, pour réclamer le « certificat de vie » nécessaire pour faire toucher en France sa demi-solde (1).

J'ai déjà dit, qu'en dehors de mes fonctions de secrétaire de

(1) Le général Carnot a laissé deux fils. L'aîné, Sadi, est mort du choléra en 1832; le second, Hippolyte, est un républicain à l'esprit morose et de sombre aspect qui, sous le gouvernement provisoire de 1848, cette pauvre machine gouvernementale, a été ministre de l'instruction publique. Dans les mémoires de cette ridicule, niaise et désastreuse époque, il sera curieux de lire, un jour, que le ministre de l'instruction publique écrivit aux divers fonctionnaires de son administration, pour leur recommander de diriger, autant qu'il pouvait dépendre d'eux, le choix des électeurs pour envoyer à l'Assemblée constituante des *illettrés*.. Où prétendait donc nous conduire ce misérable gouvernement provisoire, en voulant ne faire nommer que des illettrés à l'Assemblée constituante? (*Note de* 1851.)

la légation, j'avais eu la mission de veiller au retour en France de mes compatriotes rentrant des prisons de Russie. Parmi les trois ou quatre mille qui me sont, pour ainsi dire, passés par les mains à Berlin, dont un grand nombre avec femmes et enfants, je me souviens très nettement d'un qui avait été fait prisonnier en Italie, il y avait fort longtemps, dans une affaire contre le général russe Souvarov. Envoyé, peu après sa capture, sur la frontière asiatique, ce malheureux Français tomba, un jour, entre les mains d'une tribu nomade de Kirghis, qui, pour être certains qu'il resterait parmi eux, lui firent, sous chaque talon, une entaille en forme de croix, blessure qu'ils soignèrent à leur façon avec du poil de vache. Obligé de marcher sur la plante des pieds, et fort incommodément, notre compatriote ne songea point à fuir et, sa gaîté naturelle reprenant le dessus, il se fit aimer de ses maîtres, auxquels il apprit à faire une cuisine qu'ils ignoraient et qu'ils apprécièrent fort. Ses pieds étant enfin guéris, il parvint, au bout de quelques années, à s'échapper et à gagner la frontière russe. Il fut placé alors, comme homme de peine, dans un haras du gouvernement, au Caucase. Depuis le jour de sa capture par le général Souvarov jusqu'à celui où un ukase impérial lui apprit que tous les prisonniers français pouvaient retourner dans leur pays, notre compatriote avait tout ignoré des événements européens. Il me fit maintes questions, et, notamment, plusieurs sur son général de l'armée d'Italie. Qu'était devenu ce petit général Bonaparte?... Avait-il été tué dans quelque combat?... Peut-être ignorais-je ce nom de Bonaparte? C'était si loin déjà, cette époque dont il me parlait!...

Ainsi le grand nom de Napoléon, l'empire français, sa gloire, sa grandeur et sa chute, toutes choses qui tiendront une si large place dans l'histoire, étaient inconnus pour les populations du Caucase.

Au commencement du mois de juin de 1820, peu de temps après l'arrivée de Flavigny, je fus expédié en courrier à Paris par le marquis de Bonnay. Je ne me rappelle plus les motifs de mon voyage, mais je sais qu'il fut subit et que je dus

visiter en hâte tous les ateliers de carrossier pour trouver une calèche légère, car j'avais la recommandation expresse de brûler la route et de faire tous mes efforts pour arriver à Paris avant M. de Boutourlin, officier russe allant de Saint-Pétersbourg en France en courrier, et qui venait de traverser Berlin. A ma deuxième étape, l'essieu de ma voiture se brisa et je perdis cinq à six heures dans un petit village hessois. Heureusement je n'avais perdu que des heures; je n'avais point perdu la tête ni ma bourse. Excité par mes pourboires, mon postillon menait ses chevaux ventre à terre. Le ministre de France à Francfort, M. Rheinhardt, put me donner des nouvelles de mon collègue russe : il venait de quitter au galop la ville deux heures auparavant; j'avais donc gagné sur lui, malgré mon accident de voiture. Les « doubles » et « triples » guides firent le reste; je rejoignis et dépassai M. de Boutourlin à Château-Thierry, et entrai dans Paris une bonne heure sans doute avant lui. Le jour se levait quand ma voiture s'arrêta avec grand fracas devant l'*hôtel Grange-Batelière*, dans la rue de ce nom (1). Avant 7 heures du matin, j'étais introduit dans le cabinet du baron Pasquier, ministre des affaires étrangères, qui occupait à cette époque l'hôtel Galliffet, rue du Bac. Le ministre me loua fort de ma diligence, et ajouta, en riant, que, la prochaine fois, je viendrai sans doute l'éveiller au milieu de la nuit. Après un entretien fort cordial, le baron Pasquier m'invita à dîner pour le lendemain.

Je n'avais jamais vu le baron Pasquier. Il devait alors (1820) avoir dépassé la cinquantaine (2), et portait bien droite sa taille élancée et mince, surmontée d'une tête intelligente, distinguée et remarquable par sa petitesse. Dès le premier instant, le ministre me séduisit par l'amabilité de son accueil. Il causa avec moi comme s'il eût été un jeune homme et mon collègue, et parla des choses les plus sérieuses sur un ton tou-

(1) Cet *hôtel Grange-Batelière* a été abattu depuis longtemps, et, sur son emplacement, j'ai vu la direction des octrois de Paris, puis une mairie; enfin on a rasé à son tour cet édifice, sur l'emplacement duquel une rue a été ouverte. (*Note de* 1853.)

(2) Etienne-Denis Pasquier, né en 1767. Créé baron en 1810.

jours gai et enjoué. Toutes les dames raffolent du baron Pasquier, ce qui s'explique, quand on l'a vu dans un salon, où frappent son agréable physique et l'élégance de sa tenue et de ses manières et où il brille par sa façon de dire les compliments et les anecdotes. Je me souviens que feu le marquis de Bonnay disait ceci du baron : « Voir l'élégant Pasquier parader dans un salon et les yeux de toutes les femmes fixés sur lui, ce n'est rien : il faut l'entendre parler; c'est une musique. » Appréciation qui n'a rien d'exagéré, et je crois que cette musique a trouvé le chemin de bien des cœurs.

Afin d'être présenté à Mme Pasquier, j'arrivai le lendemain de bonne heure chez le ministre, et assistai à l'entrée des invités, dont les noms étaient criés par l'huissier de service. Un nom, entre autres, fut horriblement estropié par cet homme. L'hilarité gagna tout le monde, et, à cette occasion, la baronne Pasquier nous raconta qu'entrant, un jour, chez le prince archi-chancelier de l'Empire, l'huissier annonça d'une voix forte : « Mme Paquet! » Aussitôt M. d'Aigrefeuille, qui faisait les honneurs de Cambacérès, s'avança en souriant, et dit, tout en baisant la main de Mme Pasquier : « Je voudrais bien qu'il fût à mon adresse! »

La baronne Pasquier a été admirablement belle et devait, certes, être encore fort bien à l'époque où M. d'Aigrefeuille lui débitait cette galanterie. C'est pendant la Terreur, qu'étant veuve du comte de Rochefort, elle a épousé par amour ce descendant du grand Etienne Pasquier (1). M. et Mme Pasquier ont tous deux failli périr sur l'échafaud révolutionnaire. Le soir où je me trouvai à table chez eux, on rappelait ce souvenir et un des voisins de la baronne lui dit : « Oh! madame, c'eût été pis qu'un crime de lèse-majesté. Et, du reste, le couperet de la guillotine eût-il pu trancher de si jolies têtes?... » Je ne note ici cette fadeur que pour avoir l'occasion d'écrire que, malgré leur âge, le baron et la baronne Pasquier forment encore un beau couple.

(1) Anne de Serre de Saint-Roman.

Pendant mon séjour à Paris, qui fut d'environ trois semaines, je fis la connaissance de M. de Rayneval, directeur des travaux politiques, qui, plus tard, m'a montré, comme chef, tant de confiance et d'amitié à Berlin; et j'entrai aussi en relations avec MM. Bourjot et Campi. M. Bourjot, chef de la division du Nord, est un homme de talent et de manières parfaites, un peu sec, affable toutefois quand il le veut. Quant à M. Campi, chef de bureau du chiffre, qui, s'il faut l'en croire, est l'inventeur des chiffres *nuls* dans les dépêches, « car, monsieur, me dit-il, avant mon entrée au ministère, il n'y avait pas de *nuls* », c'est un bon homme mais un pauvre esprit, qui n'était pas en état de faire mieux que ce qu'il faisait, dans une branche du service qui réclame des réformes et une tête plus jeune et moins fatiguée.

On me présenta à M. d'Hauterive (1), chef des archives et chancelleries, homme de valeur, dont Napoléon faisait le plus grand cas. A sa propriété de campagne, à Arcueil, où il m'invita à dîner, je trouvai le ménage des Auguste d'Hauterive (2), neveux de mon hôte, et MM. Pontois (3) et de Boislecomte (4), agréables jeunes gens, engagés comme moi dans la carrière diplomatique.

M. d'Hauterive a une conversation fort instructive, malgré qu'il lui soit échappé de me dire qu'il n'était plus « qu'un songe creux ». A l'occasion du nonce, je me souviens du propos émis par M. d'Hauterive : « Tous les nonces paraissent taillés sur le même patron. Ils ont tous même salut, même sourire, même langage. J'en ai vu beaucoup dans ma vie. Eh bien! en les comparant entre eux, je pourrais croire qu'il y a à Rome une

(1) Le comte Blanc d'Hauterive, conseiller d'Etat.

(2) C'est avec Auguste d'Hauterive, sous-directeur au département des affaires étrangères, que j'ai publié l'an dernier, sous les auspices de M. le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères, le recueil en dix volumes des *Traités de commerce et de navigation.* (*Note de* 1833.)

(3) Edouard Pontois a bien marché dans la carrière. Il est devenu ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis, ambassadeur à Constantinople, et pair de France. (*Note de* 1851.)

(4) Encore un qui n'a pas à se plaindre de la Providence! La dernière fois que je l'ai rencontré, c'était en 1847, il était alors ambassadeur à Berne (*Note de* 1851.)

école de nonces, comme il y avait à Bergame une école pour les arlequins. Celui que nous avons en France est, je crois, un des meilleurs : il est franc, autant qu'il est donné à un nonce de l'être. »

Je revis avec le plus grand bonheur la plupart de mes vieux amis; malheureusement je ne pus prendre le temps de me rendre en province chez mon père et mes sœurs, étant à la disposition du ministre qui pouvait me faire repartir d'un instant à l'autre. Et, en effet, avant le vingtième jour, je reçus mon ordre de départ et je dus prendre dans ma voiture un de mes collègues, M. Boistel, un protégé du général Dessolles, dont il avait été l'aide de camp dans la garde nationale et que l'on envoyait en courrier à Saint-Pétersbourg. J'avais accepté avec enthousiasme ce compagnon de route, mais je devais être bien dépité. Morose et peu causeur, M. Boistel n'ouvrit, pour ainsi dire, la bouche que pour me proposer, le plus sérieusement du monde, à plusieurs reprises, de décharger nos pistolets sur des postillons qui nous avaient répondu avec impertinence.

Peu de temps après mon retour à Berlin, le marquis de Bonnay quitta cette ville pour n'y plus revenir. Le ministre ne pourvut pas de suite au remplacement du vénéré marquis, et se borna à nommer un premier secrétaire de légation : ce fut le comte Roger de Caux qui, après avoir servi dans les rangs espagnols à l'époque de l'émigration, était entré dans la diplomatie, où il avait débuté à Bruxelles, sous les ordres du marquis de La Tour du Pin. Jusqu'à son arrivée, qui se fit attendre deux mois, je restai donc chargé des affaires de la légation de France à Berlin.

Ce qu'il y eut de plus saillant durant mon intérim, ce furent les affaires de Naples. Le gouvernement prussien s'occupa de renouveler les garnisons des provinces rhénanes, qui furent constituées avec des régiments venus de la Prusse orientale; opération qui se fit sous la surveillance directe de l'intendant général de l'armée, M. de Ribbentropp, qui s'était transporté à cet effet à Cologne. Plusieurs officiers prussiens sollicitèrent

de leur souverain la permission de se rendre à l'armée autrichienne, pour y servir, comme volontaires et sans solde, si la guerre éclatait en Italie. Ces affaires de Naples causaient bien du souci au comte de Bernstorff, car, dans un entretien avec quelques intimes, il s'écria : « Voilà maintenant l'Autriche qui nous demande une coopération et des mesures qui deviendront une lourde charge pour la Prusse, si nous accédons aux désirs du cabinet autrichien! » ... Par contre, la révolution portugaise ne produisit, en Prusse, qu'une très faible sensation. On y plaignit les Portugais d'être depuis longtemps soumis à l'Angleterre, et l'on rapporta ce propos du comte de Bernstorff, sur la tutelle de l'Angleterre. « C'est la pire de toutes, car elle fait du pupille une espèce d'esclave, d'ilote, dépourvu d'idées, craintif, obéissant, et qui doit se regarder comme d'une espèce bien inférieure aux Anglais, ces êtres dédaigneux, vains, froids, égoïstes... » Ainsi que M. de Bernstorff, je formai, moi aussi, les vœux les plus ardents pour que les Portugais fussent à jamais affranchis de cette pesante protection. Mais, je le répète, il était visible qu'à Berlin les nouvelles de Portugal étaient accueillies avec une sorte d'indifférence et d'sparaissaient derrière l'importance prise par les affaires de Naples. Voici la longue réponse que me fit, le 25 septembre (1820), le comte de Bernstorff, alors qu'à la suite d'un entretien particulier je lui demandai s'il n'avait rien à communiquer à mon gouvernement, au sujet du *mémoire confidentiel sur les affaires de Naples*.

— « Dites bien que nous avons entièrement partagé les vues du mémoire; que nous approuvons entièrement la réunion proposée et que nous attendons avec impatience les conférences de Troppau, persuadés qu'il y aura accord unanime dans les mesures à prendre dans l'intérêt des trônes. Mais nous blâmerions entièrement aussi cette réunion si elle avait pour but de restreindre les projets de l'Autriche. Aussi longtemps que cette puissance ne fera rien de contraire aux traités, nous pensons, en effet, qu'on doit lui savoir gré de vouloir bien prodiguer, seule, ses trésors et ses soldats pour la cause com-

mune des rois, tandis que d'après ces mêmes traités et l'alliance existante entre les cinq grandes puissances, elle serait en droit de demander un concours actif au lieu du simple concours moral qu'elle réclame. Et puis, si l'on voulait lui dicter ce qu'il conviendrait qu'elle fît, quand tous ses préparatifs hostiles sont faits depuis longtemps, ce serait agir contre l'intérêt commun des trônes, que l'esprit des révolutions cherche, partout, à renverser... Retarder la marche de l'Autriche et la faire entrer dans un système de temporisation, serait donner à la révolution napolitaine le temps de se mettre en mesure de se défendre... On ne peut soupçonner cette puissance d'aucune vue ambitieuse, quand elle se dévoue elle-même pour ses alliés et la cause des Rois en général, sachant très bien, d'ailleurs, tous les risques que courent ses armées, auxquelles le moindre échec pourrait devenir fatal, puisqu'elles laisseront derrière elles des provinces italiennes où les esprits sont en grande fermentation... Dites enfin que nous pensons que les conférences de Troppau doivent plutôt avoir lieu, pour s'entendre sur ce qu'il y *aura* à faire un jour, — soit que l'Autriche réussisse, soit qu'elle ne réussisse pas, — que sur ce qu'il y a à faire maintenant... »

Ces affaires de Naples avaient accaparé tellement les esprits qu'on y rattachait les moindres faits. Ainsi, le général Carnot, en exil à Magdebourg, ayant été invisible durant les premiers jours de ce mois de septembre, les personnages les plus sérieux avaient pensé aussitôt que le général républicain avait disparu de Magdebourg pour rejoindre les révolutionnaires italiens.

M'étant souvenu qu'à mon récent passage à Paris le chancelier Pasquier m'avait longuement parlé du développement des idées libérales de Prusse, je lui avais adressé, le 9 septembre, quelques notes intéressantes sur cette question, notes que je transcris ici.

« Le germe des idées dites « libérales » existe fortement en Prusse, dans la classe des hommes de lettres, parmi les étudiants, les employés subalternes des Régences, les classes

moyennes de la population, et, plus ou moins, parmi les jeunes officiers de la ligne et des corps savants de l'armée. Les événements de Naples ont donc trouvé beaucoup de partisans à Berlin, lesquels, cependant, n'ont pas généralement approuvé la manière dont le roi des Deux-Siciles a été forcé d'accepter la constitution des Cortès. Ces événements ont été, par ailleurs, hautement désapprouvés, comme on devait s'y attendre, par la première classe de la société, le gouvernement, les chefs de l'armée, et beaucoup de jeunes officiers, eux-mêmes, ont gémi que ç'ait été l'armée qui, en Espagne et à Naples, ait donné l'exemple de la désobéissance et de l'insubordination. Si quelque tentative dans le genre de celle de Naples et d'Espagne avait lieu en Prusse, on croit qu'une assez grande partie de la population des anciennes provinces en favoriseraient le développement et les succès de tous ses vœux, sans cependant y prendre une part active. On croit aussi que les meneurs profiteraient de l'époque où la landwehr est réunie, et qu'ils pourraient trouver dans l'armée de ligne des officiers et des soldats pour se joindre à eux; mais, en général, l'armée serait fidèle au Roi, et la garde royale, dont tous les officiers tiennent aux premières familles de Prusse, n'oublierait, ni ses serments ni ses devoirs... Des symptômes d'insurrection pourraient, cependant, se manifester dans les provinces du Rhin, où les mécontents sont en grand nombre... Là on regrette, avant tout, d'être Prussiens, et l'on affecte de braver le gouvernement, en frondant ouvertement toutes ses mesures (1). De plus, l'obligation, pour les régiments constituant les garnisons des provinces du Rhin, de vivre au milieu d'une population mal disposée pour le gouvernement, peut avoir une influence fâcheuse sur le moral des soldats, et, peut-être, sur l'esprit d'un certain nombre d'officiers qui, sous le prétexte d'une constitution depuis longtemps promise et point encore publiée, se laisseraient entraîner à suivre les exemples donnés dans le

(1) Dans ces provinces du Rhin, l'esprit d'hostilité au gouvernement prussien n'est plus aussi prononcé, mais il n'a pas entièrement disparu et existe, en majorité, parmi les catholiques. (*Note de* 1851.)

sud de l'Europe. Aussi, l'on regarde comme un bien, attendu la disposition actuelle des esprits, la réunion qui a été ordonnée, l'année dernière, de la landwehr à l'armée, sous le commandement des mêmes chefs, car tous les officiers de la landwehr faisant aujourd'hui partie des régiments de l'armée de ligne, cette réserve, ou population armée, en la supposant mal disposée, serait sans doute, en grande partie, retenue dans le devoir par la fidélité même du plus grand nombre de ses chefs, et n'oserait peut-être pas céder aux insinuations des meneurs. Et ceux-ci, cependant, ne manqueraient pas de répéter ce que plusieurs écrits libéraux ont pris soin de propager, que la landwehr n'est pas l'armée du Roi, mais l'armée de la nation. D'un autre côté, si l'on considère que, par le renouvellement partiel de l'armée, chaque année amène dans les rangs des hommes nouveaux et en fait partir les anciens soldats, sur lesquels le gouvernement pouvait compter davantage, et, qu'en outre, du côté de la Saxe, la Prusse a acquis des provinces qui ne lui sont pas plus attachées que celles du Rhin, le mal que peut produire le mauvais esprit de ces dernières paraîtra d'autant plus grand... »

Hélas! Je n'en avais pas trop dit là-dessus au baron Pasquier, car, le 30 de ce même mois, je lui mandai que la cour suprême de Silésie avait été désignée par le roi de Prusse pour juger le docteur Jahn, dont les idées libérales exagérées avaient exercé une fatale influence sur la jeunesse des écoles, pour laquelle il était une espèce de héros, de martyr, de Dieu. Pendant son interrogatoire, l'accusé se renferma dans un système de dénégation absolue. Les papiers trouvés sur lui ne furent que de faibles preuves de sa culpabilité, et, malgré la certitude *morale* qu'avait le gouvernement prussien qu'il méritait d'être traité avec toute la rigueur des lois, le docteur Jahn s'en tira avec deux ans de forteresse (1).

(1) La sentence du tribunal de Breslau est du 13 janvier 1824, mais ce jugement fut cassé par un arrêt du tribunal suprême de Francfort-sur-l'Oder, et Jahn (ou Iahn), déclaré non coupable, fut rendu à la liberté. (*Note de* 1828.)

Le comte de Bernstorff partit le 12 octobre pour Troppau, où le roi Frédéric-Guillaume III et l'empereur Alexandre, ce dernier flanqué du baron de Krudener, arrivèrent le 20. Les conférences commencèrent le 22.

M. de Caux ne tarda pas à arriver à Berlin et y prit la direction de la légation de France. Avec les occupations de nos fonctions et les distractions du monde, les trois collègues de la légation de France (1) vivaient en harmonie et en intelligence parfaite, et l'hiver de 1820-1821 marchait aussi gaîment que possible pour chacun de nous.

Enfin, nous reçûmes de Paris la nouvelle que notre heureux triumvirat allait bientôt cesser. Le ministre venait de donner un successeur officiel au marquis de Bonnay. Le vicomte de Chateaubriand était nommé par le roi Louis XVIII, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Très Chrétienne à Berlin, et nous nous attendions à voir arriver à tout instant notre nouveau chef. C'est dans les premiers jours de 1821 que M. de Chateaubriand arriva (2), accompagné de son secrétaire particulier, M. Hyacinthe Pilorge, qui m'a toujours paru assez commun, et dont l'association avec un homme tel que le vicomte de Chateaubriand m'a, dès lors, toujours paru une sorte d'anomalie. M. de Chateaubriand pensait-il que sa distinction avait besoin, comme repoussoir, de la choquante vulgarité d'un Pilorge?...

La nomination de M. de Chateaubriand m'effraya un peu. Je le savais le chef des ultra-royalistes, et je me séparais d'un ministre qui, royaliste zélé et ami particulier du Roi, s'était prononcé contre les ultras. J'étais bouleversé par le ton absolu des écrits politiques de M. de Chateaubriand et craignais de me trouver en contact quotidien avec lui. J'avais bien tort, et la suite m'a démontré combien peu mes craintes étaient fondées.

Dès que j'avais été informé de la nomination du nouveau

(1) Le comte de Caux, le chevalier de Cussy, le vicomte de Flavigny.

(2) Exactement le 11 janvier. Le vicomte de Chateaubriand avait quitté Paris le 1er janvier.

ministre de France, je m'étais hâté d'écrire au marquis de Bonnay, lui exprimant derechef tous les regrets que j'éprouvais de son départ, et lui laissant en même temps entrevoir la peur que me faisait éprouver l'arrivée de M. de Chateaubriand. Voici ce que me répondit le marquis :

« J'étais assuré, monsieur, que votre bon cœur me regretterait; mais la manière dont vous m'exprimez l'effet qu'a produit sur vous la nouvelle imprévue de mon remplacement par M. de Chateaubriand m'a vivement touché, ainsi que Mme de Bonnay. Vos sentiments me paraissent vous faire tant d'honneur, que j'ai voulu que M. le duc de Richelieu les connût. Je lui ai donné votre lettre à lire; et, puisque je vous fais cette confidence, je vous avouerai que j'en ai usé de même pour celles de MM. de Caux et de Flavigny, étant persuadé qu'ils ne pouvaient qu'y gagner dans l'esprit du duc.

« Du reste, monsieur, je vous invite à calmer vos terreurs. Je suis persuadé que M. de Chateaubriand sera facilement disposé à vous rendre justice. Il a été, de plus d'un côté, prévenu favorablement pour vous; mais, ne le fût-il pas, vous avez une conduite et un zèle pour le service du Roi qui ne sauraient manquer de vous mériter son suffrage.

« Peut-être ne sera-t-il pas pour vous ce que je pourrais appeler aussi *paternel* que je l'ai été, mais votre éducation est finie, et vous ne devez plus avoir besoin, ni d'encouragements ni de réprimandes.

« Si vous êtes chargé de quelque travail de chancellerie, je ne vois pas pourquoi le nom de M. de Chateaubriand vous intimiderait. D'abord, vous en avez le style plus que lui; ensuite, s'il s'agissait de soigner une rédaction, j'espère que vous n'auriez pas la prétention de lutter avec lui d'éloquence. Ainsi, que vous importerait qu'il ne trouvât pas vos phrases aussi bien arrondies que les siennes?...

« J'ai pu vous dire, en plaisantant, qu'il trouverait ma correspondance prosaïque et plate. Je vous assure que je m'y attends très sérieusement, et que cela m'est de la plus grande indifférence. Je suis bien assuré que ses dépêches seront mieux

écrites et plus soignées que les miennes; mais je ne sais si elles instruiront mieux son gouvernement de ce qu'il peut lui être important de connaître. Il est, d'ailleurs, un point sur lequel on peut toujours être certain de n'avoir à redouter aucun concurrent : ce point est le zèle, le dévouement, l'envie de faire le mieux possible. Quand on peut se rendre la justice que l'on possède ces trois choses, on peut, à la vérité, *regretter*, mais jamais *rougir* que le talent n'y réponde pas...

« Mme de Bonnay prétend que ce serait avec le comte d'Oriola (1) que mon successeur se liera d'abord, et de préférence. Vous voudrez bien me mander ce détail, et, en général, tous ceux qui le regarderont... »

Cette lettre, datée du 18 décembre 1820, et qui me parvint avant l'arrivée de M. de Chateaubriand, calma un peu ma *peur*. Par contre, le dernier paragraphe me fit concevoir quelques inquiétudes et me chagrina. Le vénérable marquis de Bonnay ne me connaissait-il pas assez pour savoir que ma complaisance aurait des bornes, et que je n'étais pas d'une pâte assez molle pour consentir à *surveiller* mon nouveau chef, quel que fût le personnage auquel dût profiter le rôle qu'on supposait que j'accepterais... Tout à l'heure, je reviendrai là-dessus.

M. de Chateaubriand ne trouva point « prosaïque » ni « plate » la correspondance du marquis de Bonnay, mais, probablement, la trouva-t-il quelque peu minutieuse et chargée de détails sans intérêt, au point de vue de la politique et des affaires. Ces détails étaient, du reste, de nature à plaire au roi Louis XVIII, et le marquis ne lui épargnait aucun de ceux qui pouvaient concerner les princes et les petites intrigues des Cours. Mon nouveau chef put, d'ailleurs, y trouver quelques passages de nature à ne pas lui plaire, en ce qui le concernait personnellement : sur sa conduite politique, ses brochures, ses articles de journaux (2). M. de Chateaubriand ne m'en a parlé

(1) Ministre de Portugal à Berlin.

(2) Les *Mémoires d'outre-tombe* reproduisent des lettres du marquis de Bonnay, trouvées dans les archives de l'ambassade de France à Berlin, et assez peu flatteuses pour M. de Chateaubriand.

qu'une seule fois, et *riant* des épigrammes dont il avait été l'objet; mais il en a su, au fond, très mauvais gré au marquis de Bonnay.

Tous deux serviteurs fidèles des Bourbons, tous deux d'une intelligence très supérieure, d'un esprit élevé, loyaux et chevaleresques jusqu'à la légende, le marquis de Bonnay et le vicomte de Chateaubriand s'étaient toujours évités, et leur froideur réciproque avait frisé le scandale. Des divergences politiques, petites en apparence, les séparaient : le froid, sage et pondéré marquis de Bonnay ne pouvait que redouter l'ultra-royalisme dont le vicomte de Chateaubriand était le chef le plus brillant.

Entre ces deux hommes aussi distingués, tout eût pu s'arranger : divergences politiques et sarcasmes personnels. Ce qui a empêché leur réconciliation, du moins de la part de M. de Chateaubriand, ce sont, j'en suis certain, des propos attribués au vieux marquis sur Mme Récamier, dont M. de Chateaubriand s'était constitué le champion. Le spirituel et sarcastique marquis avait, de tout temps, affiché sa petite estime pour les femmes littéraires. En 1809, il avait, avec empressement, saisi l'occasion de faire rire aux dépens de Mme de Staël (1), et, depuis, il ne s'était pas gêné pour dire dans les salons, à mots plus ou moins couverts, que l'incontestable vertu de Mme Récamier s'expliquait surtout par une indécision de sexe, et que, forcément, M. Récamier n'avait été « qu'un père pour sa femme ». Je crois avoir dit déjà que M. de Chateaubriand s'était, lors du deuxième et tardif mariage de mon chef, vengé de ce propos, en l'appliquant aux relations du vieux marquis lui-même avec Mlle O'Niell.

Pour ce qui est du marquis de Bonnay, je crois qu'il eût désiré un rapprochement; il fut fort sensible à l'antipathie croissante de M. de Chateaubriand, ainsi qu'en fait foi cette lettre, qu'il m'écrivit le 12 mai 1821, c'est-à-dire peu de temps après le retour de son successeur à Paris :

(1) Voir chap. IV.

« J'aurais presque lieu de craindre que M. de Chateaubriand n'eût entendu dire, à Berlin, bien du mal de moi, car, depuis son retour, non seulement il n'a pas passé à ma porte, mais il ne m'a accosté nulle part, pas même à la Chambre des Pairs, où il me rencontre tous les jours. On n'a pas vu une disgrâce plus complète!

« Quant à Mme de Bonnay, quoiqu'il l'ait vue en société, avant et après sa mission, quoiqu'il ait dîné avec elle chez M. de Goltz (1), il ne s'est jamais fait nommer à elle. Vous, monsieur, par les mains de qui toutes mes dépêches ont passé, apprenez-moi si, par hasard, son nom ne s'y serait pas quelquefois trouvé, et avec moins d'éloges qu'il n'aurait désiré... »

Malgré la vénération que je conserverai toujours pour le souvenir du marquis de Bonnay, je dois dire, qu'en cette occasion, mon ancien chef faisait preuve d'une courte mémoire. Comment ne se rappelait-il pas toutes les *pointes* auxquelles il s'était laissé aller sur M. de Chateaubriand?... Et ignorait-il tellement le caractère de son successeur, pour croire que celui-ci lui pardonnerait aussi vite des blessures d'amour-propre?...

Je dois l'avouer aussi; la correspondance de M. de Chateaubriand eut toujours un ton plus sérieux que celle du marquis de Bonnay; car il n'avait pas les mêmes motifs que ce dernier pour y faire entrer toutes les petites anecdotes de Cour.

La correspondance de M. de Chateaubriand formait deux séries : l'une consacrée aux affaires extérieures; l'autre, à la politique intérieure de la France. Le duc de Richelieu l'avait prié d'en agir ainsi, et j'ai vu une lettre de ce premier ministre qui remerciait chaudement mon chef d'avoir donné tous ses soins à la formation du dernier ministère, où l'on voyait à la remorque plusieurs ministres sans portefeuille, dont MM. de Corbière et de Villèle. Un grand nombre de dépêches de cette série, — que le sieur Pilorge recopiait habituellement, — me passaient par les mains, car elles avaient, fréquemment, besoin d'être chiffrées. C'étaient, en général, des observations

(1) Ministre de Prusse à Paris.

fort sages, des conseils lumineux sur les affaires intérieures du pays, ou bien sur la marche et sur les tendances des partis.

Je me souviens qu'en 1823, lors du séjour que je fis au château de Fontainebleau, chez le marquis de Bonnay, celui-ci me dit que M. de Chateaubriand avait un caractère tellement dominateur qu'il avait toujours été en froid avec le duc de Richelieu. J'ai entendu émettre la même appréciation par le duc de Rauzan, qui est à même de connaître intimement MM. de Chateaubriand et de Richelieu. De plus, à l'époque à laquelle Mme de Montcalm me remit un exemplaire du portrait du regretté duc, son frère, par Lawrence (1824), j'ai entendu dire, sans pouvoir affirmer ou nier le fait, que Mme de Montcalm avait rayé de sa main le nom du vicomte de Chateaubriand, porté par un ami sur la liste dressée à l'occasion de la remise de ces gravures. Tout ceci étant, M. de Chateaubriand a montré d'autant plus de magnanimité en adressant aussi régulièrement au duc de Richelieu des conseils amicaux.

Du reste, M. de Chateaubriand eût tout fait pour la grandeur et le bon renom de la France. Dès son arrivée à Berlin, il fut accueilli à bras ouverts par la Cour et par la société; il fut fort recherché de tous et fort soigné, notamment par le duc et la duchesse de Cumberland qui l'attirèrent beaucoup chez eux et donnèrent de grandes fêtes à son intention. M. de Chateaubriand n'était pas riche, mais, représentant de la France, il tint à donner des réceptions fréquentes et brillantes. Que de fois l'ai-je entendu dire, le lendemain d'un bal ou d'un souper fastueux, tenu à la légation : « La France occupe le premier rang. Je suis fier de la représenter. Pour mon Roi, pour mon pays, je tiens à m'endetter. » Mon chef quitta en effet Berlin avec des dettes, et j'ai entendu dire qu'il a beaucoup accru le chiffre de ses dettes par la magnificence qu'il a déployée dans son ambassade de Londres.

M. de Chateaubriand ne bornait pas non plus sa correspondance sur la politique extérieure aux seules affaires qu'il était dans le cas de suivre à Berlin. Le congrès de Troppau venait de se terminer, celui de Laybach se préparait, et l'Europe

était assez malade pour fournir à ses dépêches des sujets nombreux et intéressants. M. de Chateaubriand se chagrinait beaucoup du mauvais renom que se faisait la France, « dont les principes révolutionnaires se répandaient en Europe comme des taches d'huile (1) »; et il avait peu de confiance dans le congrès de Laybach, où, des trois représentants français, le comte de La Ferronnays, seul, lui semblait à hauteur des circonstances (2). Mais je retourne à des souvenirs plus intimes et à des détails plus personnels.

Dès le principe, le successeur du marquis de Bonnay se montra cordial avec nous, les secrétaires, qui le redoutions tant (3). Il ne connaissait aucun de nous, ou, plutôt, ce qu'il en savait était vague. Ainsi, j'ai su que les informations qu'on lui avait données en ce qui me concernait avaient été fort diverses. Les uns lui avaient dit que j'étais un vieil employé à tête blanche, qu'il ne fallait pas contrarier dans les affaires de sa chancellerie; les autres lui avaient appris que M. « de Sussy » était un jeune homme très protégé, d'un caractère léger et peu travailleur. Le duc de Rauzan qui, aussitôt connue

(1) Rien que dans l'année 1820, il y avait eu trois révolutions : celle d'Espagne, de Naples et de Portugal. (*Note de l'auteur.*)

(2) M. de Chateaubriand disait que M. de Blacas ne comptait que comme un zéro, et que M. de Caraman (ambassadeur de France à Vienne) était sous la dépendance complète de M. de Metternich. (*Note de l'auteur.*)

(3) « ... Vous voulez savoir ce que je fais? Rien... Ce que l'on voit de ma fenêtre? Une rue plantée d'arbres, comme le boulevard, et quatre ou cinq gros corbeaux, à qui je donne à manger tous les matins, quand je déjeune à 8 heures du matin, seul avec mon petit secrétaire particulier.

« A 4 h. 1/2, je dîne avec ma famille (l'ambassade). Elle était bien effarouchée à mon arrivée; mais elle s'est tout à fait rassurée quand elle a vu que ce n'était que cela. Je conçois que M. de Cussy était mal à l'aise. Il avait copié la correspondance de M. de Bonnay où je suis indignement traité. Il avait peur que je ne ressentisse vivement la chose, quand je viendrai à la découvrir. Je l'ai mis à l'aise, en déclarant que jamais ma correspondance à moi ne renfermerait un mot qui pût blesser un honnête homme; mais que, d'ailleurs, j'étais accoutumé aux injustices produites par la chaleur des opinions, que le jugement de M. de Bonnay ne me surprenait point et ne m'empêcherait jamais de rendre justice à sa fidélité au Roi et à la loyauté de ses intentions. Je cherche au surplus à me rendre le moins désagréable que je puis à mes secrétaires. Ils font ce qu'ils veulent, je trouve tout bon. J'ai une voiture pour eux, bien plus que pour moi. Je tâche que la chère soit bonne. Je vis avec eux... » Chateaubriand à la duchesse de Duras, 12 mars 1821, de Berlin. — *La duchesse de Duras*, par Bardoux.

la nomination de M. de Chateaubriand, l'avait vu à Paris, lui avait, seul, dit la vérité; mais tous ces renseignements contradictoires étaient restés plus ou moins confus dans la tête de mon nouveau chef.

Je lui plus, sans doute, au premier abord, car il chercha, par tous les moyens, à me connaître plus intimement. Il avait l'habitude de faire, chaque jour, de une heure à trois, une promenade à pied, et il ne manquait jamais de me faire appeler pour me prier de l'accompagner. C'est dans ces conversations intimes que, peu à peu, M. de Chateaubriand se laissa aller à plus de confiance avec moi, et c'est de cette époque que date l'affection qu'il m'a toujours témoignée depuis. Son cœur éprouvait, sans doute, le besoin de s'assurer de la sincérité de mes sentiments pour lui. Il les mit à une épreuve à laquelle, malgré sa bizarrerie, je ne donnai aucun nom dans le temps, et qui était, cependant, un piège réel qu'il me tendait, et auquel j'aurais bien pu me laisser prendre. La supercherie dont il fit usage est blâmable, mais je n'aurai garde d'en vouloir à M. de Chateaubriand, puisqu'elle me procura son amitié sincère, et, si ce petit *guet-apens*, dressé contre moi tout seul, ainsi que la suite me le prouva, n'est pas digne d'un homme de la trempe de M. de Chateaubriand, je le lui pardonne, je le répète, puisque j'en suis sorti son cœur pressé sur mon cœur.

Un matin, à l'heure du déjeuner, de Caux, Flavigny et moi, nous arrivâmes tous les trois dans son cabinet, pour le prendre, afin de passer dans la salle à manger, ainsi que nous avions accoutumé de le faire. La porte par laquelle nous devions entrer faisait face à son bureau de travail, de telle sorte qu'arrivant en sa présence, nous nous trouvions tout naturellement séparés de lui par le susdit bureau. M. de Chateaubriand se leva à notre approche, et, après nous avoir salués d'un air sérieux qui me frappa, il nous dit : « Messieurs, je viens de recevoir des lettres de Paris qui auront lieu de vous surprendre. » Puis, s'emparant d'une dépêche qui se trouvait ouverte sur la table, et que je pouvais croire être arrivée le matin même, il lut tout haut : « Monsieur le vicomte, le Roi,

tout en rendant justice aux sentiments qui vous animent, ne saurait approuver ni souffrir plus longtemps les conseils que vous avez pris l'habitude d'envoyer à ses ministres, de Berlin, où ce qui se passe à l'intérieur ne vous est pas assez connu pour pouvoir toujours l'apprécier exactement, et où, d'ailleurs, les fonctions que vous remplissez vous imposent de tout autres devoirs que celui de vous établir censeur des actes du gouvernement. En conséquence, Sa Majesté m'a chargé de vous faire connaître, que son intention est, que vous remettiez les affaires de la mission à M. de Caux... » Cette disgrâce si imprévue, et qui me paraissait d'une si révoltante injustice, à moi qui connaissais la correspondance de M. de Chateaubriand, me consterna, et je restai comme frappé de la foudre, par suite du chagrin que je ressentis et que trahirent, sans doute, d'une manière non équivoque, mes yeux et mon visage. « Cette nouvelle, monsieur le chevalier, paraît vous affliger. Vous me regretterez donc quelque peu?... » Je ne sais plus ce que je répondis, mais les rares mots qui sortirent à grand'peine de ma bouche, tant mon gosier était contracté par le saisissement, prouvaient assez mon chagrin. Voyant mon état de souffrance et mon affliction profonde, M. de Chateaubriand bondit, plutôt qu'il ne marcha, vers moi, se jeta à mon col, me pressa affectueusement sur sa poitrine, et me dit, en m'embrassant : « Consolez-vous, mon cher Cussy, tout ceci est faux; mais je ne saurais regretter le chagrin momentané que je vous ai fait. »

M. de Chateaubriand ne chercha point à s'excuser près de mes deux collègues de cette petite comédie qu'il venait de jouer, et dont ils avaient été dupes, comme moi. Ainsi qu'il me l'avoua plus tard, M. de Chateaubriand avait organisé ce guet-apens, en vue de moi, qu'il voulait connaître et dont il désirait sonder l'affection.

Que serait-il arrivé, cependant, si je me fusse borné à quelques exclamations banales, en apprenant la disgrâce de M. de Chateaubriand, et si ma figure fût restée calme?... Je le dis encore; je n'ai, ni la force de trouver mauvais le piège qui

m'a été tendu, ni le courage de blâmer la comédie si parfaitement jouée pour m'éprouver, puisque tout ceci m'a donné, dans M. de Chateaubriand, un ami que j'ai lieu de croire sincère, et qui m'a du reste montré, par cette épreuve même, qu'il tenait à mon affection.

Lorsque les circonstances politiques conduisirent M. de Chateaubriand à donner sa démission de ministre de France à Berlin, peu après son retour à Paris, où il s'était rendu à l'occasion du baptême de Mgr le duc de Bordeaux, à la lettre que je lui écrivis, pour lui exprimer mes regrets de sa détermination, il me répondit par la lettre suivante, que je conserve comme un souvenir cher à mon cœur :

« Paris, le 11 août 1821.

« N'est-ce pas, monsieur, que vous aviez un peu peur de moi, lorsque j'arrivai à Berlin? Et moi aussi, j'étais tout effrayé de vous. Je désire que la peur vous ait passé, comme à moi, et que vous n'ayez conservé, pour moi, que le sincère attachement que j'ai pour vous. Si vous m'avez trouvé bon garçon, je suis heureux. J'ose croire que, si nous avions passé de plus longs jours ensemble, vous n'auriez plus su, au bout de quelque temps, quel était le ministre, de vous ou de moi. Mais j'espère, monsieur, que tout n'est pas fini entre nous; je suivrai ici les affaires que vous avez bien voulu me confier, et je vous prie de vous adresser à moi pour tout ce qui pourra vous être utile.

« Je vous ai déjà donné beaucoup de peines, et je vais encore vous en donner : je ne suis pas riche, ou plutôt je n'ai rien du tout, et les moindres guenilles me deviennent utiles : je vous prie de vendre tout ce qui m'appartient dans l'hôtel, excepté ce qui vous est nécessaire, à vous et à M. de Caux, pour vos chambres et pour votre table. Vous me renverrez l'argenterie quand vous n'en aurez plus besoin.

« Je vous prie de faire expédier à Hambourg, et de Hambourg, par mer, au Havre, Boulogne ou Calais, la malle ou les

malles qui renferment le linge dont vous ne vous servez pas. Il y a, chez le sellier, des harnais dont je désire me défaire. Il y a peu de vin dans la cave, mais je vous prierais encore de me débarrasser de ceux qui seraient au delà de votre consommation. Pourtant, ne vous gênez pas, vous, monsieur, et M. de Caux; usez de tout ce qui vous sera nécessaire. Je trouverai tout bon, et je m'en remets du reste à vos soins, pour mes intérêts...

« Je ne sais quel sera mon successeur : il pourra, monsieur, vous être plus agréable que moi, mais, assurément, pas plus attaché. »

Dès l'arrivée de cette lettre, je recommençai donc, pour le compte de M. de Chateaubriand, le *métier* que je venais à peine de terminer au profit du marquis de Bonnay, c'est-à-dire que je me mis à vendre tout ce qui faisait partie de l'établissement du ministre. J'avais retiré de la vente du mobilier et de la cave du marquis, beaucoup plus qu'il ne l'espérait; j'eus le même succès pour M. de Chateaubriand, et je fus sincèrement heureux de lui payer un peu ma dette de reconnaissance en diminuant ses soucis pécuniaires.

CHAPITRE XIV

Je refuse d'informer le Roi des faits et gestes de M. de Chateaubriand. — Confidences de M. de Chateaubriand. — Brillant carnaval. — La fête de M. d'Alopéus. — Revue des événements politiques de 1821. — Nomination de M. de Rayneval à la légation de Berlin. — Mésintelligence entre Mrs. de Chateaubriand et de Villèle. — Je fais de nouveau l'intérim. — Conversation avec le comte de Bernstorff. — Le sans-gêne des Anglais. — Le prince Oscar de Suède. — Je quitte Berlin. — Entrée inattendue chez M. de Chateaubriand. — Je suis nommé à Dresde. — Accueil glacial de Mme de Chateaubriand. — L'abbé de Bonnevie. — Appréciations sur Mme de Chateaubriand. — Le comte de Chabrol. — Chez les Trévise. — Lettre de M. de Rayneval. — Départ pour Agen.

Dresde, avril 1826.

Le roi Louis XVIII, grand amateur de tous les commérages de Cour, était fort désireux de savoir comment M. de Chateaubriand était traité à Berlin, ce qu'il y faisait, et, surtout, ce qu'il y disait. Il en demandait fréquemment des nouvelles au marquis de Bonnay, son confident, et, de son côté, celui-ci, sans me nommer jamais le Roi, me faisait dans ses lettres de fréquentes insinuations sur le désir que l'on avait « en haut lieu » de connaître les faits et gestes de mon chef (1). Comme il ne me convenait, en aucune façon, de me charger du rôle d'historien occulte de M. de Chateaubriand, de faire servir ma plume aux informations secrètes que l'on désirait obtenir, et de remplir, en somme, une mission d'espion, je feignais toujours de ne pas comprendre ce que l'on attendait de moi, me bornant sur M. de Chateaubriand, à des banalités, comme celles que je mandais sur le reste de la société au

(1) Depuis, le marquis de Bonnay ne m'a pas caché que c'était, en effet, sur la demande du Roi, qu'il m'avait engagé à lui fournir des détails dont *on* paraissait si friand. (*Note de l'auteur.*)

milieu de laquelle le marquis de Bonnay avait vécu plus de quatre ans. Mais ces banalités ne satisfaisaient point la curiosité de Louis XVIII; aussi je reçus, un jour, du vieux marquis, des questions plus positives, ainsi qu'en font foi les extraits suivants d'une lettre qu'il m'écrivait le 10 mars (1821):

« ... Je crois devoir vous renouveler la prière que je vous ai faite, depuis longtemps, de vouloir bien me mettre au fait du genre de vie que mène, et du genre de personnes que fréquente quelqu'un, sur le compte duquel il est plus essentiel que vous ne croyez (dans son propre intérêt) que je reçoive par vous des informations exactes.

« Vous jugez bien que je ne suis pas le seul à recevoir des lettres de Berlin, et vous pouvez croire qu'il en arrive de tous les genres. *On* s'adresse à moi pour apprendre la vérité, et, quand je ne la sais pas, il m'est impossible de détruire des bruits que je regarde le plus souvent comme mensongers.

« Je vous demande donc itérativement de m'éclairer, afin que je puisse éclairer à mon tour ceux qui doivent l'être. Songez, d'ailleurs, que l'on ne saurait, ni se compromettre, ni encourir de reproche, quand on se borne à dire la vérité, et rien que la vérité, sur ce qui se passe à la vue de toute une capitale. Encore une fois, quel genre de vie mène-t-on?... Et, avec quel genre de personnes et de société?... Quelles opinions professe-t-on?... Quelles accueille-t-on?... Est-on lié avec M. de Humboldt?... Avec M. Koreff?... Avec M. Schœl (1)? En un mot, avec qui l'est-on davantage?... Et qui sont celui ou ceux qui ont pu donner lieu à mander que les libéraux de Berlin étaient si violents et si fougueux qu'ils rendaient plus indulgents pour ceux de Paris?...

« Je dois, au surplus, vous prévenir, monsieur, que j'ai averti des personnes considérables que je vous avais déjà fait, et que je vous ferai encore ces questions. »

(1) Ce Schœl était le secrétaire du prince chancelier de Hardenberg. D'origine alsacienne, Schœl était libraire et écrivain publiciste. Intrigant et tranchant de l'homme d'importance, on le voyait fort peu dans la société. (*Note de l'auteur.*)

Bien que je ne fasse jamais de minute de mes lettres particulières, j'ai voulu conserver un extrait de ce que j'écrivis. le 20 mars, en réponse à ces demandes si formelles du marquis de Bonnay, devant lesquelles je ne pouvais plus reculer. Voici cette réponse :

« Je suis convaincu, monsieur le marquis, que, lorsque vous me demandez tel ou tel détail, telle ou telle explication, vous pensez que, de mon côté, rien n'est plus facile que de répondre, Aussi, si jusqu'à présent, j'ai laissé sans réponse quelques alinéas des diverses lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, c'est moins la crainte de me *compromettre* et de dépasser la ligne de mes devoirs — puisque, ainsi que le porte votre lettre, il ne s'agit que de *la vérité et de ce qui se passe à la vue de toute une capitale* — que la règle de conduite que je me suis tracée. Je crois donc, monsieur le marquis, qu'il est exactement vrai, qu'en répondant à ce que vous me demandez, je ne ferais qu'une chose toute simple et toute naturelle; aussi si la lettre que vous avez bien voulu me faire l'honneur de m'écrire, le 10 de ce mois, par le courrier prussien, avait détruit les idées — j'oserai dire tous les scrupules — que je me suis créés, je n'hésiterais plus.

« Veuillez, monsieur le marquis, entrer dans ma pensée et me pardonner ma franchise, que l'amitié dont vous voulez bien m'honorer autorise. Formé par vous, je remplis avec autant de zèle qu'il m'est possible, tout ce qui concerne le service du Roi et m'est prescrit par le chef sous les ordres duquel je me trouve, sans jamais me permettre, soit de juger ou d'interpréter aucune de ses actions ou de ses paroles, soit de les regarder, même dans le cas où elles ne sont pas connues de moi seul, comme choses dont je puis disposer dans l'occasion.

« Et, de même que, dans mes conversations, je m'interdis tout ce qui peut laisser croire que c'est l'opinion de mon chef, et non la mienne, qui se montre, je m'interdis également, dans mes correspondances, *tout* ce qui peut avoir rapport à mes supérieurs. Cette règle de conduite, je la dois, je le répète,

monsieur le marquis, aux principes de discrétion que j'ai été assez heureux de me former, lorsque j'avais l'honneur d'être placé sous vos ordres. Ce n'est, du reste, que cette règle — de laquelle, il me semble, que dans la carrière que je suis, je dois faire vœu de ne point dévier — qui, dans la circonstance présente, peut retenir ma plume. La tâche, en effet, serait facile : tout le monde me paraît content, et je n'aurais qu'un éclatant hommage à rendre à la vérité.

« J'ai trop de confiance, monsieur le marquis, en votre noble caractère, et dans vos bontés paternelles pour moi, pour avoir la moindre crainte que vous n'approuviez pas ma manière de penser, que je dois, il me semble, garder, jusqu'à ce que la conviction qu'elle n'est pas entièrement juste m'ait pénétré... »

En me faisant aussi humble, aussi petit, j'étais certain, que je couperais court à *toutes ces demandes royales* auxquelles j'avais résolu de ne pas répondre, sans cependant choquer trop vivement le vénérable vieillard auquel j'étais tant attaché. Les choses se passèrent, comme je l'avais pensé, et, par sa lettre du 31 mars, le marquis de Bonnay, cet homme loyal par excellence, ne put s'empêcher d'approuver ma réserve, tout en la trouvant exagérée :

« Il y a peut-être, monsieur, dans les principes de discrétion que vous vous êtes faits, une légère teinte d'exagération; mais, en vérité, le motif en est trop louable pour que je veuille vous engager à en rien retrancher. Il vaut toujours cent fois mieux, en fait de devoirs, aller au delà que rester en deçà... »

Je terminerai le récit de ce que je pourrais appeler : *l'avortement d'un royal espionnage*, en notant que, lorsque je revis plus tard le marquis de Bonnay, à Fontainebleau, il ne me rappela ces circonstances que pour me dire, qu'il avait agi *d'après les ordres du Roi*, et que celui-ci ne m'avait su aucun mauvais gré de mon refus. Quand le marquis lui avait montré ma lettre, le visage de Louis XVIII avait manifesté un sentiment d'étonnement, mais, presque aussitôt, le Roi, reprenant son air habituel, avait dit gaîment : « Le chevalier de Cussy

n'est-il pas un de mes anciens gardes?... Je vois qu'il réussira dans sa carrière. La discrétion est, pour un diplomate, une grande qualité. »

Pendant nos promenades quotidiennes, M. de Chateaubriand se montrait quasi confidentiel avec moi. Il ne me parut pas faire grand fond sur le parti des *ultras*, dont il était un des chefs, car il me dit un jour, ce qui était un singulier aveu dans sa bouche : « M. Mathieu de Montmorency est le second chef du parti ultra. Eh bien! Lui et moi nous sommes les deux seuls hommes sincères et de bonne foi dans ce parti. » Une autre fois, il me dit encore à ce propos : « Et *votre* marquis de Bonnay? Que vous a-t-il dit des *ultras?*... Que pense-t-il de Mathieu?... » Et devant mon silence, M. de Chateaubriand s'arrêta, me fit face et déclama ces vers des *Annonciades*, ce poème spirituel et courageux composé sous la Révolution par le marquis de Bonnay :

Enfin son cher Mathieu, Mathieu son bien-aimé,
Mathieu, répétiteur de sa leçon écrite,
Mathieu dont la mémoire a fait tout le mérite,
Et qui de son succès est lui-même étonné.

Je me souviens encore que, parlant de l'avenir probable du parti des *ultras*, M. de Chateaubriand me tint ce propos : « Je ne le verrai peut-être pas, parce que je suis déjà trop vieux, mais vous, vous le verrez. Rappelez-vous bien ce que je vous dis : Jules de Polignac sera, un jour, le canal de toutes les grâces. Peut-être même le Roi, qui sera alors Charles X, gouvernera-t-il par ses conseils; et ce sera un grand malheur, car Jules de Polignac n'est pas un homme d'Etat, mais un homme suffisant et entêté (1).

Parlant, un jour, avec M. de Chateaubriand, de la mort du duc de Berry, je m'enhardis jusqu'à aborder ses écrits de cette époque, et j'osai lui dire que j'avais regretté de voir sortir de sa plume cette phrase cruelle, quand il dit que

(1) Ces paroles prononcées par M. de Chateaubriand en 1821, c'est-à-dire neuf années avant la révolution de 1830, ne sont-elles pas bien remarquables? (*Note de* 1832.)

« M. le duc Decazes a glissé dans le sang du duc de Berry et y a trempé la pourpre de son manteau ducal ». J'allai même jusqu'à exprimer à M. de Chateaubriand cette opinion, que cette phrase sur le favori du Roi, au moment où le cœur de ce Roi était ulcéré, me faisait l'effet d'un poignard qu'on retournait dans une blessure. M. de Chateaubriand prit fort bien mon audacieuse observation, et me répondit ces paroles, que, vivrais-je cent ans, je ne pourrais oublier :

« C'est là le côté le plus déplorable pour les hommes qui sont placés à la tête d'un parti, quand ces hommes sont écrivains, comme il est nécessaire qu'ils le soient de nos jours. Pour satisfaire le troupeau qui les suit, ils sont obligés, quelquefois, de faire claquer le fouet plus haut, ou de frapper plus fort qu'ils ne le voudraient. Mais ils le doivent; sans cela le troupeau recule, les rangs s'ouvrent derrière eux, et, pour avoir laissé échapper l'occasion de parler ou d'agir de façon à faire impression sur les masses, ils ne tardent pas à être débordés par ces masses, et perdent bientôt tout empire sur elles. »

Dès le lendemain du jour où M. de Chateaubriand m'avait tendu ce petit guet-apens dont j'ai parlé (1), il me donna une preuve non équivoque de confiance. Il me dit qu'il était en correspondance suivie avec Mme de Duras, et qu'il avait lieu de craindre que les lettres qu'il recevait d'elle ne fussent, plus que d'autres, l'objet d'une attention toute particulière, de la part du ministère de la police, ou des « curieux politiques ». Il me demanda en conséquence de consentir à ce que les lettres de la duchesse de Duras arrivassent sous mon couvert, ce que j'acceptai avec empressement. Pendant trois mois, je fus donc l'intermédiaire entre Mme de Duras et M. de Chateaubriand : j'adressais moi-même à la duchesse les lettres de mon chef, tandis que celles à lui écrites par Mme de Duras arrivaient sous mon couvert, accompagnées, chaque fois, d'un billet fort obligeant du futur auteur d'*Ourika*. (2)

(1) Voir chap. XIII.
(2) Ouvrage édité en 1823.

Ce fut moi qui appris à mon illustre chef la mort de son ami intime, M. de Fontanes. M. de Chateaubriand me demandait un jour — c'était le 28 ou le 29 mars — si je savais assez l'allemand pour pouvoir traduire immédiatement à la lecture. Sur ma réponse affirmative, il me tendit la *Gazette d'Augsbourg* qui venait d'arriver, et je lus un article de Paris qui donnait de longs détails sur la mort de M. de Fontanes, survenue le 17 de ce mois. M. de Chateaubriand m'écouta les larmes aux yeux. A ce même moment, par une curieuse coïncidence, il s'apprêtait à écrire à son ami Fontanes. Le lendemain, mon chef me faisait appeler et me faisait lire un appel du *Journal des Débats politiques et littéraires* lui demandant « de louer dignement le panégyriste de Washington, l'orateur de tribune, le poète de Windsor et des tombeaux de Saint-Denis, le rival de Delille dans la description des beautés de la nature (1). » Quand je lui rendis le journal, M. de Chateaubriand me dit : « Oh! oui, je dois bien un article à mon fidèle ami... » Et, le soir même, il adressait au *Journal des Débats* quelques lignes éloquentes sur M. de Fontanes (2).

Je crois avoir déjà dit que le Conservatoire de musique offrit à M. de Chateaubriand d'assister à une *lieder-tafel*, et que, par une faveur spéciale pour l'illustre écrivain, on viola les règlements, en lui remettant une chanson latine, qu'il désirait emporter. Au surplus, les exemples étaient nombreux, qui prouvaient combien les Berlinois étaient fiers d'avoir comme hôte un personnage aussi célèbre, et les turbulents étudiants, eux-mêmes, quand ils rencontraient à la promenade M. de Chateaubriand, lui manifestaient une déférence et un respect, supérieurs peut-être à ceux qu'ils eussent témoigné à leur souverain.

A la fin du mois d'avril (3), M. de Chateaubriand partit pour Paris, afin d'assister au baptême du duc de Bordeaux, fixé au mois de mai. Plus haut, j'ai dit la démission de mon

(1) *Journal des Débats* du 19 mars 1821.
(2) Cet article parut le 10 avril dans le *Journal des Débats*.
(3) Exactement le 19 avril.

chef, quelques semaines après son retour en France, et ai noté la lettre affectueuse qu'il m'écrivit alors (1). En avançant dans ma narration, je retrouverai M. de Chateaubriand, en 1823, à Paris.

Par suite de la présence de Mme la grande-duchesse Alexandrine (2), épouse du grand-duc Nicolas, il se trouva que le carnaval de 1821 fut le plus brillant de tous ceux que j'ai vus à Berlin. Chaque année, le carnaval, qui commence un mois avant le mardi gras, fournit l'occasion au corps diplomatique de se trouver trois fois par semaine avec la Cour. Le carnaval commence un dimanche, par un bal chez le Roi, et, chaque semaine, l'un des princes de la famille royale et l'un des ministres à portefeuille donnent, eux aussi, et successivement, un grand bal. Puis, le samedi, bal par souscription, où l'on se rend sans uniforme, et où paraît la famille royale. En outre, une fois par semaine, bal masqué à l'Opéra, où l'on sait que les princes et les princesses circulent en domino, pour se retirer à minuit sonnant, heure à laquelle le mauvais ton commence à l'emporter sur les bonnes manières. Enfin, les vendredis, opéra de gala, où la Cour se montre en grande loge et où le corps diplomatique est, bien entendu, en uniforme.

En sus de ces plaisirs d'hiver arrêtés à l'avance, il y eut, en 1821 — de novembre 1820 à mai 1821 — de nombreuses occasions de fêtes et de distractions de toutes sortes : bals, représentations, carrousels, etc. J'ai dit plus haut pourquoi.

La duchesse de Cumberland multiplia ses bals et ses réceptions. Nous jouâmes, notamment, le *Ci-devant jeune homme* et *le Dîner de Madelon;* chez la baronne de Perponcher nous représentâmes *le Singe volant* et *les Précieuses ridicules.* Les bals furent plus nombreux que jamais. Flavigny, les deux Brockhausen et moi nous figurions toujours dans les quadrilles où se trouvaient les princesses, parce que, ainsi que je l'ai dit, nous avions réussi à faire adopter les contredanses françaises.

(1) Voir chap. XIII.
(2) Princesse Charlotte de Prusse.

La plus remarquable des fêtes de cette année 1821 fut, sans contredit, celle donnée au printemps par le ministre de Russie, M. d'Alopéus. Cette fête commença, dans son jardin, à 11 heures du matin, et se continua, dans les salons, jusqu'à 8 heures de la matinée du lendemain. Pendant cette longue fête qui consista en des bals séparés par de somptueux repas : déjeuner, dîner, souper, chacun alla et vint, fit trois ou quatre toilettes, et les salons, avec le nombre considérable des invités, ne furent jamais vides. Le soir, la façade de la légation russe était illuminée, et un énorme transparent, portant les chiffres enlacés du grand-duc et de la grande-duchesse Nicolas, se dressait au-dessus de la porte cochère. Ce chiffre, en lettres latines, était composé des lettres N (Nicolas) et C (Charlotte), mais, comme les jambages de la lettre N étaient épais, contrairement à l'usage, et que la liaison entre eux était déliée, il en résultait que chacun lisait le mot ICI et se demandait ce que cela voulait dire. La vue de ce chiffre lumineux et mal écrit eût eu, en France, un succès de fou rire et de ridicule; à Berlin, pour l'ensemble des invités, ce fut une devinette, et voilà tout. Cependant, selon ce que m'a dit le comte de Modène, le grand-duc Nicolas fut frappé de la bizarrerie de l'inscription qui s'offrait ainsi aux regards : ICI; et, en regardant le chiffre il avait dit, lui-même, au grand-duc Charles de Mecklembourg-Strélitz, qui aimait à rire : « Où diable M. d'Alopéus reçoit-il ses invités?... »

Pendant que nous menions à Berlin cette vie assez douce, le Congrès de Laybach se tenait et de graves événements se déroulaient. Les mouvements révolutionnaires continuaient un peu partout, et le roi de Sardaigne venait d'abdiquer, pendant que le Tsar, résolu à appuyer les troupes autrichiennes du général baron Frimont, donnait l'ordre à son armée de Volhynie de se diriger vers le Milanais. En France, les agitateurs avaient essayé de profiter des affaires de Naples et de Turin, et avaient provoqué, à Grenoble, une émeute qui prouva la fidélité de nos troupes au gouvernement royal (1).

(1) Emeute du 20 mars 1821.

A Paris, les révolutionnaires n'avaient pas désarmé. Déjà, en 1820, ils avaient essayé d'attenter aux jours de Mme la duchesse de Berry, avant ses couches (1); aujourd'hui ils se livraient à des tentatives de toute nature pour intimider la famille royale : c'étaient des pétards monstrueux que l'on faisait éclater en quelque sorte sous le pas des princes ou sous leurs fenêtres. La Cour des pairs faisait des enquêtes et jugeait les coupables, dans de longues séances quotidiennes qui épuisaient les forces des pairs, dont un grand nombre étaient âgés (2).

Le général Donnadieu, du parti ultra, avait provoqué un véritable scandale. En pleine rue de Paris, cette espèce de casse-cou politique avait insulté le duc de Richelieu, en sa qualité de premier ministre. Celui-ci voulut dépouiller son habit de ministre et réclamer le combat, mais le Roi le lui défendit. Les Tuileries furent interdites au général Donnadieu et tous les gens de bien blâmèrent la conduite d'orang-outang de cet énergumène.

Le bruit d'une grossesse de la duchesse d'Angoulême s'était répandu, mais peu de personnes croyaient à la réalité de la chose. Le marquis de Bonnay me mandait à ce sujet, le 23 février : « ... Le seul symptôme que l'on en ait, c'est que, depuis le mois de septembre, elle (la duchesse d'Angoulême) n'est pas comme elle devrait être; mais cet état étant le plus habituellement le sien, je ne vois pas que l'on doive en rien conclure, et je ne partage pas les illusions que quelques personnes s'obstinent à conserver... » Il est certain que plusieurs fois, et notamment, en 1815 et 1816, de semblables espérances de grossesse avaient couru, et tout aussi inutilement. Au reste, la lignée royale était maintenant assurée par cet enfant, que M. de Chateaubriand avait nommé « l'Enfant du miracle » et qui venait d'être baptisé avec l'eau du Jourdain.

(1) Affaire du 28 avril 1820. Gravier et Bouton essaient de provoquer une fausse couche chez la duchesse du Berry.

(2) En février 1821, le marquis de Bonnay m'écrivait : « Sur 180 pairs qui siégeaient au commencement des procès qui se succèdent, 31 sont déjà hors de combat... » (*Note de l'auteur.*)

Enfin, je terminerai cette rapide revue des événements politiques de la première partie de l'année 1821, en rappelant la mort d'un personnage qui avait fait bien du bruit en ce monde : celle de Napoléon qui, miné par le chagrin, était décédé sur son rocher de Sainte-Hélène, le 3 mai, à 11 heures et quelques minutes du matin. Son geôlier, son bourreau, sir Hudson Lowe, sera, je pense, flétri dans l'histoire pour la conduite cruelle et, je dirai, ignoble, qu'il a eue envers son illustre prisonnier.

Lors du départ de M. de Chateaubriand, le comte de Caux prit de nouveau les fonctions de chargé d'affaires. Nos petits cercles de secrétaires de légation recommencèrent. Les deux frères de Vismes, le comte de Modène et le duc de Rovigo, celui-ci récemment arrivé à Berlin pour son affaire de majorat, en furent les membres les plus assidus. Nous nous réunissions tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, et c'est dans ces réunions que mes amis, comme s'ils avaient eu une gageure à remplir, entreprirent de me marier. Déjà, au mois de mars de cette année 1821, en accomplissant en compagnie du comte de Modène une excursion à Dresde, mon compagnon m'avait parlé du désir qu'il avait de succéder en Saxe au général de Canicoff, ministre de Russie, fort âgé, et il avait ajouté : « Quant à vous, mon cher Cussy, il sera facile d'obtenir que vous soyez nommé premier secrétaire de la légation de France à Dresde, et alors vous épouserez une de mes filles. » Je m'étais confondu en remerciements; mesdemoiselles de Modène sont charmantes et seront riches..., mais moi je suis heureux comme je suis, et n'éprouve nullement le besoin de m'attacher à une chaîne, si élégante et dorée qu'elle soit.

Cette excursion à Dresde dont je viens de parler, et deux voyages à Paris en courrier sont les seules absences que j'ai faites durant mon long séjour de sept ans à Berlin.

Il s'écoula trois ou quatre mois avant que le Roi donnât un successeur à M. de Chateaubriand. Le choix de Sa Majesté s'arrêta sur M. de Rayneval, nommé officiellement au poste de Berlin en décembre (1821). Le vicomte Mathieu de Montmo-

rency était devenu ministre des affaires étrangères; il eut besoin que M. de Rayneval restât quelque temps encore à Paris, pour le *styler* dans les hautes et nouvelles fonctions auxquelles il ne semblait pas apte. « Quoique les gens de qualité, me mandait ironiquement le marquis de Bonnay, auquel le succès des ultras ne plaisait pas, sachent tout sans avoir rien appris. »

M. de Rayneval arriva à Berlin dans les premiers mois de 1822. Il vint, sans sa femme, mais avec ses deux fils, Alphonse et Eugène, leur précepteur, M. de Montigny, et un nouvel attaché à notre légation, Adolphe Billecocq, protégé du duc de Richelieu, au bureau particulier duquel il avait précédemment travaillé.

Homme excellent et facile à vivre, d'une humeur gaie, d'une conversation instructive et enjouée, possédant l'expérience et une grande habileté comme diplomate, M. de Rayneval ne tarda pas à être apprécié et aimé de tous. Amateur passionné de musique, il nous faisait passer chaque matin, après déjeuner, deux heures fort agréables près de son piano, auquel il s'installait, jouant toutes les partitions, chantant tout. Avec ce chef si bon, si bienveillant, si agréable, notre sort à tous était on ne peut plus heureux.

Le temps passait donc vite, trop vite, car les affaires d'Espagne ayant amené le Congrès de Vérone, on ne manqua pas d'y appeler M. de Rayneval. Il était, en effet, difficile de se passer, en la circonstance, d'un homme d'aussi bon conseil, d'un travailleur aussi prompt à concevoir et à exécuter, d'une tête aussi lucide et aussi bien organisée. M. de Rayneval songea à me prendre avec lui et me pressentit à ce sujet; j'acceptai volontiers; mais ce projet n'eut pas de suite, M. de Rayneval ayant été obligé de céder aux puissants appuis intervenus en dernier lieu pour lui faire emmener Adolphe Billecocq, le nouvel attaché.

C'est à la fin d'août ou au commencement de septembre 1822, que M. de Rayneval partit pour Vienne et le Congrès de Vérone, où il se trouva avec le vicomte Mathieu de Mont-

morency, dont le portefeuille fut remis, par intérim, à M. de Villèle. M. de Chateaubriand était envoyé au Congrès de Vérone, en mission spéciale et extraordinaire, et était accompagné du duc de Rauzan et de M. d'Aspremont. Au mois d'octobre, Flavigny, expédié en courrier à Vérone, vint aussi se ranger sous la bannière de M. de Chateaubriand. Le comte de Caux resta donc, pour la troisième fois, chargé des affaires de France à Berlin, avec moi comme bras droit. Nous continuâmes à faire excellent ménage, dînant de plus en plus fréquemment chez Mme la duchesse de Cumberland, qui mettait toujours la conversation sur M. de Chateaubriand, pour lequel elle avait de tout temps manifesté un faible; mais son admiration pour l'illustre écrivain semblait avoir crû avec l'absence.

Je ne dirai rien du Congrès de Vérone, sinon que, comme l'on sait, il décida, en quelque sorte, la guerre d'Espagne de 1823.

A son retour à Paris, M. de Chateaubriand quitta son ambassade d'Angleterre pour prendre le ministère des affaires étrangères, à la place du vicomte de Montmorency, le duc de Rauzan devenant directeur des travaux politiques. M. de Villèle ne voulait pas la guerre d'Espagne; M. de Chateaubriand, au contraire, la désirait vivement; cependant leur mésintelligence n'éclata point alors; ce ne fut qu'en 1824 qu'elle devint réelle, après avoir couvé sérieusement depuis les affaires d'Espagne. Voici à quelle occasion.

M. de Villèle fit partir pour l'Espagne M. de Martignac, comme commissaire du gouvernement, en lui recommandant d'adresser la correspondance à lui, Villèle, président du Conseil, mais M. de Chateaubriand intervint : il déclara, ou fit comprendre, qu'il ne voulait pas être informé « de seconde main et comme il plairait à M. de Villèle » de ce qui se passerait en Espagne. Il exigea, en conséquence, que le département des affaires étrangères eût son représentant dans la péninsule. Son choix s'arrêta aussitôt sur le comte de Caux, qui connaissait parfaitement le pays et la langue de l'Espagne. Mon

collègue reçut l'ordre de partir immédiatement pour sa nouvelle destination et de me présenter au comte de Bernstorff comme chargé d'affaires, en attendant le retour à Berlin de M. de Rayneval. Celui-ci reprit possession de son poste à la fin d'avril (1823); M. de Caux avait quitté Berlin, dès le 15 mars. C'est ainsi que je fus, pour la deuxième fois, chargé des affaires de France en Prusse; et je vais consigner ici les faits les plus intéressants dont j'eus à rendre compte, durant cette gestion de six semaines, à M. de Chateaubriand, ministre des affaires étrangères.

Ce fut d'abord une conversation que j'eus, le 22 mars, avec le comte de Bernstorff. D'après les dernières communications de Vienne, il paraissait que le prince de Metternich souhaitait beaucoup de voir se renouveler souvent, et d'une manière régulière, les conférences entre la France, l'Autriche, la Prusse et la Russie. Le comte de Bernstorff partageait le même désir, si bien qu'il me dit ce jour-là : « L'uniformité de langage est d'autant plus nécessaire aujourd'hui, que l'Angleterre y verra la solidarité qui existe entre les puissances continentales alliées, et qu'elle se convaincra chaque jour plus fortement que la cause de la France est la cause des trois Cours. On en tirerait encore l'immense avantage d'éviter tout malentendu, et, par conséquent, toutes les lenteurs... » Puis rappelant, à cette occasion, la réplique de M. de Chateaubriand à M. Canning, relativement à la médiation anglaise : « Il ne faudrait plus, dit le comte de Bernstorff, que l'on parlât comme dans cette pièce — admirable sur tous les autres points — de simples modifications aux institutions, car — et il ajouta ceci en souriant — nous autres, simples juristes, ces mots-là nous font mal aux oreilles. Comme nous avons tous le même but et formons les mêmes vœux, au moyen des conférences diplomatiques, on aplanirait, séance tenante, toutes les difficultés qui, à l'explication, n'existeraient que dans les mots; et l'on pourrait aussi s'accorder plus promptement sur tout ce qu'il y aurait à faire en commun, à l'égard de l'Espagne, au fur et à mesure de la marche des événements dans la péninsule,

lorsque les hostilités seront commencées... Il est bien entendu que ces conférences ne pourraient en rien gêner votre action. Personne n'en a le droit; et, au moment où vous vous chargez, seuls, du fardeau, vous êtes, d'ailleurs, tout à fait en mesure et en attitude pour écarter tout ce qui pourrait devenir ou vous paraître entraves... » Le comte de Bernstorff m'avait ajouté, qu'il savait que l'intention du cabinet autrichien était de demander que le prince de Castel-Cicala assistât aux réunions diplomatiques de Paris; parce que, ambassadeur du monarque dont les liens de parenté sont les plus rapprochés avec la famille royale d'Espagne, ce personnage représenterait aux conférences les intérêts de Ferdinand VII. Le ministre prussien devait aussi charger le baron de Werther de renouveler ses représentations au cabinet anglais, et de parler avec chaleur pour la neutralité franche et entière. « En effet, disait le comte de Bernstorff, la neutralité de l'Angleterre est, par elle-même, dans les circonstances actuelles, un assez grand mal. Il faut, du moins, pour modifier ce mal, qu'elle soit complète, et que le cabinet anglais sente bien que tout ce qui dévierait de cette neutralité entière serait une violation à l'alliance, que les puissances continentales ne pourraient supporter, puisqu'elles sont décidées à ne point se séparer de la France... Je continue, du reste, à croire que l'Angleterre ne saurait regarder son alliance avec le Portugal autrement que comme *défensive*, dans le cas où ce pays persisterait dans des démonstrations guerrières... Le duc de Wellington doit s'en être expliqué dans ce sens à Vérone. Au reste, les dernières dépêches de Lisbonne ne portent-elles pas que les récentes *fanfaronnades* des Cortès n'ont eu lieu que pour cacher leur peur?... Il y a un fort parti, grandissant tous les jours, opposé au régime actuel, et il faudra peu de chose pour faire crouler l'échafaudage révolutionnaire... »

Je citerai encore un autre entretien politique que j'eus avec le comte de Bernstorff. Le ministre prussien avait appris avec peine la résolution de transporter le siège du gouvernement espagnol en Andalousie. Il craignait que cette

détermination n'entrainât une guerre plus longue que l'on n'aurait voulu, et que, par la prolongation de la guerre, notre action ne fût plus hérissée de difficutés. Et il me dit, à ce sujet : « Il est urgent que les quatre grandes puissances continentales se rapprochent et s'unissent encore davantage, au moyen de conférences diplomatiques à Paris, et, plus que jamais, il faut qu'elles tiennent le même langage. Plus de modifications; point de changements partiels. C'est le renversement total d'un système d'anarchie qu'il nous faut... » Je crus pouvoir répondre que, sans connaître toute la pensée du Roi à cet égard, je ne croyais pas trop m'avancer en disant, que ce n'était certainement point pour laisser subsister l'œuvre d'une insurrection militaire et une démocratie aux portes de la France, que les ministres s'étaient imposé un si pesant fardeau et avaient développé autant de forces : « C'est précisément, reprit le comte de Bernstorff, parce que nous sommes convaincus de leurs intentions, parce que nous savons qu'ils veulent obtenir un résultat que nous appelons de tous nos vœux, qu'il est plus essentiel d'écarter, en commun, les mots sujets à erreur et à interprétations. Il faut donc bien nous entendre sur les termes, comme nous nous entendons sur le fond... Quant à la *reconstitution* elle-même de l'Espagne, peu nous importe qu'il y ait des Cortès, pourvu que le gouvernement soit légitime, légal, et le monarque indépendant (1). »

Le chevalier Rose, ministre de Sa Majesté Britannique à Berlin, avait reçu ses audiences de congé, et il quitta la capitale prussienne, le 26 mars, laissant comme chargé d'affaires, jusqu'à l'arrivée de son successeur, lord Clan Williams, son gendre, sir Douglas. Je n'ai vu ce lord Clan Williams que pendant quelques jours, lors de mon passage à Berlin, en janvier 1824. C'était un assez joli homme, mais ayant toutes ces manières « sans façon » et d'assez mauvais goût qu'affectent les Anglais sur le continent, en se tenant couchés, plutôt qu'assis, sur

(1) Les faits et entretiens dont parle le chevalier de Cussy sont consignés aux archives des affaires étrangères. (*Note de l'éditeur.*)

les fauteuils et les canapés; en plaçant un talon sur le genou; en étant vêtu d'une façon commode mais débraillée; en négligeant, enfin, cette politesse exquise que tout homme bien né doit avoir auprès des femmes. Pendant les quelques jours que je le connus, cet Anglais partageait ses hommages entre Mme d'Alopéus et Mme de Rayneval, avec une telle désinvolture et des allures si cavalières que ces dames prirent le parti de rire des façons de ce lord « sans-gêne » qui, probablement, visait à l'originalité, et n'était que vulgaire. Le plus triste est que le ministre anglais fit école pour certains de mes jeunes collègues qui, séduits par ses façons de bon garçon, adoptèrent ses manières à force de vivre familièrement avec lui.

J'ai déjà rencontré dans ma vie beaucoup d'Anglais, et du meilleur monde. Presque tous cherchaient une originalité de sans-gêne, et, par l'habitude qu'ils ont, sans doute, de n'estimer qu'eux seuls sur la terre, se laissaient aller à des manières que, très probablement, ils se seraient bien gardés d'avoir dans *leur* Angleterre. Voici un exemple de ce sans-gêne des Anglais, hors de chez eux, que m'a raconté le marquis de Bonnay, qui en a été pour ainsi dire témoin, alors que, sous l'Empire, il représentait à Vienne le Prétendant Louis XVIII.

Dans un bal masqué, à Vienne, le ministre d'Angleterre, lord Robert Stewart, (1) trouva fort plaisant, et sans doute de fort bon goût, puisqu'il était loin de son pays, de s'approcher de l'Impératrice qu'il reconnaissait parfaitement bien, malgré le domino qu'elle portait, et, abusant de la liberté du masque, il porta une main indécente sur cette princesse, en lui prenant la taille et lui caressant les seins. L'aventure s'ébruita, et, dès le lendemain, lord Stewart subit des reproches indignés auxquels il tint tête, en disant impudemment : « Pourquoi l'Impératrice va-t-elle comme une grisette sous un domino?... C'est sans doute pour être traitée comme telle...

(1) Ce lord Robert Stewart dont parle ici le chevalier de Cussy n'était autre que le célèbre lord Castlereagh. (*Note de l'éditeur.*)

J'allais oublier de parler du prince Oscar de Suède. En mars 1823, ce prince vint visiter Berlin. Il fut parfaitement reçu par la Cour, mais, quoique beau de figure et bien tourné, il n'eût guère de succès dans la société, parce qu'il ne se donnait jamais la peine d'adresser la parole aux « douairières ». Aussi, ce bon M. de Rayneval ne manquait point à cette époque de nous dire, dans l'intimité, en riant : « Grande faute! Grande faute!... Ce sont les « douairières » qui font la réputation d'un jeune homme, si haut placé qu'il soit; et c'est à elles qu'il faut commencer à plaire, en entrant dans un salon. »

Au reste, le costume du jeune prince Oscar parut un peu théâtral et, même, *danseur de corde*. On le rencontrait toujours très serré dans ses vestes de hussard et ses pantalons accusant nettement ses formes, et chaussé de bottes de couleur. En somme, on trouvait sa tenue peu décente, et ses manières communes.

Il y eut en son honneur, sous les Tilleuls, une grande parade des troupes de la garnison, spectacle qu'on supposait devoir être agréable à ce prince, qui affiche sa sollicitude pour les choses militaires. Le prince royal présenta lui-même les troupes au prince de Suède. Au moment où celui-ci arrivait à la hauteur du dernier soldat, on entendit distinctement une voix, dans la foule, dire en allemand : « Cristi! Quel beau gars!... Malgré cela, quelle différence avec notre prince royal!... On voit bien que le nôtre est un véritable prince royal, tandis que celui-ci n'est que du plaqué (1). » Cette allusion à l'origine plébéienne du prince Oscar ne dut pas le charmer.

Ce prince, en tous cas, se montra *royal* pour la générosité : à la maîtresse de la maison qu'on avait arrêtée et fait aménager pour lui, il offrit un magnifique collier que, dans le public, on estima 10,000 thalers, soit 37,500 francs. D'un autre côté, l'on assurait, qu'avec ses compagnons de voyage, le prince Oscar se laissait aller à des scènes d'auberge un peu

(1) *Unseriger ist ein aecht Kronprinz, des auder ist nür plattirt.* (*Note de l'auteur.*)

trop gaies, et qu'il distribuait ses amours à des servantes et des grisettes, ce qui n'était le fait, ni d'un prince royal, ni d'un fiancé (1). Il tint rigoureusement à l'écart le personnel de notre légation, ce dont nous ne fûmes point surpris; nous savions qu'il détestait la France, contre laquelle il avait combattu en 1814, dès l'âge de quinze ans.

Ayant pris congé de mes amis et recueilli de nombreux témoignages d'affection et de regret, je quittai, dans les derniers jours de mai 1823, cette ville de Berlin où j'avais séjourné plus de sept années, et arrivai à Paris le 4 juin.

Afin d'éviter les difficultés d'introduction auprès de M. de Chateaubriand, de la part des laquais du ministère, lesquels, dans tous les pays, sont obséquieux pour les hauts personnages qu'ils connaissent, mais reçoivent fort mal les inconnus, je demandai simplement l'appartement de Pilorge, le secrétaire, qu'un valet m'indiqua ainsi : « Hyacinthe?... C'est la première porte à droite. » La chambre de travail de M. Pilorge communiquait avec la chambre à coucher de M. de Chateaubriand. Le secrétaire me dit de frapper, puis d'entrer, sans attendre de réponse. M. de Chateaubriand était à sa toilette; il s'apprêtait sans doute à passer une chemise, mais pour l'instant, il était absolument nu. Me reconnaissant tout à coup dans une glace, et oubliant l'état dans lequel il se trouve, il court vers moi, les bras ouverts et m'embrasse plusieurs fois tendrement, comme s'il retrouvait un fils ou un frère. Mais, s'apercevant enfin de sa tenue de paradis terrestre, M. de Chateaubriand s'enfuit en riant derrière les rideaux du lit, et après m'avoir adressé deux ou trois questions amicales, il me dit : « Mon cher Cussy, je suis pressé, je vais à l'instant chez le Roi; mais allez voir Rauzan; il vous donnera des nouvelles qui vous plairont, je l'espère. Revenez ensuite dîner avec moi à 6 heures. »

Je me rendis donc chez le duc de Rauzan, mon ancien collègue sous le nom du comte de Chastellux, qui était alors

(1) Le prince de Suède était, à cette époque, fiancé à la princesse Joséphine de Leuchtenberg, fille du prince Eugène de Beauharnais.

directeur des travaux politiques. Après les premières effusions, Rauzan m'annonça ma nomination de premier secrétaire à Dresde, m'ajoutant que M. de Chateaubriand, en considération de ce que je n'avais pas revu ma famille depuis huit années, m'autorisait à ne rejoindre mon poste que dans six mois.

A 6 heures précises, j'arrivai chez M. de Chateaubriand, et l'on m'annonça. Mme de Chateaubriand, qui n'entendit pas mon nom, qui ne m'avait jamais vu, qui — je l'ai su après — ne me savait pas invité à dîner à sa table, me reçut avec cet air glacial qui fait rentrer à cent pieds sous terre tout homme s'attendant à un accueil obligeant et croyant, du reste, y avoir droit. Elle était seule dans son boudoir, avec un ecclésiastique. Elle me fit signe de m'asseoir, sans m'adresser la parole. Du coup, malgré ma grande habitude du monde, je *rentrai dans ma coquille* et, tout décontenancé, je ne soufflai pas un mot. Bientôt arrivèrent successivement une quinzaine d'invités que Mme de Chateaubriand reçut avec une certaine amabilité. Le ministre ne paraissait toujours pas; dans ce salon je ne connaissais personne, si bien que je continuai à rester dans mon coin. A 6 heures trois quarts, M. de Chateaubriand n'étant point rentré, et le Conseil des ministres pouvant encore se prolonger longtemps, on passa à table. J'eus, un moment, l'idée de gagner l'escalier et de disparaître sans bruit, mais je réfléchis, qu'ayant souffert depuis une heure, je devais toucher à ma délivrance. Je me plaçai donc, modestement, à un bout de la table, baissant les yeux comme un séminariste, chacun des autres convives s'étant installé sur les sièges désignés par la maîtresse de maison. On était au milieu du repas, et personne ne m'avait adressé la parole, quand M. de Chateaubriand arriva enfin. Après avoir salué circulairement les convives, le maître de la maison s'installe en face de sa femme et, tout en avalant le potage, il promène les yeux autour de lui, me voit et me dit alors: « Eh! quoi, mon cher Cussy, vous là, si loin de moi... Venez, venez vite auprès de moi ». Je quittai ma place pour en

prendre une vide à côté de M. de Chateaubriand, et je vis alors s'opérer un changement sur le visage et dans les manières de la maîtresse de maison, qui attendit, cependant, qu'on fût au salon, pour me parler. Là enfin, elle s'approcha de moi, me fit des excuses de son étrange accueil : « J'ignorais, me dit-elle, qui vous êtes; j'étais étonnée de vous voir vous présenter au moment du dîner, sans que j'aie été prévenue de votre arrivée... Vous m'excuserez, monsieur, car je sais tout ce que vous valez, et mon mari m'a dit toutes les bontés et toutes les attentions que vous avez eues pour lui à Berlin, et, depuis, pour ses affaires »... Devant des paroles aussi tardives, mais aussi aimables, ce fut à mon tour de me confondre en excuses et en remerciements.

L'ecclésiastique, qui n'était autre que l'abbé de Bonnevie, des anciens comtes de Lyon, s'approcha alors de moi et me dit avec bonté :

— Ah! monsieur, sans avoir l'honneur de vous connaître, j'ai bien souffert pour vous avant dîner, et je suis heureux d'avoir vu fondre la glace que vous avez rencontrée en entrant au salon.

— Je vous avouerai, monsieur l'abbé, que l'air froid et l'étonnement des regards de Mme de Chateaubriand m'ont interdit. J'ai compris que M. de Chateaubriand ne lui avait point parlé de moi, ou qu'elle avait oublié mon nom, ou qu'elle l'avait mal entendu quand le laquais m'avait introduit. De toute façon, elle semblait ignorer que j'étais son hôte attendu... Persuadé que l'arrivée de M. de Chateaubriand changerait l'échiquier, j'ai fait comme l'une des tours du jeu d'échecs, et je suis resté dans mon coin, silencieux.

Peu de temps après ce fameux dîner, M. de Chateaubriand fit nommer l'abbé de Bonnevie aumônier des affaires étrangères, position que ce bon abbé quitta en 1824, choqué des procédés du baron de Damas. Celui-ci était religieux, sincèrement, et pieux jusqu'au bigotisme, mais, posant pour un homme important et surchargé d'affaires, il trouvait naturel de faire attendre, souvent une heure, l'abbé à l'autel, avant

qu'il pût commencer la messe. Le ministre de Dieu, et aussi le gentilhomme, l'ancien comte de Lyon, se sont à la fin révoltés de ce manque d'égards. Depuis, j'ai revu plusieurs fois l'abbé de Bonnevie, à Lyon, où il s'est retiré après sa démission.

Ceci est une parenthèse que je ferme, pour revenir à Mme de Chateaubriand. Peut-être est-ce, en partie, par suite de sa mauvaise santé, mais il faut bien reconnaître que l'épouse du célèbre écrivain est d'un caractère peu affable. Très absolue dans ses opinions, aigre souvent dans ses propos, elle ne sait pas rendre agréable le foyer domestique, et les soirées que j'ai passées dans son salon, à l'infirmerie de Marie-Thérèse, fondée par elle, m'ont paru lourdes, longues, bien ennuyeuses. Cette infirmerie est située rue d'Enfer, aussi a-t-on pu dire avec quelque raison que cet intérieur de Mme de Chateaubriand est un intérieur d'enfer...

Sur l'intelligence, réelle ou non, de Mme de Chateaubriand, les avis sont partagés. Les uns disent qu'elle n'en manque pas, mais que, devant son mari, elle s'est tellement effacée qu'elle s'est annihilée. J'ai entendu le duc de Rauzan soutenir que Mme de Chateaubriand *n'avait jamais lu les ouvrages de son mari.* Si ceci est exact, Mme de Chateaubriand ne pouvait froisser d'une façon plus certaine l'illustre écrivain, fort sensible aux compliments. On a dit encore que Mme de Chateaubriand serait incapable de comprendre de tels chefs-d'œuvre. Mais l'une des personnes qui connaît le mieux Mme de Chateaubriand, M. l'abbé de Bonnevie, m'a confié, de son côté, que, si Mme de Chateaubriand ignore les ouvrages de son mari, ce n'est pas par défaut d'instruction ni d'intelligence, mais par parti pris, son esprit étroit étant pénétré de cette idée que l'occupation d'écrire est indigne d'un gentilhomme. Voilà un sentiment qui doit être du goût de M. de Chateaubriand!... Et d'après cela, je me représente ce triste intérieur : lui voulant être aimable, mais devenant bientôt amer en entendant les réparties sèches, aigres et maussades de cette épouse incomprise et dolente.

Quoi qu'il en soit, Mme de Chateaubriand a cependant, sur certains points, tellement subi l'influence de son mari, que, pour des déterminations qu'elle n'ose prendre, elle trouve tout simple de demander conseil à Mmes de Beaumont, de Duras ou Récamier, les trois femmes qui se sont partagé les faveurs de son illustre époux. Peut-on abdiquer à ce point toute volonté?... Mais, elle aussi, influence parfois son mari; elle l'a prouvé, en l'excitant, à plusieurs reprises, par ses idées exagérées, à prendre des résolutions que, de lui-même, il n'eût probablement pas adoptées.

Mme de Chateaubriand sait, à l'occasion, lancer des *pointes*. Hyacinthe Pilorge l'a entendu dire, un jour qu'on parlait de Mme de Duras : « Oui, elle est spirituelle, mais elle n'a jamais été jolie ». Si on réfléchit à la cruauté de tels mots appliqués par une femme à une autre femme, on trouvera que, sotte ou intelligente, Mme de Chateaubriand ne dédaigne pas la vengeance, et l'on conviendra aussi que, négligée comme elle l'est par son mari, au profit d'autres admiratrices plus passionnées, l'épouse légitime a de temps en temps le droit de satisfaire sa mauvaise humeur et de déverser sa bile.

A cette même époque, M. de Chateaubriand me présenta au comte de Chabrol, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, alors directeur général de l'enregistrement et des domaines, et maintenant ministre de la marine. Le comte de Chabrol m'accueillit de la manière la plus aimable. Je l'ai revu plusieurs fois depuis, et toujours avec un nouveau plaisir, tant sa conversation est agréable et variée. Il me fit bien rire un jour. Nous parlions du conclave qui allait s'ouvrir pour élire un nouveau pape en remplacement de Pie VII (1), et nous regrettions ensemble que la France n'eût plus les moyens d'exercer la plus sûre influence — celle des présents — pour obtenir un pape de son choix : « Hélas! me dit M. de Chabrol, nous n'avons plus ni abbayes à donner, ni bénéfices, ni pensions, ni cadeaux de valeur; car le budget doit tout

(1) Le 27 septembre 1823, le cardinal Della Genga succède à Pie VII et prend le nom de Léon XII.

dire, et les députés ne laisseraient pas figurer dans les dépenses les frais extraordinaires pour l'établissement d'un nouveau pape... J'y pense... Il y a bien un fonds, dont le budget ne parle pas aux recettes et dont l'emploi reste au profit de la police secrète : c'est l'argent provenant de l'inscription annuelle des filles publiques; mais, avouez qu'il serait trop piquant que ce fût le tribut levé sur les filles publiques qui décidât l'élection d'un pape! »

Au cours de ce récit, j'aurai l'occasion de reparler de M. de Chabrol, quand je lui paierai un juste tribut de reconnaissance, pour le langage qu'il tint au Conseil des ministres, lorsqu'en octobre 1824, je dus me rendre à Paris, au sujet de l'extradition accordée par la Saxe à la Prusse, du professeur Cousin, qui se trouvait à Dresde avec le duc de Montebello.

Comme M. de Chabrol, le comte de Villèle, ministre des finances, me reçut fort aimablement, et, de même encore, le baron Pasquier et le baron Portal, ancien ministre de la marine, dont le fils devenait mon collègue à Dresde.

Sous les auspices du comte de Rumigny, mon nouveau chef, je fus accueilli comme l'enfant de la maison dans la famille de ses beaux-parents, celle du maréchal duc de Trévise. Le maréchal me fit l'honneur de m'inviter plusieurs fois à son château de Plessis-Lalande, au delà de Vincennes, et j'appris à apprécier cette excellente famille : le maréchal, ce guerrier loyal et sans peur; la maréchale, née en Allemagne, bonne femme tout à fait, sans beaucoup d'instruction, mais sans prétention; le marquis de Trévise, fils unique du maréchal; Mlle Malvina, grande et belle; Mlles Louise et Effiène (ou Eve) fraîches et jolies. Sauf la petite Effiène, j'ai retrouvé toute cette charmante famille à la légation de France à Dresde, en 1825. Pendant ces heureux jours, que de gaîté à la légation! Que d'agréables excursions dans les délicieux environs de la capitale saxonne! (1)...

(1) Comme tout cela est loin!... Mlle Malvina est devenue la vicomtesse Certain de Bellozane, et, veuve, s'est remariée à ...? La bonne et

L'accueil empressé que je recevais un peu partout, aussi bien chez Mme de Rayneval et le bon chevalier de Saint-Projet que dans les intérieurs du duc de Rauzan, du marquis de Bonnay et du maréchal duc de Trévise, me faisait prendre patience dans le séjour de plusieurs semaines que, par nécessité de régler ma nouvelle situation, j'accomplissais dans la capitale avant d'aller retrouver à Agen mon père, que, comme je l'ai déjà dit, je n'avais pas vu depuis huit ans. J'étais encore à Paris, quand je reçus de mon ancien chef de Berlin, l'excellent M. de Rayneval, une toute bonne et aimable lettre, dont il m'est doux de transcrire ici quelques lignes :

« ...Je suis encore tout désorienté de ne vous avoir plus à mes côtés, et je porte envie à mon voisin Rumigny qui se frotte d'avance les mains du plaisir de vous voir arriver à Dresde. Il a raison, et vous, vous devez passer par-dessus le désagrément du *far niente* qui vous semble aussi pénible qu'il paraît doux aux Italiens, et vous féliciter d'aller habiter un charmant pays, où vous trouverez bonne société et un chef le meilleur homme du monde...

« Je ne vous nomme personne de tous ceux qui me demandent avec intérêt de vos nouvelles et me prient de vous parler d'eux. Vous avez tant d'amis à Berlin que, si je commençais à en écrire la liste, j'y passerais le reste de la journée et la moitié de la nuit... Mes acolytes et mes enfants (1) veulent cependant, à toute force, que je vous parle d'eux...

« ...Adieu. Croyez que j'ai pour vous une véritable amitié et que je regarderai comme un bonheur réel, qu'un jour, nos destinées respectives voulussent s'entendre pour nous réunir de nouveau (2). »

jolie Louise est morte de la rougeole à dix-neuf ou vingt ans; Effiène a épousé le colonel, aujourd'hui général, comte Gudin; le maréchal a été tué, en 1835, par la machine infernale de Fieschi; Mme de Rumigny est morte, et son mari, retiré du service depuis le 24 février 1848, vit en Belgique, où s'est mariée l'une de ses filles. (*Note de juin* 1853.)

(1) Alphonse, l'aîné, est actuellement ambassadeur à Rome; le second, Eugène, est officier de marine; Mlle Constance, qui était si belle, ne s'est point mariée. (*Note de juin* 1853.)

(2) M. de Rayneval ne m'a pas trompé. En 1825, il a cherché à m'avoir

Le ministre m'avait rendu ma liberté; j'avais terminé chez l'illustre peintre Gérard les séances de mon portrait en uniforme de secrétaire de légation (1); et, après avoir reçu de M. de Chateaubriand l'accolade qu'il avait tenu à me donner lui-même, en qualité de parrain, dans l'ordre de la Légion d'honneur (2), je pus enfin prendre la route d'Agen. Jusqu'à Bordeaux, j'eus un charmant compagnon de coupé, le gai et spirituel M. d'Esparbès de Lussan (3), jeune magistrat du parquet de Paris, dont la verve endiablée et les anecdotes tant soit peu gauloises sur son amoureuse tante, Mme de Polastron (4), me firent oublier la longueur de la route.

comme premier secrétaire de son ambassade à Berne, mais le comte de La Ferronnays, prévenu trop tard, avait déjà disposé de ce poste en faveur du vicomte de Pontcarré. En 1828, pendant son intérim comme ministre des affaires étrangères, il m'attacha à son cabinet. (*Note de* 1832.)

(1) Celui qui figure en tête de ces mémoires. Voir chap. II.

(2) Juillet 1823.

(3) M. d'Esparbès de Lussan est actuellement président de chambre à la cour d'appel de Paris. (*Note de juin* 1853.)

(4) Louise d'Esparbès de Lussan, née en 1764, épouse en 1782 le colonel de Polastron, frère de la duchesse de Polignac, devient, en 1785, maîtresse du comte d'Artois, et meurt en 1804. (*Note de l'éditeur.*)

CHAPITRE XV

A Agen. — Monseigneur Jacoupy. — Visites de parents. — Le vieil oncle de Gascogne. — Quelques souvenirs de famille. — Les relations de mon grand-père avec Stanislas Leczinski et avec Charles-Edouard. — Mon père chez le comte d'Albany. — Le cardinal Jean Cornaro et la jolie main d'évêque. — Exemples édifiants. — Le comte d'Escriènes. — Séjour à Paris. — Une erreur de chancellerie. — Mon arrivée à Dresde. — MM. Laborie.

Dresde, juin 1826.

A Agen, où, après une si longue séparation, je retrouvai mon père (1), je reçus de tous un accueil aimable et bienveillant, que je devais à la haute estime et à la considération générale dont jouissait l'auteur de mes jours. Cet accueil fut particulièrement affectueux, de la part du préfet, M. Meusnier de la Converserie, de celle du receveur général, M. Pernot de Fontenoy, homme fastueux et infiniment spirituel, neveu du baron Louis, l'ancien ministre des finances, ainsi que de celle de l'évêque, Mgr Jacoupy.

Celui-ci est un homme bon, simple, facile, charitable, édifiant, mais d'une instruction sommaire, et qui devint évêque par un de ces coups de la fortune, causés souvent par les caprices de l'inconstante déesse. Losrque l'intimité entre nous se fut établie — ce qui, avec un homme aussi liant, ne fut pas long — Mgr Jacoupy me raconta lui-même, comment il lui était arrivé de troquer contre une mitre le simple bonnet carré de curé de village.

Au début de la Révolution, il avait émigré en Angleterre, tout jeune prêtre. Sous le Consulat, il se décida à rentrer en France, gagna Paris et sollicita une audience de Portalis (2),

(1) Le baron de Cussy, père de l'auteur de ces *Souvenirs*, était alors directeur de l'enregistrement et des domaines, à Agen. (*Note de l'éditeur.*)

(2) Jean-Etienne-Marie, comte Portalis, père de Joseph-Marie, ministre

le ministre des cultes. Il se morfondait, avec beaucoup d'autres solliciteurs, dans le salon d'attente, quand l'huissier de service se mit à dire à haute voix : « Messieurs, il y a deux billets d'audience portant le nom de Jacoupy. A laquelle des deux personnes de ce nom appartient-il de passer la première? » A cet appel, les deux Jacoupy se lèvent; l'un est jeune abbé, beau et de grande taille; l'autre, un vieux général dont le visagé balafré certifie qu'il a toujours fait face à l'ennemi. Et alors, sur le seuil du cabinet ministériel, s'engage la conversation suivante :

— Vous vous nommez Jacoupy?...

— Oui, monsieur le général.

— Etes-vous de Saint-Flour?

— Oui, monsieur le général.

— Alors, vous êtes mon parent, car il n'y a pas à Saint-Flour d'autres Jacoupy que ceux qui composent ma famille.

— C'est bien possible, monsieur le général, que j'aie cet honneur; mais j'ignorai que quelqu'un de ma famille fût parvenu à un aussi haut grade dans la carrière militaire... Je suis, vraiment, bien flatté, monsieur le général...

— Oui, oui. Vous êtes mon parent; c'est convenu. Et d'où venez-vous?... Et que voulez-vous demander ici?...

— Je rentre d'émigration et je viens — avec peu d'espoir, je l'avoue — solliciter une petite cure.

— Vous, mon parent, curé de village!... Non, de par tous les diables! Il faut, vous entendez, *il faut* que vous soyez évêque.

— Ah! monsieur le général!... Evêque!... Y pensez-vous?...

— Eh! oui..., j'y pense, et je vous le répète : il *faut* que vous soyez évêque. Laissez-moi arranger cela et entrez en même temps que moi chez le ministre... Allons, *monseigneur*, passez devant.

Et, dans le cabinet ministériel, le général Jacoupy, oubliant le motif qui l'amenait lui-même, présente l'abbé, *son*

des affaires étrangères sous la Restauration, et vice-président de la Chambre des pairs, sous Louis-Philippe.

cher parent, dont il vante la sainteté et la grande instruction, s'informe des évêchés vacants, s'assure de la non-opposition du ministre, et court chez le Premier Consul. Il rappelle à Bonaparte ses services, ses blessures, lui dit qu'il n'a jamais rien sollicité pour lui-même, mais qu'il vient demander l'évêché d'Agen pour son parent, homme superbe, renommé dans le clergé pour sa sainteté et son savoir. Le général Jacoupy parvient à vaincre les quelques objections soulevées par Bonaparte, et il s'en va porter à l'abbé tout ému la formelle promesse de l'évêché d'Agen. L'abbé Jean Jacoupy fut, en effet, sacré évêque de ce diocèse, le 18 juillet 1802 (1).

Mgr Jacoupy a, naturellement, conservé une reconnaissance éternelle à Napoléon, et les habitants d'Agen se souviennent du *Salvum fac Imperatorem nostrum Napoleonem*, qu'il entonnait à plein et sonore organe, et qu'il terminait par un éclatant « Vive l'Empereur! » Si bien que, dans les premiers temps du retour des Bourbons, entraîné par l'habitude, Mgr Jacoupy, terminant le *Salvum fac Regem*, s'écriait, parfois, avec enthousiasme : « Vive l'Empereur! »; mais il s'en tirait, en reprenant rapidement : « Non, non, mes amis « Vive l'Empereur! », sans doute, car je ne puis désirer sa mort; mais « Vive le Roi! » surtout... » Et, au milieu de l'hilarité générale qui se répandait dans le saint lieu, chacun entonnait : « Vive le Roi! », à la suite du bon évêque.

A l'époque où je séjournai à Agen, le conclave d'où est sorti le pape Léon XII était réuni. Je demandai, un jour, à Mgr Jacoupy, si un conclave a une durée déterminée, ou plus exactement, une durée *maxima* pendant laquelle l'élection papale doit être absolument faite : « Ma foi, mon cher ami, me répondit très franchement le bon évêque, vous êtes plus curieux sur ce point que je ne l'ai jamais été moi-même... Je vous avoue que je n'en sais rien du tout, et, du reste, pour tous les détails de cette nature, je pourrai quasi vous répondre

(1) Portalis ne fut nommé ministre des cultes qu'en juillet 1804; mais depuis l'année 1800, il était chargé de toutes les affaires du culte, et ce fut lui qui réorganisa les cultes en France. (*Note de l'éditeur.*)

ainsi qu'un cardinal, auquel on adressait je ne sais quelle question sur les affaires de religion : Parlez-moi finances; parlez-moi guerre; parlez-moi diplomatie, administration, histoire, géographie, philosophie, littérature; parlez-moi industrie, mécanique... Sur tous ces points, je pourrai disserter avec vous; mais, de grâce, ne me parlez pas religion, car je n'y entends rien. » Au reste, je m'empresse de le dire, Mgr Jacoupy tient dignement sa place sur le siège épiscopal d'Agen; et cette boutade, qui eût pu me choquer, venant d'un prélat inconnu, je la considérai, sortant de la bouche du bon et simple évêque, comme un témoignage de modestie.

Mme la duchesse d'Angoulême, qui ne peut pardonner au brave Mgr Jacoupy d'occuper un siège ayant appartenu, avant la Révolution, à son premier aumônier, l'a, dans toutes les circonstances où elle s'est trouvée avec lui, traité d'une façon peu bienveillante. Il y a quelques années, en passant par Agen, elle lui a exprimé, avec assez d'humeur et d'ironie, son étonnement, qu'il permît à ses diocésains pauvres de faire usage, pendant les premiers jours du Carême, de la graisse d'oie. La princesse s'imagine, sans doute, être plus ferrée que l'évêque bonapartiste sur les questions religieuses, car on dit qu'elle a riposté avec aigreur à l'observation qui lui était faite, que, dans la contrée, il ne se fabrique que peu de beurre, et que l'huile, denrée d'un prix relativement élevé, ne peut être couramment employée dans les cuisines pauvres.

J'entrepris bientôt la visite de nombreux parents que, du côté de ma grand'mère paternelle, née d'Agasson, je possède dans les départements du Lot-et-Garonne et du Gers. Tous me reçurent avec joie et bonté, et, s'étant imaginés, je ne sais pourquoi, que je suis un gourmet et surtout un grand amateur de crèmes, il se trouva que chaque cousine s'ingéniait à me produire *son* plat de crème, dont il fallait, de toute nécessité, goûter et reprendre copieusement. A chaque repas, c'étaient des assauts de générosité et de politesse, qui peuvent se traduire par le dialogue suivant, toujours le même :

— Mon cousin, cette crème est de moi; vous ne me refuserez pas?...

— Certainement non, ma cousine...

— Mon cousin, celle-ci est de ma fille; il faut en prendre...

— Avec plaisir, ma cousine...

Ah! Ces chers parents! Quels gens hospitaliers, mais quels grands mangeurs!... Pendant cette tournée de famille, il m'a fallu faire avec intrépidité, front, chaque jour, à un déjeuner, un dîner et un souper, comptant des plats si nombreux que je suis tenté de dire, selon la formule, que « la table fléchissait sous le poids des mets... » Mais, les malheureux cousins! Quel horrible vin ils m'ont fait boire!... C'était leur vin du cru. *Cru*, en effet, et acide et piqué!... Je me demande encore comment j'ai pu sortir vivant de toute cette bombance et de cette quantité de *vinaigre* ingurgité.

Après avoir fait disparaître les crèmes variées de beaucoup de cousines, après m'être flétri les gencives avec le vin un tantinet acide de mes divers oncles à la mode de Bretagne, je terminai ma tournée par un cousin fort amusant, du côté de Lectoure. M. de Crac, en son petit castel, n'était pas un menteur plus effronté que ce cousin. Dès le jour de mon arrivée, il me dit, avec l'accent le plus gascon du monde :

— J'entends, *sandis*, tous les propriétaires qui font bâtir, se plaindre de la lent*ur* des ouvriers maçons. Eh! qu*é* n*é* font-ils comm*é* moi!... Je fais bâtir ma maison en dix jours, et, pour c*é*la, tout l*é* secret est de bien nourrir les ouvriers et d'entr*é*t*é*nir leurs forces. Eh! oui. Chez moi, ils mangent des bons consommés, des pâtés substantiels d*é* lièvres et d*é* perdrix, d*é* bon vin d*é* Bordeaux, et, avec leur café, d'excellent lait d*é* chèvre. C*é*ci paraît coûteux, mon cher. Et, en effet; mais j'y gagne dans l*é* fait, car, toujours forts et vigoureux, ils travaillent sans cesse et n*é* sont chez moi qu*é* dix jours pour un ouvrage qui leur prendrait ailleurs cinq ou six mois.

Et, comme je manifestai quelque étonnement, l'oncle de Gascogne m'affirma de nouveau, et avec plus de force :

— Eh! oui. Dix jours au lieu de cent quatré-vingts! Céla vous paraît beaucoup à vous autres, mon cher. Mais il n'y a qué par ici qué l'on est pratique, qué l'on connaît la vie.

Une autre fois, le bon oncle, en se promenant sur ses terres, me fit admirer une vieille tour, de solide construction.

— Qu'est-ce que ce vieux bâtiment?

— Ah! monsu mon neveu. Ceci est l'honnur du pays. Cetté vénérable tour est, vous ne le croiriez pas, plus ancienné qué la guerré dé Troie!... César, lé grand César, en a fait unitilément lé siège pendant des années entières, et a du y perdré son latin, lui qui lé parlait bien, assurément... Cetté tour était défendue par l'évêqué qui s'y était renfermé avecqué tout son clergé, et, quand les vivres vinrent à manquer, le saint évêqué il sortait de nuit courageusément et en jétant dé l'eau bénité sur les soldats du grand César, il prolongeait leur sommeil jusqu'après son rétour, et il rentrait à la tour — où étaient conservées toutes les saintes réliques — avec des mulets chargés dé provisions... Mais, cé qu'il y eût dé bien bon, c'est qué l'eau bénite, en tombant dans les yeux des soldats, leur causa des ophtalmies; aussi, lé grand César, voyant presqué touté son armée aveuglé, comprit la nécessité de lever le camp!...

— Voilà, mon cher oncle, une bien mémorable histoire. Mais il me semblait que César était né cent ans avant Jésus-Christ, et que les évêques, l'eau bénite, les saintes reliques, étaient alors inconnus...

— Après tout, peut-être avez-vous raison, mon neveu. Voyez-vous, il y a longtemps qué j'ai quitté lé collège, et si jé mé rappelle bien mon histoiré ancienné et dé Francé, ma mémoire est parfois en défaut sur la précision des dates...

— Voici, probablement, ce qu'il en est, mon oncle. C'était quelque grand prêtre du dieu Teutatès, remplissant dans ce temps le rôle d'évêque, qui faisait jeter sur les soldats romains des décoctions bouillantes de gui, ce qui pouvait, en effet, affecter un peu leur vue... —

Et, enchanté de cette explication, mon excellent oncle

de Gascogne me fit lui répéter plusieurs fois le nom de Teutatès, qu'il ignorait absolument...

De retour chez mon père, je feuilletai, pour la première fois de ma vie, les papiers de ma famille et j'y vis plusieurs faits intéressants qui, jusque-là, m'étaient inconnus, et que je vais noter ici.

Sur la demande d'un de mes arrière-grands-oncles, prieur de l'abbaye de Citeaux, le premier ministre, cardinal de Fleury, prit auprès de lui, en 1734, mon grand-père Marc-Antoine Cornot de Cussy, alors âgé de vingt ans, et l'attacha à son cabinet. Plusieurs fois, le cardinal de Fleury confia à mon grand-père des missions secrètes, et notamment en deux circonstances que mon aïeul a transcrites tout au long, sans doute parce qu'elles lui avaient laissé des souvenirs qui lui étaient chers.

Pendant les négociations qui amenèrent le traité de paix signé à Vienne en 1738, par lequel fut réglé le sort de Stanislas Leczinski, et depuis, mon grand-père fut, plusieurs fois, envoyé par le cardinal de Fleury auprès de ce prince, pour connaître sa pensée, ses désirs, ou pour lui communiquer les intentions du roi Louis XV et du cardinal. Lorsque le roi Stanislas fut établi à Nancy, comme duc souverain de Lorraine et de Bar, mon grand-père eut encore, plusieurs fois, la mission de se rendre près de lui, et, dans ces circonstances, il était toujours porteur de lettres de la reine de France pour son père. C'est alors que le roi Stanislas fit à mon grand-père des présents, aussi précieux par leur richesse que par leur origine, et je me souviens avoir vu porter par ma mère une bague au chiffre de Stanislas Leczinski. Je me rappelle encore avoir remarqué, étant enfant, dans le cabinet de travail de mon père, à Nantes, une montre toute en brillants et un coffret d'argent. Aujourd'hui que je connais l'origine de ces objets, j'en regrette vivement la disparition. Depuis l'année 1812, ils sont en effet au fond du Zuyderzée, ainsi que bien d'autres objets appartenant à ma famille, le navire hollandais qui les portait ayant été englouti en se rendant à Leuwarden.

En 1740, le cardinal de Fleury songeait à profiter de la guerre entre l'Angleterre et l'Espagne pour faire, sans paraître s'en être mêlé, une diversion en territoire anglais. Cette diversion eût été l'envoi en Ecosse du jeune et chevaleresque Charles-Edouard. Ne voulant donc avoir aucuns rapports directs avec ce prince, qui se trouvait alors à Paris, le cardinal chargea mon grand-père d'entrevues secrètes. Ces entrevues eurent lieu de nuit, dans l'église du couvent des Bernardins, au cours des années 1740 et 1741. Elles n'amenèrent aucun résultat, le cardinal tergiversant, hésitant toujours; mais elles purent faire connaître le parti qu'on pourrait tirer du courage et de l'intelligence de Charles-Edouard. Celui-ci développait à mon grand-père ses plans, lui montrait une impatiente ardeur, et souvent fondait en larmes de rage, quand mon aïeul, tout chagrin, lui transmettait les nouvelles hésitations du ministre.

Il arriva, qu'une fois, le prince se fit attendre plusieurs heures au rendez-vous. Mon grand-père, appuyé contre un pilier, près d'une petite porte dont il avait la clef et qu'il avait laissée entrebâillée pour que Charles-Edouard pût le rejoindre, finit par s'assoupir et s'endormir. Il se réveilla en entendant, ou croyant entendre, une voix de femme disant : « Est-ce vous, monseigneur?... » Mais il ne vit rien de suspect. Bientôt le prince arriva, disant, qu'au sortir de sa demeure, il avait cru remarquer qu'il était suivi, et qu'alors il avait fait de longs détours pour dépister ceux qu'il soupçonnait de le guetter. Pendant que Charles-Edouard expliquait ainsi son retard, mon grand-père perçut quelque bruit et vit, à la clarté de la lune filtrant par les vitraux, des ombres qui se glissaient de pilier en pilier. Regardant avec plus d'attention, le prince et lui distinguèrent alors un couple d'individus qui s'apprêtaient à dévaliser le maître-autel. Oubliant l'intérêt qu'ils avaient à se cacher, et n'écoutant que leur courage, Charles-Edouard et mon grand-père mettent l'épée à la main et se précipitent sur les deux malandrins, en criant : « Arrêtez, coquins! » Blessés, les voleurs roulent sur les marches

de l'autel. Au même moment, une jeune femme apparaît dans les rayons lunaires et se jette au col du prince, tout en disant en anglais : « Enfin! Enfin! Vous voilà, monseigneur!.. Je croyais ne plus vous revoir... » Et Charles-Edouard de répondre à la jolie apparition : « Oh! Margaret! Ici, à cette heure, toute seule!... Quelle imprudence!... » Les trois personnes sortirent précipitamment de l'église des Bernardins, et mon grand-père comprit alors ce qui s'était passé. Pendant son sommeil, deux vulgaires malandrins étaient entrés par la porte basse, laissée entre-bâillée à l'intention du prince; de même à un autre moment, cette Margaret, recherchant son amant, soit qu'elle eût craint pour lui un danger pressant, soit que ces rendez-vous nocturnes eussent excité chez elle une curiosité de jalousie. En pénétrant dans l'église, elle s'était approchée de mon grand-père endormi, et lui avait chuchoté : « Est-ce vous, monseigneur?... » Quelques jours après, Charles-Edouard était invité à s'éloigner de Paris. L'aventure des deux voleurs, trouvés râlant, un matin, dans l'église des Bernardins, avait fait craindre au prudent cardinal de Fleury que ces brigands fussent des espions au service de l'Angleterre, et que ses négociations secrètes avec les Stuart ne fussent dévoilées.

Mon grand-père revit Charles-Edouard en 1744, peu après la mort du vieux cardinal de Fleury. Le fils de Jacques III fit alors des propositions magnifiques à mon aïeul, le suppliant de le suivre dans l'entreprise qu'il méditait en Ecosse; mais, s'étant laissé aller à traiter le défunt cardinal de lâche devant mon grand-père, celui-ci fut profondément blessé dans les sentiments de reconnaissance qu'il portait à son protecteur qui, avant de mourir, l'avait pourvu d'une importante charge de finances en Gascogne. Il ne promit donc pas son concours personnel à Charles-Edouard, mais, en revanche il présenta son jeune cousin, le chevalier de Cornot-Montas, chevalier de Malte, au prince qui l'embrassa, en disant : « Allons, j'aurai toujours un Cornot avec moi. » Pas plus que mon grand-père, le chevalier de Cornot-Montas ne devait

cependant accompagner l'entreprenant Charles-Edouard dans sa courageuse tentative, car, dans l'intervalle, il fut tué à la bataille de Fontenoy.

Malgré l'épithète malsonnante lancée au défunt cardinal de Fleury, mon aïeul avait conservé un tendre souvenir pour Charles-Edouard, dont les sentiments chevaleresques s'étaient dévoilés à lui dans tout le confiant abandon de la jeunesse. Le prince, lui non plus, ne pouvait avoir oublié, ni les entrevues mystérieuses de l'église des Bernardins, ni le messager secret dans lequel il avait trouvé un jeune homme à l'âme ardente comme la sienne, et rempli de sensibilité pour les malheurs de la famille des Stuarts. Aussi, quand, en 1783 ou 1784, mon père, faisant un tour d'Europe, vit à Florence le pauvre et vieux comte d'Albany, celui-ci lui parla avec bonté de mon aïeul, et le remercia avec effusion de ses visites, lui disant combien il aimait la conversation des jeunes gentilshommes français, car cela lui rappelait un pays généreux et le temps de ses espoirs. Il lui remit pour mon grand-père une lettre, dans laquelle, faisant allusion aux entrevues nocturnes de 1740 et 1741, le prince délaissé écrivait avec tristesse : « ...Alors, monsieur, j'avais, du moins, une espérance et des amis. Depuis, tous mes amis m'ont hélas! oublié, et je n'ai plus d'espérance... Alors j'étais aimé, et maintenant, mon épouse elle-même m'a abandonnée (1)... Merci, monsieur, de votre bon souvenir. J'en suis très sensiblement touché... »

Puisque je parle de ce voyage de mon père à l'étranger, je dirai, qu'à la même époque, il vit à Rome le vieux cardinal Jean Cornaro, de cette antique famille vénitienne, avec laquelle notre maison compte une alliance (2). Mon aïeul,

(1) Charles-Edouard Stuart, réfugié en Italie après le traité d'Aix-la-Chapelle, prend le nom de comte d'Albany, épouse en 1772 la comtesse de Stolberg-Gedern, qui le quitte en 1780, et se marie plus tard au poète Alfieri.

(2) Jean-Philippe-François-Joseph de Cornot, *nobilis vir et miles*, épouse vers 1470 Jeanne Cornaro, sœur de Catherine, reine de Chypre. (*Note de l'auteur.*)

lors d'une mission que lui avait confiée Fleury, en 1742, avait eu l'occasion de rencontrer à Naples le cardinal Jean Cornaro. Celui-ci prit mon père en grande amitié, et fit tous ses efforts pour le décider à entrer dans les ordres, lui promettant sa protection personnelle, puis celle de ses amis, quand il ne serait plus de ce monde, pour lui assurer une brillante carrière. Mon père a été fort bel homme; il est doué de beaucoup de distinction et a une main très aristocratique. Un jour, le bon cardinal qui en revenait toujours à son désir de le voir embrasser l'état ecclésiastique, lui dit, à table, en lui prenant les mains : « Ah! quelle jolie main d'évêque cela ferait!... Comme l'anneau pastoral y brillerait!... Quelle serait douce à la confirmation!.... » Quoi qu'il en soit, mon père ne céda pas. Il promit, cependant, de réfléchir et partit, comblé des bénédictions et des caresses du cardinal.

Malgré cette « jolie main d'évêque », mon père ne devait point entrer dans les ordres. Au retour d'Italie, il visitait des amis de mon aïeul. D'abord, à Auch, M. de Boucheporn, intendant de la généralité; puis, à Limoges, M. Meulan d'Albois, également intendant de la généralité. Ces deux personnages montrèrent chacun la plus grande amabilité et déclarèrent à mon père que, puisqu'il était presque de la famille, on ne se gênerait point devant lui. Ils ne manquèrent point, en effet, de franchise... ou de cynisme, car ils étalèrent aux yeux de leur jeune hôte des allures libertines et lui tinrent des propos à faire rougir un criminel. L'un, en présence des membres de sa famille, caressait ses servantes. L'autre déclarait que le seul but dans la vie est de jouir et s'étonnait que mon père n'eût pas encore lu *les Liaisons dangereuses*, ce roman scandaleux de Laclos (1).

Mon père, enfin, s'arrêta chez son vieil oncle, le comte d'Escriènes (2), qui était fixé à Tours, en qualité de grand

(1) Choderlos de Laclos, né en 1741, mort en 1803. Capitaine du génie en 1778, il fait paraître *les Liaisons dangereuses* en 1782.

(2) Marguerite-Marie Cornot de Cussy, sœur de mon bisaïeul, avait épousé vers 1740 ce comte d'Escriènes. (*Note de l'auteur.*)

prévôt de la maréchaussée. Celui-ci, encore charmant de figure et de manières, était toujours recherché des femmes, auprès desquelles il comptait de nombreux succès. Il consacrait beaucoup de soins à sa toilette, et passait tout au moins une demi-heure à bien tirer ses bas de soie et à placer selon une rigoureuse symétrie les boucles de ses jarretières et celles de ses souliers. Le comte d'Escriènes fut aussi peu châtié dans ses conversations que MM. de Bouchepom et Meulan d'Albois, et ses propos furent ceux qu'on devait attendre d'un homme aussi porté vers les femmes. C'était le type du gentilhomme de son époque : brave, aimable et débauché. J'ignore où et comment il mourut. S'il a péri sur l'échafaud, il dut y aller, la tête haute, souriant aux femmes et plaisantant.

Le vieux libertin remit à mon père des lettres de recommandation pour ses amis de Paris, MM. de Calonne et de Choiseul-Gouffier, et aussi pour la fameuse danseuse Guimard « ma pensionnaire, disait-il, car je lui verse 2,000 livres par an ». A Paris, mon père ne se présenta point chez la Guimard; il alla tout droit chez le comte de Choiseul-Gouffier (1), qui voulut bien le faire attacher à son ambassade de Constantinople. La joie de mon père fut de courte durée. Trouvant que son fils avait assez vu de pays, mon aïeul lui fit savoir qu'il faisait des démarches pour le pourvoir d'un brevet d'officier aux mousquetaires. Ceci ne plaisait pas à mon père qui, bercé par les vieux souvenirs des Stuarts, ne rêvait que portes basses, clairs de lune et conciliabules mystérieux. Il s'enfuit de la maison paternelle, passa les Pyrénées et s'engagea au service d'Espagne. Deux ans après, il rentrait en France, la jambe brisée par suite d'une chute de cheval. Mais il ne revenait pas seul; il ramenait sa femme, fille d'un officier supérieur espagnol, la jolie Anne-Marie de Renodo, qui fut ma mère. Alors, mon père consentit à entrer dans l'administration des Vingtièmes, sous les auspices de M. de

(1) Né en 1752, mort en 1817. Auteur du *Voyage pittoresque en Grèce*. Succède comme académicien à d'Alembert, en 1783.

Calonne. Ainsi, après avoir rêvé d'une vie d'aventures, mon père était, à vingt-deux ans, marié et engagé dans la plus paisible des carrières...

Après cette excursion dans le passé, je reviens à l'année 1823. De retour à Paris, j'y séjournai encore six à sept semaines avant mon départ pour Dresde. Je dînai fréquemment dans des maisons amies : les Rauzan, les Flavigny, les Trévise, le baron Pasquier, le baron Portal, M. de Martignac avec qui j'ai fait depuis une connaissance plus intime, M. de Joguet, beau-frère de M. de Rayneval, M. Tellier de Blanriez, l'ancien secrétaire du comte de Narbonne, ambassadeur de Napoléon Ier à Vienne, M. de Chateaubriand, etc...

M. de Joguet, ancien sous-préfet, chef du bureau de la statistique au ministère des affaires étrangères, est un homme assez ordinaire en toutes choses, tandis que sa femme, au contraire, est tout à fait distinguée par ses manières, son esprit et ses vertus. La fille a épousé le marquis de Bougy. Le fils, Edmond, est un jeune homme exubérant, sans instruction, un peu rustre, bon garçon d'ailleurs, et qui, à l'époque dont je parle, était l'amant de la jolie Cinti, entretenue par le bailli de Ferette, ministre de Bade à Paris. L'autre beau-frère de M. de Rayneval est le baron de Didelot, ancien ministre de France en Danemark, homme d'esprit, qui, depuis, a été préfet de Carcassonne.

Chez Mme de Joguet j'ai fait la connaissance d'un ancien consul général, M. de Lesseps, le seul individu qui soit revenu de l'expédition de La Pérouse, qui, en 1787, le débarqua au Kamtchatka, avec mission de porter en France les cartes relevées jusque-là (1).

Dans le mois de décembre (1823), M. de Chateaubriand m'annonça, un soir, que j'étais destiné à aller porter à Berlin et à Saint-Pétersbourg l'ordre du Saint-Esprit au prince

(1) Le 7 septembre 1787, La Pérouse mouille au Kamtchatka, dans le havre de Saint-Pierre et Saint-Paul, et expédie de là, par voie de terre M. de Lesseps en France. Le 26 janvier suivant, La Pérouse relâche à Botany-Bay. A partir de ce moment, on n'eut plus aucune nouvelle de l'expédition.

royal de Prusse, à M. de Nesselrode et au grand-duc Nicolas. Je fis mes préparatifs de départ; mais, au sortir du Conseil, le mercredi suivant, M. de Chateaubriand m'annonça que le Roi avait changé son messager, s'étant rappelé que, selon l'étiquette, ce devait être à un titulaire de l'ordre à porter cette distinction. Mon remplaçant fit une chute grave de voiture et fut obligé de s'arrêter de longues semaines dans une petite ville d'Allemagne. Cette circonstance, fâcheuse pour le messager royal, fut heureuse pour la France, car ce retard donna le temps de reconnaître que, depuis longtemps déjà, tous les grands-ducs étaient titulaires du Saint-Esprit. A la chancellerie de l'Ordre, on ne s'en était pas aperçu!... Notre ambassadeur en Russie, le comte de La Ferronnays, à qui Louis XVIII dut de la reconnaissance en cette circonstance, souffla avec à-propos de se tirer de cette impasse, en remettant l'ordre annoncé, et que l'on savait en route, au fils du grand-duc Nicolas, Alexandre Nicolaïevitch, âgé alors de cinq ans et demi.

Après avoir été admis dans l'archiconfrérie royale des chevaliers voyageurs du Saint-Sépulcre (1), dont je reçus le brevet des mains du lieutenant-colonel baron Laîné, de la maison du Roi, l'un des chefs du Comité de l'archiconfrérie à Paris, je quittai la capitale au milieu du mois de janvier 1824, passai par Berlin pour revoir mes anciens amis et arrivai le 24 à Dresde où je reçus un accueil fort aimable du ministre, le comte de Rumigny, et de sa femme, née Caroline de Trévise, excellente personne, bien qu'un peu timide et embarrassée.

Je trouvai comme collaborateur à la légation le jeune Léonce Laborie, qui a été, un certain temps, dans la même qualité d'attaché, auprès de M. Hyde de Neuville, lequel a été obligé de s'en séparer, à cause de ses nombreuses étourderies. Le jeune Laborie n'est pas corrigé : c'est toujours un étourneau et le désordre personnifié. Ce fort joli garçon, qui nous quitta bientôt, a pour père un des plus forts actionnaires

(1) Chevalier de Malte.

du *Journal des Débats* et l'ancien secrétaire du gouvernement provisoire, lorsque fut prononcée en 1814, la déchéance de Napoléon.

M. Laborie père avec qui, au cours d'un rapide séjour que je fis à Paris en novembre 1824, j'ai déjeuné chez M. de Chateaubriand, est un homme agité, sempiternellement affairé et en mouvement, qu'on rencontre toujours et partout, courant Paris dans un cabriolet lancé au galop, allant d'un homme politique vers l'autre, porteur de paroles et agent d'intrigues ministérielles. M. de Chateaubriand, qui le connaît bien, me dit, un jour, en riant : « Oui. Le voilà bien le véritable *pot-de-chambre* politique et ministériel!... La voilà la piscine ambulante de toutes les petites turpitudes secrètes des hommes d'Etat!... »

L'écriture de ce « pot-de-chambre politique et ministériel » est celle de quelqu'un dont la tête fermente toujours, et il me semble qu'elle est conforme à son esprit agité. J'ai reçu, jusqu'ici, dix billets de lui; tous sont illisibles. Non seulement, les lettres sont mal figurées, mais il cherche à se rendre aussi concis que faire se peut, ce qui n'aide pas à déchiffrer ses hiéroglyphes. C'est ainsi, qu'un matin, devant recevoir *un* ami à sa table, il traça ce billet pour le traiteur : « Poulets : si tendres, rôtis; si durs, fricassée... » Une heure après, le garçon traiteur arriva, porteur d'une énorme corbeille contenant *six* poulets en fricassée et *six* poulets rôtis.

Son langage, aussi, vise à l'extrême concision. Il parle de façon hachée et précipitée, par monosyllabes; et l'on dit plaisamment que la phrase la plus longue qu'on l'ait entendu prononcer, est la suivante : « Pas le temps »... En somme, avec ses allures d'homme pressé et cette manie d'économiser les mots, M. Laborie, malgré ses nombreuses et sérieuses qualités, s'est rendu un peu ridicule et quasi infréquentable. Ce qui est dommage.

CHAPITRE XVI

Réflexion nécessaire. — Le roi et la famille royale de Saxe. — Revue du corps diplomatique. — Cérémonie dominicale. — Portraits divers de membres de la haute société. — L'adoration de la Croix. — Les Maltzahn — Le général de Canicoff. — Le comte de Salmour. — Ses anecdotes. — Carl-Maria de Weber. — La duchesse d'Esclignac.

Paris, juillet 1826.

Peu de jours après mon arrivée à Dresde, je fus présenté à la Cour, au corps diplomatique et à la société. Je vais, comme je l'ai fait déjà pour Berlin, tracer les esquisses de la plupart des membres de la famille royale, ainsi que des personnages avec lesquels je me suis le plus souvent trouvé en relations durant mon séjour en Saxe.

De suite, je noterai une réflexion, qu'au bout de quelque temps de séjour en Saxe, il est impossible à un Français de ne pas faire : c'est que les habitants de ce pays, s'ils ne noumettent point à l'écart, du moins n'ont pas avec nous de relations cordiales. Raison?... La conduite de leurs troupes à Leipzig en 1813. Ah! cette félonie pèsera toujours lourdement sur la mémoire des Saxons!... Plus tard, j'en parlerai longuement.

Né en 1750, le roi de Saxe a été placé sous la protection d'une légion de saints du paradis. Ainsi, il se nomme Frédéric, Auguste, Joseph, Marie, Antoine, Jean, Népomucène, Aloïs, François, Xavier; mais je me hâte de dire qu'on le désigne d'habitude par le nom de Frédéric-Auguste.

Frédéric-Auguste est Roi par la grâce de Dieu, et aussi par celle de l'empereur Napoléon, qui lui a fait quitter son titre d'Electeur pour prendre celui de Roi. Allié fidèle de Napoléon

jusqu'au bout, malgré la défection de son armée à Leipzig, il a payé sa constance par la perte d'une partie de ses Etats, que le Congrès de Vienne a morcelés au profit de la Prusse, et par celle du grand-duché de Varsovie, que l'on a commis l'énorme faute de remettre, sous la dénomination de royaume, à l'empereur de Russie. C'est ainsi que, désormais, la Russie fait pointe jusqu'au centre de l'Europe, ayant la main droite sur la Prusse et la main gauche sur les Etats autrichiens. Puisqu'on ne voulait pas rendre une nationalité aux Polonais, en faisant de leur pays un royaume indépendant, mieux eût valu cent fois, ou laisser ce grand-duché à la Saxe ou le donner à la Prusse.

Le roi de Saxe est un monarque vertueux, mais que les vicissitudes de l'existence ont rendu morose et éteint. Il bat froid à la légation française, toujours pour l'affaire de Leipzig, et cette froideur s'est notablement accentuée depuis l'extradition du professeur Cousin (octobre 1824). On dit qu'il s'est toujours intéressé aux arts; et, d'un autre côté, on raconte cette chose incroyable, qu'il n'aurait jamais mis les pieds dans les merveilleux musées de Dresde. De son mariage avec la princesse Marie-Amélie-Auguste des Deux-Ponts qui, dit-on, fut compromise dans sa jeunesse par le duc de Lauzun, il n'a eu qu'une fille, la princesse royale Auguste, âgée aujourd'hui (1826) de quarante-quatre ans, ayant depuis longtemps coiffé Sainte-Catherine.

Le prince Antoine, frère du Roi, n'a pas d'enfants, quoiqu'il ait été marié deux fois. Si jamais il monte sur le trône, on pourra, sans crainte de se tromper, dire de lui « un pauvre sire » (1). Sa plus grande occupation consiste à faire distribuer le *Nouveau Testament* à des Juifs qu'il espère convertir. Ceux-ci acceptent avec joie le livre, à cause de la reliure, et le vendent. Malgré ses soixante et onze ans, cet excellent prince ne manque pas, au bal, une contredanse. Sa petite taille, ses cheveux poudrés, sa barbe de deux jours fort sou-

(1) Le prince Antoine a régné de 1827 à 1836.

vent, ses deux chaînes de montre qui descendent fort bas, ses mains gantées de blanc, les cinq doigts de chaque main toujours écartés, ses yeux de louche..., tout cela fait un ensemble vraiment comique à voir danser.

Fort religieux, le prince Antoine fit vœu, lors d'une maladie, de se rendre à pied à Jérusalem. Rétabli, et trouvant le voyage quelque peu pénible, voici comme il s'en tira, avec les ressources de son petit esprit. Il fit évaluer le nombre de pieds séparant Dresde du tombeau de Jésus-Christ, puis mesurer le pourtour d'une des salles du château royal; et il fut convenu que, pour être relevé de son vœu, le prince ferait, à genoux, dans un espace de temps fixé, le nombre de tours de cette pièce, qui, additionnés ensemble, présenteraient la longueur de la route de Dresde au Saint-Sépulcre.

J'en demande bien pardon à ce bon et borné prince; mais, positivement, il ressemble à un singe habillé. Bien que d'une taille assez élevée, sa femme, l'archiduchesse d'Autriche, Marie-Thérèse, est quasi aussi laide que lui, avec son goitre et son œil unique.

Le second frère du Roi est le prince Maximilien-Marie-Joseph, qu'on nomme généralement le prince Max. Il est veuf depuis 1804 d'une princesse de Parme, et, comme ses fils, les princes Frédéric-Auguste et Jean, n'ont guère d'espoir de postérité, le catholique roi de Saxe et la Cour de Rome ont eu la crainte de voir disparaître, au nord de l'Allemagne, toute protection aux catholiques romains, au moment, surtout, où l'on voit le roi de Prusse, très religieux, s'appliquer à donner beaucoup de consistance au protestantisme. Dans l'intérêt de la dynastie et de la religion catholique, on a donc songé à un second mariage pour le prince Max. Malgré ses répugnances, celui-ci a dû céder et la Cour de Rome a arrangé son mariage avec la jeune, agréable et jolie princesse Louise de Lucques, sœur du duc régnant de Lucques. M. de Kœnnevitz, chambellan du roi de Saxe, épousa, le 15 octobre 1825, par procuration, la jeune princesse de Lucques qu'il ramena à Dresde.

Le coucher de la mariée est chose curieuse à la Cour de Saxe et l'a été plus encore en cette circonstance (7 novembre 1825). La princesse est dans son lit, assise au milieu. Le marié s'introduit par la ruelle et se met dos à dos avec la mariée. Alors entre la Reine, avec toutes les dames de la Cour. Sa Majesté récite à haute voix toutes les litanies de la Sainte Vierge; et ce n'est qu'au dernier *Amen* que le marié peut se retourner vers sa femme. Au moment où cet *Amen* final est prononcé, toutes les assistantes, la Reine à leur tête, s'enfuient à toutes jambes de la chambre (1).

L'héritier présomptif de la couronne de Saxe est le prince Frédéric-Auguste, fils aîné du premier lit du prince Max. Marié depuis 1819 à une fille de l'empereur d'Autriche, il n'a pas encore eu de postérité. Sa femme est sans esprit, assez jolie, et possède une très douce physionomie. Malheureusement elle est atteinte d'épilepsie et, dans ses crises, a des accès de colère terrible, déchirant ses vêtements et distribuant des soufflets à ses femmes (2).

Le deuxième fils du prince Max, le jeune prince Jean, est instruit, sérieux et beaucoup plus capable, dit-on, que l'héritier présomptif. Il ne jouit pas d'une bonne santé et professe des opinions que l'on trouve trop libérales dans sa famille. Sa femme, la princesse Amélie de Bavière, sœur jumelle de la princesse royale de Prusse, n'a point eu d'enfants et n'en aura probablement jamais (3).

Je ne parlerai que d'une seule des quatre filles du prince Max, de la princesse Marie, grande-duchesse douairière de Toscane (4). C'est une belle et gracieuse femme que — cir-

(1) La princesse Max n'a point eu d'enfants. Devenue veuve, elle a épousé un comte Rossi, frère du mari de Mlle Sontag. (*Note de* 1849.)

(2) Cette princesse mourut en 1832. Son mari épousa l'année suivante une princesse de Bavière, sœur de sa belle-sœur, la princesse Jean. Frédéric-Auguste II avait succédé depuis 1836 à son oncle Antoine.

(3) A l'étonnement général, cette princesse Jean de Saxe, dont la stérilité prolongée avait été la cause du mariage du prince Max, s'est mise à donner le jour à de fort nombreux enfants. (*Note de* 1841.)

(4) Elle avait épousé en 1821 le grand-duc de Toscane Ferdinand III, et devint veuve en 1824. Elle devint belle-mère de sa sœur; son beau-fils,

constance assez peu connue — le vieux roi Charles X a eu un instant l'idée d'épouser, pour rendre un peu de gaîté à sa Cour. Mais l'intrigue s'est jetée à la traverse; les partisans zélés de la duchesse d'Angoulême se sont émus, à la pensée que la fille de Louis XVI, belle-fille du roi régnant, n'aurait plus que le second rang à la Cour de France. Quoi qu'il en soit, le roi Charles X, qui nourrissait l'idée d'appeler sur son trône la grande-duchesse douairière de Toscane, fit donner l'ordre au comte de Rumigny, son ministre à Dresde, d'offrir une fête à cette princesse, lors de son dernier voyage en Saxe (1825). Cette fête fut fort bien entendue et des plus brillantes.

En voilà assez sur cette assez terne famille royale d'un terne royaume; et je vais maintenant passer rapidement en revue le corps diplomatique de Dresde.

France. — Le ministre qui porte le titre d' « envoyé extraordinaire », est l'excellent comte de Rumigny, gendre du maréchal duc de Trévise.

A la légation, j'ai eu, d'abord, comme collaborateur, Léonce Laborie, puis le baron Frédéric Portal, fils de l'ancien ministre de la marine, charmant jeune homme, fort instruit, que j'aime beaucoup, et dont, sans doute, le nom reviendra souvent dans ma narration. Il n'est resté à Dresde qu'un an environ, et partit pour la Russie afin d'assister au couronnement de l'empereur Nicolas.

Grande-Bretagne. — A mon arrivée, l'envoyé extraordinaire était l'aimable sir Morier (1), possédant une agréable famille. Malheureusement sir Morier a été remplacé par l'insignifiant M. Chad.

Espagne. — J'ai vu là, d'abord, comme ministre, le sot et ridicule chevalier d'Acosta, qui voyage toujours, ayant,

le grand-duc Léopold II ayant épousé, en 1817, la princesse Marie-Anne, autre fille du prince Max de Saxe.

(1) Bien que le chevalier de Cussy ne nous le dise pas, il est probable que ce Morier n'est autre que James Morier né en 1780, qui fut, en 1810, chargé d'affaires d'Angleterre en Perse, homme non moins distingué par ses talents diplomatiques que par sa connaissance de tous les idiomes de l'Orient. (*Note de l'éditeur.*)

suspendue dans sa voiture, une image de saint Raphaël, patron des voyageurs. Jusqu'ici, le chevalier d'Acosta n'a versé que trois fois et ne s'est cassé qu'un bras!... Son secrétaire et son neveu, M. Tavira, m'a conté sur son oncle des anecdotes témoignant de la crédulité inouïe du chevalier.

Avant le chevalier d'Acosta, l'Espagne avait pour ministre, à Dresde, quelqu'un de fort distingué en toutes façons, le chevalier don Joachim Campuzanno, qui avait continué ses fonctions sous les Cortès et que le gouvernement royal destitua. Don Joachim Campuzanno, qui est aimé du roi Ferdinand VII, dont il a été le secrétaire, n'est pas sans quelque espérance d'être employé de nouveau. Avant de retourner définitivement en Espagne, il épousa une fort jolie demoiselle d'honneur de la Cour de Saxe, Mlle Emma de B...ka (1), fille de la grande maîtresse des cérémonies de la Reine (2).

Dans le cours de l'année 1825, le chevalier d'Acosta, ce *minus habens*, s'il en fut, fut remplacé par M. de Zéa y Bermudès. Celui-ci rechercha beaucoup la légation de France, dès son installation; il se lia avec M. de Rumigny et me témoigna une grande confiance. Sa femme aussi montra de l'empressement à nous recevoir. Mme de Zéa y Bermudès est excellente musicienne et chante agréablement, et les réunions qui se tiennent dans son salon comptent pour les plus charmantes de Dresde, mais elle est certainement la femme la plus grasse que j'ai jamais vue. Grasse, elle l'est à ce point que ses bracelets et ses colliers disparaissent dans les chairs qui s'arrondissent en bourrelets par-dessus ses parures, et que, assise, elle n'a plus de genoux, tant son embonpoint les surplombe.

Comme je contais, un jour, à M. de Zéa y Bermudès, la façon odieuse dont M. de Chateaubriand a été renvoyé du

(1) Le corps de ce nom est illisible dans le manuscrit du chevalier de Cussy. (*Note de l'éditeur.*)

(2) Campuzanno, devenu comte, a été depuis ambassadeur d'Espagne à Vienne, puis à Paris, où je l'ai revu en 1837. Il est sénateur du royaume (*Note de* 1843.)

ministère en 1824 (6 juin), d'après le récit que m'en a fait le duc de Rauzan (1), le chargé d'affaires d'Espagne me dit avec le plus grand calme : « Eh! mon cher Cussy, ce n'est pas la première fois qu'il arrive à un prince de la famille des Bourbons de quitter, avec un air de confiance et de bienveillance, un ministre qu'il a l'intention de destituer peu d'heures après ou qu'il a même destitué déjà!... Ceci m'est arrivé, à moi qui vous parle... Lorsque j'étais à la tête du ministère espagnol, le roi Ferdinand VII me témoignait beaucoup d'amitié et de confiance. Un jour, à la sortie du Conseil, je quitte le Roi qui vient de me charger pour le lendemain de divers travaux, et, en rentrant chez moi, je trouve, installé dans mon cabinet, bouleversé de fond en comble, le duc de l'Infantado. Celui-ci était muni d'un ordre signé de Sa Majesté Catholique, et, depuis une grande heure, ouvrait et fouillait tous mes cartons et armoires... Vous trouvez cela atroce?... C'est que vous êtes jeune, Cussy!... En politique, voyez-vous, il faut avoir de la philosophie, et une bonne dose... »

M. de Zéa y Bermudès m'a dit que c'est vraiment un très grand malheur pour l'Espagne que le roi Ferdinand VII n'ait pas d'enfants, car, selon lui, on ne peut prévoir les calamités qui fondront sur ce pays si jamais l'infant don Carlos est appelé à monter sur le trône. Il m'a dit que ce prince, homme sans aucune capacité et d'une faiblesse déplorable de caractère, est le jouet des jésuites, qui lui font croire qu'il dirige le parti des Apostoliques. Le jour où il deviendrait Roi, ce serait le retour aux excès religieux de l'Inquisition.

Prusse. — Le ministre est cet ancien homme de confiance du prince de Hardenberg, ce M. de Jordan qui croyait prendre la succession du chancelier et se vit supplanté par le comte de Bernstorff. C'est un homme d'esprit et de savoir, gai et amusant par ses récits anecdotiques, mais d'une vulgarité de manières qui passe la permission. Il déteste la France et

(1) Voir plus loin, chap. XIX, le récit de cette affaire.

les Français; j'en ai su quelque chose lors de la brutale expulsion du professeur Cousin. Sa femme est une excellente personne, fort admiratrice de son mari dont, par affection peut-être, elle a adopté les manières communes.

M. de Jordan a pour secrétaire le jeune comte de Lottum, aussi distingué que lui l'est peu.

Hesse-Cassel. — Le peu que j'en dirai est que le chargé d'affaires est un brave colonel, aussi effacé que le pays qu'il représente, s'appelant de Steuber, et dont la femme, fort laide, est une fille naturelle de l'Electeur, son maître.

Autriche. — Ici commande le comte Antoine de Palffy, aimable homme, sans beaucoup d'instruction ni grande portée d'esprit. Sa femme, née comtesse Léopoldine de Kaunitz, est une grande, jolie et délicieuse femme, sympathique à tous. Son caractère fort gai est parfois attristé par le chagrin que lui cause son père, le comte de Kaunitz, cet ancien ambassadeur d'Autriche à Rome, homme si vicieux qu'il a été exilé. On le rencontre fréquemment à Paris où il vit crapuleusement, traînant dans la boue un grand nom.

La maison du comte de Palffy est une des plus agréables de Dresde et j'y passe le plus de soirées qu'il m'est possible.

La légation d'Autriche compte plusieurs secrétaires. C'est de tradition qu'elle sert de début dans la carrière à de jeunes ministres d'illustres familles. M. d'Emmeric, premier secrétaire, grand travailleur, dirige de fait cette légation qu'il ne quittera probablement jamais, et a comme collaborateurs, de nom : le jeune comte Allegri, de Venise, chambellan de l'empereur François, homme d'esprit, distingué extrêmement, mais trop satisfait de sa jolie personne; puis le comte de Moncenigo, de la célèbre famille de ce nom, aimable homme, quelque peu hâbleur et visant un peu trop au rôle de don Juan.

Danemark. — Le chargé d'affaires est M. de Bergh, diplomate capable, homme agréable et distingué, mais joueur, ce qui lui fait délaisser la mignonne et infiniment gracieuse Mme de Bergh. Celle-ci, fort courtisée par les jeunes comtes

de Lottum, de Moncenigo, et bien d'autres soupirants, a d'autant plus de mérite à être fidèle à son mari.

En Saxe, la femme d'un secrétaire de légation ou d'un chargé d'affaires n'est point « présentée » à la famille royale, mais le charme de Mme de Bergh est tel que cette interdiction a été levée pour elle, et sa présentation servira de précédent qu'on invoquera dans l'occasion. Au concert de Cour qui a eu lieu cette année (1826), le jour de la seconde fête de Pâques, Mme de Bergh a donc été invitée à la Cour et présentée. Son mari avait un air triomphant, et elle, la jolie et mignonne femme, semblait, il faut bien le dire, grandie de 3 pouces.

Russie. — Depuis fort longtemps, le lieutenant-général de Canicoff remplit les fonctions de ministre. Ce vieux célibataire, spirituel et galant, façonne sans difficulté de jolis vers français et tâche de rester jeune le plus longtemps possible. Agréable maison qui, avec l'aide de son aimable secrétaire, M. Barclay de Tolly, est tenue sur un grand pied et où se donnent fréquemment d'excellents dîners et des fêtes somptueuses.

N'ayant plus rien d'intéressant à noter sur le personnel des légations de Dresde, j'arrêterai ici ma revue du corps diplomatique, me réservant d'y revenir à l'occasion.

Tous les dimanches, après la messe, le corps diplomatique se rend dans les appartements royaux, pour faire sa cour à Sa Majesté Saxonne. Toutes les personnes « présentées » — les hommes seulement — assistent à cette espèce de « lever ». Le Roi entre, accompagné de la Reine et de la princesse royale. Ces illustres personnages font le tour de l'appartement, parlant à chacun, ou, tout au moins, au plus grand nombre, mais toujours, selon l'étiquette, à *tous* les membres des légations. Lorsque le cercle du Roi est terminé, tout le monde se rend dans les appartements du prince Antoine où arrivent également les autres princes et princesses de la famille royale. Cette double cérémonie dominicale est, je l'avoue, un peu longue et beaucoup plus honorable qu'agréable; aussi n'assiste-t-on, en général, que tous les quinze jours au cercle du prince

Antoine. M. de Rumigny se dispense sous tous les prétextes de cette honorable *corvée*, qui retombe alors sur moi. Je vais donc chaque dimanche au cercle du Roi, et la pauvre Majesté est bien ennuyée quand elle passe devant le représentant de la France, étant obligée, d'après l'étiquette, de lui adresser la parole. En conséquence de la froideur qu'affecte Frédéric-Auguste pour les membres de notre légation, les propos qu'il nous tient, *par force*, sont d'une banalité désolante. L'hiver dernier, ses questions étaient toujours les suivantes : « Ne souffrez-vous pas trop du froid, monsieur le chevalier?... Comment se porte Mme de Cussy?... » Et le vieux Roi passait, sans attendre mes réponses et sans s'être jamais rappelé à propos que je suis célibataire.

Ces réceptions des dimanches ne sont régulières qu'en hiver. Heureusement!... Toutefois, pendant l'été, le cercle du Roi a lieu, lorsqu'il revient de son château de Pilnitz, jolie bonbonnière, bâtie sur l'Elbe et située à quelques lieues seulement de Dresde.

Passons maintenant aux ministres saxons de l'intérieur et de l'extérieur, avec lesquels j'ai eu des relations suivies.

Le comte Detlev d'Einsiedel, premier ministre, sous le titre de ministre du Cabinet, a sous sa direction spéciale l'intérieur et les affaires extérieures. Ce personnage, auquel Frédéric-Auguste donne toute sa confiance, est Roi, tout autant, et même plus que son maître. Il ne manque pas d'habileté, mais sa politique le place à la remorque de la Prusse et ses intérêts privés le maintiennent dans cette voie : il est, en effet, propriétaire d'importantes usines, se trouvant mi-partie sur le territoire saxon et sur le territoire prussien, et a obtenu de la Prusse de grandes facilités pour leur exploitation. Le comte d'Einsiedel qui n'affectionne point les membres de notre légation, ce que nous lui rendons bien, n'est pas aimé de ses compatriotes, et je doute que, sous un autre Roi, il puisse se maintenir au pouvoir (1).

(1) Je ne croyais pas être si bon prophète. A son avènement, en 1827, le roi Antoine a confié toutes les affaires au comte d'Einsiedel; mais, deux

Sous les ordres du comte Detlev d'Einsiedel, se trouve placé, en qualité de sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le général-major de Minckwitz, conseiller privé et aide de camp général du Roi. C'est un homme bon, agréable et de manières distinguées, mais de capacités médiocres. Je le connaissais déjà beaucoup pour l'avoir fréquenté à Berlin, où il a été ministre de Saxe. La baronne de Minckwitz, sa femme, était une délicieuse et aimable personne qu'une maladie cruelle a enlevée il y a peu de temps.

Le département des finances est administré par le baron de Manteuffel, homme de bien, de capacité et de savoir, d'une grande modestie et d'une douceur de mœurs remarquable. Sa femme, tout à fait charmante, est une Française, Mlle Acier; n'étant pas issue de famille noble, elle n'est pas admise à la Cour, ce que l'on doit regretter.

Le maréchal de la Diète saxonne est le comte de Bunau, dont les idées sont libérales, en tant qu'il ne s'agit pas de la Saxe, dans le gouvernement de laquelle il ne veut aucun changement. Homme tout à fait comme il faut, de bon ton et de bonne compagnie, de beaucoup de savoir et de relations agréables. Il a épousé Mme de Witzthum, dont les deux fils — l'un, chambellan, l'autre, maréchal de la Cour — sont distingués et fort riches. Le chambellan, le jeune comte Otto de Witzthum, a une véritable célébrité comme soins de toilette : chaque fois qu'il s'habille, il chiffonne et rejette, dit-on, douze ou quinze cravates avant d'être satisfait du nœud.

Parmi les ministres du roi de Saxe à l'étranger, je nommerai le baron d'Uchtritz, ministre à Paris, chez lequel j'ai dîné plusieurs fois. Le baron d'Uchtritz parle le français, sans faire jamais une seule faute de grammaire, mais il a une façon particulière de prononcer notre langue, substituant les *t* aux *d*, les *p* aux *b*, les *g* aux *c*. Je l'ai entendu, par exemple, offrir au prince de Talleyrand du vin de ma*t*ère, et le vieux diplomate, comprenant *ma terre*, crut qu'on lui présentait un cru des

ans après, une opposition formidable s'est manifestée contre ce ministre à qui le roi lui-même a été obligé de demander sa démission. (*Note de* 1832.)

propriétés du baron et s'étonna que la Saxe pût fournir un vin aussi fort. Pour dissiper ce petit malentendu, il fallut toute une explication de l'aimable chevalier de Rivière.

J'entretiens, à Dresde, de bons et agréables rapports dans la société, où, à l'exception du Roi et du comte d'Einsiedel, chacun nous accueille bien. Mon chef est un homme excellent, facile, confiant et rempli des meilleurs procédés. Mon travail de secrétaire est intéressant, et je l'accomplis de bon cœur. J'ai d'agréables amis de mon âge; j'ai de magnifiques galeries de tableaux à visiter; les environs de Dresde sont délicieux; j'entends de bonne musique; je danse et je joue la comédie française avec de jeunes et charmantes femmes, telles que la comtesse Palffy, la comtesse de Luxbourg, Mmes de Bergh et de Maltzahn; je suis de toutes les fêtes, de tous les pique-nique, de tous les dîners, de toutes les parties où l'on s'amuse. Malgré la bouderie du Roi et la froideur et le mauvais vouloir portés aux Français par le puissant comte d'Einsiedel, n'ai-je donc pas raison de me trouver fort heureux?...

La maison de M. de Lowenstern est ouverte tous les soirs, et le thé y est servi à l'heure où l'on quitte le théâtre. Sa fille, la belle comtesse de Bray, dont le mari, Français émigré, est actuellement (1826) ministre de Bavière à Paris. aide à faire les honneurs de cette maison hospitalière où nous avons plusieurs fois joué la comédie. Cependant les comédies françaises se donnent le plus souvent chez le comte de Rumigny, qui a fait établir, dans une grande salle, un charmant théâtre à demeure. Nous varions, autant qu'il est possible, le programme de nos représentations, et nous avons déjà donné les pièces suivantes : *les Deux Précepteurs, l'Ours et le Pacha, la Quarantaine, l'Héritière, la Haine d'une femme, le Menteur véridique*, etc...

Comme il m'arrivait de jouer fréquemment la comédie avec l'aimable et jolie comtesse de Palffy, jeune et gaie, adulée et quelque peu coquette, quoique fort honnête, je fus considéré et jugé comme enchaîné au char de l'enchanteresse. Aussi, la bonne vieille Reine, qui aime beaucoup tous les petits can-

cans et toutes les petites anecdotes de société, n'a-t-elle pas manqué, en 1825 et cette année (1826), de me faire le chevalier de la belle comtesse pour l'adoration de la Croix, le Vendredi Saint, à la chapelle des personnes « présentées ». C'est, en effet, la Reine elle-même qui, pour cette cérémonie, forme les listes, désigne les couples, fixe les heures. Elle envoie à domicile l'avis nécessaire, faisant connaître à quelle femme chaque homme catholique doit avoir l'honneur d'offrir la main, à l'arrivée à l'église, de même qu'à la sortie.

Il est assez piquant de voir la souveraine d'un pays protestant régler aussi soigneusement tous les détails d'une cérémonie catholique. Ces monarques saxons sont, il est vrai, catholiques aussi fervents que la plupart de leurs sujets sont luthériens rigides. A nous autres, Français, une telle différence de religion paraîtrait un abîme entre Roi et sujets; ici, il n'en est rien, et ce n'est pas cette question qui ébranlera le trône de Frédéric-Auguste.

Mais je clos cette parenthèse pour en revenir à l'adoration de la Croix du Vendredi Saint. Cette cérémonie s'accomplit suivant les rites d'une rigoureuse étiquette et, pour les moins religieux des assistants, ne manque pas de grandeur. Deux grenadiers-géants, en habit rouge, se tiennent, immobiles comme des statues, à droite et à gauche de l'autel réservé. J'ai vu cette année (1826) tomber en faiblesse un de ces grenadiers, par suite du jeûne et d'une trop longue immobilité sous les armes.

La maison du baron de Maltzahn est, aussi, une de celles où je me trouve, le soir, le plus volontiers : on y est à son aise, et toujours l'on y reçoit l'accueil le plus gracieux. Chambellan et ministre du roi de Bavière à Dresde, le baron de Maltzahn, qui fut jadis un duelliste enragé, est toujours amateur de plaisirs, de luxe et de beaux équipages. Sa femme fait bien dans cette élégante maison. C'est une bonne, douce et jolie Anglaise, toute britannique dans ses mille et un préjugés, et en riant, du reste, la première. D'enfants, il n'y en a jamais eu, mais la maison est animée, grâce à la présence de deux

autres charmantes jeunes femmes. D'abord la sœur de la baronne, gaie, spirituelle, s'exprimant bien en français, mais le prononçant fort comiquement en chantant, car cette jeune Anglaise, pas trop prude pour une fille de son pays, chante et joue de la harpe, aussi bien qu'une Anglaise peut jouer d'un instrument et chanter. Cette charmante Sophie aimait beaucoup à montrer ses jolies dents et cultivait volontiers les *pioutites flairtetions*. Son joli physique, son charmant caractère et le laisser-aller des *pioutites flairtetions* séduisirent le bon baron de Biell, gentilhomme mecklembourgeois, vivant à Dresde, homme instruit et distingué, et aimant à ce point sa femme, la jolie Sophie, que quinze jours après son mariage, on l'eût pris, lui qui n'avait jamais mis les pieds en Angleterre, pour un gentleman de la bizarre Albion. Puis, la belle-sœur du baron de Maltzahn, la baronne Amélie de Maltzahn-Plessen, jeune et jolie veuve, personne pas du tout prude, séduisante coquette, entendant fort bien les plaisanteries et les galanteries de société. Nombreuse est la cour des adorateurs de la gracieuse baronne, qui voit à ses pieds Gustave de Montebello, le comte de Lottum, mon collègue de Prusse, Tavira, mon collègue d'Espagne, le beau Moncenigo, et surtout le comte Zawadowsky, richissime Polonais de l'ancienne Pologne, dépensant à Dresde, et gaîment, beaucoup d'argent.

Dans l'accueillante maison des Maltzahn, j'ai connu intimement et suis resté fort lié avec le général russe de Schœpping, qui voyage à l'étranger pour sa santé et celle de sa femme et fait partie, lui aussi, de l'essaim des adorateurs de la baronne Amélie. En 1825, nous organisâmes, Schœpping et moi, des cours d'histoire chez le professeur Haas, qui parle fort bien le français. Ces cours d'histoire avaient lieu deux fois par semaine et étaient régulièrement suivis par les membres de notre petit cercle intime : les Rumigny, les Palffy, les de Bergh, la duchesse d'Esclignac, les Witzthum, le vieux général Kniasewicz et le général de Canicoff.

Le général de Canicoff, ministre de Russie, aime beaucoup tout ce qui touche à la France. Il manie si bien la poésie fran-

çaise, qu'il lui est arrivé plusieurs fois, sur le désir exprimé par le tsar Alexandre lui-même, d'écrire et d'adresser directement à son souverain des rapports et dépêches en vers français. Il nous donnait fréquemment d'excellents et gais dîners, auxquels le pauvre homme ne pouvait prendre part qu'en retirant de sa bouche un râtelier complet, qu'en passant à table il faisait glisser dans sa poche, fort lestement, mais cependant sans s'en cacher, car, aux convives non initiés, il disait le plus simplement du monde : « Il m'empêche de manger; je ne le mets que pour la bonne grâce; en sortant de table, je le remettrai... » Pour les honneurs de sa table, il se faisait généralement aider par Mme de Wessnig, femme d'esprit, mais fort sur le retour et prisant sans arrêter, et fort proprement, du tabac de *macouba*. Elle est fille du grand peintre Casanova et nièce de l'ami du marquis d'Argens et de Cagliostro, l'aventurier Jean-Jacques Casanova, auteur de mémoires curieux, amusants, mais fort lestes, vicieux personnage qui se vantait d'avoir été l'amant de trois mille femmes. M. de Wessnig, le mari, est un vieux chambellan du roi de Saxe. C'est du pavillon d'un jardin appartenant à M. de Wessnig que l'empereur Napoléon a dirigé la bataille de Dresde, cette immense victoire dont la trahison de Leipzig lui a fait perdre tout le fruit.

Une des personnes que j'ai le plus connues à Dresde est le comte de Salmour. Ce vieillard, instruit, spirituel, aimable, quelque peu sarcastique, et ressemblant beaucoup, sous tous les rapports, au comte Hugo de Hatzfeld, de Berlin, a longtemps habité la France avant la Révolution, et était, je crois, ministre de l'Electeur de Saxe près de Louis XVI. Il m'a raconté diverses anecdotes, tant sur la Cour de Saxe que sur la Cour de France, et, parmi ces dernières, il s'en est trouvé bon nombre que je connaissais déjà par le marquis de Bonnay. Quelques-unes, cependant, étaient nouvelles pour moi.

Le défunt marquis et le comte de Salmour assistaient un soir chez le duc de Castries à un grand dîner, pendant lequel il fut question des riches boucles de souliers, « à la Chartres »,

en diamants, que le maréchal avait portées, le matin, à son lever. Quelqu'un désire les voir : le maréchal ordonne à un valet de chambre d'aller les chercher. Le valet apporte les boucles, qui passent aussitôt de main en main, l'une circulant sur la ligne des convives, à droite, l'autre parcourant la gauche. La première boucle revient au maréchal qui la remet au valet de chambre. Quelques minutes après, celui-ci réclame la seconde, personne ne l'a... Des convives s'émeuvent... L'un d'eux demande avec insistance que chacun vide ses poches sur la table. Homme de bon goût et véritable grand seigneur, le maréchal s'y oppose, s'efforçant de faire oublier l'incident. Mais c'est en vain; déjà deux ou trois convives se sont exécutés, et d'autres, tout en trouvant le mode de procéder quelque peu ignoble, jugent qu'ils ne doivent pas rester en arrière. Alors, on voit un jeune homme inconnu, et que l'on avait peut-être en vue quand l'examen des poches a été proposé, pâlir, se troubler et balbutier, quand on lui dit d'en faire autant. Force lui est de s'exécuter et de retourner ses poches. Le pauvre jeune homme avait caché dans son mouchoir plusieurs membres de volaille, à l'intention de sa mère!... Ce qu'il avoue, en fondant en larmes... Le maréchal qui, un instant peut-être, avait craint pour son protégé quelque chose de plus sérieux, se montre heureux. Il raconte que ce jeune homme, d'une famille de gentilhommes ruinés, est arrivé le matin même à Paris avec sa mère, et que, voulant rendre service au fils d'un ancien officier mort des suites de blessures reçues à l'armée, il a voulu le mettre immédiatement en rapport avec des personnages que leur position sociale met à même de joindre leur protection à la sienne. Chacun s'intéresse au jeune homme au mouchoir, et le duc de Castries, voulant séance tenante le consoler, lui annonce qu'à partir du lendemain il habitera son hôtel, en qualité de secrétaire privé, jusqu'au moment où il lui sera possible de lui procurer une meilleure situation. Et le jeune homme, rouge de bonheur et les yeux brillant d'une joie d'autant plus grande qu'elle succède à un moment pénible de honte, de s'écrier malgré lui : « O ma

bonne mère!... Merci, merci, monsieur le duc, pour votre pitié qui me sauve l'honneur et va donner du bonheur à ma mère!...» Il s'échappe heureux; une quête est aussitôt proposée en sa faveur et produit 300 louis... Quant à la boucle disparue, on ne la revit jamais.

Le vieux comte de Salmour a beaucoup connu le comte de Saint-Germain, cet aventurier, le modèle des charlatans, qui prétendait avoir vécu dans les temps les plus reculés. Admis dans tous les salons de Paris et dans l'intimité du roi Louis XV, Saint-Germain avait tant fait que, soit qu'il eût persuadé ses auditeurs, soit qu'on le crût un peu fou, la quasi-unanimité des personnes qu'il voyait semblait admettre comme vérités absolues toutes les choses qu'il racontait. Un soir, chez le maréchal duc de Richelieu, à un dîner de cérémonie où se trouvaient, entre autres personnes, le comte de Salmour et un naïf gentilhomme de la province de Basse-Bretagne, lequel n'avait jamais entendu parler de Saint-Germain, celui-ci conta plusieurs faits historiques, remontant à cinq ou six cents ans, faits auxquels, disait-il, il avait pris part. Personne ne paraissait étonné; aussi le gentilhomme breton confia-t-il à son voisin, le comte de Salmour :

« Ah! On parle de la naïveté de mes compatriotes de Basse-Bretagne!... Mais, qu'est-elle, comparée à la crédulité des convives du duc?... »

L'homme de la province n'était pas au bout de son étonnement. Le comte de Saint-Germain vint à dire que, si Jésus-Christ avait suivi les conseils qu'il lui avait donnés, il aurait eu une tout autre fin!... Cette fois encore aucun signe d'étonnement de la part des convives, habitués aux histoires extraordinaires de Saint-Germain, dont l'humour et la façon de raconter charmaient toujours!... Le Breton se croit bel et bien au milieu d'une société de gens ayant plus ou moins perdu le sens. Il regarde avec attention chacun, scrute un à un tous les visages. Enfin, quand on se lève de table, il s'approche d'un valet, portant une assez bizarre livrée, et qui, pendant le dîner, s'était tenu derrière le comte de Saint-Germain :

— « Mon ami, apparteniez-vous à la personne que vous serviez à table?

— Oui, monsieur, c'est mon maître.

— Est-ce qu'il n'aurait pas le malheur d'avoir les idées un peu dérangées?...

— Lui, monsieur, lui, le comte de Saint-Germain, l'homme le plus habile, le plus admirable du royaume?... Lui, l'ami de Sa Majesté?... Oh! non, monsieur.

— Mais, cependant, il a parlé tout à l'heure de faits très anciens auxquels il aurait pris part, ce qui est impossible. Et il nous a même dit qu'il a connu Jésus-Christ!...

— Monsieur, cela doit être, s'il le dit; mais je ne saurais vous l'assurer de mon côté, car *il n'y a que trois cents ans que je le sers...* »

Stupeur profonde du gentilhomme breton, qui se retira en regardant avec pitié cet homme, aussi fou que son maître. Le pauvre valet s'était tellement identifié avec son maître, qu'il croyait, en effet, le servir depuis trois siècles (1).

Je retrouvai à Dresde et me liai beaucoup avec quelqu'un que j'avais connu lors de mon arrivée à Berlin, en 1816. Je veux parler de Carl-Maria de Weber, cet excellent homme, ce grand compositeur aux mélodies si suaves, à demi estropié, d'une santé chétive et atteint d'une affection du larynx qui n'a pu lui permettre une longue existence. A Berlin, en 1821, j'avais assité à la triomphale première représentation de *Freyschutz*, ce célèbre opéra qu'on a si pitoyablement tronqué et représenté à Paris sous le nom de *Robin des Bois*.

Weber me dit, un jour, qu'il pensait à composer pour la scène française, et me demanda de s'assurer avec lui s'il saurait bien prosodier ma langue et en placer convenablement les paroles sous la musique. A cet effet, il me pria de lui écrire une romance. Ce que je fis, et, en 1824, je remis le manuscrit à un éditeur de musique que je connaissais de vieille date,

(1) D'une origine restée mystérieuse, le comte de Saint-Germain naquit, croit-on, en 1710, et mourut vers 1785.

M. Messonnier. Ce dernier m'a dit depuis avoir vendu huit éditions de cette romance (1).

On attribue à Weber l'invention de la lithographie, mais, pour ma part, je ne l'ai jamais vu s'en occuper. Ce pauvre homme était, je l'ai dit, d'une santé déplorable, et c'est avec bien de l'inquiétude et du chagrin que je le vis, peu avant mon départ de Dresde, se mettre en route pour Londres où il allait surveiller en personne la mise en scène à Covent-Garden de son opéra d'*Obéron*, fort bel ouvrage, dit-on, mais qui, en tous cas, ne surpassera point *Freyschutz*. Cet opéra, sur lequel comptait tant Weber, aura été cause de sa mort. Covent-Garden a représenté *Obéron* le 12 avril de cette année (1826); l'opéra a été fraîchement accueilli, ce qui a causé un tel chagrin à Weber que sa maladie s'en est aggravée et qu'il vient de mourir (5 juin).

Lors de son voyage pour Londres, Weber a été reçu triomphalement à Paris. Il aimait les Français et en était aimé. L'an dernier, pendant le séjour à Dresde du maréchal Mortier et de ses deux filles non mariées, Malvina et Louise, Weber a souvent eu l'obligeance de tenir le piano chez M. de Rumigny pour faire chanter ces jolies jeunes filles.

Weber eût voulu, je le répète, beaucoup travailler pour la scène française. Avant qu'il ne quittât Dresde, je lui ai procuré *la Colère d'Achille*, poème de Désaugiers, l'aîné, qui a déjà écrit pour le grand opéra, et a corrigé, changé et remanié de fond en comble plusieurs pièces qu'on a pu remettre à la scène après de nombreuses toilettes.

Un des salons de Dresde les plus accueillants est celui de la duchesse d'Esclignac, vieille originale, remplie de gaîté malgré ses soixante ans bientôt. Toujours charmante pour notre légation, elle nous donnait de délicieux petits dîners et se pro-

(1) Voici le premier couplet de cette romance intitulée : *Du moins je la voyais* :

Elle était simple et gentillette,
Celle qui fit battre mon cœur,
Mais elle a fui, la bergerette,
Avec elle a fui le bonheur.

menait fréquemment à cheval, accompagnée par l'un de nous : soit Frédéric Portal, soit moi. Elle ne monte pas en amazone, mais en homme, étant du reste vêtue dans ces occasions comme le serait un homme, d'une petite redingote fort élégante, et elle manie son cheval aussi facilement que le meilleur et le plus hardi cavalier. La duchesse d'Esclignac est, je crois, séparée de son mari, qui vit à Paris avec son fils, le duc de Fimarcon, tandis qu'elle habite Dresde, ainsi que son deuxième enfant, Mme de Weissenbach, jolie jeune femme, gaie comme sa mère, et fort naturelle.

Il est aisé de voir que la duchesse d'Esclignac n'aime pas beaucoup son cousin, le roi Frédéric-Auguste, car elle se laisse volontiers aller à des anecdotes piquantes, et parfois méchantes, sur le roi et la Cour de Saxe. De son royal cousin, elle dit couramment : « Ce n'est pas un Roi; ce n'est pas un homme; c'est un mannequin... Depuis vingt ans, il l'a bien prouvé... Mieux vaut un Electeur qu'un mannequin couronné (1)... »

Un jour que M. de Rumigny vantait devant la duchesse d'Esclignac les vertus de la Reine, et émettait la pensée que sa royale cousine aimait les Français, la duchesse qui, de cœur, est Française, et pour laquelle les nuances de notre langue n'ont pas de secrets, se prit à répondre comme suit à mon chef :

« Le diable, quand il est vieux, se fait ermite... Je ne sais si la Reine aime et a aimé *les* Français en général, mais du temps où elle n'était qu'Electrice, elle a aimé *des* Français. Votre beau duc de Lauzun (2) en savait quelque chose... Il y a eu aussi, dans le temps, une certaine aventure avec un coiffeur français, lequel aurait expié son bonheur par une captivité perpétuelle dans la forteresse de Kœnigstein... »

Les dires de la duchesse d'Esclignac sont-ils véridiques?... Cela je l'ignorerai toujours. La duchesse n'est pas méchante,

(1) Frédéric-Auguste, Electeur de Saxe en 1768, fait roi par Napoléon en 1806.

(2) Armand-Louis, duc de Lauzun, prend, en 1788, le titre de duc de Biron, fait en 1792 les campagnes des armées de la République française comme général, et est guillotiné le 31 décembre 1793.

mais elle en veut à la Cour saxonne et ne résiste pas au plaisir de faire quelques bons mots.

L'originale et aimable duchesse est fille de ce prince Xavier de Saxe, plus connu sous le nom de comte de Lusace, et qui, jusqu'à la majorité de son neveu Frédéric-Auguste, dirigeait sagement la Saxe, sous le titre d'administrateur. Aimant beaucoup notre pays, pour lequel il avait vaillamment combattu durant la guerre de Sept ans, et ayant épousé une femme n'appartenant point à une famille souveraine, circonstance qui, le cas échéant, empêcherait ses enfants de monter sur le trône d'Electeur de Saxe, le comte de Lusace se retira en France, et servit dans les armées de Louis XVI jusqu'à la Révolution, époque à laquelle il rentra en Saxe, où il mourut ignoré, comme un simple particulier, en 1806. De son mariage avec Mlle de Spinucci (1), il avait eu deux enfants : le chevalier de Saxe, et une fille qui épousa M. d'Esclignac, lequel reçut, à cette occasion, le titre de duc, puis la grandesse d'Espagne.

Le chevalier de Saxe, homme aimable et remarquablement beau, était universellement célèbre par ses aventures amoureuses, sa bonne grâce et ses nombreux duels à l'épée. Le duc de Rauzan m'a dit qu'à Naples le chevalier de Saxe avait si dangereusement blessé son beau-frère, le comte de Damas, que la lame était sortie entre les deux épaules. A Saint-Pétersbourg, énervé par les assiduités d'un jeune officier russe, qui affectait d'être intime avec lui, le chevalier de Saxe traita un jour fort cavalièrement le jeune Moscovite :

— « Comment vous portez-vous? avait dit l'officier russe en abordant le chevalier qui rentrait à cheval de la promenade.

— Eh! parbleu, vous le voyez bien; c'est mon cheval qui me porte. »

Les amis de l'officier russe lui persuadèrent qu'il avait été insulté. Le soir, au théâtre, une altercation s'ensuivit dans la loge du chevalier de Saxe qui souffleta le Russe. On convint d'un voyage à l'étranger pour se battre, la rencontre devant

(1) Par ce mariage, le comte de Lusace se trouvait être parent de Dumouriez.

avoir lieu l'été suivant dans je ne sais quelle ville d'eaux de la Bohême. Pendant le long intervalle, l'officier russe s'exerça au pistolet et, la veille de la rencontre, il demanda cette arme, que le chevalier de Saxe, n'écoutant que son courage, accepta immédiatement, malgré qu'il fût si peu versé dans l'art du tir, qu'il était obligé de convenir « qu'à quinze pas il ne placerait pas une balle dans une porte cochère ». Le lendemain, le chevalier de Saxe était tué raide.

CHAPITRE XVII

Le lieutenant-général de Gersdorff. — Son journal militaire. — Evénements qui ont précédé ou accompagné la bataille de Dresde. — La mort de Moreau. — La défection de Leipzig. — Ce qu'en pensent les Saxons.

Paris, juillet 1826.

En fait de généraux saxons, je n'ai guère à citer que les lieutenants-généraux de Zeschau (1), ministre de la guerre, de Zeschwitz (2), de Ziegler, aide de camp général du Roi, et de Gersdorff. Rien à dire de mes relations peu suivies avec les trois premiers. Quant au dernier, je l'ai connu plus intimement : son caractère, resté jeune, le porte vers les jeunes gens, et, autant il est peu aimé des Saxons qui lui reprochent son attachement à Napoléon, autant il est apprécié des Français.

Le lieutenant-général de Gersdorff est, actuellement, inspecteur général de l'armée de réserve, aide de camp général du Roi, gouverneur de l'Ecole des Cadets, et grand-officier de la Légion d'honneur. Du temps de Napoléon, il a rempli dans les rangs du contingent saxon un rôle brillant, et s'est particulièrement distingué au siège de Dantzig, puis à Linz et à Wagram. Depuis 1809, il était chef d'état-major général de l'armée saxonne, qu'il avait intelligemment réorganisée, sous les auspices et l'impulsion de Bernadotte (3).

Le général de Gersdorff, dont l'obésité s'opposerait, désormais, à ce qu'il pût servir en temps de guerre, écrit, depuis

(1) Né en 1760, mort en 1832. C'était le lieutenant-général de Zeschau qui, en 1813, commandait l'unique division formée par le contingent saxon au service de la France.

(2) Le général de Zeschwitz avait commandé l'armée saxonne, antérieurement au général de Zeschau, qui, alors, y servait en qualité de chef d'état major.

(3) Dès les premiers jours de 1809, Napoléon avait expédié Bernadotte à Dresde, avec mission de réorganiser l'armée saxonne.

fort longtemps, un journal de sa vie militaire et de l'histoire militaire de notre siècle. A la suite de nombreuses questions sur les événements qui ont précédé ou accompagné la bataille de Dresde, le général de Gersdorff qui, chef de l'état-major de l'armée saxonne, se trouvait continuellement avec l'Empereur, lequel lui témoignait beaucoup de confiance, a bien voulu me proposer de me prêter les feuillets de son journal consacrés à ces événements, m'autorisant à prendre *pour moi seul* les notes que je jugerais à propos. J'ai accepté avec grande reconnaissance l'aimable proposition d'un militaire aussi distingué (1).

Tout d'abord, les documents que m'a montrés le général de Gersdorff m'ont fixé sur un point capital : l'effectif de ce qu'on a pompeusement appelé « l'armée » saxonne au service de Napoléon, en 1813. Ce contingent a fourni 16,000 hommes, dont la moitié seulement a concouru aux opérations de la campagne (2). Je crois que, généralement, on a attribué des chiffres plus élevés à ce contingent.

(1) Quand, dernièrement, j'ai quitté Dresde pour revenir à Paris, le général Gersdorff publiait un ouvrage militaire intitulé : *Leçons sur des sujets militaires*. (*Note de l'auteur.*)

(2) Extrait de l'effectif des troupes saxonnes à la date du 25 mai 1813, signé par le lieutenant-général de Gersdorff, chef d'état-major général de l'armée saxonne.

A) Troupes faisant partie du 7e corps de la Grande Armée et du corps de cavalerie du général Latour-Maubourg	Etat-major	8	8.614
	Génie	96	
	Artillerie	654	
	Infanterie	5.425	
	Cavalerie	3.431	
B) Troupes en garnison à Torgau et à Eilenbourg (y compris 1,300 malades)	Etat-major	6	4.958
	Génie	91	
	Artillerie	772	
	Infanterie	4.089	
C) Troupes en garnison à Dresde	Artillerie	11	886
	Infanterie	775	
	Cavalerie	100	
D) Troupes détachées à Schmiedefeld	Artillerie	32	57
	Cavalerie	25	
E) Dépôts de cavalerie			485
F) Troupes sous les ordres du général de Gablenz (y compris les malades qui sont en arrière)	Etat-major	4	1.157
	Artillerie	151	
	Infanterie	476	
	Cavalerie	344	
	Ambulances	182	
G) En garnison à Glogau et Danzig	Artillerie	280	280
TOTAL GÉNÉRAL			16.437

Voici quelques extraits du *Journal militaire* du général de Gersdorff, que je commence au 10 août 1813, pendant le congrès de Prague et l'armistice de Plaswitz (1).

10 *août.* — Célébration avancée du jour de naissance de l'Empereur. Grand enthousiasme.

11 *août.* — L'Empereur me fait appeler à 9 heures du matin : « Eh bien! nous aurons la guerre : l'Autriche se déclare contre moi. « Tels furent les premiers mots de l'Empereur.

Je n'avais jamais vu l'Empereur aussi inquiet ni aussi absorbé qu'aujourd'hui : se promenant les mains derrière le dos, pensif, le regard triste, ni fâché, ni emporté dans ses manières. Attendant rarement une réponse, il a conduit la conversation d'une manière brève qui n'est pas étrangère à ceux qui sont habitués à se trouver auprès de lui. Appréciant la conduite des alliés, antérieurement et actuellement, à son égard, il manifestait du mépris pour celle que tenait l'empereur d'Autriche :

« Il ne saurait être pour moi. Je ne le voulais même pas, mais il devait rester neutre. Je lui aurais donné une partie de mes conquêtes légales : la Silésie, pour laquelle ses ancêtres se sont battus pendant onze ans. Cette acquisition eût donné une gloire éternelle à son règne... Au reste, il n'agit pas comme il le désire. Metternich l'a entraîné. Mon beau-père n'aime pas la Russie; la Prusse ne l'aime pas non plus... Jamais je n'aurais cru que l'Autriche se serait déclarée sérieusement contre moi. On me l'a dit toutefois, je ne le croyais pas. Vous-même m'en avez parlé : je pensais que vous étiez sous l'influence de l'opinion générale.

— Lorsque j'osai parler à Votre Majesté de l'opinion générale, il me paraissait impossible que l'empereur François et ses conseillers pussent ne pas y céder.

— Vous avez eu raison. Cependant, cette conduite est contre la nature... Bah! une fois qu'ils auront été bien battus, ils tourneront bride. »

Ici l'Empereur se laissa aller à des épanchements très intimes, dont le général de Gersdorff fut si touché, qu'il regarde comme un devoir de ne pas les confier au papier.

Puis, s'interrompant tout à coup :

— « Que fera le Roi? dit l'Empereur. »

— « Mes vœux sont pour que le Roi s'enferme à Kœnigstein; mais Sa Majesté ne partage pas mes idées sur ce point.

(1) 4 juin au 12 août 1813.

. — Je pense que je pourrai éloigner l'ennemi de Dresde et porter la guerre dans une autre contrée. Parlez au Roi. Dites-lui que la suspension d'armes est levée et que l'Autriche nous déclare la guerre (1). Jusqu'à présent, le Roi ne voulait pas croire que cela fût possible. A quoi cela tient-il?

— Mon vieux maître estime les liens de la consanguinité plus puissants que la politique. Votre Majesté elle-même les estime...

— Oui, oui! La parenté!... Ah! C'est Metternich qui a inspiré la guerre! »

L'Empereur me congédia plus calme qu'il ne l'était quand je suis arrivé; il s'était épanché sur plusieurs points, et j'ai remarqué que, toujours, ces conversations agissaient d'une manière salutaire sur son âme.

Le général de Gersdorff fait alors des réflexions fort tristes sur le sort qui attend l'Empereur, seul contre tous : sur lui-même qui, fidèle à son Roi, se trouvera sans doute entraîné par le tourbillon.

« Que le sort décide! *Quocumque me fata trahunt!* Le Roi me parle de tout avec la tranquillité et la résignation qui lui est propre. Il me paraît résolu à suivre l'Empereur dans l'intérieur de l'Allemagne... »

12 *août.* — L'Empereur est aujourd'hui comme d'habitude. Si je n'avais pas entendu ses paroles, je ne pourrais jamais croire qu'il s'est passé quelque chose.

13 *août.* — Les courriers se sont multipliés aujourd'hui.

14 *août.* — J'ai assisté ce matin, debout comme à l'ordinaire, au déjeuner de l'Empereur. Lorsqu'il se leva de table, se dirigeant vers le jardin, je voulais me retirer, quand l'empereur m'appela; il dit quelques mots à Berthier, puis sortit, et je me trouvai seul avec l'Empereur. Il m'a parlé du Roi. Il a loué les sentiments fermes de ce monarque, qu'il voudrait plus jeune de vingt ans, et qu'il trouve trop *bigot.*

« Il croit trop à la Providence, me dit-il; j'y crois aussi, mais je pense toujours qu'elle nous laisse debout ou tomber, selon que nous nous conduisons... J'entreprends cette guerre avec répugnance; je serai vainqueur, je le crois, mais le théâtre ne vaut pas l'ancien... J'ai quatre souverains contre moi. Deux sont mes ennemis irréconciliables : le roi de Prusse et le prince royal de Suède. L'empereur de Russie ne me hait pas, je le sais, mais il

(1) En réalité, l'armistice n'expira que le 12 août.

ne m'a pas compris; il ne pense plus à ce que je lui ai dit à Erfurt. Mon beau-père ne veut pas se battre contre moi, mais il est forcé..., forcé..., forcé!... Si nous avons la paix un jour, je lui ouvrirai les yeux... Vous resterez ici près du Roi. Je laisse Saint-Cyr à Dresde. Soyez amis et communiquez-vous tout l'un à l'autre. Cependant, à l'exception du Roi, personne ne doit savoir ce que vous aurez à traiter... Saint-Cyr n'est pas très vif dans ses déterminations, mais il est prévoyant, fidèle, et je puis compter sur lui... Tenez-vous sur vos gardes. Je ne crois pas que le Roi ait quelque chose à craindre; mais, pourtant, je ne puis être partout, et, dans ce cas, je compte sur votre attachement au Roi et sur votre propre détermination... Cachez le danger jusqu'à ce qu'il devienne pressant: quiconque est chargé d'une mission doit savoir s'exposer et apprécier les choses. Je fus toujours content de vous; tous mes alentours vous sont dévoués et vous aiment. Vous m'avez dit souvent votre opinion avec sincérité..., et vous avez eu raison. Vous y avez gagné mon estime. Votre patrie doit être reconnaissante; elle le montrera, et moi aussi. Que la paix se fasse, et je vous prouverai que vous avez eu en moi un protecteur. Quant à présent, nous allons avoir de tristes jours; je le prévois; mais, si tout se tient bien ensemble, si tous convergent sur le même point, tout pourra bien aller encore. »

Il me tendit les mains; je les baisai. Il retint la mienne, qu'il tint près de deux minutes :

« Ecoutez, Gersdorff, continua-t-il, soyez comme je vous ai toujours trouvé: attentif, ne faisant attention qu'aux grands événements, sans écouter une peur imprudente... Ecrivez à Berthier. Vous avez un précieux talent; vous savez juger les nouvelles et les grouper ensemble; talent que je cherche souvent en vain chez le plus grand nombre de mes généraux. Ils croient toujours trop ou trop peu. »

15 *août*. — Quel empressement! Quel mouvement!... L'Empereur veut partir aujourd'hui. Il est très gai... Le roi de Naples revint hier (1)... On attend Narbonne (2).

(1) Après mille hésitations, Murat venait enfin de revenir à la cause de Napoléon, qu'il avait abandonnée le 16 janvier 1813. On sait ce que, dans une lettre adressée à cette époque par l'Empereur à sa sœur Caroline, Napoléon disait de Murat : « ... Le Roi (Murat) a quitté l'armée le 16 (janvier). Votre mari est un fort brave homme sur le champ de bataille; mais il est plus faible qu'une femme ou qu'un moine, quand il ne voit pas l'ennemi. Il n'a aucun courage moral... »

(2) Comte Louis de Narbonne-Lara, aide de camp particulier de Napoléon et ambassadeur à Vienne. Narbonne rentrait de Prague où il avait tenté de négocier une paix impossible.

15, *soir*. — A deux heures, les voitures de l'Empereur étaient prêtes à partir. L'Empereur me fit appeler au jardin. Il me paraissait fort bien disposé

— « Il faut me rendre un service, Gersdorff!... Je compte pour cela sur votre activité. Je le dirai avec franchise : mes généraux n'ont plus de confiance dans les Allemands, et peut-être n'ont-ils pas tout à fait tort. Toutefois, ils exagèrent; la masse des hommes est entraînée par les choses extérieures. L'Allemand réfléchit. Si je gagne une bataille, il réfléchira. Si j'en gagne une seconde, il est mon allié. Aujourd'hui, il me faut céder à la force des préventions : Kœnigstein ne peut rester entre vos mains. Cela m'afflige, car le Roi en sera affligé; et c'est ce que je ne voudrais jamais; mais je ne puis faire autrement.

— Votre Majesté a reconnu avec moi que Kœnigstein n'a aucune importance militaire.

— Oui, je le sais..., mais je dois faire quelque chose pour satisfaire l'opinion de l'armée.

— Le Roi sera plus blessé de la défiance que du fait en lui-même... Il ne l'a pas mérité... »

Après un court délai, et pour mettre à l'abri l'amour-propre de son vieux souverain, le lieutenant-général de Gersdorff proposa de laisser, du moins, le commandement de la forteresse à un général saxon, sous les ordres duquel serait placée, en apparence, la garnison française qui viendrait renforcer la garnison saxonne. L'Empereur accepta.

En ce moment, on annonça Narbonne. Il était couvert de poussière et descendait de voiture. L'Empereur causa avec lui pendant plus d'une heure. Le roi de Naples vint causer avec moi; il me parla du Roi avec beaucoup de respect. Vers 5 heures, l'Empereur monta en voiture avec le roi de Naples.

Je m'acquittai auprès du Roi de ma très désagréable mission. Je dînai chez le duc de Bassano à 7 heures et demie, avec Vandamme, arrivé une heure après le départ de l'Empereur, et Durosnel. Le sabreur Vandamme apporta quelque gaîté au dîner. Personne ne se montra trop pincé. Après la table, je passai dans le cabinet de Bassano avec Durosnel, qui me promit de choisir, pour commander les Français qui prendraient possession de Kœnigstein, un homme dont le gouverneur saxon serait satisfait.

Le général de Gersdorff doit avoir eu quelque sujet de mécontentement contre le duc de Bassano; sans cela un

homme sérieux, dans des circonstances comme celles où il se trouvait et qui préoccupaient sa pensée à un si haut degré, ne se serait pas laissé aller à le désigner un peu plus loin, dans un feuillet de son journal, sous ce nom : « l'homme aux gros mollets ». Peut-être l'explication en est-elle dans la scène suivante que nous raconte le général saxon.

J'avais procuré à l'Empereur une copie des conventions de Trachenberg. M. de Bassano me dit à cette occasion : « L'Empereur vous récompensera de ce service. On vous appelle *les lourds Allemands;* vous avez agi plus promptement et plus à propos que tous nos officiers ».

Il est certain qu'il était tout au moins inutile de parler de « lourds Allemands » en faisant des remerciements au général de Gersdorff.

16 *août.* — Caulaincourt est arrivé de Prague. Avant de partir pour Prague, il n'avait pas caché son opinion sur le résultat, à ses amis... Il le rappelle très volontiers actuellement.

17 *au* 19 *août.* — J'ai appris, par Odeleben, que Napoléon est allé visiter la nouvelle route qu'il a ordonnée près de Kœnigstein. Il est arrivé le matin à 2 heures à Bautzen, où il est resté jusqu'au 17 au soir. De là à Reichenbach et Gœrlitz, et, le 19 au matin, à Zittau...

Le journal du général de Gersdorff présente une lacune regrettable allant du 19 au 23 août. Le matin de ce jour, 23 août, l'Empereur a appris d'une façon positive que la grande armée austro-russe marche sur Dresde.

24 *août.* — Le plan des alliés est à jour. O grand Napoléon. Ne te repentiras-tu pas d'avoir abandonné tes premiers projets?... Ils étaient, sans contredit, les meilleurs; mais on veut toujours être le *Deus ex machina...*

Durosnel est de mon avis... On s'attend, à chaque heure, à une attaque.

J'ai eu un long entretien avec le Roi. Je lui ai exposé toutes les chances qui pourraient se présenter : « Ce que nous, nous voyons, l'Empereur l'a déjà prévu, m'a dit le Roi. Il n'est pas homme à se tromper comme général ».

Mathieu Dumas (1) est très soucieux... Beaucoup plus que

(1) Intendant général de l'armée française, le comte Mathieu Dumas avait alors son quartier général à Dresde.

moi. Il me paraît qu'il sait mieux décrire ce qui est arrivé qu'envisager tranquillement ce qui peut arriver. Mais aussi, dans ses fonctions actuelles, il peut voir les choses tout autrement qu'à la tête d'une division.

25 *août*. — Nuit très agitée. Je suis allé deux fois aux portes de la ville. Nous sommes enfermés de tous côtés.

J'ai fait dans la matinée, avec le général Gourgaud, une reconnaissance de la position des divers corps ennemis. La vallée de Plauen, Tharandt, étaient occupés.

Le soir, à 6 heures, est arrivé le roi de Naples. Il apporte des ordres pour Saint-Cyr.

26 *août, à 11 heures du soir*. — Le soir d'une journée importante et tumultueuse!... Lorsque le jour parut, il était couvert, comme nos dispositions. Il faisait beaucoup de vent. De fortes attaques avaient lieu sur notre aile gauche. Un jeune volontaire, fait prisonnier — de bonne famille —me dit que le général major prussien de Zieten commandait les attaques. Les Russes attaquaient en même temps du côté de Blassewitz et repoussaient les nôtres... Sur l'aile droite, grand développement de batteries russes.

L'Empereur est arrivé à 10 heures. Il était suivi de près par ses colonnes. Il fit envoyer des compliments au Roi, et monta à cheval immédiatement pour reconnaître du côté de la barrière de Pirna. L'ennemi était si près, que l'Empereur préféra ne pas être accompagné. Il franchit la barrière, n'étant suivi que de Caulaincourt et d'un page, lequel fut blessé légèrement... Celui qui a tiré ne savait pas, certes, à qui aurait pu être destinée sa balle!

L'Empereur retourna par la barrière de Freyberg. Il fut voir le Roi. De retour chez lui, il me fit appeler; il était assez bien disposé. Il loua ma conduite avec Gourgaud : « Vous avez parlé comme un homme, et comme un général qui ne perd pas la tête au premier moment. Je suis charmé d'avoir trouvé le Roi tranquille. Ceci vous fait honneur; continuez ainsi ».

Je fis connaître à l'Empereur que l'avant-garde de l'aile gauche de l'ennemi avançait sous les ordres du général Metzko. L'Empereur parut satisfait. Murat entra; je répétai ce que je savais. Le roi de Naples loua mon zèle..., mais avec quel sentiment pénible ne remplissais-je pas, en cette circonstance, ce que je regardais comme mon devoir?... Là, en face, étaient mes amis, mes camarades qui se sont séparés de moi. Ici, combien me considèrent comme un mercenaire et me maudissent! Sois ferme, reste conséquent; cela seul peut te conduire au but : voilà ma doctrine... O mon bon Roi! Jamais tu ne pourras me récompenser pour ces heures de

pénible réflexion!... Ce que je fais n'est rien; c'est mon devoir; mais ce que je souffre, ce que je dois supporter!

L'Empereur se mit à table avec Murat. Berthier était occupé et resta dans sa chambre. Napoléon parla beaucoup de Moreau; il le présumait arrivé au quartier général ennemi; mais, depuis l'arrivée de Moreau à Berlin, on n'avait pas entendu parler de lui. Il avait paru à Trachenberg.

Tout ce qui arrive de nouvelles du côté de Berlin intéresse vivement l'Empereur... Je n'ai pas bonne opinion de ce qui s'y passera: Reynier, Bertrand, Oudinot y sont. Trois chefs de corps! Sans qu'aucun d'eux soit déclaré général en chef!

En entrant dans son cabinet, et après quelques questions sur les mouvements de l'ennemi, l'Empereur dit : « Ou ils vont m'attaquer dans peu d'heures — ce que je ne crois pas, car ils savent peut-être déjà que je suis ici — ou nous leur donnerons la chasse. Je suis prêt à tout ». Murat exprima l'opinion que l'ennemi n'attaquerait pas et masquait sa retraite.

— Je crois, Sire, dis-je, que les choses sont trop avancées pour que les alliés ne tentent rien. Ils savent que toutes les troupes ne sont pas arrivées, et que, lors même qu'elles arriveraient en ce moment, elles seraient fatiguées.

— Je pensais comme vous d'abord, répliqua le roi Murat, mais l'Empereur et Berthier pensent autrement.

— Il y a, continua l'Empereur, deux généraux saxons dans les rangs ennemis : Thielman et Langenau. Que pensez-vous d'eux? Peuvent-ils être utiles à l'ennemi?

— Sans doute, Sire; ils connaissent parfaitement Dresde et ses environs.

— Croyez-vous qu'ils se montrent très actifs?... Ce serait mal de leur part, car ils combattent, en ce moment, contre leur patrie.

— Et leur ville natale, ajoutai-je, car tous deux sont nés à Dresde. Pourtant, leur sort et leurs convictions les ayant placés dans les rangs ennemis, ils rempliront leurs devoirs actuels, aussi bien qu'ils les eussent remplis s'ils fussent restés ici. Mais je crois qu'aucun d'eux n'est attaché à la colonne de l'aile gauche; sans cela, elle serait déjà ici il y a longtemps.

Je me rendis à la Cour. J'y trouvais deux officiers de Berthier. Gourgaud y vint. Il était 2 heures.

Je me rendis chez le Roi. On descendait son dîner. J'avoue qu'en ce moment, je lui portai envie, n'ayant rien pris depuis plus de vingt-quatre heures.

Je revins à la tour : tout semblait se préparer pour l'attaque, de la part de l'ennemi qui se formait en cinq colonnes.

Nous fîmes part à l'Empereur de toutes les dispositions que nous avions reconnues; il était 3 heures et 10 minutes. « Eh bien! A cheval! » Telle fut la seule et courte réponse de l'Empereur. Peu après, il était auprès du pont. Il m'envoya chez le Roi, et donna des ordres multipliés à ses aides de camp...

Il fit venir les troupes qui étaient sur la route de Bautzen; il ne laissa aucun régiment défiler par le pont, sans lui adresser quelques paroles auxquelles les soldats répondaient avec joie, et souvent d'une manière plaisante, oubliant qu'ils succombaient à la fatigue, tant le grand homme règne sur le cœur de ses soldats!

La position de Loëbdau — que l'Empereur nommait toujours « le village », ne pouvant bien prononcer ce nom — était ce qui l'intéressait le plus. Il voulait jeter ainsi l'ennemi sur l'un ou l'autre côté de la vallée de Plauen et assurer sa droite; il reconnaissait que c'était le point le plus faible de l'ennemi...

L'Empereur a commandé avec une tranquillité que peut seule donner la certitude du succès : « Si nos ennemis, a-t-il dit à table ce matin, ont commencé et agi d'abord avec conséquence, ils sortent déjà de leur rôle ici. Car, s'ils m'attaquent, cela peut leur coûter toute la campagne. »

Le combat dura avec acharnement jusqu'après 6 heures; toutefois, sans décision importante. Quelques bombes ont mis le feu sur divers points de la ville.

Les colonnes étaient serrées en masse contre les barrières, quand l'Empereur ordonna au maréchal Mortier de déboucher par la barrière de Ziegel et celle de Pilnitz, et d'attaquer l'aile droite de l'ennemi.

Le roi de Naples agit de même contre l'aile gauche, avec deux divisions de la garde et de la cavalerie.

Le maréchal fut plus heureux dans ses progrès que le roi Murat. Tous deux trouvèrent une résistance opiniâtre.

La canonnade ne cessa qu'avec le jour.

L'Empereur fit encore à cheval le tour de la ville; un de ses officiers d'ordonnance a été mortellement blessé près de lui... Il était 10 heures du soir quand il mit pied à terre au château; et il se rendit immédiatement chez le Roi, auprès duquel la famille royale était encore réunie.

J'avais, pendant ce temps, été diriger les travaux pour éteindre les incendies. Je revins au château rendre compte de ce qui s'était passé. L'Empereur était gai : « Ils se retireront cette nuit, dit-il; j'en ai la conviction. Je me mettrai à leurs trousses, et je serai en Bohême avant eux... Vandamme doit avoir passé l'Elbe à Kœnigstein avec le 1er corps... Je me dirigerai sur Prague... Gers-

dorff, je vous prends avec moi, afin de vous envoyer de là auprès du Roi; mais dites-moi tout ce que vous avez remarqué ».

Je répétai d'une manière concise tout ce qui était de nature à l'intéresser...

Pendant l'affaire d'aujourd'hui, Victor et Latour-Maubourg ont commandé la jeune garde, sous les ordres du roi Murat. Marmont, avec la vieille garde, était au centre. Puis, entre lui et l'aile gauche, était Saint-Cyr. L'aile gauche était conduite par Mortier, ayant sous ses ordres une partie de la jeune garde et la cavalerie de la garde commandée par Nansouty.

A la nuit tombante, le 26 août, les alliés abandonnaient le terrain couvert de morts et de blessés; ils nous laissaient plus de 2,000 prisonniers et se retiraient sur les collines environnantes. L'éclatant succès du lendemain allait compléter l'œuvre de la première journée de Dresde.

27 *août.* — Je racontai ce matin à l'Empereur ce que j'avais observé du haut de la tour. Berthier qui entra, confirma ce que je venais de dire, et l'Empereur parut fort surpris que l'ennemi ne se fût pas retiré.

— Je crois, dit-il, que les souverains ont commis une folie en restant ici. Le roi de Naples m'a fait dire qu'il a encore des Autrichiens *au cul;* cela leur coûtera cher! Le Roi leur rompra le cou dans les précipices de Plauen... Qu'avez-vous entendu dire des troupes des environs de Berlin?

— Rien d'officiel, Sire, mais on dit que le 7e corps a été battu.

— Ils le sont tous; mais silence là-dessus! Il faut réparer cela ici, et je pense pouvoir le faire. »

En reparlant de l'aile gauche, l'Empereur parut douter que l'ennemi eût si peu d'artillerie sur ce point : « Eh bien, dit-il, allons le voir! A cheval! » Il gagna la hauteur avec Caulaincourt et moi seulement; le reste de sa suite demeura en arrière.

La contrée était couverte de brouillard; la pluie tombait à verse. L'Empereur me fit plusieurs questions sur la gorge de Plauen.

On alluma un grand feu. L'Empereur mit pied à terre.

Ce ne fut qu'à 7 heures que le feu devint vif et nourri des deux côtés. On pouvait juger, par le bruit du canon, que le roi de Naples faisait des progrès. A 10 heures, un aide de camp du roi Murat vint annoncer que l'ennemi ne défendait que quelques villages, et que sa route sur Freyberg était coupée.

L'Empereur m'envoya porter cette nouvelle au Roi. « Dites-lui que je me rends à l'instant vers l'aile droite pour y commander

ce qui est nécessaire; qu'il peut regarder l'ennemi comme battu, et qu'il ne se défend plus que pour protéger sa retraite. »

Toutefois, les alliés combattirent avec acharnement... Les attaques du centre n'étaient que feintes. Le maréchal Mortier avançait, mais au milieu des plus grandes difficultés. Je voyais tout du haut de la tour... Mortier maintenait la route de Pirna et pénétra jusqu'à Leobau, le terrain lui étant vigoureusement disputé...

Vers une heure, je reçus l'avis que Vandamme avait passé l'Elbe. Je revins auprès de l'Empereur, qui était retourné au feu. Il m'envoya près du Roi, et, de nouveau, à la tour.

Peu après, un officier d'ordonnance de l'Empereur vint annoncer au Roi que l'aile gauche de l'ennemi était culbutée, que deux généraux et 20,000 hommes, ainsi qu'une grande quantité de canons, avaient été pris; enfin, que les cuirassiers saxons s'étaient couverts de gloire...

Quoi que l'on puisse penser de cet éloge décerné par l'Empereur aux cavaliers saxons en cette circonstance — simple flatterie peut-être à l'égard d'alliés fidèles — il est certain que la pluie, gênant ou empêchant les feux de l'infanterie, le plus grand effort de la bataille fut soutenu par la cavalerie. A 2 heures notre victoire était complète. Nous prîmes à l'ennemi quarante drapeaux.

Un peu avant 4 heures, l'Empereur, mouillé au point que le derrière de son chapeau, détrempé par la pluie, pendait sur la nuque, revint à cheval par la barrière de Dippolsdiswerda. A sa suite marchait le maréchal lieutenant de Metzko, fait prisonnier, blessé, et déjà pansé.

Le tonnerre du canon se perdit peu après, annonçant que l'ennemi se retirait en règle.

L'Empereur me fit appeler dans son cabinet de toilette. Il fut fort gai, parla des événements du jour, plaignant l'empereur François qui, du premier choc, avait perdu autant de monde...

« L'accord, me dit-il, manque encore parmi les souverains alliés. Le mauvais temps d'aujourd'hui les a sauvés d'un plus mauvais traitement. Je voulais prendre d'assaut les hauteurs; la pluie m'en a empêché. Je pense être en Bohême avant l'ennemi, et à Prague en même temps que *Messieurs mes collègues*... Connaissez-vous l'Eger?... Vous avez été à Prague. En connaissez-vous bien les environs?

— Sans doute, Sire. Du moins, tous les points devenus mémo-

rables en 1757. Je crois, cependant, que Prague n'arrêtera pas beaucoup Votre Majesté.

— Comment cela?

— Ou le mécontentement rompra une alliance que les événements d'aujourd'hui et ceux d'hier ont sans doute ébranlée; ou les alliés attendront l'armée française en pleine campagne.

— Nous verrons... Suivez-moi. Après le premier événement heureux, je pense vous renvoyer auprès du Roi... Maintenant, introduisez le maréchal lieutenant, et restez pour servir d'interprète. Il ne sait pas le français; il m'a l'air d'un imbécile... Et puis après, prenez soin des prisonniers; il y en a beaucoup... Encore un mot! Je suis charmé du résultat de ces deux journées; mais là où je ne suis pas, les choses vont mal. Tout ce qui a été dirigé sur Berlin a été battu. Je crains pour Macdonald; il est brave, il est bon, il est dévoué, mais il n'est pas heureux... N'avez-vous pas de nouvelles de la haute Lusace?

— J'attends, ce soir, mes éclaireurs.

— Aussitôt que vous apprendrez quelque chose, accourez, même au milieu de la nuit. Je suis fatigué; cependant, je dormirai peu. J'éprouve quelque peine que les compatriotes de ma femme aient autant souffert. Ils ont été mal conseillés. Peut-être est-ce là une épreuve de votre Langenau? Il a mal débuté.

— Je croirai presque, Sire, qu'il n'était pour rien dans tout ceci; sans cela, comme il connaît parfaitement bien Dresde, les attaques de l'aile gauche auraient été plus fortes.

— Oui, elles ne valaient rien du tout. »

L'Empereur passa dans la salle à manger, et je me rendis alors dans le salon de service. Je me présentai à M. de Metzko comme étant chargé de l'introduire et je le priai de me faire connaître, à l'avance, ses désirs, pour pouvoir les exprimer à l'Empereur. Il demanda seulement à être libre sur parole d'honneur. Ce n'était, certes, pas l'intention de l'Empereur, qui ne voudrait pas perdre l'occasion de montrer à la capitale de l'Empire un maréchal lieutenant autrichien... Je trouvai d'ailleurs que cet officier général justifiait parfaitement, par ses discours, l'opinion que l'Empereur avait conçue de lui. L'Empereur lui parla avec un ton où il entrait un peu de sarcasme. A la demande que lui fit le général de Metzko d'être renvoyé libre, il répondit « qu'il ne croyait pas qu'un général autrichien voulût perdre ainsi l'occasion de baiser la main de la fille de son Empereur ». En conséquence, il devait se tenir prêt à partir pour Paris. Après cela, il le congédia.

Le 28 *août*, l'Empereur sortit de très bonne heure de la ville, à cheval. L'ennemi se retirait; le roi Murat est à ses trousses.

Il s'est battu hier toute la journée. Je rejoignis l'Empereur sur les hauteurs; nous vîmes amener un grand nombre de prisonniers, tous Autrichiens (du moins, je ne vis que *cinq* Russes). Ils se plaignaient de n'avoir ni pain ni souliers. L'Empereur fit quelques observations à ce sujet.

« A quelques lieues de leurs frontières, ces soldats sont envoyés au combat si mal équipés! sans pain! »

L'Empereur chantonnait entre ses dents... Sa gaieté était visible... Son esprit voyait sans doute la dissolution de la coalition. Il m'envoya porter des détails au Roi. Je le quittai au feu du bivouac.

Avant que je prisse congé de lui, il me dit encore : « Je verrai encore par moi-même ce qu'il y a à faire sur l'aile gauche... L'ennemi est en pleine retraite... N'oubliez pas d'informer le Roi que Moreau est sans doute resté sur le champ de bataille, victime de sa trahison envers sa patrie. On m'a amené son chien; Berthier le connaît. Sur le collier est gravé le nom du maître. Il a reçu la récompense que l'on mérite, quand on oublie ce qu'on doit à son honneur et à sa patrie. Une inconcevable fatalité l'a conduit là. J'ai fait mesurer la distance à laquelle il a été frappé; elle est énorme! »

Je vais interrompre ici le journal du général de Gersdorff, pour rapporter comment j'ai entendu raconter à Dresde l'épisode de la bataille de ce nom, relatif à la mort du général Moreau, par un témoin actif de ces mémorables journées : le comte Holzendorf, lieutenant à la garde cuirassière saxonne, à l'escadron faisant partie de l'escorte de Napoléon, le seul escadron saxon qui ne fit pas défection à Leipzig.

Le 26 août (1813), Napoléon s'aperçoit que le feu des batteries de l'aile gauche de l'armée s'est arrêté. Il en demande le motif. On lui répond qu'une colline se trouve en face, sur laquelle il ne se trouve aucun bataillon ennemi. L'Empereur ordonne qu'on reprenne le feu, même inutile, pour que l'ennemi ne vienne pas à supposer que la poudre commence à manquer. Le premier coup de canon, pointé sur un petit groupe, qui, là où il se trouvait, devait se croire à l'abri du feu de l'artillerie française, atteint le général Moreau, dont la présence parmi les alliés n'était pas généralement connue. On s'aperçoit qu'un grand mouvement s'opère sur ce point, et l'on suppose, dès lors, que quelque personnage important

a été atteint. Le soir, deux chiens arrivent, jouant et folâtrant, jusque dans les rangs français. L'un d'eux portait un collier au nom du prince de Schwarzenberg; l'autre, au nom du général Moreau. C'est ainsi qu'on connut, dans l'armée française, la présence de Moreau chez les ennemis. (L'Empereur en était informé)... On ne tarda pas à apprendre la blessure et la mort du général Moreau. Son corps fut embaumé et transporté à Saint-Pétersbourg. Il était mort en Bohême, quelques jours après sa terrible blessure... Tous ceux qui l'ont connu ont prétendu qu'en se rendant à l'armée des alliés, son but était d'être utile à sa patrie, qu'il regardait comme entraînée dans un abîme par Napoléon qu'il n'aimait pas... L'empereur Napoléon a dirigé la bataille de Dresde du pavillon d'un jardin appartenant à M. de Wessnig (1). La pluie tombait à torrents; les bords de son chapeau étaient affaissés sous le poids de l'eau... Napoléon, tout à son affaire, ne s'apercevait seulement pas qu'il était pénétré par la pluie... Après cette immense victoire, Napoléon fut reçu avec enthousiasme à Dresde.

Mais je reviens au journal du général de Gersdorff.

...L'Empereur parla encore quelques instants, en se promenant avec moi devant le feu, et se livra encore à quelques observations sur cet événement, mais sans aigreur... Il demanda tout à coup son cheval, et prit paisiblement la route de Pirna.

Le Roi fut fort touché de la mort de Moreau : « Mon Dieu! Combien sont mystérieux les coups de la Providence! » dit-il à plusieurs reprises.

L'Empereur rentra vers 5 heures. Il se rendit immédiatement chez le Roi, avec lequel il resta une demi-heure.

Il (Napoléon) m'a fait appeler avant et après le dîner. Il paraissait soucieux au sujet de Vandamme... Il m'adressa plusieurs questions sur les nouvelles arrivant de la haute et de la basse Lusace.

« Par Dieu! s'écrie-t-il, Macdonald aussi a été battu le 26; la Bober lui est devenue fatale! »

Je me hâtai, à 10 heures du soir, de me rendre au château. L'Empereur était au lit. Drouot était de service... Il me conseilla

(1) Chambellan du roi de Saxe. Voir chap. XVI.

d'attendre... Une demi-heure après, l'Empereur s'éveilla et fit entendre sa sonnette. Je pénétrai dans sa chambre.

Il me parla du *guignon* qui poursuit Macdonald et Oudinot; déclama contre la cavalerie de Sébastiani et me congédia, en disant : « Il me faut penser à des moyens sérieux »...

L'objet de ma curiosité portant surtout sur les journées des 26 et 27 août, je n'ai pas continué ces notes, bien que les feuilles qui me furent confiées par le lieutenant-général de Gersdorff continssent encore quelques dispositions d'un intérêt réel, jusqu'au moment où l'Empereur quitta Dresde.

Mais voici sur la même époque, et principalement sur la défection de Leipzig, des détails que je tiens, tant de mes entretiens avec le général de Gersdorff ou d'autres témoins de ces événements, que de documents plus ou moins secrets qui m'ont été communiqués.

Il paraît que, dès après Wagram, les Saxons prirent parti pour leur chef, Bernadotte, injustement sacrifié d'après eux, lors de l'attribution des récompenses... Au début de 1813, l'armée de Frédéric-Auguste était mûre pour la défection. « Tous étaient contre lui (Napoléon), disait le général de Gersdorff. Mon bon Roi, Gablenz, Zeschau et moi étions maintenant ses seuls amis... » Le refus de la cavalerie saxonne au printemps de cette année affecta beaucoup Napoléon : « Voilà la seule peine que m'ait causée votre Roi, » dit à ce sujet l'Empereur au général de Gersdorff, pendant la bataille de Dresde.

Combien de fois ai-je entendu le lieutenant-général de Gersdorff déplorer, pour l'honneur de la Saxe et les conséquences de toute nature qui en sont résultées, la défection de l'armée saxonne sur le champ de bataille de Leipzig! (1)

La veille même de la défection, le 17 octobre, la majorité des officiers saxons avait discuté sur l'arrivée de Bernadotte « cette victime de Napoléon » et proposé de se réunir à leur ancien chef de Wagram. A ce propos, je rappellerai que

(1) Né en 1765 et mort en 1829, le général de Gersdorff fut un modèle de fidélité à notre cause, d'autant plus remarquable que son pays est celui des Bunau, des Thielman et des Langenau. (*Note de l'auteur.*)

lorsqu'en 1824, j'arrivai à Dresde, le lieutenant-général de Zeschau était ministre de la guerre. Je l'ai peu connu, mais j'ai souvent entendu affirmer comme un fait notoire, que le 17 octobre, ce général s'était élevé avec force contre la proposition de défection avancée par la majorité des officiers saxons et qu'il l'avait qualifiée « d'attentatoire à l'honneur militaire (1). »

On sait ce que fut, le 18 octobre 1813, à Leipzig, la défection saxonne : en voyant devant eux les troupes du prince royal de Suède, les Saxons de Reynier quittent nos rangs, joignent les Suédois, et, se retournant, tirent sur nous et nous foudroient de leur artillerie.

Dans un curieux document de l'époque, dû à la plume d'un Saxon, j'ai copié ce passage : « Le 18 octobre, pendant la bataille, un officier vint rapporter au Roi (de Saxe) que la plus grande partie de la cavalerie saxonne, attachée au corps du général Reynier, avait passé à l'ennemi, et que l'infanterie paraissait résolue à suivre cet exemple, si elle ne recevait pas l'ordre de se séparer des Français. Le Roi répondit par un ordre écrit : *Que ses troupes ne pouvaient mieux prouver leur attachement à sa personne qu'en remplissant strictement leur devoir, et que, du reste, il plaçait une confiance entière dans leur fidélité.* Rien n'aurait pu engager le Roi à dissoudre autrement que d'une manière franche et ouverte les liens politiques qui l'attachaient encore à Napoléon. Le Roi apprit peu d'heures après, par le général de Zeschau, que ses régiments d'infanterie avec toute l'artillerie avaient passé dans les rangs des alliés, à l'exception de 700 hommes, que leur chef avait réussi à ramener à Leipzig, où ils furent réunis aux grenadiers de la garde du Roi... » (2).

Par suite de je ne sais quelles circonstances, je me trouve en possession d'une lettre adressée en 1822 par le lieutenant-

(1) Du reste, quand, à Leipzig, ses Saxons passèrent à l'ennemi, Zeschau refusa de les suivre. Il se rendit près de son roi, qui l'employa comme aide de camp. (*Note de l'auteur.*)

(2) *Exposé de la marche politique du roi de Saxe.*

général de Gablenz (1), alors ministre de la guerre de Saxe, au comte de La Ferronnays. Cette lettre est intéressante, car elle prouve, de façon péremptoire, que les Saxons eux-mêmes ne considèrent pas la défection de Leipzig comme un acte honorable. Voici des extraits de cette lettre :

« ... Après la bataille de Leipzig, un escadron de la garde cuirassière saxonne suivait l'empereur Napoléon jusqu'à Altrandstadt en Thuringe, et fut attaché dès la fin de la bataille à la personne de ce monarque, faisant partie de son escorte. L'Empereur étant arrivé à Altrandstadt et ne voulant pas séparer cette troupe fidèle à son devoir militaire de ses camarades qui furent déjà dans le pouvoir de l'ennemi, ne tarda pas à la congédier et à parler aux officiers dans les termes les plus flatteurs. Il demanda lui-même leur nom et ordonna de les noter. De ces officiers existent encore trois, savoir : le capitaine Eckardt, le lieutenant Pilz et le lieutenant comte Holzendorf... Comme S. M. le Roi ne s'empêche pas de reconnaître tous les services rendus à la France, je crois bien pouvoir nommer ces officiers qui, jusqu'au dernier moment, remplissaient les devoirs de l'alliance militaire qui, pendant sept années de campagne, avaient attaché la Saxe au destin de la France; et j'ose proposer que Sa Majesté daignât accorder au capitaine Eckardt et au lieutenant comte Holzendorf la croix de chevalier, et au lieutenant Pilz, en ce temps-là déjà membre de la Légion d'honneur, la croix d'officier... »

En voilà assez sur la triste défection de Leipzig, souvenir gênant pour les Saxons, je l'ai dit déjà. Jusque-là la Saxe avait toujours obéi au plus fort, mais n'avait pas commis de vilenies. Leipzig a été le signal, et, depuis, ce pays a perdu toute fermeté, tout caractère. On l'a bien vu par la brutale extradition du professeur Cousin, à la demande de la Prusse et, plus, récemment, par la monstrueuse arrestation du vieux

(1) Il eut pour fils le général autrichien de ce nom qui se distingua à Custozza, à Solférino, puis contre les Danois, et fut ministre de la guerre après la guerre de 1866. (*Note de l'éditeur.*)

héros Kniaziéwicz, sur l'injonction du Tzar. Ah! M. d'Einsiedel, que faites-vous de la dignité de votre pays?... Mais l'important pour vous est de ménager vos puissants voisins et de voir prospérer vos usines de Prusse.

CHAPITRE XVIII

A propos d'émigrés français en Russie. — Les Montebello. — Le marécha Mortier. — Son explication de la Circoncision. — Quatre jolies sœurs. — Le prince Poutiakine. — Son originalité. — Le jeune comte Panine et le vin de Champagne. — Historique détaillé de l'arrestation et de l'expulsion du professeur Cousin. — Energiques représentations de M. de Rumigny. — Perfidie de M. de Jordan. — Lâche complicité de M. d'Einsiedel et simplicité du général de Minckwitz.

Paris, octobre 1826.

Je vais maintenant passer en revue les personnages autres que ceux de la société dresdoise ou du corps diplomatique que j'ai eu l'occasion de rencontrer dans la capitale saxonne.

La princesse Mentchikoff est fixée dans la capitale saxonne où, malgré son grand âge, elle tient une maison fort agréable. On la dit mariée secrètement avec un émigré français, le chevalier de Vignières, portant l'uniforme de Malte, dont il a reçu la décoration de l'empereur Paul; lequel a, du reste, prodigué cet ordre au point qu'aucun Russe ne veut plus le porter. Le chevalier, qui tranche du maître dans la maison de la princesse Mentchikoff, sent son intrigant d'une lieue et a l'air d'un coiffeur faisant le gentilhomme. De combien de pareils hommes, et même de chevaliers d'industrie, la Russie a été inondée lors de l'émigration française!... Dans le tas, il s'est trouvé sans doute des gens de bonne souche, de vrais gentilshommes français — et le chevalier de Vignières est, j'en suis sûr, du nombre — mais que de Français, au passé louche, introduits dans les familles russes, comme gouverneurs, précepteurs, secrétaires, et se disant, tous, gentilshommes ruinés par la Révolution!... Le prince Labanoff, grand seigneur fort riche et fort gai qui réside fréquemment

à Dresde, a connu deux de ces faux gentilshommes français dont les aventures méritent d'être notées.

L'un était précepteur chez un vieux Russe, retiré sur ses terres, ayant peu de communications avec les habitants des villes et ne sachant rien de ce qui se passait hors de la Russie. Le soi-disant gentilhomme était chargé d'apprendre les finesses de la langue française aux petits-enfants du vieux Russe. Gai et complaisant, le jeune précepteur se fit aimer de ses élèves et devint bientôt un petit roi dans l'intérieur de la famille. Un beau jour, il fut question de faire apprendre l'italien aux enfants, et l'on allait se mettre à la recherche d'un professeur de cette langue, mais mon homme s'interposa, déclara qu'il savait l'italien, car, comme on le sut plus tard, il n'était nullement gentilhomme mais simplement un ancien petit négociant gascon poursuivi pour escroqueries, et craignait le contact d'un véritable précepteur qui eût pu dévoiler son peu de connaissances personnelles. Le vieux Russe accepta, et le précepteur français commença aussitôt les leçons d'italien, qu'il donnait de curieuse façon, écartant avec soin tout livre écrit en langue italienne. Trois ans plus tard, le prince Labanoff, se trouvant de passage chez le seigneur russe, constata que le fameux précepteur s'exprimait en fort mauvais français et ignorait absolument les règles de la grammaire. Quant à l'italien, c'était un peu de gascon qu'il avait appris aux enfants de la maison!

L'autre précepteur français était un homme au maintien grave, ne parlant qu'à demi-mots et avec discrétion de ses malheurs qui l'obligeaient à faire usage de ses talents pour vivre. En grande vénération dans la famille moscovite où il avait été admis, il était entouré d'égards et considéré comme un homme d'une haute naissance, soutenant son infortune avec dignité et résignation. Surpris, une fois, au bain, par le domestique attaché à son service, il ne put cacher une empreinte qu'il portait sur l'épaule : une fleur de lys au fer brûlant. Le « gentilhomme » tire parti avec une bonhomie apparente de la découverte involontaire faite par le domes-

tique qu'il traite avec une extrême confiance : « Ah! mon ami, dit-il, tu as surpris, sans le vouloir, un grand secret. Pour tous, je ne suis ici qu'un simple gentilhomme, obligé de travailler pour vivre, et c'est déjà assez de honte pour moi que d'être réduit à l'exercice d'un emploi aussi subalterne que le mien; mais cette marque t'a tout dit. Tu as vu la preuve que je suis un des princes de la famille royale de France, chassés du pays où ils régnaient. Je te montre ici une grande confiance; jure-moi sur ton honneur que tu me garderas le secret. Je serais trop humilié, si l'on savait que le précepteur est un prince de famille souveraine... » Le serviteur, touché de la confiance qu'on lui montrait, fier de servir un prince de famille royale, promit tout ce que le précepteur voulut, et garda, peut-être, pendant quelques mois, le secret juré... Mais une première confidence en amena une seconde, puis une troisième, si bien que tout le monde dans la maison savait qu'un prince malheureux faisait le métier de précepteur; les égards redoublèrent, les bons procédés se multiplièrent autour du Français qui n'y concevait rien, car on ne faisait, en paroles, aucune allusion au secret qu'il avait révélé. Cette situation durait depuis de longs mois, quand, malheureusement pour le précepteur, un parent de la famille russe vint la visiter; il parla de l'accueil fait par l'impératrice Catherine aux émigrés français, et l'on se laissa alors aller à dire quelle était la naissance du précepteur. Le visiteur, jeune seigneur fixé habituellement à la Cour impériale, s'étonna, demanda comment on avait appris cela, et, après le récit de la scène du bain, expliqua à ses cousins que leur « prince français » n'était qu'un échappé du bagne ou un forçat libéré. Dès le soir, le distingué précepteur était congédié.

En 1824, le jeune duc de Montebello vint avec son frère Gustave à Dresde, pour y rencontrer une jeune et jolie Russe qu'il avait entrepris d'épouser. Il était accompagné du professeur Victor Cousin, ami de sa famille, chargé par la duchesse douairière de Montebello de porter les yeux de la raison dans une affaire où les yeux de l'amour, seuls, avaient

encore pénétré. J'ignore si c'est l'influence du professeur Cousin qui en est cause, mais ce mariage ne se fit pas. Le duc de Montebello, son frère Gustave et le professeur furent présentés dans la société.

Victor Cousin, savant consommé, d'une conversation instructive et attachante, est toujours et en tout professeur. Il se pose comme dans sa chaire, la main droite dans l'ouverture du gilet, sur la poitrine, la tête en arrière, et alors il parle. Le duc de Montebello, dont les études ont été fort brillantes, est un homme froid et remarquablement distingué. Par ses opinions politiques, il est un adversaire du gouvernement et figurera très certainement dans l'opposition de gauche quand il aura l'âge d'entrer à la Chambre des pairs. Je m'étonnais, un jour, devant lui, qu'étant dans des dispositions aussi peu favorables au Roi et à son gouvernement, il en eût accepté la dignité de pair : « On accepte toujours, me dit-il, une position qui peut servir à faire prévaloir, un jour, ses opinions. Et, d'ailleurs, ai-je une reconnaissance personnelle à nourrir?... Non. En plaçant quelques noms chers à l'armée sur la liste des pairs nommés à la seconde Restauration, les Bourbons ont cru faire quelque chose d'utile à leur cause. Ce qu'avait été mon père ne pouvait pas permettre que, dans une pareille circonstance, son fils aîné ne fût pas placé sur la liste (1). » Lorsque le professeur Cousin eut été arrêté et conduit en Prusse, circonstance dont je parlerai un peu plus loin, et après l'échec du mariage projeté, le duc de Montebello quitta Dresde. Gustave, son frère, excellent jeune homme timide et doux, y resta, étant fort épris d'une délicieuse Polonaise.

Dans le voyage que l'affaire Cousin me fit faire à Paris,

(1) En premières noces, le maréchal Lannes, duc de Montebello, avait épousé une femme très commune de son pays, Lectoure, dont le divorce le sépara. Il était né de ce mariage un fils, assez mauvais drôle, qui voulut, en qualité de fils aîné du maréchal, se faire reconnaître comme ayant droit au bénéfice de l'ordonnance de 1815. Il ne voulait probablement que soutirer de l'argent aux Montebello. Pendant que le procès s'instruisait, ce jeune homme, rentrant fort mouillé de la chasse, prit une maladie dont il mourut. (*Note de l'auteur.*)

en 1824, j'allai rendre visite à Mme la duchesse de Montebello, cette belle et noble femme, que Napoléon plaça auprès de l'impératrice Marie-Louise, parce qu'elle était la plus vertueuse des dames de sa Cour.

Le maréchal Mortier vint en 1825 à Dresde, en visite chez son gendre, le comte de Rumigny. Il arriva, accompagné de ses seconde et troisième filles, Mlles Malvina et Louise. Quelque temps après, son fils, le marquis de Trévise, vint aussi à Dresde et y resta comme attaché en quelque sorte à la légation.

Un jour, M. de Budberg, gentilhomme de Dresde, crut faire une gracieuseté au maréchal Mortier, en lui apportant à la légation, devant un cercle assez nombreux, une petite statuette représentant Napoléon portant sur le dos une hotte pour allumettes. Le pauvre maréchal, qui aime Napoléon de toute son âme et vénère sa mémoire, fut fort attristé de la remise de cette espèce de caricature. Il se pencha vers moi et me dit, pour moi seul : « Eh bien! mon cher Cussy, je vois que les plaisanteries allemandes sont toujours aussi fines. » Une fois parti ce niais de Budberg, le maréchal alla jeter dans la cheminée la malencontreuse statuette.

Je ne sais si j'ai dit déjà combien est simple le maréchal Mortier. Il est fils d'un modeste bourgeois de Cateau-Cambrésis, qui était, en 1789, député du tiers aux Etats généraux. Je me souviens que dans le salon du maréchal, à Paris, on voit, se faisant pendant, deux grands portraits en pied; l'un est le sien, en grand uniforme d'officier général (tenue des hussards); l'autre est celui de son père, surveillant dans ses champs les travaux de ses laboureurs.

Le maréchal ne parle presque jamais de sa carrière militaire et des événements politiques de l'Empire. Il faut que la conversation l'y contraigne; et, cependant, il a pris une belle part à cette époque de batailles. Je dois le reconnaître, le maréchal Mortier s'occupe d'ailleurs fort peu; il lit rarement et doit souvent s'ennuyer. Toutefois, il reste gai; mais les rares fois qu'il parle des faits de sa brillante carrière, c'est avec une

précision admirable. Il semble connaître chaque monticule, chaque cours d'eau, chaque bouquet de bois des pays où il a fait la guerre, ainsi que tous les faits militaires qui se sont passés, depuis Charlemagne, dans chacune des localités qu'il a traversées. Son gendre a vu des « mémoires » dont le maréchal écrit quelques feuillets de temps en temps, mais qui ne sont point encore coordonnés, et il m'a assuré que tout ce qu'il a lu est propre, net, et du premier jet, et est parfaitement écrit et avec beaucoup plus de style que la conversation habituelle du maréchal ne pourrait le faire croire.

C'est grâce aux dispositions prises par le maréchal Mortier que, lors du retour de Napoléon de l'île d'Elbe, la famille royale put quitter tranquillement le territoire français. Le maréchal se retira alors à son château du Plessis-Lalande. Etonné de ne pas voir ce vieil ami se présenter aux Tuileries, Napoléon dépêcha au maréchal Mortier plusieurs messagers pour lui dire « qu'il respectait ses scrupules et qu'il concevait qu'il ne se crût pas délivré du devoir de fidélité envers le Roi auquel il avait prêté serment; qu'il ne voulait que le voir et l'embrasser, et ne prétendait de lui aucune assistance... » Le maréchal ne put résister. Il se rendit auprès de l'Empereur, qui l'embrassa avec effusion, et lui dit des paroles d'une grande bonté. Si bien que son cœur étant tout à fait retourné vers son ancien chef, le maréchal ne refusa pas un commandement qu'on lui offrait; mais un violent accès de sciatique fut cause que le maréchal ne put partir immédiatement, et la bataille de Waterloo eut lieu sans lui. Quoi qu'il en soit, lors de la seconde Restauration, il fut rayé de la Chambre des pairs, ainsi que beaucoup d'autres de ses collègues, que l'on nomma plaisamment les maréchaux-experts (ex-pairs).

Le maréchal s'amuse beaucoup et rit volontiers de tous les bons mots, calembours ou quolibets des petits théâtres. Au château du Plessis-Lalande comme à Dresde, je l'ai entendu conter des anecdotes fort crues. J'arrivai, un jour, avec le maréchal et M. de Rumigny, chez Mme Annikew, jeune et charmante Russe, à laquelle, pour la faire riche,

ses parents, gens distingués mais peu fortunés, ont fait épouser un fils de marchands enrichis, homme fort laid et nul. On riait beaucoup dans le salon de la jolie Russe, mais c'était par contenance et pour gagner du temps, Mme de Pouschkine ne sachant que répondre à ses quatre filles, dont l'une venait de lui demander : « Maman, qu'est-ce que la Circoncision?... » En entrant, nous demandons le sujet des rires entendus : « Imaginez-vous, monsieur le chevalier, disent à la fois les quatre demoiselles Pouschkine, que maman ne veut pas nous dire ce que c'est que la Circoncision. Elle fait des mystères de tout, maman; cependant, le jour où le Christ a été circoncis est bien un jour de religion... » J'étais fort embarrassé de mon personnage; les jeunes entêtées se cramponnaient à leur malencontreuse question. Alors, affectant un grand sérieux, le bon maréchal dit, en s'adressant à Mme de Pouschkine :

— Eh! quoi, madame, vous ne voulez pas renseigner ces demoiselles et leur apprendre ce que c'est que la Circoncision?... Je vais le leur dire, moi...

— Comment? Vous allez le leur dire?... — Oui, sans doute. Croyez-vous que, quand elles le sauront, elles seront moins bonnes chrétiennes, et qu'elles auront moins de respect pour Jésus-Christ?... Oui, mesdemoiselles, Jésus-Christ enfant, était juif; c'est à tort que les chrétiens voudraient le nier; l'histoire est là... Jésus-Christ a donc reçu le baptême juif, nommé par les Israélites, Circoncision.

Cette naïve explication, donnée le plus sérieusement du monde, fut regardée par le quatuor de jeunes filles comme concluante, et la spirituelle et jolie Mme Annikew dit aimablement : « Le maréchal doit définir l'esprit comme je le définis moi-même : voir vite, juste et loin. »

Cette Mme de Pouschkine dont je viens de parler, est la veuve d'un général de la garde du Tzar, mort en 1825. Mme de Pouschkine était venue, à la fin de 1824, ou au commencement de 1825, s'établir à Dresde avec ses quatre ravissantes filles : Olga, Pauline, Nathalie et Fanny, afin de se rendre, pendant plusieurs saisons, aux eaux de Marienbad. Chez

cette aimable famille, dont j'aurai certainement à reparler, j'ai fait la connaissance de plusieurs Russes agréables, et j'y ai rencontré, entre autres Moscovites, Serge Tourgueniew, qui est quasi devenu fou de chagrin, de ce que l'empereur Nicolas ait pu penser qu'il faisait partie de la conspiration des frères Mouraview, après la mort du tzar Alexandre.

Mme la duchesse de Dino, née princesse de Courlande, épouse du comte Edmond de Périgord, neveu du prince de Talleyrand, séjourna assez longtemps à Dresde avec sa sœur, la princesse de Sagan. Ces dames fréquentèrent beaucoup la légation de France, et leur départ fut, du moins pour moi, un jour de deuil. Quelles délicieuses beautés! La duchesse de Dino surtout. C'est une femme de trente-deux à trente-trois ans, de la plus jolie taille du monde, ayant le plus joli sourire, et les plus admirables yeux qu'il soit possible de voir. La duchesse de Dino est la plus jeune de quatre sœurs, ayant chacune une grande réputation de beauté. L'aînée est la princesse de Sagan; la seconde est la princesse de Hohenzollern-Hechingen, dotée, dit-on, d'yeux qui ont causé bien des tourments; la troisième est la princesse Pignatelli, vivant séparée de son mari et portant le nom de duchesse Acerenza. N'ayant pas l'honneur de la connaître, je n'ai pu vérifier si, selon ce que disent ses admirateurs, Vénus elle-même eût souffert à lui être comparée; j'ai peine à croire cependant que cette princesse Pignatelli soit plus admirablement belle que la duchesse de Dino, sa jeune sœur.

Le prince russe Poutiakine doit, à cause de son originalité, trouver place dans ces souvenirs. Il est fixé à Dresde depuis fort longtemps. La maison de campagne qu'il possède aux environs de Dresde, est un assemblage de toutes les bizarreries. Ainsi, au milieu des jardins, on rencontre de nombreuses cheminées, où l'on allume de grands feux en automne et dans les jours trop frais du printemps. Ce petit vieillard de soixante ans, mais qui en paraît bien soixante-quinze, transporte sur sa personne et dans ses habitudes, tout le caractère de singularité qu'il a donné au dessin de ses jardins,

à la construction de sa maison, au choix des fabriques de son parc.

Pendant la canicule, il porte, contre la dent des chiens enragés, des bottes de fer-blanc, et contre le mauvais air et les exhalaisons pestilentielles, des éponges humectées de vinaigre, dans son jabot et sa cravate. Ses gilets sont en deux pièces absolument distinctes : le devant et le dos, réunis, sur les épaules et sur les côtés, par des boutons. Il porte toujours quatre ou cinq gilets, de sorte que, selon la température, par ce système de boutons, il peut ajouter ou retirer un certain nombre de gilets sans avoir à quitter son habit.

Par la pluie, il marche, abrité sous un parapluie, garni d'un bord d'un pied et demi, descendant verticalement jusqu'à hauteur de ses hanches, et, sur le pourtour de cette cloison circulaire d'étoffe, sont percées de petites fenêtres.

L'invention dont le prince Poutiakine est le plus fier est l'appareil qu'il s'est fait installer pour ses « bains d'air » de l'été. Au centre d'une vaste pièce, est suspendue, comme un lustre, une grande cage dans laquelle est un petit sopha et une table. Toutes les fenêtres et portes de la chambre sont ouvertes, et leur élévation est calculée de telle sorte que la cage puisse les dominer de deux à trois pieds, afin de n'être point suspendue précisément dans un courant d'air. Le bon petit prince s'établit *tout nu* dans cette cage, et, comme il prétend qu'on ne peut s'enrhumer que par les articulations et par le front, il enduit le dessus des pieds, les genoux et les coudes circulairement, le front jusqu'à la pointe du nez, et les poignets, d'une sorte de pommade qu'il saupoudre d'amidon. A la ville, où le prince n'a pas cette installation bizarre pour bain d'air, il se contente de faire rapidement les cent pas, à travers ses appartements aérés, étant, bien entendu, en costume du père Adam.

Lors du séjour du maréchal Mortier à Dresde l'an dernier (1825), le prince Poutiakine vint tout le premier lui faire une visite, pour le remercier des soins qu'il avait fait prendre de sa propriété de campagne en 1813. Le maréchal y avait,

à cette époque, établi son quartier général, et donné des ordres, pour que les étranges fabriques fussent respectées par ses soldats. Quelques jours après, M. de Rumigny et moi accompagnions le duc de Trévise allant rendre la visite reçue. Dans le moment où la porte s'ouvrit pour nous donner passage, le prince, nu et amidonné comme je l'ai expliqué, prenait précisément un bain d'air. Apercevant l'hôte illustre qui entrait chez lui, le prince oublie sa mise singulière et vient avec effusion à la rencontre du maréchal, auquel il montre le chemin du salon; mais, dans ce salon, une grande glace vient rappeler au prince Poutiakine l'état de sa toilette, et, sans ajouter un mot, il s'enfuit à toutes jambes. Quelques minutes après, il reparut vêtu, mais ayant oublié, dans sa précipitation, de retirer l'amidon qui lui couvrait le visage... Inutile de dire que, pendant sa courte absence, de joyeux rires sortirent de nos poitrines, et le soir, à la légation, le bon maréchal s'en donna de nouveau à cœur joie...

Dans le courant de l'année 1824, trois de mes meilleurs amis : le comte de Cramayel, le comte Hippolyte de la Rochefoucauld et Adolphe Billecocq, tous trois secrétaires de légation, respectivement à Vienne, Hanovre et Berlin, s'arrangèrent pour venir passer ensemble quelques jours près de moi à Dresde. Nous fîmes de compagnie mille folies. Mais, si par leur exubérance et leur gaîté mes amis étonnèrent les rigides et moroses Saxons, eux aussi eurent, au moins une fois, lieu d'être étonnés. Dînant un soir chez l'aimable général de Canicoff, nous nous trouvâmes à table avec un jeune comte Pan ne, petit-fils de l'ancien ministre des affaires étrangères de Catherine II, se rendant à Madrid en qualité de secrétaire de légation (1). Nous vîmes notre collègue russe absorber un nombre énorme de verres de champagne, qu'il avalait d'un trait, à la mode de son pays, et sans que sa conversation enjouée et intéressante s'en ressentît un instant.

(1) Ce comte Panine est, croyons-nous, le comte Victor Panine, diplomate de grand mérite, devenu ministre de la justice de Russie. (*Note de l'éditeur.*)

Après avoir parlé un instant à voix basse à l'un des domestiques, le vieux général de Canicoff se tourne vers son compatriote :

— Voyons, prince! lui dit-il. Je suis émerveillé. Nous sommes ici entre amis. Combien croyez-vous avoir à vous seul absorbé de bouteilles de champagne?

— ???...

— Cinq, prince!

— Cinq?... Qu'est-ce que cela?... A la Cour de Russie, je connais de mes amis qui, dans un repas, vident sans sourciller, sept et huit bouteilles de champagne.

Voyant notre étonnement, le comte Panine, s'adressant directement à nous, ajouta :

— Voilà comment vous êtes, vous, les Français; vous faites d'excellents vins, et vous ne savez pas les boire...

— C'est là-dessus, en effet, que nous ne nous entendrons pas, riposta Cramayel; en France, nous savons *savourer* notre vin; vos compatriotes l'*ingurgitent* en hâte... —

C'est dans cette année 1824, qu'au retour des eaux de Schandau, les destinées diplomatiques me ménageaient un tour de leur métier. Je veux parler de l'arrestation et de l'extradition du professeur Victor Cousin.

Mon chef, le comte de Rumigny, venait de quitter Dresde pour voyager dans les duchés de Saxe, et pour la deuxième fois en quelques mois, je me trouvai, de droit et de fait, chargé des affaires de la légation.

M. Cousin avait, ainsi que je l'ai déjà dit, accompagné les jeunes de Montebello à Dresde, où il habitait un appartement garni dans la Kreutzgasse (rue de la Croix), en face de l'église de la Croix, près de la place du Vieux Marché, et non loin de l'hôtel de la légation de France.

Le 14 octobre, avant 7 heures du matin, étant encore au lit, je vis entrer chez moi le duc de Montebello, la figure bouleversée :

— Un peloton de soldats, commandé par un officier, est dans la maison que j'habite, me dit-il. On veut enlever

M. Cousin, au nom du gouvernement saxon, pour le conduire en prison.

Je me hâtai de me lever, de me vêtir, et de courir en compagnie du jeune duc vers la Kreutzgasse, pensant à quelque méprise. L'officier saxon me laissa entrer sans difficulté, et je trouvai M. Cousin occupé, tranquillement, à écrire. Il me dit qu'il ne concevait rien à ce qui se passait, qu'il ne parlait pas assez facilement l'allemand pour converser avec l'officier, mais qu'il n'avait absolument aucune idée à laquelle il pût s'arrêter pour expliquer l'existence d'un mandat d'arrêt contre lui. Sans doute, ses opinions politiques étaient connues pour être libérales, mais il n'appartenait à aucune secte ou société politique secrète... Je parlai à l'officier : je lui dis, qu'à mon avis, il n'y avait dans tout ceci qu'une méprise qui avait besoin d'être éclaircie, et que, au nom de la France et sur ma responsabilité personnelle, je le sommai de surseoir à l'exécution de la commission dont il était chargé, jusqu'à ce que j'eusse vu le ministre des affaires étrangères de Saxe. Je lui faisais observer, d'ailleurs, qu'il n'était porteur d'aucun ordre écrit, et que l'affaire pouvait devenir fort grave pour lui s'il passait outre avant que j'eusse eu le temps d'approfondir ce mystère... Il me donna sa parole de patienter jusqu'à mon retour...

Je m'en voudrais de consigner ici par le menu les péripéties de cette journée du 14 octobre 1824 : courses inutiles à la recherche de l'introuvable ministre d'Einsiedel, conférences avec son second, le pauvre et faible général de Minckwitz, qui, se retranchant derrière de prétendues instructions confidentielles et abusant de la différence de nos âges, me conseillait *paternellement* de refréner un zèle qu'il qualifiait d'intempestif. Toutes ces allées et venues firent que la nuit était venue tout à fait lorsque je pus retourner à la Kreutzgasse. L'officier gardant M. Cousin m'attendait pour être dégagé de la parole qu'il m'avait donnée. Il me fit alors lire un ordre du roi de Saxe, prescrivant, sans ambages, « de s'emparer de la personne du professeur Victor Cousin ».

C'était un ordre monstrueux, mais c'était un ordre, et, quel que fût mon désespoir de voir arrêter, sous mes yeux, par force, un de mes compatriotes, je n'avais qu'à me résigner. Ce que voyant, M. Cousin, qui jusqu'alors avait conservé assez de calme et de dignité, se mit à prendre une attitude inconcevable et à tenir des propos fort ridicules. Il commença par s'emporter et, s'en prenant directement à moi de tout ce qui lui arrivait, il me dit sur un ton de matamore :

— « Monsieur, ceci est une affaire où l'épée devrait agir. »

Faisant, à part moi, la réflexion que ce profond penseur, ce traducteur de Platon (1), ne semblait pas avoir en ce moment des notions lucides sur le juste et l'injuste, je répondis vertement à mon interlocuteur :

— « Monsieur, je compatis plus que qui que ce soit à votre malheur, mais je crains que, dans ce moment-ci, au milieu des circonstances actuelles, vous ne soyez pas un juge impartial du rôle que j'ai à jouer et de mes devoirs. Je n'accepte point vos leçons ni votre blâme sur ma conduite. Quoi que vous puissiez penser, j'ai humainement fait tout ce qu'il était possible de faire dans ma capacité officielle. Si vous aviez pu vous réfugier dans l'hôtel de la légation, je vous donne ma parole que, fidèle au devoir que m'imposerait la fiction diplomatique faisant de l'hôtel d'un ministre le territoire momentané du pays qu'il représente, les soldats saxons n'arriveraient jusqu'à vous qu'après m'avoir renversé par terre; mais ici, monsieur, ici, dans la Kreutzgasse, vous êtes sur le territoire saxon. La force armée du souverain de ce pays vient, munie d'un ordre formel de ce souverain, pour s'emparer de votre personne... Cet ordre est profondément injuste, je le sais; mais, que puis-je faire de plus que ce que j'ai fait depuis treize heures d'horloge?... Vous abandonné-je, moi, chargé d'affaires de France, parce que je juge inutile de me pendre aux bottes des soldats saxons qui vous enlèvent?... Non, monsieur, il ne reste plus au chargé d'affaires de France qu'à pro-

(1) En 1822, M. Cousin avait donné une excellente *Traduction de Platon*.

tester. C'est ce que je fais ici tout haut, et c'est ce que je ferai par écrit, en rentrant à la légation... Je ne pouvais agir plus énergiquement que je ne l'ai fait... »

Pendant quelques minutes, M. Cousin arpenta encore son appartement, en marmottant d'inintelligibles paroles et esquissant des gestes désordonnés. La douleur que me causait l'accomplissement de ce monstrueux enlèvement était, je dois le dire, augmentée par la ridicule attitude adoptée tout à coup par mon compatriote. Enfin, M. Cousin, après avoir réuni quelques papiers et quelques effets, reprit tant soit peu de calme; il descendit et se plaça dans la voiture, à côté de l'officier saxon chargé de le conduire jusqu'à la frontière de Prusse.

Les jeunes Montebello me montrèrent alors des visages qui exprimaient clairement leur mécontentement, car ils subissaient fortement l'influence de M. Cousin et le chagrin les rendait injustes. Mais, je me hâte de le dire, ces deux jeunes gens avaient des esprits trop droits pour ne pas reconnaître, livrés à leurs réflexions, que j'avais fait tout ce qu'il m'était humainement possible de faire en la circonstance, et, dès le lendemain, ils vinrent me voir, pour me remercier avec effusion de tout ce que j'avais fait la veille, et pour me dire qu'ils reconnaissaient formellement qu'il m'eût été impossible de faire davantage. A partir de cet instant, je devins tout à fait l'ami des Montebello. Quant au professeur Cousin, depuis deux ans que ces événements ont eu lieu, sa rancune a subsisté. Ses anathèmes contre le chevalier de Cussy ont visé tous les membres de la légation, et se sont même étendus, dit-on, à toutes les légations du roi de France. Si cela est, voilà une manie de la persécution qui, chez un homme de l'intelligence du savant professeur Cousin, ne laisse pas que d'être inquiétante!

La foule compacte qui stationnait sur la Kreützgasse s'était ouverte pour laisser passer la voiture emmenant M. Cousin. Du sein de cette foule, quelques huées s'étaient alors élevées, et un Polonais, logé au-dessus du professeur, avait crié plu-

sieurs fois : « Hé quoi! Saxons! Laisserez-vous de sang-froid enlever un Français, un ami, pour le livrer aux Prussiens, vos plus grands ennemis?... » Cette foule, ces quelques murmures et la protestation indignée de ce Polonais ont servi de prétexte au gouvernement saxon pour m'accuser de provocation et pour réclamer ma destitution; mais ce fut en vain. Si sa conduite avait été lâche et sans foi, la mienne avait été loyale. Mon gouvernement m'a rendu justice. Toutefois, au premier moment, M. de Damas m'a inexorablement abandonné, et il lui a fallu un certain temps pour comprendre que ses collègues étaient indignés de ce qui s'était passé et que tous approuvaient ma conduite, et pour apprécier plus sainement la façon dont j'avais rempli mon rôle (1).

J'avais, dans toute cette affaire, rempli loyalement et avec énergie les devoirs de mes fonctions de chargé d'affaires. Le cabinet saxon avait joué un rôle d'autant plus odieux qu'il avait agi par cachotteries; j'avais donc la conscience parfaitement tranquille, et, de plus, j'éprouvais une certaine satisfaction d'avoir dit, en quelque sorte officiellement, ce que je pensais au second du comte d'Einsiedel. Je n'étais pas, cependant, au bout de mes peines...

Je crois avoir dit que j'attendais M. de Rumigny le lendemain ou le surlendemain. Aussi préférai-je ne pas faire de rapport direct à Paris sur l'affaire Cousin, me disant, avec raison, que le premier soin de mon chef serait d'édifier officiellement le ministère des affaires étrangères, dès qu'il aurait vu le comte d'Einsiedel. Malheureusement il survint des retards que je n'avais pas fait entrer en ligne de compte. Le 16, ce ne fut pas M. de Rumigny que je reçus, mais un billet de lui, par lequel il s'annonçait pour le 18. Le 18, point encore de M. de Rumigny, qui ne rentra que le 21. Or, pendant ce temps-là, le cabinet saxon avait expédié un courrier au baron d'Uchtritz, son ministre à Paris, de même que le gouvernement

(1) Baron Maxence de Damas. Né en 1770, il fut ministre des affaires étrangères du 22 octobre 1824 jusqu'au 4 janvier 1828, et fut ensuite nommé gouverneur du duc de Bordeaux, qu'il suivit en exil.

prussien au baron de Werther, son représentant en France. Ces deux diplomates se hâtèrent de voir le baron de Damas, qui prit la chose fort bien pour ces messieurs, leur disant qu'il était sans lettre de moi sur cette affaire, ce qui était un motif de croire que j'avais agi avec légèreté; aussi leur ajouta-t-il qu'il allait donner des ordres pour me rappeler à Paris. Les ministres saxon et prussien se frottèrent les mains d'aise, de voir que le grand chef des affaires étrangères de France prenait si bien la chose, et ils écrivirent aussitôt à leurs Cours leur conversation bénévole avec le naïf ministre. En outre, sans plus ample informé et sur les simples récits des barons d'Uchtritz et de Werther, la troisième unité de cette trinité de barons, le candide M. de Damas, adressa au plus vite, au conseil des ministres, un rapport dans lequel ma conduite était vivement blâmée!... Mais, comme j'aurai l'occasion de le dire plus loin, la tête du baron, ainsi que les girouettes, tournait à tous vents... On fit voir au baron que j'avais bien fait, et, de ce moment, il le crut.

Je passai la soirée du 21 à exposer en détail à M. de Rumigny l'historique de l'affaire Cousin. Il connut ainsi toutes mes démarches, échouant devant la lâcheté, la mauvaise foi et les indignes cachotteries du cabinet saxon. L'indignation de mon chef égala la mienne : il trouva, comme moi, que le pauvre général de Minckwitz n'était qu'une marionnette entre les mains du comte d'Einsiedel, et plaignit le vieux mais faible monarque Frédéric-Auguste d'être mené par un premier ministre « beaucoup plus Prussien que Saxon ». Dans la matinée du 22 octobre, il adressait au général de Minckwitz une lettre des plus dignes et des plus énergiques à laquelle le pauvre Minckwitz répondit en des termes qui nous parurent ambigus, car ils laissaient supposer que, « loin de porter atteinte aux droits de Sa Majesté Très-Chrétienne, la mesure prise contre M. Cousin avait été provoquée en partie et originairement par la communication d'une autorité française ». Ainsi que nous l'apprîmes par la suite, cette allégation était malheureusement exacte. En même temps qu'il avait délivré

à M. Cousin un passeport protecteur, M. Delavau, préfet de police de Paris, avait, en effet, signalé à la Prusse comme un homme dangereux le Français sauvegardé par ce passeport et se rendant en Saxe!... La première fois que j'eus occasion de parler de cette affaire à M. de Chateaubriand, qui n'appréciait point les idées de M. Cousin, il me dit que le préfet de police avait commis là une action odieuse, et il ajouta en riant : « Ce préfet de police croit peut-être que Dresde appartient à la Prusse... Je connais certains de nos compatriotes ayant des notions géographiphes de cette force-là »...

Je signalerai ici l'attitude en cette affaire du ministre de Prusse, M. de Jordan. Depuis plusieurs jours, sans doute, il négociait l'arrestation et l'extradition de M. Cousin. Très certainement, il savait, le 13 octobre, que le gouvernement saxon avait eu la lâcheté de céder, et il savait, non moins certainement, que, le lendemain matin, M. Cousin serait arrêté *sur sa demande, à lui, Jordan*... Eh bien! ce même 13, M. Cousin a passé la soirée dans la loge de M. de Jordan, au Grand-Théâtre! Et M. de Jordan a eu, toute cette soirée, avec sa victime, une conversation rieuse, gaie, et pleine d'abandon, et s'est comporté comme le chat qui joue avec la souris, avant de la croquer!... Ce souvenir m'a longtemps poursuivi. Je savais un mauvais gré infini à M. de Jordan de cette perfidie si bien voilée sous des dehors de gaîté. C'est lui qui, par ses conseils, a conduit toute cette affaire. Il a été, il est vrai, singulièrement aidé, d'abord, par la lâche complicité de M. d'Einsiedel, que ses intérêts particuliers ont attelé au char de la Prusse, ensuite par la simplicité de ce pauvre innocent de général de Minckwitz, bonne âme au fond, et auquel je ne garde aucune rancune pour tous les mensonges qu'il a débités, par ordre de son seigneur, le comte d'Einsiedel, en la circonstance. Oui, c'est par ce concours de perfidie, de lâcheté et de simplicité, que les blancs cheveux de l'honorable roi de Saxe, cet homme de bien, mais bon et faible à l'excès et dominé tout à fait par son néfaste premier ministre, ont reçu la boue

qu'ont fait jaillir du ruisseau les roues de la voiture qui emportait, pour le livrer à ses ennemis, un Français distingué, placé sous la protection de la légation du roi Louis XVIII, aux efforts duquel il dut, lui petit roitelet de Saxe, de conserver en 1814 son royaume que la Prusse convoitait de toute son âme, et que, soit dit en passant, il eût été préférable, dans l'intérêt de la France, qu'elle devînt maîtresse, plutôt que du Grand-Duché du Rhin, assis sur notre frontière; Grand-Duché qui, érigé en royaume, eût pu servir de compensation pour la famille de Saxe dépossédée.

Voici bientôt deux ans de ces événements. Ma rancune contre M. de Jordan a cédé au temps qui se charge d'émousser toutes les aspérités de la vie... Au reste, tout bien examiné et pesé à distance, M. de Jordan a là dedans fait peut-être son devoir comme moi-même j'ai fait le mien?... Seulement, ce devoir, moi je l'ai fait loyalement, à la française, tandis que M. de Jordan l'a accompli brutalement, en Prussien. Et, somme toute, ce qui ressort le plus clairement de toute cette affaire, c'est que le cabinet saxon s'est comporté lâchement, manquant à toutes les bienséances, à tous les procédés usuels, et, en un mot, à la bonne foi et au droit des gens. On voit ce que coûte au bon renom d'un pays l'omnipotence d'un ministre comme le comte d'Einsiedel.

CHAPITRE XIX

L'affaire Cousin me fait partir pour Paris. — Réflexions de route. — Chez le baron de Damas. — Ses expressions énergiques. — Récit du comte de Chabrol. — Entretien avec le comte de La Ferronnays. — Comment M. de Chateaubriand a été renvoyé du ministère, le 6 juin 1824. — Etonnante mémoire de M. de Martignac. — Les Varange. — Dîner de réconciliation. — Arrivée inopinée du marquis d'Eyragues à la légation de Carlsruhe. — Mon retour à Dresde. — Froideur du roi de Saxe à mon égard et fureur de M. d'Einsiedel contre moi.

Paris, octobre 1826.

Le soir du 24 octobre, peu après la réception de la réponse embrouillée du pauvre général de Minckwitz à ses justes revendications, M. de Rumigny me fit partir pour Paris, porteur de la correspondance qui avait eu lieu à l'occasion de l'arrestation et de l'extradition de M. Cousin, ainsi que du rapport détaillé que mon chef adressait au baron de Damas sur toute cette affaire. M. de Rumigny, qui connaissait bien M. de Damas, craignait en effet que le ministre des affaires étrangères n'eût adopté, les yeux fermés, les versions qui avaient dû déjà être présentées par MM. d'Uchtritz (1) et de Werther (2), et estimait qu'il ne fallait pas tarder à montrer la vérité *vraie* au baron de Damas. « Ah! mon cher Cussy, pourquoi ai-je prolongé mon excursion dans les duchés de Saxe?... Je connais M. de Damas; il est bon, mais crédule; c'est l'homme du premier mouvement, et déjà, peut-être, il a lu devant le Conseil des ministres le rapport saxon, et tenté d'en faire admettre toutes les conclusions contre vous... »

La foire qui se tenait en ce moment à Leipzig et la grande

(1) Ministre de Saxe à Paris.
(2) Ministre de Prusse à Paris.

circulation de voyageurs sur la route de Francfort me firent craindre de manquer de chevaux en prenant la route de Metz par Leipzig et Francfort, aussi préférai-je me diriger en droite ligne sur Strasbourg par la route de Freiberg. Ce fut une malheureuse idée, au point de vue de la vitesse de mon voyage, car, sur cette route peu fréquentée, les chevaux étaient toujours aux champs lorsque j'arrivais aux stations, et, à chaque relais, j'avais tout le loisir d'exercer ma patience. Par surcroît, quand je traversai le grand-duché de Bade, il survint un terrible ouragan qui m'occasionna de fâcheuses entraves : arbres renversés sur la route, et qu'il fallait déplacer pour passer, inondations empêchant parfois le postillon de reconnaître son chemin, et autres obstacles de ce genre.

J'avançais donc lentement sur la route de Paris, ayant ma conscience tranquille et la satisfaction intime d'avoir fait dans l'affaire Cousin tout ce que je devais faire. Cependant, je n'étais pas sans quelque inquiétude sur l'accueil qui m'était réservé chez le ministre; et cette crainte n'était pas sans raison : la Prusse et la Saxe avaient eu tout le temps de présenter les événements sous le jour le plus avantageux pour leurs gouvernements; la Saxe devait avoir porté des plaintes contre moi personnellement; si ce qu'avait avancé le général de Minckwitz d'une dénonciation de la police française contre M. Cousin était exact, il était certain que le cabinet du roi Charles X entendait poursuivre rigoureusement et partout les *libéraux*, et, partant, que les ministres me considéraient comme un gêneur dont il importait de se débarrasser... Toutes ces considérations, que j'envisageais sous toutes les faces, ne me laissaient pas exempt de quelque souci. Si je n'étais pas soutenu par mon gouvernement, rien ne pourrait empêcher que je fusse sacrifié... La seule chose qui me consolait et me laissait quelque confiance, était le souvenir de l'approbation formelle donnée par mon chef à ma conduite.

Peut-être la lenteur de mon voyage eut-elle un résultat heureux pour mes intérêts, car, pendant ce temps-là, l'affaire Cousin qui, sur le rapport de M. d'Uchtritz, semblait devoir

mal tourner contre moi, prit de jour en jour une marche de plus en plus favorable, tant par ce qui se démêla devant le Conseil que par les changements d'opinion du ministre des affaires étrangères, le baron de Damas. Tout cela, je le conterai tout à l'heure; et je ne saurais être dans l'erreur sur aucun point, car je tiens ces détails du comte de Chabrol, ministre de la marine, et de l'excellent M. de La Ferronnays, ambassadeur de France en Russie, se trouvant alors en congé à Paris.

Arrivé à Paris dans la journée du 3 novembre, je descendis à l'*Hôtel des Tuileries*, rue de Rivoli, et, après avoir fait ma toilette, je me rendis, vers les 4 heures de l'après-midi, muni de mes dépêches, chez le baron de Damas. Bien qu'annoncé comme « courrier porteur de dépêches pour le ministre », j'attendis, dans le premier salon, plus de deux heures. Plusieurs ministres étrangers passèrent avant moi. Je vis arriver le comte Georges de Caraman, et, comme le ministre, en reconduisant une personne jusqu'à la porte de son cabinet, l'avait aperçu et lui faisait un signe d'amitié, je pensai que M. de Caraman passerait encore avant moi. Le connaissant, je le priai de rappeler au ministre ma présence. Quelques autres personnes arrivèrent encore, mais celles-là ne passèrent pas avant moi, car M. de Damas fit dire qu'il ne recevrait plus avant son dîner. Je me levais pour m'en aller, quand un huissier, s'approchant respectueusement, me pria, de la part du ministre, de rester à dîner. Autant ma longue attente m'avait semblé un mauvais signe, autant cette communication de l'huissier me parut de bon augure... Enfin je fus introduit. Sauf un oui ou un non, que j'eus peut-être à prononcer, la conversation fut une sorte de monologue de la part du baron de Damas, aux côtés de qui j'arpentais indéfiniment son cabinet.

« Avez-vous fait un bon voyage, monsieur le chevalier?... Etes-vous très fatigué?... Vous n'avez pas, sans doute, pris le temps de dîner aujourd'hui?... Un huissier vous aura dit, de ma part, n'est-ce pas, de rester à dîner avec moi?... Je vous présenterai à Mme de Damas... Ah! monsieur le chevalier,

je suis charmé de faire votre connaissance... Vous avez fait un bien beau travail sur l'armée prussienne. J'ai fait nommer une commission pour l'examiner, après en avoir pris moi-même une connaissance un peu rapide. C'est le général Rogniat qui était président. Il m'a fait son rapport : il dit que c'est un bel et utile ouvrage. Tenez, le voilà là, sur ma table. Le général me l'a rendu il y a quelques jours seulement. Il a fait quelques observations par écrit, auxquelles je vous prierai de répondre. Revenez me voir demain; je vous placerai à côté de mon cabinet; vous serez là fort tranquillement pour travailler... Mais, nous allons bientôt dîner; remettez-moi donc vos dépêches, monsieur le chevalier. La Saxe, vous savez, s'est plainte de vous; mais j'ai bien su démêler, au milieu de toutes les belles phrases de son rapport, qu'elle ne vous a accusé que parce que vous avez fait admirablement votre devoir. Les dépêches de M. de Rumigny ne m'apprendront rien à cet égard. La Saxe a été misérable tout à fait dans cette circonstance... Mais tout cela vient de la Prusse; c'est la seule puissance à laquelle nous ayons à garder rancune. La Saxe a, sans doute, été lâche et faible, mais ce n'est jamais qu'à regret que Dieu laisse tomber sa grêle destructive sur le persil... Mais la Prusse!... Ah! il fallait voir comme j'ai reçu son ministre ici même!... Ils croyaient, à Berlin, que nous avions peur... Oui, monsieur le chevalier, ces messieurs croyaient que nous allions *nous laisser ch...* (1) sur le nez sans rien dire!... Ah! Ah!... C'est un fait grave... Nous en recauserons demain. Pour aujourd'hui, passons à table. »

Nous descendîmes au salon où se trouvait la baronne de Damas, excellente femme, petite, chétive et toute tassée,

(1) Si jamais cette relation est lue, je vous demande bien pardon, mon lecteur, qui que vous soyez. Mais ce mot textuel et historique est réellement trop curieux dans la bouche d'un ministre des affaires étrangères et d'un homme d'une famille aussi distinguée que celle des Damas, pour ne pas être conservé fidèlement, malgré sa laideur. Je ne sais si M. de Damas, en prononçant avec énergie cette expression, a cru être éloquent; en tout cas, je lui souhaite, à lui, ministre d'un gouvernement représentatif, de ne pas employer ce mot à la tribune; et, s'il tient absolument à prononcer dans ses discours publics des mots *très* énergiques, un bon *S. N. de D.* bien militaire vaudrait, il me semble, encore cent fois mieux que cela. (*Note de l'auteur.*)

par suite de sa mauvaise santé. Après le dîner, tombant de fatigue, je ne pouvais plus répondre qu'à peine aux interminables questions du baron qui ne me parlait que des armées allemandes, et je dus à cette bonne Mme de Damas, qui me prit en pitié, de pouvoir me retirer de bonne heure. Elle m'engagea à revenir la voir, et je pris congé du ministre qui me dit, en me serrant la main : « *Mon cher* chevalier, à demain! J'ai encore à vous parler de cette affaire. »

Le lendemain donc, je me présentai chez le ministre, après l'heure de la messe, à laquelle, à cette époque-là, il assistait chaque jour. L'abbé de Bonnevie, que j'avais rencontré peu d'années auparavant chez M. de Chateaubriand, était alors aumônier du ministère des affaires étrangères. Quelques procédés trop sans façons du ministre ont blessé le bon abbé. Ainsi, par exemple, le pieux M. de Damas faisait quelquefois attendre l'abbé plus d'une heure au pied de l'autel, avant qu'il pût commencer sa messe. L'abbé, l'homme, le vieux comte de Lyon, cette trinité respectable, s'est fatiguée de ce manque d'égards, et, depuis, l'abbé de Bonnevie s'est retiré; je ne sais pas par qui il a été remplacé.

Le baron de Damas se promenait dans son cabinet, comme la veille. Il me dit qu'il était enchanté de tout ce qu'il avait lu; puis il me fit lui raconter en détail les événements de la journée du 14 octobre, ainsi que la visite du général de Minckwitz, le 15, et il ajouta : « Très bien, très bien. Vous donnerez, n'est-ce pas, tous ces détails à M. Bourjot (1). Voyez-vous, mon cher chevalier, on fait quelquefois mal en voulant trop bien faire. Tout ceci, c'est la faute de Franchet (2). Son dévouement et

(1) Directeur des travaux politiques aux affaires étrangères.

(2) M. Franchet d'Espérey, né en 1778, mort en 1863. Directeur généra de la police du royaume sous le ministère Villèle, M. Franchet d'Espérey était secondé dans ses fonctions par M. Delavau.

A la chute du ministère Villèle, M. Franchet d'Espérey fut fait conseiller d'Etat. Fidèle du malheur, il suivit en 1830 Charles X à Prague, et représenta en Prusse la branche aînée des Bourbons pendant la monarchie de Juillet.

La lumière est faite depuis longtemps sur l'incident de l'extradition Cousin qui, ainsi que l'explique M. Franchet d'Espérey dans ses *Mémoires*, provint uniquement du manque de jugement de la police saxonne. (*Note de l'éditeur.*)

son zèle pour le service du Roi l'ont entraîné trop loin, et de plus, ses subordonnés ont outrepassé ses instructions... Quant à vous, je vous le répète, votre conduite a été admirable... » Le ministre froissa alors énergiquement le rapport de M. de Werther, me parla encore de l'audace de la Prusse, compara de nouveau le cabinet des Tuileries à Dieu et la Saxe à du persil, et termina l'entretien par ces mots qu'il récita, ou plutôt qu'il déclama, en allongeant le bras et en prenant une pose emphatique : « Monsieur le chevalier de Cussy, vous serez fait maître des requêtes et vous recevrez la croix d'officier de la Légion d'honneur. »

J'ajouterai, entre parenthèse, que voilà deux ans écoulés depuis cette déclaration, cette promesse, de M. de Damas, et je ne suis, ni maître des requêtes, ni officier de la Légion d'honneur. M. de Damas a cru, sans doute, m'avoir donné une récompense suffisante, en me nommant, *contre mon gré et contre mes goûts*, sous-chef de la division des consulats. Peut-être, plus simplement, m'a-t-il complètement oublié, dès le lendemain de mon second entretien avec lui.

Tel est l'historique de ma réception par le ministre des affaires étrangères au sujet de l'affaire Cousin. Le sachant prévenu contre moi par MM. de Werther et d'Uchtritz, j'étais heureusement surpris de son fort aimable accueil. Les explications qu'allaient me donner, successivement, MM. de Chabrol et de la Ferronnays, devaient me révéler ce qui s'était passé à Paris, à ce sujet, depuis le 19 ou 20 octobre, date de la remise du mémoire saxon, et la série des incertitudes et des changements d'opinion du baron de Damas.

Le surlendemain de mon arrivée à Paris, c'est-à-dire, pour être précis, le 5 novembre, je me présentai chez le comte de Chabrol, qui me reçut fort amicalement, me dit qu'il était charmé de me voir, et aussi qu'il était enchanté que je fusse venu à Paris quand l'opinion de mon ministre avait fait volte-face en ma faveur. Il voulut bien me raconter, confidentiellement, ce qui s'était passé au sujet de l'affaire Cousin et la part personnelle qu'il avait prise lui-même à ces détails.

« M. de Damas entretint le Conseil des ministres, me dit M. de Chabrol, des communications que lui avaient faites messieurs les ministres de Prusse et de Saxe, au sujet de l'arrestation; et, comme ce n'est jamais que sur les affaires les plus minimes des légations que notre collègue prend la parole, M. de Villèle s'étant réservé d'examiner les affaires importantes du ministère des affaires étrangères, le baron de Damas, lequel, vous le savez, ne s'énonce pas avec une grande facilité, n'obtint pas, de la part du Conseil, une plus grande attention que d'ordinaire... Toutefois, j'avais, moi, écouté, et je m'en félicite sincèrement, car mon observation ramena l'attention du comte de Villèle, qui, préoccupé de toute autre affaire, n'avait pas entendu un mot de ce qu'avait dit et lu M. de Damas. Le Conseil étant mieux informé, l'opinion et les conclusions de M. de Damas trouvèrent contradicteurs... Vous allez avoir, mon cher Cussy, bien mauvaise opinion de nous, si je vous révèle comme cela les mystères du Conseil des ministres, mais il est probable que si je n'avais pas eu l'honneur de vous connaître, votre nom, qui a éveillé mon attention, ne m'aurait pas suffi pour me convaincre que le secrétaire de légation dont il était question avait très certainement fait son devoir et que M. de Damas ne devait pas être suffisamment informé.

Donc, lorsque Damas eut prononcé son fameux « je pense, messieurs », sur lequel sa voix se traîne toujours comme pour lui donner le temps de chercher ce qu'il pense réellement, il se reprit et dit sévèrement : « Je pense, messieurs, que dans des circonstances de cette nature, quand la Saxe accuse notre secrétaire de légation d'avoir cherché à soulever la population, et quand elle réclame que ce jeune homme soit rappelé, nous devons non seulement le rappeler en effet, mais, pour que la satisfaction soit plus éclatante, il me semble que nous devons déférer au Conseil d'Etat l'examen de la conduite *révolutionnaire* du chevalier de Cussy... » Vous voyez, mon cher ami, que M. de Damas juge vite et n'y va pas de main morte... Oui, je rougis de dire que si je n'avais pas pris la parole — ce que probablement je n'eusse pas fait si je ne vous avais point connu

— personne ne répondant à Damas, il eût pris le silence général pour un assentiment, et l'on serait passé à une autre affaire, à laquelle on n'aurait pas prêté plus d'attention, tellement nous sommes tous persuadés que les affaires importantes sont traitées directement entre les ministres étrangers et le président du Conseil.

Après que M. de Damas eut terminé le développement de son « je pense », je lui dis : « Mon cher collègue, permettez-moi quelques observations. Dans l'affaire dont il s'agit, trois choses m'ont frappé, car elles méritent, il me semble, une grande attention... » Là-dessus, M. de Villèle, sortant de sa préoccupation, demanda de quoi il s'agissait. Je lui contai l'affaire en quelques mots et en vins aux observations que j'avais à cœur de formuler. Les voici :

1° Il me semble que le rapport que M. de Damas vient de faire au Conseil ne repose que sur la seule communication du ministre de Saxe, et, qu'avant de prendre aucune conclusion, il faudrait attendre les dépêches du ministre du Roi à Dresde, qui est, sans doute, en voie de négociations et n'a point encore écrit.

2° N'est-il point contre toute convenance, que la police donne un passeport à un sujet français, et qu'elle entre en correspondance directe avec deux légations étrangères, pour attirer l'attention des polices de Prusse et de Saxe sur ce même individu qu'elle regarde comme dangereux?... Et tout cela, sans que la légation du Roi à Dresde soit prévenue de rien!...

3° Je connais beaucoup M. le chevalier de Cussy. Sa conversation ne dénote pas un homme violent, prêt à soulever le peuple, s'il en a le moyen, pour appuyer une démarche diplomatique, et, avant de songer à donner à la Saxe la satisfaction qu'elle demande, par son ministre à Paris, de la conduite du chevalier de Cussy, il faudrait entendre ce dernier.

— Tout cela est fort juste, dit M. de Villèle. La légation du Roi, n'étant pas prévenue, devait, avant tout, sa protection. La position dans laquelle se trouvait M. Cousin, conseil et ami d'un pair de France avec lequel il voyageait,

faisait un devoir à notre chargé d'affaires de le protéger... De plus, moi aussi je me rappelle avoir causé plusieurs fois avec le chevalier de Cussy, et le souvenir que j'en ai gardé est, je dois le dire, tout à son avantage... Allons, mon cher baron, il faut attendre de plus amples informations. —

Cette allocution du président du Conseil commença à changer les dispositions de Damas. M. de La Ferronnays a fait le reste, et Damas n'a plus vu qu'une *mesure atroce* là où, peu de jours auparavant, il ne voyait qu'une mesure de simple police, à l'exécution de laquelle vous étiez fort coupable, à son avis, de vous être opposé... Par tout ce que je viens de vous raconter, vous pourrez voir, mon cher ami, que je suis au courant de ce qui s'est passé à votre sujet au Conseil et des fluctuations de M. de Damas. »

Je remerciai de toute mon âme le comte de Chabrol de sa bienveillante intervention dans une circonstance où la légèreté du baron de Damas avait failli me sacrifier sans hésitation. Je lui promis le secret qu'il réclamait, et me rendis chez le comte de La Ferronnays, que je fus assez heureux pour rencontrer. Je lui dis combien j'étais touché de ce qu'il avait fait pour moi et combien j'étais heureux de l'avoir trouvé en cette circonstance ce qu'il avait toujours été à mon égard, c'est-à-dire bon et bienveillant, et je lui confiai que j'avais tout appris, afin qu'il fût plus disposé à tout me raconter. Cet homme excellent me répondit aussitôt :

« Ne me remerciez pas autant, mon cher Cussy; ce que j'ai fait là, je l'eusse fait sans vous connaître, car, aussitôt que j'ai été informé de ce qui se passait, j'ai vu qu'il y avait quelque chose d'inique, d'inepte, et où la dignité de la France était engagée et compromise. Mais, je l'avoue cependant, j'y ai mis d'autant plus de chaleur et de bonne volonté que je vous savais mêlé là dedans, et que j'étais convaincu que vous n'aviez aucun tort. Moi, ambassadeur, sachant très bien avec quelle inexactitude on informe les légations de mille choses qu'elles devraient admirablement connaître, je me suis douté qu'il y avait là dedans quelque excès de zèle de la

police, et, ayant appris que Damas avait répondu à M. de Werther que c'était une misère, et au baron d'Uchtritz qu'il devait rester sans inquiétude et que *votre conduite répréhensible serait punie,* je me suis transporté chez lui pour qu'il me mît au courant de toutes choses... Jugez de ma surprise quand j'appris que le baron de Damas était allé de l'avant, sur la seule communication du ministre de Saxe et sans attendre vos rapports ou ceux de M. de Rumigny!... Je discutai tous les points avec lui; je lui fis envisager la gravité de ce qu'il avait fait, et, pour lui donner une mesure qu'il pût apprécier, je lui dis, qu'à mes yeux, ce qui s'était passé, tant de la part de la Prusse que de celle de la Saxe, était « beaucoup plus sérieux qu'une violation de territoire par des gendarmes poursuivant un prisonnier qu'ils sont sur le point d'atteindre au moment où ils lui voient franchir la frontière... » Le baron de Damas, frappé de cette image — que je vous prie, mon cher Cussy, de retenir; vous verrez pourquoi — et déjà pris à parti, la veille, au Conseil, par le comte de Villèle lui-même, vit désormais les choses sous un autre jour. Et ce fut au point que, par le plus grand des hasards, le baron de Werther s'étant fait annoncer dans ce moment, et Damas m'ayant fait signe de rester, j'assistai, bien malgré moi et d'une manière tout à fait inattendue, à une scène des plus comiques, je vous l'assure, comme vous allez en juger.

« Après les premières politesses, et quand chacun fut assis, Damas dit à M. de Werther que j'étais au courant de l'affaire Cousin, que, par conséquent, il pouvait lui parler devant moi... Et, tout à coup, sans même donner au ministre de Prusse le temps de dire un mot, Damas s'écrie : « Au reste, monsieur le « baron, j'ai mûrement réfléchi à cette affaire. Mieux informé, « je la trouve fort grave... Oui, monsieur, plus grave même « que ne serait une violation de territoire par des gendarmes « poursuivant un prisonnier qu'ils sont sur le point d'atteindre « au moment où ils lui voient franchir la frontière... » Le baron de Werther, abasourdi, voulut glisser quelques mots, mais Damas, monté désormais au tragique, se lève, prend une posi-

tion belliqueuse et continue en scandant les syllabes : « Par-« lez, monsieur le baron, expliquez-vous... Est-ce la guerre « que vous voulez?... Nous ne la craignons pas et nous sommes « même tout prêts à la faire... » Ne comprenant rien à un ton et à un langage si différents de ceux de la veille, le ministre prussien se leva, complètement interdit, balbutia qu'il donnerait connaissance à sa Cour du nouveau jour sous lequel le cabinet de Sa Majesté Très Chrétienne envisageait la question, et se retira. Le soir même, il expédiait un courrier à Berlin.

Je ne voulus pas dire à Damas, dans ce moment, qu'il était peut-être allé un peu loin; car il était absolument enchanté de lui et n'aurait rien compris à mes remarques sur l'inutilité d'avoir paru aussi vivement blessé... Vous avez vu, mon cher Cussy, combien l'image des gendarmes poursuivant un prisonnier s'était emparé de son esprit, puisqu'il avait répété, mot pour mot, à M. de Werther, la phrase que j'avais prononcée l'instant d'avant. Dans sa joie toute martiale, Damas se retourne vers moi d'un air triomphant et me débite deux ou trois phrases assez peu diplomatiques que je ne vous répéterai pas...

— Mais ces phrases, je crois les savoir déjà, dis-je à M. de La Ferronnays, car, si le baron de Damas aime les images des autres, il est probable qu'il reproduit plus volontiers encore celles qu'il a trouvées lui-même. Or, il m'en a présenté une, assez peu diplomatique, en effet, dont je ne vous citerai que les premiers mots, lesquels suffiront pour vous montrer si c'est bien ce que vous ne voulez pas me dire : « Ah! ces messieurs croyaient que nous allions nous laisser... »

Le comte de La Ferronnays partit d'un éclat de rire homérique et me dit, toujours en riant :

— Ah! c'est bien cela...; c'est ce qu'il m'a dit à moi... Je vois que, lorsqu'il tient une phrase, il aime à la servir, bonne ou mauvaise, jusqu'à ce que son effet soit usé... Mais celle-là, en vérité, ne peut pas s'user facilement... Elle est trop nouvelle dans la bouche d'un ministre...

— Mais, monsieur le comte, le ministre m'a encore servi

une autre phrase lapidaire, que, celle-là, je puis répéter en entier : « La Prusse est la seule puissance contre laquelle nous ayons à garder rancune. La Saxe a, sans doute, été lâche et faible, mais ce n'est jamais qu'avec regret que Dieu laisse tomber sa grêle destructive sur le persil... »

Nouveaux éclats de rire de M. de La Ferronnays.

— Je vois, mon cher Cussy, que vous connaissez tout l'arsenal oratoire de notre ministre, car cette image de la grêle tombant sur le persil est une de ses phrases diplomatiques favorites et il m'a servi son persil bien des fois... »

Après ce long, instructif et amusant entretien, je renouvelai mes remerciements au comte de La Ferronnays, et le quittai, déplorant sur mon chemin de voir le si important ministère des affaires étrangères aux mains d'un homme dont ses collègues et ses vieux amis faisaient aussi peu de cas.

M. de Damas a appelé auprès de lui au ministère un homme qui, déjà, avait toute sa confiance à Marseille, où il remplissait, je crois, les fonctions de commissaire général de la police; je veux parler du baron d'Eckstein, qui est devenu publiciste (1). M. de Damas a aussi recueilli dans sa maison le jeune marquis d'Eyragues, dont le père était mort à ses côtés en Espagne.

MM. de Villèle et de Damas et leurs acolytes sont les plus enragés soutiens de la Congrégation, qui mène si bien les affaires de France, que le comte de Montlosier, dans le fameux *Mémoire à consulter* qu'il a publié l'an dernier (1826) contre le parti prêtre, a pu écrire : « On imagina de faire entrer le ministère dans la Congrégation, la Congrégation dans le ministère. Déjà les postes, la police de Paris, la direction générale, avaient été données aux affiliés; il ne manquait plus que d'enrôler les principaux ministres eux-mêmes... »

Je ne sais si le pouvoir de M. de Villèle durera longtemps.

(1) Cet individu, né en Danemark en 1790, a servi un peu dans tous les pays. Il est inspecteur général du ministère de la police et attaché aussi au ministère des affaires étrangères, je ne sais en quelle qualité. (*Note de l'auteur.*)

Il lui faudra bien de l'énergie et du savoir-faire pour résister victorieusement aux attaques d'aussi rudes adversaires que le comte de Montlosier et M. de Chateaubriand, dont la verve s'exerce avec tant d'esprit dans le *Journal des Débats*. M. de Villèle a eu beau flétrir le parti de M. de Chateaubriand du nom de « parti de la défection », ce parti ne s'en porte pas plus mal. Les attaques de M. de Chateaubriand contre M. de Villèle sont trop violentes, à mon gré; mais si on ne peut les approuver en totalité, on peut, du moins, les excuser, quand on connaît comme je la connais la façon véritablement cavalière dont le chef du gouvernement actuel a mis M. de Chateaubriand à la porte du ministère des affaires étrangères.

Voici l'histoire de ce brutal renvoi, par les menées de M. de Villèle, le 6 juin 1824, d'après le récit que je tiens de la bouche du duc de Rauzan (1), qui me le conta, lors de mon voyage à Paris nécessité par l'affaire Cousin, c'est-à-dire quelques mois après la disgrâce de M. de Chateaubriand.

C'était un dimanche. M. de Chateaubriand était déjà parti pour le château. Le duc de Rauzan s'habillait pour s'y rendre, quand on lui apporte une lettre « fort pressée » du président du Conseil, M. de Villèle, à l'adresse du ministre des affaires étrangères, M. de Chateaubriand. Rauzan n'hésite pas à ouvrir le pli : c'était en deux lignes l'avis brutal du Roi, contresigné par M. de Villèle, informant le vicomte de Chateaubriand que le ministère lui était retiré (2). Sur-le-champ, Rauzan envoie un message à M. de Chateaubriand, lui faisant dire qu'il ne doit pas entrer chez le Roi, mais revenir *aussitôt* à

(1) M. de Chateaubriand étant ministre des affaires étrangères, le duc de Rauzan (Henri de Chastellux) remplissait les fonctions de directeur des travaux politiques. (*Note de l'auteur.*)

(2) « Louis, par la grâce de Dieu... Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« Le sieur comte de Villèle, président de notre conseil des ministres et ministre secrétaire d'Etat au département des finances, est chargé par intérim du portefeuille des affaires étrangères, en remplacement du sieur vicomte de Chateaubriand.

« *Signé* : LOUIS.

« Pour le Roi, le président du conseil des ministres,

« *Signé* : J. DE VILLÈLE. »

l'hôtel Wagram. Sans l'envoi de ce message, quasi impératif, mais nécessaire, le pauvre M. de Chateaubriand, destitué, sans le savoir, se serait présenté devant le roi Louis XVIII, qui venait de signer l'ordonnance du renvoi. Au reste, le Roi n'eût probablement pas été embarrassé de la présence du ministre disgracié, et il l'eût reçu avec son calme et son impassibilité habituelle. M. de Chateaubriand revint en toute hâte du château, prit connaissance de la lettre qui lui annonçait son renvoi sans ménagement, rassembla les quelques objets personnels qu'il avait à l'hôtel Wagram, ce qui lui prit deux heures à peine, au bout desquelles il adressa au comte de Villèle un accusé de réception fort bref, l'informant que l'hôtel du ministère n'était plus habité par lui (1).

Une fois l'affaire Cousin réglée et terminée d'une façon avantageuse pour moi, dont la conduite en cette circonstance avait été, s'il faut en croire M. de Damas, « de tous points admirable », je reçus un congé d'un mois que je passai dans ma famille, à Agen et à Lectoure. A mon retour à Paris où le ministre me fit rester assez longtemps, je fréquentais beaucoup la maison du maréchal duc de Trévise, du comte de Chabrol, du baron Portal, du baron Pasquier et de M. de Martignac, et j'y dînai fréquemment.

Un jour, à la table de M. de Martignac (2), il y avait, pour

(1) « ... Nous remontâmes dans notre voiture avec Hyacinthe (Pilorge); nous étions fort gais, quoique au fond mortellement blessé du ton de la lettre et de la manière dont nous étions *chassé*. Deux heures après, notre déménagement était fini, nous étant toujours regardé en hôtel garni à l'hôtel des affaires étrangères. Nous n'avions que notre mouchoir de nuit et notre manteau à remporter. Nous répondîmes à la lettre de M. le président du conseil par ce billet devenu public :

Paris, 6 juin 1824.

« Monsieur le comte,

« J'ai reçu la lettre que vous avez bien voulu m'écrire, contenant l'ordonnance du Roi, datée de ce matin 6 juin, qui vous confie le portefeuille des affaires étrangères. J'ai l'honneur de vous prévenir que j'ai quitté l'hôtel du ministère et que le département est à vos ordres.

« Je suis...

« *Signé* : CHATEAUBRIAND. »

(*Mémoires d'outre-tombe*.)

(2) M. de Martignac était alors directeur des domaines et député du Lot-et-Garonne. (*Note de l'auteur.*)

relevé de potage, une magnifique dinde bourrée de truffes. Dans un moment de gaîté, notre hôte se laissa aller à dire que ce mets était le mets ministériel par excellence, et que l'on ne saurait croire combien l'emploi répété de ces « boules noires » valaient de boules blanches aux ministres, dans l'urne de la Chambre des députés.

M. de Martignac est doué d'une mémoire étonnante. Voici un fait qui le prouve amplement. Je venais de jouer une partie de billard avec Mme de Martignac, et, pour rentrer au salon, je traversai un cabinet de travail où je trouvai le maître de la maison devant une petite table éclairée par une lampe fort basse et répandant peu de clarté. M. de Martignac me dit alors : « Que pensez-vous que je fais ici, pendant que vous vous amusez à caramboler?... J'apprends *par cœur* le code forestier sur lequel j'ai à parler incessamment à la tribune, et, dans cette demi-obscurité, ma mémoire m'obéit mieux qu'en plein jour. »

Lors de ce séjour à Paris, je fréquentai aussi beaucoup chez la famille de Varange. La baronne douairière de Varange est fort riche et reçoit d'une façon somptueuse, sans morgue, sans pose, et avec la plus grande affabilité. Il y a deux ans déjà (1824) que mon ami de Caux a épousé l'aînée des demoiselles de Varange, gaie et aimable femme. La seconde, Mlle Albine, chante fort agréablement (1). L'aîné des fils, Frédéric, est possesseur d'un majorat, et, n'étant pas encore marié, il se trouve en butte aux poursuites intéressées de nombreuses mères de famille. Peut-être se mariera-t-il à l'étranger, comme son frère cadet qui a épousé une grosse et très fortunée Hollandaise. Tous ces Varange ont les cheveux plus ou moins roux, ce qui désole Frédéric, qui a coutume de dire plaisamment : « Ah! cette perruque rousse, ce qu'elle me fait faire de cheveux!... »

M. de Chabrol m'ayant dit que M. d'Uchtritz était honteux de son rôle dans l'affaire Cousin, j'offris au ministre de Saxe un dîner à l'*hôtel des Tuileries,* bien connu des Allemands de

(1) Elle est devenue la femme de l'amiral de Mackau. (*Note de l'auteur.*)

passage à Paris. Je me gardai bien d'inviter M. de Werther, voulant montrer à M. d'Uchtritz que, si je me réconciliais avec lui, je ne passai pas l'éponge sur les agissements du ministre prussien à mon égard. Mes autres convives furent M. et Mme de Martignac, la jolie Mme de Chédeville, fille du bon chevalier de Saint-Projet, M. de Chabrol, M. Certain de Bellozane, gendre du maréchal Mortier, mes amis de Flavigny et Perseval de Frileuse et le duc de Fimarcon, fils de cette originale duchesse d'Esclignac dont j'ai parlé plus haut. La présence de hauts personnages politiques comme MM. de Chabrol et de Martignac suffisait à donner à ce repas une allure de réconciliation quasi officielle. Naturellement on y parla de toute autre chose que de l'affaire Cousin, M. d'Uchtritz *s'empiffra* comme les Allemands savent le faire, but abondamment, fit les déclarations les plus grotesques à Mme de Chédeville, qu'il traita de « femme sensuelle » et qu'il compara successivement à toutes les déesses de l'Olympe, déblatéra contre les *bigoteries* du roi Frédéric-Auguste et du prince Antoine, tourna en ridicule l'affection exagérée du vieux Talleyrand pour la belle duchesse de Dino, sa nièce, et prit congé en me disant : « Une au*d*re affaire Cousin, et nous serons *d*out à fait in*d*imes! »...

Je quittai Paris dans les premiers jours de février (1825) et, après avoir passé par Strasbourg, je m'arrêtai à Carlsruhe, chez d'aimables compatriotes, MM. de Montlezun et de Montcalm, ministre et secrétaire de la légation du Roi. M. de Montlezun est très questionneur et a la mauvaise habitude de donner sans fard son opinion sur les personnes, toutes les portes étant toujours ouvertes. Or, le soir de mon arrivée, comme, après m'avoir fait parler du baron de Damas, M. de Montlezun tournait en ridicule les favoris du baron, MM. d'Eckstein et d'Eyragues, et terminait sa diatribe en disant de sa voix la plus forte : « Ah! Ah! ce beau et élégant d'Eyragues... Je pense, qu'auprès de son protecteur, il aura perdu le peu d'esprit qu'il avait!... », voici que le jeune marquis d'Eyragues fit son entrée en souriant dans le salon de M. de Montlezun. J'avais

bien mis les doigts sur mes lèvres en regardant le ministre de France; il était trop tard, et le visiteur inattendu nous le fit bien voir aussitôt : « Bonjour messieurs!... Oui c'est le beau et élégant d'Eyragues lui-même. Il se rend en courrier à Constantinople et est charmé d'arriver à la légation de Carlsruhe au moment même où l'on y parle avec tant d'intérêt du baron de Damas et de ses protégés... (1). »

A Dresde, je retrouvai un bienveillant accueil de la société, mais la Cour, et particulièrement le Roi et le prince héritier, se montrèrent d'une froideur de glace. Ainsi que je l'avais pressenti, le comte d'Einsiedel avait monté et irrité le monarque saxon contre moi, en lui faisant croire que j'avais fomenté une émeute à Dresde pour tenter d'arracher le professeur Cousin des mains de la police et le faire conduire à la légation de France (2). Et le bon mais faible roi de Saxe, bien obéissant à son tout-puissant ministre, ne m'adressa plus dorénavant que les quelques mots de rigueur, quand j'eus l'honneur de lui faire ma cour, en qualité de secrétaire de la légation, c'est-à-dire jusqu'à la fin du mois de juin de cette année (1826). Le Roi et son premier ministre ne peuvent me

(1) Le marquis d'Eyragues a épousé en 1840 Mlle de Morell, héroïne du fameux procès La Roncière-Morell (1835). Il est aujourd'hui ministre de France à Carlsruhe.

(2) Conduit à Berlin, M. Cousin fut soumis à l'enquête de Cœpenick et retenu prisonnier, mais avec beaucoup d'égards, la légation de France ayant toujours négocié en sa faveur. M. Cousin sortit d'ailleurs de cette affaire, absolument innocent, et aucune charge ne fut retenue contre lui. Le gouvernement prussien, revenu à la saine raison, lui offrit toutes les réparations qu'il jugerait à propos de réclamer. Le professeur n'en exigea qu'une seule, laquelle lui fut immédiatement accordée : l'obligation imposée au ministre de l'intérieur prussien de se promener, plusieurs jours de suite avec lui sous les Tilleuls, à l'heure où il s'y trouve le plus de monde.

La révolution de 1830 a fait de M. Cousin un ministre de l'instruction publique, puis un pair de France. Je ne l'ai jamais revu depuis son aventure d'expulsion.

Paul de Bourgoing, aujourd'hui sénateur, m'a dit avoir appris de bonne source que M. Cousin, dans ses mémoires inédits, fulminait contre les membres des légations de France à Dresde et à Berlin en 1824, trouvant qu'il n'avait pas été défendu en Saxe et en Prusse, comme il eût dû l'être. M. Cousin est mal informé ou fort exigeant. Qu'il ait des raisons de garder rancune à ces messieurs de la police de Paris en 1824, d'accord; mais, à moins d'être aveugle et injuste, il ne saurait dire que les légations de France en Saxe et en Prusse n'ont pas fait en cette circonstance tout leur devoir. (*Note de* 1853.)

pardonner que les choses aient tourné aussi favorablement pour moi, malgré la cynique demande de rappel, qu'en exécution des ordres du comte d'Einsiedel, le baron d'Uchtritz avait formulée contre moi.

Ce qui mit le comble à la fureur du comte d'Einsiedel, c'est, qu'en surcroît de la nouvelle, vite répandue en Saxe, que j'avais été fort bien accueilli à Paris, le comte de Rumigny reçut ordre de faire connaître officiellement au cabinet saxon que « S. M. le roi Charles X rendait toute justice à la conduite du chevalier de Cussy, et que, si l'on pouvait s'étonner de quelque chose dans le fait inouï qui s'était accompli sous ses yeux, le 14 octobre, c'était du sang-froid et de la mesure qu'il avait apportés dans la circonstance, et qu'on aurait pu craindre de ne pas rencontrer chez un homme de son âge. » A partir du jour où cette communication lui parvint, le comte d'Einsiedel n'eut plus l'air de me connaître, ce que voyant, j'adoptai le parti de ne plus le saluer.

FIN DU TOME PREMIER

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CAAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

CHAPITRE XIV

CHAPITRE XV

CHAPITRE XVI

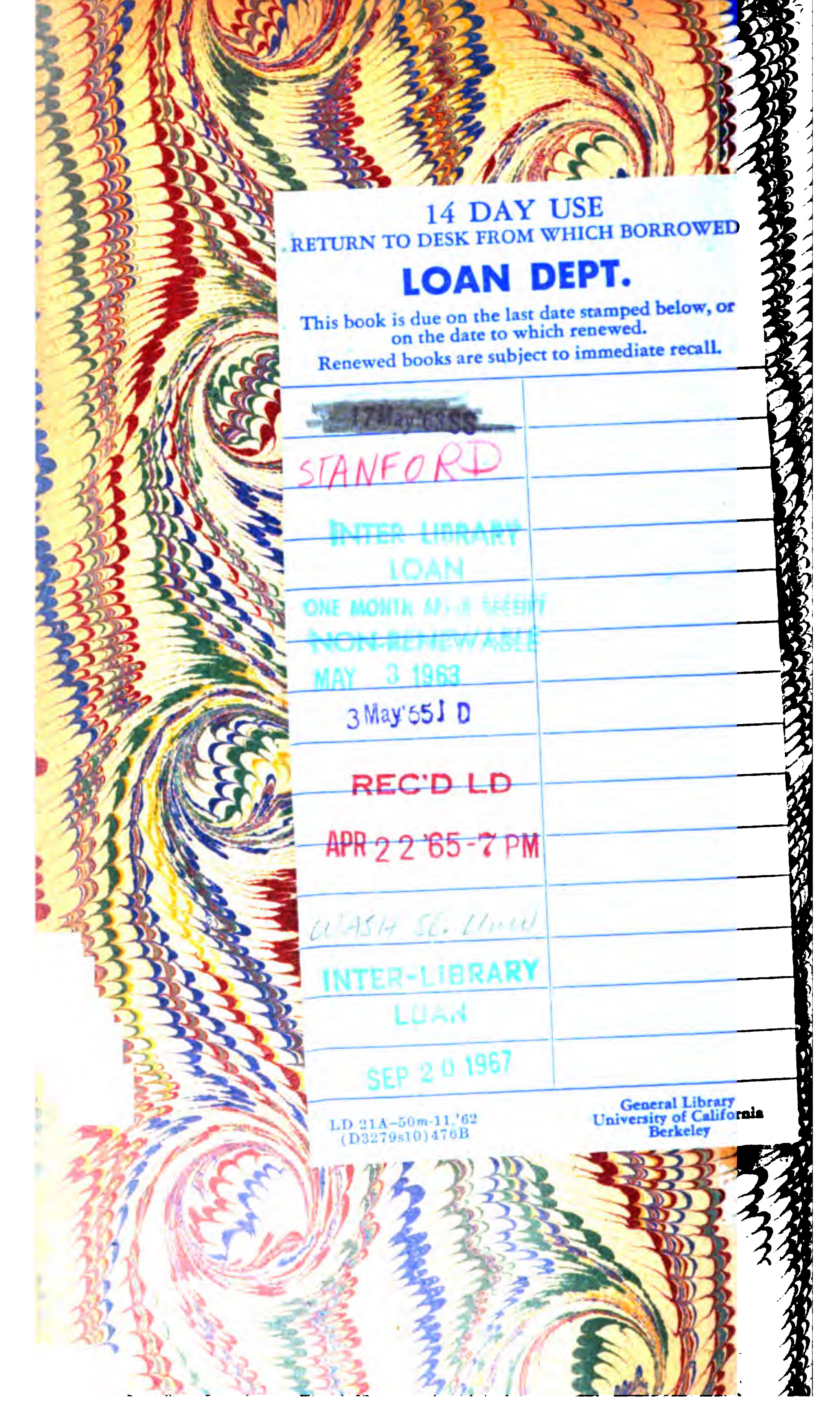
CHAPITRE XVII

CHAPITRE XVIII

CHAPITRE XIX

2 vols
7/2

3


14 DAY USE
RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED
LOAN DEPT.
This book is due on the last date stamped below, or on the date to which renewed.
Renewed books are subject to immediate recall.
[redacted]
STANFORD
INTER LIBRARY LOAN
ONE MONTH AFTER RECEIPT
NON-RENEWABLE
MAY 3 1963
3 May'65 J D
REC'D LD
APR 22 '65 -7 PM
WASH ST. Univ
INTER-LIBRARY LOAN
SEP 20 1967
LD 21A-50m-11,'62 (D3279s10)476B
General Library University of California Berkeley


YC 75458

